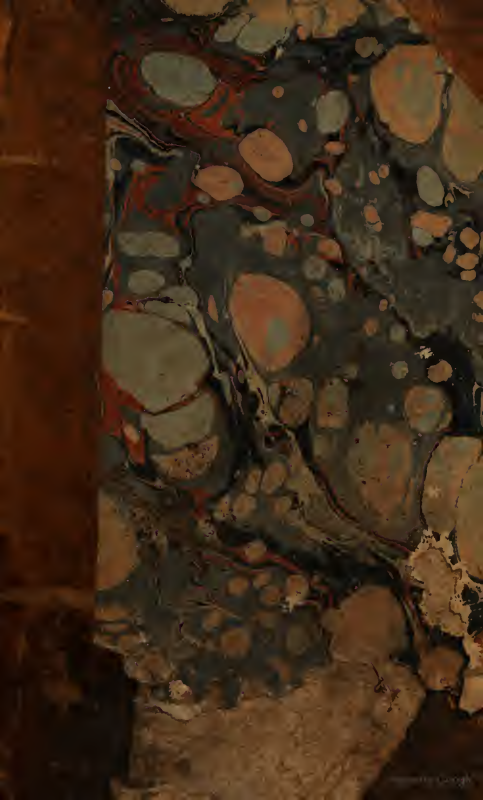




8

1-E

15



8-1-E-15





XVIII-13-18.



MEMOIRES

DE MONSIEUR L'ABBÉ

DE MONTGON,

TOME VII.

MDCCLII.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1000

1000



MEMOIRES

DE MONSIEUR L'ABBÉ

DE MONTGON,

PUBLIÉS PAR LUI-MEME.

Contenant les différentes *Négociations* dont il a été chargé dans les Cours de FRANCE, D'ESPAGNE, & de PORTUGAL; & divers événemens qui sont arrivés depuis l'année 1725.

TOME SEPTIEME.

Année 1728. 1729. & 1730.

Tacere ultra non oportet; ne jam non verecundia sed diffidentia esse incipiat, quod facimus; & dum criminationes falsas contemnimus refutare, videamur crimen agnoscere. CYPRIAN. ad DEMETR.



A LAUSANNE,

Chez MARC-MIC. BOUSQUET & Comp.

MDCCLII.

THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 10
PART 1
1880



MEMOIRES

DE

MONSIEUR L'ABBE

DE MONTGON,

Publiés par lui-même.



E fut vers la fin de Septembre 1728. que le Marquis DE BRANCAS exécuta le projet qu'il avoit formé, d'aller à l'Escorial & à St. Ildephonse. Il y mena le Comte de FORCALQUIER son fils, le Prince de MASSERANO, le Comte de CANDEL son frere, le Comte DAYDIE, le Chevalier de SEYVE, & moi. Le voyage se passa avec plus de gayeté que je ne l'avois cru ; il sem-
- Tom. VII. A bloit

bloit qu'en quittant Madrid nous avions oublié ce qui nous y occupoit, ou qu'au moins les impressions qui restoit étoient legeres, & n'excitoient aucune mauvaïse humeur.

Nous passâmes sept ou huit jours dans ces deux Maisons Royales. Il eût été à souhaiter pour notre tranquillité, que l'air pur & naturel de la Campagne eût entièrement dissipé l'influence maligne que nous éprouvions à Madrid; mais elle avoit acquis un tel degré de force, qu'il n'étoit plus possible d'en arrêter l'effet.

On apprit avant notre départ la mort* de la Reine de Sardaigne. Le Marquis d'ARVILLARS la notifia à Leurs Majestés Catholiques. Cette Princesse étoit fille de PHILIPPE de France Duc d'Orleans & frere du Roi LOUIS XIV. & d'HENRIETTE † d'Angleterre sa premiere femme. Elle avoit épousé le 9. Avril 1684. VICTOR AMEDEE II. Duc de Savoye & ensuite Roi de Sardaigne. De plusieurs enfans qu'elle avoit

* Le 26. Août, âgée de 59. ans moins un jour, étant née le 27. Août 1669.

† Fille de CHARLES premier Roi d'Angleterre.

avoit eus, il ne restoit en vie, quand elle mourut, que le Prince CHARLES EMMANUEL, qui regne aujourd'hui.

La Reine de Sardaigne étant Belle-Mere du Roi † d'Espagne, & Grand-Mere de M. le Prince des Asturies, le Duc & la Duchesse de BOURBON écrivirent à Leurs Majestés Cath. & au Prince pour s'aquitter du compliment usité en semblable circonstance. Ils m'adressèrent leurs Lettres *, que je remis ensuite au Marquis de la Paz. Leurs Alteſſes continuoient à m'honorer de leur confiance & de leurs commissions à la Cour d'Espagne : elles se plaignoient de tems en tems à moi du silence de cette Cour à leur égard ; & ce n'étoit pas à tort. A peine, depuis que j'étois revenu à Madrid, avoit-il paru qu'on leur fût quelque gré de leur zele pour les intérêts du Roi d'Espagne. Je n'avois pas manqué de faire appercevoir

A 2

à l'Ar-

† PHILIPPE V. avoit épousé en premières Noces la Princesse MARIE LOUISE GABRIELLE de Savoye. Le Roi d'Espagne FERDINAND VI. est le seul qui reste des enfans de cette Princesse.

* Voyez à la fin de ce volume, *Pieces Justificatives* N°. I.

à l'Archevêque d'Amida les suites facheuses que pouvoit entraîner une semblable indifférence, & combien il étoit à propos d'entretenir la bonne volonté du Duc & de la Duchesse de Bourbon, par un peu plus d'attention à ce qui les regardoit. Mes représentations échouoient contre l'usage où l'on étoit alors en Espagne, de ne songer aux personnes sur l'affection desquelles on comptoit, que quand leurs services devenoient nécessaires. On supposoit que le soin de les entretenir en attendant dans ces sentimens, étoit superflu.

Si cette maxime est commode à ceux qui la pratiquent, elle n'est gueres du goût de ceux qui en souffrent. Je remarquois que le Duc de Bourbon avoit quelque repugnance à l'adopter; & pour empêcher qu'il ne se méfiât insensiblement des sentimens de la Cour de Madrid à son égard, je cherchois souvent dans les infirmités du Roi d'Espagne, & dans les occupations qu'elles donnoient à la Reine, de quoi dissiper ce soupçon. Le Duc de Bourbon prenoit en assez bonne part mes réflexions; mais le refus d'une grace qu'il me chargea de demander au Roi d'Espagne, affoiblit

foiblit un peu l'effet que je desirois qu'elles produisissent. Voici dequoi il s'agissoit.

Le Maréchal de T E S S E' étant mort, il falloit selon l'usage rapporter au Roi d'Espagne le Collier de la Toison - d'Or que ce Monarque lui avoit donné. Le Duc de Bourbon souhaittoit que le Marquis de Tessé, second fils du Maréchal, pût l'obtenir ; & je voyois aisément par la Lettre * que ce Prince me fit l'honneur de m'écrire, qu'il étoit bien aisé que cette affaire fût menagée d'une maniere qui ne le compromît point. Afin de suivre son intention, je tâchai de découvrir si le Roi & la Reine d'Espagne, qui avoient marqué publiquement leur mécontentement de la conduite du Maréchal de Tessé quand l'Infante revint de France, n'auroient pas de l'éloignement à accorder à son fils la grace dont il s'agissoit. Je crus l'appercevoir, & pour tenter cependant de le détruire, je représentai à l'Archevêque d'Amida & au Marquis de la Paz, à quel point le Duc de Bourbon

A 3 feroit

* On la trouvera à la fin de ce volume.
Pieces Justificatives N^o. II.

feroit sensible à ce témoignage de la bienveillance de Leurs Majestés Catholiques. Je fis remarquer en particulier au Prélat, le bon effet que produiroit le bienfait dont il étoit question, sur l'esprit de ceux qui devoient en certain événement regarder ce Prince comme leur Chef & leur Protecteur auprès de Leurs Majestés Catholiques. Enfin j'ajoutai en parlant à tous les deux, que si le Maréchal de Tessé avoit eu le malheur de déplaire au Roi & à la Reine, ils feroient éclater leur bonté & leur magnanimité, en n'enveloppant pas le Marquis de Tessé dans la même disgrâce.

Mes insinuations furent inutiles, l'Archevêque d'Amida & le Ministre Espagnol me dirent, que Leurs Majestés étoient véritablement fâchées de ne pouvoir montrer en cette occasion au Duc de Bourbon, les égards qu'ils auroient toujours pour sa recommandation; mais qu'ils avoient déjà destiné le Collier de la Toison - d'Or du Maréchal de Tessé, & qu'on s'étoit avisé trop tard de le demander. Il falloit me contenter de cette réponse. Je ne sai si le Duc de Bourbon, quand il l'apprit, en

en fut également satisfait : j'eus lieu d'en douter. Heureusement son Mariage *, & toutes les fêtes qu'il donna à *Chantilli* à cette occasion, lui firent bientôt perdre de vue ce qui se passoit en Espagne.

Quoique tous les établissemens qui réfléchissoient tant soit peu sur le commerce, allarmassent alors les Puissances Maritimes; qu'elles exigeassent avec vivacité l'abolition de la Compagnie d'Ostende, & qu'elles s'opposassent en même tems à celle d'Altena †, Leurs Maj. Cath. ne laisserent pas d'accorder un Octroi pour en ériger une en *Biscaye*, qui devoit envoyer tous les ans des

A 4

Ports

* Il fut célébré le 23. Juillet à *Notre Dame de l'Epine* au voisinage de *Châlons*. Le Duc & la Duchesse de *BOURBON* s'y étoient rendus pour y recevoir la Princesse *CAROLINE* de *Hesse - Rhinfeld*. Le Roi avoit chargé le Comte de *MATIGNON*, d'aller à *Rottenbourg* en faire la demande pour le Duc de *BOURBON* au Landgrave son Pere. Mr. de *FORTIA* Conseiller d'Etat & chef du Conseil de ce Prince, y fut ensuite regler les Articles du Mariage avec le Baron de *BOUCHENAU* Conseiller intime du Landgrave.

† Voyez le Mémoire présenté au Roi de *Dannemarc*, & sa Réponse, au Tome VI. de ces Mémoires.

Ports de *St. Sebastien* & du *Passage*, un certain nombre de Vaisseaux aux Isles *Caraques*.

A peine cette Compagnie commençoit - elle à se former., que les Ministres d'Angleterre & d'Hollande présenterent des Mémoires pour la détruire. Ils demandoient que l'Octroi fût revoqué : je crois même que Sa Maj. Britannique & les Etats - Généraux, sollicitèrent le Cardinal de FLEURY, de faire de son côté les mêmes instances. Quoi qu'il en soit, elles furent inutiles : le Ministère Espagnol répondit, que le Roi d'Espagne ne se croyoit point obligé de rendre compte à personnes, des moyens qu'il prenoit pour augmenter & protéger le commerce de ses Sujets.

Presqu'en même tems que la Compagnie dont je parle avoit pris naissance, le Duc de RIPPERDA, qui depuis le 26. May 1726. étoit renfermé dans l'*Alcazar* de *Segovie*, s'échappa la nuit du 2. au 3. de Septembre. La servante du Gouverneur lui en procura le moyen. Cette fille, depuis qu'on s'étoit accoutumé à ne plus veiller avec tant d'attention sur les actions de ce premier Ministre, lui portoit ses repas soir & matin.

matin. Témoin de la tristesse où il étoit souvent plongé, & émue de pitié, elle lui offrit de contribuer à le tirer de sa situation malheureuse, s'il vouloit se fier à elle, & la récompenser quand il auroit recouvert sa liberté.

On s'imagine bien que la proposition fut reçue avec grand plaisir. Le Duc de Ripperda, après s'être assuré autant qu'il lui fut possible de la bonne foi de cette fille, lui promit de faire sa fortune dès qu'il feroit en sûreté. Il concerta ensuite avec elle & un Caporal de la Garde de l'*Alcazar*, de quelle manière il s'échapperoit. Je ne me souviens plus que confusément comment il s'y prit : je me rappelle seulement, que ses deux confidens lui procurèrent ce qu'on appelle en Espagnol, *Una mula de Paço*, dont il devoit se servir pour gagner la frontière de Portugal, qui n'étoit pas éloignée. C'étoit où il devoit les attendre ; car ils vouloient être les compagnons de sa fuite & de sa fortune.

La résolution que ces deux personnes prirent, de rester dans l'*Alcazar* deux ou trois jours après l'évasion du Duc de Ripperda, ne laissoit pas d'être pe-

rilleuse : mais ils jugerent qu'elle étoit nécessaire pour qu'on ne s'apperçût de rien , & que le Duc de Ripperda , qui étoit vieux , & par dessus le marché goûteux , eût plus de facilité à fortir des Etats de la domination d'Espagne.

Tout s'exécuta selon leurs desirs. La servante , en qui le Gouverneur & sa femme , aussi âgé l'un que l'autre , & valetudinaires , avoient une entière confiance , conduisit pendant la nuit le Duc de Ripperda hors de l'Alcazar. Il y trouva au rendez - vous une mule avec un homme pour le suivre. Le Caporal de son côté eut soin pendant que l'évasion s'exécutoit , d'écarter ou de laisser tranquillement dormir ceux qui pouvoient l'appercevoir. Enfin le valet de chambre du Duc de Ripperda , par un attachement pour son maître assurément peu commun , ayant consenti de demeurer dans la prison ; continua de recevoir à l'ordinaire les repas que la servante portoit , & affecta de dire à la porte de la chambre du Duc de Ripperda , devant ceux qui pouvoient l'entendre , que le Duc étoit au lit malade.

Pendant tout ce manège le fugitif gaignoit Pais ; mais ne pouvant longtems
sout-

souffrir la fatigue d'être à cheval , ni l'homme qui l'accompagnoit de marcher à pied , il loua une chaise en passant dans une petite Ville , & donna sa mule à celui qui le suivoit. Leur diligence , malgré cet arrangement , fut si petite , qu'ils n'arriverent qu'au bout de cinq jours à un village sur la frontiere de Portugal. Ils en passerent trois dans cet endroit - là , afin d'attendre la servante & le Caporal. Aussi-tôt qu'ils se furent réunis , ils se hâterent de se rendre à *Miranda de Duero* , premiere Ville de Portugal. Le Duc de Ripperda , qui se disoit Marchand , & qui avoit pris le nom de *Dom Manuel de Mendoza* , s'avisa fort mal à propos de s'emporter dans cet endroit - là contre l'espece de charretier dont il s'étoit servi. Cet homme vouloit s'en retourner; & le Duc de Ripperda demandoit , qu'il le conduisît encore jusqu'au port de mer où il se proposoit de s'embarquer. La querelle s'échauffa entre eux de forte , que le voiturier alla se plaindre au Magistrat , qui obligea le prétendu Marchand à satisfaire son conducteur , & à le laisser aller en liberté.

L'alarme que cet incident causa à

nos voyageurs s'étant heureusement dissipée , ils prirent aussi-tôt la route de *Port-à-port* ; & comme il se trouve presque toujours dans ce lieu-là des Bâtimens Anglois , le Duc de Ripperda pressé de quitter le continent d'Espagne , offrit la valeur de cent cinquante Guinées à un Capitaine Irlandois nommé *Curling* , s'il vouloit sur le champ mettre à la voile. Le marché fut bientôt conclu , & le Duc de Ripperda s'étant embarqué avec ses compagnons , il vint débarquer à *Cork* en *Irlande* , d'où il passa ensuite à *Londres* , où il arriva le 19. Octobre.

Quand le Gouverneur de l'*Alcazar* eut reconnu l'évasion de son Prisonnier , il la cacha pendant deux ou trois jours , dans l'espérance de le rattraper : mais les soins qu'il se donna pour cet effet ayant été inutiles , il fallut informer le Marquis DE LA PAZ de ce qui étoit arrivé. La Cour d'Espagne apprit cette nouvelle avec chagrin : Elle la communiqua aux Ministres étrangers , en les priant d'écrire à Leurs Souverains de ne donner aucun azile au Ministre fugitif , de le faire au contraire arrêter , & de le livrer à Leurs Majestés

jestés Catholiques. Comme on ne douta point qu'il n'eût pris le chemin de Portugal, on engagea le Marquis D'ABRANTES d'envoyer un Courier au Roi son Maître, afin que Sa Majesté Portugaise ordonnât aux Gouverneurs des Ports de son Royaume, d'empêcher que le Duc de Ripperda ne s'embarquât. L'avis vint trop tard, & le Capitaine *Curling* étoit déjà bien loin lorsqu'il arriva.

Le Gouverneur de l'Alcazar devint la victime de sa négligence : il perdit sa place, & on le condamna, je crois, à passer le reste de ses jours en prison. On arrêta aussi la Duchesse de Ripperda ; & le malheureux valet de chambre de son mari, que la fervante & le Caporal avoient abandonnés, fut mis dans un cachot. On le menaça même d'éprouver un châtiment plus rigoureux, s'il ne découvroit toutes les circonstances de l'évasion de son maître. Il obéit, & c'est par lui & le retour du Voiturier, qui avoit conduit le Duc de Ripperda à *Miranda de Duero*, qu'on fut plusieurs des particularités que je rapporte. Ce voiturier fut aussi mis en prison ; mais ensuite on le relacha, ain-

fi

fi que le valet de chambre du Duc de Ripperda. L'action généreuse qu'il avoit faite, lui valut avec juste raison la liberté.

La Cour de Londres regarda le nouveau venu avec beaucoup d'indifférence. Elle se borna à lui accorder un azile. Le bruit qu'avoit fait d'abord son arrivée, se dissipa promptement. Ce qu'on débita de ses prétendues conférences secrètes avec le Comte de K I N S K I Ambassadeur de l'Empereur, fut démenti publiquement par ce Ministre : il exigea même qu'on mît en prison l'auteur du *Port-boy*, qui s'étoit avisé d'inserer cette nouvelle dans son espece de Gazette. En un mot cet ancien premier Ministre d'Espagne rentra dans l'oubli, d'où la seule singularité de sa sortie de prison l'avoit tiré. Il eût été heureux de n'employer le retour de sa liberté, qu'à vivre d'une manière tranquille & conforme à son âge & à sa situation : mais ce ne fut pas le parti qu'il prit, & ennuyé apparemment du peu de cas qu'on faisoit de lui à Londres, il n'y séjourna que jusqu'au commencement de Décembre, après quoi il passa avec son même Cortège en Hollan-

Hollande, où il reprit la Religion du païs, qu'il avoit abandonnée en Espagne. L'ambition, jointe à une vaine espérance de vengeance, l'entraîna ensuite à la quitter une seconde fois pour se faire Mahometan, & entrer au service du Roi de *Maroc*. Le Duc de Ripperda mit ainsi le comble à ses malheurs, & au mépris qu'un si étrange aveuglement lui attira. *

Malgré la langueur où étoit tombé le Congrès de *Soissons* presque dès sa naissance, quelques Plénipotentiaires, quand ils revenoient de *Compiègne*, & ensuite de *Versailles*, ne laissoient pas de s'assembler pour la forme une ou deux fois par semaine. Mais quand la Cour de France alla à *Fontaine-Bleau*, le peu de Ministres qui restèrent à *Soissons*, furent ce qu'on peut appeller en vacances ; & s'ils se réunissoient les Lundis au lieu désigné pour les conférences, c'étoit plutôt afin de s'y entretenir des parties de Chasse ou de Campagne

* J'ai lu, ce me semble, dans une histoire de la vie de ce Ministre, qu'en mourant il avoit repris la Religion Catholique. Il faut qu'il crût apparemment alors, qu'elle convenoit mieux à ses intérêts présents.

pagne qui servoient à leurs amusemens, que des affaires générales. L'Espagne ne vouloit rien relacher de ses prétentions ; elle continuoit à tenir tout en suspens. On ne pouvoit la déterminer à approuver le projet de treve qu'on lui avoit envoyé. Le plan d'une pacification générale, dans lequel on l'avoit ensuite métamorphosé, & qui renfermoit quelques nouvelles idées, n'étoit pas mieux de son goût. On trouvoit à Madrid certains Articles de l'un & de l'autre captieux ou obscurs ; & ce qui augmentoit encore l'embarras, étoit, que Leurs Majestés Catholiques ne s'expliquoient pas plus clairement sur ce qu'elles souhaitoient qu'on ajoutât ou qu'on retranchât aux diverses propositions qu'on leur faisoit. On remarquoit seulement, qu'elles exigeoient absolument l'introduction des Troupes Espagnoles dans les Etats qu'on destinoit à l'Infant *Don CARLOS* ; & comme cette condition étoit rejetée à Vienne avec une égale opiniâtreté, il sembloit presque impossible de concilier des sentimens si opposés.

L'Espagne & la Cour Impériale agissoient chacune selon leurs vues particulières.

culieres. La premiere n'ignoroit pas , que la situation incertaine où elle tenoit depuis longtems l'Angleterre, caufoit à cette Couronne des dépenses aufsi confiderables qu'une guerre déclarée. Elle comptoit que la lenteur de fes réponses , & les éclaircifsemens fans fin qu'elle demandoit, redoubleroient affez l'empreflement qu'on avoit à Londres d'obtenir une décision , pour déterminer le miniftère Anglois à l'acheter par le facrifice du penchant fecret qu'il étoit foupçonné d'avoir pour la Maifon d'Autriche , & qu'il ne feroit en ce cas-là aucune difficulté de folliciter l'Empereur, de consentir à l'introduction fi defirée des Troupes Efpagnoles en *Tofcane*. Ce Monarque, qui la regardoit avec raifon comme l'époque de la destruction de fa puiffance en Italie , étoit réfolu de l'empêcher autant qu'il lui feroit poffible ; & pour cacher fa repugnance dans une conjoncture où elle étoit capable de porter l'Efpagne à des extremités fâcheufes, il fe ménageoit entre cette Couronne & les Alliés d'Hanover , avec prudence & adrefle.

C'étoit de concert avec les Plénipotentiaires de Leurs Majeftés Catholiques
que

que le Comte de ZINZENDORF & le Baron de FONSECA paroissoient agir à *Soissons* ; & quoique Sa Majesté Imperiale ne feignit pas de se plaindre des nouvelles prétentions de la Reine d'Espagne, elle s'expliquoit cependant sur cette matiere d'une façon, qui ne permettoit point de lui reprocher de vouloir éluder l'accomplissement de ce que le Traité de la quadruple Alliance avoit réglé en faveur de *Don CARLOS*. L'Empereur citoit au contraire aux Alliés d'Hanover pour preuve de sa fidélité à tenir ses promesses, la facilité qu'il avoit eue nouvellement, d'accorder à l'Espagne tout ce qu'elle avoit souhaité à cet égard, & le remerciement que lui en avoit fait le Duc de BOURNONVILLE de la part de Leurs Majestés Catholiques. S'il ajoûtoit ensuite, qu'il étoit à propos d'engager l'Espagne à s'en tenir là, c'étoit, disoit-il par maniere de reflexion, que le changement que cette Puissance vouloit introduire à l'Article V. du Traité de la quadruple Alliance, dénotoit visiblement des projets dont les conséquences étoient à craindre ; & qu'indépendamment de cet inconvenient, la Reine d'Espa-

d'Espagne se persuadoit mal-à-propos , qu'il dépendoit uniquement de Sa Majesté Impériale, qu'on substituât aux six mille Suisses , qui devoient prendre possession des Etats de *Toscane* & de *Par-me* , un pareil nombre d'Espagnols, puisque l'Empire ayant approuvé qu'on se servit des premiers , il falloit nécessairement obtenir , qu'il consentît qu'on les remplaçât par les autres.

Ici le Comte de ZINZENDORF, bien instruit des intentions de l'Empereur, n'applanissoit pas, comme on peut croire, les difficultés qui se rencontreroient à faire goûter au Corps Germanique une semblable innovation. La longueur des formalités qu'il faudroit observer pour la faire admettre à la Diète, multiplioit encore, selon lui , sans aucune nécessité, les difficultés qui n'arrêtoient déjà que depuis trop long-tems l'activité du Congrès. Il concluoit, que toutes les puissances étoient également intéressées à exiger, que l'Espagne se desistât d'une prétention, qui n'ajoutoit rien aux sûretés qu'on lui avoit déjà données, de mettre l'Infant *Dom CARLOS* en possession des Etats de *Toscane* & de *Par-me*.

C'étoit

C'étoit cette condescendance de la Cour de Madrid, que le Comte de ZINZENDORF sollicitoit le Cardinal de FLEURY de demander, & qu'il faisoit regarder comme l'unique moyen de terminer la pacification générale à laquelle on travailloit. L'Empereur, au nom duquel il parloit, souhaitoit sans doute d'éviter la guerre : mais il n'étoit pas fâché que les négociations traînant en longueur, donnassent lieu à l'Angleterre & à la Hollande, de réfléchir avec plus d'attention sur l'étendue des desseins, qu'il étoit vrai-semblable que la Reine d'Espagne formoit, de les envisager des mêmes yeux que lui, & d'imputer l'inutilité & la mollesse des instances du Cardinal de Fleury auprès de cette Princesse, à une partialité de la France pour les intérêts de l'Espagne, qui renouvellât leur ancienne méfiance sur les intentions de la Maison de Bourbon, & leur disposition à s'unir à Sa Majesté Impériale.

Le Marquis d'ABRANTES me communiqua dans ce tems-là une lettre †, qui

* De Dom Louiſ d'ACUNHA, qui étoit alors à la Haye Ministre de Portugal. Elle se trouve dans les papiers qu'on m'a enlevés.

qui expoſoit affez naturellement la ſituation où la prolongation du Congrès mettoit les Plenipotentiaires des principales Puiffances. Selon ce qu'elle contenoit , il paroiffoit que les Miniſtres des deux Liges de Vienne & d'Hanover ſe méfioient autant de leurs Alliés que des autres. L'Empereur remarquoit de plus en plus combien ſes intérêts devenoient inalliables avec ceux de l'Eſpagne. L'intelligence que le dépit & de vaines eſperances avoient fait naître entre lui & cette Couronne , touchoit au moment où elle alloit changer preſqu'en inimitié. Les Plenipotentiaires Eſpagnols , prévenus de la même opinion , ne la diſſimuloient , comme ceux de Sa Maſeſté Impériale , qu'afin de parvenir plus ſûrement , chacun de ſon côté , à gagner les Puiffances maritimes. Ils tendoient également au même but , quoi qu'ils tinſſent une route différente pour y arriver.

Le Comte de ZINZENDORF , en rappelant les avantages que l'Angleterre & la Hollande trouvoient à demeurer unies à l'Empereur , ſe flattoit de reveiller l'attachement qu'ellès avoient ci-devant marquées à ce Monarque. Il ſ'étoit



s'étudioit à les persuader de le regarder comme le fondement de leur tranquillité & de celle de toute l'Europe. Le Duc de BOURNONVILLE & ses Collegues, convaincus avec raison, que l'intérêt présent est ordinairement ce qui détermine les hommes, espéroient que celui qu'avoient les deux Puissances, dont je parle, à rétablir leur Commerce avec l'Espagne, les engageroit à concourir à l'exécution des projets de la Reine Catholique; & jusqu'à ce qu'elle eussent pris cette résolution, ils ne vouloient rien accorder.

Les moyens de vaincre la résistance de l'Espagne devenoient un sujet d'inquiétude à l'Angleterre, à la Hollande, & même à la France: elles se méfioient réciproquement de ceux qu'elles employoient, & des fruits qu'ils produiroient. Leur vigilance à s'observer sur cet article, s'allioit difficilement avec la parfaite intelligence que ces trois Puissances vouloient persuader qui régnoit entr'elles.

La lettre que je cite ajoûtoit enfin, que les fréquentes conférences du Comte de ZINZENDORF avec le Cardinal, roulant suivant les apparences autant

tant sur la Pragmatique Sanction que sur les matieres qui étoient portées au Congrès, excitoient l'attention & la jalousie des Espagnols, des Anglois, & du Ministre de Baviere : que les desseins qu'on attribuoit à ce dernier inquiétoient à leur tour les Plénipotentiaires Impériaux ; & qu'en un mot, les projets de l'Empereur, ceux de la Reine d'Espagne, & les changemens continuels qu'éprouvoient les Préliminaires, faisoient mal augurer des opérations d'une assemblée, où les difficultés se multiplioient chèque jour, & où il sembloit qu'on ne pouvoit conserver la paix que par artifice.

Le Cardinal de FLEURY, après être parvenu à conduire presque toutes les Puissances de l'Europe dans son Antichambre, pour y discuter leurs intérêts, voyoit avec peine, qu'une déférence qui devoit lui procurer tant de gloire, n'alloit aboutir qu'à laisser les choses dans une plus grande confusion. Un pareil dénouement ne pouvant manquer de faire tort à l'idée qu'il vouloit établir de ses lumieres, il ne négligeoit rien pour le détourner, & empêcher que le Congrès ne se séparât entièrement,

ment, ou par parcelle. C'étoit dans cette vue, qu'appercevant le dégout que cau-
soit aux Ministres de cette assemblée la
langueur qui régnoit entr'eux, il an-
nonçoit, peut-être trop legerement, à
quelqu'un de ses confidens, ce qui pou-
voit ranimer leurs esperances; & quoi
qu'il fût les engager à tenir cachés les
differens effets que devoient produire
les reffources de sa bonne volonté, ce
qui en transpiroit ne laissoit pas de ré-
pandre en plusieurs occasions entre cer-
tains Plénipotentiaires, un air d'assuran-
ce, qui donnoit lieu souvent à des
soupçons entr'eux qui lui coutoient à
dissiper.

Le Duc de BOURNONVILLE,
à qui s'adreffoient principalement les
plaintes du Cardinal & des autres Plé-
nipotentiaires, recouroit, pour les évi-
ter, aux mêmes moyens, dont je viens
de dire que cette Eminence faisoit sou-
vent usage. Il prodiguoit les promesses
& les esperances. A l'en croire, ses re-
présentations à Leurs Majestés Catholi-
ques ne pouvoient être ni plus fortes
ni plus puissantes. Il ne doutoit nulle-
ment qu'elles n'eussent un heureux suc-
cès : il ne s'agissoit que de donner le
tems

tems au Roi & à la Reine de les examiner. Celui qu'ils y employoient devenant un peu long, les infirmités du Roi, & les justes inquietudes qu'elles caufoient à la Reine étoient alors, selon le Duc de Bournonville, les uniques causes de ce retardement ; mais il touchoit à sa fin ; quelques jours de patience suffisoient pour le voir cesser. Pouvoit-on refuser d'attendre jusqu'à un terme si prochain ?

Ce langage charlatan avoit amusé le Congrès pendant plusieurs mois. Quand ils furent écoulés sans qu'on vit paroître ce que le Duc de Bournonville promettoit, on s'en prit à lui avec encore plus de vivacité. Le Cardinal surtout, qui s'étoit servi des promesses de ce premier Plénipotentiaire d'Espagne, pour soutenir l'état chancelant d'une assemblée qu'il regardoit comme son ouvrage, souffroit impatiemment qu'on lui reprochât en secret d'être trop credule, ou d'affecter de l'être, par menagement pour Leurs Majestés Catholiques.

L'une & l'autre de ces deux opinions le compromettant désagréablement avec le Congrès, & le rendant extrêmement suspect à l'Angleterre, il se plaignoit ame-

rement au Duc de Bournonville, de la situation où le mettoit la lenteur & l'inflexibilité de la Cour d'Espagne. Il ajoutoit, que n'étant plus possible d'arrêter les résolutions que Sa Majesté Britannique étoit pressée de prendre, le Roi Très-Chrétien feroit enfin obligé, malgré lui, de les seconder, & de laisser à l'Espagne le soin de se tirer d'affaire comme elle jugeroit à propos.

Ces reproches, & les especes de menaces qui les accompagnoient, causant autant d'embarras au Duc de Bournonville, qu'en avoit le Cardinal, il se détermina à offrir d'aller à Madrid rendre un compte exact à Leurs Maj. de l'état des négociations qui étoient sur le tapis; éclaircir leurs doutes, & les mettre en état de donner une réponse finale, qu'il viendrait lui-même porter. La proposition fut assez généralement goûtée. Le Cardinal trouvoit par là un moyen de faire retomber sur le Duc de Bournonville, tout le poids & l'embarras d'une discussion d'intérêts & de sentimens opposés, sous lequel il succomboit; & les autres Plénipotentiaires, excepté pourtant ceux * d'Angleterre, se

* Il paroïssoit par une Lettre que l'Ambassadeur d'*Hollande* à *Madrid* reçut dans ce tems.

se flattoient que l'assurance que le Duc de Bournonville leur donnoit de revenir incessamment, muni de tout ce qui léveroit les difficultés, étoit fondée, & que ce n'étoit sans doute pas sans entrevoir que Leurs Maj. Cath. se rendroient à ce qu'il devoit leur représenter, qu'il parloit d'un ton si affirmatif.

Cet espoir acquit encore un nouveau degré d'autorité, quand on apprit l'empressement que le Roi & la Reine d'Espagne montroient de voir arriver le Duc de Bournonville. Ce signe parut annoncer que son voyage seroit heureux; & comme on le souhaittoit ardemment, le *Projet de treve*, changé ensuite en *Plan d'une pacification générale*, prit, sous le titre de *Traité provisionnel*, une forme nouvelle: on l'ajusta autant qu'il fut possible aux ménagemens qu'on vouloit garder pour l'Empereur, & aux desirs de la Cour d'Espagne.

Ce travail, qui se fit de concert avec le Duc de Bournonville, occupa quelques jours. Enfin le Cardinal, qui vou-

B 2 loit

là, que Milord HARRINGTON & ses Collegues comptoient aussi peu sur les promesses du Duc de BOURNONVILLE, que sur le succès de son voyage.

loit, à quelque prix que ce fût, rendre cette dernière ressource utile, assura le Duc en particulier, qu'il se faisoit fort d'engager l'Angleterre à vaincre la résistance que l'Empereur continuoit de montrer à l'introduction des troupes Espagnoles en Italie, dès lors que Leurs Majestés Catholiques feroient connoître qu'elles avoient une volonté sincère de remédier aux plaintes des Anglois au sujet de leur Commerce, & de ne plus insister sur la restitution de Gibraltar.

Le Cardinal, en s'expliquant ainsi, avoit ses vues. Il savoit la mort du Roi GEORGE I. ; les moyens secrets qu'il s'étoit ménagés de tenir au moins une partie du Ministère Anglois dans sa dépendance ; & pour se conserver un pareil avantage, il cherchoit à concilier les desseins de la Reine d'Espagne avec l'affermissement de ce ministère, en faisant servir celui-ci à l'accomplissement des autres. C'étoit effectivement en trouver le secret, que de mettre les Ministres, au fort desquels cette Eminence s'interessoit, à l'abri des murmures * & du mécontentement, que

* On inféra à Londres, au commencement de Septembre, dans le Journal de *Mist*, une

l'incertitude où l'on étoit depuis si longtemps en Angleterre sur la paix, ou sur

B 3

la Pasquinade injurieuse à la mémoire du feu Roi GEORGE I. & au Gouvernement présent; elle étoit intitulée, *Relation des Troubles de Perse*. Sous cette allegorie on comparoit le Roi GEORGE I. au fameux usurpateur du Royaume de Perse; le Roi son fils à *Eschreff*, & le Prétendant à *Tamaseb* fils du Sophi détroné. On exaltoit autant les vertus de ce Prince, qu'on s'attachoit à rendre odieux les deux autres. Le Roi d'Angleterre prit cette insulte fort à cœur: il voulut faire punir severement l'Auteur du Journal, aussi bien que le Sieur *Wolf*, qui en étoit l'Imprimeur; mais ils s'évaderent l'un & l'autre. On arrêta alors par ordre de Sa Maj. Brit. plus de 20. Imprimeurs ou Colporteurs, qui débitoient ce Journal, & qui furent mis sous la garde des Messagers d'Etat. Il fut défendu à tous les commis de la poste, sous de rigoureuses peines, d'envoyer à leurs Correspondans ni cet écrit, ni le *Craftman*, qui se trouva en même tems rempli de traits piquants, d'invectives contre les Ministres, & de reflexions ironiques sur le Congrès de *Soissons*. Toutes ces précautions n'empêcherent pas qu'on ne débitât plus de 50000. Exemplaires du Journal, ni qu'un nommé *Farley*, Imprimeur, d'*Exeter*, ne ressuscitât vers la fin de l'année ce libelle satyrique. Quant au Sieur *Mist*, le Grand Juré du Comté de *Middlesex* porta une accusation de haute trahison contre lui dans la séance générale des Juges de paix de la Comté; je crois qu'on en usa de même à l'égard du Sieur *Farley*.

la guerre excitoit contr'eux. Il est vraisemblable aussi, que le Cardinal se proposoit, en se prêtant aux projets de la Reine d'Espagne, de s'attirer insensiblement tout le secret des négociations qui se passeroient entre elle & le Roi d'Angleterre, dans le renouvellement de leur intelligence, afin d'empêcher, sur l'article délicat du Commerce, que ce Monarque ne se prévalût, aux dépens de la France, des facilités qu'il pouvoit donner à introduire les Espagnols en *Toscane*, & de faire revenir Leurs Maj. Cath. des soupçons qu'Elles avoient toujours de la partialité de Son Eminence pour l'Angleterre.

Comme l'ouvrage qu'on faisoit à *Soissons* ressembloit assez à celui de certains Architectes, qui, pressés de construire un bâtiment, ne s'occupent qu'à lui donner une apparence agréable, sans s'embarrasser de le rendre solide, & qu'il écrase au bout de peu de tems le Maître qui doit l'habiter; le resultat de cet ouvrage, que le Duc de Bourbonville alloit porter en Espagne, n'étoit pas établi sur de meilleurs fondemens. Ce qu'on accordoit dans un article, se trouvoit limité ou obscurci
par

par le fuivant. Les promesses, il est vrai, étoient fort étendues ; mais les moyens de les exécuter devenoient peu praticables, ou incertains. On tâchoit de donner aux esperances tout le prix de la réalité : celle-ci, que l'Espagne cherchoit, ne se remarquoit clairement que dans ce qu'on exigeoit d'elle ; en un mot, la méfiance & la crainte des suites de la bonne volonté qu'on marquoit, la faisoit juger équivoque. On se croyoit fort dispensé d'être sensible à ce que l'interêt présent contraignoit d'offrir.

Il semble après ce que je viens de dire, que la prudence dictât au Duc de Bournonville de ne point annoncer si positivement à la Reine d'Espagne, que les desseins de Sa Majesté touchoient à leur accomplissement, & de s'expliquer en France avec un peu moins de confiance sur le succès qu'auroit son voyage. Mais l'éclat de la commission dont on le chargeoit à Fontainebleau, & l'impatience qu'on montrait à Madrid de l'entendre, l'éblouirent ; & il se persuada qu'il lui seroit aussi facile de contenter toutes les Cours, que de le promettre.

Ce premier Plénipotentiaire d'Espagne partit le 13. Octobre, en assurant qu'avant deux mois on le verroit reparoitre le Rameau d'Olive à la main.

Peu de jours après son départ, le Cardinal, qui souhaittoit ardemment qu'il tint parole, dépêcha un Courier à Madrid, afin d'y porter quelques nouveaux éclaircissemens. On comptoit que ce qu'ils contenoient acheveroit de dissiper les doutes de la Reine d'Espagne, & qu'il la prépareroit par conséquent à écouter plus favorablement le Duc de Bournonville. La tentative ne produisit cependant pas l'effet que l'on désiroit; on crut en Espagne que ce qu'on proposoit ne tendoit qu'à retarder l'introduction des six mille Espagnols en Italie; & comme tout ce qui portoit ce caractère, y étoit regardé comme des suggestions du malin esprit, qu'on devoit rejeter, on fit repartir sur le champ le Courier, avec la réponse, qu'on n'écouteroit rien, & qu'on ne donneroit aucune explication avant d'entretenir le Duc de Bournonville.

Ce refus d'admettre ce qu'on croyoit devoir rendre la commission de ce Ministre plus agréable, affoiblissant beaucoup

coup les esperances que son voyage avoit fait naître, le Comte de ZINZENDORF commença à se disposer de retourner à Vienne. Il ne se flattoit plus de parvenir à concilier les vues & les intérêts de sa Cour avec les desseins de la Reine d'Espagne ; & les divers expédiens dont il s'étoit servi pendant tout l'Été, pour engager le Cardinal à rendre la France garante de la pragmatique sanction, n'ayant abouti qu'à un patelinage continuel de la part de cette Eminence, qui cherchoit de son côté à se ménager la bienveillance de l'Empereur, le Comte de Zinzendorf, jugeoit qu'un plus long séjour en France étoit désormais superflu. La résolution qu'il prenoit de partir n'annonçant rien de favorable à la continuation du Congrès, le Cardinal, qui l'avoit fort à cœur, le pressa de rester encore à Paris, au moins jusqu'à-ce qu'on fût ce que l'arrivée du Duc de Bournonville auroit produit. Le Comte de Zinzendorf consentit d'avoir cette complaisance ; elle ne lui fut pas absolument inutile : il acheva d'attacher secrettement le Cardinal à l'Empereur. Ce sentiment, comme il a paru depuis en diverses occasions, a toujours sub-

fisté en lui ; & Sa Majesté Impériale se connoître à sa mort qu'il le croyoit sincere. Ce premier Ministre vouloit peut-être rendre l'union des deux Maisons d'Autriche & de Bourbon, le fondement de la tranquillité de l'Europe ; le projet étoit bon ; mais l'expérience de deux siècles prouve que son exécution est fort difficile.

Ce qui se traitoit avec tant de mystère entre l'Empereur & le Roi de Prusse , ne se ressentoit point de l'engourdissement où tomboit de plus en plus le Congrès de *Soissons*. Les négociations du Comte de SECKENDORF, qui, depuis près d'un an , faisoient le sujet de la curiosité des uns & de l'inquiétude des autres , se terminerent enfin , dans le tems dont je parle , par un Traité secret , qui fut conclu entre Leurs Maj. Imp. & Prussienne , & qui sépara tout-à-fait ce dernier Monarque des Alliés d'Hanover. Les deux principaux Articles du Traité portoient , que Sa Maj. Prussienne s'engageoit à garantir la pragmatique Sanction ; & l'Empereur , de son côté , garantissoit au Roi de Prusse la possession des deux Duchés de *Bergue* & de *Juliers* , après la mort de l'Electeur Palatin.

L'Em-

L'Empereur parut avec juste raison fort content de la signature de ce Traité. Il trouvoit, dans son union avec le Roi de Prusse, des avantages présents & solides; &, à la veille de voir détruire celle qu'il avoit avec l'Espagne, il s'applaudissoit de commencer à ramener à lui une des principales Puissances de la ligue d'Hanover, que cette alliance momentanée avoit mal-à-propos allarmé. Peut-être ce Monarque comptoit-il aussi, que l'Angleterre & la Hollande suivroient cet exemple.

Les Alliés d'Hanover, qui se méfioient depuis longtems des sentimens du Roi de Prusse, tenterent à diverses reprises, pendant le cours de la négociation du Comte de SECKENDORF, de la traverser, en offrant de grands avantages à ce Monarque; mais, en Prince sage & éclairé, il jugea prudemment, que l'Angleterre & la Hollande reviendroient bientôt à l'ancien système qu'elles avoient abandonné, & qu'il ne faisoit que les prévenir en le reprenant. A cette considération s'en joignit peut-être une autre plus importante encore, qui consistoit en ce que les promesses que Sa Majesté Britannique & les Etats-Généraux lui

faisoient, de concert avec la France, ne pouvant s'exécuter qu'aux dépens de l'Empereur, elles manquoient par-là même de solidité.

Ces réflexions déterminèrent vraisemblablement Sa Majesté Prussienne à se réunir à la Maison d'Autriche : elle se flatta que la démarche qu'elle faisoit lui procureroit des avantages plus certains que ceux qu'on lui faisoit envisager, & l'Empereur eut grand soin de l'entretenir dans cette opinion.

Les esperances que la Cour de France avoit conçues cette année, de la naissance d'un Dauphin, s'étant évanouies par celle d'une Princesse*, dont la Reine accoucha le 28. Juillet, Sa Majesté, après être relevée de ses couches, voulut aller à Paris demander à Dieu, par l'intercession de la Sainte Vierge, la grace de remplir l'attente de ses sujets, en donnant un héritier à la Couronne. Selon cette pieuse intention elle se rendit à l'Eglise de notre Dame le 4. Octobre. Comme c'étoit la première fois depuis son mariage qu'elle venoit dans la Capitale du Royaume, & que son entrée,

* Madame MARIE LOUISE de France morte le 19. Fevrier 1733.

entrée, si elle se fût faite avec la pompe & l'éclat qui accompagnent une pareille cérémonie, exigeoit des préparatifs qui auroient retardé trop longtems l'exécution de son dessein, ils furent supprimés. Cette Princesse, précédée seulement des grands Officiers de Sa Maison, & suivie des Dames qui ont l'honneur de la servir, & de plusieurs autres de la Cour, arriva sur les onze heures & demie du matin à l'Eglise Métropolitaine. Le Cardinal Archevêque de Paris l'attendoit à la porte de l'Eglise avec tout son Clergé; & après les cérémonies usitées en pareil cas, il fit à Sa Majesté le discours suivant.

M A D A M E,

DANS ce jour mémorable & solennel, où Votre Majesté donne un témoignage si éclatant de sa piété & de sa Religion, il est juste que les Ministres du Seigneur donnent à ce peuple innombrable, qui vous environne de toutes parts, l'exemple de la joie, de l'attachement, du respect, & de la vénération que nous inspire son Auguste présence.

Quelle satisfaction pour moi de pouvoir être

être encore l'interprète de ses sentiments, d'être témoin des hommages que Votre Majesté va rendre dans ce Saint Temple au Tout-Puissant !

Venez, MADAME, aux pieds de ses Autels, & jusques dans son Sanctuaire, implorer l'intercession de cette Vierge Sainte, dont le secours & la protection fut toujours favorable à nos Rois. Demandez lui sans hésiter le don précieux qui fait l'objet de nos vœux les plus ardents, d'où dépend le bonheur du Roi, la consolation de Votre Majesté, la tranquillité de la France, & le repos de toute l'Europe.

La foi peut tout obtenir ; & nous dirons aujourd'hui avec confiance à Votre Majesté, ce qui fut dit autrefois à cette Ste. femme, qui demandoit à Dieu un fils avec tant d'empressement : Allez en paix, & que le Dieu d'Israël exauce les justes desirs que votre cœur a formés.

La Reine ayant été conduite processionnellement au Chœur, pour y adorer le St. Sacrement, passa ensuite à la Chapelle de la Sainte Vierge, où elle entendit la Messe. Quand elle fut dite, Sa Majesté se rendit à l'Eglise de Sainte Geneviève Patronne de la Ville de Paris,

Paris , où elle fit sa priere devant la châsse qui renferme le corps de cette Sainte Bergere ; & de là elle alla dîner au château de la *Mentte*.

Les Vœux de la Reine furent exaucés , & l'année suivante elle donna à la France *Monseigneur le Dauphin*.

Le voyage que le Marquis de BRAN-
CAS m'avoit engagé de faire avec lui à l'*Escorial* , ne m'avoit point fait perdre de vue l'interêt que j'avois , de presser l'exécution de ce qui m'avoit été promis avant notre départ. Peu de jours après mon retour à Madrid , je renouvelai mes instances à ce sujet auprès de l'Archevêque d'*Amida* & du Marquis DE LA PAZ. Ils ne les rejettoient pas ; mais leurs réponses , vraisemblablement concertées , me renvoyoient au tems où le Roi se trouveroit en état de nommer les Ministres qu'il voudroit employer dans les Cours étrangères. Un langage aussi différent de celui qu'on m'avoit tenu peu de jours auparavant , me fit comprendre , qu'afin d'éluder la force & la justice de mes représentations , on n'avoit cherché qu'à m'amuser par de vaines esperances ; & que , pour m'em-
pêcher

pêcher d'être , soit Conseiller d'Etat
 soit Ambassadeur d'Espagne à Turin ou
 ailleurs , on n'avoit fait semblant de
 m'offrir une de ces places , que dans
 la vue de me détourner de prétendre
 à l'autre.

Si les dégouts qu'on s'obstinoit à
 m'attirer , & l'appréhension de succom-
 ber , malgré ma résistance, aux efforts de
 mes ennemis , me paroissent difficiles à
 supporter , je ne souffrois pas moins
 de l'idée d'être bientôt réduit , au mi-
 lieu d'une Cour étrangere , à être re-
 gardé comme inutile ou importun. L'o-
 rage qu'un Ministre aussi animé que
 puissant formoit de toutes parts pour
 m'accabler , grossissoit à chaque instant.
 Les préventions qu'on donnoit à la
 Reine sur mon sujet , m'ôtoient les
 moyens de le conjurer. Enfin , pour
 que tout concourût à rendre ma situ-
 ation * affligeante , je ne savois , avec
 le revenu que je m'étois réservé , com-
 ment soutenir une dépense que la bien-
 séance m'obligeoit de faire.

Le

* *Non enim volumus ignorare vos fratres de
 tribulatione nostra , que facta est in Asia ;
 quoniam supra modum gravati sumus supra vir-
 tutem , ita ut tederet nos etiam vivere. II. Epist.
 ad Corinth. c. I.*

Le découragement où devoit me jeter l'impuissance de résister à ceux qui me préparoient tous ces desastres, me conduisoit naturellement à me retirer dans ma province ; & quoiqu'il fût triste de confesser en quelque sorte, par cette démarche, que je m'étois attiré la disgrâce que j'essuyois, je pouvois pourtant espérer, qu'au bout des années d'expiation que la justice du Cardinal de Fleury seroit intéressée à m'imposer, peut-être voudroit-il aussi faire éclatter sa clémence, en me tirant de cet espèce de purgatoire, & en m'accordant le bonheur de sa vision. Mais tout bien considéré, l'avantage de servir ainsi de lustre, tantôt à la prudence, & tantôt à la générosité de ce premier Ministre, me parut une mince récompense, pour avoir réuni les deux Couronnes, & renouvelé les droits du Roi d'Espagne sur celle de France. Je me sentis assez de délicatesse pour ne désirer rien à ce prix, & assez de résolution * pour soutenir jusqu'au bout la singula-

* *Vae dissolutis corde, qui non credunt Deo, & ideo non protegentur ab eo. Vae bis, qui perdiderunt sustinentiam. Eccles. II.*

Sunt domestica fortitudines non inferiores militaribus, in quibus plus etiam, quam in his, opera, studique ponendum est. Cic. de Off. l. 22.

gularité d'une destinée , qui convertissoit en mortifications ce qui devoit me procurer du relief. Cette constance qu'il plut à la divine Providence de proportionner en moi aux diverses peines qu'elle me destinoit , me les fit envisager * avec courage. Je devorois seul toute leur amertume , afin d'ôter au moins à ceux qui me les caufoient , la satisfaction de me voir dans l'abattement ; & bien loin d'être rebutté par les difficultés que je prévoyois avoir à combattre , elles ne faisoient qu'augmenter mon desir de les surmonter. En un mot , je me proposois d'opposer , autant qu'il me seroit possible , la fermeté à la passion de mes ennemis , & la vérité à leurs artifices.

La maniere dont on éludoit mes représentations.

* *Noli esse pusillanimus in animo tuo. Eccl. VII.*

Fortis vero animi , & constantis est , non perturbari in rebus asperis , nec tumultuantem de gradu dejici , ut dicitur ; sed presentis animi uti consilio , nec a ratione discedere , quamquam hoc animi , illud etiam ingenii magni est , precipere cogitatione futura , & aliquando ante constituere quid accidere possit in utramque partem , & quid agendum sit cum quid evenerit , nec committere aliquid ut aliquando dicendum sit , non putabam. Cic. de Off. l. 23.

fentations n'annonçant point un refus
 formel , il n'y avoit qu'un certain nom-
 bre de personnes qui connussent ce qu'on
 tramoit contre moi. Le public ignoroit
 le fond du mystere : il continuoit d'at-
 tribuer l'état incertain où il me voyoit,
 à celui où étoit le Roi ; & les tracasse-
 ries ou intrigues dont j'étois le sujet ,
 servoient , contre l'intention de ceux
 qui les formoient , à entretenir l'idée
 qu'on ne me regardoit pas avec indif-
 ference. Cette opinion m'étoit favora-
 ble ; on en concluoit , que je n'étois
 pas sans esperance. Il s'agissoit de la
 maintenir , en tenant bon contre les
 assauts , sans paroître ni les craindre ,
 ni songer à ceder le champ de batail-
 le , si ce n'est volontairement. Mes en-
 nemis connoissoient assez ma façon de
 penser , pour ne pas prévoir que ce se-
 roit le parti que je prendrois : mais ils
 comptoient sur le succès des mesures
 qu'ils prenoient pour le rendre inutile ;
 & par l'impossibilité où il leur sembloit
 que j'étois de le soutenir , ils le trai-
 toient de desesperé. Ils croyoient mê-
 me être certains que cette espede de fan-
 faronnade n'aboutiroit qu'à me forcer
 de recourir à des expédiens , qui ren-
 droient

droient ma défaite encore plus humiliante.

J'aurois eu de la peine à éviter au moins une partie de tant de choses facheuses, que l'on présageoit ainsi sur moi, sans le secours du Marquis d'ABRANTES, de l'Abbé de MENDOÇA CORTEREA, & du Pere MANUEL RIBERO. C'est avec une véritable joye que je trouve aujourd'hui l'occasion de rappeler le souvenir de leur généreux procédé *. Le tems ne l'effacera jamais de ma mémoire, ni de mon cœur.

J'ai rapporté dans le Tome précédent, ** que lorsque je remarquai que
mes

* *Gaudeo autem in presentia Stephana, & Fortunati, & Achaii; quoniam id, quod vobis deerat, ipsi suppleverunt: refecerunt enim & meum spiritum, & vestrum. Cognoscite ergo qui hujus modi sunt. I. ad Corinth. 16.*

Amicus fidelis protectio fortis: qui autem invenit illum, invenit thesaurum. Amico fideli nulla est comparatio, & non est digna ponderatio auri, & argenti, contra bonitatem illius. Ecc. VI. 15, & 16.

** *Ut facilius intelligere possitis, ea, quae facta sunt, insigniora esse, quam haec sunt, quae dicimus, ab initio, res quemadmodum gesta sit, vobis exponemus. Cic. pro Sexto Roscio Amerino.*

mes ennemis se propofoient de tirer parti de mon defintereffement-même, pour m'obliger à fortir d'Efpagne, j'eus, à propos de ce deffein, une converfation avec le Marquis d'Abrantes & le Pere Manuel Ribero, où ils me manifefterent toute la fincerité de leur amitié pour moi. Elle ne s'étoit point refroidie depuis lors. Ils n'attendirent pas que je les follicitaffe à me fecourir dans la fuation critique où j'étois : il leur fuffit de la connoître, pour travailler à l'adoucir ; & avant que j'euffe fongé à faire quelque ufage de leurs ofres généreux, ils écrivirent à * Dom DIEGO de MENDOÇA CORTREAL ce je leur avois raconté de mes peines, le priant d'en informer le Roi leur maître, & de porter Sa Maj. à m'accorder une gratification.

Sur ces entrefaites, & avant que nous allaffions à l'Efcurial, le Marquis de Brancas & moi, l'Abbé de MENDOÇA CORTREAL, Envoyé extraordinaire de Portugal à la Haye, arriva à Madrid retournant à Lisbonne.

* Il étoit Secrétaire d'Etat, & faisoit prefque les fonctions de principal Miniftre.

ne. Les liaisons que j'avois avec le Marquis d'Abrantes me mirent à portée de voir souvent cet Abbé, & de concevoir pour lui les sentimens d'estime qu'il merite. Il parut, de son côté, rechercher mon amitié; & insensiblement la confiance avec laquelle il me parla de plusieurs choses, & entr'autres du peu d'empressement * qu'on témoignoit alors à Madrid pour accomplir le double mariage conclu depuis près de 7. mois, m'ayant engagé à l'entretenir aussi de ce qui me concernoit, j'eus tout lieu d'être content de l'intérêt qu'il prit aux différentes traverses qu'on me suscitoit, & à l'espece de

* Le Marquis de BRANCA S avoit donné dans ce tems-là un Mémoire à Leurs Maj. Cath. qui tendoit à refroidir l'intelligence qui regnoit entre Elles & le Roi de Portugal, & à éloigner la célébration du mariage de l'Infante d'Espagne avec M. le Prince du Bresil. L'Abbé de MENDOÇA en fut informé, & avec autant de succès que d'adresse, il parvint à se procurer le Mémoire en original, qu'il fit copier pendant une nuit, & qui fut remis dans la poche du Roi d'Espagne sans que ce Monarque s'en aperçût. C'est l'Abbé de Mendoca qui m'a conté cela. Il me fit le détail du contenu de ce Mémoire; mais je ne m'en souviens plus que confusément.

de certitude où je croyois être, pendant le peu de jours qu'il resta à Madrid, qu'elles finiroient incessamment.

Nous partimes là-dessus, lui pour Lisbonne, & moi pour l'Escorial, après être convenus que je l'informerai de la victoire que je me flattois de remporter. Déchu de cette esperance peu après mon retour à Madrid, j'écrivis à l'Abbé de Mendoca, pour lui apprendre l'annéantissement de mes projets, la rigueur du blocus que je soutenois, & l'appréhension où j'étois que mes antagonistes ne le resserrassent de plus en plus; le priant de se souvenir, qu'il m'avoit promis, si cela arrivoit, de solliciter Mr. son Pere, pour qu'il portât Sa Maj. le Roi de Portugal, à m'accorder quelque secours. J'ajoutois que le tems en étoit venu; & que si je pouvois l'obtenir, l'armée qui m'assiégeoit se géleroit à coup sûr autour de moi pendant l'hiver.

La maniere dont l'Abbé de Mendoca s'étoit expliqué plusieurs fois avec moi, me faisoit augurer que ma lettre produiroit un bon effet. Je crus cependant devoir au Marquis d'ABRANTES & au Pere Dom MANUEL RIBE-

RIBERO le juste menagement, de leur rendre compte de ma démarche ; & leur faire sentir, par la façon dont je les priaï de l'appuyer, combien elle m'étoit devenue indispensable.

Lorsqu'on est obligé de raconter ses peines à des Courtisans ou à des Ministres, il est rare qu'elles fassent sur eux quelque impression. N'aimant gueres qu'eux-mêmes, ils prennent une legere part aux souffrances des autres ; & s'ils apperçoivent dans ce qu'on leur expose les signes d'une prochaine disgrâce, ils en détournent la vue, & leur générosité cede à la crainte de la contagion.

Le cœur du Marquis d'Abrantes étoit au-dessus de cette prudence timide ; & le Pere Dom Manuel Ribero pratiquoit cette * solide vertu, qui s'approprie les afflictions du prochain, & ne se croit dispensée que par une impuissance absolue, de travailler à les adoucir.

J'avois

* *Si quid patitur unum membrum, compatiuntur omnia membra : sive gloriatur unum membrum, congratulantur omnia membra.* I. Cor.

XIII.

Quis infirmatur, & ego non infirmor ? Quis scandalizatur, & ego non uror ? II. Cor. XI.

J'avois laissé ce bon religieux & l'Ambassadeur de Portugal dans cette disposition chrétienne : je les y retrouvai, lorsque j'allai leur apprendre les illusions qu'on avoit employées, pour m'amuser, & les prier de m'aider à rendre inutile la malice de mes ennemis.

Comme ils étoient tous deux instruits depuis longtems de ce que l'envie & l'animosité tramoit contre moi, je n'avois pas besoin d'entrer dans un nouveau détail sur cet article ; mais celui du secours qui m'étoit nécessaire, exigeoit que je le traitasse avec un peu plus d'attention. J'étois intéressé à ne laisser dans l'Esprit du Marquis d'Abrantes, & dans celui du Père Ribero, aucun préjugé sur une cupidité qui m'a toujours été inconnue, ou sur une indigence humiliante à confesser ; & ce fut sur ces deux points que j'eus avec eux un éclaircissement capable de dissiper leurs doutes. Il ne fut ni long ni difficile. Cinq à six cent mille francs de bien que j'avois abandonné en prenant l'Etat Ecclésiastique, parloient à l'avantage de mon peu d'avidité, & ne paroissent pas moins incompatibles avec l'opinion que je fusse né pour é-



prouver la nécessité. Enfin la modicité du revenu que je m'étois réservé prouvoit suffisamment, qu'il m'étoit impossible de soutenir la dépense que j'étois obligé de faire au milieu d'une Cour étrangere, & dans une situation si différente de celle, qu'un concours extraordinaire d'évenemens imprévus m'avoit obligé de quitter.

L'Ambassadeur de Portugal & le Pere Ribero m'écouterent avec plus de complaisance que de curiosité. Il ne tint point à eux, par la maniere dont ils se plaignoient des précautions qu'ils me voyoient prendre, que je ne remarquasse qu'elles étoient superflues, & qu'ils connoissoient autant mon état que ma bonne foi. En un mot, pour me convaincre de la sincérité de leur estime & de leur envie de me rendre service, ils m'apprirent qu'ils avoient déjà prévenu en ma faveur *Dom DIEGO DE MENDOÇA*, & qu'ils ne doutoient point du succès de leur représentations. A quoi ils ajouterent, qu'ils ne manqueroient point de renouveler les mêmes instances, & de les joindre à celles que je devois être assuré que feroit de son côté l'Abbé de MENDOÇA.

Sensu.

L'ABBÉ DE MONTGON. 51

Sensible au-de-là de toute expression à ce que je découvrois , & aux témoignages singuliers que me donnoient le Marquis d'Abrantes & le Pere Ribero de leur amitié , dans un tems où tant de personnes , auxquelles j'avois rendu les services les plus essentiels , ne me payoient que de la plus noire ingratitude , je ne trouvois point de termes qui fissent assez sentir ma reconnoissance. Je l'avouai si naïvement , que ces deux généreux amis en furent touchés. Ils me protestèrent avec un redoublement de cordialité , qu'ils prenoient à cœur mes intérêts comme les leurs propres , & le Marquis d'Abrantes , pour mettre le comble à ses bontés , me dit , que si quelques raisons , qui passoient ses connoissances , empêchoient le Ministre du Roi son Maître d'exécuter ce que je desirois , je pouvois toujours compter sur les cinq cent pistoles que je savois qu'il m'avoit déjà offertes , & desquelles j'étois le maître de disposer dès le moment présent.

Ceci s'étoit passé vers le 15. Octobre 1729 ; & dans l'incertitude où j'étois alors , du bon ou mauvais succès de mes démarches , je ménageois avec plus d'é-

conomie que jamais le reste des mille Ecus que j'avois été obligé d'emprunter de Mrs. Brethons. Mon embarras transpiroit : il augmentoit la joye de ceux qui travailloient depuis si longtems à me le causer , & donnoit plus de vraisemblance aux bruits qui couroient que je songeois à me retirer. Je paroissais un ennemi terrassé sans ressource , à qui , par pure bienséance , il ne falloit pas trop faire sentir sa défaite. A cela près , que l'on n'observoit pourtant pas fort exactement , même en ma présence , les partisans du Marquis de BRANCAS , en affectant de me plaindre , avec les uns , & de me censurer avec les autres , avoient grand soin de répandre † , que je n'avois pu obtenir ni la place de Conseiller d'Etat , ni l'Ambassade que je prétendois m'avoir été promise ; & que je m'étois attiré tous ces desagrémens par une fierté & une hauteur tout à-fait déplacée avec
le

† *Est amicus , qui odium , & rixam , & convitia denudabit.* Eccl. VI. 9.

Nulla ingenia tam prona ad invidiam sunt , quam eorum , qui genus , & fortunam suam animis non aquant , quia virtutem , & bonum alienum odierunt. Tit. Liv.

le Cardinal de Fleury, & par je ne sai combien de suppositions chimeriques des mauvais offices que je chargeois plusieurs personnes en Espagne de me rendre : ce qui les avoit justement blessées, & engagées à se plaindre de moi.

Les apparences, sur lesquelles on juge presque toujours, en convenant cependant qu'elles sont souvent trompeuses, favorisoient l'idée que mes ennemis cherchoient à donner de mon caractère ; & n'ayant d'autre moyen pour les détruire, que d'implorer la protection d'un Roi qu'on ne voyoit plus, je laissois couler le torrent, avec la seule attention d'éviter qu'il ne m'entraînât. Je ne ferai point mention ici des conseils, des questions, des prétendus témoignages d'amitiés, qui me venoient de la part des Courtisans de l'Ambassadeur de France, & de sa confidente, la Duchesse de St. Pierre, assaisonnées de railleries piquantes & de traits fatigues. L'assurance où ils étoient de se concilier par là les avantages de la faveur, fera aisément comprendre qu'on ne les épargnoit pas, & qu'on ne négligeoit rien pour achever de me rendre le séjour de Madrid insupportable.

Je me ferois conformé avec plaisir à l'intention de mes Antagonistes, en m'éloignant, si j'avois vu jour à faire une retraite honorable. Mais un intérêt aussi pressant que celui de ma réputation me prescrivant de tenir bon, je suivis ce qu'il me dictoit. On est souvent obligé de sacrifier sa tranquillité & son goût à la bizarrerie des conjonctures.

Pendant que j'étois semblable à un voyageur, qui, égaré sur la fin du jour au milieu d'une vaste campagne, n'apperçoit * aucun azile pour se réfugier, il plut à la Divine Providence de me tirer d'une situation si pénible. Les fruits de l'amitié & des bons offices du Marquis D' ABRANTES & de l'Abbé de MENDOÇA commencerent à l'adoucir : un événement, qui n'avoit certainement nul rapport à mon état, acheva de lui donner une nouvelle forme.

Il y avoit à peine trois semaines que j'avois écrit à l'Abbé de Mendoca, lorsqu'un matin, d'assez bonne heure, on m'annonça le Pere MANUEL RIBE-

R O.

* *Circumspexi, & non erat auxiliator ; quasi, & non fuit qui adjuvaret. Isai. c. 36.*

R O. Je ne m'attendois à rien moins qu'à avoir sitôt une réponse de Lisbonne : & c'étoit cependant elle qu'il venoit me porter. Dès que nous fumés seuls,, Voici , *me dit ce bon Religieux* ,
 ,, une lettre que je suis chargé de vous
 ,, remettre de la part de Mr. l'Abbé de
 ,, Mendoça : elle est venue dans les
 ,, paquets qu'un Courier a portés à Mr.
 ,, l'Ambassadeur. Vous verrez , *ajouta-*
 ,, *t-il en riant* , que , - malgré la vigilance
 ,, de l'armée ennemie , le secours ** est
 ,, entré dans la place.

En me disant ces mots , le Pere Ribeiro me donna la lettre suivante.

à Lisbonne le 30. Octobre 1728.

MONSIEUR,

IL n'étoit nullement nécessaire de la sollicitation de Mr. l'Ambassadeur ni de la mienne , pour engager mon Pere à s'interesser à ce qui vous regarde. Votre merite , qui lui est parfaitement connu , suffisoit seul pour l'y déterminer. Je n'ai fait que confirmer tout ce qu'il pense ,

C 4

Mon-

** Usque ad tempus sustinebit patiens , & postea redditio jucunditatis. Eccl. I. 29.

Monſieur, à votre avantage, parce que j'ai eu ſouvent occaſion de l'entretenir de vos talens & de votre vertu. Il me charge aujourd'hui de vous apprendre, que le Roi vous a accordé avec plaiſir une gratification de 10000. Livres tournois, & que Sa Maj. eſt prévenue auſſi favorablement pour vous, que vous pouvez le deſirer. Mon Pere vouloit lui-même avoir l'honneur de vous écrire; mais comme il eſt accablé d'affaires, il vous prie de l'excuser, & de recevoir ſes très-humbles complimens. J'ai adreſſé au Pere Manuel Ribero une lettre de Change de la ſomme que je viens de vous dire, dont il vous remettra la valeur. Cette voye m'a paru, comme à vous, la plus propre à conſerver le ſecret que vous avez raiſon, Monſieur, de vouloir obſerver.

Je vous remercie très-humblement de l'intérêt que vous prenez à ma ſanté: elle a peine à ſe rétablir, & je me ſens encore des mêmes incommodités que j'avois à Madrid. Je vous ſupplie, Monſieur, de me donner de tems en tems de vos nouvelles, & de ce qui ſe paſſera ſur votre ſujet. Perſonne ne prendra plus de part que moi à tout ce qui contribuera à votre gloire & à votre ſatisfaction,
par

L'ABBE DE MONTGON. 57

par les sentimens d'attachement & de respect avec lesquels je suis,

MONSIEUR,

Votre très-humble & très-obéissant Serviteur.

Signé DIEGO de MENDOÇA
CORTE REAL

Un secours donné si promptement , & accompagné de tout ce qui pouvoit me le rendre agréable , me pénétra de la plus vive reconnoissance pour l'auguste Monarque qui me l'accordoit , & pour ceux qui me l'avoient attiré. Je ne me lassois point de le repeter au Pere Ribero , & de lui marquer en particulier combien j'étois sensible à la part qu'il avoit dans tout ce qui s'étoit passé.

Ce Religieux, après s'être excusé avec autant de modestie que d'amitié de recevoir mes remerciemens, me dit que l'Ambassadeur de Portugal me prioit instamment de venir chez lui ; & que si je voulois lui faire ce plaisir, je pouvois profiter d'un Carosse de ce Ministre, qui l'attendoit à ma porte, & dire au mien de venir me chercher quand je le jugerois à propos.

C 5

J'accep-

J'acceptai la proposition, & je suivis le Pere Ribero à l'Hôtel du Marquis d'Abrantes. Il seroit superflu de rapporter ici la conversation que nous eumes tous trois. Si le Lecteur veut bien se mettre un moment à ma place, & consulter son cœur, il connoitra encore mieux mes sentimens que je ne pourrois les exprimer.

Délivré désormais * de l'inquietude que me causoit le projet singulier que mes ennemis avoient formé, de m'ôter les moyens de subsister en Espagne, toute mon attention fut de leur dérober la connoissance de la manière dont je l'avois rendu inutile, & de continuer à soutenir l'état modeste & décent où l'on me voyoit, sans qu'aucun air d'opulence repandu dans ma maison excitât, par sa nouveauté, l'envie de connoître d'où il pouvoit proceder. J'aurois suivi exactement ce plan, si l'événement dont j'ai fait mention plus haut & que je vais rapporter, ne m'avoit procuré un surcroit d'abondance, auquel

* *Cantate Domino, laudate Dominum: quia liberavit animam pauperis de manu malorum.*
Jerem. XXVI. 13.

quel les deux Cours de France & d'Espagne ne m'avoient point accoutumé.

Le 26. Octobre le Roi Très-Chrét. se trouva un peu mal pendant la Messe, & certaines marques qui parurent le reste du jour sur le corps de Sa Majesté, firent croire qu'Elle avoit la rougeole. Le lendemain la petite verole se déclara. Un Courier des Plénipotentiaires d'Espagne porta cette nouvelle à Madrid; & quoique les Ministres eussent mandé que la maladie du Roi n'étoit accompagnée d'aucun symptôme fâcheux, les lettres particulieres qui vinrent ensuite par l'ordinaire, parloient de son état si ambiguement, que le bruit se répandit aussi-tôt que le Roi étoit en très grand danger: & sur ce qu'on fut pendant huit jours entiers sans savoir la moindre particularité, non seulement on soupçonna, mais même on assura qu'il étoit mort, & que vraisemblablement les Couriers qu'on avoit envoyés en Espagne étoient arrêtés.

Le motif qu'avoit eu mon voyage en France, fera aisément comprendre l'agitation, l'inquietude, & les projets auxquels toutes ces différentes circonstances,

tances, que chacun débitoit à sa fantaisie, donnerent lieu à la Cour d'Espagne. Je me contenterai de dire, que si l'incertitude où elle étoit eût seulement duré 24. heures de plus, on y alloit prendre & exécuter des résolutions, qui auroient surpris tout le monde.

Le Marquis de Brancas, aussi mal instruit que le public, montroit, par la continuelle rêverie où il étoit plongé, tout l'embarras d'un homme, qui, craignant à tout moment d'apprendre qu'il a deux maîtres, ne sait auquel il lui fera le plus avantageux de s'attacher; & au lieu de regarder le silence que la Cour de France gardoit à son égard sur un événement si considérable, comme une preuve que la petite verole du Roi ne causoit point d'allarme, il en conclut comme les autres, qu'on ne laissoit passer aucun Courier en Espagne, & que s'il en venoit, ce ne feroit que pour lui porter des ordres difficiles à exécuter.

Témoin des scènes secrètes qui se passoient, & des mouvemens qu'on remarquoit dans le Palais, j'en attendois le dénouement. J'avois travaillé utilement

ment à le préparer ; & eu égard à la conjoncture présente & aux liaisons que je conservois en France avec plusieurs personnes dont l'attachement devenoit nécessaire , il étoit assez naturel que j'offrisse encore ma bonne volonté : mais comme jusques-là on n'en avoit pas plus tenu compte que du service que j'avois rendu , je ne voulus point , en profitant de l'occasion , montrer un empressement de me rendre utile qu'aucune obligation ne m'imposoit. Il me sembla plus convenable de ne le manifester , qu'à proportion des marques d'estime & de confiance qu'on jugeroit à propos de me donner.

La discrétion fut remarquée ; & ceux qui ne s'occupoient qu'à rendre mes sentimens suspects , assurèrent positivement , que j'avois reçu des nouvelles certaines de l'extrémité où étoit le Roi , & que je les cachois , afin de donner apparemment le tems à ceux dont je favorisois à présent les intérêts , de prendre de justes mesures , & de n'avoir rien à craindre de l'Espagne.

Cette idée ridicule , qu'avoit forgée l'imagination de certains Courtisans de l'Ambassadeur de France & de la Duchesse

chefe de St. Pierre, peu instruits de ce qui m'avoit occupé à Paris, fit du progrès. Le Comte de MARCILLAC, sous le spécieux prétexte de m'avertir de ce que l'on débitoit, mais vraisemblablement pour découvrir si le bruit étoit fondé, & se faire ensuite un mérite de son zele, vint me questionner beaucoup sur les nouvelles qu'on prétendoit m'avoir été écrites par des personnes de ma connoissance. Il ajouta en même tems quelques reproches, de laisser ignorer à la Cour ce qu'elles me mandoient.

Je reçus l'avis avec reconnoissance ; & afin que celui qui le donnoit pût revenir de sa prévention vraie ou simulée, je lui demandai à mon tour, comment on supposoit que je pouvois savoir ce que Leurs Maj. & l'Ambassadeur de France ignoroient, & par quelle route inconnue j'étois seul si bien instruit ?

„ Croyez-moi, mon cher Marcillac,
 „ *continuai-je*, défiez-vous, quand il est
 „ question de moi, de ce que racon-
 „ tent certains visionnaires que vous
 „ connoissez aussi bien que moi : ils
 „ prennent tellement à cœur mes inté-
 „ rêts,

„ rêts , qu'ils doivent passer pour sus-
 „ pects sur cet article.

Le Comte de Marcillac comprit parfaitement le sens de ma leçon ; & je le remarquai par le soin qu'il eut d'abréger sa visite.

Dans le tems dont je parle c'étoit la mode en Espagne de juger des rapports sur l'étiquette du sac, sans s'embarraffer du plus ou du moins de vraisemblance, de la force ou de la foiblesse des preuves ; un tel examen sembloit trop fatigant : afin de se l'épargner , on aimoit mieux s'en tenir à ce que la disposition bonne ou mauvaise où l'on étoit à son égard , portoit à croire ou à rejeter ; & quand une fois l'impression étoit faite , on ne pouvoit guere esperer de parvenir à la dissiper.

Je n'avois garde de me flatter , qu'on manquât en ma faveur de suivre une règle si commode : mais comme elle ne laissoit pas , à mon sens , d'avoir ses inconvéniens , je crus qu'il étoit de la prudence , de faire comprendre à l'Archevêque d'Amida , à quel point il paroïsoit absurde , que je fusse le seul en Espagne qu'on informât d'un événement aussi grand , qu'étoit celui qu'on croyoit arrivé ;

arrivé ; & que sous les yeux & au service de Leurs Majestés, j'eusse la témérité de le leur cacher.

La précaution , avec tout autre , auroit à coup sûr été regardée avec dérision : elle ne parut pourtant point superflue au bon Prélat. Il m'avoua qu'on lui avoit assuré, que je faisois un mystère des avis que j'avois reçus ; & que n'entendant point parler de moi , surtout dans la conjoncture où l'on étoit , il n'avoit su que penser de mon silence.

Cette maniere de s'expliquer semblant indiquer quelque soupçon de mes sentimens, je répondis, pour le guerir, qu'après ce que l'Archevêque savoit qui s'étoit passé en France, je n'avois pas pensé qu'il fût nécessaire de faire valoir de nouveau ma bonne volonté : qu'elle ne souffroit aucune alteration ; mais que ne sachant si l'on jugeroit à propos de s'en servir, j'avois cru devoir attendre de le connoître, sans montrer jusques-là aucun empressement indiscret de l'offrir, surtout dans un tems, où j'étois très incertain s'il seroit bien ou mal reçu.

L'Archevêque m'entendit à merveille : il changea de ton ; & selon l'usage
des

des courtisans , qui se remplissent d'estime pour tous ceux qu'ils croient à portée de jouer un rôle , le Prélat , à qui la circonstance du jour donnoit peut-être de moi cette opinion , se mit tout-à-coup à faire mon panegyrique.

J'écoutai ce verbiage sans en être flatté. Le haut & le bas perpétuel que j'éprouvois depuis si longtems , me portoit à regarder comme forcé ce que l'Archevêque disoit à mon avantage. Je ne considérois en lui de sincère , que le seul desir de me voir éloigné.

Le lendemain matin un Page me porta une lettre du Marquis DE LA PAZ ; par laquelle ce Ministre me prioit , de me rendre le soir à son Bureau au Palais. Quand j'y fus arrivé , il me dit ; qu'il avoit ordre de la Reine de me conduire ce même soir chez Sa Majesté. Cet avis étoit accompagné de beaucoup de propos obligeans ; qui sembloient m'annoncer que je ne tarderois pas à être content. Il ajouta que j'obtenois ; lorsque j'y songeois le moins , une audience que j'avois inutilement demandée pendant longtems.

J'entrevois bien ce qui me l'attiroit ; mais n'ayant garde de communiquer

quer ma reflexion, je me contentai de répondre, que je fouhaittois fort que la décision de mon sort ne dépendit plus de la volonté d'un Ministre, dont on connoissoit l'opposition à tout ce qui me regardoit, & que Leurs Maj. ne consultaient désormais à cet égard que leur bonté.

L'audience que j'allois avoir de la Reine rendant le Marquis de la Paz un peu moins circonspect avec moi, il convint que, sur ce qui me concernoit, on avoit poussé bien loin les ménagemens pour le Cardinal. Je crus même appercevoir par la maniere dont il s'expliquoit, que ce n'étoit pas le seul obstacle que j'avois eu à combattre, & que les préjugés que l'on donnoit contre moi à la Reine n'étoient pas moins difficiles à surmonter.

La découverte n'étoit pas nouvelle. Je savois le soin officieux que prenoient depuis longtems les personnes que j'ai souvent citées dans ces Mémoires, de rendre mes sentimens suspects à cette Princesse; & le Marquis de la Paz, à qui je m'étois plusieurs fois plaint de leur procédé, n'ignoroit pas ce que j'en pensois. Il m'auroit été facile

facile alors d'en faire encore remarquer l'injustice à ce Ministre ; mais il me parut plus convenable de ne laisser échapper aucune expression , qui donnât lieu au Marquis de la Paz de penser , & peut-être d'avertir mes ennemis , que je me proposois d'insister vivement sur les griefs que j'avois contre eux , quand je parlerois à la Reine.

L'heure que Sa Maj. avoit fixée pour me rendre chez Elle approchant , j'y accompagnai le Marquis de la Paz. Quand nous fumes entrés dans ce que l'on appelloit la piece *Ochavada* , qui étoit immédiatement avant le grand Cabinet du Roi , nous y trouvâmes le Marquis DE LA ROCHE Secrétaire du Cabinet , avec lequel le Marquis de la Paz me laissa , en lui disant d'avertir la Reine , que j'étois là pour attendre ses ordres.

Il y avoit alors un nombre assez considérable de personnes de la Cour dans cette Piece ; & comme elles aborderent le Marquis de la Paz quand il parut , & qu'elles entendirent ce que ce Ministre dit à Mr. de la Roche , l'audience que j'allois avoir , & les circonstances qui l'accompagnoient , firent sur leur

leur esprit une vive impression. Chacun s'empressa à me dire quelque chose d'obligeant ; & mon amour propre avoit assurément de quoi être flatté de la mortification qu'alloient avoir mes ennemis de ce qui m'arrivoit.

Je donne à penser si je fus insensible au changement subit que j'éprouvois : on voit toujours avec plaisir revenir le printems. Je ne laissai pas néanmoins d'entrevoir dans la maniere d'agir du Marquis de la Paz avec moi, je ne sai quel air de cérémonie, qui ressembloit un peu la comédie ; & le dénouement de celle dont je devenois actuellement le sujet excitoit toute mon attention & ma curiosité. Il ne se fit pas trop attendre : car à peine y avoit-il un quart d'heure que j'étois arrivé, lorsque le Marquis de la Roche m'avertit, que la Reine m'ordonnoit d'entrer.

Sa Maj. me reçut avec bonté. Elle me dit qu'elle avoit été fâchée de ne pouvoir m'accorder plutôt l'audience que je lui avois demandée, & que je devois savoir combien elle avoit été occupée. Entrant ensuite en matière sur ce qui vraisemblablement l'avoit engagée

gée à vouloir me parler, elle me fit diverses questions sur les conjonctures présentes, & sur les nouvelles qui couroient de l'état-perilleux où étoit le Roi Très-Chrétien.

Comme il n'étoit point venu de Courier depuis celui qui avoit appris la maladie de ce Monarque, l'incertitude des événemens qui pouvoient déjà avoir éclaté, me parut lui causer plus d'inquiétude qu'elle n'en manifestoit. Je répondis à tout ce que la Reine me dit conformément aux connoissances que j'avois, à ce que je crus pouvoir le plus contribuer à l'heureux succès de ses desseins, & au desir que je ressentois de lui prouver, que le zele que j'avois montré en France pour son service, étoit toujours également sincere. Je m'étendis même sur ce dernier article, afin de dissiper les préventions contraires que l'on cherchoit à donner à Sa Majesté. Elle parut prendre en bonne part la précaution, sans vouloir cependant me donner lieu d'entrer dans un détail trop circonstancié. Je me conformai à son intention; & ce ne fut qu'en général que je me plaignis des impressions que les partisans du Cardinal

nal de Fleury cherchoient à donner contre moi à Sa Majesté.

La Reine me dit alors : „ Bon , bon : „ Eh , de quoi vous embarrassez-vous ? „ Le Cardinal de Fleury est si vieux.

J'en conviens , Madame , *repliquai-je* ; il est tellement animé contre moi , que quand il n'auroit qu'un jour à vivre , je devrois craindre sa mauvaise volonté.

La Reine sourit ; & bien loin de combattre mon sentiment elle ajouta : „ Il „ est vrai que le Cardinal nous a écrit „ tout ce qu'on peut dire de plus fort „ contre vous ; mais comptez que ce „ la n'a fait aucune impression sur l'esprit du Roi , ni sur le mien , & que „ nous sommes toujours également portés à vous donner des marques de „ notre estime. Voulez-vous la charge „ de *Sumiller de Cortina* , qu'on vous „ a offerte quand vous vintes ici ? Elle „ vous menera plus loin.

La proposition de la Reine ne me sembla ni utile , ni honorable pour moi. J'aurois paru m'estimer fort heureux , après trois ans de patience , d'obtenir ce que je m'étois excusé d'accepter en entrant en Espagne. Je représentai

sentai donc avec respect à Sa Majesté, que quoique je regardasse tout ce qui avoit le moindre rapport au Roi & à son service comme infiniment au-dessus de ce que je méritois, il me sembloit peu convenable de revenir à demander un emploi, que j'avois supplié le Roi de me dispenser de prendre.

Ces sortes d'inconstances en matiere de conduite, *continuai-je*, sont toujours susceptibles, Madame, de reflexions peu favorables à celui en qui on les remarque. On fait d'ailleurs que Vos Majestés m'ont fait espérer qu'Elles m'accorderoient d'autres graces : celle d'être nommé une seconde fois *Sumiller de Cortina* feroit à présent regardée plutôt comme un signe de quelque mécontentement de Vos Majestés, que de leur bienveillance. Il m'est trop important, dans la conjoncture critique où je suis, de ne pas paroître privé de cette dernière, pour m'exposer par quelque démarche à établir une pareille opinion.

„ Ce n'est point mon intention, *re-*
 „ *prit alors la Reine*, d'exiger que vous
 „ acceptiez la proposition que je viens
 „ de vous faire. Suivez votre goût en
 „ toute liberté. Le Roi & moi, je
 „ vous

„ vous le repete, voulons vous con-
„ tenter.

L'assurance, *répondis-je*, qu'il a plu à Vos Maj. de m'en donner, m'avoit engagé à solliciter Mr. l'Archevêque d'Amida & Mr. le Marquis de la Paz, de supplier le Roi, & Vous, Madame, de me nommer Conseiller d'Etat, ou de m'employer dans les pays étrangers. Ils l'ont peut-être déjà fait : mais puisque l'occasion se présente aujourd'hui, de prendre la liberté de demander moi-même une de ces deux graces à Vos Majestés, je crois devoir en profiter, & vous représenter en même tems, Madame, que l'incertitude où je suis de ma destinée à votre service, commence à tirer à conséquence pour moi. D'ailleurs Votre Majesté n'ignore pas, qu'il m'est impossible, comme je l'ai exposé dans divers Mémoires, de me soutenir à Sa Cour sans quelque bienfait. Mon intérêt, & celui de ma réputation, m'obligent à surmonter la répugnance & la crainte que j'ai, d'importuner peut-être Votre Majesté.

Je me flattois en parlant de la sorte, que la Reine se détermineroit à me donner quelque réponse positive ; mais
je

je l'attendis vainement : il me parut même qu'elle cherchoit à l'éviter. Sa Majesté se contenta de me dire en se retirant, qu'elle parleroit au Roi de ce que je desirois, & que je devois donner un Memoire au Marquis de la Paz.

Une réponse si générale ne me satisfit gueres; je la regardai comme une preuve peu équivoque des impressions qu'on avoit données à la Reine contre moi : en un mot, je sortis du Cabinet où j'avois parlé à cette Princesse, persuadé que, si les circonstances changeoient, la puerile ostentation avec laquelle on m'avoit conduit à l'Audience de Sa Majesté, feroit, suivant les apparences, tout le fruit qu'elle produiroit.

L'avantage d'avoir occupé pendant quelques momens le champ de bataille, me paroissant une victoire bien imparfaite, j'allai chez l'Archevêque d'Amida & chez le Marquis de la Paz, leur remettre un Memoire, que je souhaittois qu'ils donnassent à la Reine.

Ils me reçurent l'un & l'autre avec une distinction si affectée, que j'eus tout lieu de me convaincre que la Comedie duroit encore. Je la laissai jou-

er ; & pour remplir mon personnage , je tâchai de faire servir la considération momentanée que mon rôle m'attiroit , à obtenir plus promptement une décision favorable. Ceux à qui je parlois se réglant sur le tems présent , où il paroïssoit qu'on vouloit se servir de moi , m'assurèrent d'un prompt succès. Les égards qu'ils me prodiguoient , n'étoient , au moins quant au Prélat , fondés que sur cette opinion. L'incertitude de ce qui se passoit en France duroit toujours. Il ne venoit aucun Courier. On craignoit que celui qui devoit bientôt porter les lettres de l'ordinaire , ne fût arrêté ; & la variété des raisonnemens & des nouvelles qui se repandoient augmentant l'inquiétude , on faisoit des préparatifs pour s'approcher de la frontière : L'agitation que causoient les événemens qu'on croyoit déjà arrivés , permettoit si peu de dissimuler ce dessein , que le Comte de Marcillac , & d'autres Courtisans de la Duchesse de St. Pierre , ne faisoient aucune difficulté de parler des mesures qu'ils prenoient pour suivre Leurs Majestés.

La longue audience que j'avois eue
de

de la Reine dans une conjoncture si critique, portant à croire qu'elle seroit suivie de quelque grace considerable, m'attiroit des visites sans fin; & sur ce qu'elle renouvelloit le souvenir d'une partie des affaires que j'avois menagées en France, on se persuadoit que j'étois presque le seul confident des résolutions qu'on alloit prendre. Cette opinion me revêtoit d'un clinquant de theatre fort éblouissant. J'en connoissois la fausseté & le peu de durée: il m'étoit par conséquent plus facile de me défendre des illusions de l'amour propre.

Je l'ai déjà dit: Si l'état violent où se trouvoit la Cour d'Espagne, eût duré vingt-quatre heures de plus, il alloit infailliblement l'engager dans des démarches, qui auroient pu dévoiler ses sentimens, & tirer à grande conséquence. Mais heureusement le Courrier qui arriva de France remit le calme dans les esprits. On apprit par le détail qu'on envoyoit de la maladie du Roi, qu'elle n'avoit pas donné un seul moment d'allarme: que Sa Maj. avoit eu assez de petite verrole, pour le mettre à l'abri d'une nouvelle attaque; & qu'en un mot l'espece de la sienne avoit été des plus favorables.

Dans le tems précisément qu'on étoit le plus occupé à Madrid des divers événemens qui pouvoient éclatter en France , & avant que l'on fût la convalescence de Sa Maj. Très-Chrétienne , le Duc de BOURNONVILLE arriva. Il s'étoit annoncé le porteur de tant de propositions avantageuses , de projets agréables & de moyens de les faire réussir ; que dans l'impatience de l'entendre plus promptement , on avoit forcé la route de *Pampelune* à Madrid de chevaux & de mules ; enforte qu'à juger de l'importance du voyage de ce Ministre par l'empressement qu'on marquoit de l'entendre , il sembloit que la destinée de l'Europe en dépendit.

Le Duc de Bournonville eut lieu d'être content de la maniere dont Leurs Maj. le reçurent. Il étoit à peine descendu de sa chaise , qu'elles l'admirent à leur audience , & qu'elles voulurent l'entretenir. Il entama alors le long rapport qu'il devoit faire du plan de de pacification qu'on lui avoit confié , & de la situation où les choses étoient à *Soissons* & à *Fontainebleau*.

Ce qui se passoit dans ce dernier endroit

droit méritant alors une attention toute particulière , & pouvant changer entièrement la face des affaires , Leurs Maj. se contenterent d'écouter le Duc de Bournonville ; & pour se donner le tems de connoître les suites de la maladie du Roi leur neveu , Elles remirent à examiner une autre fois ce que sa relation contenoit d'intéressant , lui ordonnant d'avoir , en attendant , des conférences sur ce sujet avec le Marquis de la Paz.

Quand Leurs Maj. furent informées de la parfaite guérison du Roi Très-Chrétien , Elles rappellerent le Duc de Bournonville ; & la Reine s'appliqua avec grand soin à connoître le degré de solidité , qu'avoient les propositions & les projets dont elle se faisoit rendre compte. Il n'étoit plus question pour le Duc de Bournonville , de promettre en général , comme il avoit fait à Fontainebleau , des succès qu'une trop grande confiance en ses lumières , fortifiée par les conjonctures brillantes où il se trouvoit , lui peignoit sous un faux jour : Sa Maj. vouloit entrevoir ce succès dans l'usage & dans la bonté des moyens qu'on lui présentait pour

l'exécution de ses desseins ; Elle traitoit le reste de verbiage frivole & inutile , que le Duc devoit éviter de mêler dans sa narration. Les questions qu'elle faisoit , & les éclaircissimens qu'elle demandoit , n'admettant point d'ambiguité , le Duc de Bournonville étoit fort embarrassé à n'en laisser remarquer aucune dans ses réponses. Le plan qu'il portoit & qu'il s'étoit vanté de faire approuver , en étoit si susceptible , que ne sachant plus comment se tirer du mauvais pas où il se voyoit engagé , il supplia la Reine d'agréer , qu'il expliquât par écrit , & avec plus de loisir & d'attention , ce qu'il avoit à dire. Cette Princesse y consentit. Le Duc de Bournonville s'enferma chez lui pendant plusieurs jours , pour dresser le Memoire qu'il avoit promis de présenter à Leurs Majestés : mais quand elles l'eurent reçu , elles n'en furent pas plus satisfaites que de ce qu'elles avoient entendu ; & le Duc de Bournonville , au lieu de retourner à Paris le rameau d'olive à la main , ainsi qu'il l'avoit promis , eut ordre de reprendre sa fonction de Capitaine des Gardes du Corps.

Quand

Quand on fut à *Versailles* & à *Soissons*, que les additions, corrections, &c. faites au projet de *Treuve*, de *Traité provisionnel*, ou de *pacification* (car il abondoit en titres), n'avoient abouti qu'à retenir le Duc de Bournonville en Espagne, le publi fit des réflexions très-mélancoliques; sur l'issue qu'auroit le Congrès; & la résolution de se retirer, que prirent une partie des principaux Ministres qui le composoient, ne tarda pas de justifier ces réflexions.

Ces Plenipotentiaires, pressés par le Cardinal d'attendre ce que produiroient le voyage & les promesses du Duc de Bournonville, avoient consenti aux desirs de Son Eminence: mais leur condescendance n'aboutissant à rien, & le brouillard opiniâtre qui regnoit à *Soissons* ne se dissipant pas, ils défilèrent peu à peu.

Le Comte de ZINZENDORF donna l'exemple. Il partit de Paris le 29 Novembre 1728 avec le Baron de FONSECA, pour se rendre à *Soissons*, où ils arriverent la nuit du 30. Ce jour-là le Baron de Fonseca donna un somptueux repas aux Plenipotentiaires qui

se trouvoient dans la ville. Les convives parlèrent beaucoup de la bonté du cuisinier , & fort superficiellement des affaires de politique. Après que le Comte de Zinzendorf eut communiqué aux assistans ses longues & judicieuses remarques sur le fort & le foible de cet Officier de cuisine , il prit congé de la compagnie , & se mit dès le même soir en route pour Luneville , pour passer à *Vienne*.

D'un autre côté les Plenipotentiaires Anglois , ne tarderent pas à se rendre à Londres , où le Parlement devoit bientôt s'assembler ; au moyen dequoi toutes les négociations furent suspendues.

Le Congrès ainsi démantelé ne subsistoit presque plus qu'en idée ; & sans quelques Ministres , que l'on voyoit aller de tems en tems à *Soissons* , on auroit cru qu'il avoit disparu sans qu'on y eût pris garde.

La maladie du Roi Très-Chrétien , & sa guérison , firent une si vive impression sur l'esprit du Roi son Oncle , qu'il se détermina enfin à sortir de la solitude inaccessible où il s'étoit tenu enfermé pendant près de six mois , au milieu

L'ABBE DE MONTGON. 81

milieu de sa Cour. Le même jour que ce Monarque reparut, il alla en cérémonie, avec la Reine & toute la maison royale, à l'Eglise de notre Dame d'*Atocha*, rendre graces à Dieu de sa bonne santé, & de l'entier rétablissement de celle du Roi de France.

La joye que les courtisans & le peuple marquerent de revoir le Roi, & de savoir Sa Maj. Très-Chrét. hors de danger, parut sincere. Celle que ce dernier article fit éclatter en France, répondit parfaitement à l'attachement qu'on fait que la nation Françoisë a pour ses maîtres. Les nouvelles publiques n'étoient remplies que de relations des fêtes & des divertissemens, qui se multiplioient chaque jour à Paris, & dans le reste du Royaume. J'ai trouvé parmi celles qu'on m'envoya, un compliment en vers que Mr. D A U C H E T membre de l'Académie Françoisë recita au Roi, à la suite de la Harangue que l'Abbé de R O T T E L I N fit au nom de ce Corps à Sa Majesté. Il fut alors fort approuvé. Le voici.

Prince, l'Europe entiere à tes jours s'interesse.

Elle a ressenti notre effroi ;

Et partage aujourd'hui les transports d'allegresse

D 5

Que

Que de tendres fujets font éclatter pour toi
Un héros vertueux , que la sagesse inspire,
N'est pas pour l'aquerir obligé de s'armer.
C'est sur tout l'univers étendre son empire
Que de savoir s'en faire aimer.

Les divers affauts que j'avois eu à soutenir pendant la longue retraite du Roi , m'avertissant de profiter du tems où l'on pouvoit aborder ce Monarque , pour tâcher de mettre des bornes à la malignité de mes ennemis , je retournai , dès le lendemain du jour qu'il avoit été à Notre Dame d'*Atocha* , chez l'Archevêque d'Amida & le Marquis de la Paz , afin de favoir s'ils avoient donné mon Memoire à la Reine , ou les solliciter de le faire , s'ils ne s'étoient pas encore acquittés de ma commission. Les circonstances ayant changé , leur zele pour mes interets éprouvoit le même sort ; je le remarquai d'abord en leur parlant. Une variation si subite me blessa au dernier point : je ne dissimulai même ma sensibilité , que parce que je voulois toujours éviter qu'elle augmentât la satisfaction de ceux qui la faisoient naître ; & pendant que le Prélat & le Ministre Espagnol cherchoient à gagner du tems , & à me repaître de vaines

vaines esperances , le dépit de voir qu'on m'amusoit précisément comme les enfans , à qui l'on donne de tems en tems quelque dragées , la resolution d'en marquer mon ressentiment , la crainte des suites facheuses qu'il pouvoit entraîner , en un mot une multitude de reflexions contraires les unes aux autres , ne me laissoient pas dans une situation fort tranquille.

La violence que je me faisois pour cacher cette agitation , & la vivacité qu'elle pouvoit mettre dans mes réponses , me détermina à abreger mes visites le plus qu'il étoit possible. Le peu que je repliquai aux objections & aux autres raisonnemens de l'Archevêque d'Amida & du Marquis de la Paz , se ressentoit de la secheresse des propos d'un homme mécontent , & qui croit qu'on le réduit à n'avoir plus d'autre ressource , que celle de s'enfvelir dans l'obscurité.

Il s'en falloit pourtant beaucoup que j'éprouvassé ce découragement. Les peines & les contradictions de toute espee , qu'on verra que j'ai souffertes , ne m'ont jamais réduit à cette extrémité.

Retiré chez moi , j'examinai avec

moins de trouble le parti qu'il convenoit de prendre. Celui d'insister à obtenir les graces que je desirois , me présentant à chaque pas des obstacles trop difficiles à vaincre , je les rejettai : mais en renonçant ainsi à toute tentative ulterieure , je ne me voyois pas moins dans la nécessité de contenir mes ennemis. Je m'arrêtai donc à demander une simple distinction , qui , sans me mettre en place , servit non seulement à renouveler , mais deplus à confirmer l'idée que le public avoit d'abord eue des services que j'avois rendus.

Ce dessein ne pouvant manquer d'être traversé s'il étoit connu , je le cachai avec soin ; & afin que ma diligence à l'exécuter en assurât le succès , je dressai dès le même jour un *Memoire* pour le Roi , que je me proposois de lui présenter. Il contenoit en substance le détail & les preuves des différentes mortifications qu'on avoit cherché à m'attirer , pendant qu'il m'avoit été impossible d'en porter mes plaintes à Sa Majesté. J'ajoutai , que bien loin de me laisser aller à aucun mouvement d'ambition , je me conformois volontiers aux circonstances pré-
sen-

lentes , & n'insistois nullement , que le Roi m'accordât quelque'un des emplois , qu'il me destinoit , selon qu'il avoit daigné m'en faire assurer par Mr. l'Archevêque d'Amida : Que le seul bienfait que je desirois , pour faire cesser les bruits injurieux que mes ennemis affectoient de répandre sur mon sujet , consistoit en ce qu'il plût à Sa Maj. d'ordonner à Mr. l'Archevêque d'Amida & à Mr. le Marquis de la Paz , de m'écrire qu'Elle étoit contente des services que j'avois rendus , & spécialement pour la reconciliation des deux Couronnes ; & de joindre à cette marque de sa bonté , une gratification qui me mît en état d'attendre , sans épuiser comme je faisois mes foibles ressources , que Sa Maj. m'employât , quand & de la maniere qu'elle jugeroit à propos.

Le Roi en quittant sa retraite avoit repris son même train de vie : il sortoit avec la Reine , tous les jours. J'attendois un soir le moment pour lui donner mon Memoire ; & afin d'avoir le moins de temoins qu'il se pourroit , je me plaçai près de la porte du petit escalier , entre le grand Salon & la

Piecce

Piece *Ochavada*, par où Sa Maj. montoit. Dès qu'Elle fut à portée de recevoir mon Memoire, je le presentai; & sans entrer dans aucune explication, ni arrêter le Roi, je lui dis simplement, que je le suppliois de jeter les yeux sur cet écrit. Il le prit avec bonté, & le mit tout de suite dans sa poche. La Reine & le Marquis de BEDMAR, Capitaine des Gardes du Corps, purent presque seuls faire attention à ma démarche. Heureusement pour moi quelques Officiers Espagnols, qui étoient présens, & qui présenterent aussi des Memoires au Roi, s'interessoit peu au fort du mien.

Les mesures que le Marquis de Brancas avoit prises, de concert avec la Duchesse de St. Pierre & l'Archevêque d'Amida, pour me reduire à quitter l'Espagne, leur paroissant infaillibles, & rien n'ayant résulté en ma faveur de l'audience que la Reine m'avoit accordée, ce parti non seulement triomphoit, mais il vouloit aussi que l'on connût sa victoire. Dans cette vue, ceux qui le composoient s'empressoient à l'envi d'annoncer en France, que mes finances étoient épuisées, ainsi que mes ressources.

&

& ma patience , l'espèce de disgrâce où j'étois , ne pouvoit différer à éclatter.

Ces personnes se croyoient d'autant mieux fondées à répandre des bruits si conformes au goût du Cardinal de Fleury , que n'ayant pas eu le moindre vent du secours que le Roi de Portugal m'avoit donné , elles regardoient l'économie que je continuois d'observer , comme l'effet & la suite de l'embarras où je devois être pour subsister. L'impatience de le voir à son comble portant à croire , que le moment d'avoir cette satisfaction étoit prochain , on cherchoit à le rendre encore plus sensible par les insinuations malignes & les railleries piquantes * , dont je devenois le sujet , toutes les fois que l'occasion s'en présentoit.

Le public devoit , disoit-on , juger de mon caractère , & de la prétendue importance de mes services , par la prudence avec laquelle je m'étois brouillé en France avec le Cardinal de Fleury ,

* *Omnes videntes me , deriserunt me : locuti sunt labiis , & moverunt caput Concilium malignantium obsedit me* Ps. 27.

Locuti sunt adversum me lingua dolosa , & sermonibus odii circum dederunt me. Ps. 108.

ry , & par la maniere dont je m'étois rendu ensuite aussi inutile qu'à charge en Espagne. C'étoit , ajoûtoit-on , le terme où les grands emplois que je devois remplir m'avoient conduit.

Ces discours me revenoient , & ma situation les rendant vraisemblables , elle devenoit chaque jour plus difficile à supporter. Il est vrai que la grace qui m'avoit été accordée si généreusement par le Roi de Portugal , en adoucissoit l'amertume : mais ce bienfait devoit être tenu secret ; il ne pouvoit par conséquent servir à me conserver l'estime , qu'on vouloit me ravir. D'ailleurs le secours qu'il me procuroit ne pouvoit durer longtems , ni se renouveler ; je n'osois l'espérer , & encore moins le proposer. Réduit à me soutenir par mes propres forces , comment résister perpétuellement aux traits d'une animosité , qui , unie à une autorité sans bornes , étoit par là même assurée , de voir applaudir tout ce qu'elle entreprendroit ? Ce dessein paroissoit insensé : cependant la nécessité , de céder que ma foiblesse me présentoit avec la dernière évidence , trouvoit

voit en moi une repugnance invincible. Ce n'étoit ni présomption ni orgueil , mais une certaine délicatesse que je croyois permise , qui en étoit le principe.

Que le Lecteur se mette à ma place. Qu'il se demande , s'il n'en coute rien de sacrifier sa reputation , pour rendre plus éclatante celle d'un Ministre qui veut notre perte ; de souffrir en silence qu'on affecte de nous pardonner ce que la passion a flétri , & ce qui sans elle nous devoit attirer des eloges. C'est à ces reflexions affligeantes que j'étois livré. Je sentoís écrouler † de toutes parts les appuis sur lesquels je pouvois encore me soutenir , & je voyois approcher cet espece de délaissement universel qui suit ordinairement la disgrâce. Celle-ci me presentoit d'avance la longue suite des peines que j'ai essuyées. Je m'efforçois en vain de détourner mon esprit d'un si triste avenir ; son idée revenoit sans cesse

† *Destruxit me undique , & perco , & quasi evulsa arbori abstulit spem meam. Job. XIV. 8.*

Cor meum conturbatum est in me , Timor , & tremor venerunt super me , & contexerunt me tenebrae. Ps. 54.

cesse m'importuner : elle n'étoit que foiblement combattue par l'esperance , que la grace que je demandois au Roi d'Espagne me mettroit à l'abri de la confusion que mes ennemis me préparoient.

Le Souverain Seigneur , qui distribue les biens & les maux avec autant de misericorde que de sagesse , fait tellement les entremêler † dans le cours de la vie humaine , qu'on n'y remarque presque jamais de prospérité constante , ni de malheur sans adoucissement. Je l'ai éprouvé †† dans les circonstances que je viens de dépeindre , & dans toutes celles qui ont suivi. A mesure que j'en rappelle ici la memoire , cette divine providence me paroît non seulement sensible , mais palpable ; & j'espere de le prouver en continuant de

† *Enim vero misericors Deus mœstis rebus quadam etiam jucunda permiscuit neque tribulationes , neque jucunditates finit habere continuas , sed tum de adversis , tum ex prosperis vitam quasi admirabili varietate contextit.* Ex. Homil. 8. S. Jo. Chrysoſt. in Matth.

†† *Quantas ostendisti mihi tribulationes multas , & malas : & conversus vivificasti me : & de abyſſis terræ iterum reduxiſti me.* Ps. 71.

de développer les diverses épreuves par où j'ai passé.

Malgré mon impatience de connoître l'effet du Memoire que j'avois présenté au Roi , je n'osois faire aucune démarche trop marquée , de peur de le découvrir. Accoutumé aux refus , je craignois d'en essuyer un nouveau , & de me l'attirer par quelque confidence imprudente. C'étoit achever ma défaite : on n'est occupé dans les Cours que du soin pueril de s'épargner de pareils dégouts.

Au bout de quelques jours , que je gagnai sur ma vivacité , je me plaçai au même endroit où j'avois remis mon Memoire entre les mains du Roi , afin de lui en renouveler indirectement le souvenir à son passage. Ce Prince avoit une sincere inclination pour la vérité & la justice : il les eût constamment suivies s'il eût eu plus de fermeté. Ce que j'avois eu l'honneur de lui exposer lui paroissant conforme à l'un & l'autre , il avoit apparemment pris sur lui de décider en ma faveur ; & comme s'il eût voulu me l'apprendre d'avance , il me fit en passant un signe des yeux & de la tête , qui me
mar-

marquoit au moins l'impression que mes représentations produisoient sur son esprit.

J'acceptai l'augure avec beaucoup de satisfaction ; & l'esperance que je conçus d'un heureux succès , me sembla alors aussi bien fondée , que je l'avois crue frivole jusqu'à ce moment.

Le moindre projet qu'on veut faire reussir dans les Cours , exige presque toujours des menagemens sans fin. Les Souverains ont des Ministres ; ceux-ci des amis & des confidens , même parmi les domestiques. Une génération importune de devoirs oblige souvent les personnes les plus relevées , à étendre leurs attentions jusques vers ceux-ci. Je n'avois pas tant de précautions à prendre dans la conjoncture dont il s'agit : cependant je crus qu'il étoit à propos , de ne point faire un mystere au Marquis DE LA PAZ de la grace que je demandois , jusqu'au dernier instant de la décision du Roi ; & que , puisqu'il s'agissoit d'obtenir une lettre de ce Ministre , il étoit tems de le prévenir sur le motif que j'avois de la souhaitter. Quant à l'Archevêque d'Amida , dont je connoissois en plein les mau-

mauvaises intentions , je laissois à l'événement que j'attendois , à lui découvrir la part qu'il seroit obligé d'y prendre , s'il répondoit à mes desirs.

Le Marquis de la Paz reçut fort bien la confiance. Il approuva le parti que j'avois pris de m'adresser directement au Roi , & de n'en parler à personne. Il ajouta obligeamment, qu'on devoit me savoir gré de me contenter de si peu ; & soit qu'il crût difficile de me refuser ce que mon Mémoire contenoit , soit qu'il eût connu que le Roi étoit disposé à me faire plaisir , il me parut persuadé que je ne tarderois pas à le remarquer.

„ Comptez , ajouta ce Ministre , que
 „ si Sa Maj. me parle de ce que vous
 „ lui avez représenté , il ne tiendra pas
 „ à moi de l'engager à prendre une ré-
 „ solution favorable. S'il faut ensuite
 „ vous écrire , je tâcherai que vous
 „ soyiez content de mes expressions.
 „ Repassez ici dans deux ou trois jours :
 „ peut-être entre ci & ce tems-là ferai-
 „ je en état de vous en dire davan-
 „ tage.

Le Roi ne différa pas jusqu'à ce terme à déclarer son intention. C'étoit le

16. de Novembre que j'avois présenté mon Mémoire, & le 26. au soir que j'avois parlé au Marquis de la Paz. Le 28. ce Ministre m'envoya un Page, qui me remit une lettre de sa part. C'étoit précisément celle que j'attendois.

Cette Lettre contenoit un éloge très flatteur de ma conduite, à la suite duquel le Marquis de la Paz ajoutoit, que c'étoit par ordre de Leurs Maj. qu'il me l'écrivoit, & pour m'apprendre, qu'entièrement satisfaites des services que je leur avois rendus en France, Elles m'accordoient une gratification de 2000. Pistoles, afin de m'aider à subsister jusqu'au tems où Elles m'emploieroient de nouveau. Il accompagnoit cet avis de beaucoup de témoignages de la part qu'il prenoit à ma satisfaction, & d'autres expressions également polies & obligeantes.

Peu de momens après avoir reçu cette lettre, on m'en rendit une dans le même stile de l'Archevêque d'Amida. Toutes deux concouroient à m'assurer de la bienveillance de Leurs Majestés, & à me marquer qu'elles en étoient une preuve certaine & publique.

Auffi-

Aussitôt après avoir reçu ces lettres *, j'allai remercier ceux qui me les avoient écrites. L'Archevêque d'Amida, à qui je n'avois pas dit un mot de mon dessein, ne laissa pas de se comporter avec moi comme s'il en eût été le confident; & selon l'usage des Cours, où, quand un homme est bien traité, on l'accable d'éloges, de complimens & de caresses, le Prélat m'en regala jusqu'à la prodigalité. Je ne fus pas plus chiche d'actions de grace. La parcimonie ne se trouvoit à coup sûr que dans la sincérité avec laquelle nous nous parlions.

L'Arche-

* Comme presque toutes celles que j'ai écrites à l'Archevêque d'Amida & au Marquis DE LA PAZ, m'ont été enlevées, j'ai le chagrin de ne pouvoir placer ici les deux dont je fais mention. Au défaut de cette preuve de ma bonne foi, j'en donnerai d'autres, qui serviront à la manifester. D'ailleurs les gazettes de ce tems-là, que certaines personnes conservent, entre autres la suite des Nouvelles d'Amsterdam du 11. Janvier 1729. à l'article de Madrid, rapportent le même fait. S'il est possible qu'on regarde comme un avantage de flétrir la réputation de quelqu'un, & de lui ôter ensuite le moyen de la rétablir, il faut convenir que le Cardinal de Fleury n'a rien négligé pour se le procurer à mon égard.

L'Archevêque, pendant notre entretien, me fit pourtant quelques légers reproches, de n'avoir su que par la Reine la grace que je demandois. Il entreprit ensuite de me persuader, qu'il m'avoit utilement servi auprès de cette Princesse.

Je répondis à l'espece de grief qu'il m'objectoit, qu'ayant si souvent abusé de sa patience & de sa bonne volonté, au sujet des différentes conjonctures où il savoit que j'avois été, je m'étois déterminé à m'adresser directement à Leurs Majestés. Quant aux bons offices qu'il prétendoit m'avoir rendu, ce langage étant ordinairement celui de toutes les personnes en place, qui tendent toujours à faire croire que rien ne se fait sans leur participation, je n'eus garde de le contredire; & ma docilité à cet égard fit prendre en bonne part mon excuse sur le silence que j'avois gardé: car nous nous separames, remplis en apparence de confiance l'un pour l'autre.

Le Marquis de la Paz fut plus modeste, & peut-être aussi de meilleure foi. Bien loin de donner aucun prix à ce qu'il pouvoit avoir dit en ma faveur

veur au Roi, il m'assura que je tenois uniquement de la bonté de Sa Maj. la grace qu'Elle venoit de m'accorder, & que, dans cette circonstance, elle avoit paru véritablement portée à me faire plaisir : *la Reine aussi*, ajouta ce Ministre.

Cette addition me fit impression. Je ne fus si je devois la prendre dans son sens naturel, & comme une suite du discours, ou si elle procedoit de la surprise où étoit celui qui me parloit, que la Reine n'eût point éloigné le Roi de faire attention à mon Mémoire. Il est de certains mysteres dans les Cours, dangereux à éclaircir : celui dont il s'agissoit, me parut être du nombre.

Le soir du même jour je remerciai Leurs Majestés, & comme je baisois la main du Roi selon l'usage, il me dit aussi bonnement que son caractère froid & sérieux pouvoit le lui permettre, qu'il avoit été bien aise de trouver l'occasion de me marquer son estime. La Reine montra un visage fort riant ; mais elle ne me dit pas un mot.

Le changement subit qui arrivoit dans ma situation, fit tomber, aussitôt qu'il fut connu, les bruits injurieux que les

Partisans du Cardinal de Fleury avoient pris tant de soin de répandre sur mon compte. Ils n'avoient rien négligé pour me faire envifager en France & en Espagne comme un brouillon & un intrigant dangereux, dont toutes les opérations n'avoient abouti qu'à me perdre. Les lettres de l'Archevêque d'Amida & du Marquis de la Paz, que je rendis publiques, me justifient, & confondirent mes ennemis. Plus on apercevoit leur mauvaife foi, plus j'avois longtems chancelé, & été près de succomber; plus on applaudiffoit aux moyens & à la conjoncture dont j'avois profité pour m'affermir. Ma conftance à foutenir tant d'affauts, & à les rendre inutiles, étoit approuvée; & il me revenoit de toutes parts qu'on difoit, que fans demander une place, j'avois adroitement trouvé le fecret de montrer, que je n'étois pas indigne d'en remplir.

Ces préventions favorables ne fe renfermerent pas dans la feule ville de Madrid. La nouvelle de la grace qui m'étoit accordée les fit paffer avec elle en France; & elle y détruifit ce qu'on y avoit annoncé fur la prochaine difgrace que je devois effuyer.

Entre ceux que j'informai du succès de mes représentations au Roi, je compris le Comte de ROTTEMBOURG. Je savois les continuelles relations qu'il entretenoit avec la Duchesse de St. Pierre, l'Archevêque d'Amida & le Comte de Marcillac, & ce que je devois penser des assurances qu'il continuoit à me donner de son amitié par l'entremise ^{de} ce dernier. J'avoue que je ne fus ^{M^e} pas fâchée de faire aller de pair avec les prédictions de l'Almanach, celles que je ne doutois pas que quelqu'une des trois personnes que je viens de nommer, avoient débitées sur mon compte, & de reconnoître en même tems le zèle du Comte de Rottembourg pour mes intérêts, par une attention dont j'étois convaincu qu'il appercevroit aisément le prix.

Le Lecteur, qui fait ce qui s'étoit passé entre ce Ministre & moi, n'en auroit-il pas fait autant? Je suis tenté de le croire; & par conséquent il le fera à son tour, de me pardonner cette petite malice.

Voici la réponse du Comte de Rottembourg. Elle renferme un article qui montrera, que sa joye du bienfait qu'on

m'accordoit, ne l'empêchoit pas de pincer cinquiemment deux hommes, qu'il n'appelle mes solliciteurs, que parce qu'il les avoit soupçonnés pendant son séjour à Madrid de m'éclairer sur ses démarches.

LETTRE de Mr. le Comte de ROT-
TEMBOURG à Mr. l'Abbé
MONTGON.

à Paris ce 19. Decembre, 1728-

RIEN ne pouvoit m'être plus agréable, Monsieur, que d'apprendre par vous-même les marques de distinction & de générosité que vous venez de recevoir de Leurs Majestés Catholiques. Cela seul suffit pour détruire les fots bruits qui ont couru d'une disgrâce bien apocryphe & bien imaginaire; & je n'ai fait que rendre justice à la vérité, comme tout honnête homme le doit, lorsque j'en ai détrompé ceux à qui j'en ai ouï parler. Mais vous n'êtes pas le seul, Monsieur, exposé aux calomnies. J'en ai essuyé de plus atroces. Heureusement que le tems dévoile tout;
! surtout

surtout lorsqu'on a le loisir d'attendre qu'e la vérité perce, & que l'on n'a rien à se reprocher.

Si Mr. le Chevalier EON, Mr. . . . , ou quelqu'autre de vos solliciteurs venoient dans ce pays-ci, je vous serois obligé de les charger de quelque graine de Thomates. Leur ministère & présence releveroit beaucoup le goût de cette délicatesse.

Je ferai demain vos complimens à Mr. le Maréchal D'HUXELLES ; mais c'est à condition, s'il vous plaît, que vous ferez bien ma Cour à Mr. l'Archevêque d'Amida & Mr. le Marquis de la Paz, & que vous les assurerez bien, que si je n'ai pas l'honneur de leur écrire, ce n'est point manque d'une parfaite reconnoissance de toutes leurs bontés. Je porterai ce sentiment au tombeau. Si je n'ai pas l'honneur de le leur marquer, vous pouvez en imaginer la raison. Il n'est pas prudent d'exciter de la méfiance & des soupçons, sans qu'il en puisse résulter aucun bien.

Il n'y a ici aucune nouvelle, sinon que notre pauvre Mr. de CANILLAC seurt. Made. de SAILLANT m'avoit promis une lettre pour vous ; mais je ne la vois point arriver. Vous faites souvent

*le sujet de notre entretien ; & sûrement
vous n'êtes pas en mauvaises mains.*

*J'ai l'honneur d'être avec un attachement
très respectueux,*

MONSIEUR,

Votre &c.

Le Maréchal d'HUXELLES, dont on voit que le Comte de Rottembourg me parle, me continuoit les mêmes sentimens de bontés & d'amitié qu'il m'avoit témoigné : mais comme il n'ignoroit pas que ceux du Cardinal de Fleury pour moi étoient bien differens, la relation de lettres que j'avois entretenue pendant quelque tems avec lui, étoit interrompue. Ce ménagement ne l'empêcha pourtant point, de me donner une marque de son souvenir à l'occasion de ce qui venoit de m'arriver. Sa lettre, que je rapporte, renferme en peu de mots un sens aussi étendu sur ce qui me concernoit alors, qu'elle est amicale & obligeante.

LETTRE

LETTRE de Mr. le Maréchal d'Hu-
XELLES à Mr. l'Abbé de
MONTGON.

à Versailles ce 21. Decembre 1728.

QUOIQUE je sois un peu offensé ,
Monsieur , que vous m'ayez laissé appren-
dre par les nouvelles , la grace que le Roi
d'Espagne vous a accordée , & les circon-
stances qui l'accompagnent , je vous assure
cependant , que je prends toute la part
possible à la satisfaction qu'elle doit vous
causer. Vous la meritez bien : mais ce n'est
pas toujours , comme vous savez sans dou-
te , un titre suffisant dans les Cours pour
en obtenir. Je regarde ce commencement
de victoire comme un heureux présage
pour l'avenir ; & j'espere qu'il vous con-
duira aussi loin , que le souhaite de tout
son cœur ,

MONSIEUR,

Votre &c.

Il m'auroit été facile , si j'avois con-
servé mes papiers , de joindre à ces deux
lettres un grand nombre d'autres , qui

feroient connoître également ce qu'on avoit débité contre moi, & le bon effet que produisoient les expressions qu'avoient employées l'Archevêque d'Amida & le Marquis de la Paz en m'écrivant. Privé de ce secours, je ne saurois m'aider que du peu de lettres qui me restent, pour soutenir à mon ordinaire par des preuves ce que j'avance. Leur contenu étant d'ailleurs peu intéressant, j'ai cru devoir les mettre au nombre des *Pieces Justificatives*. *

Quoique les créatures du Cardinal de Fleury fussent sensiblement mortifiées de n'avoir pu me faire sortir d'Espagne, ils ne se rebutterent pas. Je ne tenois encore à rien dans ce pays-là, ils avoient de leur côté la puissance, & tous les moyens qu'elle donne pour renverser ce qui lui résiste. Ce qui venoit de m'arriver leur parut un feu follet, qui éblouit pendant un moment, & qui se perd aussitôt dans une nuit obscure. Il ne s'agissoit, selon eux, pour m'obliger d'y rentrer, que de continuer à m'empêcher d'obtenir une place, & d'attendre que le secours qu'on
m'avoit

* A la fin de ce Volume No. III, IV, V, & VI.

m'avoit accordé s'épuisât. Le besoin qu'avoit la Cour de Madrid de menager le Cardinal, garantissoit le premier point; une patience de peu de durée assuroit l'autre.

L'approbation que Leurs Majestés venoient de donner aux services que j'avois rendus en France, ne permettant point de m'attaquer sitôt ouvertement, on s'en abstint; mais afin de se dédommager d'un sacrifice qui coutoit cher, on s'attacha plus que jamais à faire avorter dans le secret, les projets d'élevation dont on me croyoit occupé, & à rendre inutile la victoire que je prétendois avoir remportée.

Rien n'est si rare, en toute sorte d'états, que de trouver quelqu'un en garde contre les délations ††. La cu-

E 5 riosité

†† *Non appelleris susurro, & lingua tua ne capiaris, & confundaris. . . . susurratori autem odium, & inimicitia, & contumelia. Eccl. V.*

Clandestinas, & susurratas delationes non accipias; magis detractiones censueris: & hanc velim generalem tibi constituas regulam, ut omnem, qui palam veretur dicere quod in aure locutus est, suspectum habeas. Quod si te judicante dicendum coram ille remuerit, delatorem judices non accusatorem. S. Bernard. de Confid. L. IV. c. 6.

riofité leur prête l'oreille, & se donne rarement la peine d'en démêler le principe. On reçoit avidement l'impression; l'amour propre la justifie, & met les personnes prévenues dans la nécessité, de soutenir les résolutions auxquelles elle a donné lieu.

Mes ennemis, qui connoissoient parfaitement les avantages qu'ils pouvoient tirer d'une pareille disposition; ne négligerent rien pour se les menager. J'ai déjà dit, qu'ils s'étoient appliqués depuis longtems à persuader * tout ce qui environnoit la Reine, que cette Princesse devoit autant se méfier de mes vues, que de mes artifices. Le progrès de ces insinuations malignes les encourageant à continuer, & la passion envenimant les actions les plus indifférentes, on se servoit de la circonstance que j'avois attendue si longtems pour présenter mon Mémoire au Roi, & de ma promptitude à en profiter, afin de convain-

Fiscales calumnias magna calumniatorum poena repressit, ferebaturque vox ejus: PRINCEPS, QUI DELATORES NON CASTIGAT, IRRITAT. Sueton. in Domit. c 9.

† *Fama quævis falsa, tamen cum per urbem gratissimis auribus exciperetur, apud regis amicos idem invenit.* Xenoph. 3. de Cyri instit.

convaincre entièrement ces personnes. que je ne comptois guere sur la protection de la Reine ; & que , du caractere dont j'étois , il ne falloit pas s'attendre que j'oubliaffe jamais les refus que j'avois essuyés pendant la longue retraite du Roi. Les auteurs de ces insinuations se flattoient , que si des reflexions revêtues de tant de vraisemblance , & qui sembloient dictées par le pur zele † , pouvoient parvenir jusqu'à la Reine , elles conduiroient insensiblement Sa Maj. à conclurre , que la prudence vouloit que l'on continuât à me tenir dans un état , qui m'ôtât tout moyen de suivre en liberté des sentimens si dangereux.

Le soin de m'empêcher d'avoir un établissement en Espagne , n'étoit pas le seul qui occupât ces gens : celui de me frustrer des lettres originales du Cardinal de Fleury , dont ils savoient que j'avois souvent demandé la restitution , leur paroissoit depuis longtems mériter toute leur attention. Ils regarderent le succès d'une telle entre-

E 6

prise

† *Simulacrum, & callidus, provocans iram Dei.* Job. XXXVI.

prise comme un ample dédommagement de la peine que leur caufoit la distinction que je m'étois attirée ; & sous un aspect si flatteur ils travaillèrent à l'obtenir. La conjoncture, où je venois de recevoir deux graces, ne me permettant point d'importuner Leurs Maj. par de nouvelles demandes, fut jugée la plus favorable, par l'Ambassadeur de France & la Duchesse de St. Pierre, à exécuter ce dessein. La prospérité, se disoit-on, devoit dans le moment présent endormir ma vigilance ; quand d'autres circonstances la reveilleroient, il ne me seroit plus possible de parer le coup.

Le dépôt qu'il s'agissoit de m'enlever se trouvant entre les mains de Leurs Majestés, ne devoit naturellement être remis qu'à moi, ou à celui que je chargerois de le recouvrer : mais cet obstacle n'allarmoît * pas ; on l'avoit prévu. C'étoit à l'Archevêque d'Ami-
da

* *Non ex regula veritatis, sed ex sua quique cupiditate, atque consuetudine, metitur malum ; & id putet gravius, quod ipse amplius exhorrescit, non quod amplius revera fugiendum est.* Augustin. de Mendac.

da ** que je m'étois principalement adressé, pour supplier la Reine de me rendre les lettres du Cardinal de Fleury. Le Marquis de BRANCAS *** & la Duchesse de St. PIERRE, après avoir fondé d'avance les sentimens du Prélat, comptoient de le déterminer sans beaucoup de peine à leur remettre ces lettres, quand elles seroient en sa puissance.

L'attente ne fut pas vaine ; & bien que la proposition, d'abuser **** d'un dépôt

** *Ibo ad optimates, & loquar eis ; ipsi enim cognoverunt viam domini judicium Dei sui : & ecce magis hi simul confregerunt jugum, ruperunt vincula. Jerem. V.*

*** *Unusquisque se a proximo suo custodiat, & in omni fratre suo non habeat fiduciam ; quia omnis frater supplantans supplantabit, & omnis amicus fraudulentè incedet. . . . Docuerunt enim linguam suam loqui mendacium, ut inique agerent laboraverunt. Jerem. IX.*

**** *Locutusque Dominus ad Moysen dicens: anima, qua peccaverit, & contempto Domino negaverit proximo suo depositum, quod fidei ejus creditum fuerat, vel vi aliquid extorserit, aut calumniam fecerit, sive rem perditam inveni-rit, & inficians insuper pejeraverit, & quod libet aliud ex pluribus fecerit, in quibus solent peccare homines, concordia deïcti reddet omnia, qua per fraudem voluit obtinere integra, &*

dépot & de ma confiance, dut causer quelque léger scrupule au Prélat †, elle ne fut pas rejetée. La morale †† du bon Confesseur, douce & compatissante, s'accommoda à l'usage des Cours, & se concilia avec son intérêt. Peut-être aussi se fit-il un cas de conscience, de compenser par la complaisance qu'on exigeoit de lui, le chagrin que ce qu'il avoit été obligé de m'écrire devoit causer au Cardinal.

Les sentimens d'équité dont Leurs Maj. étoient remplies, donnant une entière facilité à l'Archevêque d'Amida, de s'aquitter de la Commission qu'il avoit acceptée, les pieces originales, qui contenoient le détail de tout ce qui s'étoit

quantam insuper partem Domino, cui damnum intulerat. Levit. VI.

Deposita est pro legatum, idque ad fidem inter homines servandam. ylv. in 2. 2. q. 64. art. 8. quæstio I. conclus. 7

† *A Prophetâ usque ad Sacerdotem cuncti faciunt dolum. . . . Erubescere nescierunt. Jerem VI.*

†† *Vae ! qui trahitis iniquitatem in funibus vanitatis. . . qui dicitis malum bonum, & bonum malum, ponentes tenebras lucem, & lucem tenebras, ponentes amarum in dulce, & dulce in amarum. Isai, V.*

s'étoit passé entre le Cardinal & moi , furent livrées par ce Prélat aux deux personnes , qui souhaittoient si fort de s'en emparer , & immédiatement après envoyées au Cardinal.

C'est ainsi que l'Archevêque d'AMIDA * reconnut le service que je lui avois rendu en France , que le Marquis de BRANCA S répondit à mon empressement pour l'attirer en Espagne , & que la Duchesse de St. PIERRE me prouva la sincérité des offres qu'elle m'avoit faites , de m'aider à obtenir la restitution de ces lettres..

Au reste le Cardinal a rencheri à cette occasion , en fait de générosité & de candeur , sur le Prélat , l'Ambassadeur & la Dame : car si c'étoit furtivement , & dans l'esperance de me le cacher à jamais , que ces derniers se concertèrent , pour enlever à mon préjudice un dépôt remis entre les mains de Leurs Majestés ; cette Eminence , quelques années après , a publiquement , & en employant l'autorité Royale ** , renvoyé à

* *Retribuebant mihi mala pro bonis Ps. 34.*

** *Multi bonitate Principum , & honore , qui in eos collocatus est , abusi sunt in superbiam ; & non solum subiectos Regibus nituntur*

à l'Archevêque (ou du moins *** détruit, ce qui est égal) les lettres que ce Prélat m'avoit écrites.

Si

opprimere, sed datam sibi gloriam non ferentes, in ipsos qui dederunt, moluntur insidias, nec contenti sunt gratias non agere beneficiis: Et humanitatis in se jura violare, sed Dei quoque cuncta cernentis arbitrantur se posse surgere sententiam; Et in tantum vesania proruperunt, ut eos, qui credita sibi officia diligenter observant, Et ita cuncta agunt, ut omnium laude digni sint, mendaciorum cuniculis contentur subvertere. Esth. XVI.

*** *Furtum fit non solum cum quis interceptiendi causa rem alienam amovet, sed generaliter cum quis alienam rem invito domino contrectat: itaque sive creditor pignore, sive is, apud quem res deposita est, ea re utatur... furtum committit. §. 6. Inst. de obl. quæ ex del. nasc.*

Qui rem depositam invito domino sciens, prudensque in usus suos converterit, etiam furti delicto succedit. L. 3. C. de pos.

Depositum est pignore datum, aut si aliquis sibi commendata celeverit; aut si rem perditam invenerit Et juraverit non invenisse, convictus delicti reddet omnia, quæ se fraudem voluit obtinere, tertiam, Et quintam insuper partem domino, cui fraudem intulerat. L. b. VI. Cap. Reg. franc.

Si quis vel pecunias, vel res quasdam per depositionis acceperit tutum, eas volenti, qui deposuit, reddere illico modis omnibus compel-

Si de pareils traits rencontrent aujourd'hui, qu'ils sont revelés, quelques défenseurs, je crois qu'on trouvera, qu'ils soutiennent une assez mauvaise cause : & si c'est une temerité punissable à moi, de me plaindre d'une ingratitude & d'une vexation si évidente, j'avoue bonnement au Lecteur que je radotte, ou que par malheur je suis parvenu à l'âge de soixante ans, sans avoir aucune idée de la justice & de la bonne foi.

La maxime que j'ai suivie constamment dans tout ce qui m'est arrivé jusqu'ici, de ne jamais confondre la soumission due aux ordres des Rois, avec ce qui porte le caractère de la passion des particuliers, cette maxime, dis-je, déplaisoit fort au Cardinal & à ses partisans. Ils ne s'accommodoient pas mieux du parti que je prenois, pour arrêter tout court leur mauvaise volonté, de les faire tomber en contradiction avec eux-mêmes, par leurs propres lettres ou par leurs discours.

Les

latur, nullamque compensationem, vel deductionem, vel doli exceptionem opponat. L. si quis 11. C. depositi vel contra Lib. IV. tit. 34.

Les méchans, qui, nonobstant leurs artifices, veulent pourtant passer pour des hommes vrais, n'approuvent pas cette méthode. Rarement il leur est utile & glorieux de se trouver vis-à-vis d'eux-mêmes ; la perspective les embarrasse & les confond. Le Cardinal, entr'autres, n'aimoit pas la trouver sur son chemin. Il favoit la facilité que ce qu'il m'avoit écrit me donnoit, de la lui présenter, & que je ne m'intimidois pas aisément ; & jusques-là il s'étoit contenté, de travailler à me miner peu à peu, sans en venir à m'attaquer ouvertement. Ses principaux confidens avoient suivi son exemple. Mais quand ce parti m'eut enlevé les lettres du Cardinal, il me regarda comme un ennemi defarmé : les menagemens cessèrent, & la vivacité des assauts redoubla : on me les livra avec cet air de confiance que donne l'assurance d'une victoire prochaine ; en un mot, on se crut au point de n'avoir plus qu'à bruser ma défaite.

Cependant l'audace ne réussit pas cette fois aux assaillans ; ma résistance les affoiblit, les rebutta, & les contraignit à reprendre leur premier plan, c'est-à-dire

à-dire à tâcher de me forcer à la retraite , par l'impossibilité de me soutenir en Espagne. Ce projet favori , les operations qu'il enfanta , & celles que je leur opposai , produisirent diverses scenes dont je parlerai , à mesure que la narration me conduira au tems où elles se sont passées.

Depuis la celebration des mariages de Mr. le Prince des *Asturies* & de M. le Prince du *Bresil* , il s'étoit écoulé près d'un an , sans qu'on apperçût la moindre disposition à la Cour d'Espagne , de conduire l'Infante sur la frontiere , & d'y aller recevoir celle de Portugal. Le refroidissement que le public remarquoit dans l'empressement que Leurs Maj. Cath. avoient témoigné pour la conclusion de cette double alliance , fit repandre des bruits , qui sembloient la rendre assez incertaine. On en vint même jusqu'à débiter en Allemagne & dans le Nord , qu'on forgeoit à marier l'Infante d'Espagne au jeune Empereur de Russie , qui étoit de même age qu'elle.

Je ne sai si la Cour de Portugal supposa quelque fondement à ce bruit : quoiqu'il en soit , elle laissa entrevoir
fa

sa surprise & son mécontentement, par rapport aux longs délais qu'on apportoit à terminer l'échange des deux Princesses ; je crois même qu'indépendamment de ses sollicitations pour l'accélérer, elle y fit aussi intervenir celles de l'Empereur. Les différentes infirmités qui avoient retenu le Roi d'Espagne dans son appartement, avoient servi, pendant tout l'été, de prétexte à les éluder. Mais depuis que ce Monarque paroissoit rétabli, & jouir d'une bonne santé, il n'étoit plus possible de l'employer. On ne l'entreprit pas non plus. Leurs Maj. Cath., que le Marquis D'ABRANTES supplia de prendre une résolution finale, fixerent au 7. de Janvier 1729. le départ de l'Infante. Elles déclarerent en même tems qu'Elles accompagneroient cette Princesse, jusqu'au lieu où Elles la remettroient en personne au Roi & à la Reine de Portugal, qui, de leur côté étoient convenus de venir la recevoir, & de conduire la future Princesse des *Asuries*.

Afin de rendre cette cérémonie & l'entrevue des deux Rois plus pompeuse, les Ministres étrangers furent invités

tés d'y assister. Il fut aussi réglé, que les Infants DOM CARLOS & DOM PHILIPPE, tous les grands Officiers des maisons du Roi & de la Reine, les Dames du Palais, & les autres personnes de la Cour auxquelles la permission en seroit accordée, seroient du voyage. Il ne devoit rester à Madrid que celles qui servoient l'Infantē MARIE THERESE & l'Infant Dom LOUIS. Leurs bas âge ne permettant pas à Leurs Maj. de les mener avec elles.

Peu de jours après que le Roi eut reparu en public, il éleva le Comte de SALAZAR à la dignité de Grand d'Espagne de la première Classe, sous le titre de Duc de GRANADA Y EGA. Les liaisons d'amitié & de confiance, qui s'étoient formées entre lui & moi depuis mon arrivée à Madrid, & que j'entretenois avec soin, m'engagerent à prendre une part sincère à sa joye.

Sa Maj. Cath. accorda alors la même grace aux Comtes DE LAS TORRES & de FERNAND NUÑEZ. Le credit & la protection du Comte de KÖNIGSEGG ne fut pas inutile à ces deux derniers. Dans

Dans ce même tems le neveu de ce Ministre, qui étoit Envoyé Extraordinaire de l'Empereur à la Haye, arriva à la Cour d'Espagne pour le remplacer. Le Comte de KÖNIGSEK ne laissa pas d'y prolonger son séjour, & d'accompagner Leurs Maj. sur la frontière de Portugal.

Comme on ne paroissoit occupé à Madrid que du voyage qu'on alloit entreprendre, & que Leurs Maj. Cath. affectoient en toute occasion d'avoir des attentions marquées pour le Roi de Portugal, afin d'effacer les impressions différentes qu'on avoit données à ce Monarque, le Roi d'Espagne choisit le jour de sa naissance pour donner le Collier de la Toison d'Or au Marquis D'ABRANTES, & la cérémonie se fit avec beaucoup d'éclat. Après qu'elle fut finie, cet Ambassadeur, qui étoit venu avec un cortège magnifique, donna un repas somptueux à tous les Chevaliers qui s'étoient trouvés à sa réception, aux Ministres Espagnols & étrangers, & à toutes les personnes principales de la Cour. La journée se termina par un concert, pendant lequel on distribua des rafraichissemens en abondance. La

La subite résolution que Leurs Maj. prirent, de conduire Madame la Princesse du *Bresil*, ayant été connue plutôt que leur intention par rapport aux personnes à qui Elles accorderoient la permission de les suivre, je craignis, n'ayant aucune Charge, d'être obligé de rester à Madrid. On annonçoit, qu'après la cérémonie de l'échange Leurs Maj. iroient en Andalousie. L'absence, en ce cas, ne pouvoit manquer d'être longue. Que faire tout seul dans la Capitale, pendant que cette absence dureroit? J'y aurois paru un hors-d'œuvre. D'ailleurs je devois être convaincu, que mes ennemis ne manqueroient pas de profiter de mon éloignement, pour travailler plus à leur aise à m'attirer de nouveaux désagréments, ou tout au moins celui d'être mis au nombre des inutiles. C'est de toutes les especes de rolles qu'on peut jouer dans une Cour étrangere, celui que je crois le plus mélancolique, & que je redoutois le plus.

Le prompt départ de la Cour m'exposoit encore, si je restois, à un autre inconvenient, qui n'étoit pas moins facheux. Il s'agissoit d'obtenir le payement

ment des deux mille pistoles qu'on venoit de me donner, & il dépendoit presque entièrement de *Dom Joseph Patiño*, de l'accorder promptement, ou de le retarder. Je soupçonnois ce Ministre d'être peu porté à me faire plaisir; son intime liaison avec l'Archevêque d'Amida ne devoit pas contribuer à rechauffer sa tiédeur; surtout dans une circonstance où il étoit question de me fournir les moyens de rester en Espagne, & où je devois m'attendre que le Prélat, & ceux avec qui il étoit uni, solliciteroient sous main *Dom Joseph Patiño*, à éloigner tant qu'il pourroit le moment de me satisfaire.

C'est presque toujours une nécessité dans les Cours, d'applaudir à tous les prétextes dont les Ministres se servent pour nous amuser. Cette règle a beau paroître dure, il faut s'y conformer; ceux qui la censureroient ne seroient point écoutés : le crédit justifie tout en ce pais-là. Je n'avois garde de la combattre, & de ne point rendre à *Dom Joseph Patiño* le tribut d'une docilité autorisée par la mode : mais afin de la ménager cependant d'une manière qui me fût utile, je voulus me mettre en état

état de proposer quelque chose à ce Ministre , qui fût de nature à éluder toute sorte de tergiversations & de défaites , & à m'attirer par conséquent une prompte détermination.

Pour cet effet je m'adressai à Mr. *Brethow* mon Banquier , & je le priai de m'apprendre , quelles especes d'assignations je devois demander à Dom Joseph Patiño. Il me les indiqua , & dressa lui-même le Memoire qu'il me conseilloit de remettre au Ministre. Ce Memoire écartoit adroitement toutes les raisons qu'on pouvoit employer avec quelque fondement , pour me faire attendre. Il n'étoit plus question que de faire usage de cette piece , & c'est à quoi je me disposois , lorsque plusieurs petites circonstances , que je vais rapporter , concoururent à la réussite de mon dessein , & à me manifester de nouveau la malignité de celui de mes ennemis.

L'échange des deux Princesses , que Leurs Maj. Cath. & Portugaises alloient faire en personne , donnant à tous les Courtisans une grande envie d'être temoins d'une ceremonie & d'une entrevue si éclatante , quelques-uns d'en-

tr'eux s'hazarderent à demander la permission de suivre la Cour, & l'obtinent. Cette facilité augmenta le nombre des curieux : on regarda comme une distinction d'être du voyage, & chacun s'empressa à y avoir part.

Le Comte de MARCILLAC, qui s'étoit adressé pour ce sujet à la Duchesse de St. PIERRE, m'ayant trouvé chez l'Ambassadeur de France, où je continuois d'aller par pure bienfaisance, me conseilla de suivre son exemple, & me proposa tout de suite de faire le voyage avec lui.

Je le remerciai de l'avis & de l'offre : mais ne croyant pas devoir absolument compter sur l'approbation de la Dame, j'allai tout de suite chez le Marquis de la Paz, & après lui avoir exposé les raisons que j'avois de ne point rester à Madrid pendant que la Cour seroit absente, je le priai de les représenter à Leurs Majestés, & de les supplier d'agréer que je pusse les suivre.

Ce Ministre me répondit, qu'il étoit persuadé que la grace que je desirois ne souffriroit aucune difficulté, & que je pouvois d'avance la regarder comme accordée.

Après

Après cette assurance je trouvai moins d'inconvénient à faire part de mon dessein à la Duchesse de St. Pierre ; & le même jour , l'entretien roulant chez elle sur le prochain départ de Leurs Majestés, je lui fis part du projet que nous avions formé le Comte de Marillac & moi , & la priai d'en favoriser l'exécution par ses bons offices.

Le discours que celui-ci m'avoit tenu chez le Marquis de Brancas , n'avoit pas été approuvé d'une partie de l'Auditoire. On reprocha sans doute à Marillac , de s'être avisé imprudemment de me donner un conseil , qui rompoit les mesures qu'on prenoit pour m'empêcher d'être du voyage , & de vouloir s'associer avec moi pendant sa durée. Une pareille indiscretion étoit effectivement inexcusable. Le coupable reconnut sa faute ; & afin d'en obtenir la remission par sa promptitude à la réparer , il passa chez moi dès le lendemain matin , dans l'intention de se dédire du marché qu'il m'avoit proposé.

Avant qu'il eût le tems de s'expliquer, je lui demandai s'il venoit m'annoncer, que nous avions obtenu la permission

de partir. Il affecta alors de me cacher qu'elle lui étoit accordée ; & il me répondit avec une cordialité dont je démêlai bientôt le principe , qu'ayant considéré que nous nous embarquerions l'un l'autre en marchant ensemble , il croyoit que nous serions mieux de voyager chacun en notre particulier.

J'adoptai galamment la reflexion ; & ma complaisance offrit au Comte de Marcillac le moyen de prouver à ceux dont il suivoit les idées & les sentimens , que ce n'étoit qu'une legereté pardonnable , qui lui avoit fait oublier de s'y conformer à mon égard dans la circonstance présente.

La variation subite du Comte de Marcillac , & ce qui la faisoit naître , me causoit peu d'inquietude. La précaution que j'avois prise de mettre dans mes intérêts le Marquis de la Paz , & sa réponse , me rassuroient entièrement sur les menées sourdes d'une cabale attentive à traverser mes moindres desfeins.

Elle essaya en effet de faire échouer celui-ci : mais ce fut à pure perte. Il ne fut pas possible d'écrire en France,

ce, comme on le fouhaittoit, que je restois à Madrid pendant que la Cour en partoit ; & de détruire par cette nouvelle les impressions avantageuses, que les lettres de remercement qu'on m'avoit écrites, & la gratification qui les accompagnoit, y avoient laissées de ma conduite.

Le même jour que le Comte de Marcillac m'étoit venu voir, nous étions priés à souper lui & moi, avec l'Ambassadeur de France & la Duchesse de St. Pierre, chez Mr. HERsANS ; & comme on s'étoit occupé vraisemblablement depuis la veille, à mettre en mouvement les differens ressorts qui devoient m'arrêter à Madrid, une partie de la Compagnie attendoit, avec autant d'impatience que d'inquiétude, de savoir l'effet qu'ils auroient produit.

Le Comte de Marcillac, initié dans l'intrigue, & peut-être chargé de venir en apprendre le succès, arriva. Malheureusement il fut porteur d'une mauvaise nouvelle. La permission de suivre la Cour m'étoit accordée : on se lui avoit dit.

Il l'annonça en particulier à l'Ambas-

fadeur & à sa confidente , qui me parurent interdits. Je n'aurois pu cependant soupçonner que confusément la part que je devois prendre au colloque , si dans le moment un de mes gens ne m'étoit venu porter une lettre , que le Marquis de la Paz avoit envoyée chez moi , & qui m'apprenoit , que Leurs Maj. consentoient avec plaisir que j'eusse l'honneur de les suivre.

Je connus alors d'où procedoit le nuage qui s'étoit élevé sur la physionomie du trio. Que faire en pareil cas ? Il fallut se consoler. Je suis persuadé que la satisfaction interieure de penser , qu'on n'avoit rien omis de ce qui pouvoit détourner le coup , aida à prendre patience.

On m'avoit averti qu'un domestique me demandoit , & j'étois sorti pour lui parler. Je rapportai en rentrant , sans mystere & sans affectation , ce que je venois d'apprendre. L'arrivée du Comte de Marcillac ayant garanti de la surprise , il en couta moins à quelques personnes de l'assemblée , de temoigner la satisfaction qu'elles ressentoient que je fusse du voyage. Je pris cette assurance

rance pour ce qu'elle pouvoit valoir , & l'on reçut mes remerciemens au même cours.

La grace qu'on m'accordoit n'étoit pas de grande conséquence. Elle devint même si commune , qu'on ne la refusa à personne. On étoit bien aise que la suite de Leurs Majestés pût aller de pair avec celle de la Cour de *Lisbonne*, qui , suivant les lettres qu'on en recevoit , se proposoit de paroître à l'entrevue avec la plus grande magnificence.

Les mêmes lettres étant remplies du détail des préparatifs que l'on faisoit dans cette Capitale de Portugal , pour la reception de Madame la Princesse du *Bresil*, plusieurs de ceux qui se proposoient de se rendre à *Badajoz*, formerent le projet de passer de là à *Lisbonne*, pour y prendre part aux fêtes qu'on devoit y donner.

Je témoignai le même desir au Marquis DE LA PAZ , quand je fus le remercier des bons offices qu'il m'avoit rendus. J'en parlai aussi à l'Archevêque d'*Amida*. Ils me répondirent , qu'ils étoient persuadés que Leurs Maj. me donneroient une entière liberté de

faire ce qu'il me plairoit. Je crus même entrevoir, par la maniere dont le Prélat s'expliqua avec moi, que non seulement Leurs Maj. consentoient que j'allasse à Lisbonne, mais qu'Elles avoient intention de me charger de quelque commission pendant le séjour que j'y ferois. La Duchesse de St. PIERRE, dont le credit auprès de la Reine paroissoit alors augmenter, me le donna également à entendre.

Dès que je fus certain de suivre la Cour, j'augurai bien du succès qu'auroit le Mémoire que je devois présenter à *Dom Joseph PATIÑO*, au sujet du payement de la gratification qui m'étoit accordée. Mon esperance ne fut pas vaine. Ce Ministre le reçut de la meilleure grace du monde, & m'accorda tout ce que Mr. Brethous m'avoit conseillé de lui demander.

Il ne s'agit ordinairement dans les Cours, pour voir réussir ce qu'on desire, que d'y être regardé sur un certain pié de faveur. Cet ornement enchante tous les yeux par son éclat. Sans lui le mérite reste presque toujours inconnu ; ou si par hazard on l'apperçoit, il n'est regardé que comme

me certains vêtemens à l'antique, qui pourroient encore parer, si la mode revenoit de les porter.

Quoique depuis l'arrivée du Marquis de BRANCAS en Espagne, les affaires dont on l'avoit chargé fussent toujours dans le même état, & que le Congrès de *Soissons* fût tombé par là dans un engourdissement qui ne préfageoit rien de bon, le Cardinal de Fleury ne laissa pas de lui procurer le Gouvernement du neuf *Brisac*, vacant par la mort du Marquis de LA LANDE. Je suis persuadé que les services précédens de cet Ambassadeur meritoient d'être récompensés : mais je ne le suis pas moins, que celui qu'il venoit de rendre au Cardinal, en lui envoyant les lettres que Son Eminence m'avoit écrites, parut exiger cette marque de reconnoissance.

C'est ainsi que sans avoir aucun crédit auprès du Cardinal, j'ai néanmoins été utile auprès de lui à bien des gens. Les uns ont reçu des graces à proportion de celles dont elles aidoient à me frustrer ; & les autres, quand ce Ministre présumoit, que la préférence qu'il leur accordoit pourroit m'être sen-

- sible, ou faire naître quelque reflexion à mon desavantage.

Il étoit vindicatif ce Ministre si supérieur aux foiblesses humaines, & il savoit parfaitement couvrir sous ses bienfaits, & sous un extérieur tranquille, les moyens dont il se servoit pour satisfaire sa haine. Je l'ai éprouvé, & je puis en parler sagement : mais je ne suis pas le seul ; bien d'autres lui ont connu cette qualité, & jusqu'à de ses partisans même en sont convenus avec moi. Quant à ceux qui veulent que l'on se soumette aveuglément à leurs préventions, je me contenterai de leur dire, que ce ne fut presque jamais dans les Cours, & au milieu de la vaine dissipation des affaires du monde, qu'on imposa silence aux passions ; & que si toutes les actions de leur héros avoient été réglées sur les maximes de la moderation & de la justice, il ne les auroit point blessées avec aussi peu de retenue qu'il l'a fait à mon égard ; ou du moins il m'auroit su gré de l'avoir sollicité, pendant plus de dix ans, à me donner sujet de les admirer dans sa conduite.

Quelque tems avant ce que je viens
de

de rapporter , on apprit en Espagne la resolution que le Cardinal de NOAILLES avoit prise , d'accepter * la *Bulle Unigenitus*. Cette démarche lui attira de grands éloges de la part du Clergé Espagnol ; & le Cardinal d'ASTORGA , Archevêque de *Toledo* , lui écrivit pour l'en féliciter. Comme il favoit que j'étois du Diocèse de *Paris* , & que j'avois pour le Cardinal de Noailles autant d'attachement que de vénération , il me chargea de lui faire tenir sa lettre.

Je m'aquittai avec plaisir de cette commission. La réponse que je reçus de Son Eminence , exprime si naturellement les sentimens de son cœur , que j'ai cru devoir la placer ici. On fait

F 6

com-

* On trouvera à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* N°. VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV. Le Mandement d'acceptation du Cardinal de NOAILLES ; sa Lettre au Pape , la réponse de Sa Sainteté , & le discours qu'Elle fit au Sacré Collège ; pour lui donner part de la soumission du Cardinal ; la lettre de cette Eminence aux Evêques de France , en leur envoyant son mandement ; & celle que le Roi lui écrivit de sa main , pour lui marquer la satisfaction de la résolution qu'il avoit prise.

combien ce Prélat étoit respectable par la pureté de ses mœurs. Si son obéissance aux décisions de l'Eglise à souffert pendant un tems quelque atteinte, le reproche qu'il se fait dans son Mandement d'acceptation, d'avoir trop différé à réparer sa faute, doit, ce me semble, inspirer pour lui les mêmes sentimens que le Pape témoigna.

LETTRE de Mr. le Cardinal de
NOAILLES Archevêque de Paris,
à Mr. l'Abbé de MONTGON.

à Paris ce 21. Decembre. 1728.

J'AI reconnu, Monsieur, avec autant d'édification que de plaisir, votre amour pour la paix, & votre amitié pour moi, au compliment que vous avez bien voulu me faire sur la publication de mon Mandement d'acceptation. Ce que M. le Cardinal d'ASTORGA & vous me mandez, des sentimens que le Clergé d'Espagne a témoignés à cette occasion, me donne une très grande consolation. Je m'attendois bien que ma démarche ne lui seroit pas désagréable ; mais le succès a surpassé de beaucoup mon esperance. Ma
joye

joye sera complete , si cette démarche contribue à rendre une veritable paix à l'Eglise de France : c'est la fin que je me suis proposée ; ce seroit le fruit consolant de mes efforts & de mes peines. Dieu veuille que l'Esprit de parti , de contention & de discorde , ne nous prive pas d'un bien si précieux. Je n'omettrai rien de ce qu'on doit attendre d'un Evêque pour nous le procurer : mais sans le secours de celui qui est le maître des esprits & des cœurs , mes soins seront infructueux. Demandez , s'il vous plait , Monsieur , dans vos prieres , ce secours puissant & nécessaire. Rien n'est plus digne de votre pieté.

Je vous suis très obligé des souhaits heureux que vous me faites. Si les miens pour vous sont accomplis , vous serez comblé de benedictions & de prosperités ; & vous connoîtrez , que je suis avec une estime & une consideration particuliere , Monsieur , entierement à vous.

Signé le Cardinal de NOAILLES.

Le voyage de la Cour d'Espagne , dans le tems qu'on travailloit à une pacification générale , déplut à presque toutes

toutes les Puissances. Elles s'étoient attendues à voir † revenir le Duc de BOURNONVILLE à *Paris*, avec les moyens de terminer cet ouvrage, ou qu'au moins Leurs Maj. ne refuseroient pas d'accepter ceux que ce Ministre étoit allé leur proposer. Cette esperance s'évanouissoit : le Duc de Bournonville suivoit la Cour à *Badajoz* ; & l'on ne paroissoit point porté du tout à approuver ce qu'il avoit offert. On vouloit à Madrid des engagemens : les simples promesses, quelque'étendues qu'elles pussent être, paroissoient ou frivoles, ou suspectes.

L'état incertain où restoient les négociations, n'excitoient en Angleterre que murmures & mécontentemens. Le Gouvernement étoit accablé par les représentations des négocians Anglois, sur les vexations qu'ils éprouvoient en Amérique de la part des Espagnols. On prévoyoit l'agitation qu'elles pouvoient répandre dans le Parlement qu'on alloit

† C'est ce qu'on peut voir par la lettre que Mr D'ANGERVILLIERS, Ministre de la guerre, m'écrivit alors de *Paris* le 5. Janvier 1729. On la trouvera à la fin de ce Volume *Pieces Justificatives* No. XV.

alloit assembler , & les suites facheuses que celle - ci entraineroit. Il s'agissoit de les arrêter. L'entreprise devenoit d'autant plus difficile , que les plaintes qu'on faisoit à la Cour d'Espagne , ne produisoient depuis longtems que des assurances inutiles de les examiner.

Elles furent repetées à Mr. KEENE , au sujet d'un Memoire pressant qu'il présenta avant le départ de Leurs Maj. Catholiques : il falut qu'il s'en contentât.

En finissant de rapporter les principaux événemens de l'année 1728 , je ne dois pas oublier celui de la mort de la Princesse NATALIE , sœur du jeune Empereur de Russie PIERRE II, qui arriva le 3 Decembre, & le terrible incendie que souffrit la ville de *Coppenhague* le 20 Octobre précédent. Le feu , qui prit à une espee de chaumiere près d'une porte , fut porté par le vent qu'il faisoit ce jour-là avec tant de rapidité aux maisons voisines , qu'avant que l'on pût l'arrêter assez promptement faute d'eau , l'embrasement devint presque général. Il dura deux jours & trois nuits , & consuma près des deux tiers de cette
Capi-

Capitale ; plusieurs Eglises , Hôpitaux & Colleges , la Maison de Ville , six Bibliothèques , & entr'autres celle de l'Evêque nommé *WORMS* , qui étoit très estimée ; differens Hôtels ou Palais , avec les meubles qui s'y trouvoient ; & il reduisit un grand nombre d'habitans à une extrême misère. Leurs Maj. Danoises repandirent dans cette triste occasion d'abondantes largesses à ceux à qui le feu avoit tout enlevé , & leur Cour s'empressa d'imiter un si bon exemple. L'Abbé *GOSSET* , Aumônier de l'Ambassadeur de France , qui occupoit seul la maison de ce Ministre pendant son absence , édifia beaucoup aussi par sa charité. Il donna le couvert , avec dequoi subsister , à près de 50 familles ; & les Protestans , autant que les Catholiques , ressentirent les effets de sa religion & de son humanité. La memoire d'une action si Chrétienne merite d'être conservée. Au reste , le desordre & le mal qu'un accident si funeste avoit causé , fut assez vite réparé. Il a même contribué à l'embellissement de *Copenhague* , & à la regularité de ses rues & de ses bâtimens.

Quoi-

Quoique Leurs Maj. Cath. eussent fixé leur départ au 7. de Janvier , on crut pendant quelques jours , que le froid qui se fit sentir à Madrid dans les premiers jours de l'année 1729, plus vivement que de coutume, les obligeroit à le retarder. Mais il n'en fut rien : Elles exécuterent leur projet ; & comme ceux qui étoient du voyage étoient bien aises de ne point se trouver , en même tems que Leurs Majestés , aux endroits où elles devoient passer , la plus grande partie des Courtisâns se mit en chemin deux jours auparavant. Je suivis leur exemple. Heureusement pour moi , le Marquis de la Paz m'inséra sur la liste de ceux , pour qui les *Apofentadores* devoient marquer des logemens. Cette faveur m'épargna les mauvaises *Pausades* , dont il m'auroit falu essuyer la malpropreté pendant toute la route.

La neige ne nous quitta , que quand nous eumes attrapé l'*Estremadure* ; & l'abondance qui en étoit tombée auroit rendu le chemin fort incommode , sans les précautions que le passage de Leurs Maj. avoit fait prendre , pour qu'il fût prati-

pratiquable , autant que le tems pouvoit le permettre.

Les Ministres étrangers , & toute la suite nombreuse des curieux , arrivèrent le 14 & le 15. à *Badajoz*. J'y fus logé au Couvent des Franciscains. Le Cardinal de Borgia & le Duc de LINAREZ y avoient aussi des appartemens. La piece où je couchois étoit si froide , que je fus obligé de la remplir le soir de braziers ; on ne trouve de cheminées en ce pais - là que dans les cuisines.

Le 16. (Janvier) d'assez bonne heure , Leurs Maj. & les Princes arrivèrent ; & comme le Palais Episcopal , préparé pour leur logement , n'étoit pas assez grand , on avoit percé les murailles des maisons voisines , afin d'en ménager pour les Princes , d'où ils pussent venir à celui de Leurs Majestés sans sortir.

Ce même jour. (16 Janvier) Leurs Maj. Portugaises se rendirent à *Elvas*. Cette ville , & celle de *Badajoz* , qui en est à trois lieues , furent illuminées une grande partie de la nuit : on le pouvoit voir de l'une à l'autre.

Sur une assez petite riviere nommée
la

la *Caya*, qui sépare les deux Royaumes, il y a un pont de pierre, au-dessus duquel on avoit construit un Pavillon, consistant en une grande piece en forme de Salon dans le milieu, & deux antichambres, l'une du côté de l'Espagne & l'autre du côté du Portugal. Le Salon destiné à servir à l'entrevue & à l'échange des deux Princesses, étoit orné avec toute la magnificence possible, & divisé en deux parties égales par une longue table. Les meubles de la partie Espagnole étoient differens de ceux de la partie Portugaise. La table même étoit couverte d'un tapis d'étoffe d'argent, avec des galons & des franges d'argent, du côté de l'Espagne; & d'un velours cramoisi brodé en or, du côté du Portugal. Sur chacune des deux grandes portes par lesquelles on entroit dans le Salon, on avoit mis les armes des deux Royaumes en face les uns des autres. En un mot, l'égalité des deux parts avoit été scrupuleusement observée. Cependant on trouva moyen de placer sous les pieds de Leurs Maj. Cath. des carreaux, pendant que Leurs Maj. Portugaises n'en eurent point. Il

y avoit sur le bord de la riviere environ 4000 hommes d'Infanterie , & 2000 de Cavalerie , Espagnols : les troupes Portugaises , qui occupoient l'autre bord , n'étoient pas à beaucoup près si nombreuses.

Tous les préparatifs du côté de l'Espagne étant finis , & les troupes se trouvant à portée de se rendre au pavillon de l'entrevue quand Leurs Maj. Cath. arriverent à *Badajoz* , Elles déclarerent le soir , que la cérémonie de l'échange se feroit le 17 ; & l'on envoya des billets aux Ministres étrangers , afin de les inviter à y assister.

Ce jour-là 17 au matin , les Comtes de MONTIJO & le Duc de SOLFERINO allerent complimenter le Roi & la Reine de Portugal , & porter les presens de nocces à Made. la Princesse des *Asturies*. Les Marquis d'ALLEGRETTE & de CASCAES vinrent s'aquitter de la même commission envers Leurs Maj. Cath. & Made. la Princesse du *Bresil* , au nom du Roi & de la Reine de Portugal.

Sur les 11 heures les Gardes Espagnoles , & les autres troupes d'Infanterie & de Cavalerie , se posterent sur
les

les limites d'Espagne aux environs du pont ; & environ une heure après midi les Ministres étrangers & les Courtisans partirent , pour se trouver au pavillon quand Leurs Maj. Cath. arriveroient. J'étois du nombre , & nous attendîmes longtems inutilement. La Cour de Portugal , qui ne comptoit pas que celle d'Espagne pressât si fort l'échange des Princesses , n'avoit point encore achevé de mettre en ordre les préparatifs qu'elle faisoit pour une cérémonie si éclatante ; & les troupes Portugaises ne pouvoient être à leur poste que le lendemain.

Le Marquis d'ABRANTES demandoit instamment , qu'on remît la fonction au 19 ; & le Marquis de CAYCELATRO, Ambassadeur d'Espagne, insistoit à *Elvas* pour qu'elle s'exécutât ce jour-là. Enfin , après bien des allées & des venues , Leurs Maj. Cath. se rendirent aux raisons qu'on leur representa , & consentirent au délai. Elles ne sortirent pas de *Badajoz*. Le Roi & la Reine de Portugal , qui s'étoient déjà avancés sur le chemin du pavillon , reprirent alors celui d'*Elvas*.

Il étoit presque nuit quand on nous avertit de ce changement ; & chacun se retira. Pendant tout le tems que nous restâmes au lieu de l'entrevue , nous ne vîmes aucun Portugais que le seul Ministre *Dom Diego de MENDOÇA* , qui s'y rendit incognito , soit pour observer ce qui se passoit de notre côté , soit pour donner des ordres. Personne ne le reconnut , si ce n'est le Marquis DE LA ROCHE ; encore fut-ce au moment qu'il se retira. Il voulut le suivre pour le saluer ; mais il n'en étoit plus tems : il étoit déjà monté en carrosse , & parti , lorsque le Marquis de la Roche s'empressa de le joindre.

Peu s'en falut que cet incident , par les circonstances qui l'accompagnerent , ne mit entre les deux Cours autant de refroidissement & de division , que l'entrevue dont il s'agissoit , devoit y causer d'amitié & d'union. L'obstination singulière de la Cour d'Espagne , à vouloir absolument que ce fût le 17 que l'échange des deux Princesses se terminât , blessa le Roi de Portugal. Il trouva étrange qu'on lui refusât un retardement de deux jours , & que pen-

dant

dant que l'on faisoit d'une pareille bagatelle le sujet d'une longue délibération, on l'eût obligé à se mettre en chemin pour venir au Rendez-vous, & à s'en retourner en suite, sans que la Cour d'Espagne eût eu égard à une pareille condescendance. Le Roi d'Espagne, de son côté, parloit de partir le lendemain pour retourner à Madrid; & quoiqu'on ne vît point quel motif pouvoit avoir ce Prince de prendre une pareille résolution, on ne s'entre tint tout le soir à *Badajoz*, que du bizarre dénouement qu'alloit avoir notre voyage. Les reflexions qu'on fit pendant la nuit calmerent la vivacité. On temoigna le lendemain un égal empressement de se voir. A peine se souvenoit-on des chicanes survenues la veille. Les Souverains jouissent du précieux avantage, de passer souvent entre eux du refroidissement à l'amitié, avec une facilité que l'on ne sauroit trop admirer.

J'ai rapporté plus haut, que lorsque j'avois demandé à Madrid la permission de passer de *Badajoz* à *Lisbonne*, l'Archevêque d'*Amida* & la Duchesse de St. PIERRE semblerent vouloir
me

me donner à entendre , que Leurs Maj. avoient intention d'y faire quelque usage de moi. La confiance me paroissant un peu suspecte , puisque j'étois convaincu que ce dessein (supposé qu'on l'eût) trouveroit une opposition secrète de la part des personnes qui me l'annonçoient , je me conduisis à leur égard sur cet article comme si elles ne m'avoient rien dit. Cette discrétion me fut doublement utile : elle ôta à l'Archevêque & à la Duchesse de St. Pierre le moyen qu'ils cherchoient , d'insinuer à la Reine , que peu content de la grace qu'elle venoit de m'accorder , j'en prétendois aussi-tôt de nouvelles ; & elle les frustra de la satisfaction , de pouvoir m'attirer un refus , & de me l'annoncer.

J'eus d'autant plus lieu de croire que c'étoit le véritable projet du Prélat & de la Dame , que dans les différentes occasions où je vis à *Badajoz* le Marquis DE LA PAZ , ce Ministre ne me parla jamais du petit voyage que je me proposois de faire à *Lisbonne* , que comme d'une partie de divertissement ; & de mon côté je ne lui dis rien qui pût le lui faire envisager sous un autre point de vue.

Le

Le 19. Janvier où les deux Cours étoient enfin convenues de se rendre au Pavillon destiné à l'entrevue, leurs Maj. Cath. y arriverent vers les 3. heures, avec un nombreux cortège de carosses. Le leur, où étoient M. le Prince des *Asturies* *, Madame la Princesse du *Bresil*, & les Infants dont CARLOS & Dom PHILIPPE, étoit précédé & suivi des trois Compagnies des Gardes du Corps. Les bords de la Riviere étoient occupés par le Regiment des Gardes Espagnoles & Vallones, & par plusieurs autres d'Infanterie & de Cavalerie. On voyoit de l'autre côté les troupes Portugaises; mais en beaucoup plus petit nombre.

En même tems que leurs Maj. entrerent dans l'Anti-chambre, qui se trouvoit sur le territoire d'Espagne, le Roi & la Reine de Portugal en firent autant de leur côté; & de part & d'autre on s'y arrêta quelques momens. Quand ils furent écoulés, le Marquis DE LA PAZ, & Dom Diego de MENDOÇA vinrent avertir les deux Rois, que tout étoit prêt pour les recevoir. On ouvrit alors

Tom. VII. G les

* Aujourd'hui FERDINAND VI. Roi d'Espagne.

les deux grandes portes opposées du Salon, & leurs Maj. Cath. & Portugaises, les Princes & les Princesses des deux Maisons Royales, entrèrent en même tems, & se complimenterent. La conversation dura une demi-heure, ou trois quarts-d'heure, & ensuite on s'assit vis-à-vis les uns des autres, la grande table au milieu, qui partageoit le Salon.

Quand les Rois eurent signé les Contrats de mariage; qui leurs furent présentés par les Ministres, les Seigneurs & les Dames de la Cour d'Espagne allerent faire la reverence au Roi & à la Reine de Portugal, & baiser la main de Madame la Princesse des *Asturies*: les Seigneurs & Dames de la Cour de Portugal s'acquitterent du même devoir envers leurs Maj. Cath. & Madame la Princesse du *Bresil*. Le Marquis d'ABRANTES nommoit au Roi son maître les premiers à mesure qu'ils passoient; & le Marquis de CAPICELATRO en ufoit de même auprès de leurs Maj. Catholiques au sujet des autres.

Cette ceremonie finie, les deux Rois & les Princes se leverent, & la conversation recommença entr'eux. Le Roi d'Espagne s'entretint assez long-tems avec
l'In-

L'Infant de Portugal *Dom FRANCISCO*. Les deux Reines se temoignerent beaucoup d'amitié ; & les jeunes Epoux se regardoient fort attentivement , sans se rien dire. Comme on ne paroïsoit de part & d'autre ni gêné ni ennuyé , & que tout se passoit avec un air de liberté peu ordinaire entre des personnes si augustes , la nuit approchoit sans que l'on songeât à se separer. On commença même à allumer les bougies des lustres.

Cette circonstance donnant lieu de remarquer qu'il étoit tems de se quitter , les deux Princesses se jetterent aux genoux des Rois & des Reines pour prendre congé de leurs Majestés ; & cet adieu fut si touchant , que chacun en fut attendri. Madame la Princesse du Bresil revenoit sans cesse à baiser toute en larmes les mains de leurs Maj. Catholiques. Madame la Princesse des *Asturies* sembloit ne pouvoir abandonner les genoux du Roi son pere & de la Reine sa mere ; & ce Monarque , aussi bien que le Roi & la Reine d'Espagne , & la Reine de Portugal , avoient bien de la peine , malgré toute la violence qu'ils se faisoient , à s'empêcher de ver-

fer quelques larmes. La scene devenant trop difficile à soutenir , on prit le parti de s'en aller, aussi-tôt après que l'échange des deux Princesses fut terminée ; & les deux Rois monterent en même tems en Carosse , pour retourner à *Badajoz* & à *Elvas*.

J'étois convenu avec le Marquis d'ABRANTES , de me trouver sur le passage du Roi de Portugal quand il se retireroit, afin que ce Ministre me présentât à Sa Majesté. Dès que je vis que les deux maisons Royales étoient prêtes à se separer, j'allai me placer à la porte du Salon du côté du Portugal. Lorsque le Roi put m'apercevoir, le Marquis d'Abrantes me nomma. Je m'approchai alors, & en me baissant profondément, je voulus prendre respectueusement la basque de l'habit du Roi, pour la baiser. Je dis en même tems à Sa Majesté, que je regardois le moment où je paroissais à ses pieds, comme le plus heureux de ma vie, & que j'espérois qu'elle ne doutoit point, que l'hommage de mon humble soumission ne fût aussi étendu que sincere.

Ce Monarque m'entendit bien à ce que je crois ; & sans vouloir me per-

mettre de baïſer le bas de ſon habit , il me répondit avec un air riant & plein de bonté , que ſur tout ce qui lui étoit revenu de moi , il étoit bien aïſe de me connoître ; & que je devois pour toujours être aſſuré de ſon eſtime. L'Infant *Dom ANTONIO* , qui étoit auprès du Roi ſon frere , & à qui j'eus en même tems l'honneur de faire la reverence , ſe ſervit , en me parlant , des expreſſions les plus obligeantes. En un mot , quand le bienfait que j'avois reçu depuis peu de Sa Maj. Portugaiſe , dans une circonſtance ſi intereſſante pour moi , ne m'auroit pas donné pour elle autant d'attachement que de reconnoiſſance , la bienveillance qu'elle me marqua dans cet inſtant , ſuffiſoit pour faire naître en moi ces ſentimens.

Au reſte on peut avancer ſans flatterie & ſans exaggeration , que ce Monarque montra , dans l'occaſion dont je parle , & pendant ſon ſejour à *Elvas* , toute la dignité , l'affabilité , & la magnificence , qui doivent accompagner la Majeſté Royale. Perſonne n'eut l'honneur de l'aborder ſans reconnoître en lui ces qualités , & ſans en reſſentir même les effets. Les préſens en Diamans

& en bijoux, qu'il fit à presque toutes les personnes qui étoient attachées au service de leurs Maj. Catholiques, répondirent à la magnanimité de ses sentimens; & la pompe avec laquelle il vint au pavillon, surpassa tout ce qu'on peut dire. Les Courtisans ne négligèrent rien, quant à eux, pour rendre cette cérémonie éclatante. Ils y parurent avec des habits & des équipages superbes. Il seroit difficile de voir un plus beau spectacle, que celui que présenta l'arrivée des deux Rois sur les bords de la Riviere: & en effet il ne s'est guere trouvé d'entrevue de Souverains, où l'on ait vu réunis avec eux deux Reines, les heritiers présomptifs de deux Royaumes, & les Princes & Princesses des deux maisons Royales, avec toutes leurs Cours. C'est ce que renferma le Pavillon sur la *Caya*, & qui rend cette cérémonie memorable. J'aurois eu un vrai regret de n'en avoir pas été témoin.

Les équipages & les habits de la Cour d'Espagne ne furent pas à beaucoup près si brillans que ceux de la Cour de Portugal. Le Roi Catholique ne jugea pas à propos de dispenser personne d'observer

ver la Pragmatique , qui défendoit alors l'usage des dorures sur les carosses , & des broderies ou galons d'or ou d'argent sur les habits. Mais la beauté & le nombre des troupes Espagnoles dédommageoit bien de ce qu'on perdoit du côté de la parure.

Leurs Maj. Cath. en rentrant à *Badajoz* , vinrent descendre à l'Eglise Cathédrale de *St. Jean* , où l'on chanta le *Te Deum* ; & après qu'elles furent revenues au Palais Episcopal , où elles logeoient , le Cardinal de BORGIA , assisté des Ecclesiastiques de la Chapelle Royale , donna , dans l'appartement de leurs Maj. , la benediction nuptiale à M. le Prince & à Made. la Princesse des *Asturies*. Le Patriarche de *Lisbonne* fit la même ceremonie à *Elvas* , à l'égard de M. le Prince & de Made. la Princesse du *Bresil*.

Le lendemain *Badajoz* fut rempli de Seigneurs Portugais , & *Elvas* de Seigneurs Espagnols. Les Dames des deux nations imiterent cet exemple. J'allai ce même jour à *Elvas* rendre mes devoirs à *Dom Diego de MENDOÇA*. Ce Ministre , tout occupé qu'il étoit , ne laissa pas de m'accorder quelques mo-

mens d'entretien ; & j'en profitai pour le remercier des obligations essentielles que je lui avois. Il reçut mon compliment avec autant d'amitié que de modestie ; & sans faire valoir sa bonne volonté , ni les services qu'il m'avoit rendus , il m'assura que je pouvois les employer en toute liberté , dans les occasions où je jugerois qu'ils pourroient m'être utiles. Il me pria ensuite à dîner ; & , sur ce que je lui fis part de l'intention où j'étois d'aller à *Lisbonne* , il me dit qu'il seroit ravi de m'y voir & de m'y parler plus à loisir , qu'il ne le pouvoit faire au lieu où nous nous trouvions actuellement.

En quittant Dom Diego de Mendonça , je fus chez l'Infant Dom ANTONIO. J'y trouvai une nombreuse Cour des deux Nations. Ce Prince chercha , d'une manière aussi naturelle que possible , à dire à chacun quelque chose de gracieux ; & dans cette occasion , comme dans toutes celles où j'ai eu l'honneur de lui rendre l'hommage de mon respect , soit à *Elvas* soit à *Lisbonne* , il me combla de bontés. Si jamais ces Memoires peuvent tomber entre ses mains , je serai bien flatté que S. A. R.

remar-

remarque, que j'en conserve un précieux souvenir, & l'attachement le plus respectueux pour Elle.

De la maison qu'occupoit l'Infant Dom ANTONIO, nous allâmes presqu' tous au Palais où logeoit leurs Maj. Portugaises, pour les voir passer au retour de la Messe.

La Reine donna ce jour-là audience à plusieurs des Ministres étrangers qui se trouvoient à la Cour d'Espagne ; & quand elle fut finie ; le Comte D'E LAS TARRÉS, le Marquis de BAY, le Comte de MARCILLAC, & différentes autres personnes, dans le nombre desquelles j'étois, furent présentés à Sa Maj. & à M. le Prince du Brésil.

Dom Diego de Mendocça tenoit une table aux dépens du Roi, qui étoit servie avec beaucoup de magnificence. J'en fus témoin ce jour-là. Les Ambassadeurs de l'Empereur de Sardaigne & de Venise, les Ducs de LARCO & d'OSSUNE, & nombre d'autres Seigneurs des deux Cours furent du diner. Comme il commença tard, & qu'il dura longtemps, nous retournâmes à Badajoz quand il fut fini. Les Ministres Espa-

gnols s'empressoient également d'y recevoir chez eux les personnes de distinction qui venoient d'*Elvas*. Il regnoit entre les deux Cours la plus parfaite intelligence.

Leurs Maj. Catholiques, M. le Prince, & Made. la Princesse des *Asturies*, allerent ce même jour à la chasse à l'issue de leur dîner; & à leur retour il y eut un très beau concert chez la Reine, où toute la Cour se trouva. La ville de *Badajoz* fut illuminée; & après le Concert les *Monkigangas*, qui font des especes de quadrilles en masque, passerent sous les fenêtres du Palais en dansant, & parcoururent toute la ville. Ce divertissement ne seroit pas, je crois, du goût de toutes les nations.

Le 23. & le 26. leurs Maj. Cath. & Portugaises retournerent avec les Princes & les Princesses au Pavillon de l'échange, & s'y arrêterent jusqu'à la nuit.

Pendant ce tems-là les Musiciens des deux Rois formerent alternativement un Concert; & l'envie qu'ils marquerent de se surpasser les uns les autres, amusa quelques momens l'auguste Assemblée. Elle se sépara à ce qu'il parut avec une
veri-

veritable peine : on en vint même jusqu'à former le projet, en se disant adieu, de se revoir au même endroit, au retour du voyage que le Roi & la Reine d'Espagne alloient faire en *Andalousie*. Ce Monarque & cette Princesse ; le Roi & la Reine de Portugal, & les deux maisons royales, se donnerent reciproquement des marques de la plus parfaite amitié. Leurs Cours imiterent cet exemple ; & quand on sortit le 26. du Pavillon, on temoigna de part & d'autre un vrai chagrin de se quitter.

Les deux maisons du Roi & de la Reine étant venues en entier à *Badajoz*, leurs Maj. n'en voulurent mener avec elles qu'une partie, & l'autre retourna à Madrid. La préférence causa autant de joye à ceux à qui on l'accorda, que de mortification à ceux qui l'essayèrent. Aux peines inévitables de la vie, l'habitation des Cours y en ajoute presque toujours une infinité d'autres ; & quoi qu'après qu'elles sont passées on regarde souvent avec dérision ce qui les causoit, elles n'en sont pas moins sensibles dans le moment qu'on les éprouve.

Les partisans du Cardinal, attentifs

à m'attirer tant qu'ils pouvoient de ces fortes de désagremens, essayèrent encore à *Badajoz* de me faire comprendre parmi ceux qui devoient retourner à *Madrid*. La tentative n'ayant pas réussi, ils chercherent, au sujet du dessein que j'avois d'aller à *Lisbonne*, à insinuer, que je me vantois à plusieurs personnes en confidence, que c'étoit par un ordre secret de leurs Maj. que j'entreprendois ce voyage, & pour observer la maniere dont Madame la Princesse du *Bresil* feroit traitée & reçue, afin d'être en état de venir ensuite leur en rendre compte.

De tels allegués ne pouvant que me compromettre avec leurs Maj. & le public, j'avoue que je fus extrêmement blessé, lors que j'appris que la malignité de mes ennemis repandoit ainsi son poison sur mes actions les plus indifférentes ; & pour en détruire l'effet, j'eus attention dans les occasions qui se présenterent, de tenir un langage tout opposé à celui que l'on me prêtoit. Heureusement pour moi, la Reine me procura un moyen de lui faire remarquer ma bonne foi aussi bien qu'au public.

La veille du départ de *Badajoz* Sa
Maj.

Maj. me trouvant sur son passage, me dit avec je ne fai quelle affectation qui me frapa : „ Eh bien, Monsieur, com-
 „ ptez-vous toujours d'aller à Lisbonne? „
 Cette question, devant les Courtisans, me confirmant ce qui m'avoit été rapporté, je repondis à la Reine, que je persistois dans le dessein de satisfaire une curiosité, que je croyois très indifferente : que c'étoit l'unique motif de ce petit voyage ; & qu'au surplus, j'y renoncerois sans la moindre repugnance, pour peu que Sa Maj. ne le jugeât pas convenable.

„ Mon Dieu, repliqua la Reine avec une physionomie „ toute differente),
 „ je n'y songe pas : au contraire, je „ suis fort aise que vous suiviez votre
 „ projet. Vous nous direz à votre re- „
 „ tour des nouvelles de ce pays-là.

Quoique cette réponse de la Reine dissipât en partie les soupçons que sa question pouvoit avoir fait naître, je ne laissai pas, quand je vis le Marquis DE LA PAZ, de le prier d'éclaircir encore mes doutes, & de me dire tout naturellement, si, depuis que j'avois demandé la permission d'aller à *Lisbonne*, & qu'on me l'avoit accordée, il étoit

étoit survenu à cet égard quelque changement de la part de leurs Majestés , attendu , continuai-je , que je regardois ce voyage avec une entière indifférence. Ce Ministre , à qui je ne cachai point les ridicules propos que l'on me faisoit tenir , m'assura qu'il n'avoit rien remarqué dans leurs Majestés , qui dût me donner la moindre inquiétude , & que je pouvois en toute liberté suivre mon inclination , sans craindre que le Roi ni la Reine le desapprouvassent. „ Quant aux discours qu'on vous attribue , ajouta-t-il , je vous conseille „ de les regarder comme des chansons. „ Le conseil s'accordant parfaitement avec mes vues , je le suivis volontiers , & je pris congé du Marquis de la Paz.

Le 27. Janvier leurs Maj. Cath. & Portugaises , les Princes & Princesses des deux maisons royales , partirent de *Badajoz* & d'*Elvas* ; les premiers pour aller à *Seville* ; & les autres pour retourner à *Lisbonne*. Je pris le même jour le chemin de cette Capitale ; mais je suivis une route différente de celle de la Cour , afin d'être moins embarrassé à trouver des logemens commodes. Je passai à *Villa viciosa* , Residen-
ce

ce des anciens Ducs de *Bragance*. La maison est grande & peu ornée. Il y a un Parc fort étendu, & rempli de bêtes fauves. Je m'arrêtai aussi, chemin faisant, au Palais de *Vendas novas*, que le Roi de Portugal avoit fait bâtir avec une diligence presque incroyable, uniquement pour pouvoir y loger avec la Reine & les Princes en venant à *Elvas*. Les appartemens, auxquels on travailloit encore jour & nuit, étoient aussi ornés que commodes.

Ce lieu, où il étoit nécessaire que la Cour vint coucher, n'étoit qu'un mauvais village, où l'on n'auroit trouvé aucune habitation convenable, sans l'ordre que le Roi de Portugal donna d'y bâtir un Palais. L'Alcade ou Gouverneur de ce Palais étoit un Colonel, dont je suis fâché d'avoir oublié le nom, à cause de son extrême politesse. Il ne l'épargna point à mon égard dans cette occasion : car ne sachant où me réfugier pendant la nuit, les maisons du village étant remplies de muletiers, & des débris des équipages de la Cour, j'envoyai un valet de Chambre supplier cet Officier, de m'accorder une petite piece où je pusse placer mon lit. Il me rap-

porta que Mr. le Gouverneur m'attendoit chez lui, non seulement pour me donner un appartement, mais de plus à souper; & un de ses domestiques, qui suivit de près mon valet de chambre, me le repeta.

Sur cette assurance nous allames, *Dom GONZALO PACHECO*, que je m'ennois à *Lisbonne*, & moi, mettre pied à terre au Palais, où le Colonel nous reçut de la façon la plus obligeante. Il voulut absolument que mes gens & mes chevaux restassent chez lui, & il n'omit rien de tout ce qui pouvoit nous rendre sa maison agréable. Je n'oubliai point, de mon côté, quand je fus à *Lisbonne*, sa gracieuse reception; & j'eus le plaisir, l'ayant trouvé chez *Dom Diego de MENDOÇA*, de lui attirer un discours flatteur de ce Ministre, sur la maniere dont il avoit fait les honneurs du Palais à tous ceux qui avoient passé à *Vendas novas*.

En venant d'Espagne à *Lisbonne*, on trouve le Tage à un bourg nommé *Aldea Gallega*. Ce fleuve forme une espece de bras de mer, de près de cinq lieues de largeur, qu'il faut traverser. Le Cabaret du lieu est placé presque sur le bord
du

du fleuve. On découvre de cet endroit *Lisbonne* ; & la vue de tout côté est si belle , que je ne pouvois me lasser de la confiderer. La Capitale de Portugal étant bâtie en Amphitheatre sur des hauteurs , forme , à mesure qu'on en approche , un aspect très agréable ; & par un beau tems , lorsque le Tage n'est point agité , le passage d'*Aldea Galega* à *Lisbonne* devient une promenade charmante. Nous fîmes ce trajet , *Dons GONZALO* & moi en bonne compagnie. Plusieurs Seigneurs Portugais avoient pris les devans comme nous , & ce fut avec eux que nous arrivâmes à *Lisbonne*.

Les logemens qu'un étranger pouvoit alors trouver à louer dans cette ville , étoient aussi mauvais que ceux de la route. Il falloit les meubler pour pouvoir y habiter , ou se résoudre à souffrir tout ce que la mal-propreté a d'insupportable. M. de MONTAGNAC Consul de France , qui étoit alors chargé des affaires du Roi , me délivra de ces deux inconveniens , en me donnant un appartement chez lui. Il occupoit une maison sur le bord du Tage extrêmement agréable ; & elle me le devint
plus

plus encore par l'amitié qu'il ne marqua & Madame sa femme. Il me l'a conservée dans des circonstances bien différentes, comme j'aurai bientôt lieu de le dire. On doit croire sincère, celle que de pareilles épreuves n'éteignent point.

Leurs Maj. Portugaises ne devant arriver que 7. ou 8. jours après moi, je profitai de ce tems-là pour aller à *Mafra*, où le Roi faisoit bâtir un Palais, un Couvent, & une Eglise. Ce dernier bâtiment étoit tout de marbre, en dehors comme en dedans : on ne néglegoit rien pour le rendre magnifique. Je crois que le Couvent pourroit contenir au moins 300. Religieux ; le Refectoire me surprit par sa vaste étendue. Quant au Palais, on commençoit seulement à le bâtir lorsque j'y fus.

En revenant j'eus la curiosité de visiter différentes *Quintes*, ou maisons de campagne : il s'en trouva peu qui la méritassent. Je ne fus gueres mieux dédommagé de la peine que je pris d'aller voir *Odivelle*, dont le Duc de RICHMOND, avec qui je dinai chez Milord TYRAWLAY *, m'avoit beau-

coup

* Envoyé extraordinaire du Roi d'Angleterre.

coup parlé. C'est un Couvent de *Bernardines*, à deux lieues de *Lisbonne*. Il y a, dit-on, près de 500. Religieuses, Sœurs ou Pensionnaires, qui y habitent. La description que le Duc de Richemond me fit de l'habit des premières, qui tenoit autant du séculier que du religieux, & plusieurs autres circonstances singulières qu'il me conta, m'engagea à faire ce voyage. Un Directeur de ce Couvent, que je rencontrai, me conduisit au Parloir de l'Abbesse. Elle y étoit avec plusieurs Religieuses, vêtues comme elle de l'habit de leur Ordre, & sans aucun mélange des bizarres ajustemens dont le Duc de Richemond m'avoit parlé. L'Eglise est un bâtiment ancien ; elle n'a de remarquable que le Chœur des Religieuses, qui me parut extraordinairement grand.

Madame la Princesse du *Bresil* s'étant trouvée incommodée à *Villa Viciosa*, leurs Maj. Portugaises n'arriverent que le 12. de Février à *Lisbonne*. Elles s'embarquerent ce jour-là à *Aldea Gallega*, avec le Prince & la Princesse du *Bresil*, sur une Gondole magnifique, suivie d'une infinité d'autres fort ornées. Elles vinrent d'abord mettre pied à terre

auprès d'une Eglise dédiée à la Sainte Vierge, où Elles firent leur priere. Ce devoir de Religion rempli, Elles se rembarquerent, & passant tout le long de la ville de Lisbonne, au travers des Vaisseaux, dont il se trouva alors un grand nombre dans le Port, & qui tous avoient déployé leurs Pavillons, Elles aborderent à un Pont, qu'on avoit construit vis-à-vis d'un Palais du Roi à *Belém*, où Elles dînerent. L'après midi Elles firent leur entrée avec le Prince & la Princesse par la Porte d'*Alcantara*. Les rues étoient tapissées. On avoit élevé en plusieurs endroits plus de 20. arcs de triomphe; & leur cortège étoit de près de 100. Carrosses à six chevaux. Le Roi & la Reine se rendirent avec toute cette pompe à la Chapelle Royale, où le Patriarche les reçut à la tête de son Chapitre; & leurs Maj. assistèrent au *Te Deum*, qui fut chanté en actions de grâces.

Pendant cette cérémonie j'étois monté dans les apparemens du Palais, pour voir passer leurs Majestés. La foule des Courtisans, qui les remplissoient, étant très grande, j'entrai dans une piece où il y en avoit moins, & où je crus pouvoir

voir fatifaire plus à mon aife ma curiosité. Un Ecclésiastique, qui s'y trouvoit comme moi, m'ayant abordé avec politesse, je liai conversation avec lui. Après quelques minutes d'entretien il me dit, que le lieu où nous étions étant destiné uniquement pour les Ministres étrangers & pour les Grands, il convenoit de ne point attendre qu'on nous avertît de nous retirer, en prenant ce parti de nous-mêmes, & passant dans la piece voisine. Je le remerciai de son avis, & je me mis avec lui dans l'endroit où il m'assura que nous pouvions nous arrêter.

Le Roi passa peu de momens après. Sa Maj. m'aperçut; & par un nouveau trait de sa bonté, Elle dit au Comte d'ASSUMAR, un de ses premiers Gentilshommes de la Chambre, de me faire entrer dans la piece d'où je venois de sortir. Je reçus cette distinction, qui, comme on peut croire, fut bien remarquée, avec toute la reconnoissance qu'elle meritoit; & comme la plupart des Seigneurs Portugais, avec qui je me trouvai, étoient les mêmes que j'avois vus au Pavillon de l'entrevue & à *Elvas*, ils s'empressèrent à me donner
 tou-

toute sorte de marques d'attention , & de me mettre à portée de voir ce qui s'observa dans les audiences que le Roi donna au differens Corps qui vinrent complimenter Sa Majesté.

Afin que tout concurût à celebrer l'arrivée de Madame la Princesse du *Bresil*, la ville de *Lisbonne* & les Vaisseaux furent illuminés ce soir-là. La situation de cette Capitale , en Amphitheatre , & sur plusieurs hauteurs , formoit une illumination non moins singuliere que magnifique ; & celle du Port , qui s'étend jusqu'à la tour de *Belem* , achevoit de rendre le coup d'œil digne de curiosité.

L'Ambassade du Marquis d'ABRANTES s'étant terminée au mariage des deux Princesses , il suivit le Roi son maître à *Lisbonne*. Je le retrouvai avec plaisir au Palais , où il avoit un appartement ; & il continua à me donner les preuves les plus sinceres de son amitié. *Doña ANNA* de *LORENA* * sa fille étoit *Camarera Mayor* de Madame la Princesse du *Bresil* ; elle
meri-

* Elle étoit veuve de *Dom Rodrigue de MELLO PEREYRA* Grand de Portugal.

meritoit cette place autant par les agrémens & la justesse de son esprit, que par sa vertu & sa naissance.

Le lendemain de l'arrivée Leurs Maj. Portugaises, Elles donnerent audience aux Cardinaux, au Patriarche & aux Ministres étrangers. Le Marquis de CAPYCELATRO, Ambassadeur d'Espagne, chez qui j'étois souvent, me dit que, puisque j'étois venu à *Lisbonne*, il convenoit que je fusse présenté au Roi, & il s'offrit obligeamment à me rendre ce service. J'acceptai la proposition, & nous allames ensemble au Palais. Ce Ministre, après avoir fait son compliment au Roi, me nomma à Sa Majesté. Elle reçut mon hommage avec un visage riant & gracieux; & sans y rien ajouter, Elle dit au Marquis de CAPYCELATRO, qu'Elle me connoissoit déjà, & qu'Elle m'avoit vu à *Elvas*, après quoi nous rejoignîmes le Cercle que faisoient les Courtisans. Un moment après le Roi m'appella, & quand je me fus approché de lui, il me fit l'honneur de me parler sur le voyage que j'étois venu faire à *Lisbonne*, avec toute la bonté possible, & d'une manière, en un mot, qui

qui marquoit l'envie qu'avoit Sa Maj. de m'accorder une distinction. Cette intention, qui n'échappa pas aux spectateurs, m'attira de toute la Cour les attentions les plus obligeantes pendant le séjour que j'y fis.

Ce Monarque favoit parfaitement joindre à la dignité, qui doit toujours accompagner la Majesté royale, l'affabilité, qui sert à la faire aimer. Sa figure y contribuoit ; il l'avoit aussi distinguée que prévenante au tems dont je parle. Elle parut telle à tous ceux qui eurent l'honneur de le voir au Pavillon de l'entrevue & à *Elvas*.

Le Comte d'ERICEYRA & Mr. de MONTAGNAC m'ont compté deux traits de ce Prince & du Roi LOUIS XIV, qui leur faisant honneur à tous les deux, meritent d'être rapportés. Ils me dirent qu'à la mort du Roi *Dom PEDRO* en 1706, Sa Maj. Très - Chrétienne fit proposer au nouveau Roi de Portugal, de profiter de la liberté que son avènement au trône sembloit lui donner, pour se détacher de l'alliance des Puissances, qui se trouvoient alors liguées contre les deux Couronnes de France & d'Espagne,

pagne , & pour se réunir à elles. Les sollicitations devenant pressantes , Sa Maj. Portugaise écrivit au Roi , que si après avoir pesé murement les raisons qui l'empêchoient d'acquiescer à sa proposition , il jugeoit néanmoins qu'il pouvoit l'accepter , sans blesser les intérêts de sa reputation , & de ses Etats en Europe & aux Indes , il souscriroit en ce cas-là à sa décision. Ce généreux procédé toucha le grand Prince à qui il s'adressoit ; & afin que le Monarque Portugais connût à son tour toute l'élevation & la magnanimité des sentimens de Sa Maj. Très - Chrétienne , Elle lui répondit , que sensible à la confiance qu'il lui marquoit , & très éloignée d'en abuser , Elle avoit examiné les motifs qu'il avoit de vouloir tenir les engagements du Roi son pere ; qu'Elle les trouvoit justes , & qu'Elle lui conseilloit par conséquent de ne point changer de résolution , jusqu'à ce que la Divine Providence leur donnât le moyen , de renouer entr'eux l'ancienne amitié , & l'alliance qui avoit subsisté entre les deux Royaumes.

La paix qui fut enfin signée à *Utrecht* ayant produit cet effet , le Roi

de Portugal forma le deſſein de voyager en différentes Cours de l'Europe ; & en le conſiant au Roi de France , il le pria de lui dire ſ'il l'approuvoit. Sa Maj. Très - Chrèt. lui écrivit alors pour l'en détourner , & pour lui faire remarquer les conféquences qui reſultoient d'une ſemblable démarche. Ce Monarque parloit au Roi de Portugal comme il auroit fait à ſon fils ; & la ſageſſe de ſes conſeils déterminâ entièrement Sa Maj. Portugaiſe à ne point fortir de ſes Etats. On voit que l'amitié & la confiance qui regnoit entre ces deux Princes , étoit fondée ſur la haute eſtime qu'ils avoient l'un pour l'autre.

Pendant le ſejour que je fis à *Liſbonne* , j'eus de fréquentes occaſions de voir *Dom Diego de MENDOÇA* CORTE REAL. Il me pria à dîner à ſa *Quinte* , afin , dit-il , de m'y entretenir avec plus de liberté. Il parut en effet , que c'étoit ſon intention , par la maniere amiable dont il m'y reçut , & par l'occaſion qu'il me fit naître lui-même de lui parler de ma ſituation , & des traverses continuelles que j'eſſuyois. Notre converſation ſe
paſſa

passa avec une mutuelle confiance : j'en fus convaincu par les avis & les conseils qu'il me donna, & qui ne se ressentoient point de cet air mystérieux, que l'on trouve presque toujours aux Ministres. Il la termina en m'assurant, que je devois le regarder non seulement comme un ami, mais comme un pere : qu'il en avoit les sentimens pour moi, & qu'il étoit véritablement touché d'appercevoir, à quel point j'étois exposé aux traits de l'envie.

„ Au reste, *ajouta-t-il*, ne faites
 „ aucune difficulté de me dire naturel-
 „ lement si vous avez besoin de quel-
 „ que secours : car je vous déclare que
 „ j'ai ordre du Roi de vous le deman-
 „ der, & de vous remettre tout ce
 „ qui vous sera nécessaire. Comptez
 „ sur la protection de Sa Maj. pour
 „ toujours. Elle est prevenue en votre
 „ faveur d'une véritable estime.

J'étois si peu accoutumé à l'amitié & à l'humanité que l'on me marquoit en Portugal, qu'elles me penetrerent de la plus vive reconnoissance. Je l'exprimai de mon mieux à Dom Diego de Mendoça & je le priai, dans toute la sincérité de mon cœur, de ne mettre

aucune difference entre les sentimens que Mr. l'Abbé de MENDOÇA son fils avoit pour lui, & les miens. Quant à la nouvelle grace qu'il m'apprenoit que le Roi vouloit m'accorder, je lui dis qu'elle mettoit le comble à toutes les obligations que j'avois à Sa Majesté : mais qu'en égard à la gratification qu'Elle avoit daigné m'accorder, & à celle que j'avois obtenu du Roi d'Espagne, je me croyois absolument à l'abri de tomber, au moins de quelque tems, dans les embarras que j'avois essuyés à *Madrid* ; & que je croyois, par conséquent, devoir ne point abuser de la générosité vraiment royale du Roi, & ne lui demander que la continuation de son auguste bienveillance.

„ J'approuve votre desintéressement,
 „ me repartit *Dom Diego de Mendoza* ;
 „ j'y veux cependant mettre des bor-
 „ nes, & vous exhorter à ne le point
 „ pousser trop loin. Votre Cour pa-
 „ roit dans le goût de voyager : cet-
 „ te circonstance vous oblige à aug-
 „ menter beaucoup votre dépense, Vos
 „ revenus sont mediocres, & peut-être
 „ n'y aura-t-on pas toujours égard.
 „ L'a-

„ L'abondance où vous croyez être s'é-
 „ vanouira plutôt que vous ne pensiez.
 „ Profitez de la bonté du Roi : je vous
 „ repete que vous ne devez avoir au-
 „ cun scrupule sur cet article , & que
 „ c'est avec plaisir que Sa Maj. vous
 „ donnera même le double de ce que
 „ vous avez reçu , si vous le voulez.

Les instances obligeantes de Diego de Mendoza ne me firent point chan-
 ger de sentiment. Je persistai à m'ex-
 cuser de recevoir une nouvelle gratifi-
 cation ; & je me contentai de le pri-
 er , de me conserver la bonne volon-
 té qu'il me marquoit , afin de l'em-
 ployer , si dans la suite elle me deve-
 noit encore nécessaire.

Ce vénérable vieillard (car il avoit
 alors environ 72 ans) ne restraignoît
 pas à moi seul la bonté de son cœur :
 on peut dire que tous ceux qui l'abor-
 doient , trouvoient en lui une affabili-
 té & une patience , peu pratiquée par
 ceux qui remplissent ailleurs la même
 place qu'il occupoit. Je n'ai guere vu
 de Ministre , qui fût mieux que lui ,
 écarter la hauteur , la fierté , & l'hu-
 meur que l'on remarque en beaucoup
 d'autres. Chaque jour à son audience ,

ou quand il alloit chez le Roi , il étoit accablé d'une multitude de gens , dont les uns lui parloient , & les autres tiroient son habit ou son manteau pour être écoutés , d'une manière à devoir lui causer quelques mouvemens d'impatience. Plusieurs , & entr'autres les femmes , revenoient à la charge avec une vraie importunité ; & malgré cela il écoutoit un chacun avec une douceur & une tranquillité charmante , répondoit avec la même modération , & sans paroître rebuter personne. J'ai deux ou trois fois été témoin de ce que je rapporte , & c'étoit toujours avec une nouvelle surprise , que je remarquois tant d'égalité dans un Ministre chargé de presque toutes les affaires de la Monarchie.

Quelqu'étendue que fût la confiance du Roi en Dom Diego de Mendoca , ce Monarque vouloit cependant être informé de tout , & que l'on ne donnât aucun ordre qui ne passât devant lui. Ses sujets avoient la liberté de lui exposer ce qui concernoit leurs intérêts. Sa Maj. dans le tems dont je parle , donnoit audience publique deux fois la semaine. Un jour étoit destiné

à écouter les personnes de condition ; l'autre toutes sortes de gens , & indépendamment de ce moyen de connoître les malversations & les injustices qui se commettoient , il y avoit encore au Palais une espece de boete fermée à clef , & semblable à celles des bureaux des postes , où chacun avoit la liberté de mettre des Memoires , qui parvenoient directement au Roi. On peut abuser de tout : la malignité & l'envie prennent souvent l'apparence du zele & de la bonne foi. Il faut pourtant convenir , que rien ne doit tant contribuer à maintenir dans un Etat le bon ordre & la justice ; que la persuasion où est le peuple , qu'il obéit à un maître ennemi du desordre & de l'injustice , & attentif à veiller sur la conduite de ceux à qui il confie quelque partie de son autorité.

Je passois une grande partie des journées à *Lisbonne* chez le Marquis de CAPYCE LATRO. Il me combloit d'amitié , aussi bien que la Marquise sa femme. J'ose dire que j'éprouvai les mêmes sentimens de la part de tous ceux que j'eus occasion de voir & de fréquenter , & principalement de

la Comtesse * de CALHETTA sœur du Card. de ROHAN. Elle lui ressembloit autant par le caractère que par la figure ; & sa maison , où se rassembloit bonne compagnie , étoit aussi aimable que sa société. Mr. & Made. de MONTAGNAC chez qui je logeois , étoient fort attachés à cette Dame. La preuve parlante qu'ils m'ont donnée tous trois de la bonté de leur cœur , dans une circonstance bien différente , servira , quand je serai venu au tems de la manifester , à faire concevoir une véritable estime pour eux.

Les agrémens qu'un particulier se procure dans une Cour étrangère , sont rarement mêlés d'amertume quand on fait qu'il n'y prétend rien. La curiosité n'a point de concurrens à craindre ; elle n'excite ni jalousie ni inquiétude : au contraire , tout le monde s'empresse à la contenter. Cette situation tranquille , où je me trouvois à *Lisbonne* , bien différente de celle qui m'attendoit en Espagne , ne m'engageoit

* On trouvera à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* N°. XVI. Une lettre que cette Dame m'écrivit lors de mon départ de *Lisbonne*.

geoit pas à presser mon retour , pour me rapprocher d'une troupe de tracassiers , qui vouloient persuader au public , que c'étoit un crime semblable à celui qu'on commet contre le St. Esprit , irrémissible en ce monde & dans l'autre , d'oser avancer que le Cardinal de Fleury n'avoit pas toujours raison. Cependant comme il y avoit près de six semaines que j'étois à *Lisbonne* , qu'il ne s'y passoit plus rien qui pût me servir de prétexte legitime d'y prolonger mon séjour , & que si je prenois ce parti on pouvoit le desapprouver en Espagne , je me déterminai à partir.

J'informai *Dom Diego de MENDOÇA* de ma resolution , & du desir que j'avois de prendre congé du Roi dans son Cabinet : ne lui cachant point , que c'étoit afin de trouver l'occasion de pouvoir parler sans témoin à Sa Majesté. *Dom Diego de Mendoça* approuva mon dessein ; & quand il m'apprit que le Roi m'accordoit cette grâce , il m'avertit de ne rien dire qui eût rapport aux projets de l'Infant *Dom EMMANUEL* , ni aux démarches que j'avois faites à *Madrid* auprès du

Marquis d'ABRANTES sur cet article. Il finit par me dire que je n'avois qu'à me trouver chez le Roi, quand il fortiroit de travailler avec Sa Majesté, & qu'alors il m'indroduiroit auprès d'Elle. J'exécutai ce qu'il m'avoit prescrit; & il fut exact à remplir sa promesse.

Dès que j'eus approché le Roi, il me dit avec une physionomie gracieuse & riante : " Votre résolution est donc prise de retourner à la Cour d'Espagne ? J'en suis fâché : je vous voyois ici avec plaisir ; & j'en aurai tous les jours, comme je vous l'ai déjà dit, de vous donner des marques de mon estime. Devez-vous partir bientôt ?

Après demain Sire, *répondis-je* ; & j'avoue à Votre Majesté, que je n'ai pu me refuser la satisfaction, de chercher le moyen de l'assurer ici, combien je suis pénétré de reconnoissance de ses bienfaits, & des bontés dont Elle a daigné m'honorer. Ma seule peine, Sire, est de n'avoir jamais rien fait qui les méritât, & d'être si hors de portée de pouvoir vous donner des preuves de mon zèle pour votre service & pour votre gloire. Je supplie au moins

moins Votre Majesté , de ne mettre aucune difference entre ses sujets & moi. Les droits, Sire, que leur naissance vous donne sur eux , & dont le pur hazard a décidé , ne fauroient être plus forts que ceux que les graces de votre Maj. me font éprouver actuellement qu'Elle a aquis sur moi.

Les expressions qui partent du cœur n'étant jamais équivoques , l'art est superflu pour les rendre persuasives. Celles dont je me servoais en parlant au Roi de Portugal avoient ce caractère , & firent sur son esprit l'impression que je souhaittois. En m'assurant qu'il me faisoit beaucoup de gré des sentimens que j'avois pour lui , il me temoigna qu'il avoit été bien aise de m'obliger , & que je pouvois toujours compter sur sa bonne volonté. Je voulus alors mettre un genou à terre pour lui baiser la main , selon que ses sujets le pratiquent ; mais il m'en empêcha. Il reçut cependant , avec bonté cet hommage de mon respect ; & je me retirai , rempli de l'attachement le plus sincere pour Sa Majesté. Je le conserverai le reste de mes jours pour sa memoire.

Le même jour j'eus l'honneur de voir la Reine, qui me fit celui de me parler sur mon voyage à *Lisbonne*, & sur d'autres choses indifferentes, d'une maniere qui marquoit l'intention qu'elle avoit de me dire quelque chose d'obligeant. Elle se servit même quelquefois de la Langue françoise; ce que n'avoit point fait le Roi, quoiqu'il l'entendit fort bien. La Reine me chargea, quand je serois de retour à *Seville*, de rapporter à Leurs Maj. Cath. combien la Princesse lui étoit chere, & la satisfaction qu'elle avoit de la posséder.

Si l'auguste naissance de la Reine de Portugal, qui descend de tant d'Empereurs & de Rois, & son admirable pieté, inspire pour elle un profond respect, son affabilité ne lui gagne pas moins tous les cœurs; & peu de Princeses réunissent autant qu'elle, ce qui sert à attirer l'attachement & la vénération. Tous ceux qui ont eu le bonheur d'approcher Sa Majesté, & d'être temoins des exemples continuels de vertu qu'elle donne, s'accordent là-dessus, & conviennent qu'elle suit parfaitement

tement les traces de la sainte & auguste Imperatrice sa mere.

Je me séparai avec un véritable regret des personnes que je voyois affidûment à *Lisbonne* : elles me marquerent les mêmes sentimens ; & j'ai eu lieu dans la suite de connoître qu'ils étoient sinceres. La veille de mon départ Mr. de MONTAGNAC me remit une lettre de Mr. d'ADONCOURT † Il m'apprenoit que, sur ce qu'il avoit dit à la Reine Douairiere d'Espagne, que je voulois aller à *Lisbonne*, Sa Maj. lui avoit répondu, qu'Elle écriroit au Roi son neveu en ma faveur. C'est effectivement ce que j'appris ensuite qu'elle exécuta. Je partoisi, & une recommandation si puissante me devenoit inutile ; mais je ne fus pas moins sensible à la nouvelle preuve que je recevois de la bienveillance de cette bonne Princesse. Je n'oublierai jamais les bontés dont elle m'a constamment honoré jusqu'à la fin de sa vie.

Milord TYRAWLEY, chez qui
j'avois

† On en trouvera l'extrait à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* No. XVII.

j'avois souvent mangé, voulut encore le jour que je partis me donner à dîner sur un *paquebot* Anglois. Mr. & Made. de MONTAGNAC, Madle. leur fille, & d'autres personnes, furent de la partie. On étoit convenu que le petit bâtiment mettroit à la voile pendant que nous dînerions, & qu'on me conduiroit ainsi jusques à *Aldea Gallega*. Tout alla à merveille, à l'exception du vent. Il n'en vint pas un souffle ce jour-là. Nous eumes beau mettre à la voile & lever l'ancre; nous ne fimes pas trente pas pendant tout le tems du repas. Quand il fut vers sa fin, il commençoit à faire tard; & il étoit nécessaire de profiter du reste du jour pour traverser le *Tage*. Milord TIRAWLEY me donna un canot avec plusieurs rameurs, & j'arrivai à l'entrée de la nuit à *Aldea Gallega*.

J'avois vu souvent chez Mr. de MONTAGNAC un Gentilhomme françois nommé LAVELLE, Capitaine d'Infanterie au service de Leurs Maj. Catholiques, qui étoit venu de *Petersbourg* sur un vaisseau Russe. Cet Officier ayant été obligé de quitter

ter l'Espagne pour une affaire d'honneur , qu'il avoit eu avec un de ses camarades , étoit allé chercher de l'emploi en Moscovie. Son projet n'ayant pu réussir , il avoit engagé le Duc de LIRIA à écrire en sa faveur au Marquis de CASTELARD , & à lui procurer d'autres protections auprès de ce Ministre , par le moyen des quelles il esperoit obtenir sa grace & son rétablissement. Il s'agissoit d'aller solliciter l'un & l'autre. Mr. & Made. de Montagnac m'ayant recommandé les intérêts de cet Officier , & demandé la permission qu'il pût me suivre , je lui offris une place dans mon Carosse , & je le trouvai avec le Seigneur Dom GONZALO à *Aldea Gallega*. Celui-ci , âgé de 54 à 55 ans , recitoit pendant presque toute l'après-dinée son rosaire , & cependant la conversation alloit toujours son train. Le mélange paroissant bizarre à Mr. de Lavelle , devint le sujet de sa critique ; & les fréquentes altercations qu'elle excita entre eux , m'amuserent beaucoup pendant le chemin.

Quand j'arrivai à *Seville* , je trouvai la Cour partie pour aller à *Cadix* & à l'Isle

L'Isle de *Leon*. La nouvelle de l'arrivée des Gallions déterminâ Lesurs Majestés, à se procurer le plaisir de les voir entrer dans le Port de *Cadix*. Elles curent effectivement cette satisfaction depuis les fenêtres de la maison, qu'Elles occupoient sur le bord de la mer. La flotte étoit de 16 voiles, y compris les vaisseaux de guerre & des Affogues. Le trésor qu'elle portoit, quoique très considérable, l'auroit été davantage encore, si l'on avoit pu y joindre celui de *Lima*, qu'on n'avoit pas jugé à propos d'envoyer à *Carthagene*, à cause de l'incertitude où l'on avoit été si longtems du départ des Gallions.

Après avoir laissé mon équipage à *Seville*, je m'embarquai sur le *Guadalquivir*, pour aller à *San Lucar de Barrameda*. Mr. F I R R A O, Nonce du Pape en Portugal, ayant eu ordre, comme je l'ai dit *, de sortir du Royaume, avoit obtenu la permission de Leurs Maj. Cath. d'habiter cette ville. Il y résidoit quand j'y passai. Ce Ministre avoit lié une étroite amitié,
pen-

pendant le peu de tems qu'il avoit été à *Lisbonne*, avec Mr. de MONTAGNAC; & celui-ci me pria de lui porter 500 *Medas de oro*, qu'il vouloit lui faire remettre en especes. La commission, eu égard à la disgrâce du Roi de Portugal, que ce Nonce avoit encourue, ne laissoit pas de m'embarasser. Je priai l'Abbé de MENDOÇA d'informer Mr. son pere de la proposition de Mr. de Montagnac, & de m'apprendre si je devois l'accepter, ou prier celui-ci de m'en dispenser. La réponse de ce Ministre me laissant en pleine liberté d'exécuter ce que Mr. de Montagnac souhaittoit, je me chargeai volontiers des 500 *Medas de oro*, & je les donnai moi-même au Nonce. Il me retint à dîner, & après m'avoir entretenu longtems de tout ce qui s'étoit passé lorsqu'il avoit reçu l'ordre de sortir de *Lisbonne*, il voulut absolument que je prisse son carrosse, pour aller au *Port Sainte Marie*. Nous eumes ensuite quelques relations de lettres, & il m'en adressa plusieurs, que je fis tenir à Mr. de Montagnac, qui de son côté m'envoyoit ses réponses.

Depuis le refroidissement auquel l'Abbé

bé

bé de LIVRY avoit donné lieu entre la France & le Portugal , Mr. de Montagnac trouvoit peu d'agrémens à *Lisbonne* , & l'union qui avoit paru entre lui & le Nonce ne les avoit pas augmenté. Le commerce qui subsistoit entre ces deux Ministres , quelque indifférent qu'il pût être , devenant pourtant en quelque façon suspect par les circonstances où ils étoient , je ne voulus point contribuer à l'entretenir , sans savoir si cette démarche ne déplairoit point à Sa Maj. Portugaise , & j'écrivis à Mr. l'Abbé de MENDOÇA , pour le prier de me l'apprendre. Ma juste délicatesse sur cet article plut au Roi : c'est ce que cet illustre Abbé me marqua dans une lettre , dont voici l'extrait , qui servira en même tems de preuve de la bonté de son cœur , & préparera le Lecteur sur la continuation des mortifications que je souffris en Espagne , & dont je vais reprendre le fil.

à *Lisbonne* le 3 Juin 1729.

M.

J'AI eu l'honneur de recevoir de vos nouvelles , dont j'étois fort en peine ,
puis-

que je m'intéresse à tout ce qui vous regarde comme à moi-même : ainsi ne croyez point que vos lettres me puissent jamais ennuyer. Cet honneur-là me fait un si sensible plaisir , que je vous prie de ne me point oublier dans vos momens de loisir , autant que cela ne pourra préjudicier à la circonspection que vous êtes obligé de garder dans les circonstances où vous vous trouvez. Je vois avec chagrin , que vous restez là , sans qu'on fasse attention aux bons services que vous avez rendus aux Cours , & aux talens que Dieu vous a donnés pour les emplois les plus éminens : mais comme votre but est si saint , Dieu accomplira tous vos souhaits. Si par hazard vous avez besoin de quelques secours , je vous prie de me mander un mot là-dessus , puisque j'ai ordre de cela. Mon pere vous assure de ses très humbles respects , & vous fait mille complimens. Si je puis vous être bon à quelque chose , honorez-moi de vos ordres. En attendant j'ai l'honneur d'être avec un attachement très respectueux ,

M O N S I E U R ,

Votre très-humble & très
obéissant Serviteur.

Signé DIEGO DE MENDOÇA CORTE REAL.

P. S. Le Roi est charmé de vos attentions à l'égard de la correspondance de Mr. F I R R A O.

Quoiqu'il ne fût pas plus difficile de passer du Port *Ste. Marie* à l'Isle de *Leon* , où Leurs Maj. Cath. se trouvoient , qu'à *Cadix* , je préfèrai d'aller d'abord dans cette ville. Une partie de la Cour s'y trouvoit ; & avant de me présenter devant Leurs Majestés , j'étois bien aise de connoître ce que la cabale du Marquis de *B R A N C A S* pouvoit avoir tramé contre moi pendant mon absence. La précaution ne fut point inutile. Les diverses questions qu'on me fit , me donnerent bientôt lieu d'observer , que les mêmes personnes , qui auroient été sensiblement piquées de voir quelque commission de Leurs Maj. être le motif de mon voyage , ne revenoient encore à établir cette opinion , qu'afin de se procurer le plaisir de montrer qu'elle étoit fautive , & de m'attirer cette espece de ridicule , qui résulte toujours d'un relief imaginaire qu'on prétend escamotter. Je ne fis aucun semblant de me méfier de ce dessein , ni même de l'apercevoir ; me contentant , pour le rendre inutile ,

le , de séjourner deux jours à *Cadix*. Mon peu d'empressement d'aller à l'Isle de *Leon*, qui joint ce Port, montrait assez , que je n'avois aucune relation à faire à Leurs Majestés , & que je n'en cherchois pas même indirectement l'occasion.

Au bout de ce petit intervalle je me présentai devant le Roi & la Reine comme ils revenoient de la promenade , & je leur baisai la main selon l'usage. Le Roi me dit avec un visage riant : „ Eh „ bien , êtes-vous content de votre voyage ? Et sur ce que je répondis qu'il m'avoit fort amusé , la Reine prit la parole , & ajouta à ce que le Roi venoit de me dire : „ Vraiment ce n'est „ point ici où je veux que vous nous „ en fassiez le recit ” ; après quoi elle entra avec le Roi dans la Chambre.

Ce discours de Sa Maj. sembloit insinuer , qu'elle & le Roi avoient intention de me parler en particulier ; mais comme je me doutai , que la véritable étoit d'empêcher le Roi dans le moment présent de m'entretenir , je n'eus garde , en recherchant une audience , de supposer à la Reine une curiosité qu'elle n'avoit point , & de prétendre que mon voyage

voyage me valut cette legere distinction. Les émissaires de l'Ambassadeur de France s'attachèrent également, à répandre qu'on ne me l'avoit point accordée, & à découvrir si j'en étois mortifié : mais il leur fut force de s'en tenir à cet égard aux conséquences qu'ils prirent la peine de tirer de leur cerveau, par la comparaison qu'ils eurent occasion de faire de ce qu'ils auroient senti eux-mêmes, s'ils avoient été à ma place.

Quand on a habité quelque tems les Cours, on ignore rarement, que la jalousie qui y regne, s'étudie à flétrir les actions les plus innocentes. L'expérience que j'avois déjà acquise sur cet article, prit un nouveau degré de force, par tout ce que j'observai qui se passoit sur mon sujet depuis mon retour. Il sembloit que j'étois devenu en quelque façon l'unique point de vue des créatures de l'Ambassadeur de France, & qu'ils ne s'appliquoient qu'à le rendre aussi désagréable aux yeux du public, qu'il le paroissoit aux leurs. L'espece de victoire que la gratification du Roi d'Espagne, & les lettres qui l'accompagnoient, m'avoient fait remporter sur eux, avoit poussé leur patience à bout; & depuis
qu'ils

qu'ils appercevoient , que les preventions qu'ils avoient données contre moi à la Reine faisoient impression , ils redou- bloient d'ardeur pour les fortifier , & pour multiplier ces petits dégouts, qui rendent insupportable le séjour où on les éprouve. Il n'en est aucun qui le devienne davantage par un semblable projet , que celui d'une Cour. L'obligation de s'y montrer, fait trouver à chaque instant quelque marque de l'indifferen- ce avec laquelle on y est regardé : vous avez beau la fuir, elle vous rencontre par tout. La faveur seule dans ce lieu- là décide du mérite : si elle paroît vous abandonner , à peine êtes-vous apperçu , & encore moins écouté. La timidité même qu'un état chancelant imprime à l'homme , le dénonce à ceux qui l'environnent : il se trouve isolé au milieu de la multitude ; & quand il rentre chez lui, il n'y rapporte que l'image de l'oubli , & des préférences humiliantes qu'il a essuyées.

Je comprenois parfaitement , que les Partisans du Cardinal de Fleury revenoient au dessein de me conduire insensiblement dans cette situa- tion ; & tout ce que j'apprenois des senti-

sentimens de la Reine sur mon sujet, me faisoit craindre à juste titre, qu'ils ne l'exécutassent assez facilement. Je ne voulus cependant marquer aucun découragement : au contraire, je cessai d'aller chez la Duchesse de St. PIERRE ; je temoignai peu d'inquietude sur les tracasseries qu'on pouvoit me susciter, & j'en faisois souvent le sujet de quelques plaisanteries. Cet air d'assurance, le haut & le bas perpétuel que le public appercevoit dans tout ce qui m'arrivoit, l'engageoit à me conserver, malgré mes ennemis, cette attention que l'on a pour ceux, qu'on soupçonne pouvoir tout-à-coup parvenir à certaines places. J'économisois de mon mieux ce petit profit.

La Cour d'Espagne, pendant son séjour à l'Isle de *Leon*, ressembloit tout-à-fait à un Général d'armée. Il n'y avoit que peu de maisons autour de celle d'un negociant, que leurs Maj. occupoient. L'Ambassadeur de France, & tous les Courtisans, logeoient dans plusieurs autres repandues dans l'Isle. Presque tout le monde avoit laissé ses équipages à *Seville*, par la difficulté de les faire venir par terre à *Cadix* ; & l'on se rendoit

doit visite à pied. Cet inconvénient obligeoit chacun à rester chez soi. Leurs Maj. montoient à-peu près tous les jours sur une gondole magnifique, que la ville de *Cadix* avoit fait construire exprès. Elles visitoient dans la Baye les Forts, les Arsenaux, & tout ce qui pouvoit exciter leur curiosité. Elles virent aussi lancer à l'eau un Vaisseau de guerre de 70. Canons nommé *l'Hercule*, qui étoit le premier qu'on avoit construit dans le nouvel atelier du *Puntal*. La circonstance rendoit *Dom Joseph Patiño*, Ministre de la Marine, fort à la mode. Il savoit parfaitement profiter de l'occasion.

La Ville de *Cadix* donna aussi à leurs Maj. le divertissement d'un feu d'artifice, qu'on tira sur la mer; vis-à-vis les fenêtres de la maison où Elles avoient logé en premier lieu. Elles y retournerent pour le voir. Le même dessein m'engagea à venir de *Cadix*, où j'étois allé passer quelques jours. J'abordai précisément au bas de la maison où se trouvoient le Roi & la Reine, & lorsqu'ils étoient à la fenêtre. Ils apperçurent, quand je débarquai, que je n'avois avec moi qu'une chausferette. Cet

équipage leur donna lieu de me faire quelque plaisanterie, quand ils me trouverent en sortant, sur mes précautions contre le froid. Une parole, un simple sourire de la part des Rois, est toujours remarqué. Je l'éprouvai alors. Le pur hazard me procura cette petite faveur : cependant quelque legere qu'elle fût, elle mortifia ceux qui ne pouvoient voir d'un œil indifferant qu'on m'en accordât aucune.

Je reçus à *Cadix* la visite d'un Gentil-homme de Normandie, nommé Mr. de CHAMPEAUX *. Il me remit une lettre du Comte d'HAUTEFORT BOZIN, qui me recommandoit ses interêts. J'étois peu à portée de lui rendre des services essentiels; cependant je lui offris tout ce qui pouvoit dépendre de moi, & je me fis un vrai plaisir de répondre, par toutes les attentions possibles, à celles qu'il me marquoit. Mais les sentimens dont il me faisoit l'étalage ne furent pas de longue durée; & quand il vit que ses projets exigeoient qu'il en revêtît d'autres, il fut

† Depuis Resident de la part du Roi de France à *Geneve*, à present avec le même caractère à *Hambourg*.

fut bientôt se conformer aux circonstances du tems : nous en parlerons en son lieu.

Leurs Maj. Cath. voulant se trouver aux Fêtes de Pâques à *Seville*, partirent le 31. Mars de l'Isle de *Leon*. On avoit fait venir les Galeres à la *Punta de Suazzo*. Leurs Maj. s'embarquerent sur la Capitane commandée par *Don Joseph DE LOS RIOS*, & vinrent au Port de *Ste. Marie*, d'où Elles furent à *San Lucar de Barrameda* par terre, & ensuite au *soto d'Oñana*, pour y prendre le divertissement de la chasse. Mr. ALDOBRANDINI; Nonce du Pape, leur présenta à *San Lucar* M. FERRAO, qui n'avoit pu avoir audience lorsqu'elles y avoient passé en venant à *Cadix*.

Leurs Maj. n'arriverent que le 10. d'Avril à *Seville*. L'Eglise cathedrale de cette Capitale d'*Andalousie* est une des plus riches d'Espagne. On le voit par la quantité d'argenterie, & par les tentures dont elle est ornée aux fêtes solennelles. Il n'y a rien de plus superbe que ce qu'on appelle *el monumento*, où l'on porte le saint Sacrement le Jeudi saint. C'est

un temple à l'antique , construit au bas de la nef de l'Eglise , auquel il paroît qu'on monte par quatre côtés. On place au milieu le St. Sacrement. Le temple est soutenu par des colonnes peintes en marbre , & ouvert de toutes parts. Les décorations sont magnifiques , aussi bien que l'illumination de plus de mille cierges ou lampes , qui ne discontinuent point de brûler jusques au lendemain. Le coup-d'œil , quand on entre le soir dans l'Eglise , est d'une beauté ravissante.

Le Chapitre avoit fait préparer une tribune près du maître-autel , où Leurs Maj. & les Princes assisterent aux offices de la semaine sainte. Elles virent de là les processions qui se font le mercredi , le jeudi , & le vendredi saint , & qui traversent l'Eglise pendant qu'on chante les tenebres : La curiosité m'engagea à être une fois témoin de ce pieux spectacle. Tous les mysteres de la Passion représentés au naturel , passoient successivement sur des especes de theatres , portés par plusieurs hommes , & s'arrêtoient devant la tribune de Leurs Majestés , pour qu'Elles eussent le tems de les

con-

considerer & de les venerer. Au bout de quelques momens de pause , ces lourdes machines faisoient une inclination pour saluer Leurs Majestés , & la procession continuoit. On leur fit observer la même civilité pour les personnes d'un certain rang , qui se rencontrerent sur le passage , & entr'autres pour le Duc d'OS S U N E , auprès duquel je me trouvai. J'avoue que je ne fus pas moins surpris de toutes ces reverences , que des habits de deuil de la Ste. Vierge , & de ce qui l'accompagnoit. Je ne pouvois comprendre , comment on osoit rendre ce que la Religion a de plus touchant & de plus saint , l'objet de l'amusement d'une ville : car c'est uniquement à quoi servent ces processions ; sans compter qu'elles donnent lieu à ceux , qui , pendant une grande partie de la nuit , promènent ces pesans fardeaux , de violer le précepte du jeûne ; & à beaucoup de dissolutions dont on convient que les suites se font sentir toutes les années.

Les négociations que le voyage de Leurs Maj. avoit suspendues , se renouvelèrent pendant leur séjour à l'Is-

le de *Leon* & à *Seville*. Le Cardinal de Fleury voyoit avec une sensible peine l'inactivité du Congrès : il ne négligeoit rien pour le remettre en vigueur. L'Angleterre le secondoit de son mieux : l'incertitude de sa situation avec l'Espagne lui devenoit chaque jour plus à charge ; il falloit la terminer à quelque prix que ce fût. Les instances de cette Couronne, dans lesquelles intervenoient aussi les Etats - Généraux, tendoient toutes à ce but : à *Paris*, comme à *Seville* elles étoient des plus fortes & des plus pressantes.

Tant de vivacité n'émouvoit pas l'Espagne, éloignoit toujours la décision, & n'accordoit que des esperances. On se détachoit avec peine de celles que l'Empereur avoit données ; & quoique Leurs Maj. Cath. entrevissent de plus en plus qu'elles avoient été mal fondées, la crainte de ne pas trouver plus de solidité dans les promesses des Alliés d'Hanover, les retenoit. Elles exigeoient qu'une prompte exécution des engagemens qu'ils offroient de prendre, en garantît la sincérité : sans cette condition, tout sembloit suspect.

L'Empereur, à qui l'on attribuoit en
partie -

partie la résistance de l'Espagne, voulant dissiper ce soupçon, offroit ses bons offices pour la vaincre ; mais en même tems il les rendoit-peu efficaces. Ce Monarque n'étoit pas fâché d'arrêter la conclusion d'un traité définitif, jusqu'à ce qu'il eût déterminé les Puissances maritimes à se rendre garantes de la pragmatique sanction , & à ne point regarder avec tant d'indifférence les projets de la Cour d'Espagne. Sa Maj. Imp. vouloit aussi achever de tirer les subsides que cette Cour s'étoit obligée de lui payer , avant que les événemens qu'on prévoyoit lui eussent fourni quelque prétexte de les refuser.

Une multitude d'intérêts différens , qu'on s'efforçoit de cacher , tenoient ainsi toute l'Europe armée. Le Congrès réduit à les deviner , s'occupoit en vain du soin de les régler ; & comme l'impossibilité où l'on croyoit être , de discerner alors les vrais amis d'avec les faux , empêchoit les principales Puissances de recourir à la voye des armes , il n'y avoit entr'elles ni guerre , ni trêve , ni paix.

L'Angleterre souffroit plus impatiemment que toute autre , un état si in-

certain : il l'engageoit à des dépenses aussi considérables qu'auroit pu faire une rupture ouverte avec l'Espagne. Les plaintes des négocians , sur les violences qu'ils prétendoient effuyer de la part des Espagnols , même depuis la signature des Préliminaires , se multiplioient chaque jour. Les fonds publics baïssoient , & les murmures contre le Gouvernement étoient si publics , qu'on débita à *Londres* plusieurs écrits satyriques pour le décrier. Il tendoient à prouver , qu'il valoit mieux commencer la guerre , que de se laisser amuser par les pueriles esperances, que des Ministres ignorans ou corrompus donnoient d'une paix prochaine.

Quoique l'usage que la nation Angloise fait d'une liberté dont elle paroît si jalouse , ne consiste depuis long-tems qu'en des protestations , ou qu'à obliger son Souverain à prendre, en certaines circonstances, plus de précautions qu'ailleurs pour exécuter ce qu'il veut , les Ministres crurent cependant devoir travailler à dissiper les impressions, que les libelles répandus contre eux pouvoient produire ; & dans cette vue ils firent

furent inserer d'abord dans les écrits publics différentes remarques ou réflexions , qui justifioient leur conduite. Les premières qui parurent étoient divisées en 7 articles , que voici.

I. COMME tous les Traités , & toutes les Alliances qui subsistent entre la Grande-Bretagne & les autres Puissances de l'Europe , sont défensives ; si la Grande-Bretagne entreprend seule de déclarer la guerre à l'Espagne , nos alliés seront en droit de considerer cette démarche comme une rupture de la Paix.

II. D'autant que nos griefs contre l'Espagne ne roulent que sur ce que les Espagnols enlèvent nos bâtimens dans les mers de l'Amerique , on ne peut exiger le redressement que par la voye des négociations : car ceux qui ont fait des pertes par cette violence , ne peuvent espérer aucun dédommagement par la voye des armes. Mais si l'on ne peut rien obtenir sur cet article par la voye des représentations & des négociations , ce sera alors qu'il sera tems d'avoir recours aux armes avec le secours de nos Alliés , & que nous serons fondés de le demander & de l'exiger.

III. On doit considerer-jusqu'à quel

point , dans la circonstance présente des choses , nous dérangerions l'équilibre du pouvoir en Europe , si nous faisons sentir à l'Espagne toute la pesanteur de nos forces. Après le coup porté , il ne seroit pas aussi facile que quelques - uns se l'imaginent , de rétablir cet équilibre.

IV. Quoique l'on avoue que nous sommes autant , ou même plus en état qu'aucun de nos voisins de faire la guerre , cependant il faut remarquer , que si l'on pouvoit encore continuer quelque tems , sans interruption , les payemens qui se tirent du fonds d'amortissement , les dettes de la Nation se trouveroient sur un pié , qu'on n'auroit plus d'accidens à craindre.

V. L'éloignement que font paroître les Ministres , de plonger le Royaume dans une nouvelle guerre avec l'Espagne , est une preuve évidente , qu'ils ne cherchent pas à puiser en eau trouble , ainsi que l'ont fait toujours ceux qui ne cherchent qu'à s'enrichir.

VI. Il n'y a rien dans le cours des affaires plus hors de portée du public , que de juger quand il faut que la Couronne fasse la guerre. Le peuple peut demander la paix , quand il sent qu'il succombe sous le fardeau de la guerre ;

mais

mais il est étonnant qu'il soit mécontent de la durée de la paix , & qu'il s'imagine devenir heureux par une guerre inutile.

VII. Enfin on devoit considérer , combien il y en a peu parmi ceux qui parlent de guerre , qui seroient en état de juger impartialement des circonstances présentes. Ce n'est qu'aux esprits inquiets & ennemis du repos de leur patrie , à qui l'on peut appliquer ce proverbe : multis utile bellum.

A la suite de ces reflexions le Ministère Anglois fit placer dans le Journal de Londres , une lettre écrite par un certain *Publicola* , qui refutoit les insinuations malignes du *Kraftsman*. Mais l'Auteur de celui-ci , toujours contraire au gouvernement , ne laissa pas cette lettre sans réponse ; & dans son papier hebdomadaire , qu'il doubla cette fois , il entreprit de refuter tout ce que *Publicola* avoit avancé. Le même Auteur attaqua aussi plusieurs autres brochures * , qui se repandirent alors :

I 6

en

* REMARQUES sur la conduite de la Grande-Bretagne , dans ses négociations au dehors. APOLOGIE de la recherche de la conduite de la Grande-Bretagne , &c.

en faveur des Ministres ; & tombant sur le Traité provisionnel qu'avoit enfanté le Congrès de *Soissons*, il le traitoit de fatras de choses qu'on n'entendoit point.

Les deux partis opposés qui se trouvent en Angleterre , s'efforçoient de part & d'autre , par cette espece de contreverse , à mettre la nation de leur côté. Il parut pendant la seance du Parlement , qui commença le 1 Fevrier 1729 , combien ils étoient animés l'un contre l'autre. Les débats qui s'éleverent dans cette assemblée , sur le nombre des troupes qu'on devoit entretenir , & sur plusieurs autres propositions , furent longs , & fort vifs : mais le parti de la Cour eut toujours la supériorité ; il ne laissa à son adversaire que la satisfaction de déclamer contre cette complaisance , & de la traiter de lâcheté.

Les griefs que les critiques du gouvernement prétendoient que la Nation avoient contre ce dernier , rouloient principalement sur le peu de protection qu'il accordoit au commerce , & sur les mesures secretes qu'il prenoit avec l'Espagne , pour rendre à cette Couronne

ronne *Gibraltar & Port-Mahon* †. Les Ministres tâcherent encore de détruire ce soupçon , en rendant publics les ordres qui avoient été donnés aux Amiraux , & en faisant imprimer la liste des vaisseaux pris par les Espagnols , dont la quantité & la valeur se trouvoient fort inférieures à ce que leurs ennemis débitoient. A l'égard de la conservation des deux Places que l'Angleterre avoit acquises sur l'Espagne , le Roi d'Angleterre répondit à l'adresse que les deux Chambres lui présenterent sur ce sujet , qu'il continueroit de prendre , comme il avoit fait jusqu'alors , les soins les plus efficaces , pour maintenir le droit incontestable que la Nation avoit acquis sur l'une & sur l'autre.

On soupçonna la Cour d'Espagne , d'avoir fait repandre alors à *Londres* un Ecrit anonyme , qui avoit pour titre : *Question , savoir s'il convient à la gloire & à l'intérêt de la Nation Britannique , de restituer à l'Espagne Gibraltar*

† Lorsque le Roi d'Angleterre se rendit au Parlement , le peuple en criant *Vive le Roi* , ajoutoit : *Gibraltar & Port-Mahon à perpetuité.*

Gibraltar & Port-Mahon ? Cette même question se renouvelle si souvent, que je crois faire plaisir au Lecteur, de rapporter ici un Extrait de cette brochure, qu'on m'envoya.

IL est vrai, disoit l'Auteur en entrant en matiere, que les titres de la Grande-Bretagne pour la possession de Gibraltar & de Port-Mahon, sont d'autant plus legitimes, que ces Places lui ont été cedées par des traités solennels ; mais comme on a remarqué dans la suite, que les inconveniens d'une telle cession étoient trop préjudiciables à la gloire & à l'interêt de la Nation Espagnole, le feu Roi GEORGE I. de glorieuse memoire jugea, qu'il étoit plus important de se menager l'amitié & le commerce de l'Espagne, que de s'obstiner à soutenir des conquêtes, dont la possession ne pourroit manquer d'aliéner la bonne intelligence entre l'Espagne & l'Angleterre, qui est si avantageuse à la prospérité des peuples Britanniques : & sur ce que Sa Maj. comprit aussi, que cette possession fomenteroit à perpetuité une haine & une jalousie, qui ne manqueroit jamais d'éclatter à la premiere occasion, Elle se déterminâ à donner au Regent de Fran-

ce la promesse , dont il s'agit présentement. Or cette promesse ayant été insérée dans les propositions qu'on fit à l'Espagne avec l'offre de la garantie , elle a aquis la force d'un engagement , sur l'exécution auquel l'Espagne insiste aujourd'hui. Mais sans entrer plus avant dans cette discussion , on se contentera de prouver en peu de mots , qu'indépendamment de l'engagement susdit , la Couronne de la Grande-Bretagne , se déterminant à rendre ces Places , ne fera rien qui puisse porter atteinte à sa gloire , & qu'au contraire elle se procurera des avantages réels & solides.

En commençant par la première considération , c'est une maxime généralement reçue parmi toutes les nations politiques , qu'il n'y a rien de plus glorieux , que de pouvoir contribuer au bonheur de plusieurs peuples , & d'avancer leur prospérité. C'est la véritable gloire des Souverains : & cette maxime prévaut sur toutes celles des conquêtes les plus brillantes ; surtout si elles ne se peuvent conserver que par l'effusion du sang , & en perpétuant les troubles , la confusion , la violence & la haine. De ce sentiment la raison nous conduit naturellement à celui-ci ,

lui, d'être persuadés, qu'on ne peut parvenir au but si desiderable de maintenir la paix & la prosperité, & d'éviter les funestes suites de la haine qui se met entre les nations, qu'en détruisant les causes qui s'opposent aux maximes du Droit des gens; & comme ce moyen est l'unique qui fasse tarir la source des divisions, il est incontestable, que les peuples civilisés sont reciproquement obligés à un devoir si conforme au bien de la société.

Ce principe reconnu, je demande à tout Anglois raisonnable, s'il croit la possession de Gibraltar plus précieuse & plus nécessaire, que la tranquillité de sa patrie? s'il est juste que sa nation s'arroge une domination perpetuelle sur le continent d'Espagne; & s'il doute qu'en la voulant soutenir, on perpetue à jamais les troubles & l'inimitié entre les deux Royaumes? On ne sauroit nier, ce me semble, que l'honneur de la Nation Espagnole ne soit intéressé à bannir une puissance étrangere, qui veut malgré elle lui donner la loi; tout ainsi que la Nation Britannique ne pourroit souffrir, que l'Espagne, après s'être rendue maîtresse de quelque port de mer en Angleterre; prétendit le conserver à perpétuité: &

puis-

puisque tout bon Anglois ne disconvient point de cette verité, il faut qu'il avoue, qu'il ne sauroit condamner, sans manquer aux principes de l'équité, un sentiment si naturel, & qu'il approuve dans ses compatriotes. Or si l'on nous accorde ces principes, il résulte nécessairement, qu'il est aujourd'hui du devoir des Anglois, de bannir à jamais les occasions de haine. & de discorde entr'eux & la Nation Espagnole, en faisant le sacrifice pour le bien général de toute l'Europe, de restituer deux places, qui serviront en tout tems de prétexte à allumer la guerre, & à la rendre interminable,

Indépendamment de ces reflexions, la Nation Britannique est trop sage & trop judicieuse, pour donner dans les idées d'une fausse gloire, telle que seroit celle de se persuader, que son honneur l'engage à conserver des conquêtes qu'elle a rendues comme imprenables. Car supposé qu'elle voulût se repaître de pareilles chimères, cette nation doit être à cet égard entièrement satisfaite; puisque personne ne lui dispute, d'avoir employé tout ce que l'art & le génie de la fortification peut inspirer de plus parfait pour rendre Gibraltar imprenable, & que l'expérien-

ce d'une défense faite nouvellement avec tant de bravoure ; a fait suffisamment connoître qu'on ne sauroit lui enlever cette forteresse par les armes. Les Anglois n'ayant donc rien à desirer sur cet article - là , il ne manque aujourd'hui , pour achever de rendre leur gloire plus éclatante , que de sacrifier au bien général & à la tranquillité commune de toutes les nations de l'Europe , un rocher stérile & une langue de terre inutile.

Par ces considérations je crois avoir montré suffisamment , que la restitution de Gibraltar & de Port-Mahon entre les mains de l'Espagne , bien loin de porter préjudice à la réputation de la Nation Britannique , servira au contraire à faire paroître sa justice , sa moderation & sa générosité. Quant à la seconde reflexion concernant l'intérêt , il est surprenant que l'on veuille pour ainsi dire faire dépendre la prospérité des peuples Britanniques , & celle de leur commerce , de la possession d'un Port de mer dans le Détroit de Gibraltar ; quoiqu'il soit notoire , que la même nation a abandonné volontairement le Port de Tanger , dont la situation au même Détroit , sur
les

les côtes d'Afrique, lui procuroit tous les avantages qu'elle se promet de Gibraltar. La Nation Angloise alors n'étoit pas moins éclairée sur ses véritables intérêts, qu'elle l'est aujourd'hui; Et par conséquent on doit conclurre, qu'elle n'auroit pas pris une pareille résolution, si elle n'avoit connu, que les fraix pour la conservation d'un Port si éloigné, surpassoit de beaucoup les avantages qu'elle pouvoit en retirer, Et que l'Angleterre étant d'ailleurs si redoutable par sa marine, n'auroit nul besoin d'une telle conquête pour se rendre respectable, ou pour améliorer son commerce.

Je conviens au reste, que la possession d'un Port dans ce Détroit peut être utile à la Nation Angloise, dans le cas d'une guerre avec la France, puisque par là on empêcheroit facilement la jonction des armées navales, que cette Couronne peut équiper dans les Ports de l'Océan Et de la Méditerranée. Cette possession peut encore faciliter le Commerce des Anglois dans le Levant Et sur les côtes d'Italie; Et peut-être que par ce moyen l'Angleterre pourroit peu à peu se rendre maîtresse de ce double commerce, à l'exclusion des autres nations. Je
veux

veux encore , qu'en conservant Gibraltar , on obligera les Corsaires de Barbarie , à respecter le Pavillon Anglois plus qu'aucun autre. Mais comme il n'est pas apparent , que l'Angleterre puisse former des projets si contraires aux intérêts de ses propres alliés , & si capables d'armer contre elle les principales nations de l'Europe , & que d'ailleurs tous les avantages qu'elle pourroit se promettre en suivant ces projets , ne sauroient l'emporter sur les raisons d'un intérêt encore plus important ; je persiste à dire , que la possession de Gibraltar sans l'amitié de l'Espagne est très nuisible à la Grande-Bretagne : & je le prouve par la maxime infallible , que ceux qui ne vivent que du commerce , sont obligés de ménager ceux de qui il dépend ; or comme la Nation Britannique jouit actuellement d'un commerce très florissant , & plus qu'aucune autre de l'Europe , elle est par conséquent la plus intéressée au maintien de la paix & de la tranquillité , qui en sont les bases principales. Chacun sait que le commerce le plus lucratif & le plus intéressant pour l'Angleterre , est celui qu'elle fait dans les différens Etats de la Monarchie d'Espagne , en Europe &

aux

aux Indes. Elle procure par là un très grand débit à ses manufactures, & elle retire des richesses immenses de l'Amerique Espagnole. Il lui importe donc extrêmement de ménager l'amitié de cette Couronne, & de conserver des avantages si estimables, qu'on les peut regarder à juste titre comme la source des richesses de la Nation Angloise.

Une autre considération, qui regarde aussi l'intérêt, est celle du trouble & de l'interruption de la navigation. L'Angleterre entretient son commerce, tant en Amerique qu'en Europe, par plusieurs milliers de vaisseaux marchands. Qu'on juge à présent, par la situation des Etats d'Espagne, à combien de pertes, de risques & d'inquietudes les sujets Britanniques sont exposés, lorsqu'ils sont en guerre avec les Espagnols. Quand ceux-ci ne feroient autre chose, qu'armer en course dans les differens ports de leur Monarchie, pour enlever par des Frégates legeres les vaisseaux sans défense, ils seroient toujours en état de causer un préjudice considerable aux Anglois; & ceux-ci ne pourroient ni l'empêcher ni s'en venger. Ils ne pourroient l'empêcher, parce que la mer est trop vaste; & ils ne
pour-

pourroient s'en venger, attendu que les Espagnols ont peu de vaisseaux marchands, & qu'on ne tireroit que fort peu de profit d'user de représailles.

Il conste par là, que les suites d'une rupture ne sauroient qu'être très fatales à l'Angleterre. Elle engage la nation à des dépenses excessives; tant pour la conservation de ses conquêtes dans la méditerranée, que pour assurer sa navigation marchande; & même elle ne sauroit encore par là parvenir à l'assurer parfaitement. L'expérience, pendant la dernière brouillerie, l'a fait clairement connoître *: quoiqu'elle ait été de peu de durée, elle a cependant coûté aux Anglois plusieurs millions de Livres Sterling, par le grand nombre de vaisseaux que les Capres Espagnols leur ont enlevés en Europe & en Ameri-

* L'Auteur vouloit sans doute parler d'une petite brochure, qui se débita dans ce tems-là à Londres, & qui avoit pour titre : *Observation sur les pertes & dommages que les Marchands de Londres ont soufferts, par les pirateries & déprédations des Espagnols, depuis l'année 1725.* Il paroissoit dans cet ouvrage, que le nombre des vaisseaux pris par les Espagnols montoit à 129; sans compter 71 autre bâtimens enlevés en 1725, dont la liste avoit été remise à l'Amirauté.

Amerique, sans que tant d'Escadres Angloises, qui croisoient en differens endroits, & qui avoient en quelque façon investi les côtes d'Espagne, ayent pu l'empêcher. On peut encore joindre à cela la perte que les Anglois ont faite d'un grand nombre de braves Officiers & de matelots experimentés, que l'air corrompu des Côtes Ameriquaines a fait perir : & ces diverses considerations devroient suffire, à dégoûter pour toujours l'Angleterre, d'entreprendre des expéditions aussi dangereuses & ruineuses pour sa marine & son commerce.

Une autre reflexion, qui n'est pas moins importante, est celle de la destruction des manufactures Angloises, qui devient presque inévitable, si l'Espagne se sert des moyens qu'elle a, d'empêcher l'entrée & le débit des marchandises dans ses Etats ; sans compter encore le discredit & les pertes, qu'une telle rupture cause toujours dans les fonds publics en Angleterre, dont les actions ne manquent jamais de baisser, quand cette Couronne est en guerre avec l'Espagne : article qui intéresse la fortune de près des deux tiers de la nation.

Puis donc que la possession de Gibraltar & de Port-Mahon n'a pu sauver la

navi-

navigation marchande Angloise de tous les differens échecs qu'elle a essayés, & que cette possession ne sauroit empêcher pour l'avenir les maux dont nous avons parlé, je laisse à jager à tout veritable patriote Anglois, quel mépris sa nation doit avoir pour le maintien de ces deux conquêtes, lorsqu'elle balancera sans prévention les pertes, les dommages, les risques, & si j'ose, dire la ruine que cette possession peut entraîner, avec la prospérité d'un commerce florissant, & avec tous les autres précieux avantages, qu'une navigation tranquille & pacifique peut leur procurer, en faisant l'échange de ces Places contre l'amitié de l'Espagne.

Enfin on ne sauroit comprendre, pourquoi l'Angleterre veut maintenir par la force des armes, & avec des dépenses si prodigieuses, deux Ports de mers dans les Etats du Roi Catholique, lorsque par le moyen de la paix, & par le rétablissement d'une bonne intelligence avec ce Monarque, les vaisseaux Anglois peuvent jouir en pleine liberté, non seulement de Gibraltar & de Port-Mahon, mais encore de tous les autres Ports du Royaume d'Espagne, & cela sans aucuns fraix ni dépense pour la Nation Britannique,

comme

comme l'expérience du tems passé le prouve aux Anglois. Cette même expérience les convaincra encore , quand ils voudront , que lorsque ces Places étoient sous la domination de l'Espagne , les sujets négocians de la Grande-Bretagne y trouvoient une retraite & un azile beaucoup plus doux & plus avantageux pour eux , qu'à présent ; puisque tous les vivres & autres provisions leur étoient fournies par les Espagnols , à la moitié du prix qu'ils content aujourd'hui : & cela par la communication libre & ouverte , que ces Places avoient alors , avec le continent d'Espagne , dont elles sont séparées présentement.

Toutes ces considérations me font juger , que le Gouvernement d'Angleterre les pesant murement , ne manquera pas de préférer les principes de paix , & la prospérité de son peuple , à la possession d'une conquête , qui ne peut que perpétuer les troubles & la désunion en Europe , & qui est directement contraire aux principes de commerce & de navigation , qui intéressent au suprême degré la Nation Britannique.

Cet Ecrit ne resta pas sans réponse. Il n'est rien qu'on explique ou
 Tom. VII. K qu'on

qu'on soutienne mieux, que les droits des Souverains; mais quelque specieuses, quelque solides même que soient les raisons qu'on employe, elles ne servent guere qu'à l'amusement des lecteurs: c'est les événemens heureux ou malheureux, qui leur donnent de la force, ou qui les font paroître frivoles.

Les ennemis du Ministère Anglois s'étoient attachés, avant & pendant la séance du Parlement, à repandre dans le public, que le Royaume étoit dans un état languissant, & que les richesses, autant que le commerce de la nation, tomboient dans une entière décadence. Ceux dont on attaquoit si vivement l'administration & la capacité, employèrent la plume de leurs partisans pour se défendre; & ce fut vraisemblablement ce dessein, qui donna lieu à une Brochure qu'on débita à Londres, intitulée : *Observations sur les richesses & le commerce de la Grande-Bretagne.* L'Auteur prétendoit prouver, que jamais le Royaume d'Angleterre n'avoit été dans un état plus florissant, & son commerce plus étendu.

Voici

Voici en substance , comment il tâchoit d'établir son système.

LORSQUE l'argent , disoit-il , est à bas intérêt , & que la valeur des terres augmente tous les jours , c'est la marque certaine de la prospérité d'un peuple. L'argent , comme les autres denrées , baisse ou hausse de prix , suivant son abondance ou sa rareté : or l'argent à présent ne vaut que trois ou quatre pour cent , suivant les sûretés ; donc il s'en suit , qu'il est plus abondant qu'il n'a jamais été. Les terres , qui se vendoient il y a quelques années sur le pié de 20 ou 21 , se vendent à présent sur le pié de 25 , 26 , 27 : autre preuve infaillible , que le nombre des personnes riches en argent est plus grand que jamais. Si l'on ajoute à cela les sommes immenses qui ont été employées à l'achat des vaisseaux d'or & d'argent , & des bijoux , l'amélioration des terres , la manière splendide ou aisée avec laquelle tous les citoyens vivent , &c. il faut nécessairement convenir , que la Grande Bretagne est dans un état florissant , & que ses habitans prospèrent.

L'Auteur passe ensuite à deux objections faites contre ces marques visibles

de l'abondance dont jouïssoit l'Angleterre ; savoir , que le papier & le credit n'est qu'une apparence de richesse , & que le cours du change sur la *Hollande* est defavantageux aux Anglois ; & il y repond ainsi.

Un papier de credit , soit public , soit particulier , ne sauroit subsister longtems , s'il n'y a des fonds réels pour en répondre : temoins les projets du *Mississipi* & du *Sud*. La durée & l'état florissant du papier de credit de la *Grande-Bretagne* , sont des marques que le fonds sur lequel il est affecté est réel : les revenus publics constituent ce fonds ; l'accroissement du fonds d'amortissement prouve la grandeur de ce revenu , & démontre , que les dettes nationales & le papier de credit , sont constitués sur un fondement sûr & solide.

A l'égard du change sur la *Hollande* , qu'on prétendoit defavantageux à la nation , l'Auteur disoit , que des causes particulieres , qui en général n'avoient aucun rapport à la balance du commerce de la *Grande-Bretagne* , & ne décidoient nullement de sa richesse ni de sa décadence , pouvoient produire la baisse du Change : que le paiement des subsides à des Princes voisins , des troupes dans les
pays

pays étrangers , & des interêts des grosses sommes que d'autres nations ont dans les fonds d'Angleterre , & que l'on fait monter à environ huit millions de Livres Sterlings , ont toujours contribué au désavantage du Change ; & qu'on pouvoit ajouter encore à présent , que depuis la réduction des interêts sur le pié de quatre pour cent , plusieurs étrangers jugeoient à propos de vendre leurs fonds , l'interêt qu'ils en tiroient ne leur semblant pas assez considerable , pour s'exposer au risque de le confier à des Commissaires.

L'Auteur , après avoir ainsi montré que la Grande-Bretagne étoit dans un état florissant , ajoûtoit , que le commerce , bien loin de diminuer , étoit considerablement augmenté depuis plusieurs années ; & il tâchoit de le prouver , en rapportant le débit des manufactures & des autres denrées du crû du pays , qu'on avoit transportées hors du Royaume. Il donnoit une spécification de ce qui en avoit été transporté chaque année : après quoi il disoit , que depuis l'année 1716 , jusqu'à 1721 inclus , il étoit sorti du Royaume pour dix - huit millions , trois cent vingt - six mille trois cent cinquante-cinq Livres Sterling des ma-

manufactures de laine ; & que depuis 1722 jusqu'à 1725 inclus , il en étoit sorti pour dix huit millions huit cent deux mille cent dix Livres Sterling , par consequent environ cinq cent mille Livres Sterling de plus pendant les 6 dernieres années , que pendant les 6 premieres ; que les 3 dernieres années du second periode , avoient excédé les 3 premieres de cinquante quatre mille quatre cent septante - six Livres Sterling ; que la valeur des marchandises étrangères transportées hors du Royaume pendant les dites années , y compris le produit des plantations , a pareillement excédé de cinq cent trente quatre mille deux cent soixante - une Livres , la valeur de celles des 3 premieres années ; que la quantité de charbon , de plomb , d'étain , & autres mines , qu'on a envoyé dehors pendant le même tems , est aussi considérablement plus grande ; que par le Registre des droits sur les vaisseaux qui entrent ou qui sortent des Ports du Royaume , on peut voir , que depuis 1722 jusqu'à 1727 , il en est sorti & entré un plus grand nombre , que pendant les 6 années précédentes ; & qu'enfin dans l'année 1726 on a frappé plus d'argent en Angleterre , qu'en aucune des années précédentes , excepté

*cepté les années 1714, 1715, 1716,
& 1720.*

Quelque bon effet que pût produire la maniere indirecte dont le Ministère Anglois le servoit, pour faire approuver sa conduite, il comprit bien, que le sentiment général de la nation tendant à obtenir de l'Espagne, par la force des armes, ce qu'elle recevoit par la voye des négociations, il étoit à propos de prendre quelque resolution vigoureuse; & que sans cela on lui imputerait une foiblesse & une pusillanimité qui le rendroit méprisable. Cette considération donna lieu vraisemblablement à l'ordre qui vint lorsqu'on s'y attendoit le moins, d'armer douze à quinze vaisseaux de guerre, de louer plusieurs bâtimens de transport pour quatre mois, sur lesquels on devoit, disoit-on, embarquer sept Régimens d'Infanterie, & à divers autres préparatifs conforme aux desirs de la nation.

Ces temoignages publics de l'intention qu'avoit le Gouvernement, d'obliger la Cour d'Espagne à remedier efficacement aux griefs des marchands Anglois, & à ne plus troubler leur

commerce , calmerent un peu leurs plaintes & leurs murmures ; mais ils ne purent détourner les ennemis secrets des Ministres , de retorquer contre eux les mêmes moyens qu'on soupçonnoit qu'ils avoient employés pour se défendre. Il parut une réponses aux *Observations sur les richesses & le commerce de la Grande-Bretagne* , qui ne faisoit pas l'éloge de leur justesse ; & comme en comparant ces sortes d'Ecrits avec ceux qui traitent aujourd'hui de la même matiere , on peut mieux connoître le veritable état de la Grande-Bretagne , je crois qu'il ne sera pas inutile de placer ici un Extrait de cette refutation.

Celui de qui elle partoît convenoit d'abord , que les richesses de la Grande-Bretagne étoient très considerables ; qu'il y avoit quantité de bijoux , & de vaisselles d'or & d'argent ; que les terres étoient améliorées ; & qu'une partie des habitans vivoient plus splendidement que par le passé : mais en même tems il prétendoit , que tout cela ne prouvoit rien contre la décadence actuelle du commerce ; parceque , disoit-il , toutes ces richesses ont été accumulées par une

une longue suite d'années, & que la décadence du commerce ne sauroit être si subite, qu'il ne reste encore des vestiges du tems où il étoit florissant.

On doit, continuoit l'auteur, attribuer la diminution de l'interêt de l'argent, & l'augmentation du prix des terres, à d'autres causes, qu'aux richesses de la Grande-Bretagne; puisque longtems avant cette diminution & cette augmentation, il y avoit pour le moins autant de richesses dans le Royaume, qu'il y en a présentement. Le fameux projet de la Compagnie du Sud a donné lieu à l'une & à l'autre. La réduction de l'interêt d'un Capital de plus de trente-trois millions de Livres Sterling, est la véritable cause du bas interêt que l'on donne à présent; & les sommes immenses que le même projet a mis entre les mains de quelques particuliers, sont les uniques principes de l'augmentation subite des terres.

L'Auteur passant ensuite à ce qui concernoit le papier de credit, convenoit avec son adversaire, qu'il ne pouvoit subsister longtems, s'il n'étoit soutenu par un fonds réel, & que les revenus de la Grande-Bretagne étoient des sûretés suffisantes pour répondre de sa va-

leur : mais , ajoutoit-il , d'avancer comme on fait , qu'un papier , qui doit son origine à des dettes créées par nécessité , soit une marque des richesses de l'Angleterre , c'est en verité une espece d'absurdité.

Quant au desavantage du Change sur la Hollande , l'Auteur remarquoit , qu'on pouvoit le comprendre facilement dans le tems qu'on faisoit des remises considerables pour les subsides des Princes , & l'entretien de près de 200000 hommes dans les pays étrangers , & qu'on pavoit un interet de cinq ou six pour cent pour les capitaux que d'autres nations avoient dans les fonds de la Grande-Bretagne : mais qu'actuellement , qu'il n'y avoit point de proportion par rapport aux subsides & à l'entretien des troupes étrangères , & que l'interet étoit plus bas , on ne pouvoit selon lui attribuer le desavantage du Change , qu'à la diminution du Commerce , puisqu'il n'étoit pas en état de suppléer au retour.

A l'égard du transport des manufactures & denrées du crû du pays , l'Auteur alleguoit plusieurs raisons pour prouver , qu'il étoit impossible de juger au juste , par les Registre de la Douane ,

ne , de la quantité & de la valeur des marchandises qu'on transporte hors du Royaume : après quoi il montroit par le calcul même de son adversaire , que le commerce diminueoit depuis l'année 1725 , puisque le transport de cette année excédoit celui de l'année 1726 de près de cinq cent mille Livres Sterling , & de plus de six cent mille Livres Sterling celui de l'année 1727 ; & qu'il y avoit lieu de croire , que le transport de l'année 1728 , qu'on passoit sous silence dans les Observations , étoit encore moindre.

L'Auteur examinant ensuite le transport des Mines d'Angleterre , tomboit volontiers d'accord , que comme les étrangers n'en peuvent tirer d'ailleurs , ce débit iroit toujours son train plus ou moins : mais , ajoutoit-il , cet article ne prouve nullement l'état florissant du commerce en général ; c'est chercher à faire illusion , que de le prétendre. On doit dire la même chose , continuoît-il , des droits du tonnage qu'on leve sur les vaisseaux qui entrent & qui sortent , puisque les bâtimens qui apportent des marchandises servant au luxe , ne peuvent que préjudicier aux manufactures & à la vente des denrées du crû du pays ; outre qu'il y

en a plusieurs qui sortent vuides , pour aller chercher ces superfluités , & que d'autres ne servent qu'au transport des provisions pour les troupes & les flottes au dehors.

Enfin , concluoit l'Auteur , c'est au public à juger si le commerce prospere , comme on veut le lui persuader , ou s'il tombe en décadence. Ce que je puis avancer pour l'aider à faire cet examen , est que le prix des manufactures de laine a considérablement diminué ; que les manufacturiers congédient chaque jour quantité d'ouvriers ; & qu'il paroît par les papiers publics , que les banqueroutes deviennent plus fréquentes que jamais.

Toute l'animosité du parti opposé à la Cour , qui n'avoit rien oublié dans l'examen severe * qu'il avoit fait du Minist.

* Les deux Chambres présenterent séparément des adresses au Roi , pour le prier de leur communiquer les Instructions & les lettres données & écrites aux Chefs des Escadres de la Couronne dans la Méditerranée , en Amérique , & sur l's côtes d'Espagne ; les lettres qu'ils avoient écrites au Secrétaire d'Etat , jusqu'au tems où le Roi d'Espagne avoit envoyé ses ordres en Amérique pour l'exécution des Préliminaires. Les deux Chambres demandèrent aussi la lettre du Roi défunt au Roi d'Espagne , au sujet de la restitution de Gibraltar.

Ministère , n'ayant pu empêcher Sa Maj. Britannique d'obtenir de son Parlement ce qu'Elle desiroit, Elle en termina la séance le 25 de May 1729; & trois jours après ce Monarque partit pour aller dans ses Etats d'Allemagne. Il laissa la Regence de son Royaume à la Reine.

Quelque tems avant son départ , l'Escadre de 18 Vaisseaux & de deux Galiottes à bombes , qu'on avoit armées , s'assembla devant PORTSMOUTH sous les ordres de l'Amiral WAGGER ; & lorsque celle de la République d'Hollande l'eut jointe , elles composèrent une Flotte de 36 Vaisseaux de Guerre , sans compter les brulots & autres bâtimens.

Un si puissant armement pendant la tenue d'un Congrès , sembloit annoncer des desseins capables de donner quelque inquietude à l'Espagne & aux autres Puissances de l'Europe. Cependant il ne parut pas qu'elles en eussent aucune. Les négociations n'en allèrent ni plus vite ni plus lentement ; & les deux Amiraux , WAGGER & SOMMERSEYCK , furent plus occupés du soin de régaler sur leur bord.

les.

les Seigneurs & les Dames que la curiosité y attiroit, que d'aucune expédition guerrière.

Cette inaction, dont les seuls Ministres connoissoient le vrai principe & la nécessité, ne manqua pas d'être censurée; & l'Auteur du *Kraftsman* se donnant l'essor à son ordinaire sur le long séjour de cette Flotte combinée à *Spithead*, inféra dans son papier périodique, qu'il étoit venu aux environs de *Portsmouth* une prodigieuse quantité de poissons nommés *Remores* *, qui ayant la vertu d'arrêter les plus gros vaisseaux, avoient rendu la Flotte immobile: qu'on en avoit pris quelques-uns, & envoyé ensuite à la Société Royale de Londres, pour qu'après en avoir fait la dissection, elle pût connoître leur vertu. Le même papier ajoûtoit, qu'on avoit remarqué que ces essaims de *Remores* venoient principalement des Côtes de France. Cette reflexion maligne déplut
au

* On peut voir dans l'*histoire naturelle* de PLINIE Liv. IX. ch. 25. & L. XXXII. ch. 1. la description fabuleuse de ce poisson, & les propriétés merveilleuses que les anciens lui attribuoient.

au Gouvernement : il fit mettre en prison l'Imprimeur * du *Kraftsman*, & ceux de quelques autres Journaux, qui se debiterent en même tems, où l'on remarquoit autant d'indiscretion que de licence.

Le Roi d'Angleterre ne trouva pas moins d'agitation en Allemagne, qu'il en avoit vu à *Londres* pendant la durée du Parlement. La Diète de *Ratisbonne*, dont les délibérations avoient été longtems suspendues par l'affaire de *Zwingenberg*, avoit, à dire vrai, repris son activité depuis que le Baron GOHLER avoit été mis en possession de ce fief; mais elle n'en étoit pas plus tranquille. Les différentes Communions reçues dans l'Empire, continuoient à se chamailler avec animosité. Il n'en paroissoit pas moins dans les résolutions de la Cour de Vienne, au sujet des différens ** du Duc CHAR-

LES

* Il s'appelloit *Richard Franklin*. La Cour du Banc du Roi fut six heures à examiner le traitement qu'on devoit lui faire; & à la fin elle le renvoya absous.

** On trouvera à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* N°. XVIII, XIX, & XX, la Lettre du Duc de *Meklenbourg* aux Prin-

LES LEOPOLD de *Meklembourg* avec la Noblesse, & dans les plaintes qu'il faisoit aux Princes de l'Empire, sur la rigueur du traitement qu'il éprouvoit de la part de l'Empereur. Ceux-ci étoient partagés sur cet article ; & cette diversité de sentimens pouvoit avoir des suites. La mort de l'Electeur de *Mayence*, **LOTHAIRE FRANÇOIS** de **SCHÖNBORN**, avoit excité une espece de schisme entre les Ministres de *Mayence*, de *Treves* & de *Cologne*, & ceux de *Saxe*, de *Brandebourg* & d'*Hanover*, sur le droit * que le Ministre de *Saxe* prétendoit avoir, de convoquer cette assemblée pendant la vacance du Siege de *Mayence*, & jusqu'à ce que le nouvel Electeur, **FRANÇOIS LOUIS** Comte Palatin du Rhin, eût légitimé son Ministre. Il se repandoit des Ecrits très

ces de l'Empire, le Décret de l'Empereur contre ce Prince, & le Memoire publié à *Vienne* sur son sujet.

* On trouvera dans les *Pieces Justificatives* N^o. **XXI**, & **XXII**, la lettre de l'Electeur de *Mayence* à son Ministre à la Diète de *Ratisbonne*, & celle du Roi de *Pologne* Electeur de *Saxe* sur le même sujet.

très vifs sur la maniere d'administrer la justice de la Chambre de *Wetzlar*. Enfin le titre * d'Architrésorier de l'Empire étoit toujours disputé par les deux Electeurs, *Palatin*, & d'*Hanover*.

Pendant que la Diète s'occupoit à examiner & à régler tant de differens griefs, les deux Rois de *Suede* & de *Pologne* affermirent la bonne intelligence, qui s'étoit peu à peu rétablie entre leurs sujets depuis la mort de CHARLES XII. Les lettres ** qu'ils s'écrivirent reciproquement, produisirent ce bon effet, sans l'intervention d'aucun Ministre, ni d'aucun Traité.

Le Nord paroissoit tranquille. Les Ministres du jeune Empereur de *Russie* ne songeoient qu'à entretenir la paix avec les Puissances voisines, à *** conserver les conquêtes qu'on avoit faites sur la mer Caspienne, à
pré-

* On trouvera dans les *Pieces Justificatives* N°. XXIII, & XXIV, les Memoires présentés par les Ministres des deux Electeurs.

** On pourra les voir parmi les *Pieces Justificatives* N°. XXV, & XXVI.

*** Le Traité de la *Russie* avec le Sultan ESCHREF, se trouvera dans les *Pieces Justificatives* N°. XXVII.

prévenir les factions & les brigues dans l'intérieur de l'Etat , & à profiter, pour l'avantage du Commerce , de l'heureux succès de l'Ambassade du Comte SAUVA RAGUSINSKI à *Pekin* , où il avoit fait un Traité entre les deux Empereurs de *Russie* & de la *Chine*.

Le *Dannemarc* , exempt de l'inquiétude que lui avoient donnée les projets du Duc de *Holstein* pendant le Règne de l'Imperatrice de *Russie* , profitoit de ce repos pour faire fleurir son commerce , & entretenir sa marine sur un pié qui la rendit respectable. A la vérité il y avoit quelques démêlés relatifs au commerce entre cette Couronne , les *Etats - Généraux* , & la ville de *Hambourg* : mais outre qu'ils n'étoient pas d'une nature à en faire craindre les suites , plusieurs Puissances considérables s'entremettoient pour les terminer à l'amiable.

La *Suède* paroissoit occupée des mêmes objets que le *Dannemarc* , & déterminée à conserver la liberté & le repos qui lui avoient coûté si cher. Enfin il ne tenoit point au Roi AUGUSTE I , de faire jouir la *Pologne*
des

des mêmes avantages : mais ses sujets, pleins de méfiance des ses intentions & de son union avec le Roi de *Prusse*, détruisoient eux-mêmes les moyens que ce Monarque employoit, pour bannir les funestes dissensions qui renoient entre eux ; une vaine ombre d'indépendance continuoit de rendre les Polonois esclaves de l'ambition, & de la cupidité de ceux qui avoient l'adresse de se faire regarder comme les défenseurs de la liberté.

Après, avoir fait au Lecteur une exposition succincte de la situation des affaires en Angleterre, en Allemagne & dans le Nord pendant l'année 1729, reprenons le fil de la narration de ce qui se passoit en Espagne.

Quelque agréable que fût le séjour de *Seville*, il parut, pendant celui qu'y firent Leurs Maj. Catholiques, que certaines raisons portoient le Roi d'Espagne à vouloir retourner à *St. Ildephonse* ; & cette pente secrète se manifesta si clairement, qu'on en craignit les suites. La conséquence dont elles étoient dans la circonstance critique où se trouvoient les affaires générales, déterminâ la Reine à chercher le moyen d'éloi-

d'éloigner du Roi ces fortes d'idées ; & sous prétexte d'éviter les grandes chaleurs qu'on éprouve à *Seville*, & d'être en même tems plus à portée de presser & de voir l'armement de 10 à 12 Vaisseaux de guerre qu'on préparoit à *Cadix*, cette Princesse engagea le Roi à aller passer l'Eté au Port *Ste. Marie*. Quelque tems auparavant ce Monarque fit la ceremonie dans l'Eglise cathedrale, de recevoir M. le Prince des *Asturies*, l'Infant *Don CARLOS*, les Ducs de *LARCO*, d'*OSSUNA*, de *GIOVENASCO*, & le Comte de *SANTISTEVAN*, Chevaliers de l'Ordre du St. Esprit ; & environ trois semaines après, il assista à la translation & à la procession du corps du Saint Roi *FERDINAND III* *, qui fut placé dans une

* Ce Prince étoit fils d'*ALPHONSE* Roi de *Castille* & de *Léon*, & de *BRENGERE* sœur de la Reine *Blanche* mere de *St. Louis* Roi de France. Son Regne fut une suite continuelle de victoires. Il reprit sur les Maures les Royaumes de *Murcie*, de *Jaen*, de *Cordoue*, & de *Seville*. Son corps, que j'ai vu, s'est assez bien conservé : toutes les parties en sont encore unies par une peau, que le tems

une Chasse de cristal magnifique : elle sembla être portée pendant la cérémonie par sa Maj. Cath. & par les Princes de la maison royale.

C'est à *Seville* où l'on apprit la mort du Duc de *Lorraine* * LEOPOLD I, décédé à *Luneville* le 27 Mars après trois jours de maladie. Ce Prince avoit su , dans des conjonctures fort délicates , conserver son ancien attachement pour la maison d'*Autriche* , sans s'exposer , comme ses prédécesseurs ;

a seulement noircie & sechée. Il est placé sur un Autel , au bas des marches de celui qui est dédié à la Ste. Vierge , aux pieds de l'image de laquelle il voulut être enterré. On porte tous les ans le 23 Novembre son épée en procession , en memoire de la conquête qu'il fit ce jour-là de la ville de *Seville*. Le Duc de *LARCO* , grand Eeuyer du Roi , fut chargé par le Chapitre de s'aquitter de cette pieuse fonction , pendant le séjour que la Cour fit dans cette Capitale d'*Andalousie*.

* Le Duc de *LORRAINE* étoit fils de *CHARLES IV* , & d'*ÉLEONORE MARIE* d'*Autriche* , sœur de l'Empereur *LEOPOLD* , & Veuve de *MICHEL WIESNOVIESKI* Roi de *Pologne*. Il avoit épousé *ELISABETH* d'*ORLEANS* , Fille de *PHILIPPE* de France Duc d'*ORLEANS* , & Frere du Roi *LOUIS XIV* , dont il avoit eu treize enfans.

seurs , à donner aucun sujet de plainte à la France. Cette sage conduite lui assura la possession paisible de ses Etats , pendant la longue guerre qui survint en 1700 , entre l'Empereur LEOPOLD & le Roi LOUIS XIV. Il étoit neveu de l'un & de l'autre ; & avant sa mort il a eu sujet d'espérer , que le Prince son fils seroit placé , comme nous le voyons aujourd'hui , sur le trône du premier.

Les négociations pour le maintien de la paix se continuerent à *Seville* , & au Port *Ste. Marie* , où Leurs Maj. Cath. arriverent le 6 Juin 1729 , avec la même vivacité qu'on avoit marquée en les renouvellant à l'Isle de *Leon*. Cependant la Cour d'Espagne différoit toujours à donner une réponse satisfaisante. La restitution de *Gibraltar* , l'offre d'un équivalent , la suppression de l'*Assiento* , la nécessité de remédier au commerce illicite & frauduleux des Anglois aux *Indes* , le reglement de l'*Indult* sur les effets de la Flotille & des Gallions , servoient tour à tour de prétexte à Leurs Maj. Cath. pour éloigner la décision : mais le véritable étoit , selon que je l'ai déjà dit , qu'El-
les

les ne vouloient rien accepter , avant d'être certaines de la prompte introduction des troupes Espagnoles en *Italie* ; il falloit l'obtenir de l'Empereur , ou le forcer à l'accorder. La fermeté inébranlable de la Reine d'Espagne à exiger cette condition , faisoit ouvrir les yeux , à *Londres* comme à *Vienne* , sur les consequences qu'elle entraîneroit. On les craignoit ; on vouloit les prévenir : & cependant , par le renversement total de système , que les deux Traités de *Vienne* & d'*Hanover* avoient occasionné en Europe , il arrivoit , que comme on avoit vu PHILIPPE V. fournir contre son inclination , pour faire la guerre à la France , des subsides à l'Empereur , qui avoit voulu le détrôner ; l'Angleterre de même favorisoit avec une égale repugnance , l'exécution d'un dessein visiblement contraire aux interêts de Sa Maj. Imperiale , pour le soutien desquels cette Couronne avoit versé tant de sang , & épuisé tant de trésors. Tel est l'instabilité des événemens de ce monde , & la revolution qu'elle cause dans les Etats , & dans la volonté des Souverains.

A l'impossibilité de rien obtenir de la Reine d'Espagne , à moins de souscrire à ce qu'elle desiroit si fortement, à cette impossibilité , dis-je , se joignit, heureusement pour les projets de cette Princesse, celle où étoit le Roi d'Angleterre , de prolonger plus longtems une negociation , qui , par sa longueur & par son incertitude , caufoit un tort irreparable au commerce de ses sujets, & excitoit un mécontentement général. Il falloit conclurre , ou commencer la guerre ; & comme Sa Maj. Britt. fa-voit à n'en pouvoir douter , que la France & la Hollande montroient de la repugnance à prendre ce parti, Elle se détermina , malgré les avances que lui faisoit la Cour de Vienne , à consentir à ce que celle d'Espagne demandoit. Il y a tout lieu de présumer , que le besoin seul de remedier au mal present aida à la préférence , & fit regarder avec moins d'attention au Roi d'Angleterre les suites qu'elle auroit.

A mesure que ce Monarque se prêtoit aux desseins de la Reine d'Espagne , les difficultés s'applanissoient : & lorsqu'enfin elle se crut pleinement assurée ,

furée, que Sa Maj. Britt. exécuteroit ses promesses, le Marquis DE LA PAZ eut ordre de déclarer au Comte de KÖNIGSEG, que puisque l'Empereur ne vouloit point consentir à l'introduction des troupes Espagnoles en *Italie*, Leurs Maj. Cath. se croyoient dispensées de tenir les engagemens qu'Elles avoient pris avec lui. Voilà où aboutit le fameux Traité de *Vienne*. L'ambition & la vengeance l'avoient formé : les mêmes passions le détruisirent. Les résolutions qu'elles font prendre varient presque toujours, selon le plus ou le moins de facilité qu'elles rencontrent à se contenter.

Quoique le Comte de KÖNIGSEG s'attendit à ce changement, la promptitude avec laquelle il arrivoit ne laissa pas de le surprendre. Elle le détermina à envoyer le Chevalier de BEVIER son Secrétaire à *Vienne*. Il y apporta à l'Empereur les dernières propositions faites par les Alliés d'*Hannover* à la Cour d'Espagne, la réponse de Leurs Maj. Catholiques, & la déclaration du Marquis de la Paz.

La situation de l'Empereur étoit embarrassante. Il paroissoit périlleux de

recourir à la voye des armes , plutôt que d'accorder ce que l'Espagne demandoit de concert avec la France , l'Angleterre & la Hollande. Ce ne fut pas non plus le parti que prit Sa Maj. Imperiale ; & pour détourner l'orage qui la menaçoit , elle menagea si utilement la jalousie que ces Puissances avoient les unes contre les autres , que malgré leur Alliance par le Traité de *Seville* , dont nous parlerons bientôt , l'Espagne resta dans la même incertitude pendant près de deux ans , & fut obligée , pour la terminer , d'accéder à un Traité nouveau , qui réuniffoit enfin les Puissances maritimes à l'Empereur.

Le mécontentement que Leurs Maj. Cath. avoient de la Cour de Vienne , & l'influence de celle de France sur les délibérations de l'Angleterre , valurent au Marquis de BRANCAS un accroissement de considération & de credit , dont il fit le premier usage contre moi. Il n'étoit plus possible , après la gratification qu'on m'avoit accordée , de se flatter que l'impossibilité de subsister m'obligeât à me retirer. Je me trouvois en état , par la modestie

tie

tie que je continuois à observer , de soutenir assez longtems cette situation , pour rebutter ceux qui fouhaittoient si ardemment qu'elle empirât , & en attendant il pouvoit survenir bien des circonstances , capables de renverser entierement leurs projets. Ce point de vue , si inquiettant à tous les partisans du Cardinal de Fleury , les déterminâ à revenir à la charge , pour faire regarder au public l'oubli où l'on me laissoit , comme une preuve continue de la juste idée que le Cardinal de Fleury avoit enfin donnée à Leurs Maj. de mes sentimens & de ma conduite. A ces malignes insinuations on en joignit d'autres , qui tendoient à faire entendre , que c'étoit très vainement que je cherchois à satisfaire mon ambition , en prolongeant mon séjour en Espagne ; qu'on favoit désormais à quoi s'en tenir sur cet article , & que j'éprouverois tout à mon aise l'inutilité de mes représentations.

Quoique destitué de toute autorité , privé des ménagemens qu'elle attire , & ayant en tête des adversaires , qui réunissoient en eux tout ce qui pouvoit m'inspirer de la crainte , je ne rabat-

tis rien de la constance, avec laquelle je croyois devoir soutenir les intérêts de ma réputation. Cependant avant de prendre aucune résolution, j'eus encore un entretien avec le Marquis de BRANCAS au Port *Ste. Marie*; & sans blesser les égards qu'il méritoit personnellement, encore moins le respect que m'imposoit le caractère d'Ambassadeur du Roi, dont il étoit revêtu, je lui parlai pourtant avec fermeté, sur tout ce qui me revenoit de sa part & de ceux qui l'environnoient. Cette nouvelle tentative, pour faire cesser sans éclat, & sans aigreur, les justes sujets que j'avois de me plaindre, fut aussi infructueuse que les précédentes : on revenoit toujours à nier des faits dont le public étoit témoin. Cette foible ressource ne servit qu'à me convaincre, que le Marquis de Brancas & ses complaisans avoient pris leur parti, & que le crédit & les avantages qu'il devoit leur procurer, les éblouissoient jusqu'à les empêcher de sentir ce qu'il en coutoit à leur probité, pour les obtenir.

Le peu de gré que l'on marquoit de ma moderation, m'autorisoit à ne
pas

pas lui donner une plus grande étendue. Je ne laissai pas néanmoins de garder le silence pendant encore près de six semaines : mais comme mes amis m'avertirent au bout de ce tems-là , qu'une plus longue dissimulation de ma part tiroit à conséquence , & pouvoit faire croire que j'étois hors d'état de dissiper les préventions qu'on s'efforçoit toujours d'établir contre moi , je me déterminai enfin à exposer à Leurs Maj. la conduite de mes ennemis , leurs sentimens , & les miens. C'est ce que contient le Memoire qu'on va lire.

MEMOIRE *présenté au Roi d'Espagne*
par Mr. l'Abbé de MONTGON, au
Port Ste. Marie le 19 Juillet 1729.

SIRE,

TANT que j'ai pu dissimuler l'artifice & les intrigues , que certaines personnes de votre Cour , dont quelques-unes approchent souvent vos Majestés , ont employées pour m'ôter tout moyen d'avoir l'honneur de leur parler , & aussi longtems qu'il m'a été possible d'espérer , que ma moderation à tenir dans le

silence les preuves que j'ai de la mauvaise volonté de mes ennemis , leur inspireroit pour moi des sentimens plus favorables , rien n'a été capable de me porter à me plaindre : au contraire j'ai préféré , SIRE , le parti de supporter les dégouts & les différentes humiliations que je voyois , & que j'étois informé qu'on travailloit à m'attirer , à la satisfaction de manifester à vos yeux l'injustice de ce procédé ; & je m'estime heureux , d'avoir pendant près de deux ans remporté sur moi cette espece de victoire. Mais puisqu'aujourd'hui , SIRE , ces mêmes personnes continuent à se prevaloir de ma patience , & qu'elle l'attribuent même , tantôt à une timidité de ma part que je n'éprouve point , & tantôt à l'impossibilité où elles se vantent de m'avoir réduit , d'obtenir aucune grace , aucune distinction , ni même aucune audience de vos Majestés ; j'ai cru devoir , SIRE , recourir , avec le plus profond respect , à la justice de vos Majestés , en les suppliant de daigner faire quelque attention à ce que j'aurai l'honneur de leur représenter dans ce Memoire.

Quand je suis entré , SIRE , au service de Vos Majestés , ce n'a point été ,
graces

graces au Seigneur , en stipulant d'avance , à l'exemple de certaines ames susceptibles d'intérêt , ni emplois , ni appointemens réglés : mon seul respect pour vous, SIRE, & pour la Reine ; ma reconnaissance de vos bontés , la haute idée que j'ai , comme tout l'univers , de votre magnanimité , enfin un zele veritable pour votre gloire , furent les seuls motifs , qui me determinerent à prendre cette resolution ; & quand M. l'Archevêque d'Amida m'en fit en 1726 la proposition de la part de vos Majestés , je l'assurai alors , (il peut en rendre témoignage) que je ne desirois , ni ne demandois rien , que ce que vous jugeriez, SIRE , à propos de m'accorder , ou que je pourrois meriter par mes services. Je conservai le même desintéressement en France ; & lorsque ce Prélat m'offrit au nom de vos Maj. une place ici dans le Ministère , ou d'être employé dans les pays étrangers , je lui répondis dans cette occasion , comme dans la précédente , que je remettrois entierement , SIRE , ma destinée entre vos mains. Si j'insistois alors , à demander avec un peu plus d'empressement , à être nommé Ambassadeur à la Cour de Turin , ou dans

telle autre qu'il vous plairoit , ce fut , je ne le cache point , pour que quelque marque extérieure de la satisfaction , que M. l'Archevêque d'Amida m'avoit appris que vos Maj. temoignoient de la conduite que j'avois tenue en France , la justifiât également aux yeux du public. Je ne montrai cependant (mes lettres en font foi) d'autre desir à cet égard, que celui , SIRE, qui seroit conforme à votre volonté ; & j'ose dire que peu de vos sujets se seroient renfermés , dans la conjoncture où j'étois alors , dans des bornes si étroites,

Bien loin, cependant que cette modération ait pu calmer les inquiétudes de quelques personnes de votre Cour , & même de ma nation , auxquelles ma présence en ce pays a toujours paru importune , & qui craignent si fort que vos Maj. ne m'honorent de quelque marque de distinction , ou de leur bienveillance ; j'ai des preuves en main , SIRE, & je puis citer des faits aussi clairs que le jour , qui manifestent , d'une manière à ne souffrir aucune contradiction , que ces personnes se sont unies entr'elles , & avec M. le Cardinal de FLEURY & Mr. l'Ambassadeur de France , pour tra-

vailler

vailler de concert à me faire sortir de vos Etats, ou à m'y attirer tant de desagrémens, que de moi-même, SIRE, fatigué & rebutté de toutes les mortifications que j'éprouverois, je me déterminasse à me retirer.

Ce projet ne remplissant point encore l'attente de l'espece de ligue qui s'est formée contre moi, & ceux qui la composent ne pouvant, graces au Seigneur, me convaincre ouvertement, d'avoir commis la moindre faute contre votre service, ils sont réduits à m'imputer en secret, d'être livré à une ambition aussi vaste, qu'elle est chimerique. Je suis, à les en croire, SIRE, un esprit dangereux, qui veut se mêler de tout, & entrer dans tout. Vos Ministres, disent-ils, ne sauroient veiller de trop près sur mes démarches; & par le vif intérêt que les personnes dont je parle affectent de prendre à ce qui les touche, elles multiplient sans cesse les avis qu'elles donnent à ces mêmes Ministres, de ne point se laisser séduire par les vaines déférences que je leur marque, puisqu'elles ne tendent qu'à me servir de leur credit auprès de vos Majestés, pour arriver à mes

fuis, & à payer leurs boins offices en les supplantant.

Rien outre cela, SIRE, ne semble plus important à mes ennemis (& toute leur vigilance y peut à peine s'uffire), que de fermer soigneusement toutes les avenues, qui me conduiroient insensiblement à vos piés sans leur participation: & licence; & cette puerile inquietude s'est rendue, je ne dis pas visible, mais palpable, quand j'allai en Portugal, & lorsque j'en suis revenu. Que si néanmoins quelques-unes de ces avenues s'ouvrent contre leur attente, si quelque occasion imprévue, SIRE, me facilite un moyen d'avoir l'honneur de parler en particulier à vos Majestés, toute la prudence de ces personnes est alors employée à le rendre inutile, & à prévenir que la bonté & la générosité dont vous êtes rempli, ne vous expose, SIRE, à être surpris par l'artifice de mes discours, ou, ce que je crois bien plus vraisemblable, que je ne dévoile aux yeux de vos Majestés, ce que ceux, dont il est ici question, savent bien, SIRE, qu'il leur est important que vous ignoriez.

L'envie qui les agite contre moi est si forte, & en même tems si singuliere, qu'on

qu'oubliant pour un tems , SIRE , que cette soif si ardente qu'elle veulent persuader que j'ai des dignités , ne peut s'appaîser que par la puissance & les bienfaits de vos Majestés , elles n'ont pas laissé de vouloir m'attribuer dans le tems , SIRE , de votre maladie , des projets & un amour pour la nouveauté (je ne dois pas m'expliquer plus clairement) aussi extravagans qu'ils sont opposés à mon utilité , & encore plus à la fidélité que je dois à vos Majestés. A cette supposition odieuse ces personnes n'ont point eu honte , SIRE , d'ajouter celle (dans une autre circonstance non moins délicate , & sur laquelle il m'est facile de faire voir , que mes sentimens sont bien différens de ceux qu'elles m'attribuent) de me depeindre comme un homme livré à l'intrigue ; & comme l'ennemi secret du Gouvernement de votre Majesté. Enfin tout moyen de me déservir leur semblant bon , elles en sont venues jusques à me prêter des sentimens pour la Reine (qui ne m'a jamais traité qu'avec bonté) aussi dépourvus de raison & de prudence , qu'ils sont contraires au zele que je conserverai toute ma vie pour la gloire & les intérêts d'une si grande Princesse.

Voilà, SIRE, où la passion a conduit certaines personnes de votre Cour, que je m'abstiens de nommer, & le détail d'une partie des assauts que je souffris depuis deux ans. Les Ministres étrangers, & tout ce qu'il y a de gens tant soit peu instruits à Madrid de ce qui se passe, en sont temoins. Les uns & les autres n'ignorent point les traverses de toute espece qu'on a cherché à me susciter, & avec quel esprit de charité on a fait des perquisitions si exactes de mes démarches & de mes discours, & commenté jusqu'à ceux qui étoient les plus indifferens. Heureusement pour moi, SIRE, les mauvaises intentions de mes ennemis, & tous leurs rapports concertés, n'ont pu prévaloir sur votre bonté, ni déterminer vos Maj. à me chasser de leurs Etats, comme ils s'en étoient flattés, & qu'ils l'avoient annoncé à M. le Cardinal de FLEURY; & ces censeurs si severes de ma conduite n'ayant employé d'autres armes pour m'attaquer, que celles que leur a fourni une obscure malignité, ou une fausseté evidente, ils se sont rendus semblables à ces oiseaux de nuit, qui ne pouvant vivre que dans les tenebres, fuyent & ne sauroient supporter

porter la lumière qui découvre leur difformité.

Ce que je prens la liberté, SIRE, d'exposer ici à vos Majestés, est expliqué plus en détail dans un long Memoire que j'ai dressé. Il contient l'anatomie la plus exacte de tous les ressorts que mes ennemis ont fait jouer, les motifs qu'ils peuvent avoir eu d'en user ainsi, joints à une citation des preuves que j'ai en main de ce que j'avance : en sorte que je me flatte, si la continuation des mauvais offices qu'on me rend, & de l'espece d'abjection où l'on voudroit me faire tomber sans ressource, subsiste toujours avec la même opiniâtreté, que votre Maj. remarquera, & qu'il n'y aura personne qui ne voye, dans toute la conduite que mes ennemis tiennent à mon égard, soit de concert avec M. le Cardinal de FLEURY, soit sans sa participation, le plus singulier assemblage, SIRE, d'artifice, de trahison, de manquement au secret naturel, d'ingratitude prouvée par les lettres-mêmes de ceux qui en sont coupables, en un mot, de toutes sortes de procédés pour m'attirer votre disgrâce, SIRE, & me priver de l'estime du public; assemblage qui ex-

poiera

posera à la risée & à la censure de ce dernier, ceux qui en sont les auteurs, si je suis réduit un jour pour ma justification à les reveter.

La situation équivoque où l'on est dans les Cours, rend presque toujours suspects ceux qui l'éprouvent, ou de desirer tout, ou d'être mécontents. Le premier expose aux traits de l'envie, & l'autre à l'indignation des Souverains. C'étoit pour fuir ce double inconvenient, & toutes les tracasseries qui en sont les suites, que j'ai prié à diverses reprises les Ministres de vos Majestés, de les engager à m'éloigner de leur Cour par quelque commission secrète de peu d'éclat, & qui ne blessât point la délicatesse du Cardinal de FLEURY, afin de subsister, dans le lieu où l'on m'enverroit, avec bien-séance & tranquillité, jusqu'à ce que je pusse, si je vous étois inutile, SIRE, retourner dans ma patrie; & en cela il me semble que mes vues étoient justes & modérées. Il ne m'a cependant jamais été possible de savoir si la proposition en a été faite à vos Majestés, & encore moins ce qu'Elles ont répondu. Attribuant d'abord l'incertitude où je me trouvois à quelques insinuations du Cardinal

dinal de FLEURY, j'écrivis il y a un an au Garde des Sceaux de France, pour lui demander à cet égard une explication. Sa réponse ayant été, que M. le Cardinal de FLEURY ne s'opposoit en façon du monde à tout ce que vos Maj. jugeroient à propos de faire en ma faveur, & Mr. de BRANCAS s'étant expliqué de-même avec moi à son arrivée, & depuis, à sept ou huit différentes reprises, je communiquai l'uniformité de leur langage à Mr. le Marquis DE LA PAZ : mais je ne tardai pas à dévoiler clairement, SIRE, que la singulière dissimulation, à laquelle M. le Cardinal de FLEURY & Mr. l'Ambassadeur de France avoient recouru pour déguiser leurs véritables sentimens, étoit le motif du silence que Mr. le Marquis DE LA PAZ gardoit sur mes représentations; & touché, je l'avoue, d'être sans cesse obligé de lutter contre des gens de mauvaise foi, ou par leur caractère, comme M. le Cardinal de FLEURY, ou par leur complaisance, comme Mr. de BRANCAS, (car celui-ci n'a certainement aucun sujet de me déservir) je ne poussai pas plus loin à cet égard mes instances, ni mes recherches.

Que

Que votre Maj. s'abstienne de m'employer hors de ses Etats , par déference pour M. le Cardinal de FLEURY , qui est à présent maître absolu en France : il n'y a rien en cela , en égard aux conjonctures du tems , qui doive me surprendre ; Et jamais il ne sera dit , que j'aye fait , SIRE , la moindre démarche pour obtenir des graces , qu'il ne conviendrait point à vos intérêts de m'accorder. Ce qui m'étonne seulement , Et ce qui , je l'avoue , m'est fort sensible , est de remarquer , SIRE , que certaines personnes de votre Cour , dans la dépendance desquelles je me serais difficilement persuadé devoir tomber un jour , se vantent sans beaucoup de ménagement , qu'elles sont en quelque maniere devenues les arbitres de ma destinée ; que toutes les mesures que je puis prendre , pour sortir de l'état où elles se glorifient de m'avoir mis , ne feront que rendre ma situation plus desagréable ; Et que je suis à la Cour de votre Maj. un personnage autant à charge qu'inutile. Cette façon de prophetiser , sur le peu d'esperance que je dois avoir d'un avenir plus doux , Et d'annoncer avec tant de certitude quel sera mon sort , me cause véritablement
beau-

beaucoup de peine ; & n'ayant rien fait qui ne tendît, SIRE, à l'accroissement de la gloire de votre Majesté, & à la tranquillité des deux nations, je ne vois rien en cela qui doive me rendre le jouet de mes ennemis, ou le sujet de leur risée.

Dieu, qui dispose des Royaumes & des Empires selon sa souveraine sagesse, ayant placé votre Maj. par deux fois sur le trône de cette vaste Monarchie, Elle n'est responsable qu'à lui seul de l'usage qu'Elle fait du Souverain pouvoir qui lui a été confié. A quel titre prétendroient donc, SIRE, Mr. de BRANCAS & Made. de St. PIERRE, déterminer à qui il convient, ou ne convient pas, que vous donniez audience ; décider du choix des sujets que vos Maj. peuvent employer ; & en apprenant à ceux-ci, ou au moins en leur donnant à entendre quelle sera leur destination, & ce que peut leur credit, SIRE, auprès de vous, partager ainsi en quelque façon entre eux la reconnaissance que doivent inspirer vos bienfaits ? Sur quels principes se fondent ces deux personnes, & les autres qu'elles ont su intimider ou gagner, & dont plusieurs vous environnent, & sont par conséquent intéressées à vous cacher ce qui se

Je passe , pour vouloir persuader au public , que c'est en vain qu'on se flatte de rien obtenir de vos Majestés , si ce n'est de leur consentement , & par leur entremise ; pour insinuer encore , comme elles font sans cesse , que Made. de St. PIERRE est seule à portée , de faire pencher le choix de vos Maj. en faveur de qui il lui plait leur parler , & se trouve la dépositaire de leurs graces ? Enfin par quelle fatalité , ayant l'honneur , SIRE , d'être à votre service par vos ordres , & par le consentement formel du Roi votre neveu ; ayant de plus reçu une approbation entière de ses Ministres & des vôtres , dans l'exécution de ce que les uns & les autres m'avoient prescrit ; & conservant pour votre Maj. & pour le Roi votre neveu autant de soumission que de fidélité : par quelle fatalité , dis-je , faut-il que ce qui me regarde dans vos Etats , & sous vos yeux , dépende cependant des idées particulières de deux Ministres , qui ménagent si peu à mon égard la vérité , ou qui savent au moins faire un si excellent usage des restrictions mentales , que pendant qu'ils ne sont occupés que du soin de me traverser en tout , ils m'assurent d'une manière risible , l'un de
ne

ne s'opposer en aucune façon aux graces que vos Maj. jugeront à propos de m'accorder * , & l'autre , d'avoir des ordres précis d'agir ici dans le même esprit ?

Il ne semble pas moins extraordinaire , SIRE , qu'une Dame , avec laquelle je n'ai jamais rien eu à démêler , & qui n'a certainement aucun autre motif de m'être contraire , que celui de s'attirer par cette démarche la confiance de M. le Cardinal de FLEURY , entre cependant si fort dans ses sentimens contre moi , & suive si parfaitement ses maximes , que dans le tems qu'elle me faisoit presser par Mr. de MARCILLAC de m'unir à elle , & de compter sur son amitié , elle travailloit , SIRE , de concert avec Mr. de BRANCAS , à empêcher l'année dernière , que l'intention qu'il parut qu'avoient vos Maj. de m'envoyer à Turin ne s'exécutât ; & qu'à ce bon office elle joignit celui de supposer , lors de la maladie du Roi votre neveu , que par mécontentement du traitement peu favorable que j'avois éprouvé en ce pays , je cachois , dans une circonstance si cri-

* Voyez la lettre du Garde des Sceaux au Tome VI. page 126. des *Pieces Justificatives*.

critique, une lettre que j'avois reçue de France, qui m'apprenoit l'extremité où ce Monarque étoit réduit : m'attribuant ainsi tout à la fois obligeamment, comme votre Maj. voit, une aigreur aussi inouïe que chimerique, & une odieuse infidélité dans la conduite.

Je serois sans doute bien à plaindre, SIRE, de n'envisager d'autres agrémens en servant vos Majestés, que ceux que les personnes dont je viens de faire mention me procureroient : elles seroient vraisemblablement aussi longtems à se déterminer à m'accorder leurs bons offices, que je le serai de mon côté à les demander ; & je me croirois assurément bien indigne des bienfaits de vos Majestés, si je cherchois, SIRE, après les preuves que j'ai de la mauvaise volonté de Mr. l'Ambassadeur de France & de Made. de St. PIERRE, à les employer pour obtenir quelque grace. Quoique très éloigné de vouloir manquer aux devoirs de bienfaisance & de politesse à leur égard, je ne montrerai cependant jamais, SIRE, à vos yeux, ni à ceux du public, une foiblesse si éloignée de la grandeur d'ame héroïque, & de la fermeté inébranlable du cœur de votre Majesté.

Me

Me trouvant ici , depuis deux ans , presque confondu avec tous les inutiles & les importans , qui suivent ordinairement les Cours , il ne doit point paroître , ce me semble , extraordinaire , que je tâche de mettre fin à une situation si désagréable. Cependant ce sentiment ne procède point en moi , SIRE , d'aucune vue d'insinuer à vos Majestés , comme mes ennemis chercheront peut-être à le faire entendre , de m'honorer de quelque commission éclatante , afin d'exaggerer ensuite , selon leur coutume , combien je connois peu ce qui est à ma portée ; je n'use point , avec leur permission , de ces routes détournées pour arriver aux fins que je me propose. Celle que j'ai en présentant ce Memoire aux piés de vos Majestés , tend uniquement à leur manifester toutes les mortifications qu'on travaille à me faire essuyer , & nullement à les solliciter de m'accorder des graces. Cette ambition si vaste , qui , au dire de mes ennemis , m'agite sans cesse , se trouveroit aujourd'hui pleinement satisfaite , si je pouvois être assuré de sortir avec bienséance , & comme le doit desirer un homme de mon état , des affaires qu'un enchainement de circonstances imprévues

naa

m'a mis entre les mains , & de me souf-
traire pour toujours après cela , à l'ani-
mosité sans raison , comme sans exemple ,
avec laquelle j'ai été persécuté par des
gens , qui , la plupart , m'ont des obli-
gations essentielles.

Ils eussent sans doute eu plus de mena-
gemens pour moi , s'ils m'avoient vu ,
SIRE , obtenir quelque'une des graces
qu'on m'avoit fait esperer , ou aborder
plus facilement votre Majesté ; & ce n'a
été que quand ils ont apperçu qu'ils m'a-
voient mis à cet égard hors de toute es-
perance (au moins se sont-ils expliqués de
la sorte ici & en France) que leurs
mauvaises intentions se sont plus clairement
manifestées , & qu'ils ont suivi , avec M.
le Cardinal de FLEURY , la noble &
brillante maxime , qu'on ne doit attaquer ,
dans les Cours , que ceux qu'il est facile
d'opprimer. Votre Majesté , qui en a de
plus Chrétiennes , & de plus dignes de
l'élevation de ses sentimens , prendra , j'es-
pere , pour moi des résolutions différen-
tes. Elle est assez juste & assez puissante ,
pour me mettre à l'abri de la persé-
cution que j'éprouve , & me donner le
moyen , si je suis inutile à son service ,
de retourner honorablement dans ma pa-
trie

trie, & d'y faire voir à ceux qui ont été temoins du zele avec lequel j'ai tâché, SIRE, de vous servir, & dont le rang, autant que le merite, peuvent, ce me semble, aller de pair avec ceux des personnes de votre Cour, qui desirerent si ardemment mon éloignement, que quand on est attaché, SIRE, à un Roi aussi grand & aussi magnanime que vous, l'envie, & les ressorts odieux & bas qu'elle employe, sont aussi inutiles qu'impuissans, pour détourner votre Maj. d'honorer de sa puissante & royale protection, ceux d'entre ses serviteurs qu'elle en juge digne.

Au surplus ce n'est point, SIRE, en desirant, comme je fais, de retourner en France, que je sois assez foible pour me laisser aller à quelque mouvement de découragement ou de dépit, ou que mon fidele & respectueux attachement pour vos Maj. ait cessé; au contraire, je serai toujours pret, SIRE, à employer à votre service le peu de talens & de capacité que je puis avoir: ce qui me détermine uniquement à penser à me retirer, est que je vois chaque jour les personnes dont j'ai parlé dans ce Memoire, être également occupées à susciter
de

de nouveaux obstacles à tout ce qui peut tourner à mon avantage , & certaines , selon ce qui paroît , d'y réussir ; & qu'environné de gens si peu délicats sur le choix des moyens qui se présenteront de me nuire , il est presque impossible , SIRE , qu'ils ne parviennent à me faire enfin tomber dans votre disgrâce , & à m'attirer quelque ordre subit de sortir de vos Etats. Je n'y suis point venu , SIRE , pour traverser la fortune de personne : j'y suis encore moins entré pour lutter sans cesse contre des gens envieux & malins ; & mon état , j'ose le dire , autant que mon inclination , m'engagent à avoir & à inspirer des sentimens de paix & de douceur , il me seroit fort triste d'en ressentir , ou d'en causer ici perpétuellement de contraires.

Quelques justes que me paroissent ces reflexions , & quelque résolu que je sois par conséquent de me justifier pleinement de tout ce que M. le Cardinal de FLEURY & ses Emissaires inventent malicieusement pour me rendre odieux , si les uns & les autres continuent à me traiter avec si peu de ménagement ; je soumettrai toujours , SIRE , avec une entière résignation , ce qui me concernera ,

au bon plaisir de vos Majestés. Je ne leur demande rien si la conjoncture des tems, & non la seule mauvaise volonté de mes ennemis, & leurs chimeriques suppositions, les portent à croire, qu'il est du bien de leur service que je persevere dans l'état d'oubli, & je puis le dire, de confusion où je suis. Bien plus sensible, SIRE, à l'estime de vos Majestés, qu'à leurs bienfaits, je supporterai sans me plaindre la privation de ceux ci, quand je serai assuré, & que je pourrai croire, qu'elle n'est point une preuve d'avoir perdu l'autre. En un mot, rien ne sera capable d'apporter, SIRE, la moindre alteration à mon zele pour votre gloire, & à mon profond respect pour vous.

Peut-être, SIRE, que votre Maj. trouvera, que ce dernier me prescrivoit de ne la point fatiguer par la lecture d'un si long Memoire, ni de traiter quelques-unes des matieres qu'il renferme: aussi me serois-je abstenu de prendre cette liberté, si j'avois pu esperer, SIRE, d'avoir l'honneur de vous parler. Mais n'ayant pu me flatter d'obtenir cette grace, j'ai cru, SIRE, qu'après deux ans de silence sur toutes les mortifications &

les dégouts que quelques personnes de votre Cour ont cherché à m'attirer, & dont un de vos Ministres * est convenu, dans la réponse ** qu'il fit à une lettre que je lui écrivois l'année dernière pour m'en plaindre, j'ai cru, dis-je, qu'il étoit tems de parler, & de manifester la fausseté de toutes les idées ambitieuses & peu sentées, auxquelles mes ennemis font entendre que je suis livré.

Si la Religion nous prescrit, SIRE, d'oublier les injures, & principalement celles que quelque passion subite, & plus forte dans le premier moment que la raison, fait commettre, & qu'on peut attribuer plutôt à la fragilité humaine, qu'aux qualités du cœur; elle ne défend point de s'élever avec courage contre ce qui blesse la vérité. Il est toujours permis d'éviter les pièges que tendent nos ennemis, & d'ôter à ceux qui approchent les Rois, les moyens d'opprimer, par un abus manifeste de leur crédit, les personnes qui ne prétendent pas le respecter, jusqu'à oublier ce qu'elles se doivent à elles-

* Le Marquis DE LA PAZ.

** Elle se trouve dans les lettres dont on s'est emparé.

les-mêmes. Enfin, SIRE, s'il y a de la confusion à se voir la victime de quelques Ministres injustes, ou de quelques Courtisans envieux & trompeurs, elle se change bientôt en une gloire solide & éclatante, quand le public vient à découvrir les mystères d'iniquité qui y ont donné lieu.

N'ayant, SIRE, (& vos Maj. n'auront pas, je crois, beaucoup de peine à se le persuader) nulle confiance en ce pays que dans leur bonté & leur justice, c'est à Elles seules que j'ai cru devoir prendre la liberté de présenter ce Memoire. Quelques singulieres que puissent paroître plusieurs choses que je rapporte, rien cependant ne me sera plus facile, que d'en prouver la verité, & de mettre vos Maj. en état (si j'ai l'honneur de les entretenir un moment), de remarquer par Elles-mêmes la vivacité avec laquelle on s'est appliqué pendant deux ans, mais sur tout l'hiver dernier, à faire éluder tout ce qui pouvoit m'être avantageux, & à me faire tomber dans une espece de mépris. Mais il me sera incomparablement plus doux d'ensevelir ce détail dans un éternel silence : & si je paroïs aujourd'hui aux piés de vos Majestés, ce

n'est point (Dieu m'en préserve) dans l'odieux dessein d'exciter leur indignation contre ceux qui veulent m'exposer à l'en-courir ; mais uniquement , SIRE, pour prévenir les effets de la mauvaise volonté de ces personnes , & afin que vos Maj. la connoissant , avec les différentes peines qu'elle m'a attirées , Elles daignent me procurer quelque occasion , quand Elles le jugeront à propos , de les éviter , en les servant d'une manière convenable à un homme de condition , ou , si je ne puis contribuer en rien à leur gloire , de retourner avec honneur & bienséance dans ma patrie.

Lorsque la situation où je suis actuellement cessera , je me flatte que vos Maj. verront , & que ceux qui me sont ici les plus contraires seront convaincus , que si j'évite avec une extrême attention de me laisser jamais effrayer , & encore moins abattre par des personnes artificieuses , & qui veulent se prévaloir de leur rang & de leur autorité pour m'opprimer ; je n'apporte pas moins de soin , à ne conserver , avec la grace de notre Seigneur , après avoir échappé à leurs traits , aucun sentiment de vengeance ni de rancune.

Ce Memoire fit impression sur l'esprit du Roi d'Espagne ; il temoigna être indigné du procédé de ceux dont je me plaignois ; & vouloir prendre la resolution de m'élever à une grande dignité : mais on trouva peu à peu le moyen de l'arrêter , & de persuader à ce Monarque de remettre à un tems plus favorable l'exécution de son dessein. La conjoncture où l'on étoit autorisoit ce conseil. On avoit besoin du Cardinal de FLEURY : il influoit dans la resolution qu'on vouloit faire prendre à l'Angleterre ; & par conséquent il étoit à propos de le ménager , & de ne point lui donner le déplaisir sensible de m'assurer une dignité , qui alloit démentir publiquement , & d'une maniere éclatante , l'opinion qu'il vouloit que l'on eût de moi. Ces considerations determinerent le Roi , à laisser ce qui me regardoit dans le même état ; & tout le bien qu'il me vouloit resta suspendu , comme on le souhaittoit.

Quand on considere la facilité avec laquelle on flatte la passion des personnes qui sont en place , on seroit en verité tenté de croire , qu'il y a dans

les devoirs les plus essentiels de la Religion & de l'humanité, des exceptions en faveur des Grands, & que non seulement ils sont dispensés de les remplir, mais qu'ils peuvent encore accorder ce privilege à ceux qui leur sont inferieurs, ou à qui leur credit devient necessaire. Un homme constitué en dignité se laisse-t-il aller par humeur, par prévention, ou sur des rapports infideles, à concevoir mauvaise opinion d'un particulier; l'amour propre lui fournit aussitôt des raisons de n'en jamais changer, & de prétendre que chacun doit respecter ses préjugés autant que sa personne. L'adulation foudroie toujours à ce sentiment: elle convertit même les représentations les plus moderées de celui qui souffre, en des murmures qui ne meritent qu'un seroit de rigueur; & la crainte de déplaire réduit à une compassion sterile les secours qu'on offre à l'oppression. Comment allier si peu de sensibilité & de justice, avec cet esprit de douceur & d'équité que la Religion prescrit? Comment est-il possible, que ce qui porte visiblement le caractère d'animosité, trouve tant d'apologistes parmi

mi ceux , qui devroient le censurer par état ? Que l'ambition fait bien modifier la morale. !

Quoiqu'il n'en coutât qu'un peu de patience & de condescendance , pour calmer les vivacités que montroit de tems en tems le Roi d'Espagne , on étoit bien aise de s'en épargner la peine ; & comme mon Memoire avoit excité un de ces especes d'orages , on jugea que pour m'ôter tout sujet de revenir à quelque nouvelle représentation , il étoit à propos de paroître desapprouver la conduite de ceux dont je m'étois plaint. Dans cette intention on fit insinuer au Marquis de BRANCAS , d'observer plus de circonspection sur ce qui me regardoit. Le même avis fut donné de la part de ce Ministre à ses Confidens ; & l'Archevêque d'*Amida* le prit aussi pour lui. Mais les uns & les autres , aussi surpris que piqués que j'eusse si bien dévoilé leurs desseins , ne furent pas les maitres de pratiquer longtems cette moderation , ni de me laisser ignorer de quoi elle me dédommageoit , & qui l'avoit conseillée. Les discours qui leur échapperent sur cet article ,

confirmant les avis secrets qu'on me donnoit , que je ne devois point espérer de voir la Reine m'être favorable auprès du Roi , je pris dès - lors la résolution de me retirer , en ménageant ce projet de façon , à ne point donner à mes ennemis une victoire trop marquée sur moi.

Ceux - ci instruits de ce que contenoit mon Memoire , ne manquèrent point d'en informer le Cardinal de FLEURY , & de l'effet qu'il avoit pensé produire. Il est vraisemblable qu'ils lui rendoient compte en même tems du parti qu'ils avoient pris , de ne point désormais pousser les choses avec moi à des extrémités , dont je pusse encore tirer quelque avantage , & de remettre au tems , qui ne pouvoit être long , le soin de me convaincre que j'étois sans esperances : ce qui me conduiroit à faire de moi-même une démarche , qu'il étoit imprudent de trop presser.

Un homme accoutumé à voir tout fléchir devant lui , regarde avec dérision les entreprises d'un particulier qui ose lui résister : un souffle suffit pour le faire disparaître & pour l'aneantir ,

&c

& la moindre précaution à prendre pour produire plus sûrement cet effet, semble superflue à celui, qui croit que tout lui doit céder. Telle étoit la façon de penser du Cardinal de Fleury : il rejetta avec mépris l'avis que ses partisans lui donnoient ; & persuadé que s'il entroit en lice je serois terrassé dans le moment, il se détermina à me porter lui-même de nouveaux coups, plus sûrs & plus prompts que ceux sous lesquels on lui promettoit que succomberoit ma foiblesse.

Il n'étoit plus praticable de chicaner sur les services que j'avois rendus aux deux Couronnes, ni de continuer à vouloir les convertir en intrigues, qu'on avoit tolérées par pure complaisance. Tout étoit trop bien éclairci sur cet article ; & les lettres que le Marquis de la Paz & l'Archevêque d'Amida venoient de m'écrire, avoient porté les choses au dernier degré d'évidence. Ces armes pour m'attaquer étant donc trop rouillées, le Cardinal de Fleury comprit parfaitement, qu'il falloit en employer d'autres d'une trempe toute neuve ; & afin d'être plus sûr de leur bonté il les forgea lui-même.

En un mot , ce Ministre si maître de lui-même , cet homme par excellence , cet ami de la verité , ne se fit pas le moindre scrupule de me supposer des lettres que je n'avois point écrites , & d'apprendre à ceux sur qui elles portoient , la malignité qu'il avoit eu soin d'y repandre.

La premiere de ces lettres dont j'eus connoissance , concernoit la Duchesse de St. PIERRE. Apparemment que le Cardinal , par une prédilection particuliere pour cette Dame , voulut lui procurer la gloire de prouver enfin à la Reine , avec quelle justesse Son Eminence avoit dévoilé depuis longtems , le fonds de noirceur & de méchanceté , que je cachois avec tant d'art aux yeux des autres.

On pense bien que l'intention de ce Ministre n'étoit pas , que je fusse averti du trait qu'il lançoit contre moi : il comptoit au contraire , que l'auteur n'en feroit à jamais inconnu , & qu'ainsi la blessure deviendrait incurable. Les mesures étoient bien prises ; elles promettoient un heureux succès. Mais il est une sagesse superieure à la prudence des hommes. ; & c'est souvent par
less

les mêmes artifices qu'ils employent pour l'empêcher de paroître , qu'elle se plait à se manifester.

La petite Cour de l'Ambassadeur de France & de la Duchesse de St. PIERRE étoit principalement composée de François, rarement d'accord entre eux. Le plus ou le moins de confiance qu'on leur marquoit , repandant dans leur commerce un flux & reflux continu de jalousie & d'inquietude , étoit la baze de leur union. Tant qu'elle subsistoit , j'étois fort négligé de la part de ces compatriotes ; mais dès qu'elle se rompoit je devenois la ressource des mécontents , qui ne manquoient gueres de me communiquer les justes sujets de leurs plaintes. Ils savoient apparemment , que c'étoit le meilleur moyen de mortifier ceux qui les causoient. De mon côté je les admettois , sans écouter ce que me pouvoit dicter une vaine délicatesse ; & comme les confidences m'étoient utiles , j'entrois volontiers dans les peines de l'affligé : il n'étoit jamais question de certains antécédens ; je levois tout scrupule à cet égard.

Le Comte de MARCILLAC se
M G flattoit

Estoit d'avoir aquis par son zele , le droit d'occuper la premiere place parmi les favoris ; & cependant il ne laissoit pas de rencontrer de tems en tems des concurrens , qui le jettoient sur cet article dans une perplexité facheuse. Un jour qu'il éprouvoit ce desagrément, il vint, à l'exemple des autres , chercher auprès de moi la consolation qu'on se procure à raconter les injustices que l'on souffre , & je contribuai de mon mieux à lui ménager cette satisfaction. Mon procédé lui plut : peut-être le trouva-t-il desintéressé. Quoi qu'il en soit , il me dit (à la suite de plusieurs propos énigmatiques , que je ne laissois pas de comprendre assez bien) qu'il croyoit devoir m'avertir en ami , que j'écrivois un peu trop legerement en France sur différentes personnes , & que j'avois en ce pays-là des confidens indiscrets.

L'avis n'étant pas indifférent , je tâchai d'en dissiper l'obscurité , & de profiter à cette fin de la cordialité momentanée de celui qui me le donnoit. La legere interruption que cette reflexion mit dans notre entretien fut remar-

remarquée par le Comte de Marcillac, & soit qu'en relevant l'espece de trouble qu'il croyoit avoir excité chez moi, il se flattât de tirer quelqu'aveu de ma part, dont il pourroit profiter, pour regagner la confiance entiere de l'Ambassadeur de France & de la Duchesse de St. Pierre; soit qu'il voulût simplement jouir de la satisfaction un peu maligne, de me montrer que j'étois dévoilé : " Vous me semblez ré-
 „ veur, *continua-t-il en riant* ; je vous
 „ ai fourni, je crois, un sujet d'exa-
 „ miner votre conscience. Allons, a-
 „ vouez-le de bonne foi : vous vous
 „ croyez offensé ; la vivacité vous a
 „ fait lâcher quelque expression trop
 „ forte ; la lettre est partie, & on ne
 „ peut plus l'arrêter. Tout cela arrive
 „ facilement : aussi ne craignez de ma
 „ part aucun reproche. Je suis le Con-
 „ fesseur du monde le plus indulgent :
 „ je ne differe jamais l'absolution.

La pratique a sa commodité, re-
 pondis-je sur le même ton ; & je suis
 bien aise que vous me confirmiez dans
 l'opinion où j'étois depuis longtems,
 que vous n'êtes pas rigoriste : mais
 comptez, mon cher Comte, que je
 n'ai

n'ai aucun besoin de me prévaloir dans cette circonstance ici de votre indulgence, & qu'après avoir réfléchi tout-à-l'heure sur les lettres que j'ai écrites, je trouve que les personnes qui se plaignent de ce qu'elles renferment à leur desavantage, se trompent à coup sûr, & que leurs correspondans sont mal informés.

„ Eh bien, *reprit alors le Comte de*
 „ *Marcillac*, j'avouerai, si vous le sou-
 „ haittez, que je me suis expliqué d'u-
 „ ne-maniere trop générale en me ser-
 „ vant des termes de *plusieurs person-*
 „ *nes*, & que l'on ne vous rendroit
 „ pas justice en l'appliquant au cas dont
 „ il s'agit. Mais, mon cher Abbé,
 „ puisque je restrains la proposition,
 „ convenez franchement de votre cô-
 „ té, que le conseil que je vous ai
 „ donné est au moins fondé quant à
 „ la Duchesse de St. PIERRE, & que
 „ sans prétendre en façon du monde
 „ examiner ni condamner vos griefs
 „ contre elle, je n'ai pas si grand tort
 „ de vous représenter, que quelques
 „ mouvemens de ressentiment vous ont
 „ menés trop loin. Or vous jugez
 „ bien que le sachant à présent, elle

„ en est blessée. Vous me citerez à
 „ cela le proverbe, qu'il n'y a que les
 „ verités qui offensent. A la bonne
 „ heure. Mais vous savez aussi, qu'el-
 „ les ne sont pas toutes bonnes à di-
 „ re, & qu'il est toujours facheux de
 „ s'attirer des ennemis, ou d'augmen-
 „ ter l'aigreur de ceux qu'on a.

Votre raisonnement, *repliquai-je*, est
 aussi sage que juste. Je l'adopte de
 tout mon cœur. Il n'y a qu'un arti-
 cle que je ne saurois passer : c'est ce-
 lui des lettres que vous m'imputez d'a-
 voir écrites. Je vous repete encore,
 qu'on me les attribue à faux. Je défie
 qui que ce soit d'en montrer aucune
 de moi, qui porte la moindre atteinte
 à la réputation de la Dame dont il est
 question, ni même qui contienne quel-
 que plainte contre elle.

L'assurance avec laquelle je m'expli-
 quois, n'en imposoit point au Comte
 de Marcillac : il se croyoit assuré du
 fait qu'il m'objectoit, s'imaginant que
 je ne le contestois, que parce que je
 comptois mal à propos sur la discretion
 de celui ou de ceux à qui je m'étois
 ouvert. Un espece de sourire, & cer-
 tains mouvemens qu'il fit, me firent

dévi-

déviner son idée. Enfin après quelques instans passés dans cette scène muette, le Comte de Marcillac se levant, & me serrant le poignet autant que sa main estropiée le lui permettoit : " Mon
 „ cher Abbé ; *me dit-il* , croyez-moi ,
 „ ne soutenez point la gageure. Vous
 „ ne vous rappelez plus , à coup sûr ,
 „ ce que vous avez mis dans vos lettres : mais comptez qu'elles sont différentes de ce que vous pensez ; &
 „ je puis vous certifier , que celui qui
 „ en a rendu ici un Extrait les a lues.

Je comprenois aisément qui pouvoit être celui , qui , selon le Comte de Marcillac , avoit une connoissance si parfaite de mes prétendues lettres , & à quoi tendoit la supposition. Ce coup d'œil me fit appercevoir toute la noirceur du dessein qu'elle denotoit : mais comme il me montra en même tems l'avantage & la facilité que je trouvois à la dévoiler , la satisfaction de les envisager prévalut sur tout autre sentiment. Elle écarta la vivacité , les clameurs , & le verbiage obscur , qui résultent d'une conversation , où l'on entreprend de donner au mensonge l'apparence de la vérité.

Si

Si je m'obstinois, *continuai-je de dire à Marcillac*, à nier les lettres, que vous êtes si persuadé que j'ai écrites, cela n'aboutiroit qu'à joindre à l'opinion que vous avez actuellement de mon ressentiment, & peut-être (tranchons le mot) de ma malignité, celle, que je ne puis gagner sur moi de faire un aveu qui la confirmeroit. Eh bien, je consens de ne la point combattre. Restez dans votre préjugé, jusqu'à-ce que celui qui vous l'a donné prenne la peine de le dissiper. Je vous promets de lui procurer bientôt le moyen de vous rendre ce service, s'il veut.

L'air sérieux & tranquille que je montrois en parlant au Comte de Marcillac, le surprit. Il s'attendoit sans doute, que ce qu'il venoit de me dire feroit une vive impression sur moi, & que l'embarras où je tomberoïis me convaincroit malgré moi, d'être l'auteur des lettres dont il étoit question. Cependant comme il appercevoit le contraire, & que notre entretien se terminoit tout autrement qu'il n'avoit pensé, il ne s'attacha plus à soutenir si fortement la certitude
d'un

d'un avis que je recevois avec tant d'indifference. Il ajouta seulement, après quelques propos généraux sur sa bonne intention, qu'il me conseilloit de considerer, qu'il étoit imprudent, & même perilleux, de trop compter sur la discretion de ses amis. Je ne repliquai rien : la reflexion, eu égard à ce qui s'étoit passé entre le Comte & moi, me fit simplement sourire ; & peu de momens après il me quitta.

Quand je fus seul j'examinai avec plus de liberté la confidence, que quelque syncope de dépit m'avoit attirée de la part du Comte de Marcillac ; & tout bien pesé, je me confirmai entierement dans la pensée, que le Cardinal de FLEURY étoit l'unique auteur de ce qu'il m'imputoit avoir écrit contre la Duchesse de St. Pierre. Toutes les circonstances du rapport de Marcillac portoient le caractère de la passion & des artifices, qui dirigeoient ordinairement les résolutions de cette Eminence à mon égard ; & je regardois cette dernière comme l'effet du vif ressentiment que le Cardinal avoit du Memoire que j'avois présenté à Leurs Majestés. Les moyens étranges qu'il

qu'il employoit pour me rendre odieux, m'imposoient la nécessité de prévenir les funestes impressions qu'ils tendoient à donner de moi ; & je ne dissimulai ce qui m'étoit revenu, que jusqu'à-ce que je fus pleinement assuré, que l'avis venu à la Duchesse de St. Pierre partoît de ce Premier Ministre. Cet article bien éclairci, je ne me repandis ni en plaintes ni en recriminations. Elles sont rarement utiles ; quand elles réfléchissent sur des gens en place : ils regardent avec dédain des traits lancés de si loin. Il me parut plus sûr de faire retomber la calomnie sur celui qui l'avoit forgée, en le reduisant à n'oser contredire ce que j'avancerois pour la mettre en évidence. C'est dans cette vue que j'écrivis la lettre suivante au Cardinal de FLEURY.

MONSIEUR,

LORSQUE je n'osois espérer d'occuper quelque place dans l'honneur de votre souvenir, il étoit très flatteur pour moi de remarquer cependant le contraire, si certaine circonstance ne diminuoit un peu ma satisfaction à cet égard.

Occupé

Occupé actuellement, Monseigneur, à régler les intérêts de toutes les Puissances de l'Europe; Votre Eminence ne laisse pas de veiller à la conservation de ceux des personnes qu'Elle honore de son amitié. On ne sauroit trop admirer des sentimens si généreux; il seroit seulement à souhaiter (pardonnez-moi d'hazarder cette reflexion) que vous n'ajoutassiez pas si facilement foi aux avis que vous vous menagez, Monseigneur, sur cet article, ou qu'on s'empresse à vous donner; car faute de cette petite précaution, on a eu la temerité de vous en imposer, dans la relation qu'on vous a faite du peu de menagement que je gardois dans mes lettres pour Madame la Duchesse de St. PIERRE; & par le soin que vous avez pris, Monseigneur, d'en informer cette Dame, vous lui avez causé une inquietude & une vivacité contre moi, que vous auriez pû, je crois, lui épargner.

Je connois mieux que personne, combien Votre Eminence est amie de la vérité: c'est en me fondant sur ce principe que j'aurai l'honneur de lui dire, que je n'ai jamais parlé de Made. la Duchesse de St. PIERRE dans mes lettres, qu'à M. le Duc de SULLY & à M. le Marechal

*Marechal d'ALEGRE, & cela à l'occasion de l'arrivée en cette Cour de Mr. le Baron * de CHATEAUNEUF, qui, disois-je à l'un & à l'autre, me paroissoit mediocrement content d'elle, sans que j'en fusse la raison. Cette expression est la seule que j'aye employée, & qui aye rapport à Made. la Duchesse de St. PIERRE : or elle ne renferme, ce me semble aucun venin, ni rien, par consequent qui puisse offenser cette Dame, ou qui dût devenir le sujet de l'avertissement, que votre Eminence s'est empressée de lui procurer. Au reste, Monseigneur, mes lettres ** existent entre les mains des deux personnes respectables que je viens de vous nommer : le fait est facile à verifier ; & je défie qui que ce soit*

* Fils de M. DES MARETS, Ministre d'Etat & Contrôleur général des finances sous le Regne de LOUIS XIV. Il obtint en Espagne le grade de Maréchal de camp. Le Duc de SULLY a épousé sa sœur, & le Maréchal d'Alegre s'interessoit à ce qui le regardoit.

** *Tu autem vir honestus, & verax, abstulisti verba, quæ dixi ; & dixisti quod ipse finxisti Redde verba mea, & evanescent calumnia tua.* Augustin. Lib. IV. contra Julian. c. 47.

soit d'en montrer aucune autre , où il soit question de Made. la Duchesse de St. PIERRE. Il résulte à présent , ce me semble , de ce que j'ai l'honneur de vous dire , que le temoignage de ceux qui m'attribuent d'autres lettres , ne merite aucune estime ; & je consens volontiers qu'on porte de moi le même jugement , si l'on peut en présenter une qui démente celle-ci.

J'ai l'honneur d'être avec respect &c.

au Port Ste. Marie le 30 Aoust 1729.

Quand j'eus écrit cette lettre , j'en envoyai copie au Comte de MARCILLAC , & je la lus aussi à l'Archevêque d'Amida. Je crus d'autant plus nécessaire de prendre ces deux personnes pour temoins de ma bonne foi , que ce que je les engageois d'en dire ne pouvoit être suspect , & que j'étois en même tems à la Duchesse de St. PIERRE tout sujet de se plaindre de moi , au moins avec justice.)

Aussitôt que j'avois remarqué , que l'intention du Cardinal de Fleury étoit de lui en fournir l'occasion , je m'étois appliqué à la détourner ou à la rendre inutile ; & quoique je fusse parfaitement , que le dessein du Cardinal

trou-

trouveroit une protection assurée de la part de l'Archevêque d'Amida , je ne laissai pas d'avertir celui-ci , que j'étois informé des vues de l'autre , afin de moderer la démangeaison que je m'attendois que le Prélat auroit , d'informer Leurs Majestés de la malignité dont cette Eminence m'accusoit. Voici la lettre que je lui écrivis.

M.

J'AY l'honneur de vous envoyer le petit Memoire , que les deux Ecclesiastiques , dont j'ai eu celui de vous parler hier , m'ont donné. C'est , comme vous verrez , une bonne œuvre que vous ferez , en contribuant à leur procurer quelque aumône de Leurs Majestés.

Rien n'est plus odieux , selon l'expression du St. Esprit , qu'un homme , * qui seminat inter fratres discordias ; & c'est pourtant , Monseigneur , ce qu'un Evêque & Cardinal vient tout récemment de faire , en voulant m'imputer d'avoir écrit en France , pour y déchirer la réputation de Made. de St. PIERRE.

Je

* Proverb. c. VI.

Je suis fâché qu'il me force par là de dire que le fait est manifestement faux, & que je m'offre de le prouver quand on voudra. Mais franchement le caractère de M. le Cardinal de Fleury, & ses sentimens à mon égard, rendent suffisamment suspect tout ce qu'il peut écrire sur mon compte ; & par conséquent il n'y a qu'à mépriser, ainsi que je fais, de si pitoyables procédés. Je crois devoir seulement vous supplier, au cas que Madame la Duchesse de St. Pierre aye voulu se plaindre de moi à Leurs Majestés, & que cette Dame ajoûte foi aux suppositions du Cardinal de Fleury, d'assurer Leurs Majestés, que celle-ci est de la même espece que celles qui concernoient le Chevalier DU BOURK, les Abbés Siciliens, & en un mot, de toutes les autres tracasseries, dont en vérité le bon homme & ses confidens ont un magasin inépuisable. J'ai l'honneur d'être &c.

ce Vendredi *

Aux différentes précautions qu'on voit que je prenois, pour montrer
que

* C'étoit le 26 Aoust 1729.

que j'étois incapable de la malignité que l'on m'imputoit, j'en joignis une, qui peut-être ne faisoit pas moins d'impression. Lorsque j'appercevois dans les discours qu'on me tenoit, quelque trait qui sembloit réfléchir sur l'avis que le Cardinal de Fleury avoit donné à la Duchesse de St. Pierre, je rapportois en plaisantant, & sans aucune altération, les moyens que j'avois offerts à ce Premier - Ministre d'en constater la certitude.

Il est humiliant de s'obstiner à défendre ce qui est marqué au coin de la passion & de la noirceur; & comme il étoit difficile de n'en pas découvrir au moins quelque legere teinture dans le procédé du Cardinal de Fleury, ses partisans cessèrent de le soutenir. Ils se renfermerent à rendre diversément les expressions de sa lettre, & à ne leur plus attribuer à mon sujet un sens aussi clair qu'ils l'avoient d'abord débité. La variation dans la maniere de raconter un fait le rend insensiblement douteux, au moins quant à certaines circonstances. C'est à quoi l'on tendoit. On comptoit aussi que la crainte qu'imprimoit le pouvoir du

Cardinal tiendrait les incrédules dans le silence. Cette ressource ne laisse pas d'être quelquefois utile aux gens qui remplissent les grandes places.

Lorsque je communiquai à l'Archevêque d'*Amida* la lettre que j'écrivois au Cardinal, il affecta d'avoir ignoré ce qui m'obligeoit à l'écrire, jusqu'au moment où ma précédente le lui avoit appris, & de vouloir me faire entendre, qu'on avoit peut-être malignement cherché à m'en imposer. Il n'étoit gueres possible de démêler dans ses discours la vérité d'avec l'artifice ; & il ne convenoit pas plus de paroître douter qu'il ne fût rien de l'avis que le Cardinal venoit de donner à la Duchesse de St. Pierre, que de souscrire aveuglément à l'opinion qu'il me conseilloit d'avoir de celui que j'avois reçu. Je tâchai d'éviter ces deux extrêmes, en profitant de l'ignorance feinte ou véritable du Prélat, pour lui rapporter toutes les particularités que le Comte de Marcillac m'avoit apprises, & même plusieurs expressions de la lettre du Cardinal qu'il m'avoit rendues. Ce détail, par sa nature, ôtant toute espérance de me convaincre

cre que je réalisois des chimeres , l'Archevêque me dit , que ce que je lui racontois le surprenoit au dernier point ; & que cependant il lui sembloit , qu'on devoit le regarder comme une inadvertance qui avoit échappé au Cardinal de Fleury sur quelque rapport cru trop légèrement , & communiqué à la Duchesse de St. Pierre par un effet de l'ancienne amitié entre son Eminence & cette Dame. " Au reste ; ajoûta le
 „ Prelat , vous pouvez être assuré , que
 „ cette Dame est incapable de faire au-
 „ cun mauvais usage de ce qu'on lui
 „ mande.

La benigne interpretation que donnoit l'Archevêque d'Amida à ce que je lui exposois , ayant tout l'air d'être concertée , je crus qu'il étoit bon de rectifier un peu ses idées. Dans cette vue je repliquai , que sans avoir aucune envie d'envenimer les choses , le mot d'inadvertance ne convenoit nullement au trait que le Cardinal de Fleury venoit de donner , & qu'il méritoit une autre qualification. Ses sentimens sur mon sujet , continuai-je , vous sont connus ; ne prenons donc point ici le change , & jugeons de ce

qui est caché par ce que nous appercevons. Il est évident que ce Ministre, en m'attribuant des lettres que je n'ai jamais écrites, a prétendu rendre Made. de St. Pierre l'instrument de sa haine contre moi, en tâchant d'exciter en elle les mouvemens du ressentiment le plus vif; & qu'en obligeant ainsi cette Dame à me regarder désormais comme son ennemi personnel, il a compté qu'elle proportionneroit ses mauvais offices à cette idée, en leur donnant un degré d'activité, qu'il craignoit peut-être que la seule envie de lui plaire ne fût pas capable de leur procurer. L'éclat des dignités que possède M. le Cardinal de Fleury, n'éblouit pas jusqu'à ne point voir la passion qui l'agite : elle se présente ici de tout côté. Mais, Monseigneur, ajoutai-je, abrégeons l'examen : ce n'est pas mon intention, je le repète encore, d'aigrir les esprits : je ne songe qu'à exposer la vérité ; & je souhaite que ce que j'écris à M. le Cardinal de Fleury, l'engage désormais à modérer la trop grande confiance qu'il accorde à ceux qui lui parlent à mon désavantage, & sa démangeaison à m'at-

tirer

tirer des ennemis. Je ne saurois, je l'avoue, m'empêcher d'être étonné de trouver dans un homme de son âge & de son état, tant de facilité à croire le mal qu'on lui dit de moi, & tant de promptitude à le repandre.

L'Archevêque d'Amida, qui sentoît bien que mes reflexions étoient justes, ne voulut pas les combattre ; mais il avoit encore moins envie de condamner celui sur qui elles portoient. Il se repandit seulement en de grandes exclamations sur les peines de cette vie, & sur le bon usage que la Religion apprenoit à en faire. Les maximes de la piété perdent presque toujours de leur force, quand elles sont débitées par un Prélat Courtisan : on panche toujours à les croire ajustées à quelque vue humaine & politique. Celles de l'Archevêque d'Amida me paroissant, dans la circonstance dont il s'agit, avoir ce caractère, je les écoutai avec beaucoup d'indifférence pendant quelques momens, après quoi je me retirai.

Quoique la lettre que j'écrivois au Cardinal, dût l'obliger à manifester celles qu'il assuroit avoir lues, ce

moyen de me confondre étant impraticable il fallut s'en desister, & se contenter de mépriser l'avantage que je pouvois tirer de son silence. La confusion qui résulte des atteintes portées à la bonne foi, n'est effectivement que pour les particuliers : elle se dissipe comme une legere vapeur, quand elle tombe sur un homme puissant ; les fautes qu'il commet dans ce goût, sont de simples méprises, ou des distractions passageres.

Personne n'étoit plus en droit que le Cardinal, de s'approprier un pareil privilege ; aussi revint-il à le faire valoir avec le même succès dans une occasion toute semblable, dont j'aurai bientôt sujet de parler, & où il essaya de me commettre avec le Marquis de BRANCA S. L'assurance avec laquelle ce premier Ministre hazardoit de me faire dire ou écrire ce qu'il lui plaisoit, ne l'empêcha pourtant pas, à ce qu'il me revint, de se plaindre de l'indiscretion qu'on avoit commise en montrant ses lettres. Il avoit raison dans un sens : on devoit mieux entrer dans son esprit & dans ses desseins. Malheureusement on n'est pas toujours le maître

maître de se refuser la fatisfaction, de montrer l'interêt que prend un grand Ministre à ce qui nous regarde ; & la Duchesse de St. Pierre n'avoit garde de chercher finesse dans le zele que Son Eminence temoignoit pour elle. Au reste la faute fut facilement pardonnée , & la bonne intelligence n'en subsista pas moins entre cette Dame & le Cardinal. Toute la mauvaïse humeur de la premiere tomba sur le Comte de Marcillac : on ne lui passa point l'imprudence que quelques momens de dépit lui avoient fait commettre. Son credit auprès de la Duchesse de St. Pierre & de l'Ambassadeur de France diminua considerablement ; & il eut le chagrin de voir le Comte d'AYDIE prendre insensiblement la place qu'il croyoit devoir seul occuper. Cette petite Cour , comme je l'ai déjà dit , étoit orageuse : on remarquoit de fréquentes tracasseries entre ceux qui la composoient ; & elles amusoient le public.

Ma situation en Espagne , où il me falloit lutter à la fois , & contre les préventions données à la Reine sur mon sujet , & contre les moyens pleins de

mauvaise foi , qu'on employoit chaque jour pour les fortifier , me devenoit de plus en plus insupportable. Le desir que le Roi témoignoit fréquemment de m'accorder des graces , devenoit aussi inefficace que ses autres résolutions , par les mesures qu'on prenoit pour l'en détourner : il ne servoit qu'à exciter l'envie contre moi , sans me mettre à l'abri de ses traits. Je ne pouvois les éviter qu'en manifestant leur noirceur : triste nécessité , qui devient tôt ou tard fatale : car comment se flatter d'être toujours assez heureux pour les connoître ; les soins que l'on se donne sont souvent inutiles , & s'ils font faire quelques découvertes , elles ne servent qu'à remplir le cœur de ressentiment & d'amertume.

Le seul chemin à la tranquillité qui s'ouvroit à moi , étoit la retraite ; & j'étois à la fin résolu de l'employer. Je voulois seulement tâcher de faire cette démarche avec bienfaisance , en écartant tout ce qui pouvoit la faire paroître forcée. Ce projet , s'il étoit aperçu , devant rencontrer beaucoup d'obstacles , je ne donnois aucun signe que je l'eusse formé : toute mon attention se

se tournoit à épier une occasion favorable pour l'exécuter, ou à essayer de la faire naître. On verra dans la suite, que mes soins furent inutiles. Quand on est destiné à souffrir, ce qu'on tente pour l'éviter se convertit en nouvelles contradictions, & ne sert qu'à multiplier les peines. On succomberoit bientôt sous le poids d'une adversité que personne n'aide à supporter, si, pour soutenir un tel délaissement, on ne trouvoit d'autre secours que la prétendue fermeté d'une philosophie purement humaine : elle ne va qu'à supprimer les plaintes ; mais elle ne peut arracher du cœur le trait qui les cause : il y reste malgré elle ; & sans cesse il y renouvelle les tristes images de la félicité qu'on a perdue, ou qu'on se flattoit d'aquerir. Il n'appartient qu'à la Religion *, qui recti-

N 5 · fie

* *Omnis disciplina in presenti quidem videtur non esse gaudii, sed mœroris : postea autem fructum pacatissimum exercitatis per eam reddet justitiæ ; propter quod remissas manus, & soluta genua erigite. Hbr. XII.*

Fidelis sermo : Si commortui sumus, & convivemus : Si sustinebimus, & conregnabimus : Si negaverimus, & ille negabit nos Ille

fié tant de fausses idées , de calmer une si violente agitation ; & la foi * , sans éteindre les sentimens naturels , peut seule inspirer une patience & un courage ,

fidelis permanet , negare se ipsum non potest.
II. Timoth. II. 11 , 12 , & 13.

Nolite amittere confidentiam vestram , quæ magnam habet remunerationem : patientia enim vobis necessaria est , ut voluntatem Dei facientes reportatis promissionem ; adhuc enim modicum aliquantulum qui venturus est veniet , & non tardabit : justus autem meus ex fide vivit. Hebr. X.

Jesus Christus heri , & hodie : ipse & in sæcula Hebr. XIII.

- *In eo enim , in quo passus est ipse , & tentatus , potens est & eis , qui tentantur auxiliari.* Hebr. II.

Quacumque scripta sunt , ad nostram doctrinam scripta sunt , ut per patientiam , & consolationem scripturarum , spem habemus. Rom. XV.

* *Amen , amen dico vobis : quia plorabitis , & flebitis vos ; mundus autem gaudebit : vos autem contristabimini ; sed tristitia vestra vertetur in gaudium Iterum videbo vos , & gaudebit cor vestrum ; & gaudium vestrum nemo tollet à vobis.* Johan. XVI.

Disce anima tua : O Deus , ipsa est justitia tua , ut mali floreat , boni laborent Dicis Deo , ipsa est justitia tua ? Et Deus tibi : ipsa est fides tua ? hæc enim tibi promisi ? ad hoc Christianus factus es , ut in sæculo isto floreret ? Augustin. enarrat. 2. in Ps 25.

rage , qui nous mettent au-dessus des événemens de la vie.

Rien ne contribuant plus à ma fureté dans le parti que je meditois de prendre , que les lettres originales du Cardinal de FLEURY , que j'avois remises à Leurs Maj. Catholiques , je renouvellai mes sollicitations auprès de l'Archevêque d'*Amida* au Port Ste. *Mairie* , pour en obtenir la restitution. Il suffisoit de la demander au Roi & à la Reine , & l'on ne devoit craindre aucun refus de leur part. Le Prélat le favoit bien : mais il savoit aussi qu'il avoit abusé de ma confiance , & que le dépôt que je reclamois étoit passé entre les mains de celui , contre les artifices duquel je prétendois qu'il me servit de défense.

Il s'agissoit de me cacher cette démarche ; & les explications que j'exigeois à cet égard devenant de plus en plus importunes & embarrassantes , l'Archevêque s'épuisoit en défaites pour éluder de me satisfaire. Un jour il me disoit , que le Roi brûloit ordinairement lui-même beaucoup de papiers ; mais il se donnoit bien de garde d'ajouter , que les lettres que je repetois

eussent eu le même sort : il sentoît les conséquences qui resultoient d'un pareil mensonge. Une autre fois il me faisoit entendre , que mes lettres étoient confondues avec plusieurs de celles du feu Duc de *Parme* , & qu'il prieroit Leurs Maj. de lui permettre de les separer ; mais lorsque j'insistois sur l'exécution , il convenoit d'attendre qu'il plût au Roi & à la Reine de faire cette separation eux-mêmes. En un mot , les obstacles se multiplioient à proportion de mes questions & de mes instances.

Je voyois clairement , que l'intention de l'Archevêque étoit d'éloigner autant qu'il seroit possible la restitution dont il s'agissoit ; & quoique je fusse très piqué de sa résistance , je ne portois pas encore mes soupçons jusqu'à en démêler le véritable principe. Je n'attribuois à ce Prélat d'autre dessein , que celui de chercher à m'amuser , afin de gagner du tems , jusqu'à-ce que Leurs Maj. oubliant les lettres que je leur avois présentées , les confondissent & les détruisissent avec les papiers inutiles ; & qu'ainsi , sans se compromettre & sans rien hazarder , il me pri-
vât

vât d'un secours, dont il voyoit bien que je prétendois faire usage. Mais le Prélat avoit été plus loin que je ne pensois, & peut-être plus loin qu'il n'avoit d'abord voulu lui-même. Il ne songeoit désormais, par l'ambiguïté de ses réponses, qu'à m'empêcher de connoître sa malignité ou son imprudence.

Il est bien rare, en effet, qu'on ne se reproche * point au fond du cœur certaines actions, manifestement contraires à la justice **, que la passion ou l'ambition font commettre : mais il l'est encore plus, & surtout dans les Cours, qu'on gagne sur soi de les reparer ***. Il est vrai que la chose devient quelque fois impossible. Heureusement pour ceux qui possèdent l'art d'ajuster les maximes de probité qu'ils doivent suivre, à celles qui peuvent con-

* *Conscientia potest obumbrari, quia non est Deus : extingui non potest, quia a Deo est.* Tertull. Apolog. C. VI.

** *Maxime adducuntur plerique ut eos justitia capiat oblivio, cum imperiorum, honorum, gloriæ cupiditate inciderint.* Cicero Lib. I. de Offic.

*** *Tanta est enim vetustatis consuetudo, ut etiam confessa plerisque vitia placeant.* Hieronym. Prolog. Galeat.

contribuer à leur fortune , les avantages qu'ils tirent de cette conduite calmement bientôt leurs scrupules : le succès & le credit convertit tout en prudence ; & sous leur ombre on est sûr d'être applaudi.

Vers la fin du séjour de la Cour d'Espagne au Port *Ste. Marie* , on y apprit la nouvelle , que la Reine Très-Chrèt. étoit heureusement accouchée * d'un Prince. Le Cardinal de NOAILLES , qui avoit en quelque façon annoncé à Sa Majesté , l'année précédente , quand elle étoit venue entendre la Messe à l'Eglise de *Notre Dame* , que Dieu lui accorderoit cette consolation , n'eut pas celle de voir un événement , qui remplissoit les desirs les plus ardens de la France. Ce vénérable Prélat étoit mort ** quatre mois avant qu'il arrivât , dans la 78. année de son âge.

La

* Le 4 Septembre 1729.

** Le 4. May 1729. On peut voir à la fin de ce Volume *Pieces Justificatives* N°. XXVIII , comment le Chapitre de la Métropolitaine de Paris s'expliqua sur son sujet après sa mort , en ordonnant des prières pour le repos de son âme.

La naissance de M. le Dauphin causa une joye sincere en Espagne : elle cimentoit l'union des deux Couronnes en conservant leur tranquillité. Le défaut de succession dans les grandes Monarchies , est presque toujours l'époque de leur décadence : la plus legere teinture de l'histoire suffit pour faire cette remarque. Je sai mieux que personne, les vues & les intrigues que la seule apparence sur cet article est capable de former ; & que l'ambition peut rendre possibles , & même prochains , les événemens les plus extraordinaires. Plusieurs personnes en Espagne & en France portoient un jugement pareil au mien sur l'aspect des choses de ce tems-là ; & il occasionnoit dans les deux Royaumes une fermentation également préjudiciable à leur repos. Ceux qui étoient bien intentionnés les virent changer avec plaisir.

Dès que les Négocians furent assurés de la prochaine distribution des effets, ils s'empresserent à charger des marchandises sur les bâtimens de la Flotille qui étoit au Port de *Cadix*. Elle devint bientôt une des plus riches qui fût partie depuis plusieurs années ;

&

& Leurs Maj. eurent le plaisir de la voir dès leurs fenetres mettre à la voile. Elle se trouva composée de 17 vaisseaux marchands & de 3 de guerre, que le Marquis MARI commandoit. Il ne part aucune de ces Flottes pour les Indes, qu'un nombre considerable d'Espagnols ne s'embarque dessus. L'avidité du gain, & l'esperance de la fatisfaire, sont les motifs de leur voyage : quand ensuite ils ont atteint ce but, les agrémens qu'ils trouvent dans le pays leur fait oublier leur patrie ; & il en reste souvent plus qu'il n'en revient. Outre cela le libertinage ne contribue pas peu à inspirer cette préférence aux étrangers : il est fort grand aux Indes, aux moins à ce que m'a conté le Comte de CLAVIJO, qui y avoit fait divers voyages ; & par malheur ceux qui devoient donner l'exemple de la continence aux autres, ne s'aquittent pas toujours fort exactement de ce devoir.

Le séjour de Leurs Maj. Cath. au Port *Ste. Marie* fut de plus de trois mois. Cette petite ville est agréablement située sur le bord de la mer, & vis-à-vis du Port de *Cadix*. Les
mai-

maisons en font bien bâties, & d'une propreté peu ordinaire en Espagne : aussi toute la Cour s'y trouvoit logée fort commodément. Cette ville appartenoit au Duc de MEDINA COELI ; mais lorsque Leurs Maj. y furent, Elles jugerent à propos de la réunir à leurs domaines , ainsi que l'Isle de *Leon & San Lucar de Barameda*, dont les Ducs d'ARCOS & de MEDINA SIDONIA étoient Seigneurs. Je ne sai comment ils furent indemnisés de cette perte.

Leurs Maj. Cath. avec les Princes & Made. la Princesse des *Asturies* se rendirent du Port Ste. Marie à *San Lucar* , où Elles s'embarquerent sur les Galeres qui les y attendoient ; & en remontant le *Gadalquivir* Elles arriverent le 27 Septembre à *Seville*. Peu de jours après , les Ministres Espagnols & ceux de la Ligue d'Hanover reprirent les conférences , qu'ils avoient commencé à tenir entre eux au Port Ste. Marie , afin de reduire en Traité les arrangemens qu'on avoit pris de part & d'autre , pour prévenir la guerre dont on étoit menacé. Quand ils furent convenus des divers articles qui devoient

devoient composer ce Traité , on attendit , pour le conclurre , l'arrivée de Milord HARRINGTON , qui devoit venir consommer une négociation si importante. Le choix que le Roi d'Angleterre avoit fait de ce Seigneur , fut généralement applaudi : l'estime qu'il s'étoit aquisée en Espagne ne pouvoit que contribuer infiniment à l'heureux succès de son voyage.

Dans le tems que tout s'acheminoit peu à peu à l'affermissement de la paix , elle pensa être troublée dans la basse Allemagne à l'occasion de quelques différens , qui s'éleverent tout-à-coup entre les Rois d'Angleterre & de Prusse , au sujet de certains enrollemens forcés que les Officiers Prussiens faisoient fréquemment sur les terres de *Lunebourg* , & sur la protection que les déserteurs Prussiens trouvoient dans les Etats d'*Hanover*. Une discussion si peu importante en apparence , devint sérieuse. L'éloignement secret que le deux Monarques avoient l'un pour l'autre l'envenima , & non seulement elle donna lieu à des alliances , à des mouvemens de troupes , & à des préparatifs de guerre considérables ; mais elle

elle ne put même se terminer que par un Congrès, qu'on assembla à *Brunswick*, & qui dura jusqu'au mois d'Avril de l'année suivante. Les Ducs de *Saxe - Gotha* & de *Brunswick*, que Leurs Maj. Britannique & Prussienne prirent pour arbitres, dressèrent alors une déclaration, qui contenta les deux partis, & à laquelle ils souscrivirent. On la trouvera à la fin de ce volume * ; & je crois qu'on aura peine à comprendre, en la lisant, comment de semblables bagatelles avoient pu si longtemps occuper tant de Souverains.

L'intelligence entre les deux Rois ainsi renouvelée, fit naître les bruits qui se repandirent, que Leurs Maj. Britannique & Prussienne vouloient l'affermir par le double mariage du Prince de *Galles* avec la Princesse Royale de Prusse, & du Prince Royal de *Prusse* avec la Princesse d'Angleterre. Les negociations du Chevalier Charles HOLTAM à *Berlin* parurent avoir cette alliance pour objet : mais plusieurs circonstances assez singulieres, qui survinrent dans ces entrefaites en Prusse,

ne

* *Pieces Justificatives* N°. XXIX.

ne favoriserent pas ce projet ; elles nous meneroient trop loin si nous voulions les rapporter , & nous laissons ce soin à ceux qui écriront l'histoire du tems. Revenons à ce qui se passoit à *Seville*.

Quoique les Ministres d'Espagne & de la Ligue d'Hanover n'eussent pas cessé , de concerter entre eux la forme qu'on devoit donner au Traité , qui les occupoit depuis si longtems , & que cet ouvrage approchât de sa conclusion , on attendoit cependant Milord HARRINGTON pour y mettre la dernière main. C'étoit là le fruit que l'on se promettoit des amples instructions, dont ce Ministre étoit chargé. Cette esperance faisoit desirer sa venue avec un si grand empressement, qu'on supputoit, je crois, jusques aux momens qu'il devoit passer en chemin, & qu'on ne lui pardonnoit point, d'en employer à s'arrêter en aucun endroit. La vivacité de la Cour d'Espagne surpassoit en certaines occasions la lenteur qu'on lui reprochoit en d'autres. Ces changemens subits n'ont pas laissé quelquefois d'embarrasser les Puissances, qui avoient intérêt de la ménager.

Le

Le Lord Harrington séjourna deux ou trois jours à *Madrid*. Il s'y étoit acquis dans tous les états nombre d'amis considérables , & les affaires qui le rappelloient en Espagne augmentèrent encore la grande opinion qu'on y avoit déjà de sa capacité. Il n'est pas naturel qu'on s'ennuye des applaudissemens qu'on reçoit dans la Capitale d'un grand Royaume, le tems qui se passe à en être témoin , s'écoule toujours avec rapidité. Milord Harrington , après avoir joui de cette satisfaction , se rendit enfin à *Seville* le 25 Octobre.

Aussitôt que ce Ministre fut arrivé , on travailla avec tant d'application & d'ardeur à lever tous les obstacles qui arrêtoient encore l'exécution des projets de la Reine d'Espagne , que dès les premiers jours de Novembre on étoit déjà convenu de la part de l'Espagne & des Ambassadeurs de la Ligue d'Hanover , des principaux articles du Traité. Quand ils eurent été mis au net , les Ministres s'assemblerent dans la Secrétaire du Marquis DE LA PAZ , pour les examiner de nouveau. Enfin après une longue conférence en-
tre

tre eux, qui dura presque toute la nuit du 8 au 9 de Novembre, ils signèrent le Traité ce jour-là. L'intime union qui avoit paru entre les deux Cours de *Vienne* & de *Madrid*, s'éteignit alors aussi subitement qu'elle s'étoit formée.

L'Ambassadeur d'Hollande n'ayant point reçu ses pleins-pouvoirs, ne signa pas le même jour avec les Ministres d'Espagne, de France & d'Angleterre. Mais le délai ne fut pas long, & l'acte d'accession des Etats-Généraux au Traité qui venoit de se conclure, fut signé par ce Ministre le 21 du même mois.

Quoiqu'on eût caché avec soin à l'Empereur les négociations qui se passoient, il n'avoit pas laissé de les pénétrer, & de prévoir où elles aboutiroient. Il se plaignit, tant en France qu'en Angleterre, à mesure qu'elles avançoient, du mystère qu'on lui en faisoit; & de l'irregularité qu'il y avoit, en traitant clandestinement avec l'Espagne, à rendre ainsi le Congrès inutile. Le reproche étoit fondé; & l'on tâcha de se justifier, en disant d'abord, qu'on n'avoit d'autre intention
que

que d'engager Leurs Maj. Cath. à s'expliquer, & à rendre par cette démarche une activité au Congrès qu'il avoit perdue, & sans laquelle il ne pouvoit produire aucun fruit. Quand ensuite les choses allerent plus loin, & qu'il n'étoit plus possible de nier ce qui se menageoit au Port *Ste. Marie* & à *Seville*, on avoua qu'il étoit vrai qu'on travailloit à un Traité particulier avec l'Espagne : mais en même tems on ajouta les assurances, qu'on ne stipuleroit rien qui fût contraire aux Traités précédens, & surtout à celui de la quadruple-alliance.

Le Comte de KÖNIGSEGG, qui éclaircit de près tout le manège, informoit exactement l'Empereur du progrès des sollicitations des Alliés d'Hanover; & ce Monarque, à qui l'année précédente on avoit enfin déclaré l'article secret dont la France & l'Angleterre étoient convenues en 1721 avec l'Espagne, remarquant de plus en plus que tout concouroit à l'exécuter, il ordonna à ses Ministres à *Paris*, de témoigner de sa part au Cardinal de FLEURY, qu'il lui paroissoit si peu possible d'allier les projets qui étoient
fur

sur le tapis , avec le desir que Son Eminence marquoit en toute occasion de procurer une pacification générale , & avec les expressions dont elle s'étoit souvent servie au sujet des prétentions de la Reine d'Espagne , qu'il n'y avoit que la seule confiance que Sa Maj. Imp. avoit en la bonne foi de M. le Cardinal de Fleury , qui pût la tranquiliser sur l'infraction des Traités dont Elle étoit menacée.

Dans le tems que les Ministres Impériaux s'expliquoient ainsi à *Paris* , le Comte de Königsegg ne cessoit de représenter à Leurs Maj. Cath. les raisons qui empêchoient l'Empereur de consentir , qu'on introduisît des troupes Espagnoles en Italie ; & pour dissiper les soupçons que cette difficulté pouvoit donner sur les vues secrètes qu'avoit l'Empereur de traverser l'établissement de l'Infant *Dom CARLOS* , ce Ministre promettoit positivement , que Sa Maj. Imp. étoit prête à assurer encore davantage à ce Prince la succession eventuelle qu'il lui étoit destinée , pourvu qu'on voulût se contenter des moyens , qui seroient conformes à l'Article V. de la quadruple-
Alliance ,

Alliance, qui, depuis le resultat de la Diète, devoit être regardé comme une loi pragmatique, qu'il ne dépendoit plus de Sa Maj. Imp. de détruire.

Malgré tout ce que propofoit le Comte de Königsegg verbalement ou par écrit, la Cour d'Espagne ne pouvoit point se persuader, que l'unique motif de la résistance de l'Empereur au changement qu'elle propofoit, procedât de la seule délicateffe de ce Monarque à ne point blesser les droits de l'Empire. Les scrupules qu'il affectoit à cet égard sembloient nouveaux, & par conséquent suspects : mais leurs Maj. Cath. dissimulerent leurs sentimens, tant qu'Elles furent incertaines de ceux de la France & de l'Angleterre. Lorsque ces deux Couronnes & les Etats-Généraux eurent enfin pris la résolution de concourir à l'accomplissement des desirs de la Reine d'Espagne, on changea à *Seville* de langage avec le Ministre Imperial. Le dernier Memoire qu'il présenta, peu de jours avant la conclusioin du Traité, fut reçu fort sechement ; & la réponse que le Marquis DE LA PAZ y fit le 4 de Novembre, marquoit assez clairement l'opinion que leurs Maj. Cath. avoient des grands menagemens de l'Empereur pour l'Empire.

Si l'on eût jugé des effets que produiroit le Traité de *Seville*, par l'étendue du pouvoir des Souverains qu'il unissoit, on se seroit attendu à voir arriver de grands changemens en Europe : mais ce fut précisément ce qui le rendit inutile. Les Princes qui l'avoient signé se craignoient mutuellement : leur intelligence n'existoit qu'en écrit ; leur jalousie & leur méfiance étoient toujours les mêmes. La chose parut dans la dernière évidence, lorsqu'il fut question de remplir les engagements qu'ils avoient pris : il leur fut impossible alors d'agir de concert ; & l'Espagne n'obtint par ce fameux Traité, que des espérances qui s'évanouirent peu à peu.

Il en fut de-même en Angleterre. On s'y flatta vainement, d'avoir procuré au commerce des avantages capables de rassurer les négocians, & d'avoir remédié aux griefs, qui faisoient depuis si longtems le sujet de leurs plaintes. A peine furent-elles suspendues, & le Traité de *Seville*, dès sa naissance, devint le sujet de la censure & le principe des mécontentemens contre le Gouvernement, qui éclatèrent ensuite, & qui entraînerent enfin la chute d'un Ministre puissant,

&

& même la guerre entre les deux Couronnes. Ceux qui écriront l'histoire de ce siècle, auront de quoi exercer leurs reflexions politiques, sur les événemens, les variations de système, & les Traités inutiles, auxquels celui dont je parle a donné lieu.

Depuis la signature des Préliminaires on avoit été si incertain du terme où ils aboutiroient, qu'on reçut avec joye à *Paris*, à *Londres* & à *la Haye*, un Traité qui sembloit en assurer l'exécution; & quoiqu'on entrevît encore bien des obstacles à surmonter de la part de l'Empereur, on comptoit pourtant de les vaincre d'autant plus aisément, qu'il étoit peu vraisemblable que ce Monarque entreprit de s'opposer aux forces d'une ligue, contre lesquelles il paroïssoit imprudent de vouloir lutter. Cette idée prévalut sur tout à *Seville*: elle flattoit même si agréablement, qu'on y régardoit l'introduction des troupes Espagnoles en *Toscane* comme une affaire finie, & qu'on étoit presque tenté de souhaiter que l'Empereur voulût la traverser, afin d'avoir un prétexte de s'emparer de ses Etats en *Italie*, au moyen des nombreuses armées que l'Espagne & la France, soutenues des forces navales

des Puissances maritimes , étoient en état d'y faire passer.

Leurs Maj. Catholiques , pour marquer combien Elles étoient satisfaites de la conduite de leurs Ministres pendant le cours de cette négociation , accordèrent au Marquis de la Paz une Commanderie de 3000 Piastras de Revenu , avec une pension de 12000. Elles nommèrent aussi Dom Joseph PATIÑO Conseiller d'Etat.

Le Roi d'Angleterre ne jugea pas Mr. STANHOPE moins digne de récompense que les Ministres Espagnols ; & tant par cette raison , que pour donner peut être à la nation Angloise une idée avantageuse de l'ouvrage que ce Ministre venoit de consommer , Sa Maj. Britt. le nomma Pair de la Grande-Bretagne sous le titre de Baron d'HARRINGTON (1), dans le Comté de *Northampton*. C'est sous ce nom que nous avons toujours parlé de lui , quoique jusqu'alors il ne fût connu que sous celui de STANHOPE. Le Sieur MORGAN VANE , qui le premier avoit porté la
nou-

(1) La Charge de Vice-Chambellan du Roi , qu'il possédoit , fût donnée alors à Mr. Jacques PELHAM , Parent du Duc de NEWCASTLE.

nouvelle de la signature du Traité, eut une gratification de 800 Livres Sterling.

A l'égard du Marquis de BRANCAS, la Cour de France, qui venoit de lui accorder le Gouvernement du *Neuf-Brisac*, & à l'Evêque de la *Rochele* son frere l'Archevêché d'*Aix*, n'ajouta point dans la circonstance présente de nouveaux bienfaits à ces deux graces. Le Cardinal laissa le soin à cet Ambassadeur, de se menager en Espagne une recompense plus avantageuse que celle qu'il pouvoit lui procurer, & que presque tous les François, qui passent les Pirenées, se persuadent avoir aquis le droit d'obtenir.

La bienfiance ne permettant pas, surtout pendant la tenue du Congrès, que l'Empereur apprît par les Gazettes le contenu du Traité de *Seville*, les Ministres des nouveaux Alliés à Paris se transporterent chez le Baron de FONSECA, où se trouva le Comte de KINSKI (1) Ambassadeur de Sa Maj. Imperiale; & ils communiquerent à l'un & à l'autre les Articles de ce Traité qui étoient publics. Mais comme cette démarche n'avoit été précédée d'aucune invitation à ce Monarque pour prendre part au Traité, &

O 3

qu'on

(1) Il étoit arrivé à Paris le 13. de Juin 1729.

qu'on s'étoit contenté à *Vienne* & à *Paris* de donner aux Ministres de conference, & aux deux Plenipotentiaires qui étoient en France, une copie de ce Traité, le Comte de Kinski & son Collegue la reçurent aussi froidement qu'on la leur présentait ; & bientôt après ces derniers eurent ordre de se plaindre de l'injustice que renfermoit cette Piece, & de la maniere irreguliere avec laquelle on la leur avoit remise.

Le Comte de KÖNIGSEGG n'avoit pas lieu d'être plus content, & par dessus le marché, il pouvoit être blessé de beaucoup de propos indiscrets qu'on tenoit ouvertement à *Seville*, sur le peu de sujet qu'on avoit de craindre les suites du ressentiment de l'Empereur : cependant il ne suivit point l'exemple des autres Ministres Imperiaux. Il parut voir avec indifférence l'Alliance qui venoit de se former, & écouter de même les faronnades qu'elle faisoit débiter. Il jugea apparemment, qu'elles auroient un sort pareil à celles du Duc de RIPPERRDA & de ses partisans, lors de la conclusion du Traité de Vienne.

Cette maniere de se comporter piqua la Cour d'Espagne ; & quoiqu'elle la crut l'unique effet de l'art qu'avoit le Comte de

de Köniksegg de se posséder , elle étoit cependant en quelque façon fâchée , qu'il affectât de regarder avec tant d'insensibilité l'embarras où elle se flattoit d'avoir jetté l'Empereur. L'envie de confirmer l'idée , que cette insensibilité n'étoit que feinte , engageant les Courtisans qui vouloient plaire , à tenter de pénétrer les sentimens du Comte de Köniksegg , ils essayoient par des raisonnemens & des reflexions convenables à leurs vues , d'en attirer quelques-unes de ce Ministre qui le dévoilassent malgré lui. Mais c'étoit en vain ; & soit qu'il prévît le peu de concert qui regneroit entre les nouveaux Alliés , soit qu'il se doutât de l'effet que produiroient les représentations & les plaintes du Comte de Kinski sur l'esprit irresolu & timide du Cardinal de Fleury , il ne resultoit de ses discours qu'une tranquillité sur les événemens futurs , d'autant plus mortifiante , qu'on ne pouvoit le soupçonner de manquer de lumieres pour en juger.

Les relations du Comte de Köniksegg avec le Comte de Kinski , lui ayant peut-être donné lieu de plaisanter dans ses lettres , sur l'espece de guerre de chicane qui succédoit au credit dont il avoit joui jusqu'alors en Espagne , & sur les avanta-

ges qu'on y annonçoit publiquement que procureroit le Traité de Seville; ce dernier lui fournit bientôt le moyen d'imposer silence aux politiques Espagnols, & de repandre même une grande incertitude sur le succès qu'auroient leurs vastes espérances.

Le Cardinal de FLEURY étoit flatté de la confiance que l'Empereur lui marquoit: il souhaittoit de la conserver, & d'écarter ce qui pouvoit l'exposer à la perdre. Les représentations du Comte de Kinski l'embarraçoient. Ce Ministre se plaignoit de ce qu'on détruisoit par le Traité que la France venoit de signer, ce qu'elle avoit statué par le Traité de *Londres*; & de ce que pendant la tenue d'un Congrès, assemblé pour concilier d'un commun accord les différens partis, on avoit néanmoins transporté ailleurs, sans le consentement & sans la participation de l'Empereur, des négociations qui l'intéressoient avec tout l'Empire, & qui se terminoient par une Alliance, qui divisoit une seconde fois l'Europe, que son Eminence avoit paru vouloir pacifier. Le Comte de Kinski citoit au Cardinal les variations survenues dans sa façon de penser & de s'expliquer avec
l'Em-

l'Empereur, sur les prétentions de la Reine d'Espagne ; sur tout depuis le mois de May de l'année précédente, que cette Princesse avoit commencé à le solliciter de les appuyer. Enfin il le prioit de déclarer, si c'étoit seulement les Traités de nouvelle date qu'on devoit exécuter ; & si la fidélité de l'Empereur à observer les anciens, fournissoit aux alliés de *Seville*, non moins étroitement obligés que Sa Maj. Imp. à le tenir, un prétexte légitime de lui déclarer la guerre.

C'étoit verbalement que le Comte de Kinski s'exprimoit ainsi ; & le Cardinal auroit bien fait, eu égard à la conjoncture délicate où il se trouvoit, de suivre son exemple en lui répondant de même. Mais par un excès de confiance en la discrétion du Ministre Imperial, qui paroitra surprenant, il jugea à propos de munir tout ce qu'il lui avoit dit en conversation pour justifier ses intentions, d'une lettre, qui contenoit des assurances positives, que nonobstant ce qui venoit de se passer en Espagne, l'Empereur pouvoit compter qu'on ne songeroit nullement à lui déclarer la guerre ; & que son Eminence persistoit constamment dans la résolution de l'éviter.

Le Comte de KINSKI reçut l'avis (1) avec reconnoissance , & persuadé que le Comte de Könikfegg la partageroit avec lui, il lui envoya une copie de la lettre du Cardinal. Elle arriva précisément lorsque l'on étoit le plus occupé à *Seville* de la formidable alliance qu'on avoit menagée , & que , selon l'usage où l'on étoit alors en Espagne de regarder comme certain tout ce qui flattoit , l'on comptoit que la bonne volonté & le zele des Puissances avec qui l'on s'étoit uni , auroient autant d'étendue que leur pouvoir.

Le Comte de KÖNIKSEGG continuoit d'écouter les raisonnemens que ce préjugé enfantoit, sans les censurer, & sans faire mine d'en être offensé : il sembloit qu'il les regardât comme des puérilités , qui ne meritoient pas d'être relevées. Un soir qu'il n'y avoit que peu de personnes de la Cour chez lui , entre lesquelles se trouva l'Abbé PARETY, dont j'ai déjà parlé, la conversation ne manqua pas de tomber sur les affaires du tems. Le Comte de Könikfegg laissa dire

(1) Le Comte de KINSKI le jugea assez important pour envoyer à *Vienne* un de ses Gentilshommes nommé Mr. DOLEBERT, rendre compte à l'Empereur des dispositions secrètes du Cardinal.

dire à un chacun son sentiment sur les suites que devoit avoir le Traité de Seville ; & lorsqu'on agitoit la question avec le plus de vivacité, & que pour connoître ce qu'il pensoit on la soumettoit à ses lumieres, il offrit en souriant d'aider à la décider : & tout de suite il sortit de sa poche la lettre du Cardinal de Fleury au Comte de Kinski. Après l'avoir lue, il fit l'éloge de la moderation de cette Eminence, & des mesures qu'on voyoit qu'Elle se proposoit toujours de prendre pour conserver la paix, qui vraisemblablement, ajouta-t-il, ne pouvoient qu'être approuvées des autres Puissances.

Tout cela se passa sans affectation, & sans que le Comte de Königsberg montrât d'autre dessein, que celui de rectifier les idées politiques des assistans : & afin de contribuer encore plus efficacement à leur rendre ce service, il leur donna une entiere liberté de lire eux-mêmes la lettre qu'il venoit de leur communiquer. L'usage que quelques-uns firent de la permission, ne servit qu'à augmenter la surprise que leur avoit causé le contenu de cette lettre : mais les ménagemens qu'ils se croyoient obligés d'avoir pour l'auteur, le lieu où ils se trouvoient, & la circonstance du tems, ne

leur permettant pas de s'expliquer librement, ils s'en tinrent à louer les dispositions pacifiques de M. le Cardinal, & quand ils furent fortis, ils ne manqueraient pas, comme le Comte de Königsegg s'y attendoit, de rapporter la preuve qu'ils en avoient vue.

Cette nouvelle penetra bientôt jusqu'au Palais, & quand il n'y eut plus moyen de douter de sa certitude, on y parut extrêmement offensé, que dans le tems précisément où l'on avoit lieu d'espérer que les engagements dans lesquels quatre des plus grandes Puissances étoient entrés de concert, détermineroient l'Empereur à souscrire aux propositions qu'elles lui faisoient, M. le Cardinal de FLEURY prit obligeamment la peine de rassurer ce Monarque sur les suites que pouvoit entraîner sa résistance, & s'empresât à expliquer les intentions des nouveaux Alliés, d'une manière si opposée aux intérêts de la Cour d'Espagne Il fallut pourtant passer ce raffinement de politique, & ne faire aucun semblant d'apercevoir la pomme de discorde, que le Comte de Königsegg avoit si adroitement jetter.

Huit jours après la signature du Traité de *Seville*, la Reine d'Espagne accoucha d'une Princesse, qui fut nommée

MA-

MARIE ANTOINETTE FERDINANDE au Baptême que le Cardinal de BORGIA lui conféra le même jour. Le public la destina aussitôt pour épouse à M. le Dauphin, qui étoit né le mois de Septembre précédent : mais la Providence en a disposé autrement, en l'unissant à un Prince (1), qui joint aux graces personnelles, tout ce qui est propre à lui attirer l'attachement de ceux qui ont l'honneur de l'approcher.

Les pleins pouvoirs que l'Ambassadeur d'Hollande attendoit pour signer au Traité de *Seville* étant arrivés le 11. Novembre, on travailla aussitôt à regler ce qui concernoit l'accession des Etats - Généraux. Cette affaire occupa quelques jours, & demanda diverses conférences entre les Ministres. Enfin elle fut consommée le 21 ; & le surlendemain Milord HARRINGTON partit pour retourner en France. J'eus souvent occasion de l'entretenir pendant son séjour à *Seville*, & je ne lui cachai point un soir qu'il étoit chez moi, tout ce qu'on faisoit journellement pour bannir l'idée, que mes services eussent été utiles, & qu'ils méritassent quelque récompense.

Mi-

(1) VICTOR ALEXANDRE MARIE Duc de Savoie.

Milord Harrington , qui pensoit bien differemment ; écouta avec beaucoup de surprise le détail dans lequel j'entrai ; & selon les sentimens de droiture & d'amitié que j'avois en tout tems trouvés en lui , il me dit : „ Si le public étoit „ instruit des particularités que vous venez de m'apprendre , il en seroit assurément scandalisé. Je ne puis cependant qu'approuver votre moderation , & convenir de la sagesse qu'il y a à l'observer. Après tout , il n'est pas possible qu'on en abuse encore longtems ; & je suis persuadé que votre situation changera bientôt.

Comme je lui temoignai souhaiter qu'il restât en Espagne , afin d'y affermir l'intelligence qu'il venoit de rétablir entre le Roi son maître & leurs Maj. Catholiques , il me répondit , qu'il lui étoit plus avantageux de s'en aller ; & il ne me dissimula point , qu'il s'attendoit d'être bientôt placé dans le Ministère en Angleterre. L'événement prouva qu'il ne s'étoit pas trompé.

Quoique le Memoire que j'avois présenté au Roi d'Espagne au Port *Ste. Marie* , eût obligé mes ennemis à garder exterieurement plus de menagemens avec moi , leur animosité n'en étoit pas moins vive.

vive. On m'avertissoit souvent des effets qu'elle produisoit à mon desavantage, & que je ne devois point espérer qu'elle se calmât. Un simple particulier n'entreprend point, à moins d'un dérangement entier de bon sens, de résister à des gens qui réunissent en eux tout ce qui est capable de faire illusion au public, & de leur procurer une entière facilité de se satisfaire. Tel étant l'état où je me voyois, je jugeai de plus en plus que la prudence me prescrivoit de céder, & de me mettre à l'abri d'un orage, qui ne pouvoit que m'accabler tôt ou tard. Mais le besoin de me conserver, en me retirant, la protection de leurs Maj. Catholiques, joint au respect que je leur devois, ne me permettant point de quitter leur Cour sans leur agrément, je me déterminai à le demander, & à passer ensuite en France, si leurs Maj. vouloient bien écrire en ma faveur au Roi leur neveu; ou si cette grace tiroit à conséquence, & devenoit inutile par les mauvais offices du Cardinal de Fleury, d'aller en ce cas-là à Venise ou à Rome, selon qu'il plairoit à leurs Maj. d'en décider.

Les obstacles que je comptois d'avoir à surmonter, m'obligeant, comme je l'ai dit plus haut, à tenir mon projet fort secret,

secret, j'avois resolu de n'en donner, connoissance à personne, qu'après qu'j'aurois obtenu du Roi & de la Reine avec la permission de sortir de leurs Etats, des lettres de leur part pour la Cour de France, ou pour leurs Ministres en Italie. Cependant afin de n'avoir point à me reprocher de m'être déterminé trop légèrement, ou par quelque mouvement de dépit, je crus qu'il étoit bon de consulter le Duc de GRANADA Y EGA (1), attendu que sa probité m'étoit connue depuis longtems, & que j'avois souvent éprouvé des marques de son amitié. J'allai donc chez lui, & lui ayant communiqué le dessein que j'avois formé de me retirer, & les raisons qui m'engageoient à le suivre, je le priai, de me dire tout naturellement son sentiment, & de me donner dans cette occasion les conseils que lui dicteroit sa sagesse, & l'intérêt qu'il vouloit bien prendre à ce qui me regardoit.

Le Duc de Granada y Ega, qui m'avoit écouté sans m'interrompre, parut touché de ma confiance, & après quelques discours obligeans, qui tendoient à

(1) C'est le Comte de SALAZAR. Il portoit ce nom depuis qu'il avoit été fait Grand d'Espagne. Voyez cy-dessus page 117.

à m'affurer qu'il n'en abuseroit pas :
 „ Je ne suis point surpris, *me dit-il*,
 „ après tout ce que vous avez éprouvé
 „ de contradictions en ce pays depuis que
 „ vous y êtes, & l'idée que vous avez
 „ qu'elles ne peuvent qu'augmenter, que
 „ la pensée vous soit venue de nous
 „ quitter. La résolution est délicate, &
 „ je doute fort qu'on vous laisse la liber-
 „ té de l'exécuter. Les motifs que vous
 „ avez de vous plaindre sont fondés :
 „ mais quelque pénible que soit votre si-
 „ tuation, comptez que votre retour en
 „ France ne la changeroit pas, & qu'il
 „ ne vous convient en aucune façon d'y
 „ aller, tant que celui qui vous y est
 „ contraire vivra, ou conservera l'auto-
 „ rité qu'il y possède. Les lettres que
 „ leurs Maj. pourront vous accorder pour
 „ le Roi de France, ne priveront pas
 „ le Cardinal de Fleury de la confiance
 „ de ce Monarque : il fera toujours en
 „ état de rendre inutiles les bons offices
 „ qu'Elles vous rendront ; & l'on ne s'em-
 „ barrassera guere ici d'examiner s'il au-
 „ ra tort ou raison. De là vous devez
 „ conclurre, qu'en fort peu de tems,
 „ & malgré les services que vous avez
 „ rendus aux deux Cours, vous serez
 „ regardé comme un homme qui deve-
 „ nu

„ nu defagréable dans l'une & dans l'au-
 „ tre. C'est l'idée qu'on cherche à donner
 „ de vous, & à laquelle il faut empêcher
 „ de prendre un tour de vraisemblance. Je
 „ ne suis pas d'avis non plus que vous pal-
 „ siez à *Venise*. Ce séjour ne peut vous
 „ procurer aucun avantage: il est même
 „ à présumer, que les préjugés qu'on
 „ y auroit, que vous n'y êtes venu que
 „ parce-qu'on vous trouvoit en France
 „ & ici d'un caractère trop ambitieux,
 „ & trop porté à vouloir entrer dans les
 „ affaires du Gouvernement, vous ren-
 „ droient suspect, & vous tiendroient
 „ renfermé chez vous, ou vous redui-
 „ roient à ne fréquenter que les Mini-
 „ stres étrangers, qui peut-être ne se-
 „ roient pas moins en garde contre vous
 „ que les autres. Vous vous ennuyeriez
 „ de la sorte bientôt dans une Ville, où
 „ je m'imagine qu'on masque aussi sou-
 „ vent l'interieur que l'exterieur; & si
 „ ce dégoût vous engageoit à passer ail-
 „ leurs, ces fréquens changemens d'ha-
 „ bitation tireroient à conséquence: vos
 „ ennemis ici & en France ne manque-
 „ roient point de s'en prévaloir, & de
 „ débiter que vous ne pouvez vivre en
 „ repos nulle part. Tout bien confide-
 „ ré vous n'avez que deux partis à pren-
 „ dre :

„ dre : l'un de rester ici , & l'autre de
 „ passer à *Rome*. En vous déterminant
 „ au premier , il me paroît par ce que
 „ vous venez de me dire , que les se-
 „ crets obstacles qui s'opposent en cette
 „ Cour aux agrémens & à l'élevation où
 „ vous aviez lieu de prétendre , ne sont
 „ pas faciles à lever. Si vous espérez
 „ pourtant de les vaincre , vous agiriez
 „ imprudemment de partir : mais si l'en-
 „ treprise vous paroît impossible , je suis
 „ de votre sentiment ; il ne vous con-
 „ vient plus , après les graces qui vous
 „ ont été offertes & promises , de rester
 „ ici inutile & hors d'œuvre. Ce person-
 „ nage n'est point fait pour vous : il
 „ détruiroit l'idée qu'on a de vos talens.
 „ C'est un malheur pour vous , je l'a-
 „ voue , qu'ils fassent ombrage à ceux
 „ qui se sont bien trouvés de les em-
 „ ployer : mais vous le partagez avec
 „ beaucoup d'autres ; & je suis persua-
 „ dé que vous continuerez à le suppor-
 „ ter avec fermeté. Vous avez encore ,
 „ selon les apparences , une longue car-
 „ rière à remplir ; & les changemens
 „ que le tems ne manque jamais de pro-
 „ duire , ne sauroient que vous être
 „ favorables.

C'est avec votre permission, *repliquai-je au*
Dnc

Duc de GRANADA Y EGA, de quoi je suis très éloigné de me flatter ; & je ne m'attends à rien moins qu'à voir changer ma situation. Ce n'est pas l'usage de ceux dont vous savez peut-être encore mieux que moi qu'elle dépend , de laisser leur ouvrage imparfait : ils ne s'arrêtent point ordinairement , avant d'avoir renversé les fondemens de l'édifice qu'ils ont entrepris de détruire. Il ne leur suffit pas de le faire disparoître ; ils veulent être assurés qu'on ne pourra le relever , & que ce qui déceleroit à cet égard la passion , reste enseveli sous les ruines. Pour peu que Votre Excellence ait fait attention à ce qui s'est passé sur mon sujet depuis que M. le Duc de BOURBON a été exclus du Ministère , Elle demeurera convaincue qu'on ne s'est point départi de ce dessein. Je veux bien espérer qu'on ne l'adopte pas ici dans son entier : mais cela ne m'empêche pas de sentir , que je me flatteroie en vain d'y trouver désormais de quoi me dédommager de sa rigueur. Les difficultés que j'ai eu à surmonter pour obtenir une gratification , en sont une bonne preuve. Elles étoient même devenues insurmontables , lorsque j'ai demandé moins qu'on ne m'avoit offert. C'étoit , pendant mon séjour en France ,

reveler ,

reveler, selon M. le Cardinal de Fleury, tout le secret des négociations dont j'étois chargé, que de me donner une Abbaïe : cette mince faveur, à l'en croire, étoit capable d'allarmer les Alliés d'*Hanover*, & même l'Empereur. Ici la moindre distinction qu'on m'accorderoit présentement, feroit capable, me dit-on, d'arrêter tous les desseins de leurs Majestés. Que dois-je conclurre d'un pareil raisonnement ? Et puisque mes intérêts se trouvent confondus d'une manière si nouvelle & si burlesque avec ceux des principales Puissances de l'Europe, faut-il, pour mettre le comble au ridicule, que j'attende qu'on assemble un Congrès pour les concilier avec les leurs ? En vérité, je ne suis point tenté de jouer un si grand personnage, & je démêle aussi parfaitement à *Seville*, qu'à *Versailles*, le principe secret du langage que l'on me tient. Il est extraordinaire, & très fâcheux pour moi, que l'expérience toute récente qu'on a faite en cette Cour de mon zèle, n'ait pu me mettre à l'abri des préventions qu'on y donne tous les jours de mes sentimens, & qu'on évite même d'éclaircir les doutes qu'on semble avoir de leur droiture. Je dois juger par cette conduite, qu'on ne me sauroit
aucun

aucun gré de dissiper l'erreur , & qu'on est apparemment bien aise qu'elle justifie l'oubli dans lequel on me laisse. Il deviendrait plus dangereux qu'utile , de s'obstiner à faire ouvrir les yeux à ceux qui veulent les tenir fermés. Je ne dois songer qu'à profiter du peu de bienveillance qu'on me conserve , pour me ménager une situation qui tranquillise ceux à qui je fais ombrage. Heureusement il ne m'en coûtera pas autant qu'ils le pensent, de prendre ce parti. Je suis donc déterminé à supplier leurs Maj. d'agréer que je me retire ; & de peur qu'on ne donne à cette résolution , si Elles l'apprenoient par d'autres que par moi , un motif différent du véritable , je me propose de prier le Marquis DE LA ROCHE de m'obtenir une audience. Si elle m'est accordée, j'ai lieu d'espérer que leurs Maj. ne pourront qu'approuver les sentimens de paix & de moderation , qui m'engagent à quitter leur Cour , & qu'Elles me conserveront l'honneur de leur protection.

„ Je ne suis pas en peine , me dit alors
„ le Duc de *Granada y Ega* , que vous
„ ne donniez , quand vous parlerez à
„ leurs Majestés , le tour le plus convenable à la démarche que vous vulez faire ; & je conviens encore , que
„ l'oc-

„ l'occasion fera favorable pour leur ex-
 „ pliquer votre situation : je doute seu-
 „ lement, je vous le repete, qu'Elles
 „ consentent à vous entretenir en par-
 „ ticulier ; sur tout si le Marquis DE
 „ LA ROCHE fait votre dessein, & leur
 „ en rend compte.

Mais vraiment, repartis-je, ce n'est point mon intention de le lui apprendre. Je me renfermerai uniquement à le prier de demander une audience. C'est à lui à qui il faut s'adresser ; & je ne suis pas plus obligé que les autres, à l'instruire de ce que je veux avoir l'honneur de représenter à leurs Majestés.

„ J'en tombe d'accord, me repondit
 „ le Duc de *Granada y Ega* ; mais eu
 „ égard aux circonstances présentes, que
 „ l'on croit s'opposer à ce que vous de-
 „ sirez, il est fort probable que la Rei-
 „ ne ne trouvera pas à propos de vous
 „ parler, & qu'on remettra l'audience à
 „ une autre fois : & si pour insister alors
 „ de l'obtenir, vous déclarez votre des-
 „ sein, on croira sûrement qu'il est l'ef-
 „ fet de quelque mécontentement subit,
 „ & qu'il faut vous laisser changer d'a-
 „ vis avant de vous écouter. Les plain-
 „ tes, quand elle sont fondées, embar-
 „ rassent & importunent : on évite tou-
 „ „ jours

„ jours de les entendre. Vous ferez donc
 „ mieux, selon moi, d'exposer en con-
 „ versation à M. l'Archevêque d'*Amida*
 „ les raisons que vous avez de songer
 „ à quitter cette Cour; de le prier en-
 „ suite d'en informer leurs Majestés, &
 „ de leur demander la permission de vous
 „ retirer. En vous conduisant ainsi, il
 „ ne paroîtra ni précipitation ni légere-
 „ té dans vos démarches; & ce que rap-
 „ portera M. l'Archevêque d'*Amida* à
 „ leurs Majestés, pourra les déterminer
 „ à vous donner l'audience que vous
 „ souhaitez. Je mets, comme vous vo-
 „ yez, la chose encore en doute, atten-
 „ du que je persiste dans l'opinion, qu'on
 „ ne consentira point à présent à votre
 „ retraite. Que ma reflexion cependant
 „ ne vous arrête point. Allez votre che-
 „ min: il n'est pas mauvais que l'on soit
 „ persuadé, que c'est après mure délibé-
 „ ration que vous prenez votre parti.

Je remarquois tant de bonne foi & de
 sagesse dans les conseils que me donnoit le
 Duc de Granada y Ega, qu'indépendem-
 ment de l'utilité qu'il y avoit pour moi
 à les suivre, j'étois pénétré de reconnois-
 sance de l'amitié qu'il continuoît à me
 temoigner. Après l'en avoir remercié, je
 lui dis que je me conformerois entière-
 ment

ment à ses avis; & que seulement, par les raisons qu'il savoit aussi bien que moi, je jugeois qu'il valoit mieux écrire à l'Archevêque d'Amida, en le chargeant d'une lettre pour la Reine, que lui parler: puisque moyennant cette précaution il ne pourroit rien changer aux expressions de ma lettre; & qu'elle serviroit ainsi de supplément à sa bonne volonté, ou de correctif à sa mauvaise.

Le Duc de Granada y Ega approuva ma reflexion. Il me pria ensuite que ce qui venoit de se passer entre nous restât enseveli dans le silence, & que jamais personne ne pût soupçonner, que je l'eusse consulté & instruit de mes projets.

Deux ou trois jours après cette conversation, j'écrivis à l'Archevêque d'Amida la lettre suivante.

à Seville ce 7. Decembre 1729.

M.

DESIRANT de montrer jusqu'à la fin de mon séjour en ce pays, que la bonne foi & la droiture ont été, graces au Seigneur, la regle & la baze de mes démarches, & n'ayant pas moins à cœur de m'attirer l'estime de ceux avec qui je puis avoir quelque

Tome VII.

B

rela-

relation, ou quelque affaire à ménager : trouvez bon, Monseigneur, que pour mériter la vôtre, & ne vous point importuner par de trop fréquentes visites, j'aye aujourd'hui l'honneur de vous exposer les raisons essentielles, qui me font songer à me retirer de cette Cour; afin que les examinant à loisir, vous veuillez bien ne me point imputer des sentimens d'aigreur ou de légèreté, que je n'ai pas, & auxquels cependant je suis assuré qu'on cherchera à vous persuader, aussi-bien peut-être qu'à leurs Majestés, que je suis entièrement livré.

Dans la situation où sont présentement les choses, vous savez mieux que moi, Monseigneur, que comme je n'ay rien à espérer en ce pays, je n'ay rien aussi à y demander. Les égards qu'on se croit obligé d'y avoir, non seulement pour M. le Cardinal de FLEURY, mais pour tous ceux encore, qui, dans la vue de lui plaire, ont avec moi des procédés si singuliers, qu'ils devoient les couvrir de confusion; ces égards, dis-je, ne permettent point qu'on m'accorde aucune grace: & je n'en dois pas non plus espérer dans la suite, puisque ce Cardinal ayant, comme vous pouvez facilement penser, inspiré au Roi Très-Chrétien les préjuges contre moi qu'il aura cru le plus à mon désavantage, ce Monarque, jusqu'à-ce qu'il

puisse

puisse approfondir les choses, & démenteler la vérité, persévéra toujours dans les idées que le Cardinal de FLEURY lui aura données de mon caractère; & par conséquent il me fera ressentir les effets d'une indignation de sa part, que je n'aurai point méritée, & dont néanmoins il me croira digne.

Mais je veux bien supposer pour un moment, que M. le Cardinal de Fleury n'a point poussé la haine contre moi jusqu'à travailler à me perdre dans l'esprit du Roi Très-Christien; & que je ne dois craindre que lui seul. Puis-je me défendre en ce cas-là d'appréhender, que ce Cardinal ayant réuni en lui toute l'autorité royale, les Ministres qui viendront ici de la part de la France, n'aient vraisemblablement jamais le courage de ne pas vouloir se prêter à la vivacité de cette Eminence contre moi, & qu'ils feront par conséquent le même personnage à mon égard, que ceux qui les auront précédé; je veux dire, de n'oser avouer qu'ils me sont contraires, parce-qu'ils ne pourront rien me reprocher; & de me persécuter cependant honteusement pour eux, en secret, parceque cela contribuera à leur fortune?

Me voilà donc réduit, dans cette situation, Monseigneur, à craindre en premier lieu, comme vous voyez, & à crain-

dre avec fondement , l'effet des préventions que M. le Cardinal de Fleury aura données au Roi mon maître contre moi ; à n'espérer ici , par conséquent , qu'une continuation de dégoûts ; & à n'entrevoir de fin à l'état incertain où je serai , que quand celle de ce Cardinal sera venue. Elle peut , je l'avoue , n'être pas fort éloignée à son âge , elle peut aussi n'être point fort prochaine : & indépendamment de l'horreur qu'un cœur Chrétien doit concevoir , pour une disposition telle que celle où je me trouverois alors , d'être entraîné par une suite de mortifications à désirer , ou du moins à voir approcher avec joye la mort de mon ennemi , pour en être délivré ; n'est-ce pas encore une indécence très grande pour un homme de condition , de jouer perpétuellement le Rolle d'Ecclesiastique suivant la Cour , & de joindre à une occupation si honorable , celle , également amusante , de parer sans cesse les effets des tracasseries , que M. le Cardinal de Fleury & ses créatures en Espagne , jointes aux Ministres de France qui y viendront , travailleront à me susciter ?

De quelle maligne interprétation , Monseigneur , une telle conduite n'est-elle point susceptible ? Quelle excessive ambition ne croit-on point voir dans un homme , qui dévore toutes les humiliations qu'on lui fait essu-
yer.

yer par l'esperance d'acheter à ce prix quelques honneurs ? Quel mepris ne conçoit-on pas pour lui , lorsqu'il donne par ses démarches un prétexte aussi sérieux que plausible de croire, qu'au lieu de pratiquer la modération qu'exige de lui son état , & d'être fidèle au détachement qu'il lui impose pour les dignités & les richesses , rien ne lui coûte cependant pour s'attirer les unes , & parvenir par ce moyen à la possession des autres ? Sacerdotium (dit St. Jean CHRYSOSTOME (1)) excelsum requirit animum. Cave (dit St. JEROME (2)) ne committas , quod aut qui reprehendere volunt digne lacerasse videantur , aut qui imitari , cogantur delinquere. Et moi , Monseigneur , je serois assez indigne , pour laisser avilir en ma personne le saint caractère que j'ai reçu , par une conduite qui donneroit lieu de croire , que je m'abandonne à l'ambition ou à la cupidité , & que ce n'a été que par une odieuse hypocrisie , & pour parvenir à quelque prix que ce pût être , dans l'état ecclésiastique , à de plus grandes Dignités , que celles où il m'étoit permis de prétendre dans celui où j'étois auparavant , que j'ai embrassé le premier & abandonné l'autre ? Dieu me préserve , Monseigneur ,

P 3

de

(1) S. Chrys. hom. 30. in Act. Apost.

(2) S. Hieron. Ep. 3. ad Heliod.

de donner une telle prise sur moi à ceux, qui cherchent à en avoir avec tant d'ardeur ! Si en servant utilement deux grands Rois dans leur mutuelle reconciliation, j'ai fait en cela quelque chose qui mérite leurs bienfaits, ce jugement, Monseigneur, que le Public portera, sera pour moi (je me fais gloire de le dire, & encore plus de le penser) une récompense infiniment précieuse. Il ne sera point dit que j'aye fait, pour en rechercher d'autre, aucune démarche dont je doive rougir. A l'exemple de S. Paul, je tâcherai de dire toute ma vie avec ce saint Apôtre : Ministerium meum honorificabo ; & j'adresserai avec confiance au Cardinal de FLEURY, & aux instrumens de tous états qu'il a employés pour noircir ma réputation, ces paroles du Prophete : Interroga (1) me, & cognosce semitas meas, & vide si via iniquitatis in me est.

En effet, Monseigneur, rappelez-vous, s'il vous plait, ce qui s'est passé depuis le premier voyage que j'ai fait en ce païs, & examinez ensuite, si je me suis attiré par ma conduite la persécution presque sans exemple que j'ai essuyée ici. Quand j'ai désiré d'y venir, Monseigneur, il n'étoit point

(1) Psahn. 138. v. 23.

point question de me mêler d'affaires d'Etat , encore moins de demander des Emplois ou des Dignités au R^{oi}. S. M. étoit alors dans sa retraite , & Dieu seul connoissoit l'événement qui devoit l'en tirer. Les changemens qui arrivèrent dans cette Monarchie à la mort du Roi D. LOUIS , ayant suspendu pendant longtems mon départ , la providence permit qu'il ne pût s'exécuter , que dans le tems précisément que l'Infante , à présent Me. la Princesse du Brésil , revint en cette Cour , & qu'on en renvoya tous les Ministres du Roi mon Maître. Cette conjoncture seule , & non point mes sollicitations ni mes intrigues , ayant déterminé Mr. le Duc de BOURBON à se servir de moi pour travailler à la réconciliation des deux Couronnes ; je me trouvai dans la nécessité d'obéir , & de m'appliquer à faire réussir heureusement une négociation , que tout concouroit à rendre aussi difficile qu'elle étoit importante. Quels obstacles n'ai-je point eu dans ce tems-là à surmonter , Monseigneur , & avec quelle circonspection ne m'a-t-il pas fallu marcher , pour calmer l'inquiétude que les Ministres d'Angleterre & d'Hollande avoient dans ces premiers commencemens de la moindre de mes démarches ; pour éviter de me compromettre avec l'Ambassadeur de l'Empe-

P 4

reur ;

reur; enfin pour ne point me rendre suspect à Leurs Majestés? Dieu a permis cependant, Monseigneur, que j'aye concilié des choses si opposées les unes aux autres. Et comment y suis-je parvenu? En ne trompant personne, & en ne me persuadant point, que l'heureux succès des affaires qui m'étoient confiées, pût dépendre de l'artifice & de la fausseté. M. STANHOPE m'a toujours marqué une sincère amitié: l'Ambassadeur d'Hollande m'a fait l'honneur d'écrire en France, pour que je fusse nommé Ambassadeur en cette Cour; & leurs Maj. bien loin de condamner la conduite que j'avois observée, souhaitterent, comme vous savez, Monseigneur, que je m'attachasse à leur service: Elles vous chargerent même de m'en faire la proposition, & de me déterminer à en demander l'agrément au Roi mon Maître. Depuis ce tems-là; vous avez été témoin de l'exactitude avec laquelle j'ai exécuté leurs ordres quand Elles me firent aller en France, & que l'ouvrage de la reconciliation n'a passé que par mes mains (1). Vous n'ignorez point aussi les autres négociations que j'ai faites avec un entier succès. Comment, après

(1) Celles qui concernoient l'objet de l'instruction du Roi d'Espagne, que j'ai notté au Tome 3. page 70.

près de tels services , dont j'ai les preuves par écrit , le Card. de FLEURY n'a-t-il pas honte d'employer , comme il fait , l'autorité royale , dont il est dépositaire , pour me persécuter ? Quelle ombre de justice lui & ses emissaires peuvent-ils donner à tous les moyens indécens dont ils ont fait usage pour m'opprimer ? Et qui peut desapprouver , qu'en manifestant cet ouvrage de ténèbres , je ne veuille point permettre qu'ils achevent d'éteindre le peu de lumière qui me reste ? Quærunt extinguere scintillam meam , quæ relicta est , ut non supersit mihi nomen super terram. (1)

Ils s'efforcent de persuader , Monseigneur , que je suis le plus ambitieux des hommes ; & quelques-uns d'entre eux ont été mandier , pour autoriser leurs insinuations malignes , les suffrages de ces personnes , qui , dans les Cours , n'ont d'autre occupation que celle d'y servir , avec aussi peu de délicatesse que de connoissance , les passions d'autrui. Mais par bonheur pour moi , il ne sera pas fort facile ni aux uns ni aux autres , de prouver ce que leur mauvaise volonté leur fait avancer si hardiment sur mon sujet. Qu'ai-je demandé en France , Monseigneur , pour récompense des servi-

P 5

ces

(1) Lib. 2. Reg. Cap. 14. v. 7.

ces que j'avois rendus ? Rien du tout : je
 n'ai pas ouvert la bouche pour m'atti-
 rer, ou aux miens, la moindre grace ou
 la moindre dignité. En arrivant ici en-
 suite, ai-je supplié leurs Majestés d'exécu-
 ter ce qu'elles avoient daigné me faire pro-
 mettre ? Nullement ; Et je me suis au con-
 traire entierement remis à ce qu'elles au-
 roient la bonté de déterminer en ma fa-
 veur. L'ambition, sur-tout quand les oc-
 casions de la satisfaire se présentent, se
 renferme-t-elle dans de si étroites bornes ?
 Et y doit-on paroître livré, quand se vo-
 yant tomber chaque jour dans le mépris,
 Et obligé de garder le silence sur un tissu
 de mensonges Et de duplicité, on souhai-
 te, comme je le fais, de sortir d'un état
 si indécent, ou par quelque marque éclatan-
 te Et publique de la satisfaction que leurs
 Maj. ont daigné me témoigner plus d'une
 fois des services que j'ai été assez heureux
 de leur rendre ; ou puisque leurs intérêts,
 auxquels je ferai toujours gloire de sacrifier
 les miens, ne leur permettent point de
 s'abaisser à mes très-humbles repré-
 sentations, en justifiant aux yeux du Pu-
 blic, par une relation aussi exacte qu'incon-
 testablement vraie, tant de démarches sin-
 gulieres que j'ai été obligé de faire pour
 exécuter, dans différentes conjonctures, Et
 dans

dans les tems du monde les plus critiques , les ordres secrets que j'avois reçus des deux Rois , & en confondant ainsi tout à la fois l'envie & le mensonge , & tous ceux qui s'y sont si indignement livrés contre moi ?

Toutes les déclamations du Cardinal de FLEURY & de ses émissaires sur ma prétendue ambition , ne procedent donc , comme vous voyez , Monseigneur , que de l'ardent desir qu'ils ressentent , en m'imputant des idées chimeriques , de parvenir à m'opprimer , & à me perdre dans l'esprit du public ; à m'avilir ici , & à y ensevelir , aussi bien qu'en France , dans un éternel oubli , l'utilité qu'on a retirée de mon zèle & de ma fidélité à exécuter les ordres du Roi mon Maître , & ceux de leurs Majestés , aussi bien que les éloges que les Ministres de ces deux Monarques ont bien voulu faire de ma conduite. Mais mes ennemis ne réussiront point , s'il plaît au Seigneur , dans un dessein si rempli de malignité : (1) *Justificationem meam , quam coepi tenere , non deferam.* (2) *Et facienti nequissimum consilium , super ipsum devolvetur , & non agnoscet unde adveniat illi.*

Ce seroit pour moi , Monseigneur , une

P 6

peine

(1) *Lib. Job. Cap. 27. v. 6.*

(2) *Lib. Ecclesiastici , Cap. 27. v. 30.*

peine extrême, de m'être attiré les différens désagrémens que le Cardinal de FLEURY a tâché de me faire essuyer, par quelque faute commise contre le profond respect que je dois au Roi mon Maître, ou contre leurs Majestés. Mais, grace au Seigneur, je défie ce Cardinal, & tous ceux qui servent sa haine, de prouver que j'aye manqué à un devoir si indispensable & si essentiel. Je n'y serai pas moins fidele toute ma vie, Monseigneur. Mais en manifestant sur cet article jusqu'où je sai qu'un Sujet doit pousser la délicatesse, je ne laisserai point ignorer en même tems la fermeté inébranlable, avec laquelle je ne permettrai jamais que de simples Particuliers puissent se jouer impunément de moi, & prétendre, à la faveur de quelques Titres, faire de ma destinée le sujet de leur caprice. Je n'ai point cependant à me reprocher, Monseigneur, de n'avoir pas eu pour ceux qui me sont contraires, tous les égards que la politesse & la probité exigent de moi. Instruit de leurs desseins, j'ai tâché de les prévenir par des ouvertures remplies de bonne-foi. Je me suis plaint souvent à eux des soupçons qu'ils paroissent concevoir de ma bonne volonté, & je les ai prié de la mettre même à l'épreuve pour leur service. Oubliant encore en plusieurs occasions
les

les justes sujets de mécontentement qu'ils m'avoient donnés, j'ai répondu avec empressement aux moindres marques d'amitié qu'ils m'ont témoignés. Je les ai mis outre cela plusieurs fois à portée de justifier l'ambiguïté de certaines démarches que je leur voyois faire contre moi, ou dont j'étois instruit, par l'aveu de la nécessité où ils étoient d'obéir en cela aux ordres du Card. de FLEURY. Ce que la force de la vérité les a obligé de me dire quelquefois sur cet article, m'a fait desirer avec ardeur, que la suite de leurs actions ne démentît point ces preuves de leur droiture, & que je ne pussé attribuer qu'à ce Card. seul les mortifications qu'on vouloit me causer. Mais j'ose dire, Monseigneur, que ces personnes ont bien mal correspondu à la pureté de mes intentions, & qu'elles ont eu recours à une dissimulation bien singulière. Au lieu de me parler avec franchise, & d'entrer avec moi dans les moyens qu'on pouvoit prendre pour concilier ce qu'elles croyoient devoir au Card. de FLEURY, avec ce que la probité & la bonne-foi exigeoient d'elles à mon égard, elles ont mis en usage mille petites finesse, & je ne sai combien d'artifices puérils, pour me cacher le dessein qu'elles avoient de me traverser, & de mettre obstacle à tout ce qui pouvoit m'être

m'être avantageux. Je me suis vu comme investi d'une Armée d'espions, aussi occupés du soin d'observer toutes mes démarches, que de celui de leur donner, aussi bien qu'à mes paroles, la plus maligne interprétation. Cette Nation ayant daigné m'honorer d'une bonté dont je conserverai une éternelle reconnaissance, mes ennemis n'ont rien omis de ce qu'ils ont cru capable d'affoiblir, & même d'éteindre ces favorables sentimens pour moi; & dans le tems enfin qu'ils ont affecté de rechercher mon amitié, je les ai surpris qui s'unissoient secrètement entre eux pour me détruire. Rien ne leur a coûté, Monseigneur, pour parvenir à cette fin; & l'on verra, je crois, avec surprise, que plusieurs de ceux dont je parle ici n'ont rien épargné sur mon sujet & qu'il n'a pas tenu à ces personnes-là de me rendre odieux au public. Mais ce n'est pas ici le lieu, Monseigneur, de dévoiler ces mystères d'iniquité; & je les passe outre cela volontiers sous silence: il me suffit de les avoir pénétrés. Et au moment où j'espère de pouvoir dire avec le Roi-Propheze, (1) *Benedictus Dominus, qui non dedit nos in captionem dentibus eorum*, il seroit inutile de vous en parler, & encore plus de m'en plaindre.

Ce

(1) *Psal. 123. v. 6.*

Ce que vous en savez, Monseigneur, ce qui n'est plus à présent ignoré dans cette Cour, & l'air de supériorité & d'empire que les personnes dont je viens de faire mention veulent prendre dans ce qui me concerne, comme pour affecter de mettre entre elles & moi une distance & une inégalité que la Providence n'y a point heureusement établie, & pour accoutumer ainsi peu à peu le public à me regarder dans une entière dépendance de leur caprice, cette complication, dis-je, de vanité chimérique & de pueriles finesses suffira, j'espère, pour justifier à vos yeux le parti que je prens, de ne vouloir pas être plus longtems exposé aux effets de leur jalousie & de leur haine. Ces passions, il est vrai, parviennent souvent à cacher pour un tems la vérité; mais elles ne peuvent cependant jamais en éteindre entièrement la lumière: & puisque Dieu, qui en est la source, veut que ce soit elle qui éclaire toutes nos démarches, j'attendrai avec confiance, qu'il lui plaise de me récompenser de n'avoir point rougi de l'aimer constamment, devant ceux qui travaillent avec tant d'ardeur, & d'une manière si basse & si obscure, depuis près de trois ans, à me ravir les avantages qu'elle m'a procurés.

Le trait de leur mauvaise volonté, &c.,
j'ose

j'ose dire hardiment, de leur insigne fausseté, auquel je suis, Monseigneur, le plus sensible, est d'avoir abusé de la facilité qu'ils ont de parler à la Reine, pour me faire passer dans l'esprit de S. M. pour un homme, des sentimens duquel elle devoit se méfier. C'est donc pour prévenir l'effet d'une supposition si maligne, & pour manifester en même tems mes véritables dispositions, que je me suis déterminé, Monseigneur, à prendre la liberté d'écrire la Lettre ci-jointe à la Reine, & que j'espere que vous voudrez bien lui présenter. Rien ne me flattera davantage en partant d'ici, que de la laisser bien convaincue de la profonde vénération que j'ai toujours eue pour ses vertus, pour la supériorité de son génie, & pour une certaine fermeté d'ame peu connue, & encore moins pratiquée de la plupart des personnes de l'un & de l'autre Sexe. Tous ceux avec qui j'ai eu fréquemment sujet de parler en France du caractère de S. M., rendront, j'espere, témoignage des justes éloges que j'en ai faits, dans un tems cependant, où les dispositions à m'écouter n'étoient pas, comme on fait, fort favorables. N'est-il donc pas en vérité bien absurde, d'avancer après cela impudemment, comme je sai à n'en pouvoir douter que certaines personnes ont
fait,

fait, que j'ai changé subitement de sentimens & de conduite ? Et où, s'il vous plaît, Monseigneur, ai-je pris un parti si sage ? Dans les Etats de S. M., à sa Cour & sous ses yeux, & quand il ne tenoit qu'à elle de punir une si grande témérité, & de me faire ressentir tout le poids de sa puissance.

Concluons de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, Monseigneur, qu'un homme, en qui la mauvaise volonté qu'il ressent contre quelqu'un se trouve soutenue d'un pouvoir sans bornes, est aussi dangereux que redoutable. Comme son élévation ne lui laisse éprouver aucune résistance de la part de personne, & que ceux-mêmes qui sont intérieurement blessés de l'abus qu'il fait de son autorité, n'osent cependant ni manifester leurs sentimens, ni se plaindre, il opprime impunément qui il lui plaît ; & l'empressement servile qu'il remarque dans presque tous ceux qui sont dans sa dépendance, non seulement à applaudir à son injustice, mais encore à la servir, lui persuade facilement, que le commun des hommes doit respecter jusqu'à ses caprices.

L'application de ceci ne sera pas difficile à faire, Monseigneur, dans ce qui s'est passé entre le Card. de FLEURY & moi. Vous savez mieux que personne, que dans
le

le tems que je ne négligeois rien pour lui attirer toute la confiance de Leurs Majestés, & pour former entre Elles & lui une sincere intelligence, il essaya, dans le dessein de me faire perdre l'honneur de leurs bonnes graces, de m'établir dans leur esprit pour l'auteur des tracasseries qui se firent dans la maison de la jeune Reine Douairiere; & qu'ayant écrit à la Reine en faveur d'un homme qui s'étoit mal à propos prévenu contre moi, & par lequel il prétendoit être bien instruit de toutes mes intrigues, il n'eut pas honte cependant de me dire après cela dans une de ses Lettres, qu'il n'avoit aucune relation avec lui. Je vous envoyai cette Lettre, Monseigneur, & il peut vous souvenir, que vous vites avec étonnement ce Cardinal, par deux Ordinaires presque consécutifs, autoriser dans l'un, de son suffrage auprès de la Reine les faux avis que l'homme dont je viens de parler lui avoit donnés, & qu'il reconnut tels par une Lettre que j'ai de lui; & par l'autre me dire hardiment dans celle qu'il m'écrivoit, & que je vous adressai, que ce même homme, à qui il avoit envoyé un Secrétaire d'Etat l'assurer de la protection du Roi, lui étoit presque inconnu. Mais que n'a-t-il point ajouté depuis à cette premiere infidelité, & quels mauvais

offi.es

offices ne s'est-il pas efforcé de me rendre ? Les contradictions avec lui-même , prouvées par ses propres Lettres , lui ont aussi peu coûté à mon égard , que les odieux reproches qu'il s'est avisé de me faire , d'avoir manqué tout à la fois à ce que je devois au Roi mon Maître , & à ma patrie , dans le tems que ce Card. étoit témoin de mon inviolable attachement pour l'un & pour l'autre , & des preuves éclatantes que j'en avois données à ses propres yeux. Et vous savez , Monseigneur , ce qu'il a fait encore pour porter Leurs Majestés à me bannir de leurs Etats ; & à me refuser toute sorte de graces , dans le même tems qu'il me faisoit écrire le contraire , & tenir le même langage par les Ministres du Roi Très-Christien.

Maitre absolu en France , seul dispensateur des graces , & élevé à la dignité de Cardinal , l'asyle que je trouve aux pieds de Leurs Majestés semble avoir répandu une amertume sur sa puissance & sur son élévation , qui le rend comme insensible à l'un & à l'autre : Cum hæc omnia habeam , nihil me habere puto , quamdiu videro Mardochæum sedentem ante fores regias (1). Et à voir enfin , Monseigneur , la vivacité avec laquelle il n'est

OCCU-

(1) Lib. Ester cap. 5. v. 13.

occupé, à l'âge de près de quatre-vingt ans, qu'à me susciter des ennemis en cette Cour, & qu'à mettre tout en usage pour m'annéantir s'il étoit possible, on pourroit croire, en vérité, qu'il poursuit en moi, non l'instrument d'un ouvrage aussi chrétien, j'ose le dire, que celui de la reconciliation des deux Couronnes, mais un Sujet infidèle à son Prince & un perturbateur du repos public.

Près de trois ans de silence de ma part; Monseigneur, sur une si odieuse persécution, à laquelle ce Cardinal a joint un Libelle diffamatoire, ont épuisé, je l'avoue, toute ma patience; & personne ne sauroit, je crois, trouver étrange, qu'attaqué aussi violemment que je le suis, je me serve des moyens que la Providence m'a mis en main pour me défendre, & pour rendre le monde entier, juge & témoin en même tems de mes démarches & de toute ma conduite. L'illusion que forme une autorité aussi despotique que celle du Card. de FLEURY, quelque forte qu'elle puisse être en sa faveur, ne sauroit cependant, Monseigneur, prévaloir sur la vérité. Mais quand à présent je devois être la victime de la haine de ce Cardinal, je ne laisserai pas d'espérer, que le souverain Seigneur, qui tient dans ses mains les cœurs des Rois, daigne-
ra

ra mettre dans celui du Monarque dont j'ai l'honneur d'être Sujet, les mêmes sentimens de justice & de bonté, qu'il inspira autrefois à un grand Prince en faveur d'un Particulier qui l'avoit fidelement servi, sur le récit qui lui fut fait des preuves que ce dernier avoit données de son zèle pour son service, Rex (1) ait, (dit le Texte sacré) quid pro hac fide honoris, ac præmii Mardochæus consecutus est? Dixerunt ei servi illius, ac ministri, Nihil omnino mercedis accepit. L'entiere conformité de ma situation avec celle qui se trouve exprimée dans le passage que je viens de citer, pourra peut-être un jour être connue du Roi mon Maître; & peut-on douter, Monseigneur, qu'il ne soit alors justement blessé, d'appercevoir l'étrange usage qu'on a fait de sa puissance & de son auguste Nom pour m'opprimer, & que les sentimens de Religion & d'humanité, dont il paroît rempli, ne l'engagent ensuite à terminer mes peines?

Après vous avoir fait sentir d'une manière, ce me semble, bien claire, l'indispensable nécessité où je suis, Monseigneur, de me retirer, permettez-moi de vous supplier encore, de vouloir bien obtenir de Leurs Majestés la restitution des Lettres

di)

(1) Lib. Esder cap. 6. v. 3.

du Card. de FLEURY, que vous savez que je demande depuis si longtems. Je sai que si vous consultez à cet égard certaines personnes, elles ne manqueront point de raisons à vous alléguer, pour vous détourner de me rendre ce bon office. Mais quelle sera la véritable? Celle seulement de mettre le Cardinal de FLEURY à l'abri d'une entière conviction de mauvaise-foi, en supprimant les preuves invincibles que ces Lettres m'en fournissent. Or la justice, je vous en fais le Juge, Monseigneur, admet-elle d'user entre lui & moi d'une telle partialité? Et s'est-il jamais pratiqué dans aucun Tribunal, de refuser (même à ceux qui sont les plus coupables) la permission de faire usage des moyens qu'ils peuvent avoir de prouver leur innocence? Quoi donc, Monseigneur, il suffiroit d'être Ministre, pour jouir du rare privilege de persécuter sans raison, & sans aucun ménagement qui on voudroit, sans qu'il fût possible d'obtenir justice d'un tel procédé, ni seulement de se servir des armes qu'on a acquis par son travail, pour se défendre? Et parce qu'un homme est puissant & élevé à de grandes dignités, il pourroit violer, & renverser à sa fantaisie, les Lois les plus saintes de la Société? Non non, Monseigneur, de tels excès ne sont pas supportables; & une autorité qui ne peut se

se soutenir que par le silence qu'elle prétend imposer despotiquement sur l'abus manifeste qu'en fait celui qui la possède, ne saura subsister longtems. La demande que j'ai l'honneur de vous faire aujourd'hui étant donc fondée sur le droit naturel, je suis persuadé, Monseigneur, que si vous voulez bien en rendre compte à Leurs Majestés, elle me sera aussitôt accordée ; & je n'attends plus que d'être instruit à cet égard de leur volonté, & de l'effet qu'auront produit mes très respectueuses représentations, pour me présenter à leurs pieds, afin de prendre congé d'Elles.

Peut-être, Monseigneur, (car il faut tout prévoir quand on a des ennemis peu délicats sur la bonne-foi) les miens, quand ils sauront que je parts, chercheront à inspirer à Leurs Maj. des sentimens de méfiance sur les motifs de mon départ, & à les porter aussi à croire, que hors des Etats de leur Domination j'oublierai peut-être, ou dans mes écrits, ou dans mes paroles, le profond respect qui leur est dû. Ainsi, comme mon soupçon me paroît sur cet article bien fondé, j'espère, Monseigneur, que vous voudrez bien, s'il est nécessaire, prévenir tous les faux préjugés que les personnes dont je parle pourront donner contre moi à Leurs Maj. ; & les assurer en
même

même tems, que conservant toute ma vie la plus profonde soumission pour leurs Personnes sacrées, mon zele pour leur gloire, & le desir en moi de mériter leur auguste protection, auront la même durée.

Voilà une longue Lettre, Monseigneur; & je vous prie de l'excuser en faveur de l'indispensable nécessité où je suis, de justifier à vos yeux mes sentimens, & la résolution que j'ai cru devoir prendre de me retirer incessamment. Tout concourt, grâces au Seigneur, à favoriser l'exécution de mon dessein, & à me procurer autant de consolation, que j'ai jusqu'à présent essuyé de mortifications & de peines.

Puisque cette lettre est vraisemblablement la dernière, où j'aurai occasion, Monseigneur, de vous entretenir de ce qui s'est passé pendant mon séjour à Paris. Souffrez qu'en la terminant, je prenne la liberté de vous adresser, & à tous ceux avec qui j'ai vécu dans cette Cour, ces paroles du Prophète Samuel: Loquimini de me coram domino, & coram Christo ejus..... Si quempiam calumniatus sum, si oppressi aliquem, si de manu cujusquam munus accepi: & contemniam illud hodie, restituamque vobis..... Testis est Dominus adversum vos, & testis Christus

tus ejus in die hac, quia non inveneritis in manu mea quidpiam. (1)

J'ai l'honneur d'être &c.

Je joignis à cette lettre une autre pour la Reine, dont la Copie se trouve dans les papiers qu'on m'a enlevés. Elle contenoit seulement, autant que je puis m'en souvenir, la très humble prière, de vouloir bien avoir égard aux raisons, qui m'obligeoient à songer à me retirer, & que je priois M l'Archevêque d'*Amida* d'expliquer à Sa Majesté. J'ajoutois, que je souhaitois qu'elles pussent mériter son approbation, & m'attirer la continuation de son Auguste bienveillance. Après quoi, touchant légèrement les sujets que j'avois de craindre qu'on ne travaillât à m'en priver, j'assurois cette Princesse, que rien ne seroit capable d'affoiblir le zèle pour sa gloire & son service, que j'avois toujours eu.

Avant d'envoyer ces deux lettres, je les portai au Duc de GRANADA Y EGA: je devois cette déférence à l'amitié qu'il me marquoit. Il me dit, quand il les eut lues: „ Vous laissez, à ce que „ je vois, peu de chose à dire à vo-

Tom. VII.

Q

„ tre

„tre confident. Il n'y a qu'à desirer
 „qu'il rapporte exactement la leçon que
 „vous lui faites : ce qu'elle renferme
 „ne peut que produire un bon effet ,
 „soit à présent , ou lorsque les con-
 „jonctures changeront. Pour ce qui est
 „de consentir actuellement que vous
 „partiez , je serai fort surpris si l'on
 „prend cette résolution.

Sera-ce donc , repartis-je , M. l'Arche-
 vêque d'*Amida* qui la détournera ? &
 faudra-t-il , par hazard , qu'il se fasse
 violence , pour contribuer à m'obtenir
 la permission de m'éloigner ?

„Je n'entre point dans cet examen ,
 „me dit le Duc. Je m'en tiens seule-
 „ment à vous assurer qu'avant qu'il se
 „passe cinq ou six jours , vous convien-
 „drez que ma prédiction est juste.

Effectivement il ne fut pas besoin d'at-
 tendre jusqu'alors , pour remarquer que
 l'opinion du Duc de Granada y Ega
 étoit fondée. Le Confesseur de la Reine
 m'écrivit un billet le lendemain qu'il
 avoit reçu ma lettre , pour me prier de
 passer chez lui ; & toute la conversation
 que nous eumes ensemble , se réduisit
 à l'avis qu'il me donna avec une affe-
 ctation d'amitié dont je démêlois aisé-
 ment le peu de sincérité , qu'il ne pou-
 voit

voit se charger de la commission que je lui donnois , ni approuver les raisons que je croyois avoir de me retirer ; & qu'enfin il connoissoit assez combien Leurs Maj. étoient portées à me faire plaisir , pour m'assurer que je ne tarderois pas à être content.

C'étoit là un verbiage de Cour , qu'on me repétoit depuis deux ans inutilement , & que par conséquent j'étois las d'écouter plus longtems. Je répondis donc à l'Archevêque , que quoiqu'infiniment flatté des bonnes intentions de Leurs Majestés , j'étois cependant certain , qu'on trouveroit toujours le moyen d'en suspendre l'effet , au moins pendant la vie , ou le ministère de M. le Cardinal de Fleury , comme je le lui avois écrit ; & qu'ainsi , jusqu'à la fin de l'une ou de l'autre , je croyois que mon respect pour les vues de Leurs Majestés , autant que mon intérêt , me dictoient de me retirer en un lieu , où la protection que je suppliois le Roi & la Reine de me continuer resteroit presque inconnue , & ne s'étendrait tout au plus qu'à m'accorder , s'ils le jugeoient à propos , quelque secours pour subsister avec plus de facilité. „ Les grands , ajoutai-je , sont „ dans l'usage , non seulement d'accabler

„ sous le poids de leur indignation ceux
 „ qui leur déplaisent , mais encore d'em-
 „ pêcher qu'on n'aide ceux-ci à le sup-
 „ porter. Il ne s'agit pas d'examiner si
 „ ce privilege peut compâtrir avec les
 „ maxims de la Religion & de l'hu-
 „ manité : les simples particuliers , tels
 „ que moi , n'ont d'autre parti à pren-
 „ dre que celui de le respecter. Puis je
 „ mieux remplir ce devoir , qu'en dis-
 „ paroissant tout - à - fait , & qu'en pro-
 „ curant ainsi à M. le Cardinal de Fleu-
 „ ry la satisfaction , de le faire valoir
 „ sur mon sujet dans toute son éten-
 „ due ? Mais à quoi bon repeter ce que
 „ ma lettre a dû vous apprendre tou-
 „ chant les raisons que j'ai de me reti-
 „ rer ? Je vous demande simplement de
 „ les peser sans prévention. Mettez vous
 „ pour cela à ma place pendant quel-
 „ ques momens ; & je suis persuadé que
 „ vous cesserez de les combattre. Il ne
 „ convient point à un homme de con-
 „ dition d'être hors de son pays com-
 „ me un aventurier ; & mon état ajoû-
 „ te un nouveau degré d'indécence à
 „ une pareille situation. Si tout ce que
 „ j'ay eu l'honneur de vous écrire étoit
 „ mis dans un alambic , il n'en sortirait
 „ que cette reflexion. Je ne la cro-
 „

„ point frivole : elle n'est pas le fruit du
 „ dépit. Pourquoi me refuseriez - vous
 „ de la faire valoir auprès de Leurs
 „ Majestés ? Pourroient - Elles desapprou-
 „ ver que je veuille éviter de les im-
 „ portuner , & d'être sans cesse exposé
 „ aux traits de la medifance & de l'en-
 „ vie ?

Ce que je representois à l'Archevê-
 que, auroit produit sur le champ l'ef-
 fet que je desirois , si la permission que
 je voulois obtenir eût pu m'être accor-
 dée sans rendre compte au Roi des mo-
 tifs qui m'engageoient à la demander.
 Cette seule consideration arrêtoit le Pré-
 lat. Il craignoit qu'en informant Sa Maj.
 de mon dessein, Elle ne voulût ou me
 parler, ou savoir, par ce que conte-
 noit ma lettre, les nouveaux sujets de
 plainte qu'on m'avoit donnés, & que
 ce que j'étois en état de dire, ou que
 ma lettre contenoit, ne déterminât tout-
 à coup ce Monarque, plutôt à n'accor-
 der quelque grace considerable, qu'à
 consentir à mon départ. On n'avoit pas
 encore oublié, qu'il s'en étoit peu falu
 qu'il n'eût pris cote resolution lorsque je
 lui avois présenté un Memoire au Port
St. Marie, & l'allarme que cette circonf-
 tance avoit causée. La restitution des

lettres du Cardinal de Fleury, que je réclamais dans la mienné, étoit encore un article qui inquiettoit vivement le Confesseur de la Reine. Il favoit la route qu'elles avoient prises, & que si ce mystère venoit à être découvert, le Roi concevroit une juste indignation contre lui, d'avoir abusé d'un dépôt que j'avois pris la liberté de lui confier.

L'Archevêque d'Amida éprouvoit ainsi successivement, ce que l'envie & la mauvaise foi font ressentir de trouble, & d'agitation. La première lui faisoit souhaiter mon éloignement, l'autre le lui faisoit craindre. Il résultoit de ces deux sentimens si contraires un embarras peint sur son visage, & une ambiguïté dans ses discours, qui me laissoient entrevoir son état, & une partie des obstacles qui empêchoient, que nous n'eussions chacun la satisfaction que nous desirions.

Comme cette observation ne servoit qu'à fortifier mon empressement à sortir d'une Cour, où l'on ne me retenoit qu'afin de continuer à m'y rendre impunément la victime de la mauvaise volonté des uns & de l'ambition des autres; je persistois à presser l'Archevêque d'Amida, de m'aider à exécuter mon projet. Il me répondit après beaucoup de

de verbiage, que puisque j'étois déterminé à me retirer, il tâcheroit de le faire agréer à Leurs Majestés; & que si je pouvois revenir chez lui au bout de quelques jours, il m'informerait du succès qu'auroit eu la commission que je lui donnois.

Depuis le Memoire que j'avois présenté au Roi pendant son séjour au Port *Ste. Marie*, les chefs de la cabale qui m'étoit contraire veilloient avec encore plus d'attention qu'auparavant, à me dérober la connoissance des moyens qu'ils mettoient en œuvre pour me traverser. Ils n'ignoroient point que j'avois clairement dévoilé leurs desseins à Sa Majesté; & autant piqués de cette démarche, que de la fermeté avec laquelle je leur résistois, une animosité personnelle s'étoit insensiblement jointe à celle du Cardinal, qu'ils secondoient avec si peu de fondement & de délicatesse. En un mot, c'étoit presque autant leur querelle, que la sienne, qu'ils soutenoient désormais.

L'Archevêque d'*Amida* entr'autres, qui en divers endroits de mon Memoire au Roi s'étoit apperçu, que j'étois parfaitement instruit des effets de sa complaisance pour le Cardinal de Fleury, adoptoit de plus en plus les sentimens des

partisans de cette Eminence. Depuis longtemps il les avoit établis directeurs de sa conduite sur ce qui avoit rapport à moi, il leur rendoit compte des moindres bagatelles qui pouvoient leur procurer quelque connoissance de mes projets; & le Prélat persuadé de l'importance de cette précaution, n'avoit pas manqué d'informer ces personnes du dernier dessein dont je l'avois entretenu, & de leur demander, s'il convenoit d'en faciliter ou d'en empêcher l'exécution. C'étoit en conséquence de leur réponse, & sans doute afin d'avoir le tems de mieux démêler mes vues, qu'il s'étoit d'abord excusé d'acquiescer à ma proposition. On avoit jugé qu'elle ne tendoit qu'à me ménager une occasion de parler à Leurs Majestés, & qu'à les engager à m'accorder quelque grace, pour me retenir à leur Cour, ou pour la quitter d'une manière honorable; & que l'unique moyen de parer à cette nouvelle ressource de mon ambition, étoit de me détourner de suivre mon projet, en me prodiguant de vaines promesses.

L'Archevêque s'étoit conformé à cet avis, & je n'avois pu tirer de lui une seule parole qui lui fût contraire: mais comme de son côté il n'avoit pas mieux
réussi

réussi à me faire changer de sentiment, il s'agissoit d'examiner de nouveau les mesures qu'il étoit à propos de prendre, pour m'empêcher de sortir de l'humiliante incertitude où l'on me tenoit depuis si longtems. S'il avoit été possible de la terminer pour m'attirer une réponse de Leurs Maj. qui sentit la disgrâce, avec quel empressement n'auroit-on pas alors saisi l'occasion qui se présentoit ? Et quelle satisfaction les emissaires du Cardinal de Eleury n'auroient-ils pas eue, de m'imputer d'avoir été la dupe de l'attention qu'une présomption insensée me persuadoit que je meritois ? La peine qu'ils se donnerent pour trouver dans ce que j'écrivois à l'Archevêque d'Amida quelque expression, qui contribuât à me faire essuyer ce désagrément, ne répondit point à leurs desirs : au contraire il leur sembla, que ma lettre tombant entre les mains du Roi, donneroit un nouveau degré de force à mes précédentes représentations ; & que si ce Monarque prenoit alors la subite résolution, de m'accorder quelque marque éclatante de sa bonté, on trouveroit plus de difficulté à la suspendre, qu'il n'y en avoit eu au Port *St. Marie*.

A cette considération se joignit encore

celle, qu'en supposant même qu'on agréât, que je me retirasse, il n'étoit pas possible que cette permission ne fût accompagnée de quelque grace; & qu'alors ce temoignage public de la bienveillance de Leurs Majestés deviendrait une preuve, que ce n'étoit que par pure condescendance pour le Cardinal de Fleury, que l'on consentoit à mon éloignement: d'où il resulteroit une idée de la passion violente de ce Ministre contre moi, peu honorable pour lui, & qui confirmeroit tout ce que j'en avois déjà appris au public.

Enfin il n'étoit pas douteux selon les mêmes personnes, que je ne voulusse avant de partir recouvrer les lettres du Cardinal de Fleury; que l'Archevêque s'excusant sous differens pretextes de me faciliter cette restitution, je ne la demandasse moi-même au Roi; & qu'ainsi le mystere d'iniquité, qui s'étoit passé à cet égard, ne pût rester caché.

Les obstacles que ces diverses considerations opposoient au desir qu'avoient mes ennemis de me voir éloigné, leur saisoient une sensible peine. Ils ne vouloient point convenir, que l'embarras où ils se trouvoient étoit le fruit de leur mauvaise foi, & de leur imprudence, & que

que mes artifices, auxquels ils l'imputoient, n'avoient consisté qu'à savoir peu à peu profiter des irrégularités de leur conduite. La ressource de conseil-
 ler à l'Archevêque d'*Amida* de m'ôter cet avantage en m'intimidant, paroissoit foible. On savoit que le ton décidé & souverain que donne la faveur, ne m'empêchoit point de relever avec fermeté ce que je remarquois qu'il avoit de contraire à la justice & à la vérité. Mes lettres au Cardinal, au Garde des Sceaux, & au Marquis de la Paz, étoient de bonnes preuves; & surtout le dernier Memoire que j'avois présenté au Roi. Il étoit donc vraisemblable, que tant que je n'éprouverois pas quelque revers marqué, je ne changerois point de méthode.

Cette reflexion porta les Confidens du Cardinal à conclure, qu'il étoit à propos, en gardant avec moi certains ménagemens, de me détourner de presser une décision favorable de mon sort; & qu'en continuant, comme ils avoient commencé avec succès, à me rendre suspect à la Reine, je tomberois insensiblement dans un état d'oubli, qui me rendroit méprisable. Alors, me voyant privé d'esperance en Espagne comme en

France, il ne devoit me rester qu'à chercher, non une retraite honorable, ainsi que je le prétendois actuellement, mais quelque habitation obscure, où je pusse dérober aux yeux du public mon dépit & ma confusion.

Pour préparer un avenir si agréable, & qui devoit justifier pleinement la conduite du Cardinal de Fleury à mon égard, l'Archevêque d'Amida ne manqua pas de régler les discours qu'il me tint quand je retournai chez lui, sur le plan qu'on avoit concerté avec lui. A l'en croire je touchois au moment d'être content. Il me laissoit entrevoir comme également assuré & prochain, ce qui pouvoit satisfaire la vaste ambition dont il se persuadoit que j'étois dévoré. Il n'avoit pas été possible, disoit-il, pendant le cours des négociations qui venoient de se terminer, de ne paroître faire aucun cas de ce que le Cardinal de Fleury avoit écrit sur mon sujet : mais cette condescendance touchoit à sa fin. Leurs Maj. ne prétendoient pas l'étendre, jusqu'à faire toujours dépendre les grâces qu'Elles jugeoient à propos de m'accorder, des préventions de ce Ministre : & l'on convenoit, quelles alloient un peu trop loin contre moi. En-
fin

En le Prélat m'avertissoit en ami, qu'il n'étoit point à propos d'insister d'avantage à obtenir la permission de me retirer; & que les démarches que je ferois désormais, qui y auroient rapport, ne pourroient qu'être désagréables à Leurs Majestés, & leur donner lieu de douter de mon zele pour leur service, & de mon obeissance.

L'oracle que je consultois étoit le maître de me dire ce qu'il vouloit. La certitude où il étoit, que Leurs Majestés ne m'accorderoient point d'audience particulière, lui procuroit une assurance entière, qu'il me seroit impossible de découvrir le sens qu'il avoit donné à mes représentations, & l'effet qu'elles avoient produit sur l'esprit de la Reine. Il falloit par conséquent s'en tenir dans le moment présent à ce qu'il m'apprenoit; & je connoissois assez le caractère du Prélat, pour être certain, que s'il n'avoit pas réglé l'avis qu'il me donnoit sur la volonté de cette Princesse, il ne craignoit point au moins qu'elle le contredit. Cela suffisoit pour m'obliger à le suivre; & ce fut aussi le parti que je pris.

Je répondis à l'Archevêque, que je respecterois toujours les intentions de Leurs Majestés, & que quoique la résolution

solution que j'avois formée de me re-
 tirer m'eût semblé par plusieurs raisons
 prudente & même nécessaire, il me su-
 fisoit d'être instruit qu'elle n'agréoit point
 au Roi & à la Reine, pour me déter-
 miner à la retracter. " Je ne prétendois
 „ pas, *dis je encore*, quitter leur servi-
 „ ce en m'en allant. Mon zèle pour ce
 „ qui le regarde auroit simplement été
 „ suspendu, jusqu'au tems où Leurs
 „ Maj. auroient jugé qu'il pouvoit leur
 „ être utile. Je conviens sans peine avec
 „ vous, que puisque ce tems, selon ce
 „ que vous m'annoncez, est si proche,
 „ il vaut mieux le voir arriver ici qu'ail-
 „ leurs. Au reste, *Monseigneur*, ajoutai-
 „ je, le long inventaire que vous venez
 „ de faire des graces & des dignités que
 „ je suis en droit d'espérer des bontés
 „ du Roi & de la Reine, m'éblouit. Je
 „ ne sai, en verité à quel article je
 „ dois m'arrêter. Fixez, s'il vous plait,
 „ mon incertitude à cet égard. Vous
 „ savez combien vous m'avez accoutu-
 „ mé à compter sur l'honneur de votre
 „ amitié.

L'Archevêque, qui, suivant les ap-
 parences, apperçut bien, que je n'étois
 rien moins qu'assuré de l'effet de ses ma-
 gnifiques promesses, evita soigneusement
 de

de prendre aucun engagement avec moi sur ce qui les concernoit. Il ne sortit point des bornes qu'on lui avoit prescrites ; & je compris parfaitement, qu'il me recitoit presque par cœur la leçon qu'on lui avoit dictée. Comme je n'y trouvois rien qui eût rapport à la restitution des lettres du Cardinal de Fleury, que je sollicitois inutilement depuis plus d'un an, cette lacune me déplut ; & pour tâcher de la remplir, je lui demandai s'il s'étoit souvenu de représenter à Leurs Majestés, que ces lettres m'étant aussi importantes qu'elles leur étoient désormais inutiles, je les suppliois de me les rendre.

La question ne quadroit pas avec les idées du Confesseur de la Reine : elle lui donna quelque humeur. Il me répondit d'un ton qui la marquoit, qu'il m'avouoit avoir oublié cette partie de ma commission ; & qu'assurément il étoit en cela d'autant plus coupable, qu'il ne pouvoit ignorer à quel point elle me tenoit à cœur.

La façon indirecte dont il me parut que l'Archevêque cherchoit à me détourner de lui parler davantage des lettres du Cardinal, ne lui réussit pas. Je lui répliquai, que le reproche tacite qu'il me

me faisoit de l'avoir trop souvent entretenu sur cet article , ne me sembloit , avec sa permission , point fondé du tout ; puisqu'il y avoit plus d'un an que je l'avois prié de rappeler à Leurs Majestés , qu'Elles m'avoient promis de me rendre ces lettres : qu'il étoit convenu alors avec moi , qu'en égard aux circonstances où j'étois avec M. le Cardinal de Fleury , il étoit très à propos de les conserver , & que Leurs Maj. n'hésiteroient pas un moment à me les remettre.

„ Comment , depuis ce tems-là , *ajoutai-je* , n'avez - vous pû trouver l'occasion de terminer une affaire de si petite conséquence , & d'engager le Roi à me rendre des papiers , qui ne peuvent lui servir à rien. Il est vrai que vous m'avez fait l'honneur de me dire une fois pendant cet intervalle , que le Roi brûloit souvent beaucoup de papiers ; & une autre fois , que les lettres que je souhaitois recouvrer étoient confondues avec celles de feu M. le Duc de Parme. Mais qu'ai - je pû conclure de tout cela ? Est-ce que Sa Maj. a brûlé mes lettres ? Est-ce qu'elles ne peuvent se separer de celles du Prince avec lesquelles elles sont jointes , & auxquelles elles ne sauroient
 „ avoir

„ avoir aucun rapport ? Je vous avoue
 „ ingénument , que j'ai besoin de lu-
 „ miere pour sortir de cette obscurité ,
 „ & que c'est ce qui m'a obligé à vous
 „ demander quelquefois ce secours. Je
 „ suis très mortifié d'avoir trop souvent
 „ renouvelé mes instances sur ce sujet ;
 „ & afin de ne plus me trouver dans
 „ le cas de formais de commettre une pa-
 „ reille indiscretion , je prendrai la li-
 „ berté de m'adresser directement au Roi.
 „ Les sentimens de justice dont il est rem-
 „ pli , m'assurent qu'il ne fera aucune
 „ difficulté de me rendre des papiers , qui
 „ me deviennent chaque jour plus ne-
 „ cessaires.

Ce n'étoit point du tout à prendre
 une telle résolution , que l'Archevêque
 d'Amida vouloit me conduire ; & les sui-
 tes desagréables qu'elle devoit entraîner
 pour lui , se présenterent dans cet ins-
 tant avec tant de vivacité à son esprit ,
 qu'elles lui causerent un trouble (1) qu'il
 ne fut pas le maître de cacher. Je suis
 persuadé qu'il se reprochoit , d'avoir eu
 la foiblesse de se prêter aux sollicitations
 de

(1) *Gaudium iusto est, facere iudicium; & pavor operantibus iniquitatem.* Prov. XXI.

Cum sit enim timida nequitia, dat testimonium condemnationis. Sap. XVII. 10.

de l'Ambassadeur de France & de la Duchesse de St. Pierre ; & de m'avoir imprudemment donné un tel sujet de me plaindre de lui à Sa Majesté.

Quand on possède la faveur & l'autorité, on est volontiers porté à ne douter de rien, & à exiger un respectueux silence sur tout ce qui ne seroit pas clairement approuvé. Le concours imprévu de certaines circonstances dissipe-t-il cette illusion ? la crainte succede alors à la présomption, & cause plus d'inquietude, que l'usage du prétendu privilege qu'on s'approprioit n'avoit procuré de contentement. Telle étoit la situation où se trouvoit l'Archevêque d'Amida au moment dont je parle ; & comme il avoit autant à cœur de me la cacher, que l'abus qu'il avoit fait de ma confiance, il cherchoit, par beaucoup de propos entremêlés d'excuses, à m'engager de rejeter sur un défaut de mémoire de sa part, ou sur un manque d'occasion favorable, le retardement de la restitution que je sollicitois.

Je commençois déjà depuis quelque tems à soupçonner qu'il avoit un principe bien différent : mon attention à observer l'air embarrassé du Prélat pendant
notre

notre entretien, & le deſſein (1) qu'il montroit viſiblement, de ſe rendre en quelque façon inintelligible, acheverent de m'ouvrir les yeux ſur le ſort qu'avoient eu les lettres du Cardinal; ſurtout lorsque je remarquai, que l'Archevêque tâchoit, non ſeulement à me détourner de préſenter un Mémoire au Roi, mais qu'il ajoûtoit avec je ne ſai quelle affectation, qu'il n'étoit pas à propos que je fiſſe cette démarche.

J'exprimerois difficilement, combien la perte de ces lettres me fut ſenſible. Il eſt des circonſtances où l'on ne ſauroit mettre des bornes à l'injuſte paſſion d'un Miniſtre, que par la crainte, s'il ne la modere, de ſe voir compromis avec lui-même, & convaincu de mauvaiſe foi. Le Cardinal ſavoit que ce moyen étoit en ma puiffance; & que tout l'éclat de la ſienne ne m'empêcheroit pas de l'employer, quand l'intérêt de ma réputation l'exigeroit. Cette conſideration l'avoit obligé juſqu'alors à ne m'attaquer que furtivement, & ſans oſer contredire un ſeul des faits que je lui avois cités dans ma lettre, ou que
ren-

Fiduciam habuiſti in malitia tua; & dixiſti: non eſt qui videat me. Sapientia tua, & ſcientia tua hæc decepit te. Iſai. XLVII.

renfermoit celle que j'avois écrite au Gar-
de des Sceaux. Cette digue que j'avois
opposée au torrent qui me menaçoit
étant détruite, avec quelle impétuosité
ne devoit-il pas m'entraîner ? On n'en-
visage point avec indifférence un pareil
avenir, & je fus plusieurs fois sur le
point de reprocher vivement à l'Arche-
vêque d'Amida, de s'être rendu le prin-
cipal instrument des maux qui alloient
fondre sur moi, & de chercher encore
à me les cacher, en me repaissant d'es-
perances frivoles. Heureusement quelques
reflexions qui se présenterent à moi, sur
l'inutilité & le danger qu'il y avoit à
rompre ouvertement avec ce Prélat dans
la conjoncture critique où j'étois ; me
firent éviter un éclat, dont suivant les
apparences j'aurois eu lieu de me re-
pentir. Elles calmerent assez l'agitation
où j'étois, pour me laisser la liberté de
me séparer de lui avec ces complimens
froids & affectés, qui sont si usités dans
les Cours entre ceux qui ne se mena-
gent que parce qu'ils se méfient les uns
des autres, ou qu'ils se craignent.

Quand je fus rentré chez moi, le
coup d'œil que je jettai sur ma situation,
ne me présenta certainement rien d'a-
gréable. Je savois depuis longtems à quoi
je

je devois m'attendre de la part du Cardinal : cet article là étoit tiré au clair ; il n'admettoit aucune illusion d'amour propre. La continuation de mon séjour en Espagne ne m'en paroissoit pas plus susceptible : je pouvois , à dire vrai , y compter alors sur la protection du Roi , & sur l'intention qu'il avoit de me faire du bien ; mais j'étois instruit avec le public , que la bienveillance de Sa Maj. étoit beaucoup plus honorable qu'utile. Les desseins de ce Monarque , toujours subordonnés à ceux de la Reine , se regloient par sa volonté. Cette Princesse n'en avoit aucune de me laisser remplir quelque poste de confiance auprès du Roi , ou parvenir à quelque dignité considérable. Une partie de ceux qui l'environnoient , aussi mauvais juges d'une certaine élévation de sentimens , que peu accoutumés à la consulter dans leurs démarches , l'avoient remplie de préventions contre moi ; & comme ils associoient à leur credit autant qu'à leur passion tous ceux qui pouvoient fortifier ces préjugés , l'assurance de profiter de l'un en servant l'autre , multiplioit presque à l'infini le nombre de ces esclaves de la faveur : à peine l'évidence de la fausseté des projets dont ils m'accusoient , pou-

pouvoit-elle quelquefois détruire l'impression que l'uniformité de leur langage faisoit sur l'esprit de Sa Majesté.

Ce peu de délicatesse de mes ennemis, dans le choix des moyens qu'ils avoient employés pour me nuire, les ayant entraînés peu à peu à accumuler les mauvais procédés; ceux-ci, par l'obligation où j'avois été de les dévoiler, étoient devenu l'aliment de leur animosité contre moi. On ne me pardonnoit point une vigilance, que ma sûreté rendoit indispensable; & ces personnes proportionnant la grandeur de mon ressentiment à celle de leur malignité, regardoient leur sûreté attachée à ma perte, & s'acharnoient par conséquent de plus en plus à la consommer.

Combien d'humiliations, de perils & de chagrins, la dure nécessité de vivre avec de telles gens n'offroit-elle pas à mes yeux? Le Lecteur se les représentera mieux que je ne pourrois les exprimer: & à mesure que je tire le rideau sur ce que l'on avoit pris tant de précautions à tenir caché, il lui sera aisé de remarquer, comment la passion du Cardinal s'envenimoit contre moi; comment elle se communiquoit à ses créatures; les traverses de toute espee qu'elle

qu'elle me fuscitoit ; & de juger si je me les étois attirées. Je m'estimerai heureux si le resultat d'un tel examen peut dissiper entierement les apparences , qu'une rigueur si peu fondée & si interminable a fait naître à mon desavantage ; & si l'on me fait quelque gré , d'avoir constamment résisté aux efforts de ceux qui vouloient m'opprimer , en les empêchant au moins de triompher entierement de ma foiblesse.

Quand je me retrouvai avec le Duc de GRANADA Y EGA , il ne manqua pas de me questionner sur ce qui s'étoit passé entre l'Archevêque d'Amida & moi ; & je lui en rendis compte exactement. Il s'apperçut aisément , par la vivacité avec laquelle je m'expliquois , que je regardois les esperances que le Prélat m'avoit données , comme de pures chimeres ; & que j'étois en même tems très offensé de la perte des lettres du Cardinal de Fleury , que je ne doutois plus qu'il n'eût enlevées. La pensée qui lui vint peut-être alors , que le mécontentement pourroit bien m'entraîner à faire quelque démarche , qui me compromettrait avec l'une & l'autre Cour , l'engagea à me conseiller de dissimuler les sentimens où il me voyoit , & à con-

cevoir

cevoir meilleure opinion des intentions qu'on avoit de me contenter. Il essaya aussi de me rassurer sur ce qui concernoit les lettres du Cardinal de Fleury : mais à travers les discours que son bon cœur lui suggeroit de me tenir, je discernois à merveille, qu'en cherchant à adoucir mes peines, il étoit bien éloigné de penser qu'elles fussent prêtes à finir.

En terminant la relation des principaux événemens arrivés en Europe pendant l'année 1729, je ne dois pas omettre la résolution qu'on inspira au jeune Empereur de Russie PIERRE II. de se marier. Il la déclara vers la fin de Novembre, & en même tems le choix qu'il avoit fait de la Princesse CATHERINE ALEXIYNA DOLGORUKI. Elle avoit six ans de plus que lui. La cérémonie de leurs fiançailles se fit avec beaucoup de magnificence le 11. Decembre, jour auquel, selon le vieux stile, on celebre en Russie la fête de St. André. Ce fut l'Archevêque de Novogrod qui benit les bagues que l'Empereur & la Princesse se donnerent reciproquement, en temoignage des engagements qu'ils prenoient de s'épouser.

Le Duc de LIRIA, alors Ministre
Pleni-

Plenipotentiaire d'Espagne à *Moscou*, envoya un grand détail de ce qui s'étoit passé dans cette occasion. Voici entr'autres circonstances ce qu'il rapportoit. Le jeune Empereur alla le 29 de Novembre au soir chez le Prince ALEXIS GREGOREWITZ DOLGORUKI, Grand-maître de sa maison, Ministre Conseiller actuel d'Etat, & Chevalier de l'Ordre de St. *André*, qui se trouvoit réduit, par une legere incommodité, à garder la Chambre : il s'assit sur le lit de ce Seigneur, & après quelques propos indifferens ce Monarque dit au Prince, qu'il venoit lui faire une proposition qu'il le prioit de ne point rejeter. Celui ci ayant répondu, qu'il se flattoit que Sa Maj. étoit bien persuadée de la promptitude de son obeïssance, l'Empereur lui déclara, qu'il s'agissoit de lui accorder sa fille aînée en mariage. A ces mots le Prince Dolgoruki affectant une surprise extrême, embrassa les genoux de l'Empereur, & le remercia de l'honneur inespéré dont il combloit sa famille : & sur ce que Sa Maj. Imperiale parut desirer de passer tout de suite dans l'appartement de la Princesse, afin de lui apprendre le choix qu'il faisoit d'elle pour l'épouser, le Prince Dolgo-

ruki l'y conduisit aussitôt, & annonça à sa fille le dessein que l'Empereur venoit de lui confier. L'étonnement que lui causa cette nouvelle, plus réel que celui qu'avoit marqué son pere, l'interdit au point qu'elle ne put s'expliquer autrement qu'en se jettant aux pieds de l'Empereur. Ce Prince la releva avec empressement, en lui disant que c'étoient bien moins les graces qu'on remarquoit en elle, que sa douceur & sa modestie, qui lui avoient inspiré les sentimens qu'il venoit lui déclarer.

Le lendemain le Baron d'OSTERMAN, Gouverneur de l'Empereur, annonça, par ordre de ce Prince, à tous les membres du Conseil la resolution de Sa Majesté. Ils eurent à ce sujet l'honneur de lui baiser la main pour la féliciter sur son mariage, & ils s'acquitterent du même devoir envers la Princesse Dolgoruki. Toute la Cour imita leur exemple, & le soir il y eut un grand bal chez la Princesse. Le jour de *Ste. Catherine*, (1) dont elle portoit le nom, on renouvela le même divertissement. Les Ministres étrangers y furent invités, & deux jours auparavant ils avoient été

la

(1) La Fête de cette Sainte se celebre en Russie le 5 Decembre selon le vieux stile.

la complimenter ; le Baron de HABICHTSTHAL, Grand-maitre des cérémonies, leur ayant notifié le futur mariage de cette Princesse.

L'éclat qui environnoit la maison Dolgoruki, déjà illustre par elle-même, fut de peu de durée ; & ce qui devoit servir à la porter au comble de l'élevation & de la faveur, devint sous le Règne suivant le principe des malheurs qu'elle essuya. Le Prince MENZIKOFF, selon ce que le Duc de Liria ajoutoit dans sa relation, succomboit insensiblement sous le poids de sa disgrâce. Une noire mélancolie, que rien ne pouvoit dissiper, le consumoit peu à peu ; & le Prince ISMAËLOWITZ Gouverneur de *Tobolskoy* donnoit avis, que cet ancien favori de la fortune refusoit absolument de prendre la nourriture qui lui étoit nécessaire pour vivre, & tomboit dans une telle foiblesse, qu'elle ne pouvoit tarder à le conduire au tombeau.

On apprit effectivement, peu de tems après, la nouvelle de sa mort (1) arrivée à BOROSEWA près de l'embouchure de l'*Oby*, lieu de son exil.

R 2 Dans

(1) Celle de sa fille, qui avoit été fiancée en premier lieu à l'Empereur PIERRE II. suivit de près celle de ce Monarque.

Dans diverses villes capitales de certains Royaumes, on observe de tenir un état exact des morts survenues chaque année. Je pense qu'on ne feroit pas mal de suivre dans les Cours la même methode, à l'égard de ceux dont le chagrin abrége les jours. Leur nombre se trouveroit plus grand qu'on ne pense ; & la crainte de l'augmenter, pourroit contribuer à conserver la gayeté & la santé à plusieurs personnes, qui les perdent en s'obstinant d'y rester. Au conseil que je leur donne de fuir un climat si dangereux dès qu'il leur paroitra contraire, joignons les vers qu'il me souvient d'avoir lu autrefois dans la fable de la vieille & du Ducat. Là moralité qu'ils renferment appuyera d'autant mon avis. Tout peut trouver place dans un Ouvrage tel que celui-ci, où il n'est question que de s'amuser en l'écrivant & en le lisant.

L'ambition flatte & seduit ;
 Elle n'offre rien qui ne plaise :
 Mais souvent ce qui plait nous nuit.
 Heureux qui peut en paix, sans se faire con-
 noître,
 Loin des honneurs vivre & mourir.
 Lorsque nous cherchons à paroître,
 Nous cherchons toujours à souffrir.

Dans

Dans cette même année, dont j'acheve de parler, mourut (1) à *Venise* le fameux *Jean LAW* Ecoffois, qui, sous la Regence du Duc d'ORLEANS, avoit trouvé le moyen de persuader, que par son système d'Actions il multiplieroit les millions, comme la pluye fait les brins d'herbe. A la faveur d'un secret si nouveau & si utile, il étoit parvenu à remplir la place de Contrôleur - Général des Finances, & à obtenir une des principales Charges de l'Ordre du St. Esprit. Les illusions par lesquelles il avoit enchanté la Nation françoise s'étant dissipées en peu de tems, il fut contraint, pour éviter d'être la victime de la maladie épidémique qu'il avoit repandue dans les esprits, de sortir en fugitif de *Paris* & du Royaume. Ce *Caledonien* avoit, disoit-on, étudié le jeu, comme un autre feroit le Droit, & cette science ne lui avoit pas été inutile. Enfin après avoir parcouru divers pays, il termina sa carrière entre les (2) mains d'un Jésuite nommé *Origbo*, que le Nonce résidant à *Venise* lui conseilla de choisir, pour l'aider à mourir chrétiennement.

R 3

(1) Le 21 Mars. 1727.

(2) Il avoit embrassé la Religion Catholique pendant son séjour à *Paris*.

ment. Il fut enterré à l'Eglise de *San Geminiano*, où on lui fit des obseques solennelles. Il étoit âgé de 61 ans.

La ville de *Seville*, flattée de pouvoir compter désormais dans le nombre de ses citoyens une Infante d'Espagne, voulut célébrer la naissance de cette Princesse par des fêtes, qui fussent des marques publiques de sa joye. Elles se donnerent au retour d'un petit voyage que Leurs Maj. firent à *Castel Blanco*, immédiatement après que la Reine fut relevée de ses couches. Toutes les maisons de la Place de *St. François* étoient tendues de tapisserie & ornées de décorations. Le Roi, la Reine, & toute la maison royale, s'étant rendus en cérémonie le 12 Janvier 1730. au balcon qu'on leur avoit préparé, on fit l'ouverture des divertissemens par une course de cannes & de *parejas*, composées chacune de 8 quadrilles de cavaliers, distinguées par des livrées & des devises différentes. *Dom Rodolphe AQUAVIVA* frere du Duc d'ATRY, & le Marquis de MONTEFUERTE, étoient ce qu'on appelle les Parrains des deux especes d'Escadrons que formoient les quadrilles. Le premier entra dans la place, avec une suite de 24 Laquais-habillés
en

en esclaves Maures , chargés de chaînes & de menottes dorées , & portant des turbans & des colliers. Le second parut avec le même cortège vêtu à l'Hongroise , avec des bonnets d'hermine , & armé de fabres. L'un & l'autre avoit outre cela 8 palefreniers avec de riches Livrées , qui conduisoient des chevaux de main. Ceux des Cavaliers de chaque quadrille suivoient , menant les chevaux de leurs maîtres. Les Livrées étoient toutes différentes : plusieurs trompettes & timbales les précédoient.

Lorsque les deux Parrains eurent fait le tour de la place , & que les quadrilles se furent postées vis-à-vis les unes des autres , on donna le signal ; & alors les cavaliers commencerent leurs courtes de cannes , en se les lançant sur leurs boucliers avec une agilité & une justesse toutes particulières. La même adresse parut dans ce qu'on appelle *Parajas* , où il s'agit de courir sans se dévancer , & de manier pour cet effet les chevaux avec beaucoup de dextérité. On ne sauroit rien ajouter à celle que firent voir les acteurs , & à la beauté de leurs chevaux. Ces divertissemens , reste de l'ancienne galanterie des Maures , sont d'un goût singulier ; qui en augmente l'agrément.

ment. On y fit succeder le 13 des combats de taureaux, qui furent attaqués le matin de ce jour-là par des hommes à pié. Ils portent des coups à ces animaux en sautant autour d'eux, & en esquivant les leurs avec une legereté surprenante. Ce spectacle fut destiné pour les habitans de *Seville*, qui en sont si passionnés, qu'on nous assura que des femmes avoient mis en gage jusqu'aux croix d'or qu'elles avoient au cou pour louer des places.

L'après midi Leurs Majestés, la maison royale, les Ministres étrangers, & toute la Cour, vinrent dans les mêmes balcons où fenêtres qu'on avoit occupés la veille. Trois cavaliers de la ville, qui devoient combattre les taureaux, parurent alors précédés de 50 Laquais magnifiquement habillés. Quelques uns portoient les lances dont leurs maîtres devoient se servir. Tout se passa dans le commencement sans rien de facheux : mais un taureau ayant blessé au flanc le cheval d'un cavalier, cet animal fit un bond qui jetta en l'air celui qui le montoit. Il tomba à terre si rudement, qu'il fut quelques momens sans connoissance. On le transporta sur le champ dans une maison voisine hors de la place ; & comme ce Cavalier avoit près
de

de 60 ans, on craignit beaucoup pour sa vie. Leurs Majestés, frappées de cet accident, firent signe avec le mouchoir de finir le combat : ce qu'on exécuta aussitôt. Un Chirurgien, qui visita le Cavalier, ne lui trouva heureusement rien de rompu : & comme il assura Leurs Maj. qu'il étoit hors de tout danger, Elles voulurent bien permettre que l'on recommençât le combat, & suspendre la résolution qu'Elles avoient prise de se retirer. Les deux champions qui restoient, plus jeunes & plus vigoureux que leur compagnon, s'attirèrent beaucoup d'applaudissemens par leur fermeté & leur adresse ; & après avoir tué plusieurs taureaux, ils cederent la place à ceux qui combattoient à pié, & qui divertirent encore quelque tems les assistans par leur maniere d'attaquer les taureaux, & par plusieurs tours de souplesse.

Comme on étoit pret à se retirer, le Cavalier qui étoit tombé de cheval, voulut en scrupuleux observateur des anciens usages en ces sortes de Spectacles, sortir avec honneur de *l'impegno*, ou engagement qu'il croyoit avoir pris par sa chute, de venir combattre à pié un taureau le sabre à la main ; & il en fit demander la permission à Leurs Majestés :

R 5

mais

mais elle lui fut refusée. On étoit trop content de savoir qu'il s'étoit heureusement tiré du peril qu'il avoit couru, pour consentir qu'il s'exposât à un nouveau encore plus dangereux. Le Roi lui accorda, ainsi qu'aux deux autres, je ne fai quelle distinction, qui est ordinairement la recompense de ceux qui combattent les taureaux *en las fiestas reales*. Je crois qu'elle consiste à les nommer Ecuyer ordinaire de sa maison.

Les fêtes auxquelles la naissance du Dauphin & de l'Infante avoit donné lieu à *Seville*, ne faisoient point perdre de vue les avantages que la Cour d'Espagne se flattoit de recueillir bientôt du Traité qui y avoit été signé; & pour annoncer à ses nouveaux Alliés l'intention où l'on étoit de faire un prompt usage de leur bonne volonté, on donna ordre de lever des matelots & de nouvelles recrues, afin de rendre au commencement du printems les Regimens complets sur le pié de 700 hommes par bataillon, & de 150 maîtres par escadron; & de mettre les vaisseaux en état de transporter ces troupes où on le jugeroit à propos. Celles qui étoient à *Aragon* eurent aussi avis de se tenir prêtes à passer en *Catalogne*.

Le

Le Comte de KÖNIKSEGG, témoin de la maniere dont on affichoit de si bonne heure à *Seville* les vues qu'on avoit, en informa l'Empereur; & quoique ce Prince eût reçu presque en même tems une lettre du Roi d'Angleterre, remplie d'expressions amiables & pacifiques, & qu'il fût déjà instruit que les intentions du Cardinal de Fleury ne l'étoient pas moins, il ne laissa pas de nommer un nombre considerable de Regimens d'Infanterie, de Cuirassiers, de Dragons & de Houffards pour se rendre en Italie; & d'enjoindre au Comte de WRATISLAU son Ambassadeur à *Moscou*, de solliciter le jeune Empereur, pour qu'il fournît en cas de besoin le secours des troupes stipulé par le Traité d'Alliance, qui subsistoit entre les deux Empires.

Ce n'étoit pas seulement sur l'article des préparatifs de guerre qu'on suivit à *Vienne* la conduite qu'on tenoit à *Seville*: on l'imita encore dans ce qui avoit rapport au Grand-Duc; & pendant que le Pere ASCANIO travailloit avec vivacité, à faire consentir ce Prince à l'introduction des troupes Espagnoles en *Toscane*, le Comte CAIMO, Ministre de l'Empereur, employoit de son côté tou-

tes fortes de moyens pour l'en détourner. Il alloit même jusqu'à faire entendre à Son Altesse Royale, que l'Empereur sauroit bien empêcher l'Infant *Don CARLOS* de devenir son successeur; & à ressusciter les esperances de l'Electrice *Palatine*, en la flattant, si le Grand-Duc persistoit à la déclarer son heritiere, que Sa Maj. Imp. lui accorderoit l'investiture des fiefs masculins, qu'elle avoit coutume de donner à ses prédécesseurs; & que dès-lors que l'Espagne se dispensoit d'exécuter l'article V. de la quadruple-Alliance, l'Empereur cesseroit aussi de prétendre, que le Rescript (1) qu'il avoit adressé à Son Altesse Electorale eût son effet.

La reflexion étoit spécieuse, & ne pouvoit qu'être agréable à une Princesse, qui, naturellement fiere, souffroit impatiemment de se voir exposée, à obéir dans les Etats de ses ancêtres à un Prince d'une nation étrangere. Le Grand-Duc ne trouvoit pas moins de satisfaction à entrevoir quelque vraisemblance dans ce que lui annonçoit le Comte *Caimo*. Il lui étoit doux d'être affranchi de la dure nécessité qu'on lui imposoit, non seu-

(1) On le trouvera à la fin de ce Volume *Pièces Justificatives* N^o. XXX.

seulement de recevoir un successeur, mais encore de voir les troupes qui devoient le suivre s'emparer de toutes les places de son Etat, & ne lui laisser qu'une vaine & humiliante apparence de souveraineté. On est ingénieux à croire praticable ce qu'on desire avec ardeur; & pour fortifier cette apparence séduisante, le Grand-Duc ne s'éloignoit pas de favoriser les vues de l'Empereur. Mais comme il craignoit en même tems, de faire quelque démarche qui exposât ses Etats à devenir le théâtre de la guerre, ou la proie de l'un ou de l'autre parti, il affectoit en Prince sage une entière impartialité entre eux: n'opposant aux projets de la Cour d'Espagne, & aux instances pressantes & même importunes qu'elle lui faisoit d'en faciliter le succès, que des représentations, qui, sans l'offenser, pussent cependant éloigner les résolutions brusques qu'elle prenoit ordinairement, & contribuer à l'exécution des mesures secrètes que Son Altesse Royale concerteroit avec l'Empereur pour les rendre inutiles.

Le Grand-Duc cherchoit encore à se donner le tems, avant de prendre aucun engagement, de connoître ce qui resulteroit de la nouvelle alliance de Seville

ville, & si elle auroit plus de solidité que le public ne lui en attribuoit. Ses réponses au Pere ASCANIO étoient dirigées sur ce plan. L'Abbé FRANCHINI son Ministre à Paris le suivoit de son côté avec beaucoup de sagesse par rapport aux alliés de *Seville*; & cette prudente conduite se soutint tant que le Grand-Duc se sentit secrètement appuyé par l'Empereur: mais quand ce Monarque consentit, comme nous le dirons en son lieu, à l'admission des troupes Espagnoles en *Toscane*, & que, selon ce qu'il desiroit, les Puissances maritimes s'engagerent, en faveur de cette condescendance; à se rendre garantes de la *Pragmatique Sanction*, le Grand-Duc fut bientôt obligé de faire ceder ses intérêts à ceux de Sa Maj. Imperiale. Les esperances & les promesses du Comte CAIMO s'évanouirent si parfaitement, qu'à la place d'une entière & souveraine indépendance, que ce Ministre avoit assuré S. A. R. & l'Electrice qu'on leur conserveroit, peu s'en falut qu'on ne leur fit un crime d'en montrer encore l'ombre, dans une convention qui pouvoit pourtant en être regardée comme le dernier acte.

La lenteur des négociations, & l'incerti-

certitude du bon ou du mauvais succès qu'elles auroient, excitoient un tel murmure en Angleterre, qu'on y apprit avec joye la nouvelle de la conclusion d'un Traité. Il venoit, à la verité d'où on ne l'attendoit pas, puisqu'il sembloit devoir être le fruit du Congrès qui vege-toit encore à *Soissons* : mais n'importe ; on obtenoit enfin une décision : & d'ail-leurs on s'accoutumoit à voir éclore des Traités hors des lieux où l'on s'as-sembloit pour les faire, & qui ne regloient que par parcelles les intérêts des Puif-sances de l'Europe.

Comme il importoit au Ministère An-glois de donner bonne opinion de son ouvrage ; il eut soin de faire repandre dans le public, qu'il ne pouvoit être plus solide, ni plus avantageux au Com-merce de la Nation Britannique : & soit, pour contribuer encore plus à le persua-der, soit qu'effectivement il le crût tel, on donna ordre, peu de tems après que la nouvelle de la signature du Traité fut arrivée, de reformer les trois Compa-gnies d'augmentation qu'on avoit faites dans les Dragons, les deux Compagnies qu'on avoit ajoutées aux Regimens d'In-fanterie, & dix hommes de chaque Com-pagnie que l'on conservoit. Au moyen de

de cette reduction il ne restoit plus sur pié que 17000 hommes : c'est-à-dire le même nombre de troupes qui se trouvoient en Angleterre avant la dernière augmentation , qui avoit excité tant d'agitation lorsqu'on l'avoit résolue. On parla en même tems de nommer des Commissaires , pour regler les pertes que les marchands Anglois avoient faites par les déprédations des Espagnols. Enfin on donna une idée si avantageuse des mesures que l'on avoit prises dans le Traité pour les arrêter , que les nouvelles publiques annonçoient alors , que la Compagnie du *Sud* avoit acheté , pour envoyer en *Amerique* dès que la cedula du Roi d'Espagne seroit arrivée , jusqu'à près de trois cent mille Livres Sterling de marchandises , & que le Chevalier Jean EYLES , sous-Gouverneur de cette Compagnie , lut dans une assemblée tenue à cette occasion , une adresse au Roi minutée par les Directeurs , tendante à remercier Sa Maj. des soins particuliers qu'elle avoit pris des intérêts de la Compagnie dans le dernier Traité. Cette adresse ayant été unanimement approuvée , le Chevalier Jean Eyles & les Directeurs la présenterent au Roi ; & comme elle étoit conçue dans des expressions

pres-

pressions qui secondoient parfaitement les intentions du Gouvernement, ce Monarque la reçut de la façon du monde la plus favorable. Il répondit, qu'il voyoit avec plaisir que ses efforts pour rétablir la paix avoit tourné à la satisfaction d'un Corps si considérable de ses sujets : qu'il étoit persuadé, que lorsque les conditions du Traité qu'il avoit conclu avec l'Espagne, de concert avec ses alliés, seroient publiques, le monde seroit convaincu que l'intérêt général, & en particulier celui du commerce de ses Royaumes, avoit été le principal objet de ses soins, & qu'il l'avoit préféré à toute autre considération.

Une confirmation si authentique des éloges que les partisans du Ministère continuoient à faire du nouveau Traité, augmentoit la curiosité du Public pour en connoître les articles. Il attendoit avec impatience le moment de la satisfaire : mais la Cour ne poussa pas la complaisance jusques-là, jugeant qu'il n'étoit pas prudent d'exposer son ouvrage aux yeux de la Nation avant l'ouverture du Parlement. Son attention à cet égard alla même si loin, que sur ce qui lui revint, que les Imprimeurs des papiers périodiques avoient inséré dans leurs gazettes

zettes quelques Extraits du nouveau Traité, qui donnoient déjà lieu à divers raisonnemens, on ordonna à ces Imprimeurs de se rendre aux bureaux des Secretaires d'Etat, où, après les avoir reprimandés de leur indiscretion, on leur imposa silence sur ce qui concernoit le Traité de *Seville*, jusqu'à ce qu'il fût rendu public par autorité.

Cette démarche ne manqua pas d'être relevée, & de faire naître des reflexions malignes, sur les raisons qu'on pouvoit avoir de tenir si secret à *Londres*, ce qui commençoit à se débiter en d'autres Cours. L'infailibilité des Ministres n'est point admise en Angleterre; & quoiqu'ils essayent, comme ailleurs, de l'y établir, leurs tentatives jusqu'à présent ont eu peu de succès. Les grands avantages que devoit retirer la Nation Britannique de l'Alliance qu'on venoit de conclurre avec l'Espagne, semblant, par la précaution qu'on prenoit de les cacher, former un espee d'article de foi, que le Gouvernement exigeoit que l'on crût sans examen, trouverent des contradicteurs. Les écrits satiriques se reproduisoient insensiblement: l'impression qu'ils étoient capables de faire, tiroit à

con-

conséquence à la veille de l'ouverture du Parlement; & comme il parut plus difficile de les arrêter, que d'en manifester la malignité, le Ministère jugea à propos de lâcher dans le public une brochure, sous le titre (1) *d'observations sur le Traité de Seville*, qui pouvoit passer pour une espece d'apologie de leur conduite, & d'explication anticipée de ce que la Harangue du Roi exposeroit plus en abrégé.

Ce Monarque avoit toujours retardé la Séance du Parlement, jusqu'à ce que l'on fût en état d'annoncer, que les différends qu'on avoit avec l'Espagne étoient terminés. La signature du Traité, les ratifications qui s'en étoient ensuivies, & les cédulés que le Roi d'Espagne avoit envoyées pour l'admission du vaisseau de la Compagnie du Sud dans les Ports des Indes Espagnoles, conformément au rétablissement du contrat d'*Asiento*, donnant à Sa Maj. une entière liberté d'apprendre à son peuple l'heureux succès des soins qu'Elle s'étoit donnés, Elle fit l'ouverture du Parlement le 24 Janvier par la Harangue suivante.

M I-

(1) On en trouvera un Extrait à la fin de ce Volume *Pieces Justificatives N^o. XXXI.*

MILORDS ET MESSIEURS,

C'EST avec une grande satisfaction que je vous apprens, que par la conclusion d'une paix parfaite avec l'Espagne, nous sommes enfin sortis de tant de difficultés & d'inconveniens, qui accompagnoient l'Etat incertain des affaires de l'Europe. Cette négociation a été conduite & terminée avec une parfaite union, harmonie & fidélité, entre moi & mes Alliés, sans autre vue que de prévenir les miseres & la confusion d'une guerre, qui étant une fois allumée en Europe, il auroit été aussi difficile d'en prévoir la fin, que de déterminer les succès d'un événement si fatal. Comme cette alliance a pour baze, & qu'elle est conforme à la teneur & aux vues des précédens Traités, sans aucun changement dans les principaux articles, que ceux qui peuvent rendre plus efficace l'exécution des engagements pris ci-devant par les Puissances contractantes de la quadruple - Alliance; on a lieu de présumer avec beaucoup de raison, que cet heureux commencement rendra dans peu complet & parfait le grand ouvrage de la pacification générale. Mais si, contre toute attente, & par ressentiment des présens engagements, il s'élevoit, quoiqu'avec peu d'apparence de succès, de nou-
veaux

deux troubles en Europe, pour s'opposer ou renverser l'exécution de ces mesures, je suis sûr que mon parlement ne manquera pas de me soutenir & de m'assister dans une si juste cause, qui a le concours unanime de tant de Puissances considérables pour l'honneur & le credit des présentes mesures, & de leurs forces unies pour le maintien de nos mutuelles stipulations.

Je puis vous assurer en même tems, que mon premier soin a été de consulter l'intérêt immédiat de mes Royaumes, préféablement à toute autre considération, & au hazard de tous autres événemens. Tous les précédens Traités & conventions, faits avec l'Espagne en faveur de notre Commerce & navigation, sont renouvelés & confirmés. On n'a pas seulement rétabli l'exercice libre & non interrompu, pour l'avenir, de notre commerce; mais on a aussi expressément stipulé, & l'on est convenu d'une juste & ample restitution & réparation des déprédations & saisies illégitimes. En général tous les droits, privilèges & possessions, appartenans en quelque maniere que ce soit à moi & à mes alliés, sont solennellement rétablis, confirmés & garantis; & aucune concession n'a été faite à mon préjudice, ou à celui de
mes

mes sujets. Par ces moyens on a posé un fondement pour éloigner toutes les précédentes animosités & mesintelligences entre les Royaumes de la Grande - Bretagne & d'Espagne ; & l'on ne peut douter en aucune maniere , que par la fidele exécution de nos engagements reciproques , on n'établisse & fomenté , plus fortement que jamais , une amitié parfaite entre les deux nations , unies par les liens communs d'un intérêt mutuel. Et afin que mes sujets puissent recueillir de bonne heure les fruits de cette paix avantageuse , j'ai donné les ordres pour une réduction immédiate d'un grand nombre de mes troupes de terre , & pour déarmer une grande partie de ma Flotte.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE
DES COMMUNES,

Cette Reforme épargnera considérablement les dépenses de l'année courante , & donnera , comme je l'espère , une satisfaction aussi générale à mon peuple , que j'en ressens un plaisir très sensible. On mettra devant vous les estimations particulières ; & je ne doute pas que vous ne m'accordiez les subsides nécessaires , & que vous ne me mettiez en état d'exécuter mes engagements avec mes alliés , d'une maniere qui soit la
plus

plus efficace pour le service public, & le moins à charge à mes sujets. Vous verrez par les comptes que l'on vous communiquera, l'état, le produit, & l'application du fonds d'Amortissement, suivant ce qu'il a été dirigé jusqu'à présent selon l'Acte du Parlement : & vous ne manquerez pas de prendre en considération la disposition ultérieure du produit d'accroissement. Vous pouvez le mieux juger, si les circonstances du fonds d'amortissement & des dettes nationales, peuvent permettre de donner quelque soulagement par rapport aux charges les plus onéreuses. J'ai tout l'égard possible pour le fonds d'amortissement ; & je vois avec compassion les souffrances des pauvres ouvriers & manufacturiers. Je vous laisse à déterminer ce que l'on peut faire vraisemblablement, & avec une juste précaution, sur ce point critique.

MILORDS ET MESSIEURS,

Afin que nous puissions recevoir les avantages naturels de notre présente situation, je dois vous recommander, de la manière la plus forte, une parfaite union parmi vous, qui puisse entièrement renverser les esperances de nos ennemis, tant au dedans qu'au dehors. Les insinuations mal fondées, les chicanes & les clameurs de quel-
que

que peu de personnes mal intentionnées , pour ébranler la fermeté des Puissances qui sont déjà nos Alliés , ou empêcher que d'autres ne le deviennent , seront rendues inefficaces par notre union : Et je desire que l'affection de mon peuple puisse être la force de mon Gouvernement , comme leur intérêt a toujours été la règle de mes actions Et l'objet de mes souhaits.

Le même jour que le Roi fit par ce discours l'ouverture du Parlement , le Duc de NEWCASTLE présenta à la Chambre des Seigneurs le Traité de Seville , & le Chancelier de l'Echiquier s'aquitta de la même commission envers celle des Communes. Le Lord HARRINGTON , qui étoit arrivé quatre ou cinq jours auparavant de Paris , fut pour la première fois introduit dans la Chambre des Pairs , après qu'il eut prêté les sermens ordinaires.

Dès que le Roi fut parti , & que les Communes se furent retirées , il fut question de présenter une adresse à Sa Majesté. Celle des Seigneurs (1) leur fut proposée par le Lord FALMOUT , & donna lieu à divers débats. On vouloit s'aquitter de ce devoir le lendemain : mais

(1) Elle est à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* N^o. XXXII.

mais le Comte STRAFFORD n'approuva pas cette précipitation. Il demanda s'il n'étoit pas à propos de prendre au moins deux jours, pour examiner plus à loisir une adresse de cette importance; & afin d'autoriser sa reflexion, il cita ce qui s'étoit pratiqué du tems de la Reine ANNE lors de la paix d'Utrecht, où la Chambre avoit pris trois jours pour délibérer sur l'adresse qu'elle devoit présenter à cette Princesse. Le sentiment de ce Lord fut appuyé par quelques Seigneurs; mais on n'y eut point égard: l'adresse fut minutée & lue. Les opposans se retrancherent alors à représenter, qu'on devoit au moins supprimer les premiers paragraphes de cette piece: l'avis fut encore rejeté, & la Chambre s'en tint à son premier projet. Celle des Communes (2) suivit son exemple.

Tom. VII.

S

La

(2) Son Adresse qu'on trouvera dans les *Pieces Justificatives* N^o. XXXIII. ne souffrit pas moins de contradiction, qu'en avoit éprouvée celle des Seigneurs. Le parti opposé à la Cour proposa de la changer presque en entier, en supprimant tout ce qui suivoit la première période, & en y substituant des expressions, qui tendissent seulement à assurer le Roi de l'attachement ferme & zélé de la Chambre pour sa personne, son gouvernement & sa famille; & que la Chambre soutiendrait efficacement Sa Majesté.

La réponse du Roi aux deux Chambres fut à peu près la même : elle tenoit à confirmer, que ses sujets ne pourroient que recueillir de grands avantages du Traité conclu avec l'Espagne ; & que le plus sûr moyen de se les assurer, consistoit à mettre Sa Maj. en état de remplir les engagements qu'elle avoit pris.

L'insinuation produisit son effet, & immédiatement après que les Communes eurent présenté leur adresse, elles prirent la résolution d'accorder un subside au Roi, & de supplier Sa Maj. de leur faire communiquer divers états ou comptes qui devoient servir à la régler. Le Roi acquiesça à ce que la Chambre desirait, & Mr. PELHAM, alors Secrétaire des guerres, rapporta aux Communes, que Sa Maj. avoit ordonné qu'on leur remit les papiers qu'elles avoient demandés.

On en délivra affectivement un nombre

dans toutes les mesures qui seroient nécessaires pour l'honneur & la dignité de la Couronne, & pour le bien & l'intérêt de son peuple. Cet avis ayant été mis en délibération, il fut rejeté à la pluralité de 262 voix contre 129 ; & l'adresse subsista. On s'étoit déjà aperçu avant l'ouverture du Parlement, de l'agitation qui étoit dans les esprits ; & lorsque le Roi passa pour se rendre à cette assemblée, on débita dans le Parc de *St. James* un Libelle satyrique contre le Chevalier *Robert WALPOLE*, qu'on supposoit avoir eu le plus de part à la conclusion du Traité.

bre confiderable le même jour, & le reste fuivoit de près.

Pendant que la Chambre travailloit à fixer les différentes fommes qu'elle accorderoit, quelques membres du parti opposé à la Cour, fâchés d'appercevoir que l'affaire du fubfide fe termineroit au gré du Miniftère, effayerent de refroidir cette favorable difpofition, en faifant regarder les brouilleries furvenues avec l'Efpagne, comme l'unique effet de la faute qu'on avoit commife en 1718, de prefcrire au Chevalier BING, depuis Vicomte de TORRINGTON, d'attaquer la Flotte Efpagnole, qui fe trouvoit alors fur les côtes de Sicile : après quoi ils propoferent de préfenter une Adrefle au Roi, pour qu'il lui plût de confier à la Chambre une copie des inftructions données à cet Amiral. Leur avis fut foutenu par ceux qui le favorifoient, & donna lieu à des difcours affez vifs. Il ne paffa pourtant point, & la pluralité des voix lui fut contraire.

Le mauvais fuccès de la tentative ne rebutta pas les antagoniftes du Gouvernement ; & toujours dans la vue de le rendre fufpect ou d'imprudence, ou d'une avidité qu'il cachoit fous de fpécieux prétextes, ils avancerent qu'il étoit à

propos de supplier le Roi, de faire part à la Chambre des engagements que Sa Maj. pouvoit avoir pris avec des Princes étrangers, pour leur payer des subfides, ou pour en avoir des troupes, afin que la Chambre fût plus en état de proportionner les sommes qu'elle accorderoit, à l'usage auquel elles devoient être employées. Les partisans de la Cour ne s'accommodant point de tant de curiosité, & d'une si exacte œconomie, combattirent cette proposition avec beaucoup de vivacité; & ceux qui l'avoient avancée, n'en montrèrent pas moins à la défendre: mais le nombre de ceux ci n'étant pas le plus fort, il falut ceder. Leur zele pour la patrie, ou, si l'on veut, leur mauvaise volonté, fut encore inutile.

La nécessité de succomber si souvent paroissant bien dure à ce parti, il tenta, quand l'article du subfide eut été réglé au gré de la Cour, de susciter de nouveaux embarras à celle-ci, en intéressant la Chambre à représenter au Roi par une Adresse, que comme elle avoit accordé les fonds nécessaires à l'entretien des troupes dont on lui avoit remis un état, elle esperoit que Sa Majesté, par les justes égards qu'Elle mar-

quoit

quoit en toute occasion pour la constitution du Royaume & le soulagement de son peuple, se détermineroit à les reduire, dès qu'il seroit possible, à un nombre encore plus petit. Les murmures qu'avoit causés l'augmentation qu'on avoit faite dans ces troupes, & qu'on avoit même traitée alors d'atteinte à la liberté, persuadoient ceux d'où partoît cette ouverture, que la Chambre l'admettroit d'autant plus volontiers, qu'elle lui présentoit un moyen de tirer de sa complaisance le précieux avantage, d'empêcher le Gouvernement d'empiéter sur les droits de la nation. Leur attente fut cependant vaine: ils eurent la mortification de voir rejeter leur sentiment, sans qu'on se donnât seulement la peine de le mettre en délibération, & d'aller aux voix.

Le zele des défenseurs des privileges des peuples est sujet en Angleterre, comme dans les autres Royaumes, à de fréquentes variations: il s'échauffe ou se refroidit presque toujours selon l'intérêt personnel de ceux qui le manifestent; & rarement il résiste à l'espoir d'acquiescer des graces en le sacrifiant. L'amour du bien public poussé jusqu'à une certaine délicatesse, est devenu depuis long-

tems l'appanage des heros de Romans ou de tragédies : si on l'affecte en de certaines circonstances, ce n'est que parce qu'on compte, qu'il servira à se faire rechercher, & à parvenir au but où l'on tend ; dès qu'il ne peut procurer cet avantage, on fait bientôt le traïter de chimerique. Je n'ai garde de censurer une façon de penser devenue si générale ; & puisqu'il paroît indifférent ou frivole, de vouloir prévenir que l'ambition des Princes ou des Ministres ne détruisent les digues que la sagesse des anciens a su leur opposer, je souscris de tout mon cœur à l'opinion.

Malgré la facilité de la Chambre des Communes, à se conformer aux intentions de la Cour en se qui concernoit les subsides, l'entretien des 12000 hommes des troupes de *Hesse-Cassel* ne laissa pas de trouver de l'opposition, & d'occasionner des débats assez longs : mais enfin la Cour eu l'avantage ; & l'affirmative l'emporta de 248 voix contre 169. L'examen du Traité de *Seville*, qu'on mit sur le tapis, n'excita pas moins d'agitation dans les deux Chambres ; & lorsqu'on le fit, les Seigneurs restèrent assemblés jusqu'à neuf heures du Soir. Le Lord BATHURST entr'autres, après
que

que ce Traité eût été lû, demanda qu'on rapportât devant la Chambre l'Article V du Traité de la *quadruple - Alliance*. Quand cela eut été exécuté, le même Lord avança, que l'objet qu'on avoit par l'alliance de *Seville*, d'introduire des troupes Espagnoles dans les Duchés de *Toscane* & de *Parme*, étoit une violation manifeste des engagements que la Couronne avoit pris, comme on venoit de le voir, & tendoit à allumer une guerre cruelle, onereuse à la nation Angloise, & capable de renverser la balance du pouvoir en Europe. Trente Seigneurs appuyerent cet avis; & la dispute s'échauffoit

Le Vicomte de TOWNSEND prenant alors la parole, répondit au Lord Bathurst, que non seulement les Alliés, mais même les ennemis du Roi convenoient, qu'il s'étoit aquis beaucoup de gloire par le Traité nouvellement conclu, & que c'étoit sans fondement qu'on imputoit aux premiers, de n'avoir point agi de bonne foi dans cette circonstance. Il ajouta, que le mot de violation de la bonne foi ne convenoit pas au Traité de *Seville*, mais à celui de *Vienne*, qu'on avoit heureusement annullé; & que la seule différence qu'il y avoit en-

tre le Traité de *Seville*, & celui de la *quadruple-Alliance*, ne consistoit que dans l'introduction des troupes Espagnoles, à la place des Suisses, dans les Fortereses des Etats destinés à l'Infant *Dom Carlos*: ce qui ne pouvoit entraîner les suites que l'on affectoit de craindre. Le Lord Townshend conclut en représentant à la Chambre, que les insinuations du Lord Bathurst, & de ceux qui les favorisoient, ne servant qu'à animer l'Empereur, & à l'éloigner d'accepter les propositions pacifiques qu'on lui faisoit, ne devoient faire aucune impression, & meritoient d'être rejetées. Son sentiment fut suivi à la pluralité de 86 voix contre 31.

Les censeurs du Traité ne se découragerent point, & recourant à d'autres moyens pour le décrier, ils tâcherent, après diverses questions sur les mesures qu'on avoit prises pour maintenir la possession de *Gibraltar* & de *Port-Mahon*, de porter la Chambre à déclarer, que le droit de Souveraineté & de propriété de ces deux conquêtes n'étoit pas assuré, par le nouveau Traité, à la Couronne d'Angleterre, d'une manière à détruire entièrement, comme on s'y attendoit, les prétentions des Espagnols : &

& afin que leur observation eût plus de poids, ils firent remarquer, que faute de prendre à cet égard depuis longtems les précautions que l'honneur de la nation Britannique exigeoit, le Roi d'Espagne se croyoit toujours en liberté de recouvrer ces importantes places, ainsi qu'il l'avoit suffisamment fait voir tout récemment par le siege qu'on avoit entrepris de la premiere.

Ce raisonnement en attira plusieurs autres, favorables ou contraires au Gouvernement, selon le parti que suivoient les interlocuteurs. Certains traits satiriques que les deux partis se lançoient, augmentant de plus en plus la vivacité, quelques Seigneurs proposerent, à l'exemple de la Chambre des Communes, de supplier le Roi de faire remettre devant la leur, la copie des ordres donnés à l'Amiral BING : & cette proposition n'ayant produit aucun effet, ils avancerent, que les stipulations du Traité de *Seville* pour reparer les pertes des Marchands Anglois, étoient insuffisantes & précaires. L'article concernant une matiere aussi interessante, parut meriter d'être examiné : aussi prolongea-t il beaucoup la séance. Elle finit enfin par l'avis qu'ouvrit le Duc de DEVONSHIRE.

RE, que le Traité de Seville contenoit tout ce qui étoit nécessaire à maintenir l'honneur, la dignité & les possessions de la Couronne, & à reparer les pertes que le Commerce avoit souffertes par les déprédations des Espagnols. La Chambre, à la pluralité de 79 voix contre 30, approuva cet avis, & fut présenter au Roi une Adresse, qui le contenoit en quelque façon mot-à-mot. La voici.

SIRE,

NOUS les très-obeïssans & fideles sujets de Votre Majesté, les Seigneurs spirituels & temporels assemblés en Parlement, remercions très humblement V. M. de sa très-gracieuse condescendance, en faisant remettre devant cette Chambre le Traité de Paix d'union & d'amitié, conclu dernièrement à Seville : & nous demandons permission à V. Maj. de lui déclarer, que ce Traité contient, selon notre opinion, toutes les stipulations nécessaires pour maintenir & assurer l'honneur, la dignité, les droits & possessions de cette Couronne ; & qu'on y a pris tout le soin requis pour le soutien du Commerce de ce Royaume.

anne , & pour reparer les pertes souffertes par les Marchands.

A quoi le Roi fit la réponse suivante.

M E S I E U R S ,

JE suis bien aise que le Traité que j'ai conclu avec l'Espagne conjointement avec mes Alliés, soit si entierement à votre satisfaction. Par une exécution ponctuelle de nos engagements mutuels, nous établirons une amitié ferme & durable avec cette Couronne : ce qui sera un grand avantage pour le Commerce & la navigation de ce Royaume.

Le parti qui s'étoit opiniâtré à contrarier les vues de la Cour, & à donner une médiocre idée de son ouvrage, vit avec chagrin, prendre une résolution qui en relevoit si fort la sagesse ; & comme il n'étoit plus possible d'empêcher la chambre de faire l'éloge du Traité de Seville dans l'Adresse qu'elle vouloit présenter au Roi, vingt-quatre Seigneurs jugerent à propos de mettre sous les yeux de la nation les inconveniens qui resu'toient selon eux d'une semblable condescendance de la part des autres, & de s'acquérir le mérite de l'avoir rejetée avec fermeté. C'est ce qu'ils exécuterent par une protestation (1) assez longue, qu'ils termi-

S 6

noient

[1] Voyez à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* N°. XXXIV.

noient en disant, que l'incapacité des Ministres, & leurs conseils, jettoient la Couronne dans un Labyrinthe de Traités & d'engagemens peu nécessaires, pour ne pas dire préjudiciables.

Les sentimens sur la même matiere ne furent pas moins partagés dans la Chambre des Communes. Les deux partis témoignèrent une égale ardeur, à censurer & à défendre la nouvelle alliance qu'on avoit conclue avec l'Espagne. Le Chevalier *Guillaume WINDHAM* surtout parla contre elle avec beaucoup de véhémence. Il fit un long narré des griefs de la nation, & de l'insuffisance des moyens qu'on prenoit depuis longtems pour les faire cesser; & lorsqu'on croyoit qu'il alloit finir son discours, il le continua d'un ton plus affirmatif, en disant qu'il avoit une particularité à communiquer à la Chambre sur la négligence des Ministres, dont il ne doutoit pas qu'elle ne fût étonnée. Il se trouvoit, disoit-il, des maîtres de vaisseaux marchands à la porte, qui, nouvellement arrivés de *Dunkerque*, avoient déposé sous serment devant ce Juge de paix, que ce Port étoit actuellement en état de recevoir des vaisseaux de deux à trois cent tonneaux.

L'avis ne manqua pas de produire l'effet
que

que le Chevalier Windham desiroit. Les ennemis du Gouvernement le firent aussitôt valoir de concert avec son auteur, afin d'imputer aux Ministres une complaisance pour la France, ou une indifférence pour les intérêts de la nation, que rien ne pouvoit excuser. Les raisonnemens qui servoient à confirmer cette opinion, & que l'on prétendoit établir dans le Traité qui étoit sur le tapis, se multiplioient. La division prenoit de nouvelles forces, & la découverte du Chevalier Windham, à laquelle on ne s'attendoit point, embarrassoit le parti de la Cour.

Le Chevalier *Robert WALPOLE*, sur qui portoient principalement certaines reflexions piquantes, essaya alors, pour les rendre inutiles, & empêcher la Chambre de prendre aucune résolution, de faire remettre à un autre jour l'examen du rapport des maîtres de vaisseaux marchands, que le Chevalier Windham venoit de citer. Mais celui-ci, soutenu par Mr. *PULTENEY*, le Chevalier *Joseph JECKIL*, Mr. *BERNARD*, & plusieurs autres, qui vraisemblablement avoient engagé ces Patrons de navires à se présenter si à propos, insista avec tant de force pour qu'ils fussent introduits & qu'on les écoutât, que la Chambre y

cons-

consentit, & reçut leurs dépositions. Comme elles se trouverent parfaitement conformes à ce que le Chevalier Guillaume Windham avoit avancé, les débats entre les deux partis augmentèrent; & durèrent si longtems, qu'on fut obligé de suivre l'avis du Chevalier Robert Walpole, en renvoyant l'examen de cete affaire à un autre jour, & de differer également celui de l'établissement des François dans les Isles de *Ste. Lucie* & de *St. Vincent*, que les mêmes antagonistes du Ministère avoient encore fait regarder comme un effet de sa criminelle condescendance pour celui du Roi Très Chrétien.

Avant qu'on prît cette resolution, & lorsque les esprits étoient le plus échauffés, Mr. *Horace WALPOLE* & le Chevalier *Guillaume YOUNGE* travaillèrent à les calmer en représentant, que l'on imputoit mal-à-propos aux Ministres, de ne donner aucune attention à ce qui se passoit à *Dunkerque*, ou de ne le savoir que par les découvertes de Mr. le Chevalier Windham, puisqu'il y avoit déjà quelques jours qu'on étoit informé que les François travailloient à ce Port. Ils ajouterent, que quoique cet avis ne portât point qu'on eût encore entrepris de rétablir les jettées, afin d'empêcher
les

les fables de combler le Port , & pour le remettre en état de recevoir des bâtimens d'une certaine grandeur , le Roi n'avoit pas laiffé d'ordonner à Mr. POINTS fon Plenipotentiaire au Congrès de *Soiffons*, de faire à cet égard les remontrances convenables au Roi de France , & d'ajouter encore à cette précaution , celle d'envoyer à *Dunkerque* le Colonel ARMSTRONG , avec des inftructions , pour examiner l'état préfent de ce Port : ce qu'il pouvoit exécuter mieux que tout autre , ayant été témoin de fa démolition.

Ce raifonnement , & les faits qu'il citoit , aiderent à juftifier la conduite des Miniftres , & à manifefter l'animofité de ceux qui les attaquoient. Les clameurs s'appaiferent : mais la Chambre ne laiffa pas , deux jours après , de prendre la réfolution de préfenter une Adrefle au Roi , pour le prier de lui faire donner les ordres , inftructions , rapports & autres procédures concernant le Port de *Dunkerque* depuis qu'il avoit été détruit ; le Traité de la triple-alliance entre Sa Majefté , le Roi de France , & les Etats-généraux en 1717 ; & enfin ce qui avoit rapport à l'établiffement des François dans l'Isle de *Ste. Lucie* , dont la fouveraineté ne pouvoit être difputée à Sa Majefté : après
quoi

quoi l'on remit au 10. Mars la discussion de ces différentes affaires : & afin qu'elle se fit avec plus d'éclat, on ordonna que les Membres qui ne se rendroient pas ce jour-là à la Chambre, seroient mis sous la Garde d'un Sergent d'armes.

Presque en même tems que ceci se passoit, il survint un petit événement à l'occasion de ce qu'on appelle en Angleterre l'anniversaire du martyr du Roi CHARLES I, qui ne servit pas peu à montrer, avec quelle ardeur on cherchoit à rendre odieux les Ministres, & en particulier le Chevalier Robert WALPOLE.

Ceux d'une certaine classe en matière de piété, qui dans toutes les communions chrétiennes sont sur le pié d'enseigner aux autres les voyes du salut, affectent, autant que les Saints, d'avoir une souveraine indifférence pour les choses temporelles ; & néanmoins ils ne laissent pas, sans faire semblant de rien, & sans qu'on les en prie, de s'en occuper assez fortement, & d'en chercher le moyen en s'attirant la confiance des Souverains ou de leurs Ministres. Cette contradiction entre leurs discours & leur conduite, exposeroit plus d'une personne à faire de leur sincérité quelque jugement téméraire : mais vraiment il faut bien s'en don-

ner

ner de garde ; au contraire , on doit toujours être persuadé , que la part qu'ils prennent , par pure charité , aux intrigues & aux cabales des Cours , ne tend qu'à mieux connoître les illusions de ce bas monde , afin d'aider ensuite plus efficacement les Princes & leurs favoris , à ne les regarder qu'avec mepris.

C'étoit sans doute à un motif semblable , que le Docteur CROXAL Chapelain du Roi fit servir le sermon , que les Communes le prièrent de prêcher devant elles le jour qu'on célébroit la funeste mort du Roi CHARLES I. Car afin d'épargner à son Auditoire un recit trop détaillé , & rebattu depuis tant d'années , des circonstances d'un si triste événement , il ne rappella que celles qu'avoient fait naître selon lui les mauvais conseils que ce Prince avoit suivis ; après quoi venant à la tractation de son (1) texte , il les convertit jusqu'à la fin de son discours en applications & en réflexions , qui , quoique débitées d'une manière générale , portoient trop visiblement sur le Ministère présent , pour ne pas laisser appercevoir , que l'intention du Prédicateur étoit de le comparer , &

sur.

[1] Le voici : *Aufer impietatem de vultu regis , & firmabitur justitia thronus ejus* Prov. XXV.

surtout un principal personnage, à celui dont l'imprudence avoit excité l'orage sous lequel Charles I. avoit succombé.

Le zele du Ministre Evangelique parut amer & indiscret. On n'approuva point qu'il se crût en droit de juger si souverainement dans sa Chaire, de la capacité de ceux à qui le Roi confioit le soin du Gouvernement: & quoique leurs ennemis essayassent d'engager la Chambre à remercier le Docteur de son sermon, comme c'est l'usage, & à le prier de le faire imprimer, la négative l'emporta de 50. voix contre 40. L'homme de bien fut scandalisé de ce qu'on reconnoissoit si mal l'utilité de ses insinuations; & afin de n'en point priver le public, il en fit faire l'impression à ses propres fraix. La curiosité procura le debit des exemplaires, dont il se distribua d'abord un grand nombre: mais ce fut là tout le fruit & l'effet de l'acide que l'on trouva dans l'éloquence de l'Auteur; & il n'y avoit pas là de quoi le dédommager de la perte de sa Charge de Chapelain, que le Roi lui ôta.

Après cette petite épisode, reprenons le fil des affaires les plus considérables qui occuperent le Parlement d'Angleterre pendant sa séance. L'animosité qui avoit
écla-

éclatté entre les deux partis au sujet de la découverte du Chevalier WINDHAM, faisoit attendre avec impatience ce qui en resulteroit , & quelle resolution prendroit la Chambre. Elle ne pouvoit être assez vive au gré des ennemis du Gouvernement. A les en croire , il s'agissoit de remedier efficacement à la mollesse avec laquelle on voyoit tranquillement rétablir un Port, dont la destruction étoit jugée si importante, & de ne se plus reposer à cet égard sur la vigilance d'un Ministère seduit, suivant toute apparence, par les artifices de la France, ou peut-être par quelque chose de pire.

Comme ces discours, soutenus des bruits qu'on repandoit de la situation avantageuse où se trouvoit actuellement le Port de *Dunkerque*, faisoient impression, la Cour se hâta d'en manifester la malignité : & dans cette vue le Chevalier *Robert WALPOLE* informa la Chambre, quelques jours avant celui où elle devoit reprendre l'examen de cette affaire, que le Roi avoit reçu avis du consentement de Sa Maj. Très-Chrét. à ce que l'on envoyât des Commissaires, pour observer s'il s'étoit fait quelques travaux à ce Port : afin que si les habitans avoient contrevenu sur cet article à ce qui étoit
réglé

réglé par le Traité d'*Utrecht*, on remit les choses dans l'état où elles devoient être selon le même Traité.

Cette nouvelle ne produisit pas tout l'effet que la Cour desiroit. Celui qui l'annonçoit étoit, disoit-on, trop intéressé à lui donner un sens favorable, pour l'en croire sur sa parole : il falloit quelque chose de plus. On ajoutoit à cela, que la relation du Colonel ARMSTRONG, revenu depuis peu de *Dunkerque*, ne se débitoit pas d'une manière uniforme. Le parti prenoit de là occasion de confirmer les soupçons du public & de donner à entendre, que le rapport de cet Officier se trouvoit plus conforme à celui du Chevalier Windham que le Ministère ne le desiroit. Enfin l'établissement des François dans l'Isle de *Ste. Lucie*, au sujet duquel le Colonel Bleden, un des Commissaires du Commerce & des Plantations, avoit présenté aux Communes, par ordre du Roi, diverses Lettres & Memoires ; donnoit encore prise sur la conduite des Ministres. Leurs ennemis ne trouvoient en eux que corruption ou incapacité. Le mécontentement de n'avoir aucune part au Gouvernement n'y laisse guere appercevoir autre chose ; & jamais la place que l'on veut

veut occuper, ne paroît accordée au mérite. Cette illusion de l'amour-propre se travestit en Angleterre, aussi bien qu'ailleurs, en zèle pour la patrie; & c'est là peut-être plus qu'en aucun autre Royaume, où l'on se persuade volontiers que les droits de la nation ne sauroient être en sureté, que lorsqu'on s'en fera rendu l'arbitre. Ceux qui s'en érigeoient les défenseurs dans la circonstance dont je parle, montroient néanmoins, à ce qu'il paroît, des intentions plus pures; & le *Bill* (*) qu'ils proposèrent de porter, en

* Le 27. Fevrier 1730, la Chambre des Communes ayant pris la résolution de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de faire remettre devant elle un état des Offices ou Emplois de la Couronne érigés depuis le 25. Octobre 1705, avec celui des personnes qui les possédoient actuellement, & des appointemens qu'elles avoient; le Chevalier Windham & le parti contraire à la Cour proposèrent un règlement, suivant lequel aucune personne dépendante de la Cour, ou qui en tiroit des pensions, ne pourroit être membre de la Chambre des Communes; & malgré les débats qui s'éleverent à l'occasion de cet avis, il passa à la pluralité de 143. voix contre 134.

Huit ou dix jours après, la Chambre, en conséquence de ce qui avoit été déterminé, lut pour la première fois un *Bill* pour donner plus d'efficacité aux loix, & déclarer incapables d'avoir séance parmi les membres qui la composeroient, tous ceux qui recevroient des pensions de la Cour, ou qui y possédoient des Charges, sous leur propre nom, ou sous celui d'autrui, & soit que cela dût durer un certain nombre d'années, ou seulement pendant le bon plaisir.

en est une preuve peu équivoque. Il étoit à la Cour, s'il eût passé, l'influence que les graces qu'elle dispense lui conserveront toujours dans les Chambres du Parlement : & il ne pouvoit qu'être avantageux à la nation Angloise, de voir ses repré-

senter du Roi. Il fut décidé ensuite qu'on feroit une seconde lecture de ce Bill : ce qui s'exécuta. Le *Bill* fut approuvé & présenté aux Seigneurs par près de deux cent Députés des Communes.

Une si nombreuse députation, & l'importance de la résolution de la Chambre des Communes, qui tendoit à prévenir les suites toujours funestes de la corruption, devoit, ce semble, entraîner le consentement des Seigneurs : il n'en fut rien cependant ; & la question ayant été agitée dans la Chambre haute, si l'on mettroit le Bill de celle des Communes en Comité, la négative l'emporta de 86. voix contre 31, & par conséquent le Bill fut rejeté.

La séance sur cet article dura jusqu'à 6 heures du soir, & se passa avec vivacité entre les deux partis. Les Comtes de STRAFFORD & d'ARINGTON entr'autres, qui parlerent en faveur du Bill, soutinrent qu'il étoit d'une nécessité indispensable pour conserver la liberté des suffrages, que tout membre qui avoit séance dans la Chambre des Communes, fût indépendant de qui que ce soit ; & ils firent ensuite un grand éloge de la résolution que cette Chambre avoit prise, & de la promptitude, autant que de l'unanimité, avec laquelle elle s'étoit comportée dans cette occasion. Mais le Comte d'ISLAY & les Partisans de la Cour, auxquels ces reflexions ne plaisoient pas, eurent recours, pour les combattre, à un menagement pour la réputation de la Chambre des Communes, qui paroît assez chimerique. Ils alléguèrent qu'il étoit surprenant, que dans le préambule du Bill qu'on leur avoit présenté, on n'eût fait

aucune

représentans à l'abri de la seduction. Malheureusement le nombre de ceux qui adoptent de semblables projets , est à coup sûr le plus petit : la multitude , qui les rejette , leur attache toujours , & avec succès , un espede de ridicule. C'est rarement dans ce siecle , qu'il convient de montrer du desiteressement & de la fermeté : le premier passe pour un raffinement d'ambition , & pour je ne sai quel raffinement de pedanterie , qui ne mene à rien : quant à l'autre , elle est jugée dangereuse , ou regardée avec derision , à peu près comme la prud'homie Collet montée, de quelque ancien Paladin.

La crainte d'encourir cet espede de ridicule , n'empêcha point le Chevalier Windham & ceux de son parti , de persister dans leurs sentimens ; & lorsque la Chambre des Communes reprit le 10. de Mars

aucune mention d'avoir quelque membre coupable de crime ou de corruption , comme c'étoit l'usage dans un Bill , qui tendoit à punir l'un & à prévenir l'autre ; & que par conséquent il leur sembloit que ce seroit en quelque maniere condamner la conduite de la Chambre des Communes , que de passer un Bill contre la corruption , lorsqu'il ne paroissoit aucune marque que la Chambre en fût coupable. Enfin ils ajouterent , qu'il étoit plus convenable que le Roi accordât des pensions à des personnes de mérite , que de les exposer , en les frustrant de ce sort , à en recevoir d'un Prince étranger.

Mars l'examen de l'état du Port de *Dunkerque*, qu'on eut fait la lecture des Lettres & des Memoires qui servoient à le faire connoître, & qu'on eut écouté quatre ou cinq gens de mer trafiquant entre *Londres* & *Dunkerque*, qui certifierent que des bâtimens de 300 tonneaux pouvoient entrer dans ce Port & en sortir; le Chevalier Windham s'expliqua vivement sur l'indifférence avec laquelle on laissoit perdre presque le seul avantage que l'Angleterre avoit tiré du Traité d'*Utrecht*: & plusieurs Membres se recriant également contre une infraction si évidente de ce Traité, le Chevalier Windham, de concert avec eux, proposa alors à la Chambre de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de regarder le rétablissement du Port de *Dunkerque* comme une violation manifeste du Traité d'*Utrecht*, d'ordonner à ses Ministres en France de parler à ceux du Roi Très-Chrétien sur le même ton, avec les assurances les plus fortes que la Chambre assisteroit Sa Maj. de tout son pouvoir, pour obtenir la juste satisfaction qu'on étoit en droit d'exiger.

Le Ministère Anglois, qui s'étoit attendu à l'orage qui commençoit à éclater, avoit pris de si justes mesures pour l'em-

l'empêcher de produire aucun effet, que le jour même où ce que je viens de rapporter se passoit, il mit ses partisans en état d'apprendre à la Chambre des Communes, le bon effet qu'avoient produit à *Paris* les représentations de Mr. POINTS, au sujet des travaux nouvellement faits à *Dunkerque*, & de communiquer en même tems la lettre * que le Garde des Sceaux CHAUVELIN avoit écrite à ce Plenipotentiaire, en lui envoyant un ordre du Roi de France pour qu'on examinât l'état actuel de ce Port, & qu'on démolît tout ce qui s'y trouvoit avoir été construit en contravention des Traités d'*Utrecht* & de *la Haye*.

L'impossibilité de revoker en doute un temoignage aussi évident de la vigilance du Ministre Anglois, fit tomber entièrement les raisonnemens que ses antagonistes employoient afin de la rendre suspecte. Cependant ils ne laissèrent pas de s'opposer fortement à la proposition que fit le parti de la Cour, de présenter une adresse de remerciement au Roi, au sujet de l'attention qu'il avoit apportée à l'intérêt de la nation par les justes re-

Tome VII.

T

mon-

* Voyez cette lettre, avec un ordre du Roi, à la fin de ce Volume *Pieces Justificatives* N°. XXXV.

montrances de ses Ministres à la Cour de France : & lorsqu'on s'occupa à composer cette Adresse les esprits s'échaufferent tellement sur les expressions qu'elle devoit contenir, & l'on contesta si long-tems à cet égard de part & d'autre, que la Chambre resta assemblée jusqu'à trois heures après minuit. Enfin l'affirmative l'emporta alors de 270 voix contre 149. La scene fut apparemment curieuse & intéressante : car le Prince de Galles, qui voulut en être témoin, ne sortit de la tribune, où il étoit incognito, qu'une heure avant qu'elle finit.

L'avantage constant que conservoit en toute occasion le parti de la Cour, ne découragea point celui qui s'obstinoit à lui résister. Au contraire il continua à disputer le terrain pié à pié, & à saisir tout ce qui pouvoit l'aider à soutenir avec succès cette guerre de chicane.

L'établissement des François dans les Isles de *Ste. Lucie* & de *St. Vincent*, dont la Chambre des Communes reprit l'examen après celui de l'état du Port de *Dunkerque*, devint aussitôt la matiere de nouvelles altercations. Les ennemis du Gouvernement s'attacherent à faire regarder cette intrusion non seulement pré-

préjudiciable aux droits * de Sa Majesté, mais encore comme d'une très dangereuse conséquence pour le commerce des barbares & des autres Colonies Angloises en ces pays-là : & afin de remédier efficacement à ce qui devoit selon eux causer une juste inquiétude, ils proposèrent à la Chambre de mettre en question, s'il ne seroit pas convenable de représenter au Roi par une adresse, les inconyeniens qu'il y avoit à souffrir que les François s'introduisissent dans les Isles appartenantes à la Grande-Bretagne ; & de supplier en même tems Sa Majesté, d'ordonner à ses Ministres à la Cour de *Versailles* d'y faire les plus fortes instances, afin d'obtenir un ordre du Roi de France à tous ses sujets établis dans ces Isles, de se retirer ailleurs & de n'y plus retourner.

Les reflexions & les raisonnemens que
cette

* Comme cette question s'est renouvelée dans le tems où j'écris ces Memoires, & que le Roi, selon ce que les nouvelles publiques ont annoncé, a fait connoître à sa Maj. Britt. les raisons qu'il avoit de conserver la possession de l'Isle de *Ste. Lucie*, je n'ai pas la témérité de m'ériger en juge d'un pareil différent. Je rapporte ce qu'on disoit en Angleterre, & le sentiment où l'on y étoit sur un droit, que la France revendique aujourd'hui. Personne n'est plus éloigné que moi, d'avoir la moindre partialité pour aucune Nation.

cette proposition occasionna, se soutinrent & se prolongèrent encore de part & d'autre avec tant de vivacité & d'opiniâtreté, que la Chambre resta assemblée jusqu'à huit heures du soir. Le Chevalier *Guillaume* YOUNGE y parla à son ordinaire en faveur des mesures que la Cour avoit déjà prises, pour engager le Roi Très-Chrétien à consentir, que l'affaire dont il s'agissoit fût discutée & réglée à l'amiable : après quoi il représenta, que dans la conjoncture présente, où la tranquillité de l'Europe dépendoit si fort du concert & de la bonne intelligence qu'elle continueroit à voir regner entre les deux Couronnes d'Angleterre & de France, il paroïssoit peu convenable, pour ne rien dire de plus, de temoigner visiblement que cette union n'étoit que simulée, & qu'on se méfioit de la bonne foi de cette dernière ; surtout, ajouta-t-il, dans le moment où elle venoit d'en donner une preuve au sujet des travaux faits à *Dunkerque*.

Ceux qui suivoient les sentimens du Chevalier Younge, appuyèrent son avis : mais malgré cela les débats ne laissant pas de subsister, on agita la question, pour les terminer, s'il ne seroit pas à propos que le Président du Comité quittât la chaire ;
&

& cet avis , qui équivaloit à celui de prendre la resolution de ne plus parler de ce qui concernoit ces Isles pendant le reste de la séance du Parlement , passa malgré les efforts du parti contraire. Ce qui occupa ensuite la Chambre des Communes (si l'on en excepte un Bill qui fut approuvé pour défendre de prêter de l'argent sans permission à aucune Puissance étrangere) regardoit uniquement l'état interieur du Royaume , ou de son commerce. J'en laisse le détail à ceux qui écriront l'histoire du tems.

L'opposition des deux partis dont on est souvent obligé de parler lorsqu'on fait mention de ce qui se passe en Angleterre , ne se fit pas moins sentir dans la Chambre des Seigneurs que dans celle des Communes. J'en ai déjà touché quelque chose au sujet du Bill pour exclure de la dernière ceux qui avoient des emplois ou des pensions. J'ajouterais ici, que quand il fut agité sur cet article d'obtenir une liste de ces personnes, & que l'avis fut rejeté, quatorze Seigneurs jugerent à propos de protester † contre cette resolution. Un plus grand nombre suivit leur exemple à l'égard de celle qui avoit fait tomber *

T 3 le

† Voyez cette Protestation à la fin de ce Volume
Pieces Justificatives N°. XXXVI.

* *Pieces Justificatives* N°. XXXVII. Lorsque la

le Bill, que la nombreuse députation des
Com-

Chambre des Seigneurs se détermina à rejeter le Bill dont il est ici question, plusieurs d'entr'eux ajoutèrent à ce qu'on a rapporté qu'avoient dit dans cette occasion les Comtes de STRAFFORD & d'ABINGTON, que le dessein général de ce Bill étant de la dernière importance pour la constitution des Parlemens, il paroïssoit surprenant qu'on ne lui eût pas même donné la forme d'un Comité, dans lequel, selon l'usage, on auroit eu la liberté de débattre les objections, qui se seroient trouvées avoir relation à des clauses ou expressions particulieres, lesquelles auroient pu être changées ou rejetées, selon que la Chambre l'auroit jugé à propos : Que ce Bill n'établissoit rien de nouveau, puisqu'il ne tendoit qu'à faire observer plus efficacement les loix précédentes, & à prévenir les mauvaises interprétations qu'on en pouvoit faire : Que les dites loix ordonnoient, qu'aucune personne qui tire pension de la Couronne pendant le bon plaisir du Roi, ou pour un certain nombre d'années, ou qui possède certains emplois, ne pût avoir séance dans la Chambre des Communes : Que ces loix ont été, ou ont pu être éludées en diverses manieres, principalement par des gratifications, ou par des présens annuels, qu'on ne sauroit nommer pensions, mais qui cependant produisoient le même effet : Qu'elles ont pu encore être éludées par les Membres de la Chambre des Communes, en faisant exercer par une tierce personne les charges qui les rendoient incapables d'avoir séance dans la Chambre : Que sans déterminer si ces abus ont prévalu ou non, les Seigneurs qui se propoient de protester contre la résolution qu'on prenoit de rejeter ce Bill, étoient d'avis, que comme il est évident que les abus dont il s'agissoit pouvoient facilement être introduits sous un Gouvernement corrompu, on ne pouvoit trop encourager un Bill qui les prévenoit efficacement : qu'ils croyoient par conséquent, qu'il convenoit plus à l'honneur de la Chambre de révoquer les loix qu'on venoit de citer, que

de

Communes avoit présenté ; & quelques
autres

de paroître, en rejetant un Bill qui en assure l'observation, approuver des pratiques inventées pour les rendre inutiles : Que les influences partienlières que ce Bill tâchoit de prévenir, pourroient avec le tems devenir très perniciosës à la Nation, si un Ministre obtenoit par son credit la disposition des charges, pensions, recompenses, &c. : Que si, en égard aux diverses circonstances où s'est trouvé la Nation, & qui ont exposé la Couronne à de fréquens dangers, on a cru nécessaire de s'assurer de la fidélité des Sujets par de nouveaux sermens ; il ne l'étoit pas moins, que pour la plus grande sûreté du Peuple, on exigeât de ses Représentans des engagements, qui ne servoient après tout qu'à leur faire remplir leurs devoirs avec plus de fidélité, & à répondre à la confiance que la Nation mettoit en eux : Que cette considération étoit d'autant plus importante, que les taxes devenant plus onereuses que ci-devant, & la Nation plus surchargée de dettes, la tentation d'obtenir des grâces devenoit plus difficile à surmonter : Enfin, que l'argument fondé sur l'iniquité des hommes ne fauroit avoir plus de force contre ce Bill, par rapport au serment qu'il exige des membres des Communes, que contre toute autre loi établie pour empêcher quelque crime que ce soit.

Les reflexions de ces Seigneurs étoient sages, & leurs raisonnemens bien fondés : mais tout échoue contre l'interêt. Il en faut venir à ce qu'exprime ce petit Rondeau, dont j'ignore l'Auteur :

C'est l'interêt, qui fait que tout remue :

C'est lui qui fait que chacun s'évertue.

Tout à son gré se gouverne ici bas :

Emplois sans lui ne se brigueroient pas ;

La Cour des Rois seroit déserte & nue.

Si l'homme va d'une ame résolue

Chercher la gloire au risque qu'on le tue,

Qui lui ravit la crainte du trépas ?

C'est l'interêt.

autres à l'occasion de l'entretien des 120000
Heslois *.

Ce fut pour la quatrième fois pendant la séance du Parlement, que certains Pairs crurent devoir donner ce témoignage public de leur fermeté, à condamner ce qu'un excès de complaisance pour la Cour faisoit accorder, selon eux, au préjudice de la nation. L'usage où l'on est en Angleterre d'employer des protestations pour censurer la conduite du Gouvernement, est équivalent à celui qu'ont les François, de faire des chansons sur le même sujet; & je crois en vérité, que l'utilité qui en résulte, soit à Paris, soit à Londres, est égale. Le sérieux des premiers, & le spirituel & malin badinage des autres, n'expriment pas mal la différence du caractère des deux nations.

Malgré les précautions qu'on avoit prises pour s'assurer de l'état actuel du Port
de

*L'intention du monde n'est connue :
Sur ses projets je n'ai point la berlue.
Si le profit ne marchoit sur nos pas,
Pour notre cœur tout seroit sans appas.
Notre boussole, & notre point de vue,
C'est l'intérêt.*

* *Pieces Justificatives* N°. XXXVIII; & XXXIX.
La piece qui est sous ce dernier Numero est l'Extrait d'un autre Ecrit qui parut, contenant les raisons pour & contre cet article.

de *Dunkerque*, & y faire démolir les travaux qui pouvoient le rendre praticable aux bâtimens d'une certaine grandeur, il survint encore au commencement d'Avril dans la Chambre des Seigneurs quelques doutes à cet égard. Deux maîtres de navire firent des dépositions touchant ce Port, qui différoient beaucoup des informations précédentes. Il n'en falut pas davantage pour soupçonner le Ministère d'Angleterre d'une connivence avec celui de France sur cet article, dont les conséquences étoient dangereuses; & à cette occasion il y eut entre les deux partis des discours assez vifs. On se détermina néanmoins à attendre la relation que les Colonels ARMSTRONG & LASCELLES, qui étoient allés à *Dunkerque* par ordre de la Cour, devoient envoyer de ce qu'ils auroient vu, & regler de concert avec Mr. de la BLANDINIÈRE, Capitaine de Vaisseau & Commissaire de Sa Maj. Très-Chrétienne, ce qui seroit nécessaire à la démolition de tout ce qui avoit été fait de nouveau dans ce Port.

Pendant la durée de ce Parlement Mr. CHOCK présenta aux Seigneurs un état des dettes nationales depuis le 31 Decembre de l'année 1728. jusqu'à pareil jour 1729. Il paroissoit par cet état, qu'à la

premiere date , ces dettes montoient à 50339479 Livres Sterling & quelques Shelings ; que depuis ce tems-là jusqu'au 31 Decembre 1729 elles avoient augmenté de 1250000 Livres Sterling ; que l'on en avoit payé 1739724 Livres Sterling & quelques bagatelles , enforte que les dettes montoient encore au 1 Janvier de la présente année 1730 à 49849755 Livres Sterling &c. Surquoi il étoit dû à la Compagnie des Indes 3200000 Livres Sterling ; à la Banque 8000000 ; à la Compagnie du Sud 33000000 ; & le surplus par des billets de l'Echiquier. Cette supputation servant à faire connoître la situation de la Nation Angloise au tems dont je parle , j'ai cru ne devoir point la passer sous silence. Les voisins de l'Angleterre , en comparant cette situation avec celle où elle se trouve à présent , peuvent juger assez sainement de l'utilité que cette Monarchie a retiré de sa politique. Si l'on s'en rapportoit à ce que le Duc d'ARGLE exposa dans un discours qu'il tint en ce tems-là , on concevrait une idée très avantageuse de l'étendue des richesses que possédoit la Grande-Bretagne : car il avança , qu'il ne s'y étoit jamais trouvé tant d'argent monnoyé. Mais l'éloge que ce Seigneur faisoit

Soit du Gouvernement, & de l'abondance qu'il procuroit, ne dura qu'autant qu'il fut content du traitement qu'il éprouvoit ; & quand, peu d'années après, il cessa de le trouver favorable, la sagesse des Ministres se changea en prévarication, & une totale décadence du Commerce fit disparoître toutes ces richesses. Les applaudissemens ou la censure de la plupart des Courtisans, dépendent presque toujours des agrémens qu'on leur accorde, ou des chagrins qu'ils essuyent.

Lorsque tout ce que je viens de dire se passoit, le fameux vaisseau nommé *le Prince Frédéric*, dont la restitution avoit été si vivement sollicitée, & si longtems retardée, arriva enfin à *Londres* ; mais en si mauvais état, qu'on fut obligé, sur l'avis qu'on reçut de son délabrement, d'envoyer au devant de lui plusieurs chaloupes pour prendre ses canons, & une partie des marchandises ou de l'argent dont il étoit chargé. La riche cargaison de ce bâtiment dédommagea de la crainte qu'on avoit eue de le perdre.

Terminons ce que le *Traité de Seville* nous a insensiblement engagé à dire concernant l'Angleterre, par le discours que le Roi de la Grande-Bretagne fit à son Parlement lorsqu'il mit fin à la Séance de

cette Assemblée. Il servira à confirmer ce que j'ai rapporté touchant l'animosité qui avoit éclaté entre les deux partis.

MILORDS ET MESSIEURS,

LA saison de l'année, & la diligence avec laquelle vous avez terminé les affaires publiques, me donnent occasion de mettre fin à cette séance; & je ne doute pas, que la conduite de ce Parlement, qui a si bien répondu à mon attente, ne donne une égale satisfaction à tous mes bons & fidèles sujets.

Les moyens par lesquels vous m'avez mis en état de remplir si efficacement mes engagements avec mes alliés, auront, ainsi que je me le persuade, les effets qu'on en attend; & lors qu'on aura vu que les Alliés de Seville ne sont pas seulement déterminés, mais même prêts à exécuter leurs engagements mutuels, il y a tout lieu d'espérer, qu'une pacification générale sera l'heureuse conséquence de cette juste & puissante alliance.

MESSIEURS DE LA CHAMBRE
DES COMMUNES,

JE vous remercie en particulier des subsides que vous avez levés pour le service de l'année courante. Ce m'est une grande satisfaction que vous ayez eu des égards si convenables
pour

pour le soulagement de tous mes sujets , dont le bien & la prospérité seront toujours le principal objet de mes soins & de mon attention.

MILORDS ET MESSIEURS,

JE suis ravi que pour la satisfaction générale vous soyez entré dans un examen particulier de l'état de cette nation ; & c'est un grand bonheur de voir , après tant de clameurs si injustes & si déraisonnables , suscitées avec tout l'art , l'industrie & la malice possibles , & après une mure délibération & des débats les plus solennels , que bien loin d'avoir trouvé quelque chose digne de blâme ou de censure , vous ayez approuvé toutes les affaires qui ont été remises à votre délibération. Cela doit exciter dans tous mes sujets une juste horreur de ces boutefeux , qui , animés d'un esprit d'envie & de mécontentement , travaillent sans cesse , par des libelles scandaleux , à aliéner de moi l'affection de mes peuples , & à leur inspirer des idées de jalousie mal fondées , des plaintes au mépris de ma personne & de mon Gouvernement , & une défiance continuelle des sentimens des deux Chambres du Parlement. Mais je dois me reposer sur votre prudence & sur vos soins pour la paix & le bonheur de votre pays , persuadé que vous détruirez toutes ces pratiques séditionnelles ; & que vous ferez

*ferez sentir à mon peuple , que ces indignes
procedés ne tendent qu'à repandre parmi
nous la confusion & le trouble.*

Le jour de la clôture du Parlement le Vicomte de TOWNSHEND , qui depuis quelques années remplissoit la place de Secrétaire d'Etat pour le Nord , s'en démit , & en délivra le Sceau dans le Cabinet du Roi ; après quoi il se retira à la Campagne. Sa Maj. Britt. donna cette place à Milord HARRINGTON , qui en prit possession à son arrivée de France, où il étoit retourné peu de jours après l'ouverture du Parlement.

Remettons à présent sous les yeux du Lecteur , certains principaux événemens arrivés en Europe dans l'espace du tems où se passoit en Angleterre ce que je viens de rapporter. On a vu plus haut * , comment le jeune Empereur de Russie avoit déclaré son mariage avec la Princesse DOUGORUKI. Leurs fiançailles se firent avec beaucoup de magnificence le 12. Decembre , jour de la Fête de St. ANDRÉ' vieux stile. L'Archevêque de Novogrod bénit les bougies selon la Liturgie de l'Eglise Greque ; & après les avoir mises chacune à part dans deux plats d'or , il présenta celle de la Princesse

* Page 384. de ce Tome VII.

ceffe à l'Empereur, & celle de l'Empereur à la Princeffe. La cérémonie étant finie, l'Empereur, accompagné de la Czarine Douairiere & de la Princeffe ELIZABETH, conduisit fa future Epouse dans son appartement, pour y voir tirer un feu d'artifice : après quoi il y eut un Bal, à la fin duquel la Princeffe fiancée fut reconduite à son Palais, suivie du même cortège qui avoit été l'y prendre ; mais cependant avec cette difference, qu'elle étoit seule alors dans son carosse, & que les tambours battirent aux champs quand elle sortit, comme pour l'Empereur.

L'extrême jeunesse du Monarque, qui n'étoit entré dans sa quinziesme année que depuis le mois d'Octobre, engagea à suspendre la celebration du mariage jusqu'au mois de Février suivant. Ce délai, d'ailleurs, étoit nécessaire, pour achever tous les préparatifs des fêtes qu'une pareille circonstance entraîne après elle. Peut-être paroissoit-il long à la Princeffe Dolgorouki ; & ce fut apparemment pour lui aider à le supporter, qu'on lui rendoit presque tous les hommages & les honneurs qui accompagnent l'auguste rang qui lui étoit destiné. Il ne lui restoit plus qu'un pas à faire pour monter sur le trône d'un si vaste empire, & le partager avec un jeune

Epoux,

Epoux , dont les agrémens de la figure (selon ce qu'écrivoit le Duc de LIRIA) ajoutoient un nouvel éclat au pouvoir souverain.

C'est dans une attente si flatteuse , & lorsque tout sembloit concourir à rendre la Princesse Dolgoruki heureuse , qu'elle vit disparoitre en un moment , comme je l'ai déjà dit , l'éclat qui l'environnoit. Le bonheur qui lui étoit préparé , ne servit qu'à rendre sa situation plus cruelle. Le 17. Janvier l'Empereur se trouva mal , & l'on reconnut sur son corps des marques de petite verole. Cependant l'éruption se fit si heureusement , qu'au neuvième jour les Médecins le crurent hors de peril. Cette espérance se soutint jusqu'au 29. Janvier (1730) : mais ce jour-là il survint à ce Monarque une fièvre si violente , qu'il mourut la nuit - même à une heure après minuit , âgé de 14 ans trois mois & quelques jours. En lui finit la ligne masculine de la maison Imperiale.

Ce Prince , avant de mourir , ne désigna point son successeur : il se contenta , dit-on , de recommander à ses Ministres la Princesse DOLGORUKI , la Princesse ELIZABETH , sa Tante , & les Ducs d'*Holstein* & de *Meklembourg*. Le bruit courut alors , qu'il avoit aussi nommé le Prince

Prince DOLGORUKI vicaire général de l'Empire : mais je crois qu'il étoit mal fondé. Le Haut Conseil s'assembla immédiatement après la mort de l'Empereur , & voyant la branche masculine éteinte , & que la Couronne devoit par conséquent passer aux filles , il jugea à propos de préférer celles du Czar * JEAN ALEXIOWITS à celles de PIERRE I. son frere cadet. Il sembloit, selon cette résolution, que la succession regardoit la Princesse CATHERINE fille aînée de JEAN, qui avoit épousé en 1716. LEOPOLD Duc de *Meklembourg* : mais la conduite de ce Prince avec sa Noblesse donnant une aussi mauvaise opinion de son caractère que de son Gouvernement , & l'ayant brouillé avec l'Empereur des Romains, les Grands de Russie craignirent, si la Princesse sa femme devenoit leur souveraine , qu'il ne les engageât dans une guerre avec CHARLES VI. & l'Empire, qu'ils vouloient éviter. Cette considération aida vraisemblablement à les déterminer en faveur de la

* Le Czar JEAN ALEXIOWITS étoit né en 1683. Il avoit épousé PROSCOVIE FEDEROWNA SOLTICOW ; & à cause de ses infirmités d'esprit & de corps il avoit été exclus de la succession au trône à la mort du Czar THEODORE son frere aîné. Mais par les intrigues de la Princesse SOPHIE sa sœur, on obligea PIERRE I. son frere cadet, à partager avec lui la Souveraineté.

la seconde fille nommée ANNE, Veuve de FREDERIC GUILLAUME Duc de Courlande, qui n'ayant ni mari ni enfans, ne pouvoit avoir d'autres intérêts à ménager que ceux de l'Empire Ruffien. Tous les suffrages s'étant donc réunis en faveur de cette Princesse, le Senat & les autres Corps concoururent unanimement à la faire proclamer Imperatrice : mais en même tems plusieurs d'entre eux, croyant qu'il étoit à propos de profiter d'une occasion où ils dispofoient en quelque façon de l'Empire, pour diminuer l'autorité despotique avec laquelle les Czars les avoient gouvernés, dressèrent une Capitulation *, qui effectivement la renfermoit dans des bornes assez étroites ; & ils chargerent les Députés, qui devoient aller apprendre à la

* Elle contenoit en substance, que l'Imperatrice ne gouverneroit que de concert avec le Haut Conseil : qu'elle ne feroit ni la paix ni la guerre que de l'avis du dit Conseil : qu'elle ne pourroit lever des Contributions, imposer aucune taxe, ni disposer d'aucune Charge confiderable, que du consentement du Conseil : qu'elle ne pourroit condamner aucun Noble à souffrir quelque peine que ce soit, à moins qu'il ne parût évidemment meriter le châtimet qu'on devoit lui infliger : qu'on ne pourroit confifquer les biens des Gentils-hommes, à moins qu'ils ne fussent convaincus de crimes qui exigeroient une semblable punition : que l'Imperatrice ne pourroit disposer, ni aliéner les biens de la Couronne sans le consentement du Haut Conseil, ni se marier ou nommer un successeur qu'avec son approbation.

la Princeſſe ANNE ſon avènement au trône , de lui préſenter auſſi cette Capitulation , afin qu'elle connût à quelles conditions on ſe ſoumettoit à elle , & qu'en égard à la préférence qu'on lui donnoit ſur ſon ainée , elle s'engageât à les accepter & à les observer.

Il faut de grandes revolutions dans un Etat Monarchique (& il n'appartient qu'à Dieu ſeul de les produire) , pour ramener paifiblement l'autorité ſouveraine au point de modération , où il n'eſt pas douteux qu'elle a été originairement établie ; ſans quoi ceux , qui , ſans la moindre apparence de ſuccès , forment une telle entrepriſe , font un chemin fort inutile dans les eſpaces imaginaires , & ne manquent guere d'être la victime de leur imprudence. La plus legere teinture de l'hiſtoire ſuffit à convaincre de ce que je dis ; & ce qui arriva aux auteurs du projet dont je viens de parler , en eſt encore une nouvelle preuve.

Le lendemain de la mort de l'Empereur , la Députation que le Haut Conſeil envoyoit pour annoncer à la Princeſſe Anne ſon avènement à la Couronne , partit de *Moscou*. Elle étoit compoſée des Princes *Baſile DOLGORUKI* , *Michel GALLICZIN* , & *George TRUBETZ-*

K O Y

K O Y Major-Général, de Mr. L E O N T I O F F, qui avoit le même grade, & de Mr. J E R E K I N Capitaine des Gardes. Ils arriverent le 6. de Fevrier à *Mittau*, où résidoit la Princesse A N N E.

Ce n'étoit qu'à regret, & qu'après avoir † inutilement tenté de faire passer à sa nie-
ce

† Il fut accusé quelques années après, non seulement de s'être prévalu du pouvoir qu'il avoit aquis, & son frere *Alexis*, sur l'esprit du jeune Empereur P I E R R E I I, pour déterminer ce Monarque à épouser la Princesse *Catherine*; mais encore d'avoir tenté de fabriquer pendant la maladie de ce Prince un testament, par lequel l'Empereur instituait la Princesse *Catherine* son héritière pour lui succéder au trône, ainsi que P I E R R E I. avoit fait à l'égard de l'Imperatrice son Epouse. On ajoutoit, que ce faux testament ayant été dressé par le Prince *Serge Dolgoruki*, le Prince *Jean Alexiowits* le signa en présence de son Pere & de son Oncle, la nuit que mourut l'Empereur, en contrefaisant le caractère & la signature de ce Monarque; & que l'intention de cette maison étoit de produire ce Testament après la mort de l'Empereur, & de massacrer tous ceux qui refuseroient d'en reconnoître la validité. L'entreprise ayant paru ensuite impossible, les *Dolgorukis* brûlerent le brouillon & la copie mise au net de ce Testament: mais malgré cette précaution leur dessein transpira. Ils furent arrêtés, & mis en prison; & après qu'on les eût interrogés, & qu'ils eurent avoué les crimes dont on les accusoit, ils furent condamnés, le Prince *Jean Dolgoruki* à être rompu vif, & les Princes *Basile Lucowits*, *Serge Gregorewits*, & *Jean Gregorewits*, à être décapités: ce qui fut exécuté le 6. Novembre 1739. Lorsque le Prince *Jean Alexiowits* eut entendu lire sa sentence, qui le condamnoit à être rompu vif, il tira de sa poche un couteau, dont il se donna un coup dans la gorge. Quant
au

ce la Couronne Imperiale de Russie, que le Prince *Basile DOLGORUKI*, chef de cette députation, venoit la présenter à la Duchesse de *Courlande*. L'empressement qu'il affectoit d'avoir à cet égard, ne tenoit qu'à mieux cacher les projets bien contraires qu'il avoit conçus avec sa famille, & qu'à se menager au moins avec sa nouvelle Souveraine une partie du pouvoir qu'il n'avoit pu procurer en entier à sa niece. Le trône où celle-ci devoit monter, & la haute considération dont une pareille attente assuroit la possession à la maison Dolgoruki sur la fin du regne de *PIERRE II*, avoit rempli le Prince *Basile* de cette confiance, souvent temeraire, que donne une grande élévation; & comme elle persuade facilement, qu'on peut hazarder sans risque certaines démarches, il fit trop légèrement celle de laisser entendre à la Princesse *ANNE*, en lui présen-

au Prince *Serge* son frere, il alla au supplice avec beaucoup de fermeté. Les Princes *Basile*, & *Michel Wolodemerovitch Dolgoruki* avoient été également condamnés à mort: mais l'Imperatrice, en faveur du repentir que le premier témoigna, & des découvertes qu'il contribua à faire, leur fit grace de la vie, & commua la peine de mort en une prison perpétuelle. Ils furent conduits, l'un à la Forteresse de *Schlusfelbourg*, & l'autre à celle d'*Ivanogorod*, où ils restèrent jusqu'à l'avènement de la Princesse *ELISABETH* au trône, qui les rappella & les rétablit dans leurs anciens honneurs.

présentant la Capitulation qu'on avoit dressée, que c'étoit en quelque maniere par voye d'élection qu'elle devenoit Impératrice, & que l'usage qu'elle feroit de-formais du souverain pouvoir, devoit se regler sur la teneur de cette piece. Le plan de Gouvernement qu'elle formoit, remettant entierement la direction des principales affaires au Haut Conseil, le Prince Basile, qui y tenoit une place & nombre de ses Partisans, comptoit que la Duchesse de *Courlande*, contente de porter la Couronne, lui abandonneroit sans peine, & aux siens, l'administration de son autorité, & qu'ainsi la leur se soutiendrait toujours avec le même éclat.

L'opinion étoit mal fondée, & l'envie, qui donne une activité suprenante au zele des Courtisans, avoit trouvé moyen, malgré les précautions du Prince Basile, de rendre ses desseins & ceux de toute sa famille très suspects à la Princesse Anne. Elle dissimula prudemment les avis qu'elle avoit reçus, & l'impression qu'ils lui faisoient : les conseils que le Prince Basile Dolgoruki s'empressoit de lui donner pour se rendre nécessaire, furent bien reçus en apparence, toutes ses propositions admises, & la Capitulation qu'il présenta signée sans la moindre difficulté.

La

La Duchesse de Courlande ne s'embar-
raisoit gueres de souscrire à ces conditions :
elle alloit bientôt devenir maîtresse de les
annuller ; & quelques - uns des Collegues
du Prince Basile lui faisoient secrettement
entendre par l'entremise du Comte de
BIRON * son Confident, qu'elle devoit
les

* Son véritable nom étoit *Bieren*, ou *Biren*. Son
pere avoit été comme Ecuyer du Prince ALE-
XANDRE , fils de JACQUES III. Duc de Cour-
lande , qui mourut en Hongrie en 1686. des blessu-
res qu'il avoit reçues au siege de Bude. Le soin qu'eut
ce *Biren*, de ramener à Mittau en bon état l'équi-
page de son maître, lui valut quelque recompense,
qu'il employa à faire élever ses enfans. L'aîné, nom-
mé *Jean Ernest*, dont il est ici question, servit le
Baron de *Brackel* pendant quelque tems ; & par le
moyen de son pere il parvint ensuite à remplir une
place de Page ou de Gentil-homme dans la maison
de la Princesse ANNE , Veuve du Duc de Cour-
lande FREDERIC GUILLAUME : Ce fut en
cette qualité qu'elle l'envoya à Moscou en 1725,
pour complimenter l'Imperatrice CATHERINE
sur son avènement au trône. Cette commission de-
vint l'origine de sa fortune. L'Imperatrice s'informa
avant de lui donner audience, quel poste il occu-
poit à la Cour de la Duchesse de Courlande ; & sur
ce qu'elle apprit qu'il étoit simplement *Hoff-Junker*,
elle demanda si sa Niece n'avoit donc point de Cham-
bellans ? On lui répondit que non. *Eh bien*, dit-elle,
je donne cette qualité à ce Gentil-homme : ma fille la
Duchesse d'Holstein en a ; il est juste que ma niece en
ait aussi. Sa Maj. Imp. lui accorda en même tems
une gratification, & lui fixa des appointemens, mais
fort modiques. De retour à Mittau, il trouva le
secret de se rendre utile à la Duchesse de Courlande,
& de s'emparer insensiblement de sa confiance. Il
voulut alors engager la Noblesse de Courlande à l'ag-
greger

les regarder comme l'unique effet de l'ambition des Dolgorukis & de leurs créatures.

greger à son Corps ; mais elle rejetta sa requête avec dédain, sans vouloir y faire aucune réponse.

La Duchesse de *Courlande* étant montée sur le trône Imperial de Russie, le Chambellan, par le moyen duquel on donna plusieurs avis importants à cette Princesse, la suivit à *Moscou*. Placé alors sur un theatre plus brillant qu'à *Mittau*, il quitta son nom de *Biren* pour prendre celui de *BIRON*, en supposant qu'il étoit descendu de cette illustre maison en France. Sa faveur & celle de sa femme auprès de l'Impératrice, parvint bientôt à un tel degré, qu'ils dispoient souverainement de la volonté de cette Princesse ; & comme l'Empereur *CHARLES VI.* jugea devoir le gagner, il éleva *Biron* à la dignité de Comte de l'Empire. La Noblesse de *Courlande* fut obligée de lui envoyer par une députation son aggrégation à son Corps dans une boîte d'or. Enfin à la mort du Duc *Ferdinand*, qui ne laissoit point d'heritiers, l'Impératrice le fit élire Duc de *Courlande* & de *Semigalle*, & Sa Maj. le déclara à sa mort Regent de l'Empire de Russie pendant la minorité du petit Prince *Jean*, qu'elle avoit nommé son Successeur. La fortune, qui l'avoit poussé avec rapidité au plus haut degré d'élevation, l'abandonna alors tout à coup. A peine y avoit-il deux mois qu'il possédoit la Regence, que la Princesse de *Brunsvik Bevern*, mere du jeune Empereur, parvint, par l'entremise du Comte de *Munich*, à l'en déposséder. Ce Général arrêta le 20. Novembre 1740. le Duc de *Courlande* & sa femme, & on les conduisit à la Forteresse de *Schlusfelbourg*. On le déclara déchu de ses titres, dignités & souveraineté. On lui redemanda les marques de l'Ordre de *St. André* ; & il fut enjoint aux Commissaires chargés d'instruire son procès, de ne le traiter désormais que sous le nom de *Jean Ernest Biren*. Ses freres, *Charles* & *Gustave Biron*, Généraux dans les Armées Russiennes, & le premier Gouverneur de *Moscou* ; le Général *Bismark* son Beau-frere, & tous ceux qui lui étoient, ou qu'on soup-

connoît

res. Le Prince *Basile*, seduit par les apparences du succès qu'avoit eu son voyage, se hâta, après avoir rendu hommage à l'Imperatrice, de reprendre le chemin de *Moscou*,

connoit de lui être attachés, furent arrêtés & envoyés en exil, en *Siberie* ou ailleurs, & leurs biens confisqués.

Le Duc de *Courlande* succombant alors sous le poids de tant de malheurs, parut avoir l'esprit troublé; & ce dérangement de raison, que les Medecins assurerent être véritable, fit suspendre pendant quelques jours les procédures commencées contre lui. Le repit fut court; & dès qu'on jugea le coupable en situation de subir un examen, on recommença à l'interroger. Quand on eut tiré de lui les éclaircissements dont on avoit besoin, & que les Commissaires eurent fait leur rapport au Conseil d'Etat, le Senat & le Synode, conjointement, avec les Ministres & les Généraux, le déclarerent criminel de leze Majesté au premier chef, & le condamnerent à mort. Il retomba dans ce terns-là malade, & on ne lui prononça point son arrêt. Enfin cet infortuné favori de la défunte Imperatrice, à qui la Princesse de *Brunswick-Bevern*, Regente de *Moscovie*, accorda la vie, fut transféré avec toute sa famille à *Relim* en *Siberie*, pour y finir ses jours.

A peine y avoit-il un an qu'il y étoit arrivé, qu'une revolution dans l'Empire de Russie, encore plus suprenante que celle qui en avoit ôté la Regence à *Jean Ernest Biren*, plaça l'auguste fille de *PIERRE I.* sur le trône de cette vaste Monarchie, & fit tomber dans la disgrâce de cette Princesse les principaux auteurs de celle du Regent. La triste situation où il se trouvoit, changea tout-à-coup de face. La nouvelle Imperatrice voulut bien non seulement l'adoncir, mais même le tirer de son exil, & lui permettre de venir habiter à *Jaraslavv*, qui n'est pas fort éloigné de *Moscou*, avec ses freres & toute sa famille; & à cette grace Sa Maj. Imp. joignit encore celle, de

Moscou, afin, disoit-il, de presser les préparatifs destinés à la reception de la nouvelle Souveraine; mais bien plus vraisemblablement pour achever de concerter
avec

lui permettre de prendre le nombre de domestiques qu'il voudroit, & de pouvoir se promener & aller à la chasse aux environs de cet endroit-là. Comme il étoit en chemin pour s'y rendre, & qu'il s'étoit arrêté un jour à *Cazan*, les Comtes de *Munich* & de *Lovvenvolde*, & le Baron de *Mengdem* Gendre du Comte d'*Osterman*, qui alloient dans le lieu de leur exil, y arriverent. Le premier l'avoit arrêté: il étoit le principal auteur des malheurs qu'il avoit essuyés; & par un effet singulier de la vicissitude qui survient dans la destinée de certains Courtisans, il alloit habiter la même maison à *Relin*, où il avoit conseillé à la Duchesse de *Brunswick Bevern*. d'envoyer *Jean Ernest Biren*, & dont lui Comte de *Munich* avoit voulu dresser le plan. Les nouveaux-venus ignoroient son rappel: ils parurent extrêmement surpris de la rencontre. Elle ne lui fit pas la même impression; car on l'avoit instruit de ce qui leur étoit arrivé. Ce fut une pause que les traîneaux des deux Comtes & de leurs Compagnons furent obligés de faire auprès d'un pont, qui donna lieu de se reconnoître. On se salua reciproquement, sans se rien dire. Il est aisé de concevoir les mouvemens de dépit & de chagrin, qui accompagnerent d'une part cette froide politesse, & la secrette joye qu'on ressentit de l'autre.

Depuis que *Jean Ernest Biren* a été dépouillé du Duché de *Courlande*, cet Etat est resté sans Souverain; & lorsque le public s'attendoit d'apprendre qu'on en éliroit un, le Roi de *Pologne*, Electeur de *Saxe*, a fait des instances à l'Imperatrice de *Russie*, pour obtenir la liberté de *Jean Ernest Biren*, & son rétablissement. On peut tout esperer de la clémence d'une si grande Princesse: il paroît néanmoins que Sa Maj. ne juge pas à propos de consentir à la proposition.

avec son frere, ses cousins & ses amis, les moyens d'affermir le credit qu'il se flattoit d'avoir acquis sur l'esprit de Sa Maj. Imperiale, & d'empêcher qu'elle n'étendit son autorité au - de - là des bornes dans lesquelles il comptoit de l'avoir renfermée.

Cette Princesse, de son côté, que l'on ne cessoit de prévenir contre les projets de la maison Dolgoruki, jugea que le meilleur moyen de les dissiper, & de rendre inutiles toutes les brigues qu'on faisoit pour limiter sa puissance, étoit de se rendre incessamment à *Moscou*; & selon ce plan elle partit le 9. Fevrier de *Mittau* pour s'y rendre, précisément trois jours après avoir reçu la nouvelle de son avènement au trône. Sa Maj. s'arrêta quelques jours au Couvent de *Tzellewitz*, près de *Moscou*, afin de s'y reposer, & laisser achever les préparatifs de son entrée. Ce fut le 26. Fevrier (1730) qu'elle la fit dans cette Capitale de son Empire, avec toute la magnificence possible.

ANNE JWANOWNA avoit trente-six ans lorsqu'elle monta sur le trône de Russie; & quoiqu'elle n'eût plus tout l'éclat de la beauté de sa premiere jeunesse, elle en conservoit cependant encore,

jointe à un air de Majesté, qu'il feroit à souhaiter qui pût toujours accompagner la dignité Royale. S'il falloit rapporter ici tout ce que le Duc de LIRIA écrivoit des intrigues de ceux, qui vouloient qu'on profitât de la conjoncture, où l'Imperatrice étoit intéressée à menager les differens Corps de l'Etat pour détruire entierement le Despotisme; & d'un autre côté de celles de certains Courtisans, qui, pour leurs fins particulieres, cherchoient à l'affermir, ce détail me meneroit trop loin. Il me suffit de dire, que la relation de ce Ministre plenipotentiaire d'Espagne, présentoit un portrait singulier des mouvemens que produisoient le changement de Gouvernement, & l'arrivée de l'Imperatrice à *Moscou*. Il faisoit voir que l'envie, l'ambition & la vengeance, cachée par la plûpart des Grands de Russie sous une apparence de zele pour la patrie, ou pour les intérêts personnels de l'Imperatrice, ne se ressentoient point de l'engourdissement que cause le froid qui regne dans le Nord.

Quoique l'Imperatrice fût resolue, comme il parut bientôt après son arrivée, de gouverner avec la même autorité que ses prédécesseurs, elle ne donna aucun signe d'avoir cette intention: au contraire elle la cacha avec soin; & pendant que le Baron d'OSTERMAN & le Prin-

ce TRUBETSKOY travailloient à faire réuffir le projet , l'Imperatrice paroiffoit n'y point penfer du tout. Le premier avoit beaucoup contribué , lors de la mort de PIERRE II , à empêcher qu'on n'eût égard à l'article du testament de l'Imperatrice CATHERINE , qui appelloit au trône la Princeffe ELIZABETH fa fille au cas du décès de ce Prince fans laiffer de fuccesseurs. Ce fervice , foutenu par les avis qu'il avoit fu donner enfuite à la Ducheffe de Courlande , lui avoit attiré fa confiance. Le Prince Trubetskoy s'étoit procuré le même avantage par le voyage qu'il avoit fait à *Mittau*. Tous les deux , par conféquent , regardoient le rétabliffement du despotifme comme l'époque de leur élévation. Quand on le confidere fous cet afpect , les inconveniens qu'il entraîne font comptés pour peu de chofe , & rien n'eft fi facile dans les Cours que de trouver des gens qui en deviennent à ce prix les partifans. Auffi leur nombre s'accrut-il de telle forte à celle de Ruffie , que pendant le court efpace d'environ onze jours depuis l'entrée de l'Imperatrice , le Baron d'OSTERMAN , le Prince TRUBETSKOY , & le Knees ALEXIS CZERKASKI , qui s'étoit uni aux deux premiers , parvinrent

à persuader à près de 400. Gentilshommes, dont la plupart possédoient des charges militaires ou civiles, de se ranger de leur côté, & de demander la cassation de la Capitulation que l'Impératrice avoit signée.

Dans le même tems que ce parti se formoit & s'unissoit, l'autre, qui lui étoit contraire, & qui regardoit l'observation constante de cette Capitulation comme le plus grand bonheur qui pût arriver à la Russie, travailloit de son côté non seulement à l'affermir, mais encore à lui donner, s'il étoit possible, une nouvelle étendue; & le commencement d'un Gouvernement paroissant favorable à l'exécution de ce dessein, on se déterminà à profiter de l'occasion, & à supplier l'Impératrice d'accepter les conditions suivantes, qu'on lui devoit présenter au nom du Haut - Conseil des Généraux & de la Noblesse.

I. Que le Haut - Conseil ne pût être composé que de 21. personnes.

II. De former un Senat, qui serviroit à soulager le Haut - Conseil, & qui seroit en même tems chargé de diverses affaires. Le nombre des Senateurs devoit être fixé.

III. De

III. De faire tirer au sort ceux qui aspireroient à entrer dans le Haut - Conseil ou dans le Senat : ou à posséder quelque Charge de Gouverneur ou de Président de quelque College. On reservoit aux Généraux & à la Noblesse le droit de les présenter ; & le nombre de ceux qui tireroient au sort , ne pouvoit point excéder celui de 100. personnes , entre lesquelles on n'admettroit jamais que deux hommes de la même famille.

IV. De n'introduire dans le Haut - Conseil & dans le Senat que deux personnes de la même famille , sauf néanmoins celles qui s'y trouvoient actuellement.

V. Que le Haut - Conseil & le Senat délibéreroient conjointement avec la Généralité & la Noblesse , sur toutes les affaires importantes , & principalement lors qu'il s'agiroit de renouveler les anciennes loix , ou d'en établir de nouvelles.

VI. De chercher les moyens d'engager la Noblesse à entrer dans le service , sans contraindre personne , & sans forcer les pauvres Gentilshommes à devenir matelots ou soldats , ou même artisans.

VII. De soulager le Clergé & la Bourgeoisie par rapport aux quartiers des troupes , & les paysans au sujet des contri-

butions qu'on exigeoit d'eux avec trop de rigueur.

VIII. De régler tout ce qui concernoit le payement des troupes , afin que leur solde fût désormais payée exactement.

IX. De délibérer le plus promptement qu'il seroit possible sur l'ordre qu'on devoit garder pour la succession à l'Empire , afin de le fixer d'une manière qui tendit à lui conserver la tranquillité dont il jouissoit.

Ces articles ainsi redigés , on se préparoit à les porter à l'Imperatrice , & à obtenir d'elle qu'ils fussent désormais observés. Mais comme ce qui interesse le public ne s'exécute presque jamais avec l'activité & le secret qu'un particulier fait procurer à ses desseins , les partisans du despotisme découvrirent bientôt le projet de leurs antagonistes , & afin de le rendre inutile , ils se hâtèrent de prévenir la démarche que ceux-ci meditoient de faire auprès de l'Imperatrice , en se rendant le 8. Mars au matin au Palais de cette Princesse , conduits par le Veldt-Marechal TRUBETSKOY & par le Knees CZERKASKI. Cette députation , composée de 390. personnes , fit aussi-tôt demander

der à Sa Maj. Imp. de vouloir bien écouter ce qu'ils venoient lui représenter.

Quoique la nouvelle Souveraine fût parfaitement instruite du sujet de leur venue , & que tout fût concerté avec elle , la dissimulation à cet égard lui paroissant apparemment aussi utile à l'exécution de ses desseins , que propre à mortifier sensiblement ceux qui prétendoient mettre de nouvelles bornes à son autorité , elle affecta une surprise extrême qu'un si grand nombre de gens voulût lui parler ; & comme si elle se fût mêlée de leurs intentions , elle fit avertir les membres du Haut - Conseil de se rendre dans la grande Salle d'Audience , pour les consulter. Cette feinte confiance que l'Imperatrice leur temoignoit , ne tendant qu'à les mettre dans une entière impossibilité de s'opposer au changement total qui alloit éclater , elle ordonna à Mr. S O L T I K O W son parent , Lieutenant - Colonel des Gardes , & des sentimens duquel S. Maj. Imp. étoit bien assurée , d'avoir soin de ne laisser sortir aucun Membre du Conseil après qu'ils seroient entrés , & de prévenir (de façon pourtant qu'on ne pût soupçonner son dessein) tout ce qui pour-

roit exciter quelque tumulte , ou causer du defordre.

Cet Officier suivant fidelement les intentions de sa Souveraine , fit doubler insensiblement les Gardes pendant que les membres du Haut-Conseil arrivoient, & occuper toutes les avenues du Palais. L'Imperatrice de son côté , pour éviter les inconveniens qui pouvoient arriver par quelque méprise entre les Officiers , enjoignit au Capitaine qui étoit de Garde , de ne recevoir aucun ordre , à moins qu'il ne lui fût donné par son Lieutenant Colonel SOLTIKOW.

Ces mesures prises , & le Conseil étant assemblé , l'Imperatrice se rendit dans la Salle d'audience. Elle exposa alors en peu de mots aux membres du Haut-Conseil , que ne voulant rien faire sans les consulter , elle avoit souhaité qu'ils fussent temoins des propositions , qu'un nombre si considerable de ses sujets étoit venu lui présenter ; & puis ordonnant qu'on laissât entrer les députés , le Veldt-Maréchal TRUBETSKOY parut avec tous ceux qui l'accompagnoient , & remit à Sa Maj. Imp. un Mémoire , qui contenoit en substance , que comme parmi

mi les articles de la Capitulation qu'elle avoit signée il s'en trouvoit plusieurs qui pouvoient être préjudiciables à l'Empire, ils supplioient Sa Maj. de leur permettre, de délibérer encore sur la forme qu'il étoit à propos de donner au Gouvernement.

Une démarche si hardie auroit sans doute, en toute autre circonstance, exposé ceux qui l'avoient entreprise au moins à une disgrâce certaine ; & plusieurs Membres du Conseil commençoient à donner des marques de l'indignation qu'elle excitoit en eux : mais l'Imperatrice, qui favoit à quoi s'en tenir, & qui touchoit au moment de posséder une puissance absolue, se garda bien d'imiter leur exemple, & paroissant excuser la temerité du procédé des Députés, en faveur de leurs bonnes intentions, Sa Maj. répondit, qu'elle vouloit bien condescendre à ce qu'ils desiroient, pourvu que dès ce jour même ils lui rapportassent le résultat de leurs délibérations.

La condition fut acceptée avec actions de grâces, & les Députés se retirèrent. Les membres du Haut - Conseil se préparoient à en faire autant, lorsque l'Im-

peratrice, qui s'étoit apperçue que la scene qui venoit de se passer avoit fait impression sur plusieurs d'entr'eux, & qui craignoit les suites des soupçons qu'ils pouvoient avoir conçus, prit le parti de les retenir à dîner, & de leur ôter, à l'aide de cette vaine distinction, tout moyen de traverser la résolution qu'alloient prendre le Veldt - Maréchal Trubetskoy & ses partisans. Les conviés n'osèrent s'excuser d'accepter un honneur, dont ils entrevoyoient que les suites seroient peu agréables; & la nécessité de montrer une tranquillité qu'ils ne ressentoient pas, ne leur permit guères de repandre dans leurs discours l'enjouement & la respectueuse liberté, que la présence de l'Imperatrice n'excluoit point.

Le tems que dura le dîner ayant été plus que suffisant au Veldt - Maréchal Trubetskoy, pour se mettre en état de remplir l'engagement qu'il avoit pris, il fit demander à l'Imperatrice dès qu'elle fut hors de table, la permission de lui parler. Sa Maj. Imp. retourna alors avec le Haut-Conseil à la Salle d'audience, où elle avoit reçu le matin une si nombreuse députation. Celui qui en étoit le

le Chef s'étant alors approché d'elle, lui dit, qu'après une mure délibération, il lui avoit paru, & à tous ceux qui l'accompagnoient, que le Gouvernement absolu & monarchique étoit le seul qui convînt à l'Empire Ruffien, & que par conséquent ils supplioient en commun Sa Majesté, & au nom de tous ses sujets, d'accepter la souveraineté en entier, & avec la même autorité que ses glorieux Prédécesseurs l'avoient ci-devant possédée.

Une pareille prière est toujours bien reçue des Princes ; & l'on peut sûrement compter sur l'étendue de leur zèle pour le bien public, quand on le montre comme l'effet d'un pouvoir illimité. L'Impératrice, qui goûtoit dans le moment présent la douceur de ce système, ne laissa pas, selon l'étiquette observée par d'autres en pareille conjoncture, d'affecter de grands sentimens de moderation. Elle répondit au Veldt-Maréchal Trubetskoy, que ses intentions étoient pures, & ne tendoient qu'à faire regner avec elle la paix & la justice : qu'elle remarquoit avec une joie sensible la confiance que ses sujets avoient en elle, & qu'ils n'avoient effectivement aucun sujet de craindre

craindre qu'elle en abusât. " Mais (ajouta cette Princesse) vous savez que j'ai signé certains articles qui ne peuvent se concilier avec votre proposition ; & par conséquent je veux savoir , si le Haut - Conseil , que j'ai appelé ici , consent que j'accepte les ofres de mon peuple.

L'imperatrice , en disant ces mots , fixa successivement ses regards sur ceux qui composoient le Conseil , d'une manière à leur donner clairement à entendre , que le meilleur parti qu'ils pussent embrasser étoit de se conformer à l'avis des Députés. C'est aussi celui qu'ils suivirent ; & tous unanimement donnerent , par une simple inclination de tête , un consentement à la résolution que l'Imperatrice jugeroit à propos de prendre , qui vraisemblablement ne parloit pas de leur cœur. Sa Majesté , qui n'exigeoit rien de plus , & qui s'embarassoit peu que l'approbation fût tacite ou verbale , forcée ou volontaire ; déclara alors à l'Assemblée , qu'elle acquiesçoit à ce que ses sujets desiroient ; en se chargeant de tout le poids de la puissance souveraine : & afin de commencer à l'exercer par un acte , qui anéantit en-

tierc-

tièrement les esperances de ceux qui se flattoient de la partager avec elle , cette Princesse se fit rapporter les articles qu'on lui avoit présentés à *Mittau* , & le Grand - Chancelier , qu'elle avoit chargé de cette commission , les déchira aussi-tôt devant toute l'Assemblée. Après cela Sa Maj. termina la séance par un petit discours , qui contenoit en substance l'assurance de ne vouloir regner qu'en véritable Mere de la Patrie , & que pour procurer le bonheur de ses sujets.

Peu de jours après , cette Princesse fit publier un Edit , qui réunissant le Haut-Conseil avec le Senat , régloit que l'un & l'autre ne feroient désormais qu'un seul Corps , sous le nom de Senat de Regence , composé de 21. Membres : que ce Senat auroit la direction des affaires de l'Empire , de la même maniere & avec la même autorité que sous le Regne de *PIERRE le Grand* : que tous les sujets de Sa Maj. Imp. seroient tenus d'obéir aux ordres qu'elle leur feroit communiquer par ce Senat ; & que si ce Corps , ou quelques - uns de ses Membres , abusoit de son pouvoir au préjudice de la fidélité qu'ils devoient à l'Impératrice ou à l'Empire , ceux qui en au-
roient

roient connoissance feroient obligés d'en informer Sa Maj. Imperiale, qui se reservoit la connoissance de ces sortes de faits, & qui ordonneroit le châtiment que meriteroient les coupables.

Le Veldt-Maréchal TRUBETSKOY, principal instrument de la revolution qui venoit d'arriver, le Baron d'OSTERMAN, le Prince GEORGEWITS TRUBETSKOY, & le Prince ALEXIS CZERKASKI, qui avoient travaillé si utilement à la menager & à la faire réussir, furent placés dans le Senat de Regence; & quoique l'Impératrice eût résolu la perte des DOLGORUKIS, elle ne laissa pas d'accorder la même grace au Veldt-Maréchal de ce nom & au Prince BASILE LUKOWITY. Leurs ennemis jugerent apparemment, qu'il étoit nécessaire de conseiller à Sa Majesté, de dissimuler encore quelque tems, par cette apparence de faveur, la resolution qu'elle meditoit de prendre contre toute cette famille, & qui ne tarda pas à éclater.

Il parut, selon ce que les nouvelles publiques annoncerent alors, que le Prince Alexis Gregowitz DOLGORUKI prévoyoit l'orage qui le menaçoit: car
il

il se retira avec sa fille dans une de ses terres peu après l'arrivée de *Imperatrice* à *Moscon*. Cette précaution , s'il la prit , (ainsi que le rapportoient ces nouvelles) pour éviter les traits funestes de l'envie , lui fut inutile ; & vers la fin d'Avril les malheurs que cette maison éprouva commencerent à éclatter par une Déclaration † de l'Imperatrice , qui , après un long exposé des crimes qu'on imputoit à tous ceux qui la composoient , exiloit les uns , privoit les autres des dignités dont ils se trouvoient revêtus , leur ôtoit les marques des Ordres qu'ils portoient , & les reduisoit à la simple qualité de *Vaiuodes*. Enfin en 1739. ils perirent presque tous , comme je l'ai déjà dit , † d'une maniere aussi déplorable que funeste.

La jalousie que les Princes D O L G O R U K I S concurent de la rapide élévation & des vastes projets du Prince M E N Z I K O F F †† , précipita la chute de celui

† Voyez à la fin de ce volume *Pieces Justificatives* N^o. XL.

† Page 452 de ce Tome VII.

†† On débita lors de la disgrâce du Prince M E N Z I K O F F , que le Prince *Alexis D O L G O R U K I* avoit employé un certain Secrétaire nommé K O L K O W , qui avoit un libre accès auprès de

lui-ci. La leur devint l'effet des mêmes desseins qu'ils avoient condamnés dans ce favori : ils leur attirèrent l'indignation de l'Imperatrice , & presque leur entière destruction. Enfin , peu de tems après le Comte d'OSTERMAN , principal auteur de leurs disgraces , succomba à son tour sous le poids de celle que son ambition lui attira , & fut , comme les Dolgorukis , condamné à † perdre la vie. Des exemples

de l'Empereur PIERRE II, pour lui rendre odieux ce favori ; à quoi il réussit si bien , que le jeune Monarque prit enfin , comme je l'ai rapporté au Tome V. page 363. la resolution de le priver de tous ses emplois. Dès que le Prince MENZIKOFF fut arrêté , les Dolgorukis lui ôtèrent tout moyen de parler à l'Empereur , ou de se justifier , & contribuèrent enfin plus que personne à sa condamnation. Le Comte d'OSTERMAN , de son côté , fut insensible aux instantes prieres mêlées de larmes que la Princesse MENZIKOFF lui fit en se jettant à ses pieds , & en y restant longtems , de vouloir bien calmer l'indignation de l'Empereur.

† L'Imperatrice ELISABETH fit publier un manifeste en 1742 , qui contenoit le recit de tous les crimes dont le Comte d'OSTERMAN se trouva coupable , & pour la punition desquels il auroit été décapité , si cette Princesse , qui en toute occasion a fait éclatter sa clémence , n'eût commué , lorsque ce Comte fut conduit sur l'échafaut , la peine de mort en celle d'un exil & d'une prison perpétuelle. L'Imperatrice ANNE IWA-

NOWNA

ples si frappans des cruels revers qu'entraîne souvent après elle la passion de dominer, prouvent mieux que toute l'éloquence des Prédicateurs, la justesse de ce que dit St. PIERRE CHRYSOLOGUE * en parlant du monde : *Sic suis providet semper, sic suos elevat, ut de alto precipitet validius in terram.*

Ce fut le 9. de May que l'Impératrice Anne fut sacrée & couronnée à Moscou dans la principale Eglise. Elle accorda diverses graces en faveur de cette auguste cérémonie. Le Baron d'OSTERMAN entr'autres obtint le titre de Comte, & sa femme fut nommée Dame du Palais de l'Imperatrice. Sa Maj. leur donna encore des terres considerables : en un mot leur faveur commença à éclatter de toutes sortes de manieres.

Celle

NOWNA rendit aussi public en 1739 le procès des Princes DOLGORUKIS. J'ai lu ces pieces dans les Nouvelles publiques pendant mon long exil en France; & je me rappelle en gros qu'elles contenoient plusieurs particularités singulieres, & propres à répandre beaucoup de lumiere sur le principe de plusieurs revolutions arrivées dans l'Empire de Russie. Je suis fâché de ne les avoir pas retenues : mais depuis que je suis hors d'Espagne, je n'ai pris aucune part aux affaires générales; & mon indifferenee à cet égard servant à ma tranquillité & à ma sûreté, elle n'a fait qu'augmenter.

* Serm. XIII.

Celle que possédoit le Prince C Z E R - K A S K I valut à sa femme la même place qu'on accordoit à la Comtesse d'Osterman. Enfin le Prince *George* TRUBETS - K O Y fut compris dans le nombre des Conseillers privés de l'Imperatrice. Le zele qu'il avoit montré pour les intérêts de cette Princesse , lui attira cette nouvelle preuve de la satisfaction qu'elle en avoit. Au reste Sa Maj. Imperiale desirant de signaler les commencemens de son regne par une attention particuliere au bonheur de ses sujets , fit peu de jours après son couronnement divers reglemens , pour que la justice fût mieux administrée dans tout l'Empire , pour réctifier autant qu'il seroit possible les Loix , & les reduire en un Corps , afin d'en faciliter la connoissance & l'usage , & qu'on expédiât avec plus de promptitude les affaires qui seroient portées devant le tribunal de la Chancellerie. Ces mêmes reglemens s'étendirent aussi sur les affaires militaires , & sur la maniere de mieux entretenir les troupes : on se proposoit de remedier aux abus qui s'étoient introduits à cet égard.

Environ un mois après la mort de l'Empereur de Russie, le Capitaine B U - R I N G S , que l'Imperatrice C A T H E - R I N E

RINE avoit envoyé pour découvrir une route par le Nord de la *Tartarie*, qui facilitât le commerce des Indes Orientales & Occidentales, revint à *Moscou*. La relation de son long voyage, dans des pays que le froid rend presque inhabitables, & où il avoit cependant pénétré, cette relation, dis-je, que le Duc de LIRIA m'envoya, étoit remplie d'observations curieuses & singulières sur les différens climats des pays qu'il avoit parcourus; sur la manière de vivre des peuples, leurs habitations, leur nourriture; l'horreur de certains déserts qu'il avoit traversés, & des perils qu'il y avoit courus. Cet Officier (autant que je puis m'en ressouvenir) prétendoit avoir découvert un passage, par lequel on pouvoit aller de *Lena* par eau à *Kamtschatka*, & de là au Japon, à la Chine, & aux Indes Orientales; & il rapportoit, que les gens du pays lui avoient assuré, que 50 ou 60 ans auparavant il étoit effectivement arrivé un bâtiment de *Lena* à *Kamtschatka*. Le Capitaine Burings avoit aussi dressé une Carte, contenant sa route depuis *Tobolskoy* jusques à *Ochtoskoy* situé à l'extrémité de la *Siberie*; & une autre du
pays

pays de *Kamtschatka* , & de son voyage par mer. Ces pieces étoient jointes à sa relation. L'amas monstrueux de glaces qu'elle annonçoit aux voyageurs qu'ils trouveroient en divers endroits, les vastes solitudes qu'ils devoient rencontrer sur leur chemin , & l'état de langueur , & même de mort , où il falloit s'attendre d'y voir la nature , n'étoient gueres capables d'inspirer à personne le desir d'entreprendre un voyage si périlleux. Je crois aussi qu'on n'a fait aucun usage des découvertes de ce Capitaine. Son voyage avoit duré un peu plus de cinq ans.

J'ai rapporté plus haut * , qu'il s'étoit fait un Traité entre l'Empereur PIERRE II. & le Sultan E S C H R E F F. Cet usurpateur du Royaume de Perse nomma ensuite son Beaufrere Ambassadeur auprès de Sa Maj. Imperiale ; & comme on apprit à *Moscou* qu'il devoit venir avec un nombreux cortège , & qu'on vouloit lui faire dans cette Capitale une reception qui lui donnât une haute idée de l'Empire *Russien* , on s'y étoit occupé pendant quelque tems des préparatifs nécessaires

* Page 233. de ce Tome VII.

res à ce dessein. Ce Ministre Persan ne fut cependant point témoin des magnifiques fêtes qui lui étoient destinées. THAMAS fils de l'infortuné Roi de Perse SCHACH-HOUSSAIN ayant remporté, par le moyen du fameux THAMAS-KOULIKAN, plusieurs * victoires sur ESCHREFF, le prit enfin prisonnier, & le condanna à expier dans les tourmens, les excès de cruauté ** auxquels il s'étoit livré envers

* La dernière bataille qui décida du Royaume de Perse, se donna selon une Relation que je reçus en ce tems-là, à *Serbab Mig Manduste*, place située à quelques lieues de *Damsan*. ESCHREFF y attaqua le Prince THAMAS avec beaucoup de fureur; mais il fut toujours repoussé : enfin il fut battu, & son armée entièrement détruite ou dissipée par le fameux KOULI-KAN, qui commandoit celle du Prince THAMAS. ESCHREFF se sauva vers *Ispahan*; mais après en avoir enlevé les trésors & les femmes qu'il y avoit, il tâcha de se retirer sur les frontières de *Turquie*. Il fut arrêté dans sa fuite, & on le fit mourir après qu'il eut souffert de cruels tourmens. Le Prince THAMAS fit son entrée à *Ispahan* au mois de Novembre 1729.

** ESCHREFF, après avoir ôté la vie à MIRIWEYS, qui s'étoit emparé du Royaume de Perse, affecta de traiter avec beaucoup d'égards SCHACH-HOUSSAIN; & même il poussa la feinte jusqu'à proposer à ce Roi infortuné de reprendre la couronne : ce qu'il refusa, par la juste crainte qu'il eut des suites d'un pareil artifice. ESCHREFF, qui ne cherchoit effectivement qu'un prétexte pour s'en défaire, & pour tâcher de se rendre maître du Prin-

vers tant d'autres , & en particulier envers Schach-Houssain son pere. Ce Prince ***, pendant le peu de tems que le laissa sur le trône celui qui l'avoit aidé à y monter , parut vouloir vivre en bonne intelligence avec la *Russie*. Ce fut pour la former & l'entretenir , qu'immédiatement après les revolutions qui étoient arrivées en *Perse* , il envoya à *Moscou* MIRSÂÏ-IBRAHIM avec le caractère d'Ambassadeur. Celui-ci fit son entrée dans cette ville le 21 Janvier 1730, huit jours avant la mort de l'Empereur PIERRE II ; & quand

ce THAMAS, essaya d'attirer celui-ci dans un lieu où il pût exécuter ce dessein. Ce jeune Prince fut averti de la trahison que meditoit ESCHEREFF, presque au moment où il alloit tomber dans le piège que son ennemi lui tendoit ; & il fut assez heureux pour l'éviter en fuyant. ESCHEREFF, au désespoir d'avoir manqué sa proie , assiegea la ville de *Tberan* , où il croyoit trouver le Prince Thamas. Son espérance ayant encore été vaine , il fit massacrer tous les habitans , sans épargner les enfans , pour les punir d'avoir favorisé l'évasion du Prince THAMAS. Enfin de retour à *Ispahan* , il en usa de même envers plusieurs Grands du Royaume de *Perse* secrètement attachés au Prince Thamas. Il poussa même la barbarie jusqu'à faire crever les yeux à un jeune enfant , que MIRWEYS avoit eu de la Princesse SOPHIE fille de SCHACH-HOUSSAIN. Peu de tems après il fit aussi mourir ce malheureux Monarque.

*** Il fit son entrée dans *Ispahan* au mois de Novembre 1729.

quand la nouvelle Imperatrice fut arrivée , il resta avec la même qualité auprès d'elle jusqu'à la fin de Juillet.

Le Prince THAMAS, ou plutôt THAMAS-KOULI-KAN, qui gouvernoit sous son nom , songeoit dès-lors à enlever aux *Turcs* les conquêtes qu'ils avoient faites sur les *Perfes*, pendant les funestes divisions qui étoient survenues entre ceux-ci ; & pour que ce projet s'exécutât avec facilité , il voulut apparemment menager la *Russie*, afin de n'avoir rien à craindre de sa part. La commission dont MIRSÂÏ-IBRAHIM étoit chargé, ne fut pas difficile à exécuter. On reçut avec plaisir à *Moscou* les assurances des bonnes intentions où le nouveau Roi de Perse étoit , de conserver la paix entre les deux Etats. Les Ministres de l'Imperatrice répondirent à l'Ambassadeur Persan , que celles de Sa Maj. Imp. à cet égard n'étoient pas moins sinceres. On étoit également intéressé de part & d'autre à tenir ce langage.

La mort de PIERRE II, & l'avènement de la Princesse ANNE IWANO-WNA au trône Imperial de *Russie*, causerent quelque inquietude à *Vienne*. On y appréhendoit, que cette Princesse étant

Belle - Sœur du Duc de *Meklembourg*, n'entreprit de le soutenir, & qu'elle ne se dégageât insensiblement de l'Alliance que les deux Empires avoient faite en 1727. Cette allarme dura peu ; & la nouvelle Imperatrice fit declarer au Comte de *WRASTILAU* Ambassadeur de l'Empereur *CHARLES VI*, que ce Monarque pouvoit sûrement compter, en cas de guerre, sur le secours de sa part stipulé dans le Traité conclu entre l'Imperatrice *CATHERINE* & lui. Les ordres furent même donnés de le tenir prêt ; & afin de mieux convaincre l'Empereur des Romains, du cas particulier que l'Imperatrice faisoit de son amitié, elle nomma le Comte de *WRATISLAU* Chevalier de l'Ordre de *St. André*, & lui donna le Collier de cet Ordre que portoit le feu Empereur *PIERRE II*, estimé 25000 Roubles. *CHARLES VI*. apprit avec joye les sentimens favorables de cette Princeesse ; & son union avec elle lui étant alors extrêmement importante, le Comte de *Wrastilau* eut ordre de ne rien négliger pour l'entretenir.

Cet Ambassadeur ayant aussi informé Sa Maj. Imperiale, que le Comte de *BIRON* & le Prince *CZERKASKI* soute-

soutenoient en toute occasion ses intérêts, ce Monarque, pour récompenser leur bonne volonté, éleva le premier à la dignité de Comte de l'Empire, & lui envoya son portrait : il fit le même présent au Prince C Z E R K A S K I ; & afin que rien ne manquât à cette distinction, le Comte de Wratislau présenta l'un & l'autre à l'Imperatrice, en la suppliant au nom de l'Empereur, de vouloir bien les remettre à ceux à qui ils étoient destinés, & leur donner par là un nouveau prix. Cette Princesse reçut la proposition avec plaisir. Ce fut elle qui attachâ à la boutonniere des habits du Comte de Biron & du Prince Czerkaski le Portrait de Sa Maj. Imperiale.

L'assurance d'être puissamment secouru par l'Imperatrice de *Russie*, ne servit pas peu à fortifier la Cour de *Vienne* dans la résolution de s'opposer à l'introduction des Espagnols en *Italie* ; & comme elle étoit bien persuadée en même tems, que l'Espagne ne se désisteroit point du dessein de l'exécuter, & que cette Puissance, selon sa coutume, pourroit, par quelque résolution précipitée, engager ses nouveaux Alliés à soutenir les démarches qu'elle feroit, ou continua à se mettre en état de les prévenir ; & vers la fin de

May 1730. le Duché de *Milan*, celui de *Mantoue*, & les deux Royaumes de *Naples* & de *Sicile* fourmillerent de troupes. Il paroïssoit, selon la liste qui s'en débita alors, qu'elles montoient dans ces differens Etats de l'Empereur, à plus de 80000 hommes. Le Comte de M E R C Y fut nommé Général de l'Armée qui devoit s'assembler en *Lombardie*; il se rendit pour cet effet à *Milan* le 21 de Juin. Le Comte de W A L L I S, qui devoit commander en *Sicile* y étoit arrivé quelque tems auparavant. Enfin le Comte d' H A R R A C H Vice-Roi de *Naples*, veilloit avec soin à mettre toutes les places de ce Royaume en bon-état, & à poster divers Corps de troupes aux endroits où l'on pouvoit craindre quelque descente.

L'extrême attention que l'Empereur donnoit à empêcher l'introduction des Espagnols en Italie, le détermina à fonder les sentimens où étoit à cet égard le Roi de *Sardaigne*, & à lui proposer * d'entrer

* C'est sur une relation du Marquis de F L E U R Y, connu auparavant sous le nom de Marquis de T R I V I E, que j'avance ce fait. La connoissance de ce qui se passoit en Europe, que la place qu'il remplissoit de Ministre des affaires étrangères du Roi de Pologne A U G U S T E I, lui procuroit, m'a déterminé à faire usage de cette piece, telle qu'on me la communiqua en *Suisse*.

d'entrer dans les mesures qu'il prenoit pour arrêter les projets de la Cour d'Espagne. Le Comte de DAUN fut chargé de cette commission par l'Empereur. Il étoit Gouverneur du Duché de *Milan*, & pouvoit par conséquent menager avec plus de facilité & de secret l'alliance que l'Empereur vouloit faire avec le Roi de *Sardaigne*. Les démarches & les soins de ce Seigneur pour exécuter les ordres de Sa Maj. Imp. réussirent ; & par un Traité secret, qui fut signé, si je ne me trompe, à *Milan*, dans le mois de Juin, entre les deux Monarques, le Roi de *Sardaigne* consentit à fournir douze mille hommes à l'Empereur, savoir huit mille d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie, à condition d'être Gouverneur perpétuel du *Milanez*, & de toucher d'abord 300000 Philippes, afin de mettre plus promptement en état le Corps de troupes qui devoit joindre l'Armée du Comte de MERCY. Ce Prince s'engageoit cependant à rendre cette Somme, si le secours qu'il accordoit cessoit d'être nécessaire. L'Empereur souscrivit à tout ce que le Roi de *Sardaigne* desiroit. Il regarda comme un véritable avantage de s'être procuré un Allié si utile.

Quelque tems avant la conclusion de ce Traité, Sa Maj. Imperiale, qui fouhaitoit de mettre le Corps Germanique dans ses interêts, fit communiquer à la Diète de Ratisbonne, & porter à la Dictature publique, un Décret, par lequel ce Monarque exposoit toutes les facilités ** qu'il avoit apportées à l'exécution de ce que le Traité de Londres regloit touchant la succession éventuelle des Duchés de *Toscane* & de *Parme* en faveur de l'Infant *Dom CARLOS*; après quoi il ajoutoit, que quoiqu'il ne dût point s'attendre à aucune nouveauté contraire à ce qu'un Traité si solennel avoit déterminé, les Couronnes d'*Espagne*, de la *France* & de la *Grande-Bretagne*, avoient cependant conclu entr'elles une Alliance particulière à *Seville*, dont certains articles ne pouvoient qu'exciter la plus haute indignation, puisqu'ils tendoient à rompre les liens les plus essentiels de la société humaine. Le Décret finissoit en disant, que l'Empereur se flattoit, que si contre toute attente

** Comme on a rapporté plus haut, *Tom. VI. page 308.* que le Duc de BOURNONVILLE remercia à cet égard l'Empereur en 1728, on a cru faire plaisir au Lecteur de placer dans les *Pièces Justificatives N^{os} XLI, XLII, XLIII, & XLIV.* celles qui donnerent lieu au compliment de ce Ministre.

attente la tranquillité de l'Italie venoit à être troublée, ou qu'à cause des soins que Sa Maj. Imp. prenoit pour protéger les droits de l'Empire, ses Etats héréditaires venoient à être attaqués, le Corps Germanique le soutiendrait alors de la manière la plus efficace.

Dès que ce Décret * parut, les Puissances qui s'étoient unies par le Traité de *Seville*, le regarderent comme un es-
pece de Manifeste, que la Cour Imperiale faisoit publier pour rendre leur conduite odieuse : mais quoiqu'elles fussent toutes également intéressées à la justifier, Mr. de CHAVIGNY, Ministre de France, fut le seul qui l'entreprit, en distribuant à tous les membres de la Diete un Ecrit, qu'on trouvera à la fin de ce volume ** avec la réponse que la Cour de Vienne fit repandre pour le refuter.

Cette guerre de plume, à laquelle Mr. de Chavigny s'attendoit, le détermina à prévenir par un second Ecrit, les impressions que pouvoit faire sur les esprits des Ministres de la Diete la
repli-

* A la fin de ce Volume, *Pieces Justificatives* N^o. XLV.

** *Pieces Justificatives* N^o. XLVI. & XLVII.

replique qu'on annonçoit de la part de la Cour Impériale aux *Considerations sur le Traité de Seville* ; & avant qu'elle devînt publique , ce Plénipotentiaire présenta à tous les Membres de cette Assemblée un nouveau Mémoire , par lequel il exposoit , qu'il ne pouvoit rien ajouter aux vérités qu'il avoit si clairement exprimées dans ses Remarques sur le dernier Décret de l'Empereur , puisqu'elles expliquoient avec soix l'heureuse & sainte intelligence qui régnoit dans les engagements & les mesures que les Alliés de *Seville* avoient pris , pour rétablir sur de solides fondemens la tranquillité publique. Mr. de Chavigny ajoutoit , qu'il croyoit n'avoir laissé aucun doute sur leurs intentions , & sur celles en particulier du Roi son Maître ; & que quoique cette ferme persuasion semblât l'autoriser à avoir la juste confiance , que les Membres qui formoient une Assemblée si respectable , auroient instruit leurs Souverains des éclaircissmens & des assurances qu'il leur avoit précédemment données , il se trouvoit cependant obligé en conformité des ordres réitérés qu'il avoit reçus de Sa Maj. Très-Christienne , de leur déclarer encore , & en toutes occasions ,
que

que non seulement on n'avoit aucune intention d'attaquer les droits acquis à l'Empereur & à l'Empire par l'Article V. du Traité de *Londres*, mais que le Roi ne désiroit rien tant, que d'entretenir la plus parfaite correspondance avec les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, par la persuasion où il étoit de trouver tout le retour de leur part, que Sa Maj. devoit se promettre de la sagesse & de l'équité de leurs résolutions.

On avoit cru, lorsqu'au Mois de May le Prince de FURSTENBERG revint de *Vienne* à *Ratisbonne*, que l'on y mettroit le Décret de l'Empereur en délibération, afin de prendre une résolution sur ce qu'il contenoit. Il n'en fut rien pourtant. Plusieurs mois s'écoulerent sans qu'on en fit mention, ni que le Prince de Furstemberg parût s'offenser de ce silence, ou pressé de le faire cesser. Cette indifférence de part & d'autre procedoit, suivant toute apparence, de l'idée que l'on avoit, & qui se fortifioit de plus en plus, que l'Alliance qui venoit de se conclurre en Espagne, unifioit des Puissances dont les interêts étoient trop opposés pour leur permettre

tre d'agir de concert. Le fameux Traité de *Seville* n'étoit admiré comme un chef-d'œuvre de politique, que dans le lieu où on l'avoit signé : par tout ailleurs il étoit regardé avec des yeux fort differens.

Dans le même tems à peu près que tout ceci se passoit, moururent le Pape BENOIT XIII. *, l'Electrice d'airiere de *Baviere* THERESE CUNEGONDE SOBIESKI **, le Landgrave de *Hesse - Cassel*, ***, & l'Archiduchesse MARIE AMELIE CAROLINE **** fille de l'Empereur CHARLES VI.

Nous suspendrons ici la relation que nous avons commencée des principaux événemens arrivés en Europe, pour en reprendre la suite, après que nous aurons rendu compte dans le Tome suivant, des projets inutiles dans lesquels le

* Le 21. Fevrier 1730., après avoir rempli le Trone Pontifical depuis le 29. May 1724. Ce vénérable Pontife y avoit porté & conservé une humilité vraiment Chrétienne, & qui se concilioit difficilement avec une si grande dignité.

** Le 11. Mars 1730. Elle avoit épousé en 1694 MAXIMILIEN EMMANUEL Electeur de *Baviere*.

*** Le 23. Mars 1730, âgé de 75 ans & 7 mois. Il étoit pere du feu Roi de *Suede* FREDERIC de *Hesse* V. du nom.

**** Le 19 Avril 1730.

le Traité de *Seville* engagea la Cour d'Espagne pendant le cours de cette même année.

Au reste je crois devoir , en finissant ce Volume , dire ce qui en a retardé l'impression , aussi bien que du précédent. Quand je fus arrivé à Rome en 1749 , la curiosité d'y voir ce qui excite avec raison celle des voyageurs , ne me permit guere de m'occuper que du soin de la satisfaire ; & il se passa un certain tems avant que j'eusse rempli tous mes desirs à cet égard. Lorsque je me remis à écrire , & que j'en étois à la moitié du Tome VI. le commerce de mon Libraire l'obligea à venir en Italie. Il n'étoit plus possible de songer à l'impression qu'après son retour chez lui. Il fut près de six mois absent. A peine étoit-il de retour au lieu de sa résidence , que ma santé m'engagea à aller aux bains de *Viterbe* ; & quand j'eus cessé de les prendre , le tems du mauvais air (comme on l'appelle à Rome) étant commencé , je voulus le laisser passer , & je fus en attendant à *Lorette* & en diverses villes de l'*Ombrie* & de la Marche d'*Ancone*. La dissipation du voyage me détournoit du travail : cependant comme je ne laissai pas , dans
les

les endroits où je m'arrêtois, de m'amuser à écrire toujours quelque chose, le Tome VI, s'acheva ainsi à différentes reprises. Je l'envoyai de *Spolette* à mon Libraire ; je le sollicitai vivement de l'imprimer : mais il n'y voulut point consentir, alleguant qu'il avoit de fortes raisons pour ne le publier qu'avec tout le reste de l'Ouvrage. Nous penfâmes nous brouiller à ce sujet : la querelle, à moins que d'en venir aux mains, ne pouvoit aller plus loin. Ces contretens, & les intervalles que mille bagatelles mettent assez souvent dans ce que j'écris, ont empêché jusqu'à présent ces volumes de paroître. Enfin c'est un second voyage que mon Libraire se propose actuellement de faire, qui l'a déterminé, à ce qu'il me marque, à les donner sans attendre la fin du dernier, qui est déjà entamé. Il paroîtra donc à son retour ; & je continuerai à rapporter fidelement †, jusqu'au moment présent, les différentes situations où je me suis trouvé. Il est vraisemblable qu'elles causeront au Lecteur plus de surprise que d'envie.

Cette

† *Ut veritas pateat, veritas placeat, veritas moveat.* Augustin. de Doctr. Christ.

Cette reflexion m'en fait naître une autre, que je crois pouvoir hazarder ici, fans sortir des bornes de la discrétion, ou prendre un ton plaintif, toujours ennuyeux, & le plus souvent inutile. Voici près de 27 ans que je suis tout-à-fait semblable à un homme, qu'on obligeroit de reciter continuellement son *confiteor*, & à qui l'on ne répondroit jamais, *misereatur tui*. Le monologue est un peu long, comme on voit. Cette pénitence, qui excède en durée celle que les anciens Canons prescrivoient, doit elle donc ne finir qu'avec ma vie ? Je n'en fai rien ; je me renferme seulement à espérer, si je suis assez heureux pour achever de dissiper le sombre & épais nuage de préjugés, qu'on a formé autour de moi, que la cessation du malheur que j'ai d'être dans la disgrâce d'un des plus puissans Monarques de l'Univers, assurera le repos de mes derniers jours.

Fin du Tome VII.

(494)

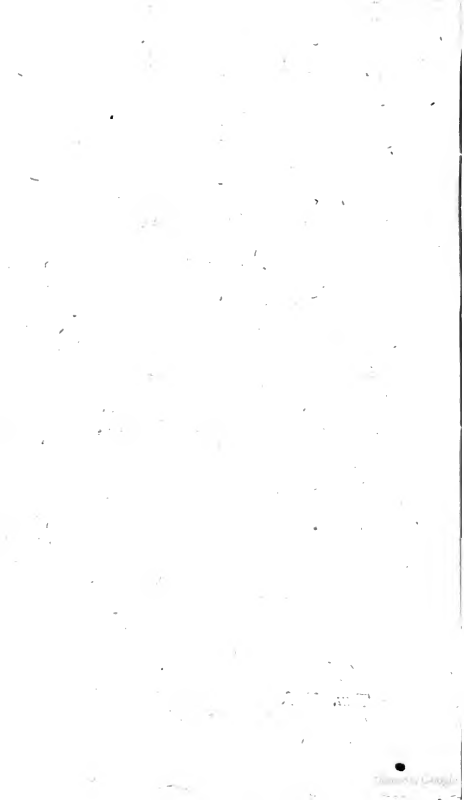


PIECES

PIECES
JUSTIFICATIVES
Pour le TOME VII.
DES MEMOIRES
DE Mr. L'ABBE
DE MONTGON.

Tom. VI^e

†





N°. I.

LETTRE de Madame la Duchesse de
BOURBON, à Mr. l'Abbé de
MONTGON.

à Paris ce 14. Septembre 1728.



Je vous envoie, Monsieur, une lettre que j'écris au Roi d'Espagne, pour lui faire mon compliment sur la mort de la Reine de Sardaigne. Il y en a aussi une pour la Reine d'Espagne; mais comme bien des gens disent qu'il ne lui en faut point faire, je vous prie de la brûler s'il n'est pas à propos de la donner. Je vous en envoie une aussi pour Mr. le Marquis DE LA PAZ, à qui j'écris comme vous me l'avez conseillé. Je vous donne toutes mes commissions avec confiance, comptant avec grand plaisir sur votre amitié, & desirant toujours ardemment de trouver occasion de vous donner des preuves de la mienne. Il y a bien longtemps que je n'ai reçu de vos nouvelles; mais les dernières m'ont fait un plaisir infini: je crois que vous me connoissez assez pour en être bien persuadé. Il y avoit pourtant des choses que vous croyez bien qui m'ont fait bien

de la peine, & que j'ai grande peur qui ne continuent : mais pourvu que le reste continue aussi, c'est une grande consolation pour les gens qui pensent comme vous savez que je fais.

Signé LOUISE FRANÇOISE de
BOURBON

N°. II.

LETTRE de Mr. le Duc de B O U R -
B O N à Mr. l'Abbé de M O N T G O N .

VOICI, *Monsieur*, une petite affaire que j'ai à remettre entre vos mains. Mr. le Maréchal de T E S S É s'avoit la Toison: on ne l'a pas encore rapportée en Espagne; parce qu'à cause de la brouillerie cela ne se pouvoit pas. Jusqu'à présent Sa Maj. Cath. l'a donnée à celui des parens qui la rapportoit: je ne fais si le Roi d'Espagne continuera cet usage ou non. S'il ne le veut pas continuer, prenez que je ne vous dise rien: mais, s'il le continue, il seroit question de la faire donner au second fils du Maréchal, au lieu de l'ainé. Ce n'est pas que je n'aime fort l'ainé; mais il est déjà bien pourvu, étant grand Ecuier de la Reine, & cette charge lui assurant le Cordon bleu; & le second n'ayant rien du tout: il est dans ma Maison étant Capitaine de mes Gardes, C'est un fort hon-

JUSTIFICATIVES. No. II. 47

honnête garçon , que j'aime fort. Si cela étoit égal à Sa Maj. Cath. , je ferois d'autant plus aise que cela réussit , que ce seroit une marque publique de ses bontés pour moi. Ainsi, *Monsieur*, je vous remets cette affaire entre les mains pour la manier à votre fantaisie : c'est-à-dire, pour n'en point parler, si vous croyez qu'elle ne fut pas agréable à Sa Maj. Cath. ; ou pour en parler dans les termes que vous croirez convenables ; mon principal & seul objet étant de plaire à Leurs Maj. Cath. , & d'éviter tout ce qui pourroit leur être le moins du monde désagréable. Il ne me reste, *Monsieur*, qu'à vous renouveler les assurances , que ma reconnoissance & mon amitié pour vous , dureront autant que ma vie.

à Cbantilli ce 29. Fevrier 1728.

Signé LOUIS HENRI de BOURBON.

N^o. III, IV, V. & VI.

EXTRAIT d'une lettre de Mr. le
Comte de VALBELLE à Mr. l'Ab-
bé de MONTGON, écrite de Ver-
sailles le 19. Decembre 1728.

J'APPRENDS, Monsieur , avec un véritable plaisir, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29. du
† ‡ mois

mois dernier , que le Roi d'Espagne vous a donné deux mille pistoles de gratification , pour vous marquer sa reconnoissance des services que vous lui avez rendu , & vous mettre plus en état de les continuer. Cette nouvelle est pour moi des plus intéressantes : je vous suis très obligé de l'attention que vous avez de m'en faire part ; & j'ose me flatter que vous connoissez depuis bien des années mes sentimens sur ce qui vous regarde. . . . Peu de gens sont instruits de ce qui s'est passé : le public , vos amis mêmes n'en ont aucune connoissance ; ainsi votre justification n'étoit nécessaire qu'auprès de LL. MM. CC. Les marques particulieres que vous recevez de leurs bontés ; les assurances positives que vous en donnent Mr. l'Archevêque d'*Amida* & Mr. le Marquis DE LA PAZ , par les deux Lettres dont vous m'avez envoyé copie , & les témoignages qu'ils rendent en faveur de votre zèle & de vos soins utilement employés pour la reconciliation des deux Couronnes , sont si honorables , que vous avez , ce me semble , tout lieu d'être content. . . . Made. la Duchesse de VENTADOUR vous est très obligée de votre souvenir , & vous fait bien des complimens. Mr. le Prince de ROHAN & Mr. le Cardinal son frere , auxquels j'ai donné part de la gratification que vous avez reçue du Roi d'Espagne , m'ont chargé de vous en faire leurs complimens , &c.

JUSTIFICATIVES. N^o. III. à VI, VII

LETTRE de Mr. d'ANGERVIL-
LIERS, Ministre & Secrétaire d'E-
tat, à Mr. l'Abbé de MONTGON.

à Marly le 20. Decembre 1728.

C'EST de tout mon cœur, *Monsieur*,
que je vous fais mon compliment sur les té-
moignages publics que Leurs, Maj. Cath. vous
donnent, de la satisfaction qu'elles ont des
services importans que vous avez rendu aux
deux Couronnes. Cette marque de leur esti-
me prepare vos amis à vous voir bientôt don-
ner matiere à de nouveaux éloges. Comme
je me flatte que vous me mettez depuis long-
tems de ce nombre, les assurances de la
part que je prends à votre satisfaction, vous
paroîtront, j'espère, aussi sinceres, que cel-
les du fidele & respectueux attachement, avec
lequel je suis. Monsieur, Votre. &c.

LETTRE de Mr. le Maréchal Duc de
VILLEROY, à Mr. l'Abbé de
MONTGON.

à Paris ce 26. Decembre 1728.

VOUS m'avez fait plaisir, *Monsieur*, de
m'apprendre en détail ce qui vient de se pas-
ser à votre égard; & vous ne devez pas dou-
ter que je ne l'aie lu avec plaisir, & que je
ne prenne part au bon effet que produiront
les lettres qu'on vous écrit. Vous vous êtes
très sagement conduit dans la maniere de

vous les attirer , & je vous félicite de la victoire. Mon grand age ne me promet pas d'en voir les suites : je me contente de souhaiter , Monsieur , qu'elles soient aussi heureuses que vous le pouvez desirer & que vous le méritiez.

Signé VILLEROY.

LETTRE de Mr. le Duc de VILLARS BRANCAS, à Mr. l'Abbé de MONTGON.

à Paris ce 27. Decembre 1728.

UN bon cœur , *Monsieur* , ne sauroit se démentir ; ainsi je vais commencer par vous supplier de recevoir mes complimens très sinceres , de la magnifique * pension que Sa Maj. Cath. vous a donnée : elle est flatteuse , puisque c'est une preuve autentique que Leurs Maj. sont bien informées des services que vous leur avez rendu.

J'y ai été plus sensible que personne , *Monsieur* , même par attachement pour Leurs Maj. ; puisque je connois combien il est important aux Princes de donner des marques publiques de leur satisfaction aux personnes qui leur sont sincerement attachées & qui sont assez heureux pour les servir.

II

* Plusieurs personnes confondirent la gratification qui m'avoit été accordée , avec une pension : si elle eut eu ce dernier caractère , elle auroit mérité le titre que le Duc de VILLARS BRANCAS lui donnoit.

JUSTIFICATIVES. N^o. VII. à XIV. IX

Il est aussi des regles pour les particuliers dans l'amitié ; & vous y avez manqué, Monsieur, puisque vous m'avez laissé apprendre, par Mrs. les Marquis de BRANCAS & de BISSY, cette nouvelle. Je vous en fais mes plaintes Monsieur : un cœur comme le mien, qui ne varie jamais pour ses amis, supporte impatiemment les preferences ; ainsi Monsieur, à la première grace, qui, j'espère ne tardera pas, ne manquez pas à m'en informer le premier, si vous voulez que je continue à être plus que personne du monde. Votre &c.

N^o. VII. -- XIV.

LETTRE de Mr. le Cardinal de NOAILLES, au Pape BENOIT XIII. au sujet de la résolution qu'il avoit prise d'accepter la Bulle Unigenitus.

T R E S S A I N T P E R E :

C E n'est qu'après bien des prières & supplications, que j'ai recours à V. S. J'ai souvent éprouvé, que l'immensité de sa charité n'a jamais permis que j'en fusse entièrement éconduit, ni que j'en fusse pleinement exaucé. J'en ferai enfin exaucé, & la grâce triomphera en moi : car j'ai résolu, conformément à vos intentions, de me soumettre si absolument & fidèlement, à tout ce qu'elle desire de moi, que tout ce qui a pu
 † 5 jusqu'à

jusqu'ici lui déplaire dans ma conduite, sera entièrement effacé & détruit; & servira de témoignage à la posterité, que nos sentimens sont semblables à ceux de V. S., de mes Eminentissimes Collegues, de mes freres dans l'Episcopat; & que je n'enseignerai jamais autre chose.

Ce sage conseil, qui m'est venu du St. Esprit, après un nombre infini de méditations en Jésus-Christ, me soulage & me réjouit. Je sens les rayons de la lumiere vivifiante; la paix est rendue à mon esprit, & je repose tranquillement dans le sein de V. S., qui brille avec éclat par la splendeur de ses vertus, dans la Chaire du Souverain Pasteur de nos ames.

Je m'ennuye St. Pere: il est tems de faire éclatter mes sentimens. J. C. mon Juge est proche; & c'est en sa présence que je déclare avec sincérité & respect, que j'accepte la Constitution Unigenitus; que je condanne le livre des *Réflexions morales*, avec les 101. propositions qui en sont tirées, en la même maniere, & avec les mêmes qualifications exprimées dans la Constitution; que je revoque, de cœur & d'esprit, mon *Instruction Pastorale*, publiée en 1719., de même que tout ce qui pourroit être contraire à notre acceptation, & qui auroit paru en notre nom.

Je promets de plus à V. S., que, dans peu, je publierai ces mêmes sentimens dans un *Mandement*; afin que tous les fideles de cette Royale Ville, & ceux de tout ce vaste Diocèse, gardent avec une même Foi & Religion le susdit *Décret Apostolique*. Je me flatte

JUSTIFICAT. N^o. VII. à XIV. xi

té de remplir mon devoir envers V. S. par cette Déclaration Episcopale. C'est à vous à présent de consoler & soutenir un enfant fidele & obéissant. Ne donnez aucune borne à votre amour à mon égard : faites nous part de ces écoulemens pleins de graces du Pere Celeste, & envoyez-nous la *Bulle de Jubilé*, afin que, devenans tous ensemble meilleurs & plus dignes des dons de Dieu, nous puissions lui adresser, dans la ferveur de nos ravissemens, des prieres qui lui soient agreables, pour la conservation de V. S. & la prosperité de son Apostolat. En attendant, prosterné aux pieds de V. S., je lui demande sa bénédiction apostolique.

à Paris le 29. Juillet 1728.

Signé L. A. Cardinal de NOAILLES

MANDEMENT de M. le Cardinal de
NOAILLES, pour l'acceptation
de la Constitution Unigenitus.

LOUIS ANTOINE DE NOAILLES.

Cardinal Prêtre de la Sainte Eglise Romaine
du Titre de Sainte Marie sur la Minerve.
Archevêque de Paris, &c.

SALUT ET BENEDICTION.

LA grace & la paix de notre Seigneur
Jesus-Christ soit avec vous. A mesure
que nous approchons de cette nuit, dans la-
† 6 quelle

quelle personne ne pourra plus travailler ; nous sentons croître la douleur continuelle qui afflige notre cœur, à la vue des tristes dissensions qui subsistent encore dans ce Diocèse, au sujet de la *Constitution Unigenitus*.

Qu'y a-t-il en effet de plus amer & de plus douloureux pour nous, que de voir qu'on essayé toujours de faire concevoir des soupçons sur la sincérité de notre profond respect pour le St. Siege, & de l'attachement filial que nous avons pour la personne du Souverain Pontife, qui le remplit si dignement, qu'on veuille douter encore de notre union avec nos Collegues dans l'Episcopat ; & que, contre nos intentions & notre caractère même, l'on fasse de notre nom un nom de parti & de dissensions ?

Pour fermer la bouche à ceux qui repandent des bruits si contraires à la vérité, nous désirons ardemment de faire éclatter au dehors les sentimens qui sont gravés dans notre cœur : & , si nous avons peut-être diféré trop longtems d'en suivre les mouvemens, q'a été uniquement dans l'esperance de ramener les esprits les plus difficiles, par une charité pleine de condescendance, avant que de faire usage de notre autorité.

Mais ce ménagement ne doit pas être porté plus loin : & l'âge où nous sommes, qui nous avertit tous les jours, par la diminution de nos forces, que nous serons bientôt obligé de rendre compte à Dieu d'un long & laborieux Episcopat, nous fait craindre d'être surpris par la mort, sans avoir donné des preuves sûres & incontestables de notre obéissance aux décrets du St. Siege, & de la conformité

formité de nos sentimens avec ceux des Evêques de France & de toute l'Eglise, dans l'acceptation de la *Bulle Unigenitus*.

Nous n'en ferons pas moins disposés, *mes très chers freres*, à dissiper les doutes & les scrupules de ceux d'entre vous qui ont besoin encore d'être éclairés sur une matiere si importante. Nous nous contentons de les instruire aujourd'hui par un exemple, dont nous souhaitons qu'ils profitent, pour nous donner la consolation de mourir tranquille au milieu d'un troupeau parfaitement uni à son Pasteur, éloigné de tout esprit de dispute ou de contention, & ne cherchant la vérité & la paix que dans la soumission à l'autorité.

Ecoutez donc, mes très chers freres, la voix d'un pere, qui vous parle peut-être pour la dernière fois, & qui ne peut faire un meilleur usage des jours qui lui restent à passer avec vous, que de les employer à vous procurer le plus grand de tous les biens; cette paix que J. C. a laissée à son Eglise, comme la portion la plus précieuse de son héritage.

A ces causes; tout considéré, & le St. nom de Dieu invoqué, nous acceptons avec un respect & une soumission très sincere, la Constitution *Unigenitus Dei filius*, en date du 6. Septembre 1713. ; Condannons, tant le livre des *Reflexions morales*, que les 101. *Propositions* qui en ont été extraites, de la maniere, & avec les mêmes qualifications que le Pape les a condamnées; avertissons tous les fideles de notre Diocèse, de l'un & de l'autre sexe, qu'il n'est pas permis d'avoir des sentimens contraires à ce qui a été défini
par

par la dite Constitution *Unigenitus*: leur défendons de lire ou de garder, tant le dit livre, que tous les autres livres ou memoires, tant manuscrits qu'imprimés, qui ont paru, ou pourroient paroître pour la défense du dit livre & des propositions condamnées,

Ordonnons d'en rapporter incessamment les exemplaires à notre Secretariat: défendons pareillement d'enseigner, d'écrire & de parler sur les dites propositions, autrement qu'il n'est marqué dans la dite Constitution, & de soutenir aucune des propositions condamnées. Le tout sous les peines & censures Ecclesiastiques, encourues de fait, ainsi qu'il est porté par la dite Constitution.

Déclarons, que nous procederons par les voyes de Droit, contre ceux qui oseront parler, enseigner, prêcher ou écrire contre la dite Constitution; ou qui, par de fausses interpretations, détourneront les fideles de la soumission qu'ils lui doivent, & fomenteront les disputes & les dissensions qui nous affligent.

Et pour donner de plus en plus des preuves de notre soumission au St. Siege, nous revoquons de cœur & d'esprit, tant notre *Instruction* du 14. Janvier 1719., que tout ce qui a été publié en notre nom de contraire à notre présente acceptation: & défendons à quelque personne, & en quel tems que ce soit, de faire aucun usage des dites choses revoquées, sous les mêmes peines marquées cy-dessus.

Ordonnons que la dite Constitution, & notre présent *Mandement*, seront enregistrés au Greffe

JUSTIFICAT. N^o. VII. à XIV. xv

Greffe de notre Officialité, publiés & affichés par tout où besoin fera. Donné à Paris le Lundi 11. Octobre 1728.

Signé L. A. Cardinal de NOAILLES
Archevêque de Paris.

LET TRE du Pape, en forme de Bref, servant de réponse à celle que le Cardinal de NOAILLES lui avoit écrite le 29. Juillet, au sujet de la résolution qu'il avoit prise d'accepter la Constitution Unigenitus.

Le très sage conseil que vous avez long-tems médité en Jesus-Christ, & que vous venez enfin de remplir par sa grace, ne fait pas moins le sujet de nos douces consolations, qu'il est celui de la lumière resplendissante qui luit à présent en vous, au moyen de laquelle la paix & la tranquillité sont rendues à votre esprit : & nous ne pouvons assez vous exprimer, avec quelle joye nous avons reçu vos Lettres du 29. Juillet dernier ; où l'on voit surtout avec plaisir, qu'autant vous avez résisté aux ordres du St. Siege, autant vous y donnez des marques éclatantes d'une prompte obéissance, dignes d'un courage sacerdotal : que vous voulez employer tous vos soins pour la conservation d'un troupeau qui nous est cher ; & que, repondant à l'affection paternelle que nous avons toujours eue pour vous, nous vous retrouvons tel que nous avons toujours espéré de vous voir.

Nous

Nous ne doutons point que nos Lettres ne produisent en vous le même effet, & ne vous rendent aussi sensible à la joye, que nous l'avons été à la reception des vôtres. Oui; nous reconnoissons que vous êtes digne des plus grands éloges; & qu'en obéissant à nos souhaits, vous avez donné un nouveau lustre aux vertus & aux belles qualités dignes de votre naissance, du rang que vous tenez dans le monde, & de la dignité que vous remplissez.

Ayant donc fait examiner vos lettres, par quelques uns de nos freres les Cardinaux; ils y ont trouvé des marques sinceres d'une véritable obéissance & d'une acceptation simple de la *Constitution Unigenitus*; & que, pour effacer entierement ce qui a pu déplaire par le passé au St. Siege, vous revoquez & improuvez de cœur & d'esprit, votre *Instruction Pastorale*, publiée le 14. Janvier 1719.; & enfin, tout ce qui a été fait de contraire à votre acceptation. Desorte que nous embrassons, avec une ancienne tendresse de Pere, un cher fils, séparé de nous par la tempête; & nous le félicitons sur la victoire qu'il vient de remporter avec courage, par son obéissance.

Nous attendons cependant avec patience, les fruits abondans que vous nous faites esperer, de votre soumission au St. Siege: fruits qui nous ont rendu plus prompt & plus enclin à vous pardonner. Il est de votre devoir de remplir vos promesses, & de ramener, par un Mandement pastoral, les opposans & refractaires à la dite Constitution; afin que vos sectateurs deviennent vos émules
dans

JUSTIFICAT. N°. VII. à XIV. XVII

dans les bonnes œuvres ; & qu'attirés par vos exemples & vos soins , ils puissent efficacement participer aux Indulgences du Jubilé , que vous nous demandez avec instance.

Faites donc , mon cher fils , que celui que le St. Siege a autrefois loué par les Lettres de Clement XI. , notre prédécesseur de glorieuse mémoire , comme un zélé observateur des Constitutions Apostoliques , se rende aussi digne de nos éloges , par son application à étouffer jusqu'aux vestiges de la division , causée par l'erreur ; & à ramener à l'unité de l'Eglise , ainsi qu'à une solide paix , ceux qui s'en sont malheureusement écartés. C'est de cette manière , qu'ayant soutenu un bon combat , vous remporterez , étant prêt de finir votre course , la Couronne de justice , que donne le juste Juge à ceux qui ont bien combattu ; & dont nous voulons que le gage soit notre bénédiction Apostolique , accompagnée de nos vœux paternels pour la conservation de votre santé.

Donné à Rome le 21. Aoust 1728. la cinquième année de notre Pontificat.

DISCOURS du Pape BENOIT
XIII. , dans le Consistoire qu'il tint
le 8. Novembre 1728.

VENERABLES FRERES.

Vous n'ignorez pas jusqu'à quel point le St. Siege a poussé les peines & les soins qu'il s'est donné pour conserver la saine Doctrine , contre les erreurs fausement condamnées par
la

la *Constitution Unigenitus* ; ni avec quel courage & patience deux Souverains Pontifes ; CLEMENT XI. & INNOCENT XIII. , ont rempli les devoirs de l'Apostolat , pour ramener , par une juste obéissance à la vérité , ceux qui s'en étoient malheureusement écartés ; singulièrement votre insigne Collegue le Cardinal de Noailles , Archevêque de Paris , au nom & dans l'autorité du quel les plus opiniâtres trouvoient de l'appui ; persuadés que , si on pouvoit l'engager à se soumettre sincèrement , & en véritable Evêque , il trouveroit bien ensuite les moyens de ramener à leurs devoirs , tant par son exemple que par ses Mandemens , ceux qui s'étoient égarés du droit chemin.

Vous savez qu'au milieu de tant de troubles , il plût à la Sagesse infinie de Dieu , de me mettre en main le Gouvernail de l'Eglise Catholique ; & que , depuis ce tems-là , j'ai employé tout mon pouvoir pour que ce même fils bien aimé , voulût acquiescer à nos desirs paternels. Mais la droite du Seigneur est enfin glorifiée dans sa force ; & les consolations celestes ont autant réjoui notre âme affligée , qu'une immense multitude de douleurs ont agité mon cœur depuis mon avènement au Trône Pontifical. Ce sont ces douces consolations , vénérables freres , dont nous vous faisons part : il est juste qu'ayant été les fideles compagnons de nos maux & de nos inquietudes , vous le soyiez aussi de notre joye , & de la douceur que nous ressentons. Oui , ce même Collegue , touché de la grace de Dieu , nous a enfin ouvert son cœur , par
ses

ses lettres à nous adressées, & que nous produisons ici à vos fraternités.

Ici le Secrétaire des Brefs fit lecture de la lettre du Cardinal de Noailles, qui précède le Mandement; après quoi le Pape continua.

Pressé donc par les tendres sentimens de la charité en Jesus-Christ, nous avons répondu à ce cher fils, par une lettre en forme de Bref, que nous ordonnons vous être luë.

C'est celle qui précède immédiatement ce Discours, laquelle étant lue, le Pape poursuivit ainsi.

Et comme le dit Cardinal de Noailles a déjà publié son Mandement, vous comprendrez aisément que les causes de nos justes douleurs sont finies; & qu'il donne au peuple qui lui est confié, des marques d'une obéissance légitime & suffisante envers la dite Constitution Apostolique.

Le Pape ayant ici interrompu son Discours, pour faire lire le Mandement du Cardinal de Noailles, qui est rapporté cy-devant, Sa Sainteté continua ainsi.

Ce cher fils a joint à son Mandement des Lettres remplies de témoignages de reconnoissance & d'amour filial, qui ne contiennent pas moins de zèle & d'attachement pour la Doctrine & l'autorité Apostolique, qu'elles demandent que nous ne cessions d'adresser à Dieu nos prières pour le rétablissement de la concorde, & pour lui obtenir le courage d'en haut, dont il a besoin pour commander
aux

aux vents de la mer; c'est à-dire, pour calmer & assoupir les troubles qui affligent son Eglise : mais qu'il vous plaise, mes chers Collegues d'entendre la lecture de ces Lettres.

TRES SAINT PERE.

J'ai rempli mes engagements, & j'ai fait mon devoir en exécutant vos ordres. J'ai fait publier, dans la Royale Ville de Paris, & dans tout mon Diocèse, mon Mandement d'acceptation, que j'envoie à V. S. J'éprouve actuellement, avec beaucoup de plaisir & de contentement, combien il est doux à un fils de penser & de parler, avec ses frères, comme son pere. Je me sens en effet pénétré des plus vifs sentimens d'une tendre affection pour votre Sainteté, lorsque je viens à réfléchir sur la tendresse d'un Pontife, qui s'occupe uniquement à défendre la foi, au ministère des Autels, avec exercices continuels de charité; & qui, par une si sainte vie, s'est rendu le modele le plus parfait de tous les Pasteurs de l'Eglise. Cependant je ne vous tairai point, Saint Pere, que ma joye se trouve un peu alterée par quelque reste de sollicitude & de crainte. Je voudrois que tous mes adhérens prissent part, avec moi, aux douceurs que goûte un enfant obéissant & docile. Je comprends assez toutefois que Votre Sainteté n'attend pas que tous les troubles cessent sur le champ, & qu'un grand calme succède sitôt à une longue tempête. Il faut du tems pour rallentir cet esprit de dispute si fort échauffé entre les antagonistes, & pour réduire à ce point d'humanité Chrétienne, des gens

gens animés jusqu'à se détruire. Cet événement, qui est entre les mains de Dieu, me rend inquiet & chagrin : cependant je n'épargnerai rien pour réussir dans mon entreprise ; & je serai connoître à ceux que je recherche, que mon ame n'est pas plus précieuse devant Dieu que la leur. J'ordonnerai d'abord aux fideles de mon Diocèse, qu'ils se donnent garde de ces hommes, qui, autrefois, ont résisté avec audace à mes ordres, que j'ai si souvent frappé de mes censures ; gens coupables des erreurs de Jansenius ; factieux, qui n'ont entrepris d'exciter ces derniers troubles dans l'Eglise, que pour renouveler avec plus de facilité leurs dogmes pervers, & auéantir, s'ils l'eussent pu, la sage & salutaire loi du formulaire. En un mot, je me servirai des armes de la charité, de la prudence & de l'autorité, pour faire triompher la vérité & l'unité. Les choses sont sur un tel pied, qu'il faut, dans le tems où nous sommes, de la vigueur & du travail : & , quoi qu'accablé sous le poids des années & des infirmités, & que je sente parfaitement ma faiblesse. je reunirai si fort mes esprits & mes forces, que j'espere, avant ma mort, rendre la paix à mon Eglise. Que Jésus-Christ, témoin de la sincérité de mes desirs, me donne les secours nécessaires pour en venir à bout ; ce qui mettroit le comble à mes souhaits, étant dans la pensée, de dire avec Simeon ; que Dieu n'appelle point son serviteur, que mes yeux n'aient vu le rétablissement de l'union entre tous mes enfans, & une solide paix parmi tout le troupeau.

J'espere que V. S. daignera m'aider dans les travaux que je suis sur le point d'entreprendre, qu'elle

qu'elle n'abandonnera point celui qu'elle aime ,
 & qu'attentive à me procurer les secours ce-
 lestes , dont j'aurai sans doute besoin (car
 vous êtes le Vicaire de Jesus-Christ) elle ne
 cessera de prier pour moi. C'est à vous singu-
 lièrement de soutenir nos freres chancelans : si
 je combats ce sera sous vos auspices. A l'ombre
 de votre prudence Apostolique & de votre au-
 torité , je ferai mes efforts pour amollir les
 cœurs , & en chasser les semences de l'erreur ,
 pour y mettre à la place celles de l'obéissance
 & de la concorde. En attendant je prie Dieu
 qu'il conserve longtems un si digne Pontife.

J'étois sur le point de signer cette lettre ,
 lorsque j'appris qu'on répand dans le public un
 écrit * qu'on dit être de moi , en date du 22.
 Aoust. Que si par hazard il parvient à V. S.
 par les menées de mes adversaires , je la sup-
 plie de ne point y ajouter foi , & s'en tenir
 uniquement à mon Mandement d'acceptation ,
 & aux différentes lettres que j'ai eu l'honneur
 de lui écrire là-dessus.

à Paris le 13. Octobre 1728.

Signé L. A. Cardinal de NOAILLES.

Cette lecture finie , le Pape termina son Discours par
 ces paroles.

Réjouissons-nous dans le Seigneur , Véné-
 rables Freres , & rendons grâces à Dieu , le
 priant très-humblement qu'il daigne achever
 son

* On le trouvera à la suite du Bref du Pape
 au Card. de Noailles.

JUSTIFICAT. N^o. VII. à XIV. XXIII

son ouvrage, & faire que la division venant à cesser, la paix recommence de nouveau à régner dans l'Eglise, & que l'unité & la charité Chrétienne triomphe à jamais de ses ennemis.

*Bref du Pape BENOIT XIII. à Mr.
le Card. de NOAILLES.*

Très cher fils : salut & bénédiction Apostolique.

LE jour de la fête de St. Charles Boromée; après avoir recité le matin les Vigiles de ce Saint, on me présenta une copie imprimée de votre Mandement du 11. du passé, au sujet de l'acceptation solennelle de la *Constitution Unigenitus* de Clement XI. de glorieuse mémoire. Après l'avoir lu, je m'humiliai devant le Pasteur Eternel; & m'étant prosterné, je priai le Saint Archevêque de Milan, que la sollicitude pastorale a rendu glorieux, de rendre grace à la Souveraine bonté Divine, pour l'extrême consolation que m'a donné une nouvelle aussi désirée, dont d'ailleurs je m'étois toujours flatté, vu l'ancienne connoissance que j'avois, non seulement de votre Doctrine particuliere, mais aussi de votre piété & de votre zele pour la paix de l'Eglise. Cette joie augmenta considérablement lorsque le Cardinal de Polignac me communiqua votre très obligeante lettre du 23. du même mois. Je puis vous repeter avec Saint Paul; ma confiance est grande en vous; ma glorification est grande par vous; je suis rempli de consolation, je superabonde de joie.

Le

Le motif d'une si grande allegresse me vient de vos très sinceres expressions , de sorte que je puis dire avec St. Augustin : je n'ai point vu votre cœur ; mais j'ai entendu les voix témoins de votre cœur. J'ai voulu que ces mêmes voix fussent entendues hier en plein Consistoire , que j'avois assemblé pour cette seule affaire : & j'y ai vu , avec un nouvel accroissement de ma joie , l'allegresse universelle & l'applaudissement de vos Vénérables Freres & Collegues.

Une chose attriste notre cœur : c'est de voir par votre lettre , que vous êtes traversé par quelques-uns de vos sujets refractaires : & comme , selon ce qu'écrit l'Apôtre à Timothée , Jannes & Jambres ont résisté à Moïse ; ceux-ci pareillement résistent à la vérité. Mais je suis bien aise , Monsieur le Cardinal , de vous faire ressouvenir du sentiment de St. Augustin ; que , quoique quelques-uns d'entr'eux résistent , cependant la véritable mere reçoit en joie dans son sein une grande multitude de peuple. Néanmoins nous devons espérer que , par votre glorieux exemple , & par les puissantes exhortations , que , suivant votre lettre , vous ferez par les armes de charité , de sagesse & d'autorité , ils se soumettront enfin , soit qu'ils le veuillent ou ne le veuillent pas , à l'obéissance de leur très digne Pasteur. J'espère tant de la clémence Divine , comme m'enseigne St. Thomas , contre des gens que le Seigneur , de l'abondance de sa bonté , prévient par son secours ; & même ceux qui s'opposent à la grace , en les avertissant du mal & les convertissant au bien.

JUSTIFICATION. N. VII. à XIV. xxx

Je vous prie en outre, de mépriser la basse imposture de l'écrit en date du 22. Aoust, qu'on vous attribue, & dont la fausseté paroît évidemment pour trois raisons. Premièrement; parce que vous n'êtes pas une personne capable de publier de pareilles extravagances: en second lieu; parce que, pendant qu'on travailloit avec chaleur à faire cesser la tempête & les dissensions, il n'étoit point tems d'en exciter de nouvelles. En troisieme lieu; parce que les calomnieurs supposent que vous avez fait dépositaire de ce malin écrit, un Evêque qui s'est déclaré, trop scandaleusement, ennemi de la paix & de la concorde.

Je voudrois que les auteurs de la calomnie répondissent à ces trois reflexions. Je me fers contre eux des paroles du grand St. Augustin: Dieu veuille qu'ils rentrent en eux-mêmes, qu'ils s'interrogent, qu'ils s'examinent & qu'ils se répondent.

En attendant que les Cardinaux qui résident en cette Cour, ayent, avec un zèle sacerdotal, prié le Roi T. C. de ne pas permettre que les tribunaux laïques empêchent l'exécution des saintes menaces contenues dans votre dit Mandement, nous vous promettons toute notre assistance, pour confondre ceux qui osent donner de mauvaises interpretations aux Lettres Apostoliques.

Que le Tout-Puissant conserve, pendant longues années, & en parfaite santé, votre personne très-aimée. C'est en son très saint nom, & avec toute la plénitude de notre affection que nous vous donnons la bénédiction apostolique. Fait à Rome le 9. Novembre 1728, & le cinquieme de notre pontificat.

Déclaration de Mr. le Card. de NOAILLES, dont il parle au Pape dans sa Lettre, & à laquelle il prie Sa Sainteté de ne point ajouter foi.

*Au nom du Pere, du Fils & du Saint Esprit :
ainsi soit-il.*

L OUIS ANTOINE Cardinal de NOAILLES, Archevêque de Paris, à tous ceux qui ces présentes verront ; Salut.

As milieu des troubles qui agitent l'Eglise, & qui sont pour nous un sujet si continuel de douleur, que notre santé succombe sous le poids de notre affliction, notre cœur s'est toujours trouvé partagé par deux sentimens ; dont l'un est un desir sincere de conserver la Doctrine & les regles de l'Eglise, l'autre un si grand amour pour la paix, qu'il nous porte, par une pente naturelle, à condescendre à tout moyen qui semble nous y conduire.

Prene par ces deux sentimens, nous avons éprouvé combien il nous étoit difficile, dans la pratique, de concilier l'un avec l'autre ; surtout dans des tems aussi orageux que ceux où nous sommes : & nous sentons le besoin que nous avons de recourir à la misericorde de Dieu, en considerant le compte terrible, que nous sommes prêts de lui rendre, d'une administration très longue & très difficile.

Le desir de conserver le dépôt de la vérité, les droits de l'Episcopat & les regles de l'Eglise, a été le motif qui nous a porté à interjeter, dans le tems, un appel de la *Constitution*

titution Unigenitus; & depuis, à écrire, avec onze de nos collègues dans l'Episcopat, une lettre respectueuse à Sa Maj., dans la quelle nous rendons témoignage à la Doctrine des XII. articles, & nous nous plaignons de la sentence prononcée, contre toutes les regles, dans l'Assemblée tenue à Embrun. C'est dans la même vue que nous avons donné procuration, de former opposition à l'enregistrement de tous Décrets, Lettres Patentes, & autres Actes, qui tendroient à confirmer directement ou indirectement cette sentence.

Mais des personnes constituées en dignité ayant fait auprès de nous des instances très vives, au sujet de cette opposition, & s'étant servies du motif de la paix; la condescendance nous a porté à signer, le 19. de May de cette présente année, un acte qu'elles nous ont présenté, & sur lequel l'intérêt de la vérité & de la justice, que nous devons préférer à toute autre considération, nous oblige de nous expliquer aujourd'hui.

Nous avons vu dans cet Acte une protestation solennelle, de vivre & de mourir dans la soumission qui est due au St. Siege, & à l'autorité de l'Eglise & du corps des Pasteurs unis à leur Chef; & nous avons souscrit sans peine à cette protestation, que nous avons toujours faite dans nos écrits : mais nous voyons avec douleur, que, de cette protestation générale, l'on tire aujourd'hui une conséquence particulière, par rapport aux matières qui sont l'objet de notre lettre au Roi, & de notre opposition; & qu'on prétend en conclure, contre notre intention, que nous ayons voulu faire entendre, que, sur ces

questions, la cause est finie par une décision dogmatique de l'Eglise, & par consentement réel & uniforme; qui ne se trouve point cependant, lorsque tout le corps des Pasteurs n'est point uni dans la profession des mêmes dogmes, & dans la condamnation des mêmes erreurs. Nous devons même observer, que cette conséquence qu'on tire de cet Acte, nous a paru opposée à ses expressions; puisqu'on y suppose une division; que nous souhaitons de tout notre cœur, que notre St. Père le Pape veuille bien faire cesser.

Cette très-humble prière, qui est faite à Sa Sainteté, devient encore un prétexte pour ceux qui cherchent à nous attribuer des vues différentes de celles que nous avons eues : mais, selon les vrais sentimens de notre cœur, elle est l'effet du profond respect dont nous sommes pénétrés pour le Souverain Pontife; & de la grande vénération que nous avons pour celui que Dieu a revêtu de dignité, & qui a la gloire d'avoir appuyé de son autorité, les précieuses vérités de la grâce efficace par elle-même, & de la prédestination gratuite. Au reste, on doit considérer, que nous n'avons pas donné la moindre atteinte à la lettre que nous avons écrite à Sa Maj., où nous faisons sentir, conformément aux maximes constantes du Royaume, les droits & les avantages de l'Appel au futur Concile.

Quoique cette lettre nous ait été renvoyée nous ne cessons d'espérer que les motifs que nous y avons exposé, se feront jour au travers des obstacles qu'on y a formés; qu'un Roi, qui est établi le protecteur des SS. Canons,

JUSTIFICAT. N°. VII. à XIV. xxix

nons, touché de nos très humbles remontrances, voudra bien employer l'autorité que Dieu lui a confiée, pour appuyer une cause si juste.

Nous esérons aussi que les Magistrats, qui veillent avec un soin infatigable, sous l'autorité du Roi, à la conservation des regles & de l'ordre public, auront égard à ces justes motifs, qui sont fondés sur les premiers principes du Gouvernement Ecclésiastique, & sur les maximes constantes de l'équité naturelle.

Si nos Prédécesseurs, les Evêques de France, assemblés dans cette Capitale, dans les siècles les plus reculés, n'ont point rougi d'avouer que leur simplicité * avoit été surprise dans la souscription d'un Acte captieux; à Dieu ne plaise que nous nous imaginions les surpasser en autorité & en lumieres : nous nous ferons toujours gloire, au contraire, d'imiter leur humilité. Nous ne dissimulerons donc point, que les sollicitations de différentes personnes ne nous aient empêché de faire toutes les réflexions que nous avons faites depuis, sur cet Acte qu'on nous a apporté tout dressé, aussi bien que sur les conséquences qu'on en tire : & nous sommes persuadés, que les personnes équitables feront un juste discernement, entre un Acte que nous avons eu la condescendance de signer de la sorte, & ceux que nous avons faits, de toute la plénitude de notre cœur, pour la défense de la Doctrine de l'Eglise, & que nous avons appuyés sur les autorités les plus constantes.

†† 3

Dans

* Conc. Paris Tom. 2. Conc. Labb. p. 822.

Dans cette vue, nous avons cru devoir faire la présente déclaration, pour rendre hommage à la vérité; pour être un monument éternel contre toute signature surprise; pour servir de témoignage à nos illustres Collegues dans l'Episcopat, & avec lesquels nous sommes unis dans la même cause; pour conseiller & soutenir le Clergé & les fideles de notre Diocese, dont nous avons reçu des marques si touchantes & si sensibles d'un attachement inviolable, & auquel nous ne pouvons nous dispenser de donner ce gage d'un amour paternel & d'une union étroite, contre laquelle rien ne sera capable de prévaloir,

Fait à Paris le 22. Aoust 1728.

Signé L. A. Card. de NOAILLES
Archev. de Paris.

Au pied de cet Acte étoit écrit dit-on, de la propre main de son Eminence, ce qui suit.

Après avoir lu plusieurs fois l'Acte cy-dessus transcrit, & y avoir fait toute l'attention qu'il demande, je l'ai signé, comme contenant mes véritables sentimens; & pour être un monument autentique contre tout Acte, Mandement, Instruction Pastorale & Déclaration telle qu'elle puisse être, qu'on pourroit me faire faire, ou en pleine santé ou au lit de la mort, qui pourroit y être contraire; donnant pouvoir au porteur du présent Acte de le rendre public, s'il paroïssoit
de

JUSTIFICAT. N^o. VII. à XIV. XXXI,
de moi quelque Mandement, Instruction Pastorale, Acte ou Déclaration qui y fut contraire.

Fait à Paris ce 22. Aoust 1728.

Signé L. A. Card. de Noailles,
Archev. de Paris

Lettre circulaire de Mr. le Card. de Noailles, aux Evêques de France, en leur envoyant son Mandement d'acceptation, & au sujet aussi de la Déclaration précédente

JE me hâte de vous envoyer le Mandement que je viens de publier. Je me flatte que vous y verrez avec plaisir les preuves les plus éclatantes que j'y donne, de ma plus parfaite union avec le St. Siege & l'Episcopat. J'ai supplié N. S. P. le Pape & Sa Maj., de n'ajouter aucune foi à un écrit que j'ai appris se répandre dans le public, & qui pourroit faire soupçonner la sincérité avec laquelle je parle dans mon Mandement. J'ai cru vous en devoir avertir. J'espère que vous me rendrez dans cette occasion la justice que S. M. a déjà eu la bonté de me rendre, que j'attends aussi avec confiance de vous. Je profite avec empressement de cette occasion pour vous assurer de mes sentimens pour vous, & avec lesquels je vous honore toujours sincèrement.

Signé L. A. Cardinal de Noailles,
ce 30. Octobre 1728.

†† 4

Lettre

LETTRE de la propre main du Roi.
à Mr. le Card. de NOAILLES.
A Fontainebleau le 22. Octobre 1728.

MON COUSIN.

LE Mandement que vous venez de publier me donne une si sensible joye , que je ne puis m'empêcher de vous témoigner moi-même le gré que je vous en fais. J'ai toujours désiré ardemment que vous prissiez ce parti ; mais je n'ai pas voulu vous en parler , pour vous en laisser tout le mérite. J'espère que Dieu bénira la droiture de vos intentions ; & que votre exemple ramènera tous ceux , qui , jusqu'ici , se sont opposés à la paix. Vous pouvez compter sur ma sincère affection. Sur ce , je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte & digne garde.

Signé LOUIS

N°. XV.

LETTRE de Mr. D'ANGERVILLIERS, Ministre de la Guerre , à
Mr. l'Abbé de MONTGON.

(à Paris ce 5. Janvier 1729.

IL s'est échappé , Monsieur , de mes bureaux , une lettre signée de moi , & dans laquelle

JUSTIFICATIVES. N^o. XV. XXXIII

laquelle je vous ai fait des remerciemens des marques de souvenir dont vous m'honorez à l'occasion de la nouvelle année ; mais ce n'est pas satisfaction pour moi ; je cède à l'envie extreme que j'ai de vous assurer , par une lettre de ma main , du cas que je fais de votre amitié , & du desir que j'ai de me la conserver. Je vous supplie en même tems , de me faire appercevoir de tems en tems , que vous ne m'oubliez pas. Vous êtes à la veille d'un grand voyage : nous jugeons par là que la santé du Roi d'Espagne est parfaitement rétablie ; & nous nous en réjouissons.

Nous renvoierez-vous bientôt Mr. le Duc de Bournonville. J'espere qu'à la fin tous les nuages se dissiperont ; & que les bons sujets, de part & d'autre , auront la consolation de voir une réunion parfaite entre deux Princes & deux Etats , que toutes les raisons de bien-séance & d'intérêt , doivent tenir éternellement unis.

Je suis , avec un attachement tendre & respectueux. Monsieur , Votre très-humble & très obéissant Serviteur.

Signé D'ANGERVILLIERS,

N°. XVI.

LETTRE de *Mado. la Comtesse de CA-*
LHETTA à *Mr. l'Abbé de*
MONTGON.

du 6. Mars.

MON fils *, qui va vous dire adieu , vous repetera Monsieur , que j'ai un véritable chagrin que vous nous quittiez si tôt. Le bon Ambassadeur & sa femme n'ont cessé de m'en parler hier ; & je vous assure sans compliment que ce sentiment est commun à tous ceux qui vous connoissent ici. Nos vœux vous accompagneront partout ; & si vous êtes aussi comblé de biens & d'honneurs que nous le souhaitons, il ne vous restera rien à désirer. Souvenez-vous , s'il vous plaît , que vous nous avez promis de vos nouvelles , & de me mettre aux pieds de Madame la Princesse des Asturies.

Mon fils me presse de finir , de peur de vous trouver parti ; & je n'ai que le tems de vous assurer , Monsieur , de la sincérité de mon attachement pour vous.

* *Le Comte de Castel Melbor.*

N°. XVII.

N^o. XVII.

EXTRAIT d'une Lettre de Mr d'Adon-
court à Mr. l'Abbé de Montgon du
22. Fevrier 1729.

TOUTES les lettres & les relations qui nous sont venues de ce qui s'est passé à la celebre entrevue des deux Rois, où vous vous êtes trouvé, ne parlent que de la grande magnificence de la Cour de Portugal : la Pragmatique de celle d'Espagne a servi je crois aussi à la faire briller. Vous aurez à présent été témoin de toutes les fêtes qui se font données à Lisbonne ; & vous devriez bien avoir la bonté de m'en faire part : el'es amuseront notre bonne Reine. Quand je dis à Sa Maj. que vous comptiez d'aller de Badajoz à Lisbonne, elle me dit que vous faisiez fort bien, & qu'elle écrivoit au Roi son neveu en votre faveur : je ne doute pas qu'elle ne l'ait fait. Vous pouvez, Monsieur, me charger de vos remerciemens &c.

N°. XVIII, XIX, & XX.

LETTRE *circulaire du Duc de Me-*
clembourg aux Princes de l'Empire,
datée du 5. Mars 1729.

C O M M E nous avons jugé de notre devoir, & conforme à l'union, au bien & à la direction du Corps Germanique, de représenter cy-devant, par diverses Lettres circulaires à V. A. S. & à tous les autres Etats de l'Empire, selon la pure vérité & justice, l'opposition rebelle & la fuite de notre Noblesse, qui compose une partie de nos vrais sujets; & de quelle manière indigne elle a été reçue, encouragée, entretenue & protégée depuis tant d'années dans le pays de *Lun-*
nebourg: ce qui est la véritable source & la seule origine des troubles qui desolent notre pays, de même que l'invasion, oppression & usurpation qui s'en sont suivies; jointes aux interventions & perturbations du Conseil Aulique, qui ne sauroient avoir lieu dans le cas dont il s'agit, & desquelles il n'est résulté que de terribles dérèglemens & offenses, contre nous & nos Duchés & Pays; comme aussi de fortes atteintes à notre supériorité & juridiction territoriale. Ainsi, nous ne saurions nous empêcher présentement, pressé de la même nécessité, obligation & confiance, de vous adresser la présente; quoiqu'à la vérité nous ne vous en importunions qu'à

JUSTIFICAT. No. XVIII, XIX, & XX. XXXVII

qu'à regret. Cette démarche nous paroît d'autant plus nécessaire qu'il fautoit aux yeux, & est pour ainsi dire palpable, que notre juste recours au corps de l'Empire, contre les extrêmes rigueurs & violences que nous souffrons, joint à l'irrésolution qui fait traîner cette affaire, nous a attiré de plus facheuses extrémités, & a effectué qu'on nous serre présentement de bien plus près.

Pour n'être point à charge à l'Empire, sans la nécessité la plus urgente, & pour le convaincre d'autant plus, que nous ne restons pas nous-mêmes dans l'inaction; nous avons envoyé, dans le commencement de l'année 1726. un Ministre à Vienne: &, sur de bons conseils & avis, nous avons fait présenter à S. M. I. une nouvelle Déclaration de soumission & d'obéissance, si ample & si détaillée, que S. M. I. n'en a pu être que satisfaite, comme il paroît par la copie cy-jointe. *Sub No. 1.*

Sur cette nouvelle Déclaration de soumission & d'obéissance, on a donné à notre dit Ministre, à ce qu'il a certifié par serment, des assurances réitérées que cette Déclaration a été gracieusement reçue; avec promesse de la protection Impériale & d'une juste satisfaction de nos pertes & dommages: ce que nous n'avons pu nous empêcher, enhardi par la vérité, de représenter fortement, quoiqu'en toute dévotion à S. M. I., même dans notre lettre cy-jointe sub No. 2., du 4. Février 1728. Représentations que nous jugeames d'autant plus nécessaires, par les avis certains que nous avons, que Hockholzer, Résident de Sa Maj. l'Empereur des Romains, à la
Cour

Cour de S. M. I. de la Grande Ruffie, bien loin des fufdites juftes assurances, avoit fait en pleine ceflion du Sénat, une proposition fi vive & fi calomnieufe contre nous, que nous avons non feulement lieu de nous en sentir offensés; mais que les outrages en retombent, en même tems, sur toutes les anciennes Maisons Ducales du St. Empire Romain.

Tout jufté qu'il auroit été de faire à nos très-humbles représentations, l'attention qu'exigeoient les folides raisons sur quoi elles étoient fondées, la fuite en a pourtant fait voir, d'une maniere étonnante tout le contraire, par le Refcrit Impérial qui nous a été adreffé du 11. May de l'année paffée, & qui se trouve cy joint fub N°. 3. ; dans lequel on nous impute, fans que nous l'ayions en aucune maniere mérité, & contre toute vérité & juftice, plusieurs grands crimes; troublant & violant outre cela, par un renverfement total des Conftitutions de l'Empire, notre Régence des Duchés & Pays que Dieu nous a confiés. En confidération de quoi nous n'avons pas pu faire moins, que d'adreffer de nouveau nos très-humbles Représentations, Défenses & Refervations, de tout ce qui peut nous competer à S. M. Imp., en confervant toujours inviolablement tout le refpect dû au Chef Suprême de l'Empire : dans lesquelles Représentations, qui étoient datées du 15. Septembre 1728. & qui se trouvent dans les annexes fub N°. 4. ; nous avons taché de nous décharger, non feulement des fauffes imputations qu'on nous a faites sur des infnuations malicieufes; mais auffi d'affurer, confor-

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. XXXIX

conformément aux Loix fondamentales de l'Empire, & à la Capitulation jurée de S. M. Imp., notre ancienne dignité Ducale, notre supériorité Territoriale, nos prééminences & Droits de Régence contre de telles abominables infractions & perturbations. Il est vrai que nous n'avons pas manqué de porter également cette affaire, qui nous est de la dernière importance, à la Diette de l'Empire à Ratisbonne; & d'y faire présenter, par notre Envoyé, la Déduction cy-jointe sub N^o. 5., en date du 3. Juillet de l'année dernière. Mais, contre toute juste attente, nous avons eu le chagrin d'apprendre, que l'Electeur de Mayence n'a pas voulu produire la dite Déduction aux Etats de l'Empire, en la dictant publiquement, comme cela se pratique, & qu'il s'en est défendu, sous les prétextes & par les objections qu'on peut voir dans l'extrait cy-joint sub N^o. 6., du Rescript envoyé à son Plénipotentiaire à la Diette le 24. Juillet de la dite année; & comme après tout cela, Monsieur notre Frere CHRISTIEN LOUIS, outre toutes les précédentes sanglantes offenses & excès, a eu l'horrible temerité de convoquer les Députés de la Noblesse & des Etats nos sujets, & de les qualifier ses *bien-aimés* & *Fidèles*; par où il a donné très criminellement atteinte à notre Gouvernement actuel; nous avons jugé nécessaire, non seulement de l'avertir encore lui-même; mais aussi d'arrêter & retenir tous les sujets & habitans du Pays, qui sont inviolablement attachés à nous par leur serment de fidélité, de ne se point laisser corrompre: pour lequel effet nous avons fait
publier

publier & afficher dans nos Duchés & Pays une Patente imprimée, en date du 17. de Decembre 1728. ; laquelle est jointe aux autres annexes sub N^o. 7. Après cette déduction nécessaire de tant de procédés rudes, dont on a augmenté les précédens griefs ; V. A. S., selon sa pénétration ordinaire, fera très convaincue, dans cette affaire, de ce qui suit.

Premierement ; il est notoire, dans l'Empire, & incontestable, que les anciennes Maisons Electorales & Ducales du St. Empire Romain, ne tiennent pas leur superiorité Territoriale & leurs Prééminences, *integro complexu*, de S. M. I. seule, *jure saltem collato* : mais qu'elles les ont hérité de leurs Ancêtres, *jure connato, devoluto & proprio*. Pour ne point alleguer d'autres Constitutions fondamentales de l'Empire, qui prouvent cette vérité, la Paix d'*Osnabrug*, comme *fundamentalissima basis, forma & norma S. R. Imperii*, décide la chose fort clairement, dans le §. 1. du VIII. article : en voici les propres termes.

„ Mais pour prévenir & empêcher, qu'il ne s'élève des disputes dans l'état politique, on est
 „ convenu que tous les Electeurs, Princes &
 „ Etats de l'Empire, seront confirmés, en
 „ vertu de ce Traité, dans la possession de
 „ leurs Droits, Prééminences, Libertés &
 „ Privileges, & du libre usage de la Supériorité Territoriale ; tant dans les Etats Ecclésiastiques que seculiers : de sorte qu'ils
 „ n'y pourront, ni n'y doivent jamais être
 „ troublés, *de facto*, par qui que ce soit,
 „ & sous quel prétexte qu'on puisse alleguer.”

Ces

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. xli

Ces Prééminences ont ensuite été détaillées dans le §. 2. *Gaudeant &c.* ; mais il a encore été stipulé & établi, de la maniere la plus efficace, dans l'Article XVII. §. 3. & suivans ; » Qu'il ne pourra jamais être allégué, ni écouté ou admis contre le dit » Traité de Paix & quelqu'un de ses Articles » & Clauses, aucune Communauté Ecclésiastique ou seculiere, ni des Droits particuliers ; » *Privilegia, Indulta, Ediſta. Commiſſiones, Inhibitiones, Mandata, Decreta, Reſcripta, Litispendentia*, ni aucune sentence, en » quel tems qu'elle puisse être prononcée ; » *res judicata*, ou telles autres exceptions, » quel nom qu'elles puissent avoir ; malgré » tous les prétextes imaginables dont on pourroit se servir pour les faire valoir. Aussi ne » sera-t-il jamais prononcé nulle part contre » ce Traité ; ni *in petitorio*, ni *in possessorio* ; » & ne sera jamais décrété de Procès d'inhibition & autres ou des commissions : & » ceux qui y contreviendront par conseil ou » en effet, soit que ce soient des Ecclésiastiques ou des Seculiers, encoureront, *ipſo jure & facto*, la peine d'infraction de la » Paix ».

Ce Traité de *Westphalie* a été reconnu par S. M. l'Empereur Régnant dans sa Capitulation, confirmée par serment, pour la Constitution fondamentale du St. Empire ; & reçu comme le modele & la regle de sa Régence : entr'autres, elle a promis solennellement, & en termes exprès dans l'Article XVI.

„ Qu'elle n'acquiescerait jamais rien de personne contre la Bulle d'Or & la liberté de l'Empire ; contre la paix de la Religion & des

» des affaires profanes , non plus que contre
 » la Paix de *Munster* & d'*Osnabrug* : & que,
 » si quelqu'un vouloit donner quelque chose,
 » de son propre mouvement à elle-même ou
 » à sa Famille , elle ne l'accepteroit point.
 » Mais si , nonobstant tout cela , quelqu'un
 » obtient , ou qu'il fut publié quelques réso-
 » lutions contraires à tel ou autres articles &
 » points de cette Capitulation ; elles seront
 » sans effet , invalides & nulles : pour quelle
 » fin elle les casse & annulle , dès à présent
 » comme alors , & alors comme à présent. »

Il y a très particulièrement à remarquer ;
 que , quand même il se trouveroit , dans
 telle ou telle Capitulation Imperiale , quelque
 passage qui pourroit faire croire , que la Su-
 périeurité Territoriale , & le Droit de Préémi-
 nence des anciennes Maisons Electorales &
 Ducales , ne fussent pas si absolument exemptes
 de la Jurisdiction de l'Empereur , & des Pro-
 cès , tant petitoires que possessoires devant
 le Conseil Aulique , comme il a été réglé ex-
 pressément par la susdite Paix d'*Osnabrug* ;
 cette objection a pareillement été absolument
 cassée & annullée dans le XVII. Article , que
 nous venons d'alleguer du même Instrument
 de Paix ; vu qu'il y est dit expressément ,
 dans le §. 4. que même aucune Capitulation
 Imp. ne devoit être alleguée , écoutée ou ad-
 mise , dans des choses contraires à quelque
 article du dit Traité de Paix.

A ces fondemens solides de Droit , il faut
 ajouter *fundamentum sanae rationis* & *evitan-*
da contradictionis ; savoir , que les mêmes
 Droits , dont les anciennes Maisons des Prin-
 ces jouissent d'eux-mêmes *inseparabiliter* ; &
 qu'ils

JUSTIFIC. N^o. XVIII. XIX, & XX XLIII

qu'ils doivent avoir & conserver comme tels, en tout tems, sans aucune dispute, objection, atteinte ou perturbation, ne peuvent pas appartenir, par leur nature & qualité sous une juridiction contentieuse. La chose est si claire, que ce seroit faire tort à la profonde pénétration de V. A. S., que de la déduire plus amplement. Outre cela il est notoire, que nos Ancêtres ont, depuis un tems immemorial, gouverné leurs Pays avec une autorité Souveraine & indépendante; & que ce n'a été que dans le 4^me. siècle, sous le regne de CHARLES IV., qu'ils se sont incorporés volontairement au St. Empire, & qu'ils en ont bien voulu relever.

On ne peut donc juger autrement, par la raison & le Droit, sinon que notre Maison Ducale a entierement conservé, dans cette incorporation volontaire, toutes ses anciennes prééminences, sans amoindrissement, retranchement & diminution; & qu'elle n'a pas été, ni pu être rendue, par là, *deterioris conditionis*, que toutes les autres anciennes Maisons des Electeurs & Princes de l'Empire. C'est ce qui paroît encore plus clairement, non seulement par la premiere investiture; mais aussi par toutes celles qui ont été données dans la suite d'Empereur en Empereur. Et si outre cela l'on y ajoute, que ces anciens Droits, Prééminences & libre usage de la Supériorité Territoriale dans les Etats Ecclésiastiques, aussi bien que Seculiers, ont été approuvés & confirmés à perpetuité par la Paix de Munster & d'Osnabrug, & par la Capitulation Imperiale, comme nous avons vu ci-dessus; il s'ensuit nécessairement, que
notre

notre Maison Ducale, comme une des plus anciennes, en doit aussi ressentir l'effet; de même que toutes les autres anciennes Maisons des Electeurs & Princes: à moins qu'on ne veuille, à l'égard de notre personne & de notre cause, renverser les Constitutions fondamentales de l'Empire. La chose est trop évidente pour nous y arrêter d'avantage. Il reste à faire voir, que la malignité de nos ennemis va si loin, que de vouloir donner quelque teinture d'équité à leur procédé injuste, par certain prêt, qu'ils ont fait dans le tems passé, pour des dettes domestiques. Or les Princes nos prédécesseurs, qui négocierent en ce tems-là une somme de dix mille florins, & dont ils ne requrent pas, à beaucoup près, la moitié, quoique tous les autres Etats du Pais eussent contribué à ce prêt, ont engagé à la Noblesse, pour la dite somme, trois Bailliages considérables; savoir, *Ribbenitz*, *Dobbertien*, & *Mochow*: lesquels trois Bailliages, qui surpassent de beaucoup la somme prêtée, elle possède encore actuellement: & nous avons toujours vécu dans un doux repos & une entière tranquillité avec la Ville de *Rosstock* notre résidence, & avec tout le reste du pays, conformément à l'observance du Cercle, comme il a été remontré très humblement à S. M. I., par nos ultérieures Représentations, ci-devant alleguées, du 15. Septembre de l'année passée, & jointes ici sub N^o. 4. Car comment un homme raisonnable peut-il soutenir, avec justice, que, pour un prêt de quelques mille florins, pour lequel on a engagé une hypothèque plus que suffisante, un prédécesseur dans la Régence
ait

ait communiqué, ou pu communiquer à ses sujets, ses prééminences, & les rendre en aucune maniere prescriptibles. Les Successeurs de la Régence du pais n'ont-ils pas, de même que leurs prédécesseurs, un propre droit de Succession & de Régence, qui leur est dévolu des anciennes tiges; & à quoi il est impossible qu'un prédécesseur leur puisse préjudicier en aucune maniere?

Comme donc notre Noblesse, nos Etats & Sujets, n'ont en effet, & ne peuvent avoir avec justice, aucun droit ni exception, dans les affaires qui concernent indubitablement notre suprême juridiction criminelle, & nos prééminences; nous assurons, de notre côté, qu'il ne nous est jamais tombé dans l'esprit, de vouloir priver, en aucune maniere, ceux qui perseverent dans la fidélité qu'ils nous doivent, de leurs Privilèges & Droits légitimes.

Voilà donc deux choses clairement prouvées: savoir; d'un côté les Droits de supériorité & de prééminence, qui nous competent incontestablement, en vertu des loix de l'Empire & de l'observance du Cercle; & de l'autre les perturbations, offenses & oppressions inouïes & affreuses, que nous avons souffertes nonobstant tout cela, sans les avoir en aucune maniere méritées; & lesquelles vont, depuis plus de dix ans, d'extrémités en extrémités. Tout cela étant exposé aux yeux de tout l'Empire, il est incompréhensible, & digne de plaintes ameres, qu'on ne prenne aucunes mesures pour nous secourir, & nous délivrer de nos peines.

- On

On ne fauroit nous imputer, avec aucune ombre de vérité, que c'est par notre faute, que les troubles, dans notre pays, sont allés si loin : car, comment nous auroit-il été possible de remédier à ces désordres, après que notre Noblesse & sujets avoient porté leur infidélité, jusqu'au point de ne vouloir absolument pas comparoître à notre convocation ; & , sur notre sauf-conduit, de s'enfuir hors de notre pays, & de se rendre sous la protection de l'Electeur de Hanover, qui, de dessein concerté, non seulement les reçut & les protegea ; mais leur donna encore à chacun, 30. Ecus par mois, pour leur entretien : & après que, d'un autre côté, on nous attaqua nous-même hostilement dans notre propre pays ; qu'on forma de détestables conspirations contre notre personne & famille, que S. M. I. nous abandonna, malgré nos Représentations réitérées, & que le Conseil Aulique approuva tout ce que nos ennemis vouloient malicieusement lui suggerer, & ce qu'il pouvoit attraper lui-même.

Nous avons plusieurs fois envoyé, à S. M. I., nos très-humbles Déclarations de soumission & d'obéissance ; en des termes, dont, selon la justice, elle n'a pu qu'être satisfaite. Aussi l'a-t-elle effectivement été : mais comme on prétend présentement une telle soumission & obéissance de nous, par où nous reconnoissons pour légitimes toutes les sanglantes offenses qu'on nous a faites, quoi qu'elles aient été défendues sans distinction, sous peines de Ban & d'autres punitions rigoureuses dans le III. & IV. Article de la Paix faite en 1521. ; & que dans l'Article II, il a été

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. XLVI

été expressement permis à un chacun de se défendre soi-même, & d'employer pour cet effet tout le secours qu'il peut trouver; des quelles loix fondamentales il nous est impossible de nous déister en aucune maniere. Comme, outre cela, on demande que, dans la même soumission, nous renoncions à toute satisfaction des atteintes qu'on a portées à notre précieux droit de la supériorité Territoriale: & à la restitution des pertes & dommages, qui se montent à des millions; que nous abandonnions nos anciennes prééminences, & nous privions de tout effet des Alliances présentes & futures, & au dedans & au dehors de l'Empire; même que nous devions enfreindre & casser les conventions faites & confirmées par serment avec la Ville de *Rostock* notre Résidence, & avec tous les autres Etats du Pays. Comme enfin, on fait passer pour un crime les représentations que nous avons faites contre de telles demandes, & par les quelles nous avons montré, avec tout le dû respect, l'impossibilité d'une telle soumission; quoique cette représentation ne soit fondée que sur la lettre des loix fondamentales de l'Empire, & sur la Capitulation Impériale; & que, bien loin d'y faire attention, on tache de continuer hardiment & violemment à troubler & renverser les anciens droits & l'exercice du Gouvernement dans les affaires Ecclésiastiques & Politiques. Il ne nous reste autre chose à faire, dans ces terribles conjonctures & extrémités, que de mettre notre confiance en Dieu, & en la justice de notre cause; de nous tenir inviolablement attachés à l'Empire, & d'implorer l'appui

L'appui de ses illustres Etats nos confreres. Pour quel effet nous prions V. A. S. très instamment, par la présente, de vouloir bien faire attention, selon sa pénétration ordinaire, au triste état où nous nous trouvons, & aux conséquences préjudiciables qui en résulteront, comme aussi au danger & péril qui en sont inseparables, & de cooperer, dans cet esprit, à notre soulagement, non-seulement par de bonnes instructions à son Plénipotentiaire à la Diète de *Ratisbonne*, en le chargeant qu'il insiste pour la lettre cy jointe sub N°. 5., que nous avons adressée à l'illustre assemblée de l'Empire, en date du 3. Juillet de l'année passée, de même que toutes les autres représentations que nous pourrions encore être obligés de faire à l'avenir, soient sans délai, dictées publiquement, comme de coutume, & qu'on délibere là-dessus murement, & conformément aux Constitutions de l'Empire; mais aussi de contribuer à notre avantage, par les résolutions & les moyens les plus efficaces, pour prévenir notre entière ruine, à quoi tendent toutes ces extrémités, pour nous faire obtenir une juste satisfaction, & pour nous faire rétablir dans l'exercice inviolable de notre ancienne supériorité Territoriale & de nos prééminences. Dans cette attente nous prions Dieu qu'il ait V. A. S. dans sa sainte & digne garde, & nous ne perdrons aucune occasion à marquer à V. A. S., toute la reconnoissance possible, de même que notre promptitude à lui rendre tous les services agréables dont nous serons capables.

- Aussi

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. XLIX

Aussi nous jugeons d'une nécessité indispensable, d'ajouter ici une courte déduction de la conduite que le Roi de Prusse tient à notre égard.

Le feu Roi de Prusse, de glorieuse mémoire, Pere de S. M. Régnante, a conclu dans l'année 1708. avec feu Mr. notre frere le Duc FREDERIC GUILLAUME, un *Pactum perpetuum*, pour eux & leurs Successeurs, par lequel ils se sont engagés reciproquement, à se maintenir dans l'exercice de leurs prééminences, conformes aux Loix fondamentales de l'Empire & à l'observance du Cercle; des quels engagements notre frere a aussi ressenti jusqu'à la fin, un plein & entier effet. Ayant trouvé les choses dans cet état au commencement de notre Régence dans l'année 1717., nous avons conformement aux Constitutions de l'Empire & du Cercle, non seulement continué ce *Pactum perpetuum*, mais nous l'avons même continué & étendu dans l'année 1726. avec S. M. le Roi d'aujourd'hui, par nous & nos Maisons respectives, comme on peut voir par l'Extrait cy-joint sub N^o. 8.

S. M. Imp., bien loin d'avoir pu ou voulu s'opposer à ce *Pactum perpetuum*, a donné elle-même au Roi de Prusse, comme nous l'avions accordé, le titre de nos Duchés, Principautés & Pays de Mecklembourg, & dans tous les Actes judiciaires qui lui ont été ainsinués, Elle l'a fait qu'ifier ainsi. Comme donc de notre côté nous avons satisfait exactement à nos engagements, nous nous attendions avec justice à une observation re-

éiproque de ce Traité d'Alliance, & nous nous croyions en droit & en nécessité d'en demander l'exécution contre les violences notoires qu'on nous faisoit dans notre Pays. Sur quoi aussi nous reçûmes des assurances & des promesses, qui nous donnerent tout lieu d'en espérer un heureux effet. Mais comme depuis ces Déclarations de la Prusse devenoient toujours plus froides, & que ses conseils étoient en partie tout-à-fait contraires à l'alliance, & impraticables, nous avons bien pû comprendre que nos ennemis ne manqueroient pas de faire tous les efforts imaginables pour détacher le Roi de Prusse des engagements qu'il a contractés avec nous, & pour le faire entrer en intelligence avec eux, afin d'être d'autant plus à couvert de nos poursuites, pour une juste reparation & satisfaction. Mais nous n'avons jamais pû croire que ce dessein leur réussiroit, jusqu'à ce qu'après le terrible Décret du Conseil Aulique émané contre nous le 11. May de l'année passée, nous avons reçu avec une extrême surprise la Lettre ci-jointe sub No. 9. du Roi de Prusse en date du 9. Novembre 1728. ; & quoique nous n'ayions pas tardé un moment d'y faire le 17. Novembre suivant une réponse entièrement fondée sur les Loix fondamentales de l'Empire, & sur le susdit *Pactum perpetuum*, laquelle réponse se trouve dans les annexes sub No. 10. nous n'avons reçu depuis aucune nouvelle Déclaration là-dessus : ce qui doit nous confirmer dans notre juste confiance, que Dieu inspirera à S. M. des pensées & résolutions conformes à sa gloire, fidélité & justice royale. Néanmoins nous nous croyons obligés

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX LI

obligés par l'importance de l'affaire, & par la confiance que nous devons à V. A. S. & à tous les autres Etats de l'Empire, & pour prévenir qu'il ne leur en soit fait un faux rapport, de leur en donner cette information préalable, afin de les convaincre par là d'autant plus, de la crise & situation dangereuse où tout l'Empire se trouve à l'occasion de notre juste cause; & que pour cette raison notre assistance & maintien, conforme aux Constitutions de l'Empire, ne souffre point de délai : & en cas que Sa M. Prussienne contre toute attente, voulût mettre sa Déclaration en exécution nous ne manquerons pas de déduire nos droits plus amplement.

• Fait à *Dantzik* le 5. de Mars 1729.

DECRET de l'Empereur contre le Duc de Mecklenbourg.

FROBEN FERDINAND, Prince & Landgrave de *Furstemberg*, Comte de *Heiligenberg* & *Wbartenberg*, Prince du St Empire Romain, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller privé actuel de l'Empereur, & son principal Commissaire à la présente Diete Générale de l'Empire, comme ayant ordre de S. M. Imp., ne peut se dispenser de notifier aux Min. des Electeurs Princes & Etats de l'Empire ici assemblés, & de faire connoître à tout l'Empire, de quelle maniere le Duc CHARLES LEOPOLD, après avoir pris possession de la Régence de ses Etats, y a introduit par des voyes de fait & par des entreprises inouïes, des changemens tendans la

la destruction des Droits du Pays & Privileges de ses Vassaux & sujets ; & pareillement, qu'il s'est opôsé par les armes , & dans le dessein prémédité de répandre du sang , à la Commission Impériale établie en exécution des Déclarations & Ordonnances Impériales : qu'il a troublé la justice du Pays ; qu'il a divisé le Tribunal de *Gustrow* , en le transférant en partie à *Schwerin* , de-même que la Régence & la Chancellerie de *Rostock* à *Domitz* , en intention de persécuter de plus en plus sa Noblesse , après l'avoir déjà maltraitée & donné des marques publiques de sa haine contre elle , la traitant continuellement de rebelle , & comme digne du Ban de l'Empire : qu'ensuite, selon les fideles rapports , il a établi à *Domitz* un Tribunal sanguinaire, qui , dans le commencement de son établissement , a été dirigé par lui même , & continué ensuite par ses ordres , dans le tems qu'il étoit à *Dantzik* & hors des limites de l'Empire ; en quoi il a manifestement contrevenu aux Ordonnances observées dans l'Empire en matiere criminelle , & dans des procédures d'inquisition : Que le Conseiller **WOLFFRATH** a été décapité par sentence de ce Tribunal ; que le Secrétaire privé **SCHARF** , après avoir été mis plusieurs fois à la question , où on lui a fait souffrir de cruels tourmens , en lui jettant sur le corps du soufre fondu , & en lui mettant sur la tête une couronne de soufre brûlant , étant mort dans la Prison , son corps , qui , suivant la sentence , ne devoit être que roué , avoit été écartelé quelques semaines après , & les quatre quartiers avec la tête exposés sur des pieux

pieux hors la Ville ; que le Bourguemaitre de *Domitz*, *PRASCH*, étant mort en Prison avant le tems de son exécution, son corps avoit été traîné sur une claye par des Mousquetaires, & enterré sous la Potence ; que la femme de ce Bourguemaitre a été fouettée, marquée & bannie du pays : ce qui n'a pû qu'inspirer de l'horreur aux principaux Etats de l'Empire, pendant que le Duc soutenoit avec la plus grande hardiesse, qu'il n'avoit à rendre compte de ses actions qu'à Dieu seul : que de plus ce Prince a empêché l'exécution des sentences criminelles envoyées à la Chancellerie de Justice ; qu'il a arrêté pendant plusieurs années le cours de la justice, au grand préjudice & à la ruine de quantité de ses pauvres sujets : Qu'outre cela il a reçu avec indifférence les exhortations paternelles, & les remontrances reiterées de l'Empereur, qu'il s'est soulevé par des expressions offensantes contre la précédente Commission Impériale, & contre le Rescript Impérial du 11. May 1728. que par ses Lettres du 15. Septembre & 3. Octobre de la même année, il a attaqué la conscience & la justice de l'Empereur, & constamment déclaré, qu'il lui étoit moralement impossible de céder en aucune chose, alléguant, que comme il tient de Dieu seul la Régence, il ne dépend de personne ; sans faire attention, que la subordination étant établie de Dieu-même, & confirmée par les Constitutions de l'Empire, il attaque le droit que S. M. Imp. a comme Empereur des Romains, de maintenir & de protéger les Vassaux & sujets du Duché de *Mecklenbourg* : Qu'enfin

la précédente Commission Impériale voulant continuer sa fonction, & exécuter ses ordres il l'avoit insultée par des entreprises détestables, comme si elle en vouloit à sa supériorité Territoriale; enforte que témoignant de plus en plus sa résolution ferme & inébranlable de résister & d'injurier, il s'est rendu coupable d'un juste & sévère reproche, conformément aux Constitutions de l'Empire.

Comme donc S. M. Imp., pour des raisons si justes & si essentielles, n'a pû, ni voulu différer davantage de se servir de son autorité en qualité de Juge suprême de l'Empire, Elle résolut le 11. May 1728., de changer la Régence des Etats de *Mecklenbourg*, mais par provision seulement, & jusqu'à ce que le Duc CHARLES LEOPOLD de *Mecklenbourg* se fût soumis véritablement, avec sincérité, & d'une manière qui eût été agréable à l'Empereur; & de donner avec des instructions convenables l'administration des dits Etats au Duc CHRISTIEN LOUIS, comme *proximo agnato*. De plus, S. M. Imp. ayant rejeté le 17. Janvier dernier toutes les remontrances alleguées par le Duc CHARLES LEOPOLD de *Mecklenbourg*, comme non fondées, & exhorté ce Prince à se soumettre, même avec menace de faire procéder contre lui fiscalement, & après que le Duc CHRISTIEN LOUIS eut déclaré par ses Lettres du 16. Juin & 27. Juillet 1728., qu'il acceptoit l'Administration qui lui avoit été déferée provisionnellement, & jusqu'à ce que S. M. Imp. en eût autrement disposé, qu'il suivroit exactement les Instructions Impériales, comme devant servir de fondement
à

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. LV
à cette Administration; & qu'en conséquence
de cette Déclaration il eut envoyé le 5. &
le 14. Février 1729. des Reverfals particu-
lières, signées de fa main & scellées de son
Sceau, conformément aux dites Instructions,
& à la fatisfaction de l'Empereur : S. M. a
jugé nécessaire de mettre à exécution l'Ad-
ministration refolue pour des raifons effentiel-
les, & publiées le 11. May 1728., enjoi-
gnant furtout de convoquer les Etats du
Mecklenbourg, conformément au reglement
établi le 5. Février 1728., afin de délibérer
fur les Griefs du Duc de *Mecklenbourg-Stre-
litz* & autres, & d'établir des Réglemens fa-
lutaires au Public.

Sur quoi il eft arrivé, que le Duc CHAR-
LES LEOPOLD a fait afficher le 27. De-
cembre 1728., aux Portes des Tribunaux,
Maisons de Ville, Eglifes & autres lieux, dans
toutes les Villes, Bailliages & Villages du
Duché de *Mecklenbourg* une Patente datée de
Dantzic le 17. du même mois, contenant
des expreffions injurieufes contre la précéden-
te Commiffion Impériale, & contre l'Admi-
niftration déferée en dernier lieu au Prince
fon frere, en difant entr'autres avec beau-
coup de temerité; » que le Prince fon frere,
» & tous ceux à qui il appartient, doivent
» favoir, que dès à préfent, pour toujours,
» & une fois pour toutes, il casse, annulle,
» & regarde comme non-avenues toutes ces
» fortes de Déclarations & Ordonnances, de
» quelque nom qu'on puiffe les appeller, foit
» Edits, Décrets, Commiffions, Protectoires,
» Confervatoires, &c. qui foient contraires à
» fa fupériorité territoriale de toutes les Mai-

» fons Electorales, des Princes, &c. » par où le Duc, au lieu de se soumettre sincèrement, & de reconnoître l'Administration provisionnelle ordonnée par S. M. Imp. le 11. May 1728., a exposé aux yeux de tout l'Empire une coutumace séditieuse; & spécialement, en ce que par ses entreprises contre l'Administration déferée par l'Empereur au Prince son frere, & autres Déclarations & ordonnances Impériales, il a entièrement renoncé à la subordination de l'Empire, & par conséquent à la fidélité immédiate & obéissance dues à S. M. Imp. & à l'Empire: & troublant ainsi le système de l'Empire, il prétend une exemption totale du *nexus Imperii*, & de ne laisser à l'Empereur que la simple prérogative d'honneur, & un vain nom, de sorte que l'habitude de résister étant comme enracinée en lui, il ne reste plus d'espérance qu'il se soumette sincèrement; outre que conservant des Troupes dans *Domitz & Schmerin*, il n'y a point de sûreté.

Tout ce qu'on vient d'alleguer étant clair & manifeste, Sa Maj. Imp. réservant le châtiment ultérieur contre le Duc CHARLES LEOPOLD de *Mecklenbourg*, a jugé à propos de communiquer à la Diète Générale de l'Empire, avec toutes ses circonstances, la Déclaration contenue en cette injurieuse Patente, si capable d'irriter la patience de l'Empereur, & de donner du scandale à tout l'Empire; & S. M. Imp. s'attend, que les Etats de l'Empire ici assemblés délibéreront incessamment sur cette affaire, & qu'ils lui communiqueront leurs avis sur les moyens par lesquels on pourroit prévenir les suites facheu-

JUSTIFICAT. N^o. XVIII. XIX, & XX: LVII.
facheuses , & rétablir la tranquillité dans le
Pays. Fait à Ratisbonne le 11. Juin 1729.

Signé FROBEN FERDINAND.

MEMOIRE ou information concernant
l'affaire de l'Administration de Meck-
lenbourg, publié à Vienne.

LE Roi de la Grande-Bretagne, comme
Electeur de Hanover & le Duc de Wol-
fenbittel, ont écrit à S. M. Imp. le 19. &
28. Avril de la présente année 1729., une
Lettre, dans laquelle il est dit entre autres
que S. M. Brit. & S. A. S. ayant vû par le
Rescript Impérial du 17. Janvier 1729., qu'il
a plu à l'Empereur d'autoriser le Duc CHRE-
TIEN LOUIS de Mecklenbourg, pour au
nom de S. M. Imp. décharger en sa faveur
les sujets de Mecklenbourg de l'obéissance
qu'ils doivent au Duc CHARLES LEOPOLD,
& de se charger en qualité d'Admi-
nistrateur de la Régence de ce Duché, Elles
prient S. M. Imp. de ne pas prendre en
mauvaise part, qu'elles lui fassent les plus
fortes instances, afin qu'elle n'ôte pas aux
Princes de l'Empire, dans la personne du
Duc CHARLES LEOPOLD, la plus gran-
de des Prérogatives, qui leur ont été reser-
vées par l'Instrument de Paix, & confirmées
par la Capitulation Impériale, dans lesquels
il est stipulé, » qu'aucun Prince ou Etat de
» l'Empire ne peut, sans l'aveu, conseil ou
» consentement des Electeurs Princes & Etats

††† §

de

» de l'Empire , être privé de la Régence de
» leurs Etats ; mais qu'une affaire si impor-
tante doit être portée à l'Assemblée Généra-
le de l'Empire.

Il résulte de cela présentement deux ques-
tions : I. Si l'Empereur est en droit de dé-
ferer , sans un préalable consentement des
Etats de l'Empire , l'Administration provision-
nelle du Duché de *Mecklembourg* , au Duc
CHRÉTIEN LOUIS , frere puiné du
Duc CHARLES LEOPOLD , sous le nom
d'Administrateur , jusqu'à ce que ce dernier
ait fait paroître une meilleure conduite ? II.
Si l'on peut obliger les Etats de *Mecklem-
bourg* à se soustraire , en faveur de l'Admi-
nistrateur , de l'obéissance qu'ils doivent au
Duc CHARLES LEOPOLD : Mais avant
que de résoudre ces deux questions , il faut
faire mention des raisons qui ont engagé
S. M. Imp. à ne pas renouveler ni conti-
nuer la Commission expirée après la mort du
Roi d'*Angleterre* GEORGE I. Ces raisons
consistent principalement , en ce qu'on ne
peut pas attendre de l'opposition continuelle
du Duc CHARLES LEOPOLD , qu'il se
soumette promptement , qui rende une obéis-
sance due aux justes Ordonnances Imperia-
les , reconnues pour telles , tant par la com-
mission-même , que par tous les Etats de l'Em-
pire , ni qu'il administre une Régence raison-
nable & conforme aux Droits & Constitutions
de l'Empire ; d'autant qu'il paroît assés par
ses menaces réitérées , qu'il a dessein de se
vanger de ses Etats , & de commencer sa
prochaine Régence par l'effusion de quantité
de sang innocent. Comme donc dans de tel-
les

JUSTIFICAT. N^o. XVIII. XIX, & XX. LIX

les circonstances , on auroit été responsable au fuprême degré d'avoir laiffé les mains libres au Duc CHARLES LEOPOLD, il en refulte une queftion , favoir , s'il auroit été plus convenable au païs de *Mecklembourg* & aux Succelfeurs de ce Duché , de continuer la Commiffion , ou de deférer au Duc CHRETIEN LOUIS une Adminiftration provisionnelle , & l'imitée à plufieurs égards , jufqu'à l'entiere foupiffion du Duc CHARLES LEOPOLD.

Quant à la continuation de la Commiffion , il y avoit ces reflexions effentielles & importantes à faire : I. Que depuis le nombre d'années que les troupes de *Hanover* & de *Wolfenbittel* font dans ce Duché , la Commiffion a coûté des fommef confiderables , qui , comme le marque la Commiffion-même , montent à plus de 1100000 Rixdalers , dont jufqu'à préfent les Comptes n'ont pas encore été exactement rendus , & pour liquidation defquels , il faudroit peut-être employer plufieurs années : Si donc on continué plus longtems (& Dieu fait combien de tems) cette Commiffion , accompagnée de fraix fi fort à charge au Païs , on doit s'attendre que le Duché de *Mecklembourg* , qui d'ailleurs eft chargé de plufieurs autres dettes , tombe inmanquablement dans un état d'infolvabilité , d'où , par une conféquence néceffaire , il s'enfuivra que , pour payer les fraix de la Commiffion , il faudra donner aux Commiffaires en hipotheque une partie confiderable de ce Duché ; ce qui ne manquera pas de donner occafion à des griefs importans , que non-feulement les Princes de la maifon de *Mecklembourg* ,

bourg, mais aussi le Roi de *Prusse*, comme ayant l'expectative de ce Duché, & tous le Princes de l'Empire, pourront former contre S. M. Imp. II. on fait aussi quelles fortes instances le Roi de *Prusse*, en qualité de Condirecteur du Cercle de la *Basse Saxe*, a faites pour être joint à la Commission; ce qui non seulement auroit causé plusieurs inconveniens, mais augmenté encore les fraix de la Commission.

C'est en consideration de raisons si importantes, que S. M. Imp. a jugé à propos d'ordonner, à la place de la Commission, une Administration provisionnelle, jusqu'à l'entiere soumission du Duc CHARLES LEOPOLD, & de la deferer au Duc CHRETIEN LOUIS, comme le plus proche Parent & Successeur, d'une telle maniere, qu'il la doit exercer conjointement avec deux Conseillers du Pais, & que dans des cas importans il doit s'adresser à L'Empereur: & afin que cette Administration se fasse avec toute l'economie possible, on n'a alloué à l'Administrateur, pour son entretien, qu'une somme de 25000 Rixdalers par an. On laisse à présent, conformément à ces circonstances, juger à toute personne impartiale, si les Successeurs du Duché de *Mecklembourg*, ne sont pas obligés de rendre grâces à S. M. Imp. d'avoir plutôt agi ainsi, que si elle eût continué plus longtems la Commission, dont les prétentions sont montées à 1100000 Rixdalers. Il paroît évidemment quelles sont les vûes de la Commission, qui, pour se maintenir, employe toutes sortes de voyes, & met pour cet effet en question,

tion, si l'Empereur est en droit d'ordonner une Administration provisionnelle sans le consentement des Etats? Car puisque selon l'opinion des Seigneurs Commissaires, cette Administration provisionnelle dépend du consentement des Etats assemblés, & que cette affaire est d'une nature à ne finir de longtemps, ou peut-être jamais, pendant ce tems-là, & jusqu'à ce que la mort du Duc CHARLES LEOPOLD produise quelque changement, leurs troupes demeurent dans le Duché de *Mecklenbourg*, d'où même, après ce tems-là, elles ne sortiront pas, qu'on n'ait payé les fraix qui seront montés à des sommes immenses; ensorte que, par une longue continuation de la Commission, il pourroit en résulter un cas pareil à celui de *Donawert*. (chacun sait que la Maison de *Baviere* ne possède la Ville Impériale de *Donawert*, qu'en conséquence des fraix de Commission). Il paroît par cette courte Déduction: 1. quelles sont les raisons importantes qui ont engagé Sa M. Imp. à ne pas continuer plus longtemps la commission de *Mecklenbourg*: 2. pourquoi Elle a ordonné une Administration provisionnelle à la place de cette Commission: & 3. quelles sont les vues des Seigneurs Commissaires.

Quant à la question, si l'Empereur est en droit de déferer, sans un préalable consentement des Etats de l'Empire, l'Administration provisionnelle du Duché de *Mecklenbourg* au Duc CHRETIEN LOUIS, frère puiné du Duc CHARLES LEOPOLD, sous le nom d'Administrateur, jusqu'à ce que le dernier ait fait paroître une meilleure conduite

« conduite » : les Seigneurs Commissaires dans
 l'affaire de *Mecklenbourg* soutiennent la né-
 gative, & avec eux les Etats qui sont dans
 l'alliance de *Hanover*. La Commission mar-
 que expressement dans la Lettre écrite à l'Em-
 pereur, dont il a été fait mention ci-dessus,
 « qu'en établissant ainsi une Administration,
 « on ôte aux Etats de l'Empire, dans la Per-
 « sonne du Duc CHARLES LEOPOLD,
 « la plus grande des Prérogatives, qui leur
 « ont été réservées par l'Instrument de Paix,
 « & confirmées par la Capitulation Imp., dans
 « lesquels il est stipulé, qu'aucun Prince ou
 « Etat de l'Empire ne peut, sans l'aveu, con-
 « seil, ou consentement des Electeurs, Prin-
 « ces & Etats de l'Empire, être privé de la
 « Régence de ses Etats, mais qu'une affaire
 « si importante doit être portée à l'Assemblée
 « Générale de l'Empire. » On entend sans
 doute par-là, les ordonnances mentionnées
 dans l'Instrument de Paix & dans la Capitu-
 lation Impériale, qui parlent du Ban, de la
 Privation, & de la Suspension des suffrages
 & séance à la Diète, d'un Etat de l'Empi-
 re. Mais afin de répondre fondamentalement
 à ceux, qui, dans le cas présent, alleguent
 l'Instrument de Paix & la Capitulation Impé-
 riale, on citera ici les endroits qui en par-
 lent, & l'on fera voir, que ni l'Instrument
 de paix, ni la Capitulation Impériale ne sont
 point applicables au cas présent, par rapport
 à l'Administration provisionnelle établie dans
 le Duché de *Mecklenbourg* en faveur du Duc
 CHRETIEN LOUIS. Le Texte de l'Ins-
 trument de Paix, Art. 8. §. 3. n'ordonne que
 ceci : *in proximis Comitibus de modo & ordi-*
ne

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. LXIII

*ne in declarando uno vel altero statu in ban-
num Imperii, prater eum qui alias in Conf-
titutionibus Imperii descriptus est, tenendo, ex
communi statuum consensu agatur & statua-
tur.*

Il paroît par cette disposition, qu'il n'y est question que de la maniere avec laquelle on doit agir par rapport au Ban de l'Empire. On n'est point ici dans ce cas-là. Dans la Capitulation Imp. Art. 1. 165. il est dit :
 » Qu'on ne peut suspendre ni priver aucun
 » Etat de l'Empire du suffrage & séance dans
 » les Colleges respectifs de l'Empire, sans un
 » préalable consentement des Electeurs, Prin-
 » ces & Etats de l'Empire : » & l'Article XX.
 ordonne : » qu'à l'avenir on ne pourra met-
 » tre au Ban de l'Empire aucun Electeur ,
 » Prince ou Etat de l'Empire sans des causes
 » justes & suffisantes, sans entendre la partie,
 » & sans l'aveu, le conseil & le consente-
 » ment des Electeurs, Princes & Etats de
 » l'Empire : mais que dans les cas futurs ,
 » où il s'agira du Ban & de la Privation ,
 » on procedera suivant le droit & conformé-
 » ment aux circonstances du delit." Il s'agit
 là des 3. cas qui demandent le conseil & le
 consentement des Etats : savoir, 1. lorsqu'il
 faut mettre un Etat de l'Empire au Ban de
 l'Empire : 2. lorsqu'il faut suspendre son droit
 de suffrage & de séance a la Diete de l'Em-
 pire : 3. dans des cas de Privation, lorsqu'il
 s'agit de priver un Prince ou Etat de ses
 Etats, pour des causes justes & suffisantes,
 sans néanmoins le mettre au Ban de l'Em-
 pire. Or l'affaire présente ne regarde aucun
 de ces 3. cas. La question est seulement, si
 l'Empe-

L'Empereur est en droit, sans le consentement des Etats de l'Empire, & en conséquence de la défobéissance continuelle, mauvaise régence & autres Délits d'un Etat de l'Empire, de déferer au plus proche parent, non coupable, l'Administration du Pays, jusqu'à l'entière soumission & l'assurance d'une meilleure conduite, ou non ? Cette Administration provisionnelle I. ne comprend en soi, ni une suspension de suffrage & de séance, ni une privation de Pays, ni une déclaration de Ban; car cette Administration provisionnelle peut être abolie à chaque instant, & dès que, dans le cas présent, le Duc CHARLES LEOPOLD aura pris la résolution de se soumettre aux Ordonnances Impériales, & qu'à cet égard il aura donné des assurances suffisantes, ce qui ne se peut faire si facilement dans des cas où il s'agit du Ban de l'Empire, de la privation, & de la suspension de suffrage & séance, qui rencontrent d'autant plus de difficultés, que le droit d'un tiers y doit entrer en quelque considération.

2. Suivant le droit public, & selon ceux qui ont de bons principes, c'est une affaire réglée, que les cas qui ne sont pas exprimés dans la Capitulation Impériale, sont réservés à l'Empereur. La Capitulation Imp. doit être expliquée dans un sens étroit, & non dans un sens étendu, autrement il ne resteroit à S. M. Impériale aucune des choses qui lui sont réservées, puisqu'il ne seroit pas difficile de tirer des conséquences d'un cas par rapport à un autre, & comprendre ainsi sous un cas toutes sortes de cas indifferens, en sorte qu'à la fin il ne resteroit à l'Empereur que le seul nom

nom imperial, sans aucun pouvoir appartenant à la Régence & autorité Impériale. 3. Pour mieux comprendre ce principe, fondé sur les Constitutions de l'Empire, il s'ensuivroit, par une conséquence infaillible, que suivant la these établie dans la lettre écrite à l'Empereur par la Commission, suivant laquelle S. M. Imp. ne peut de sa propre autorité ordonner une Administration provisoire. Sa dite Maj. Imp. n'a pu ordonner la Commission de *Mecklenbourg*, sans l'aveu, conseil & consentement des Etats de l'Empire : c'est ce dont la Commission ne conviendra jamais. 4. C'est une chose incontestable, que l'Administration d'un Pays consiste dans des affaires politiques, juridiques & de finances. Quant aux affaires politiques, personne n'ignore, que le Souverain ou l'Administrateur ne peut convoquer ou tenir les Etats d'un Pays : comme donc la Commission a convoqué & tenu six Etats de *Mecklenbourg* par ordre de l'Empereur, il s'ensuit incontestablement, qu'elle a administré la Régence du Pays, dans un cas aussi important de la supériorité territoriale. Si l'Empereur, en établissant une Administration provisoire, a agi contre sa Capitulation Impériale, & que cet Acte est nul suivant le droit de l'Empire, il s'ensuit que la Commission, en convoquant & tenant six fois les Etats du Pays, ce qui n'appartient qu'au Souverain ou Administrateur, a agi contre les loix de l'Empire, & que par conséquent tout ce qui y a été traité est nul de droit, puisque selon le principe de la Commission, la Régence d'un pays ne peut être déferée à qui que ce soit, sans

sans le consentement des Etats de l'Empire. On ne peut alleguer contre une conclusion si claire, que la Commission n'a tenu les Etats du Pays, par ordre de S. M. Imp, que parce qu'elle ne vouloit pas que le Duc CHARLES LEOPOLD le fit : c'est par cette raison-même que l'Administration a été déferée au Duc CHRETIEN LOUIS, parce que le Duc régnant ne veut pas obéir aux Ordonnances Impériales ; & comme la Commission finit dès le moment que le Duc régnant se soumet aux Décrets Impériaux ; de même, l'Administration provisionnelle prend fin, immédiatement après la soumission faite. 6. Il est notoire, que la disposition & l'administration des Revenus du Pays, est un des principaux articles de la supériorité territoriale, qui n'appartient qu'au Souverain, ou à l'Administrateur ; d'autant que sans cela on ne peut gouverner un Pays : or la Commission de *Mecklenbourg* n'a pas seulement affermé les Domaines & autres Revenus du Duc, mais elle a aussi disposé des dépenses du Pays, conformément aux Ordonnances Impériales, & par conséquent elle a exercé les droits appartenants à un Souverain ; par où le Duc CHARLES LEOPOLD a été privé, *ipso facto*, de l'Administration de tous ses Revenus & des Contributions du Pays. Comme donc non seulement la Commission, mais aussi tout l'Empire ont reconnu ces Ordonnances Impériales comme justes & fondées, d'où vient qu'on se plaint si fort à présent, comme si l'Empereur auroit sensiblement lésé les droits des Princes de l'Empire, puisque l'Administrateur n'a pas à beaucoup près tant de

JUSTIFIC. N^o. XVIII. XIX, & XX. LXVII

de pouvoir par rapport à l'Administration des Deniers publics, & des Revenus du Duc ?

7. Quant à l'Administration de la justice, qui est un autre article de la supériorité territoriale, il paroît par les actes, que la Commission, par ordre de l'Empereur, a fait juger des causes criminelles & exécuter les sentences. 8 Si l'on recherche les rapports de la Commission, on trouvera cent & plus d'exemples, que la Commission a publié des Ordonnances générales & spéciales, qu'elle a fait afficher des Patentes, & qu'elle a exercé plusieurs autres Actes de supériorité territoriale. On trouvera en particulier, que le feu Roi de la Grande-Bretagne a ordonné au Baron de HULDENBERG, son Ministre à Vienne, par un rescript du 12. Juin 1719., de déclarer à la Cour Impériale, qu'en cas qu'on retirât les Troupes de la Commission de *Schwerin*, la situation de cette place étoit telle que le Duc s'en rendant maître, & l'étant d'ailleurs de *Domitz* sur l'*Elbe*, pourroit couper les troupes de la Commission : que de plus *Rostock* étant sans défense ; & hors d'état, sans une forte Garnison, de résister en cas d'attaque, il étoit impossible de garder cette place ; de sorte qu'il étoit nécessaire qu'il y eût dans le Pays assez de troupes, pour en cas de besoin pouvoir secourir la Garnison de *Rostock* ; ajoutant, que si la Cour Impériale n'a pas assez de confiance en la Commission, pour lui permettre de faire de son chef ce qu'elle jugera à propos par rapport aux troupes qu'on voudra mettre dans *Rostock* & dans le *Mecklenbourg*, elle aime mieux les retirer, que de les y laisser en danger

danger : sur quoi il a été accordé le 30 Juin de la même année un *votum imperiale* en conformité; par où il paroît que S. M. a donné plein pouvoir aux Maisons de *Hannover* & de *Wolfenbüttel*, d'ôter au Duc de Mecklenbourg *Rostock*, *Schwerin* & *Domitz*, & d'administrer la justice, dont le cours avoit été arrêté par la transvocation des Dynasteries faites à *Schwerin* & à *Domitz* contre les Loix du Pays & au préjudice de la Noblesse. Ainsi on ne peut voir pourquoi l'on combat l'Administration provisionnelle, puisque bien loin qu'on lui ait donné le pouvoir qu'avoit la Commission, l'Administrateur ne peut agir que sous les auspices de l'Empereur, conformément aux instructions impériales, & conjointement avec deux membres des Etats du Pays. Il résulte de cela, que comme les transactions de la Commission n'ont été en aucune manière contredites par l'Empire, on ne peut avec fondement faire quelque objection contre l'Administration provisionnelle. 9 Si l'Administration déferée pour un tems & provisionnellement au Duc *CHRISTIAN LOUIS*, est une espece de Privation, qui n'a pû se faire sans le consentement des Etats, l'Administration déferée à la Commission, en ce qui concerne les articles de supériorité territoriale, n'a pu par conséquent être valide, puisque si l'une est contraire aux Loix de l'Empire, l'autre le doit être pareillement : c'est ce dont la Commission, a ce qu'on croit, ne conviendra jamais 10 On peut tirer du système de la Commission cette dangereuse conséquence, qu'à l'avenir S. M. Imp. ne pourra décréter de pareilles Commissions sans

sans le consentement des Etats; & en attendant ce consentement, qui arrivera Dieu sait quand, chaque Etat gouvernera & disposera de ses Terres & Pays, qu'il ne possède pas absolument & indépendamment, mais *Beneficio Imperatoris & Imperii*, à sa volonté, & selon son bon plaisir. Qui ne voit pas que par là le système de l'Empire doit immanquablement se dissoudre, si, en annulant la juridiction de S. M. Imp. on introduit dans l'Empire une Régence arbitraire, suivant laquelle il sera permis à un chacun de faire ce qu'il jugera à propos? Est-ce l'intérêt des Princes qu'il n'y ait plus de justice dans l'Empire, en ôtant à l'Empereur les moyens d'y pourvoir par des remèdes provisoires, & en annulant sa suprême Puissance, sans laquelle l'Empire ne peut subsister? 11. Une pareille Administration provisionnelle n'est pas une chose étrange & inconnue: on vient d'en déferer une au frere du Prince de *Nassau-Siegen*, auquel on a ôté la Régence de son pays, à cause de sa mauvaise conduite; cependant aucun Etat de l'Empire ne s'en est plaint. 12. On a fait cette objection dans l'affaire de *Mecklenbourg*, que comme dans la Capitulation Impériale, Art. 1. il est ordonné, qu'aucun Etat ne peut, sans le consentement de l'Empire être privé de son suffrage & séance à la Diète; or comme le suffrage & la session à la Diète dépend du Territoire, on ne peut par conséquent ordonner une Administration provisionnelle sans le consentement de l'Empire, puisqu'un Prince ne peut être votant à la Diète pour un Pays, s'il n'en a la Régence. On répond, 1. que sans faire mention

tion

tion des tems passés, on trouve dans ce tems-ci des Princes qui ont droit de suffrage & de séance à la Diete quoiqu'ils ne possèdent ni ne gouvernent la Principauté dont ils portent le suffrage: on en voit un exemple dans la maison même de *Brunswick*; la Maison Electorale a cédé au Duc de *Blanckenbourg*, le suffrage de *Grubenhagen*, pendant sa vie, dans le College des Princes, en son propre nom, & comme Duc Régnant de *Grubenhagen*, quoiqu'il n'ait aucune part à la Régence de cette Principauté, qui est une des Terres de l'Electeur de *Brunswick*. On trouvera de pareils exemples, si l'on parcourt la matricule de l'Empire. La *Lorraine* a le suffrage de la part de *Nomeni*, quoiqu'elle ne le possède pas, & que par conséquent elle ne le gouverne pas. On répond 2. à cette objection, par les raisons déjà déduites, savoir, qu'on ne peut conclurre par des conséquences d'un droit à l'autre, comme dans le cas présent, de la suspension de voix & de séance, à la suspension provisionnelle de Régence, puisque ce sont deux choses entièrement séparées, & que suivant les exemples allegués, l'une peut subsister sans l'autre. 13. L'Exemple de la Principauté de *Nomeni*, en faveur de laquelle le Duc de *Lorraine* a voix & séance au College des Princes, le prouve assez: il est notoire que la France possède cette Principauté & *quidem non contradicente Imperio, sed potius annuente*; puisque les Traités faits entre la France & la Lorraine ont été reconnus & approuvés par les Etats mêmes de l'Empire dans le Traité de paix de *Munster*; & si l'on parcourt les Actes de ce Traité, on

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX LXX

on trouvera , que les instantes propositions faites par le Duc de Lorraine pour entrer en négociation avec la France touchant la restitution de la Principauté de *Nomeni* , n'y ont pas été admises : enforte que ce n'est pas une chose inouïe dans l'Empire , qu'une personne ait voix & séance de la part d'un pays , dont la possession & la régence appartiennent à une autre. 14. Il paroît évidemment , que l'Administration provisionnelle du *Mecklenbourg* , jusqu'à l'entière soumission du Duc CHARLES LEOPOLD n'est pas une privation de pays , dont il est fait mention dans la Capitulation Imp. Art. XX. , non seulement par les reversales du Duc CHRISTIEN LOUIS , mais aussi par la forme du serment que les Etats de *Mecklenbourg* doivent prêter , où le Duc CHARLES LEOPOLD est nommé par 2. fois en qualité de Seigneur Souverain du Duché de *Mecklenbourg* , & où il est expressément stipulé que l'Administration provisionnelle ne subsistera que jusqu'au tems que le Duc CHARLES LEOPOLD ait fait la soumission dont il a été tant parlé ; enforte que personne ne peut regarder cette ordonnance impériale comme une sentence privatoire du fief. 15. Pour conclusion de la question dont il s'agit , il paroît évidemment , par tout ce qui a été déduit jusqu'à présent , que l'Administration provisionnelle du *Mecklenbourg* ne peut être tenue pour une Privation de fief , & moins encore pour une Déclaration de Ban : que S. M. Imp. est également en droit d'établir cette Administration , qu'Elle l'a été de nommer la Commission de *Mecklenbourg* : qu'il dépend du Duc CHARLES LEOPOLD

moment que le Duc CHARLES LEOPOLD se fera soumis aux Ordonnances Impériales.

2. Il paroît aussi par cette forme du serment, & par les reversales du Duc CHRISTIEN LOUIS, que le Duc CHARLES LEOPOLD y a été nommé à diverses reprises en qualité de Souverain légitime du Pays : *manifesto indicio, quod nexus, & juramentum, quo status Provinciales Duci Carolo Leopoldo tenentur, maneat, & persistant in habitu, & substantia, saltem usus & exercitium tantisper sistitur, & suspenditur, donec prædictus Dux Senior Carolus Leopoldus ordinationibus Casareis se submittat.* 3. Comme l'Administration provisionnelle du Duché de Mecklenbourg ne peut avoir son effet, qu'après une préalable Instruction accompagnée de serment, c'est une regle établie pour tous ceux qui ne cherchent pas à contester à l'Empereur les choses qui lui sont réservées : *quod provisorio, eaque summa Imperatoris potestas in casibus repentinis nusquam aliqua imperii conventionne limitata sit, atque adeo veteribus S. Casareæ Majestatis juribus absolutis plano pleneque censeatur, ut propterea maxima erga Imperatorem religio prohibeat, quo minus ea provisorio Casareæ Potestas nunc quidem privato statum Imperii arbitrio circumscribatur.* 4. S. M. I. ne consentira jamais comme il a été déduit plus amplement ci devant par rapport à la première question, que ces cas, dans lesquels, suivant la Capitulation Imp. & autres Constitution de l'Empire, est requis le consentement des Etats de l'Empire soient étendus par des conséquences à d'autres cas non exprimés dans la Capitulation. *Omnia enim imperandi*

jura sunt Caesaris propria, in quorum communionem ordines per Capitulationes, Recessus, aliasque Imperii Constitutiones non concesserunt. S. M. I. ne peut s'éloigner de ce fondement incontestable, sans mettre en compromis, non sans un grand danger, ses hautes prérogatives. 5. On a divulgué en divers endroits, que la pluralité des voix de la Diète sera contre l'Administration provisionnelle ordonnée par S. M. Imp. Mais il paroît par la résolution du Conseil Aulique de l'Empire du 22. Novembre 1728., & par le Décret Impérial de Commission du 11. Juin de cette année, que la question, si l'Empereur peut ordonner une Administration provisionnelle, ne sera pas mise sur le tapis. Par ce Décret S. M. I. n'a fait que communiquer à la Diète de l'Empire la Patente injurieuse du Duc CHARLES LEOPOLD, & la conduite de ce Prince, digne de châtimement, afin que les Etats assemblés délibèrent sur cette affaire, & qu'ils communiquent à S. M. Imp. leurs avis sur les moyens, par lesquels on pourroit en prévenir les suites facheuses, & rétablir la tranquillité dans le Pays : ensorte que les 2. Colleges de l'Empire ne peuvent deliberer que sur le contenu de ce Décret de Commission ; & les Directoires des Colleges ne peuvent, contre l'intention de l'Empereur, mettre sur le tapis la question touchant la puissance impériale, dans le cas où il s'agit d'ordonner une Commission provisionnelle. Si néanmoins, comme il y a apparence. quelques Etats prétendent, à l'occasion de ce Décret, combattre les justes droits de l'Empereur, par rapport à l'Administration provisionnelle, & qu'ils l'empor-

JUSTIFICAT. N^o. XVIII, XIX, & XX. LXXV

l'emportent à la pluralité des voix, on alleguera 6. que les Etats-mêmes, & depuis peu encore ceux de la Confession d'*Augsbourg*, ont établi comme un principe incontestable, dans la question touchant les droits de chaque Etat particulier, „ Que les Droits qui „ sont particuliers à quelques Etats, & qui „ ne sont point communs aux autres Etats, „ ne peuvent être annullés par la majorité des „ voix : & l'on pourra citer pour exemple ce que l'Electeur de *Baviere* & l'Electeur *Palatin* ont dit à cette occasion en 1664. dans le College des Princes : „ Qu'ils ne permettront „ pas que leurs Droits soient annullés par la „ pluralité des voix ; & qu'il est de l'intérêt „ de tous les Etats, de ne s'éloigner jamais „ de ce principe ”. Ainsi on ne peut avec quelqu'apparence de justice prétendre, qu'on n'accorde pas à un Empereur des Romains, pour la conservation de ses Prérogatives, ce que l'on accorde à chaque Etat pour la conservation de ses droits particuliers. Si la Majorité des voix de tous les Colleges de l'Empire ne peut ôter à un Etat de l'Empire son droit, ainsi la même majorité ne peut préjudicier aux Prérogatives d'un Empereur des Romains, ni dans le cas présent, au droit qu'a S. M. I. en qualité de Juge Suprême, d'ordonner une Administration provisionnelle : autrement si les Prérogatives de Sa Maj. Imp. étoient sujettes à la majorité des voix des Etats, sa condition seroit pire que celle du moindre des Etats. 7. Quant à ce que quelques-uns prétendent, que ce cas étant un de ceux compris dans la garantie du Traité de *Westphalie*, il faut s'adresser à la *France*, ou

à la *Suede*, on peut d'autant moins justifier cette opinion, que dans l'Examen de la premiere question, on a prouvé par la disposition même de l'instrument de paix, qu'il n'y a aucun cas, qui, en droit, puisse être appliqué au cas présent.

N°. XXI. & XXII.

LETTRE de l'Electeur de Mayence à
son Ministre le Baron VAN OT-
TEN, à la Diète de Ratisbonne.

FRANÇOIS LOUIS par la grace de Dieu
Archevêque du St. Siege de Mayence, Archi-
Chancelier du St. Empire Romain dans l'Alle-
magne, &c. Electeur, &c.

CHER & Féal. Nous avons appris par vos relations successives, de quelle maniere le Ministre Electoral de Saxe, residant à Ratisbonne, ayant appris la mort de notre Prédécesseur de glorieuse mémoire, prétendit s'approprier le Directoire Electoral de Mayence, nonobstant les Feries Bachanales accordées, & celles où l'on alloit entrer; profitant ainsi de ce que quelques indispositions, ainsi qu'on le fait, nous retenoient hors de l'Electorat, & du tems qu'il nous falloit au moins pour faire dresser les Lettres qui vous étoient nécessaires pour vous faire légitimer: enforte que, ayant entrepris d'envoyer les Billets de
convo

convocation, * il a donné lieu aux Ministres Electoraux de *Treves* & de *Cologne*, qui ont la préseance sur lui, de s'y opposer, après s'être consultés touchant ces billets de convocation. Lorsque pour la défense du Directoire de *Mayence*, on fit distribuer un semblable billet de convocation, où l'on s'opposoit à celui de *Saxe* comme illégitime & sans fondement, avec réserve de nos droits & de notre Directoire attaché à notre dignité d'Archi-Chancelier, on y répondit d'abord d'une manière insultante de la part du susdit Ministre de *Saxe*, par une protestation couchée dans les termes les plus forts & les moins respectueux, & signée au nom du Maréchal héréditaire de l'Empire. Lorsque, suivant votre devoir, & comme il est permis en pareilles occasions, vous avez eu recours aux voyes de rétorsion, en répondant dans les mêmes termes, le susdit Min. Electoral y a répondu par une reprotestation contenue dans un même billet insultant, & encore signée au nom du Maréchal héréditaire de l'Empire, couchée en termes encore plus forts & *in Gradu superlativo* : se réservant en outre le droit de parler le dernier; ce qui est expressément dit dans la susdite reprotestation du 18. du mois dernier en ces termes : qu'avant été jusqu'alors Ministre de *Mayence*; & vos pleinpouvoirs étant expirés, vous ne pouviez être considéré que comme un simple particulier,

++++ 3

puif.

* C'est ainsi qu'on nomme un billet que le Directeur envoie chez les Ministres, pour les avertir sur quelle affaire roulera la délibération.

JUSTIFICAT. N^o. XXI, & XXII. LXXIX

qu'il n'y avoit aucun danger dans ce retardement & que nous trouvant incommodés hors de notre dit Archevêché, il falloit au moins que nous eussions le tems de faire les informations nécessaires avant de vous envoyer de nouvelles Lettres de légitimation ; d'autant plus encore, que pendant ces dites Feries, ni vous, ni aucun des Ministres présens ne pouviez lui donner occasion d'entreprendre de s'arroger le Directoire de l'Empire, qui, en toute occasion, nous appartient & à notre Chapitre Archiepiscopal. Ensorte que nous aurions eu plus d'une raison de le faire traiter par vous, suivant tout droit, comme ayant été le premier attaqué, de la même maniere que lui-même vous a traité : mais en considération de la Diete, qui est un lieu sacré, du très-haut chef de l'Empire, & de tout l'Empire, qui s'y trouve *per Caractere[m] representativum*, & dans la juste esperance que Sa Maj. Imp. tout l'Empire, & même S. M. R. de Pol. suivant son équité si reconnue, désapprouveront, & témoigneront, combien leur déplaît le procédé préjudiciable à lui-même du Minist. de Saxe, procédé même inouï entre des particuliers, nous n'avons pas voulu pousser plus loin notre juste ressentiment, mais protestons par ces présentes, dans les termes les plus forts, contre tout ce qui a été entrepris contre nos droits & ceux de notre Archevêché, & que nous entendons conserver toujours pour nous & pour notre dit Archevêché. Ce que vous communiquerez sans faute au protocole du College Electoral ; & ensuite ne manque-

rez de le faire inserer dans les formes ;
ad acta Imperii.

Nous sommes &c.

Donné à *Ober-Lobenstein* le 18. Mars 1729.

Signé FRANÇOIS LOUIS Electeur.

LETTRE du Roi de Pologne Electeur
de Saxe , au Baron de SCHON-
BERG son Ministre à la Diete de
Ratisbonne , qui sert de Réplique à
la précédente.

N O U S F R E D E R I C A U G U S T E Roi
de Pologne , &c. Nous avons appris
par votre Relation du 31. du mois dernier ,
que l'Electeur de *Mayence* , déterminé sans
doute par de faux rapports , a envoyé a la
Diete un Rescript touchant le démêlé par
rapport au Directoire de la Diete , conçu dans
des termes inusités , & que l'on ne peut pas-
ser sous silence ; ordonnant en même tems à
son dit Ministre de le coucher dans le proto-
cole du College Electoral , & de le faire
mettre parmi les actes de l'Empire , comme
une prétendue juste , équitable , & publique
punition , qui vous seroit infligée en qualité
de notre Ministre.

Quoiqu'il eût mieux valu qu'on se fût ab-
tenu de part & d'autre d'expressions peu for-
tables dans les billets d'insinuation , nous n'a-
vons pû blâmer , & même nous avons ap-
prouvé tout ce que vous avez fait dans cet-

te

te occasion pour la conservation des Droits que nous avons au Directoire de la Diète comme Electeur de *Saxe* pendant la vacance du siege de *Mayence*.

Nous avons attendu toute autre chose de l'équité du présent Electeur de *Mayence*, & nous n'aurions pas cru qu'il se fût livré à une conduite inconnue dans l'Empire, en témoignant un pareil ressentiment contre vous comme notre Ministre, & s'arrogeant dans sa propre cause, de juger de votre conduite, dont vous ne devez rendre compte qu'à nous. Il est cependant notoire, que le plein-pouvoir du Baron VAN OTTEN étoit expiré par la mort du dernier Electeur de *Mayence*; d'où il s'ensuit, que l'on ne pouvoit considerer ses ordres Directoriaux que comme venant d'une personne qui n'étoit point légitimée, & qui par conséquent avoient été expédiés d'une maniere insoutenable: d'autant plus encore, que le présent Electeur n'avoit pas encore déclaré alors, s'il accepteroit ou non le Gouvernement de l'Archevêché de *Mayence*, ayant même demandé un certain tems pour se déterminer. Ainsi personne qui aura une teinture des loix de l'Empire, ne pourra dire que le Baron OTTEN eût droit, pendant ce tems-là, d'exercer le Directoire. Ces circonstances nous avoient fait croire, que S. A. E. auroit commencé par nous en écrire, & se feroit fait plus pleinement instruire du fond de l'affaire.

Ainsi vous avez très bien fait d'avoir sur le champ protesté contre la lecture du Rescript de l'Electeur de *Mayence*, reservant nos droits & prétentions; ce que vous réitérez, déclara-

++++

rant

rant que nous ne souffrirons pas que personne nous empêche d'user de nos droits, l'orsqu'il arrivera que le siege de *Mayence* viendra à vaquer. Nous nous flattons qu'à l'avenir le Ministre Electoral de *Mayence* se conduira d'une maniere à donner lieu de lui témoigner la même considération que nous avons eue pour lui, & pour la conservation de son Directeurat.

Vous ferez inserer tout ce que dessus au Protocole & dans les Actes de l'Empire; & nous attendons que vous nous informerez, que vous avez exécuté nos ordres. Donné à *Dresde* le 9. Avril 1729.

N°. XXIII, & XXIV.

MEMOIRE présenté par le Ministre de *Brunsvick* à la Diete de *Ratisbonne* au sujet du titre d'*Archi-Tresorier de l'Empire*, que l'*Electeur Palatin* disputoit à celui d'*Hanover*.

IL a plu au Ministre *Palatin-Lantern*, après plusieurs sessions, auxquelles nous avons eu l'honneur d'assister dans le College des Princes, d'y délivrer une protestation contre le Titre d'*Archi-Tresorier* que le Roi de la Grande-Bretagne, comme *Electeur de Brunsvick-Lansbourg*, prend avec tant de justice. Il est inutile d'entrer dans une ample déduction touchant le mérite de cette cause: il en

a assez été parlé, & particulièrement le 26. Septembre de l'année dernière, où l'on a fait voir les fortes raisons qui portent S. M. Britannique à conserver cette charge, acquise à sa Maison Electorale par un titre solennel. On n'est pas moins surpris que le Ministre *Palatin*, dans sa protestation inserée dans les actes de l'Empire, prétende s'opposer à ce titre; & on laisse à juger à toute personne impartiale, si la Maison Electorale de *Baviere*, en vertu du Traité de *Westphalie*, n'a pas eu ci-devant pour le moins autant de droit contre la Maison *Palatine*, par rapport à la Charge d'Archi-maitre d'hôtel de l'Empire, que cette dernière sauroit prétendre présentement contre la maison Electorale de *Brunswick*, en vertu du Traité de *Bade*. Cependant on a jugé à propos de conserver à la maison *Palatine* la possession du Titre & des Armes d'Archi-maitre d'hôtel, jusqu'au tems qu'on auroit trouvé une autre Charge convenable; ce qui a été trouvé juste par l'Electeur de *Baviere*, & approuvé par l'Empire. Pourquoi veut on que ce qui a été jugé ci-devant conforme aux regles de l'équité, & sollicité avec ardeur par la maison Electorale *Palatine*, soit à present une entreprise non fondée, puisque c'est un même cas, & que la difference ne consiste que dans les personnes? Nous devons rendre à S. M. Imperiale de très-humbles actions de graces, de ce qu'elle a de nouveau recommandé à la Diete de l'Empire, de chercher une nouvelle Charge héréditaire, avec assurance qu'elle écouterà gracieusement les propositions qu'on lui fera à cet égard, dans la confiance qu'on

trouvera une Charge qui soit convenable à la haute dignité des personnes intéressées. Si, conformément à cette gracieuse intention de S. M. Imp. on met cette affaire sur le tapis à la Diète, l'Electeur *Palatin* trouvera dans l'équité de S. M. Britt. & dans sa constante amitié pour la Maison Palatine, toutes les facilités requises pour terminer cette affaire à la satisfaction reciproque.

REPONSE du Ministre Palatin
au Memoire ci-dessus.

QUELQUE repugnance qu'on ait de la part de la Maison *Palatine* de s'arrêter à des Protestations, surtout puisqu'on prévoit que pendant ce tems-là le Roi de la Grande-Bretagne, comme Electeur de *Brunswick-Lunebourg*, ne laissera pas de conserver le titre & les Armes d'Archi-Trésorier de l'Empire, & qu'il ne restera à l'Electeur *Palatin* que le bénéfice de protester : cependant le Memoire présenté par le Ministre de *Brunswick* au College des Princes le 10 de ce mois, contient des Passages dont jusqu'à présent il n'a pas été fait mention au dit College, & particulièrement dans la contre-Protestation, faite le 14 fevrier 1727. par le Ministre de *Lunebourg*, & lesquels, bien loin de les passer sous silence, nous engageant à redoubler nos efforts auprès du College des Princes, afin qu'il concoure à retablir l'Electeur *Palatin* & la Maison Palatine dans la possession de la charge, Titre & Armes d'Archi-Trésorier de l'Empire, qui n'appartiennent qu'à

JUSTIFICAT. No. XXIII, & XXIV LXXXV

qu'à Son Altesse Electorale seule , conformément au Décret Impérial de Commission du 10. Octobre , dicté publiquement dans ce College. On n'entrera point dans la déduction du mérite de la cause, d'autant moins que les Traités de Paix & de l'Empire , aussi bien que les Reverfaux particuliers de la Maison Electorale de *Brunswick* , constatent assez les droits de la Maison Electorale Palatine , desorte qu'il sera facile à toute personne impartiale, de juger du peu de fondement de tout ce que le Ministre de *Brunswick* a allégué pour refuter la protestation de la Maison Electorale Palatine, & pour soutenir le droit de celle de la Maison Electorale de *Brunswick*. On a examiné les Protocolles qui se sont tenus l'année dernière dans le College des Princes ; mais on n'a pas trouvé que le 26. de Septembre, ni après, il y ait été fait mention de l'affaire entre les Electeurs *Palatin* & de *Baviere*, par rapport au Titre & Armes d'Archi-Maitre d'Hôtel de l'Empire, ni la Déclaration faite à cet égard par l'Electeur de *Baviere*, comme il a été avancé par le Ministre de *Brunswick*, à moins qu'il n'entende les protocoles du College Electoral, dans lesquels il a été fait mention le 15. Septembre 1727., & le 29. Novembre de cette année, de quelques comparaisons non applicables, & déduites du Paragraphe XXV. des Recès de l'exécution de Paix. Mais comme le dit 29. Novembre, auquel jour le Ministre de l'Electeur de *Brunswick* prit pour la première fois séance au College Electoral, on y a assez fait voir la difference des 2. cas, & que d'ailleurs, dans le cas présent les Rever-

faux

faux de l'Electeur de *Brunswick Lunebourg* donnent à l'Electeur Palatin les plus fortes assurances, que la Charge d'Archi-Tresorier de l'Empire lui seroit restituée sans aucune difficulté, & sans que la Maison *Palatine* en dût souffrir aucun préjudice, ni pour le présent, ni pour l'avenir : ce qui a été confirmé par l'Empereur, & particulièrement par le dernier Décret Impérial de Commission, où il est dit entr'autres, que les plaintes de l'Electeur *Palatin* contre l'Electeur de *Brunswick*, par rapport aux titres d'Archi-Tresorier, étoient fondées, & que par conséquent il étoit nécessaire qu'on cherchât une autre Charge héréditaire convenable à la grandeur de l'Empereur & de l'Empire; on se contente pour le présent, sans répondre à la question, comment? alléguée par le Ministre de *Brunswick*, de protester de nouveau contre toute entreprise injuste & contraire aux Droits de la Maison *Palatine*, que l'on se réserve de la manière la plus forte, en mettant une ferme confiance dans l'équité de Sa Majesté *Britannique*, comme Electeur de *Brunswick-Lunebourg*, qu'elle ne permettra pas qu'il soit fait aucun préjudice à l'Electeur *Palatin*, ni à sa Maison Electorale.

N°. XXV, & XXVI.

LETTRE *du Roi de Suede au Roi de Pologne.*

TRES PUISSANT PRINCE.

NOUS FREDERIC par la grace de Dieu Roi de *Suede*, &c. Comme dès le commencement de notre Regne un de nos premiers soins a été de vivre en parfaite intelligence avec toutes les Puissances étrangères, & principalement avec celles qui nous sont voisines, nous avons été principalement attentifs à rétablir par des voyes amiables, l'amitié & l'union, qui, comme il est notoire, ont été troublées entre le feu Roi CHARLES XII. notre Prédécesseur, de glorieuse mémoire, & Votre Majesté, de même qu'entre leurs Etats respectifs, Provinces & autres terres situées dans l'Empire : & comme tout ce qui a donné lieu aux précédens troubles, ou ce qui les a entretenus, a réellement cessé depuis longtems de part & d'autre, & que d'ailleurs, tant de notre côté, que de la part de V. M., le desir de voir l'ancienne amitié & bon voisinage rétablis, s'est manifesté de plus en plus, par où les sujets de part & d'autre jouissent en effet de la tranquillité & de la paix, enforte qu'il semble n'y manquer plus rien que de voir ces vues louables & chrétiennes confirmées & rendues publiques par une Déclaration solennelle & par écrit ;
nous

nous n'avons pas voulu manquer de notre côté de la mettre en exécution, en conséquence de la convention faite dans les Cours respectives, & en considération d'une pareille Déclaration qui nous a été promise de la part de V. M.

C'est pourquoi nous déclarons de la manière la plus solennelle par notre présente Lettre, promettons & voulons, que dès à présent entre nous & nos Successeurs à la Couronne, comme aussi entre le Royaume de *Suede* & ses Provinces & Pays situés tant au dedans que hors l'Empire d'une part, & V. M. & ses Successeurs à l'Electorat de *Saxe*, & autres Provinces & terres y appartenantes, tant au dedans que hors de l'Empire, d'autre part, tous les précédens troubles & différens, quelque nom qu'on puisse leur donner, cesseront, seront abolis, & demeureront dans un éternel oubli. Nous voulons au contraire qu'il y ait une Paix générale & durable, & une amitié sincere, & que bien loin qu'on puisse de part ou d'autre, ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, entreprendre la moindre chose qui y soit opposée, on songe au contraire à avancer & soutenir l'honneur, le bien & l'utilité reciproques, en prévenant de part & d'autre les dommages, & qu'on ne néglige rien pour rendre constante & solide la paix rétablie entre Nous & V. M., & les sujets respectifs, d'une manière qu'elle ne puisse jamais être rompue ni troublée.

Et comme nous donnons à cette notre Déclaration une force pareille à celle d'un Traité formel de Paix, & que nous nous obligeons
d'en

JUSTIFICAT. N^o. XXV, & XXVI. LXXXIX

d'en exécuter le contenu de la même manière que si elle avoit été établie & conclue par des négociations dans les formes, nous attendons la même chose de la part de V. M., d'autant plus que pour l'intérêt commun, on est déjà convenu à cet égard, & que nous avons en V. M. une confiance fraternelle.

Au surplus nous sommes toujours prêts à témoigner à Votre Majesté toute sorte d'amitié. Fait à *Stockholm* le 9. May 1729. De V. Maj. le très affectionné Frere, Oncle & Cousin.

Signé FREDERIC

plus bas

CEDERNKREUTZ.

REPONSE du Roi de Pologne au Roi de Suede.

TRES PUISSANT PRINCE.

Nous FREDERIC AUGUSTE par la grace de Dieu Roi de *Pologne*, Electeur de *Sax*, &c. Nous avons fait avec beaucoup de contentement la lecture de la Lettre de Votre Majesté du 9. May, d'autant que nous en avons trouvé le contenu entierement conforme aux sentimens que nous avons témoignés il y a longtems, & que nous avons fait constamment paroître, principalement depuis l'avénement de V. M. au Trône, suivant son propre aveu, une pareille inclination

tion & desir pour le rétablissement de l'amitié & l'union, qui, comme le marque V. M. ont été troublées entre nous & le feu Roi CHARLES XII. de glorieuse mémoire, Prédécesseur de V. Maj. & notre Electorat, Provinces & pays respectifs situés dans l'Empire

Dans cette situation d'affaires, & après que, comme le remarque fort bien V. M., tout ce qui a donné lieu aux précédens troubles, ou ce qui les a entretenus, a réellement cessé depuis longtems, & qu'au contraire la correspondance & la bonne harmonie a été renouvelée & augmentée de tems en tems, par où nos sujets de part & d'autre se voyent depuis plusieurs années rétablis dans leur précédente tranquillité, & jouissent en effet de la paix; enforte qu'il semble qu'il n'y manque plus à présent que de confirmer par une Déclaration solennelle, & par écrit, ces vues louables & chrétiennes

Comme donc nous recevons avec un cœur sincere la Déclaration de Paix de V. M. faite suivant la convention, & que nous étions prêts de faire à V. M. une pareille Déclaration, nous déclarons par la présente, de la maniere la plus solennelle, promettons & voulons, que dès à présent entre nous & nos Successeurs à l'Electorat de Saxe, Provinces y appartenantes, & autres situées dans l'Empire, d'un côté, & V. M., ses Successeurs à la Couronne & Royaume de Suede, Provinces & terres y appartenantes, situées tant au dedans que hors l'Empire, tous les précédens troubles & differens cesseront, seront abolis, & demeureront dans un éternel oubli

oubli. Nous voulons au contraire qu'il y ait une paix générale & durable, & que bien loin qu'on puisse de part ou d'autre, ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, entreprendre quelque chose qui y soit opposé, on songe au contraire à avancer & soutenir l'honneur, le bien & l'utilité reciproques. en prévenant de part & d'autre les dommages, & qu'on ne néglige rien pour rendre constante & solide la paix, rétablie entre nous & V. M. & les sujets respectifs, d'une manière qu'elle ne puisse jamais être rompue ni troublée.

Et pour plus grande force de cette notre Déclaration, nous voulons qu'elle ait la même vigueur qu'un Traité solennel de Paix, & nous obligerons d'en exécuter le contenu de la même manière que si elle avoit été établie & conclue par des négociations dans les formes; d'autant plus que pour l'intérêt commun on est déjà convenu à cet égard, & que nous avons pareillement une confiance fraternelle en V. M.

Au surplus, nous sommes toujours prêts à témoigner à V. Maj. toute sorte d'amitié.

Fait à *Varsovie* le 2. Juin 1729. De V. M. le très affectionné Frere & Oncle.

Signé A U G U S T E Roi

plus bas

E. C., Comte de M A N T E U F F E L.

N°. XXVII.

TRAITE de Riaschtché conclu entre la
Russie & le Sultan ESCHREFF ,
Usurpateur du Royaume de Perse.

A U nom de Dieu très-haut & très-puissant.

Soit rendu public le présent Traité. Il a plu à la providence divine de faire cesser , après une préalable suspension d'armes , les troubles survenus à l'occasion des Provinces possédées par S. M. Imp. PIERRE II. Souverain de toute la Russie , &c. &c. &c. situées sur la Mer Caspienne , sur les frontieres des terres du possesseur d'*Ispahan* & de plusieurs autres Provinces en *Perse* , &c. &c. & de les terminer par un accommodement à l'amiable conclu par les Plénipotentiaires respectifs, S. E. Mr. WAZILE LEWESCHEW , Lieutenant-Général , Chevalier de l'Ordre de *St. Alexandre Neoufsky* , Commandant en chef l'Armée Rusienne dans la Province de *Ghilian* , & Capitaine-Général des Provinces situées sur le *Darimar* , près de la mer Caspienne , ayant été nommé pour cet effet par S. M. I. PIERRE II. Souverain de toute la Russie , & SAPASALAR-MUHAMET-SAIDAL , *Kan* , & Beglierbey-Général de l'Armée Persane , assisté de MUSTEFF-EIEL-CHASSA-MIRSA , MACHAMET ISMAEL , AMAR SULTAN , & CHADSCHI IBRAHIM ,

JUSTIFICATIVES. N^o. XXVII XCIII

Н И М, de la part du Régent commandant heureusement à *Ispahan* & dans plusieurs autres Provinces, &c. Lesquels Plénipotentiaires, pour le bien public, & afin d'établir une sincere, parfaite & constante amitié entre les deux Cours, Empires & terres, font convenus des Articles suivans.

I. Les deux Empires resteront en possession, à perpétuité, des Villes & Pays qu'ils occupent actuellement, avec tout ce qui en dépend, conformément aux anciens & nouveaux Réglemens des Limites, & dont il est fait mention dans l'Article III.

II. S. M. Imp. de *Russie*, en considération de l'ancienne amitié qui a toujours subsisté entre l'Empire de *Russie* & la *Perse*, consent de la laisser en possession des Provinces d'*Asterabat* & de *Masandaran*, situées aux environs de la Mer *Caspienne*, à condition néanmoins que ces Provinces ne pourront en aucune maniere être données à quelque autre Puissance : & au cas que cela arrivât, les dites Provinces, avec tout ce qui en dépend, rentreront & resteront à perpétuité sous la domination de *Russie*; & tout ce qui aura été stipulé de contraire, sera déclaré nul.

III. On réglera les limites entre les terres Provinces & Villes, de part & d'autre, de la maniere suivante. Toutes les Provinces conquises par les Russiens, derriere *Derbent*, depuis la Mer, en avançant dans le pays jusqu'à la Riviere de *Kur*, & jusqu'à l'embouchure du Fleuve *Araxe*, situées le long de la Mer, resteront, conformément au Règlement des Limites fait avec la porte, à perpétuité

petuité à la *Russie*. En quoi sont comprises les Provinces capitales, aussi bien que les moindres districts qui en dépendent, avec les pays de Montagnes, qui s'étendent jusqu'à la Mer, comme aussi les Districts de *Musul*, de *Schaff*, & de *Kutum*, & tout le *Darimar*, où l'on fera la séparation des deux Empires. En passant *Schaff*, on vient au grand chemin qui va de la Province de *Ghylan* à *Casbin* : on y trouve, entre *Rutuma* & *Seitum-Rudbara*, à quelque distance de *Nuglebar*, *Rugdarchana*, qui restera pareillement au pouvoir des Russiens. On tirera à l'endroit où les Limites des Districts de *Samariske* d'*Eschkuarskié* & de *Tenischanski* se joignent, une ligne droite, qui commencera dans le district d'*Eschkuarskié* & s'étendra jusqu'aux frontieres de *Tenikaburski*, & de là jusqu'à la Mer; en sorte que toutes les Provinces & Villes, avec leurs dépendances, qui sont à main gauche vers la Mer, jusqu'à l'embouchure du fleuve *Araxe*, & depuis cette embouchure jusqu'aux frontieres de *Tenikaburski*, & de là jusqu'à la Mer, appartiendront à perpétuité à l'Empire de *Russie*. Tout ce qui est à main droite, en avançant dans le pays, & qui est actuellement occupé par le possesseur qui regne heureusement à *Ispahan*, & dans plusieurs autres Provinces, restera à la Régence d'*Ispahan* : les sujets du possesseur d'*Ispahan* ne prendront néanmoins possession des places ci-dessus mentionnées qu'après la Ratification du présent Traité.

IV. Les Ambassadeurs & Envoyés de part & d'autre seront reçus & traités sur les frontieres par les Gouverneurs & Commandans respectifs,

JUSTIFICATIVES. N^o. XXVII. xc▼

respectifs, après une préalable notification de leur passage, avec la même amitié & les mêmes honneurs, que par le passé; & à leur retour, on leur fera le même traitement.

V. Les deux Cours continueront de se servir des mêmes titres dans leurs lettres d'amitié : & si l'une ou l'autre des deux Puissances juge à propos de se servir dans ses Titres du nom de quelque Province de *Perse* qui lui ait échue, il pourra le faire; mais il ne lui sera pas permis de prendre celui des Provinces ou Pays dont l'autre Puissance est en possession, ni d'en porter les Armes, ou de les faire frapper dans les nouvelles monnoyes.

VI. Les différens quelconques, qui pourroient survenir sur les frontieres entre les deux nations, seront examinés avec la dernière exactitude par les Gouverneurs établis sur les frontieres, qui tâcheront de les terminer à l'amiable, afin de maintenir l'union entre les deux Cours, & conserver leurs sujets en tranquillité.

VII. Si quelque sujet de part ou d'autre, de quelque condition qu'il puisse être, se réfugie chez l'une des deux Puissances, on le renvra avec sa famille & ses effets, sans lui accorder aucune protection.

VIII. Les sujets & habitans des deux Empires & Pays y appartenans, pourront en toute liberté, pour l'avantage du Commerce, transporter & faire venir des pays respectifs toutes sortes de Marchandises, tant par terre que par eau, en payant les droits ordinaires comme ci-devant. Il sera permis aux sujets de *Russie*, de commercer dans toute la *Perse*
&

& d'y bâtir , pour leur sureté & celle de leurs Caravanes & Marchandises , des Maisons & des Magazins. Ils pourront aussi traverser librement la *Perse* avec leurs Marchandises & caravanes , pour se rendre aux Indes & autres Royaumes. Les *Persans* jouiront des mêmes avantages en *Russie* par rapport au Commerce.

IX. En cas de mort de quelque Marchand de l'une ou de l'autre nation , ses Maisons , Marchandises & Magazins , seront conservés avec soin , & restitués aux héritiers sans aucun dommage , ou à ceux qui seront commis par les Cours ou Magistrats respectifs , & pourvus d'un ordre par écrit pour recevoir les effets du défunt.

X. Ce Traité de Paix & d'amitié sera maintenu inviolablement , à perpétuité , & ratifié. On en dressera deux Exemplaires de même teneur , qui seront signés par les Ministres Plénipotentiaires , qui y poseront leurs Armes ; & on les échangera l'un contre l'autre. Fait dans la Province de *Gbilan* , à l'endroit nommé *Riaschtsche* , le 13. Février 1729.

N°. XXVIII.

MANDEMENT *du Chapitre de la Métropolitaine de Paris, à la mort du Cardinal de NOAILLES.*

L Es Vicaires généraux du Chapitre & Archidiares de l'Eglise de Paris; Administrateurs de l'Archevêché, le Siege vaquant, aux Archiprêtres de *Ste. Marie Magdeleine* & de *St. Severin*, & aux Doyens Ruraux de ce Diocèse, salut.

C'est avec la plus vive douleur que nous vous annonçons la mort de Monseigneur LOUIS ANTOINE Cardinal de NOAILLES notre Archevêque qui, pendant trente quatre années qu'il a gouverné ce grand Diocèse, a fait éclatter un zèle, & une application infatigable pour remplir tous les devoirs de son Ministère; une douceur & une patience que rien ne pouvoit altérer; une piété si pure & si sincère; une vie si édifiante & si uniforme, que son exemple rendoit la vertu aimable, & faisoit respecter la Religion: les pauvres avoient en lui un pere tendre & compatissant, dont la charité sans bornes ne pouvoit voir de misère sans la soulager, & qui, prodigue envers les malheureux, répandoit avec une sainte profusion, dans leur sein, les aumônes les plus abondantes. L'Eglise de Paris n'oubliera jamais que ce digne Pontife, plein de zèle pour la gloire de la

Tom. VII. † † † † Maison

Maison de Dieu, soutint & repara, par des libéralités immenses, le temple de sa Cathédrale qui menaçoit ruine. Tout occupé d'éteindre les tristes dissensions qui affligeoient son Diocèse; il a fait tout ce qui étoit en lui pour y rétablir la paix & la tranquillité qui avoient toujours été l'objet de ses vœux.

Une vie si recommandable a été consommée par une mort précieuse devant Dieu; & dans sa dernière maladie, il ne parut en lui d'attention & de sensibilité que pour les objets de la Religion & pour ce qui le rappelloit à Dieu, auquel il désiroit si ardemment d'être réuni. Mais quelque confiance que les travaux & les vertus de notre illustre Archevêque nous donnent; ceux qui ont mené la vie la plus louable seroient à plaindre, dit St. AUGUSTIN, si Dieu les jugeoit sans miséricorde. Nous conjurons donc le Clergé & le Peuple de ce Diocèse, de prier pour un Pasteur dont la mémoire leur doit être si chère; & de se souvenir de lui à l'Autel où il offroit tous les jours la victime sainte, par laquelle la cedula de mort, qui nous étoit contraire, a été effacée.

A ses causes &c.

N°. XXIX

DECLARATION des Ducs de Saxe-Gotha & de Brunswick touchant les differends entre les Rois de Prusse & de la Grande Bretagne, terminés à Brunswick au mois d'Avril 1730.

COMME il est survenu depuis quelques tems, entre le très illustre & très puissant Prince George II. Roi de la Grande-Bretagne, Duc de Brunswick & de Lunebourg, Electeur & Archi-Tresorier du St. Empire Romain &c.; & le très illustre & très puissant Prince Frederic Guillaume, Electeur & Archi-Chambellan du St. Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neufchatel & de Valengin &c.; quelques differens qui auroient pû causer dans la suite des troubles dangereux, si Leurs Majestés, qui n'ont rien plus à cœur que le maintien de la tranquillité publique & la conservation de leurs états & sujets n'avoient, par une providence particulière de Dieu, pris la résolution de remettre ces différens à l'arbitrage & à la décision de deux Princes de l'Empire. Nous FREDERIC Duc de Saxe-Gotha &c.; & Nous AUGUSTE GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg &c., avons été choisis pour cet effet par Leurs Majestés le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi de Prusse: & nous avons été dûement requis; non seulement d'envoyer

+++++

sans

fans perte de tems nos Ministres Plénipotentiaires à *Brunswick*, comme le lieu nommé pour la tenue du Congrès, & déclaré neutre en ce qui concernoit ces négociations afin de s'y assembler; mais aussi que Nous, Duc *FREDERIC* ferions conduire à *Brunswick*, par un détachement de nos troupes, les gens réclamés par le Roi de la *Grande-Bretagne*; afin de les y garder jusqu'à la fin du Congrès, conservant néanmoins pendant ce tems-là, la libre & entière disposition, tant des dits gens réclamés que du dit détachement: & que Nous Duc *AUGUSTE GUILLAUME*, d'un autre côté, ferions pareillement conduire à *Brunswick*, par un détachement, les bas Officiers & Soldats retenus en arrêt à *Hanover*, pour les y faire garder jusqu'à la fin du Congrès par notre garnison; le tout conformément aux conventions du 2. & 6. Septembre & 2. Octobre dernier.

Après que, pour l'avancement du bien public, & afin de donner des marques de notre estime particulière pour Leurs dites Majestés Britannique & Prussienne, nous eumes de part & d'autre, accepté cette requisition; & qu'en conséquence nous eumes fait conduire au tems nommé, & fait garder jusqu'à présent à *Brunswick* les gens arrêtés, conformément à la convention reciproque, nous nommames nos Ministres Plénipotentiaires; savoir, Messire *Chrétien* d'*UFFELN* Conseiller privé, & le Colonel *Eise* de *NIEPHAGEN*; lesquels, après que les Plénipotentiaires des deux Rois, Messire *François Conrad* *HÖRZÉ*, Conseiller d'*Hanover* & Auditeur général; & Messire *Chrétien Otto* *MYLIUS*
Conseiller

JUSTIFICATIVES. No. XXIX. 61

Conseiller privé de justice & de guerre & Auditeur général de *Prusse*, eurent produits des informations suffisantes & des preuves par écrit des circonstances nécessaires de l'affaire, ont enfin, avec l'assistance de Dieu, terminé cette affaire à la tranquillité de quantité de Pays en Allemagne, & nous avons jugé à propos de faire connoître par un écrit particulier, notre sentiment à cet égard, & de l'exposer duement comme une médiation & en même tems une décision.

Conformément à la déclaration exhibée le 3. & le 4. Avril, par les Plénipotentiaires respectifs des deux Rois, on est convenu à l'amiable, tant par rapport aux 202. Prussiens réclamés, que par rapport à une réclamation ultérieure, réservée de la part de S. M.^{te} Brit., comme aussi touchant l'échange des bas Officiers & Soldats Prussiens arrêtés, qui doit précéder celui des autres : Nous FREDERIC Duc de *Saxe-Gotha*. &c., & Nous AUGUSTE GUILLAUME Duc de *Brunswick-Lunebourg* &c, reconnoissons, qu'il est conforme à la justice & à l'équité, que, des gens réclamés par le Roi de la *Grande-Bretagne*, & qui sont actuellement sous la garde du détachement de *Saxe-Gotha*, il soit rendu à S. M. Prussienne 18. & à S. M. Brit. 20. personnes (*leurs noms étoient inscrits*) lesquelles feront remises, le lendemain de l'échange des bas Officiers & Soldats Prussiens, aux deux Plénipotentiaires de Leurs Majestés autorisés pour cet effet : & qu'il soit restitué à l'Etudiant *Gausser* les 150. Rixdalers qui ont été confisqués, ainsi que S. M. Prus. le lui a ordonné, Mais quant aux personnes (*leurs*

++++ 3

noms

nomis étoient ici inferés au nombre de 12) lesquelles, quoique réclamées, n'ont pu être conduites à *Brunswick*, les certificats & documens exhibés de la part de S. M. Prus. à cet égard, sont reconnus comme suffisans. Cependant Leurs Majestés se réservent leurs prétentions respectives, au cas qu'on puisse recouvrer quelques unes des dites personnes.

En foi dequoi nous avons signé la présente Déclaration en qualité de Princes de l'Empire choisis à cet effet, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes.

Fait à *Friedenstein* le 16. Avril, & à *Wolffenbittel* le 18. du dit mois 1730.

étoit signé

FREDERIC Duc de Saxe
AUGUSTE GUILLAUME Duc de
Brunswick-Lunebourg

N°. XXX.

RESCRIPT de l'Empereur à la Princesse de Toscane sœur du Grand-Duc
JEAN GASTON de MEDICIS,
& Veuve de l'Electeur Palatin.

NB. Comme cette Piece se trouve comprise parmi celles qui ont été mises aux pieces Justificatives du Tome VI. de ces Mémoires sub Num. XLII. & XLVI., on a cru devoir y renvoyer le Lecteur, sans la répéter ici inutilement

N°. XXXI.

N^o. XXXI.

EXTRAIT des observations publiées à
Londres sur le Traité de Seville, &
imprimées chez le Sr. BUCHLEY.

L'AUTEUR, après avoir fait quelques réflexions pour blâmer la conduite de ceux qui avoient tâché de traverser les dernières négociations de Paix, entreprenoit d'examiner & de refuter ce qu'ils avoient déjà publié contre le Traité de Seville.

Ils ont, disoit-il, insinué, qu'en assurant la succession de Dom CARLOS en Italie par une Garnison Espagnole, comme il étoit stipulé par le dernier Traité, on faisoit une démarche préjudiciable à la Paix de l'Europe, & que l'Empereur en particulier étoit intéressé à s'opposer à l'exécution de cet Article. Surquoi l'Auteur répond, que la succession de ce Prince Espagnol aux Etats de Toscane & de Parme avoit déjà été établie par la Quadruple-Alliance : que les Princes qui gouvernoient ces Etats n'avoient point d'enfans mâles, & peu ou point d'apparence d'en avoir jamais; & que si on avoit laissé leur succession ouverte, il en auroit pu résulter des inconvéniens, en ce que S. M. Imp. qui étoit déjà si puissante en Italie, auroit pu en disposer suivant son bon plaisir. Il soutenoit que S. M. Imp. n'avoit aucun sujet raisonnable d'être choquée de cet Article, puisque par la Quadruple-Alliance

liance Elle étoit obligée de l'effectuer , & qu'en conséquence de ce Traité, l'Empereur avoit déjà donné à *Dom CARLOS* les investitures éventuelles de *Toscane* & de *Par-me* , en vertu de quoi S. M. Imp. avoit eu, & possédoit le Royaume de *Sicile* comme un équivalent. L'Auteur ajoutoit que le changement d'une Garnison Suisse en une Garnison Espagnole , stipulé par le présent Traité , ne pouvoit selon son avis autoriser l'Empereur à y refuser son consentement. Sur quoi il faisoit cette question : *ce changement rendoit-il plus facile ou plus difficile l'exécution de ce qui a été stipulé par la Quadruple-Alliance ?* & il répondoit que de quelle manière qu'on l'envisageât , S. M. Imp. ne devoit point s'en plaindre. Il prétendoit que ce Prince n'avoit rien à craindre de ces Garnisons Espagnoles , puisqu'il avoit dans le voisinage assez de troupes pour les tenir en bride : outre que ces Garnisons seroient aussi étroitement obligées par ce Traité , que l'eussent pu être des troupes neutres. Enfin il concluoit que l'Empereur ne pouvoit justement fonder sur un tel changement , le refus qu'il feroit d'accéder au Traité de *Seville* ; & qu'il n'étoit point apparent que les Ministres Impériaux trouvaient des Alliés , qui voulussent entrer avec eux dans des mesures pour abolir un Traité formé par des Puissances aussi considérables , & qui n'avoit pour but que d'affermir le repos public.

Quant à l'apprehension où les censeurs de ce Traité seignoient d'être , que cette Paix tant désirée ne laissât les *Acquisitions Angloises* au dehors dans une situation précaire & incertaine , l'Auteur soutenoit , que les Traités précédens

cédens étant confirmés & renouvelés, le Roi d'*Espagne* reconnoissoit pleinement par là le Droit de la *Grande-Bretagne* sur *Gibraltar* & sur *Port-Mahon*; droit acquis par le Traité d'*Utrecht*, & confirmé par les Traités subséquens : que S. M. Cath. donnoit par ce Traité à S. M. Brit. sa garantie pour les Royaumes, Etats & Domaines de S. M. en quelque partie du monde qu'ils fussent situés, & par conséquent pour la possession des Places susmentionnées, & que cette garantie étoit absolue, donnée sur le pié des précédens Traités, & sans la réserve de faire discuter aucune prétention, soit au Congrès, ou devant des Commissaires. Ainsi, il défioit qui que ce fut de montrer jamais, comment on auroit pu mieux assurer les acquisitions Angloises au dehors.

Quant aux dommages que les Marchands Anglois avoient essuyés à tort, l'Auteur prétendoit que ce Traité les autorisoit à repeter tout ce qu'on leur avoit jamais enlevé de Vaisseaux & d'effets contre le Traité d'*Utrecht* ou contre tout autre qu'il y eut eu jusqu'à ce jour entre l'*Angleterre* & l'*Espagne*; & soutenoit, qu'il étoit évident, que les reparations qu'ils étoient en droit de demander, ne regardoient pas seulement les pertes essuyées depuis l'année 1727. mais qu'elles s'étendoient à toute déprédation ou violence commise contre eux en *Europe* ou en *Amerique*, au mépris des Traités. Il se fondeoit pour cela principalement sur le 2. Article séparé, où il est dit, que tous Navires, Marchandises & Effets, qui auront été pris & saisis pour d'autres raisons que pour celle de contrebande, & qu'on

+++++

qu'on pourra montrer par des preuves & documens authentiques avoir été détenus, saisis ou confisqués dans les Ports d'Espagne, soit en Europe, soit aux Indes, seront rendus immédiatement, ou leur juste valeur, selon l'estime faite ou à faire sur les informations que les Propriétaires délivreront aux Magistrats des Places ou Villes, ou l'on a fait les dites saisies. D'où l'Auteur concluoit qu'on n'abandonnoit à la décision des Commissaires, pour agir selon le droit, & sur le pié des Traités, que les prises seules dont la validité n'avoit pas été prouvée suffisamment; & qu'on pouvoit reclamer avec justice les Vaisseaux & effets qui avoient été saisis dans le tems accordé par les Traités, pour les retirer des differens Ports d'Espagne; ceux qui avoient été saisis pour l'usage de S. M. Cath. par ses Officiers, en conformité de ses ordres; & les prises faites, savoir en Europe depuis le tems fixé par les Préliminaires pour y faire cesser les hostilités, & en Amerique depuis l'arrivée des ordres du Roi d'Espagne à Cartagene.

Quant aux compensations que le Roi d'Espagne pouvoit exiger pour les Vaisseaux de guerre Espagnols, qui avoient été pris en 1718. sur la Méditerranée, l'Auteur disoit, que par le Traité de 1721. on convint, qu'ils fussent rendus en especes à S. M. Cath. ou qu'on lui en payeroit la valeur s'ils étoient vendus: Que le Roi d'Espagne ayant consenti par le Traité de Seville à confirmer celui de Londres, & reconnu par conséquent le Droit où étoient les Anglois de demander les restitutions qu'ils pouvoient prétendre en vertu de ce Traité, S. M. Cath. prétendoit aussi à son tour

tour, qu'on lui restituât les dits Vaisseaux de guerre, ou leur valeur : Qu'on avoit allegué de la part des Anglois, pendant la négociation du Traité d'aujourd'hui, que le Roi d'*Espagne* ayant, en conséquence du Traité de 1721., envoyé des Commissaires à *Port-Mahon* demander la restitution des dits Vaisseaux, qui y étoient, on avoit offert de les leur remettre; mais que les ayant refusés, sous prétexte qu'ils étoient gâtés, & hors d'état de servir, le Gouverneur les avoit fait tirer du Havre, & couler à fond en pleine mer : Que nonobstant ces raisons, S. M. Cath. ayant insisté sur la susdite restitution, le Roi de la *Grande-Bretagne* pouvoit d'autant moins rejeter cette demande, que le Roi d'*Espagne* consentoit à remettre ses prétentions à la discussion de quelques Commissaires : d'où il s'ensuivoit incontestablement, continuoit l'Auteur, que les Vaisseaux, qui, en conséquence du Traité de *Londres* devoient être rendus à l'*Espagne*, ne l'ayant jamais été, S. M. Cath. avoit pour le moins droit d'examiner, par quelles raisons on ne les lui avoit pas rendus; & les Anglois devoient d'autant moins éviter cette discussion, qu'elle étoit pour eux un moyen de prouver, que c'étoit la faute des Espagnols seuls, si on ne leur avoit pas rendu leurs Vaisseaux.

L'Auteur concluoit ses observations par des remarques sur la bonté du Roi pour ses sujets de la *Grande-Bretagne*. Dans le tems, disoit il., que les Cours de *Vienne* & de *Madrid* souhaitoient l'amitié de S. M. avec une égale ardeur Elle a préféré celle de l'*Espagne* : ce qui étoit une forte preuve que les

intérêts de la *Grande-Bretagne* l'émportoient dans son cœur sur toute autre considération , puisqu'en se reconciliant avec l'Empereur , le Roi pouvoit s'en promettre de grands avantages pour ses Etats en *Allemagne* , au lieu que maintenant il avoit peut-être à craindre pour eux. Sur quoi il insinuoit , que le Ministre de l'Empereur à *Berlin* ne manqueroit pas d'être employé de nouveau auprès de S. M. Prussienne , pour faire réussir les vues de la Cour de *Vienne* : & il faisoit quelques réflexions sur la différente maniere dont les censeurs , qu'il attaquoit , avoient pensé sur l'Alliance du Roi de *Prusse* , avant & après les différends de S. M. avec S. M. Prussienne , &c.

N°. XXXII.

ADRESSE de la Chambre des Pairs ,
présentée au Roi le 24. Janvier 1730.

Nous les très-obéissants & fideles sujets de V. M. , les Seigneurs spirituels & temporels , assemblés en Parlement , demandons la permission de remercier très-humblement V. M. , pour sa très-gracieuse harangue émanée du Trône.

Nous la félicitons avec soumission sur son heureux retour dans ce Royaume ; & nous sommes très-persuadés , que rien ne peut adoucir la perte que nous souffrons toujours par l'absence de V. M. , que la prudence & heureuse

reuse administration du Gouvernement de la Reine, sous l'autorité de V. M., & suivant son grand exemple, dans les plus critiques conjonctures des affaires.

Nous manquons de termes pour exprimer notre joye & notre reconnoissance, en félicitant V. M. sur la conclusion d'une paix parfaite avec la Couronne d'*Espagne* : & lorsque nous considérons le tendre & pénible soin que V. M. a fait paroître pendant le cours entier du précédent état incertain des affaires en *Europe*, nous ne pouvons regarder cet heureux événement que comme une récompense manifeste du Ciel, pour l'amour de V. M. envers son peuple.

Le desir empressé de V. M. pour prévenir les miseres & la confusion inévitable de la guerre, dont les événemens sont au de-là de la portée & de la prévoyance humaine, même sous la conduite des plus grands Princes, & en même tems sa fermeté & résolution, en continuant les préparatifs nécessaires, joints à la parfaite union & fidélité mutuelle entre V. M. & ses Alliés, ont enfin surmonté toutes les difficultés qui s'opposoient à notre bonheur.

Une Alliance qui a pour base les précédens Traités, & qui rend plus efficace ce que les Puissances contractantes de la *Quadruple Alliance* étoient ci-devant obligées d'accomplir ; la confirmation de toutes les précédentes conventions faites avec l'*Espagne* ; la stipulation d'une juste & ample restitution & réparation des saisies illégitimes & déprédations ; & en général le rétablissement, & la garantie de tous Droits, Privileges & Possessions,

sions, appartenants, en quelque maniere que ce soit à V. M. & à ses Alliés, sans aucune concession faite au préjudice de V. M. & de ses sujets, sont des conditions entierement conformes au véritable intérêt de la *Grande-Bretagne*, & même égales à celles que nous aurions pû esperer après une guerre heureuse, comme les fruits des victoires, si les travaux infatigables de V. M. pour la paix eussent été infructueux.

Nous avons les plus grandes raisons de croire, qu'une pacification générale fera la suite de cet heureux événement: car V. M., qui n'a d'autre ambition que de défendre l'honneur & les droits de cette Nation, de voir fleurir notre Commerce, & de régner sur un peuple heureux & soumis, a toujours de l'aversion pour la guerre. Et d'un autre côté, une si juste cause, soutenue par les forces unies de tant de considerables Alliés joints d'intérêt pour la tranquillité de l'Europe, engagera d'autres Puissances à la paix. Nous espérons que ceci produira une approbation universelle des présens engagements. Mais comme le premier soin de V. M. a été de consulter l'intérêt immédiat de ses Royaumes, préférablement à toutes autres considérations; & au hazard de tous autres événements, si, contre toute attente, & par ressentiment des présentes mesures, il s'élevoit quelques nouveaux troubles en *Europe*, pour s'opposer, ou renverser l'exécution de ces mesures, la même justice, reconnoissance, & honneur, qui nous ont animés jusqu'à présent, doivent nous exciter à faire nos plus grands efforts, pour soutenir & assister V. M.

V. M.

JUSTIFICATIVES. N^o. XXXII. *exr*

V. M. a fait voir par la réduction immédiate de ses forces de terre, & par le défarmentement d'une grande partie de sa flotte, qu'Elle ne vouloit pas perdre un moment, depuis la conclusion de la paix, sans que ses sujets en vissent les heureux effets. Ce qui nous engage le plus fortement à mettre en V. M. la plus grande confiance, c'est que nous trouvons par expérience, que les préparatifs de guerre, ne se font que lorsque les nécessités publiques appellent V. M. à la défense de son Royaume, & qu'on les cesse à l'instant même que notre sûreté peut le permettre.

L'unanimité parmi nous, qu'il a plu à V. M. de nous recommander si gracieusement, est une des moindres reconnoissances que nous devons pour tant de bénédictions qui nous sont procurées. V. M. a accompli les souhaits de tous ses bons sujets, & mis le comble au désespoir des méchans. Elle a prévenu toutes les chicanes mal-fondées, & les clameurs que la malice même pouvoit inventer. Enforte que les insinuations de quelque reste de faction peu considérable, qui pourroit subsister encore, paroîtront aussi peu fondées au dehors, que le devoir, la fidélité & l'amour de ces mal-intentionnés pour la Patrie, le paroissent au dedans; & ces insinuations ne serviront qu'à nous exciter, d'agir avec le plus grand zele & harmonie, pour rendre votre Gouvernement aussi heureux & aisé pour V. M. qu'il l'est pour nous.

N°. XXXIII.

ADRESSE de la Chambre des Communes, présentée au Roi, le 24. Janvier 1730.

Nous les très-obéissans, & fideles sujets de V. M. les Communes de la *Grande-Bretagne*, assemblées en Parlement, remercions très-humblement V. M. de sa gracieuse Harangue émanée du Trône.

Nous ne pouvons manquer de nous servir de cette premiere occasion, pour féliciter V. M. sur son heureux retour dans ces Royaumes. La juste & prudente Administration de la Reine votre Royale Epouse, pendant l'absence de V. M., gouvernant sous votre autorité, & se réglant sur votre exemple, pouvoit uniquement compenser le défaut de votre Royale présence, & heureuse influence parmi nous.

Les bonnes nouvelles de la conclusion d'une paix absolue faite par V. M. avec la Couronne d'*Espagne*, & exécutée avec une parfaite union, harmonie & fidélité, entre V. M. & ses Alliés, remplissent les cœurs de tous ses bons sujets d'une joye & satisfaction inexprimable. Nous manquerions à notre devoir envers V. M., à la justice que nous devons à nous-mêmes, & nous ne répondrions pas à l'attente de ceux que nous représentons, si nous n'approchions pas de V. M. en cette

heureu-

JUSTIFICATIVES. N^o. XXXIII. CXIII

heureuse occasion , avec des cœurs remplis de devoir & de gratitude & avec les plus fortes reconnoissances de la bonté , sagesse & résolution de V. M. Sa sagesse & résolution en ce que V. M. n'a point souffert que de fausses & malicieuses clameurs & insinuations la détournassent de poursuivre constamment ce grand & désirable ouvrage , de donner la paix à son Peuple : sa bonté , en ce que V. M. a consulté les intérêts immédiats de ses Royaumes , préféablement à toutes autres considérations , & au hazard de tous autres événemens

Tout le monde doit être convaincu du soin paternel , & tendre égard de V. M. pour ses Etats Britanniques , lorsque nous voyons tous les Traités précédens , faits en faveur de notre Commerce , & pour la sûreté des Droits, Privileges & Possessions , appartenans à V. M., renouvelles & confirmés ; lorsque nous voyons la Couronne d'*Espagne* engagée envers V. M. par une nouvelle obligation , non seulement à permettre à ses sujets un exercice libre & non interrompu pour l'avenir de leur Commerce , mais aussi à faire une juste & ample restitution & réparation de toutes les précédentes saisies illegitimes & déprédations.

L'extension des précédens engagements , sans aucun changement essentiel dans les principaux Articles , par rapport à la teneur & aux vues des précédens Traités , pour obtenir ces grands & véritablement estimables avantages , sans aucune concession faite au préjudice de V. M. ou de ses sujets , est une considération qui n'a pû être négligée , sans perdre la plus belle occasion de recouvrer l'ancien-

l'ancienne franchise & liberté du Commerce de ces Royaumes : & si l'on ne remplit , & n'exécute pas fidelement ce qui est stipulé de la part de S. M. , pour s'assurer un accomplissement réciproque des engagemens dans lesquels les Alliés de V. M. sont entrés , c'est abandonner les intérêts particuliers , & les propriétés des sujets négocians de V. M. , & exposer le Commerce de cette Nation à tous les hazards & incertitudes , sous lesquelles ils ont gémi si longtems.

Ces bénédictions nous étant assurées , compenseront suffisamment tous inconveniens qui pourroient resulter de l'exécution des engagemens de V. M. Et comme on peut présumer avec raison , que la pacification générale & tranquillité en *Europe* sera la suite de ce présent Traité , l'esperance de la voir bientôt complete & parfaite , augmente considérablement notre satisfaction.

Mais si , contre toute attente , & par ressentiment des justes & prudentes mesures de V. M. , il s'élevoit de nouveaux troubles en *Europe* , pour s'opposer ou renverser l'exécution des présens engagemens , nous nous croyons obligés par les liens les plus forts de notre devoir , affection & reconnoissance , d'assurer V. M. , que nous l'assisterons & la soutiendrons contre toutes les insultes & indignités qu'on pourroit faire à V. M. , & que nous la mettrons en état de faire bons ses engagemens avec ses Alliés.

La réduction immédiate d'une partie considérable des forces de Mer & de Terre de V. M. , à la premiere nouvelle de la confirmation de la paix , est une nouvelle preuve
du

JUSTIFICATIVES. N^o. XXXIII cxv

du soin & de l'attention de V. M. pour le bien & la prospérité de son peuple : & la bonté de V. M., en recommandant à notre considération, d'une manière si gracieuse & si condescendante, l'état du fonds d'amortissement, nous oblige à procéder avec toute la précaution & prudence possible dans une affaire si délicate & si importante, où d'un côté la prompte décharge des dettes nationales, & d'un autre côté les souffrances des pauvres ouvriers & manufacturiers, demandent la plus grande attention, & méritent la plus mûre délibération.

Par un dû ressentiment de tant de preuves des efforts infatigables de V. M. pour procurer le bonheur de son peuple, nous nous croyons obligés d'affirmer V. M., que cette Chambre lèvera efficacement, par les voyes les plus aisées & les plus faciles, les subsides nécessaires pour le service de l'année courante, & que par un zèle & une attention convenable pour l'honneur de V. M., la tranquillité publique & le bien de son peuple, elle fera échouer la vaine attente de telles personnes mal-intentionnées, qui pourroient se flatter de l'espérance d'être capables par des insinuations mal fondées, chicanes & clameurs, d'ébranler la fermeté de ces Puissances, qui sont déjà les Alliés de V. M. ou empêcher que d'autres ne le deviennent.

N°. XXXIV.

P R O T E S T A T I O N *de vingt-trois Pairs
de la Grande-Bretagne, au sujet du
Traité de Seville.*

N O U S protestons , parce que nous Lords protestans croyons , que la question resultant du debat , & le sens de la question même , désigne en quelque maniere une justification du Traité entier , qui ne nous paroît ni solide , ni honorable , ni avantageux , par les raisons suivantes.

I. Parce que nous ne favons pas si tous les Traités & conventions , conclus entre l'Angleterre & l'Espagne , sont assez avantageux dans chacun de leurs articles , pour être renouvelles & confirmés.

II. Parce que nous croyons , qu'il est très difficile d'examiner avec toute l'exactitude requise , jusqu'où chaque Traité & convention entre la *Grande-Bretagne* & l'*Espagne* peut être avantageux à la Nation. Ainsi nous croyons qu'il est absurde de vouloir juger des accords futurs ; & pour cet effet nous regardons comme une chose extraordinaire , & nous craignons qu'il ne soit d'une très-grande conséquence , de nous engager , comme nous le faisons par ce Traité , à ratifier & garantir tout accord qui sera fait entre le Roi d'*Espagne* & les Ducs de *Toscane* & de *Parine* , concernant les Garnisons une fois établies dans leurs Etats.

III. Parce

JUSTIFICATIVES. N^o. XXXIV. CXVII

III. Parce que l'obligation où sont nos Marchands, de prouver à la Cour d'*Espagne* la justice de leurs demandes pour leurs pertes, est selon notre opinion une dureté à leur égard & deshonorante à la Nation : & nous sommes persuadés, que ces infortunés Marchands entreprendront un voyage si pénible & si dispendieux avec d'autant moins de plaisir, qu'ils ont tout lieu de craindre que leurs prétentions, selon toute apparence, ne contrebalanceront pas celles des Espagnols, & qu'après tout ils n'ont que fort peu d'esperance d'obtenir des Commissaires, ce qu'ils n'ont pu obtenir des Plénipotentiaires.

IV. Parce que nous sommes obligés d'affister l'*Espagne*, pour exécuter l'introduction de 6000. Espagnols dans les places de *Toscane* & de *Parme*, sans qu'on ait spécifié les mesures que nous devons prendre à cet égard, ni les secours que nous devons donner ; & que nous craignons qu'il n'en résulte des troubles sans fin, & des dépenses excessives, qui, bien loin de nous être avantageuses, pourront nous causer un grand préjudice.

V. Parce que nous nous engageons à garantir à jamais les droits & possessions des Etats de *Toscane* & de *Parme*, non seulement à Dom CARLOS, mais aussi à tous ses Successeurs : ce qui, à notre avis, est une stipulation d'une nature si étendue, que nous ne voyons pas que nous puissions jamais nous exempter d'entrer dans les disputes & querelles, qui probablement s'élèveront à cette occasion.

VI. Parce que ce Traité, que l'on prétend être fondé sur la *Quadruple-Alliance*, en différe

fere en certains points essentiels, qui, autant que nous pouvons en juger par les précédentes Alliances, semblent devoir être regardés comme tels, tant par nous-mêmes, que par les Rois de *France* & d'*Espagne*, particulièrement ce qui concerne l'introduction des troupes Espagnoles dans les Duchés de *Toscane* & de *Parme* à la place des troupes neutres, & en stipulant que les troupes Espagnoles y resteront, jusqu'à ce que *Don CARLOS* & ses Successeurs soient assurés contre tout événement : ce qui, à en juger selon l'étendue de la prévoyance humaine, vaut autant que de dire qu'elles y resteront toujours ; & nous croyons que les plus ardens défenseurs de ce Traité ne sauroient en disconvenir.

VII. Parce que les changemens qu'on a faits dans ce Traité, & par où il differe de celui de la *Quadruple-Alliance*, ont non seulement été faits sans le consentement de l'Empereur, mais même sans que Sa Maj. Imp. y ait été invitée : ce qui nous a donné lieu de craindre, que l'Empereur n'interprète en mal une telle conduite ; & si cette même conduite alloit par malheur nous priver de son amitié, nous croyons comme bons Anglois, que nous aurions grande raison de regretter la perte d'un si ancien, si puissant & si fidele Allié.

VIII. Parce que nous craignons, que dans ce Traité il n'y ait une omission artificieuse de quelque stipulation claire & expresse, qui nous assure nos Droits sur *Gibraltar* & *Minorque* : ce qui, quelque bonne envie que nous ayons de l'attribuer plutôt à l'habileté des agens Espagnols, qu'à aucun manque de zele

zele pour la patrie de la part des notres , est une erreur , qui assujettit la possession de ces importantes places à trop de chicanes pour l'avenir ; & nous croyons que les Espagnols n'auroient pu alleguer aucune raison plausible , pour refuser d'assurer notre droit incontestable sur ces places , dans des termes aussi forts & aussi exprès que ceux dont nous nous sommes servis , pour nous déclarer garans du droit & de la possession des Domaines assignés à *Don CARLOS* & à ses Successeurs. Nous avons eu la complaisance de consentir en termes exprès , que les Espagnols fissent valoir leurs pretentions pour la restitution de leurs Vaisseaux pris en 1718 , quoique leur droit à cet égard leur fût aussi efficacement assuré , qu'on puisse pretendre que soit le notre à l'égard de *Gibraltar* & de *Morocco* , par les termes généraux , qui renouvellent & confirment les Traités précédens ;

IX. Parce qu'il semble par le discours du Roi au Parlement , que Sa Maj. n'est pas tout-à-fait hors d'appréhension qu'il ne puisse s'élever de nouveaux troubles en Europe , même par ressentiment des présens engagements. Si S. M. avoit cru que cette paix eût rétabli la tranquillité publique sur un fondement durable , nous sommes persuadés que par un effet de sa bonté paternelle , Elle auroit ordonné une plus grande reduction de troupes , afin de soulager d'autant son peuple , qui gémit depuis longtems sous le pesant fardeau des taxes presque insupportables , qui a tant souffert par la dernière interruption de son commerce , autrefois si florissant , & qui , sans ce
commer-

commerce , ne sauroit être heureux au dedans , ni considéré au dehors.

X. Parce qu'il nous semble , après la plus mure considération de toutes ces particularités , que nous sommes plus engagés que nous ne l'étions auparavant , & que nous croyons que nous le serons à jamais , si nous devons nous mêler des disputes qui pourront s'élever pour des territoires si éloignés de nous , & dans lesquelles la Nation ne prévoit en aucune manière être intéressée ; puisqu'une des principales parties contractantes de l'alliance sur laquelle est fondé le Traité de *Seville* , est non seulement exclue de ce Traité , mais que nous sommes persuadés qu'il y a tout lieu de croire , que le même Traité la défoblige extrêmement . & puisqu'il paroît impossible d'exécuter l'introduction des troupes Espagnoles dans les Duchés de *Toscane* & de *Parme* , quand même on mettroit en usage les moyens les plus efficaces & les plus conformes à la dignité & au repos des Princes qui doivent ouvrir leurs villes , pour recevoir les Garnisons qu'on y veut mettre. Nous avouons ingénûment , que nous sommes incapables de discerner l'équité & la politique de ce Traité. Nous ne voyons pas , outre cela , que le même Traité puisse nous mettre en état de recouvrer ce que nous avons perdu , ou de conserver tranquillement ce que nous possédons encore. Nous ne pensons pas qu'il puisse nous dégager de ces difficultés , dans lesquelles nous avons été plongés en dernier lieu , & qui , à notre avis , n'ont eu d'autre source , que l'incapacité de certains Ministres , qui , par leurs conseils , nous ont jetés dans un labyrinthe de

JUSTIFICATIVES. No. XXXIV. cxxi

de Traités & d'engagemens si peu necessaires, pour ne pas dire préjudiciables. Enfin nous craignons, que ce Traité ne nous attire la misere & la confusion d'une guerre, laquelle étant une fois allumée, il sera aussi difficile d'en prévoir la fin, que de déterminer le succès d'un événement si fatal.

Signé SCARSDALE. BEAUFORT. GOWER. BEDFORD. THANET. ANGLESEY. COVENTRY. HUNTINGDON. BRUCE. BOYLE. BATHURST. WILLOUGBY de BROOK. FOLEY. PLYMOUTH. STRAFFORD. OXFORD & MORTIMER. NORTHAMPTON. WARINGTON. MONTJOY. AYLESFORD. MIDDLETON. BRISTOL & ABINGTON.

N°. XXXV.

LETTRE de Mr. CHAUVELIN ,
Garde des Sceaux de France, Ministre
& Secrétaire d'Etat, à Mr. POINTS,
Ambassadeur extraordinaire & Plénipotentiaire du Roi d'Angleterre au Congrès de Soissons.

à Versailles le 27. Fevrier 1730.

J'ENVOYE à V. Exc. une copie de l'ordre que le Roi a fait expédier, pour faire-sur les lieux l'examen le plus exact. Quoiqu'il ne soit pas necessaire de donner de
Tom. VII. ††† ††† nou-

nouvelles preuves de notre fidélité , même dans les affaires les plus délicates , je suis persuadé que cette nouvelle marque de notre exactitude sera fort agréable au Roi de la Grande-Bretagne & à la Nation. Nous ne donnerons jamais lieu à aucun doute à cet égard. Je prie V. Exc. d'être persuadée, que personne ne l'honore plus que je fais.

Signé CHAUVELIN.

DE PAR LE ROI.

LE Sieur de la BLANDINIERE, Capitaine des Vaisseaux de Sa Majesté, a ordre de se rendre incessamment à Dunkerque, pour y prendre un état exact de la présente situation du Canal & Port de cette ville, & en faire son rapport. Sa Maj. en joint au dit Sr. de la BLANDINIERE, de faire démolir tous les ouvrages qu'on pourroit avoir érigés en contravention des Traités d'Utrecht & de La Haye, dont il trouvera la copie ci-jointe. Sa Maj. commande & ordonne au Gouverneur & Commandant de la place, aux Intendans, Ingenieurs, & à tous autres Officiers & Sujets, de donner en cas de besoin toute assistance nécessaire pour l'exécution du présent ordre. Donné à Versailles le 27. Février 1730.

Signé LOUIS

plus bas

PHÉLIPEAUX.

N°. XXXVI.

N°. XXXVI.

PROTESTATION *de quelques Pairs de la Grande-Bretagne, au sujet d'une Adresse que la Chambre des Communes vouloit présenter au Roi, pour obtenir une Liste de toutes les pensions payables par la Couronne.*

I. **P**ARCE que nous croyons, que cette question auroit dû passer à l'affirmative, à cause qu'on ne sauroit alleguer aucun exemple, qu'on ait jamais refusé à aucune des deux Chambres la Liste des Pensions, lorsqu'on l'a demandée, & que nous croyons qu'il n'y a point de tems plus convenable pour demander cette Liste, qu'à présent, qu'on est à la veille de prendre en considération un Bill, qui tend à prévenir que des Membres, qui dépendent de qui que ce soit, aient séance dans la Chambre des Communes, pour y donner leurs voix.

II. Parce que nous croyons, que ce refus pourroit être interprété en mal au dehors, soit que ce Bill passe, ou qu'il soit rejeté : car d'un côté on pourroit croire, que cette Liste est remplie de Membres de la Chambre des Communes, & d'un autre côté, au cas que cette Chambre empêche que cette Liste ne paroisse, sous prétexte de prévenir le mal qui en pourroit resulter, en exposant les Noms des Personnes particulieres, on pour-

††† ††† 2

roit

roit croire aussi que cette Liste contient trop de Membres de cette Chambre; ce qui causeroit de la jalousie : & c'est pour obvier à cet inconvénient, que nous croyons qu'il est nécessaire de la produire, ainsi qu'on la pratiqué souvent dans les tems précédens.

Signé BERKCHIRE. BEAUFORT.
STRASTORD. FOLEY. COVENTRY.
LITCHFIELD. AYLESFORD. THANET.
GOWER. ABINGDON. BATHURST.
HEREFORD. OXFORD. & MORTIMER.

N°. XXXVII.

PROTESTATION *de plusieurs Seigneurs de la Chambre-Haute, contre la résolution prise par leur Chambre, de rejeter le Bill des Communes concernant les pensions.*

I. **P**ARCE que le but évident de ce Bill est de parvenir aux fins que la législature s'est proposé ci-devant, savoir de prévenir la corruption; qui est un mal d'une nature si dangereuse & si propre à s'étendre; & à devenir générale, qu'un peuple sage & vertueux ne doit jamais négliger les moyens pour y remédier à tems : car dès qu'une nation en est infectée, les remèdes les plus prompts pour extirper ce mal contagieux, sont toujours les plus efficaces.

II. Parce qu'un serment, semblable à celui que

que les Membres de la Chambre des Communes auroient dû prêter si ce Bill eût passé en loi, est, selon notre avis, le moyen le plus raisonnable pour préserver cette partie de la législature exempte de cette sorte de corruption, dont le secret de gagner des voix par des Pensions ou Gratifications, quelque nom qu'on puisse leur donner, est une dangereuse conséquence.

III. Quoique l'Acte du Parlement, passé l'année dernière, contienne d'excellens préservatifs contre la corruption, & que, selon notre opinion, il doive être regardé comme sacré, & comme une partie fondamentale de notre constitution, néanmoins il lui manque, pour le rendre complet, l'établissement d'un serment à prêter par les Elus, aussi bien que par les Electeurs; ce qui étant établi par ce Bill, nous ne pouvons le regarder que comme un moyen qui nous met d'autant mieux en garde contre la puissante & maligne influence des Ministres ambitieux, corrompus & despotiques, qui ne sauroient inventer un moyen plus propre pour renverser la liberté du peuple, qu'en corrompant ceux qui ont été choisis pour la défendre.

IV. Parce que nous craignons, que les Communes ne se croient maltraitées de ce que nous avons rejeté, sans l'envoyer à un Comité, un Bill de cette conséquence, par lequel elles n'ont en vue que d'assurer leur propre honneur, & les libertés de la nation & qui ne regarde que leurs propres membres: & nous craignons que le reste des sujets des S. M. ne soit point assez charitable, pour croire qu'une des Chambres soit parfaitement

+++ +

tement exempte de corruption , dans le tems qu'elle refuse de concourir aux moyens si propres pour rendre l'autre également exempte de corruption.

Signés : HUNTINGDON. NORTHTON. BATHURST. SUNDERLAND. GOWER. BOYLE. HEREFORD. COVENTRY. THANET. PLYMOUTH. MONTJOY. KER. WARRINGTON. ABINGDON. LITCHFIELD. MAYNARD. BRISTOL. OXFORD & MORTIMER. BRUCE. STRAFFORD. BEAUFORT. BERKSHIRE. AYLESFORD. FOLEY. CRAVEN & MASHAM.

N^o. XXXVIII, & XXXIX.

PROTESTATION *de quelques Pairs de la Grande-Bretagne , au sujet de la continuation de l'entretien des 12000 Heflois.*

I. **P**AIRC que l'entretien des troupes étrangères à la solde de la *Grande-Bretagne*, dans un Pays qui n'est point du Domaine de ce Royaume , & dans un tems qu'il n'y a point de guerre , que la paix vient d'être conclue avec une des plus considérables Puissances de l'*Europe*, que la Nation est en alliance avec la *Hollande* , & étroitement unie d'amitié avec la *France* , la plus considérable de toutes les Puissances , est une politique dont ils ne trouvent point d'exemple dans
les

les Archives, & ne peut être attribuée qu'aux conseils des Ministres, qui ne prennent pas à cœur, autant qu'ils y sont obligés, le véritable intérêt du Royaume, & que par conséquent ils ne peuvent y consentir ni pour eux, ni pour leur postérité.

II. Parce que le service, auquel ces troupes pourroient être employées, ne leur paroit pas assez important, & qu'ils craignent qu'elles ne soient destinées à des fins qui ne regardent pas la *Grande-Bretagne*, ce qui est un soupçon, lequel, quoi que peut-être mal-fondé, ils espèrent que S. M. aura la bonté de prévenir pour l'intérêt de son Peuple, & que ses Conseillers, s'il est possible, l'empêcheront pour leur propre intérêt.

III. Parce qu'ils croient que c'est une taxe sur le peuple, injuste en tout tems, & principalement dans celui-ci, que la Nation est accablée de dettes & surchargée d'impôts annuels & permanens : outre que le peuple a extraordinairement souffert depuis peu par une cherté peu commune de presque tous les vivres, que le Commerce de la Nation a considérablement diminué depuis quelques années, & que plusieurs de ses plus considérables Branches sont entrées dans des canaux étrangers; ce qui a ruiné divers Marchands, & causé des suites facheuses, dont selon toute apparence la Nation se ressentira encore long-tems: d'autant que les dépenses pour l'entretien de ces troupes montent pour le moins à un demi shelling par liv. st. des Revenus des Terres, pendant qu'en même tems on paye à des Princes étrangers des plus gros subsides, que la situation présente de la Nation ne peut, se-

lon leur opinion, supporter, & qu'aucune raison d'Etat ne semble exiger.

V. Parce qu'il ne paroît pas que le Roi, dans sa Harangue, ou par quelque mesure, ait demandé aucun subside pour une charge si extraordinaire, que S. M., selon toute apparence, n'a pas jugée nécessaire pour la sûreté de la Nation au dedans, puisqu'Elle a congédié depuis peu une partie de ses propres troupes; & qu'il ne paroît pas que la Nation soit entrée dans quelque engagement d'entretenir ces troupes pour la sûreté d'aucun de ses Alliés, qui, nonobstant les différens engagemens, & le grand nombre de Traités dans lesquels la Nation est entrée depuis quelques années fort imprudemment, à ce qu'ils craignent, n'ont aucun droit d'en exiger aucun secours, à moins que la tranquillité publique ne fut troublée par quelque attaque ennemie : qu'on peut à ce qu'ils espèrent prévenir encore ce malheur, si l'on prend pour cela des mesures convenables & telles, que de véritables Ministres d'Etat doivent toujours prendre; si la réputation de la sagesse de la Nation & de sa puissance suffit, comme elle devrait suffire, pour ne contracter que des Alliances utiles, & qui ne soient pas plus à charge à l'une qu'à l'autre partie, à quoi l'on pourra toujours parvenir, lorsque les affaires du Royaume seront dirigées, comme elles le doivent être; & si la Nation, pour retirer ses amis des dangers qui ne sont peut-être que chimériques, ne se jette par dans des dangers réels. *Signé par 16. Lords.*

EXTRAIT

EXTRAIT d'un Ecrit imprimé à Londres, contenant les raisons pour & contre l'entretien des Troupes de Hesse à la solde de la Grande-Bretagne.

I. **L**A continuation d'une Armée sur pié est une chose contraire à la forme du Gouvernement Anglois, & qui doit naturellement la renverser. On a déjà consenti à l'entretien de 18000. Anglois; ce qui, avec les 12000 Hessois, fait 30000 hommes: & de toutes les Armées sur pié, une étrangere est ce qui doit causer le plus de crainte à tout véritable Anglois.

REPONSE. Des troupes levées du consentement du Parlement, & continuées seulement pour un an, ne peuvent être appelées une Armée continuellement sur pié. Nous n'aurions jamais rien à craindre de la part des troupes Hessoises: car, comment est-il possible que 12000. hommes, entretenus en Allemagne pour remplir nos engagements avec nos fideles Alliés, & pour tenir l'Empereur en bride, puissent mettre en danger les libertés de la Grande-Bretagne? Une telle supposition est aussi peu fondée, que l'entreprise de transporter ces troupes dans le Royaume, seroit impossible.

II. Depuis la dernière paix avec l'Espagne, que quelques-uns appellent avantageuse, nous n'avons plus rien à craindre. L'Empereur y accédera sans doute: s'il ne le fait pas, il est trop éloigné pour nous causer du dommage; en sorte que toutes les troupes qu'on prend à cet égard à notre solde, sont inutiles & à charge au peuple.

R E P O N S E. *L'Empereur, qui nous est obligé de tout son Empire, nous a abandonnés, & a fait un Traité particulier avec l'Espagne, tendant à ruiner notre commerce & à nous enlever Gibraltar & Port-Mahon. Mais le Traité de Hanover, & les sages mesures de S. M. & de ses Alliés, ont annullé ces pernicious dessein & obligé l'Empereur & le Roi d'Espagne à reclamer l'amitié de S. M. Le Roi a conclu depuis une paix avec l'Espagne, qui nous assure notre commerce, Gibraltar & Port-Mahon, cette paix nous expose au ressentiment de l'Empereur, à qui il ne manque que l'occasion de le mettre en exécution, & de commencer une guerre. On ne peut disconvenir, que la Grande-Bretagne ne soit intéressée dans la paix générale : l'unique moyen pour y parvenir, c'est d'entretenir au moins le nombre de troupes qui sont actuellement sur pié, jusqu'à ce que l'Empereur ait accédé à ce Traité. Si nous le faisons, S. M. Imp. sera sans doute obligée d'y accéder : si nous ne le faisons pas, il y a apparence qu'elle n'y accedera jamais. Si donc les dépenses d'une seule année peuvent prévenir une guerre, de combien de charges les sujets du Royaume ne seront-ils pas exempts dans la suite.*

III *C'est l'intérêt de la Grande-Bretagne, de ne se pas mêler des querelles des autres Nations : si l'Empereur attaque la France ou la Hollande, ces deux Puissances sont en état de se défendre sans notre secours.*

R E P O N S E. *Nos richesses & notre bonheur dépendent du Commerce : les François & les Hollandois nos Alliés ont fait une Alliance avec nous pour la défense de ce Commerce, de*
Gibraltar

Gibraltar & Port-Mahon, qu'il paroïssoit qu'on vouloit nous enlever : dès que ce Commerce & ces Possessions nous ont été assurés, les mêmes Alliés ont conclu avec nous la paix avec l'Espagne ; par où ils se sont exposés au ressentiment de l'Empereur. Pouvons-nous, après avoir été assistés, abandonner avec honneur ces Alliés à la colere de l'Empereur, & congédier dans la présente conjoncture un corps de troupes, qui est le plus capable d'embarrasser l'Empereur, & de défendre nos Alliés ?

IV. Si les troupes Hessoises sont uniquement destinées à remplir nos engagements avec la France & la Hollande, pourquoi sommes-nous entrés dans des engagements si peu raisonnables, qui ne sont à charge qu'à nous seuls, & point à nos Alliés ?

R E P O N S E. La conservation du Commerce & des Domaines de la Grande-Bretagne a donné lieu à ces engagements. L'Angleterre, la France, & la Hollande, doivent, en cas de quelque entreprise sur les Domaines reciproques, s'assister mutuellement en fournissant leurs quotes parts respectives : celle de la Grande-Bretagne étant de 12000 hommes ; en conséquence de ces engagements les François ont augmenté leurs troupes de plus de 30000 hommes, & les Hollandois de plus de 24000.

V. Supposé que pour remplir nos engagements, & obliger l'Empereur à s'accommoder, il soit nécessaire d'entretenir ce nombre de troupes, n'est-il pas plus de l'intérêt de la Grande-Bretagne de congédier les troupes Hessoises, & d'envoyer à la place des troupes Britanniques, afin que les étrangers ne profitent pas de nos dépenses excessives ?

REPONSE. *La Solde de 12000 Anglois excéderoit de 140. mille liv. ster. ce que nous payons pour les 12000. Hessois, outre les fraix de la levée de ces troupes & de leur transport en Hollande, &c. & si l'on envoie 12000. hommes de troupes Angloise en Allemagne, il faudra aussi y envoyer l'argent nécessaire pour le payement de ces troupes, lequel argent sortira par conséquent du Royaume.*

VI. Si l'Empereur a dessein de rompre avec nous, il y a apparence que S. M. Imp. ou le Roi de Prusse attaqueroient les Domaines d'Hanover : en sorte que la véritable raison de l'entretien des troupes Hessoises est pour défendre les dits Domaines; ce qui, par conséquent, doit entraîner l'Angleterre dans une guerre.

REPONSE. *Au cas que l'Empereur vint à attaquer les Etats de Hanover, à l'occasion de quelque démêlé entre S. M. Imp. & l'Electorat de Hanover, l'Angleterre ne seroit certainement point obligée de s'en mêler : mais si l'Empereur, en ressentiment du Traité que nous venons de conclure avec l'Espagne, venoit à attaquer les dits Etats, ou que le Roi de Prusse vint à le faire pour lui, cette querelle regarderoit alors l'Angleterre; & nous serions obligés avec nos Alliés d'en prendre vengeance. Dans un pareil cas il seroit de l'intérêt de la Grande-Bretagne, de défendre Hanover comme un Pays Protestant & Allié, quand même il n'appartiendroit pas à S. M. Et le laisserions-nous uniquement pour cette raison exposé à l'Empereur?*

VII. L'Acte de succession qu'on doit observer

ver toujours aussi saintement que la Grande-Chartre même, porte, *qu'au cas que la Couronne ou dignité Impériale de ce Royaume, parvint dans la suite à quelque personne n'étant point née dans ce Royaume, la Nation ne sera point obligée de s'engager dans une guerre pour la défense de quelque pays ou Etat qui ne dépend pas de la Couronne d'Angleterre*; de sorte que l'entretien des troupes Hessoises est une violation de cet Acte, & affoiblit le Titre que S. M. a à cette Couronne.

REPOSSE. *La question n'est pas ici si nous nous engagerons dans une guerre ou non; mais seulement si nous continuerons pour cette année l'entretien des troupes Hessoises ou non? on le fait pour prévenir une guerre, & pour remplir nos engagements avec nos Alliés. Il est difficile de comprendre, comment la demande faite par le Roi au Parlement, pour avoir son consentement touchant l'entretien d'un corps de troupes pour une année, afin de parvenir aux fins cy-dessus mentionnées, peut être appelée un engagement pour une guerre sans le consentement du Parlement. La conséquence de cette proposition ne peut trouver créance que chez ceux qui la souhaitent.*

N°. XL.

DECLARATION de l'Imperatrice
ANNE IWANOWNA, concer-
nant la disgrâce des Knees DOLGO-
RUKIS.

Nous ANNE, par la grace de Dieu Imperatrice & Souveraine de toutes les *Russes*, &c. savoir faisons, que comme il est connu à tous nos fideles sujets, avec quelle insolence le Knees ALEXIS DOLGORUKI, & le Knees IWAN son fils, se sont comportés pendant tout le tems qu'ils ont été auprès de la personne de notre cousin PIERRE II. Empereur & Souverain des Russes, de glorieuse mémoire, au préjudice de sa précieuse santé; en ce que particulièrement après l'arrivée de Sa Maj. Imp. à *Moscou*, ils ont tâché par toutes sortes de moyens, d'empêcher qu'Elle ne restât assidûment dans cette Capitale, où Elle auroit pu avoir l'œil sur le Gouvernement de son Empire, veiller aux sujets de toute condition, & s'appliquer aux affaires: qu'abusant de la jeunesse de ce Monarque, ils l'ont engagé, sous le spécieux prétexte de goûter les plaisirs de la Campagne, à sortir de *Moscou*, pour aller passer la plus grande partie de l'année dans des endroits éloignés de cette Capitale, afin de lui ôter par ce moyen la connoissance des affaires; ce dont toute la nation ressentit alors
une

une vive affliction : qu'à l'exemple de ce que MENZIKOFF avoit fait ci-devant, qui pendant la haute faveur où il étoit parvenu, s'étoit rendu maître de la personne de Sa Maj. Imp. notre cousin de glorieuse mémoire, & l'avoit fiancé à sa fille ; le Knees ALEXIS, assisté de son fils & de son frere, a pareillement séduit Sa Maj. Imp. dans un âge si tendre, & si peu propre au mariage, en la faisant fiancer à sa fille CATHERINE d'une maniere odieuse, sans en rien communiquer aux personnes de notre famille Impériale & autres, qui auroient dû en avoir connoissance, & avec lesquelles il auroit dû délibérer sur une affaire si importante, ainsi que nos prédécesseurs l'ont toujours pratiqué : Qu'ils ont commis diverses choses directement contraires aux ordonnances établies, & corrompu plusieurs personnes pour suivre leurs passions ; ce que nous examinerons ci-après, afin de le rendre public : Que de plus ils ont fatigué Sa Maj. Imp. par des voyages éloignés, non seulement pendant l'été, mais aussi pendant les plus grands froids de l'Automne & de l'hiver, au préjudice de sa précieuse santé, qu'ils ont ainsi affoiblie d'une maniere extraordinaire : Que pendant sa dernière maladie, & même jusqu'au dernier jour de sa vie, ils ont caché son véritable état, non seulement aux Ministres, mais aussi à tous les Officiers & Domestiques de la Cour : Qu'enfin le Knees ALEXIS, & le Knees IWAN son fils, ont enlevé du trésor Impérial quantité de choses précieuses, non seulement pendant la vie du feu Empereur notre cousin de glorieuse mémoire, mais aussi depuis notre avènement au trône

trône de Ruffie, lesquelles on leur a fait rendre ensuite par notre commandement. Et comme le dit-Knees a commis toutes ces malversations conjointement avec son fils le Knees I W A N & son frere, & quoique les dites personnes méritassent, conformément aux constitutions de l'Empire, un severe châtimement, nous nous contentons d'ordonner, que le Knees A L E X I S, sa femme & ses enfans, tant fils que filles, de même que son frere le Knees S E R G E, sa femme & ses enfans, iront demeurer sur quelqu'unes de leurs terres éloignées d'ici, avec défense d'en sortir sans nos ordres; & que le Knees I W A N & le Knees A L E X A N D R E seront envoyés dans des villes éloignées en qualité de Vaivodes: qu'ils seront privés de toutes leurs charges, qu'ils n'ont pas méritées, ni par leurs services, ni par leur fidélité; & qu'on leur ôtera les Ordres dont ils ont été honorés.

Et comme le Knees B A S I L E D O L G O R U K I, fils de L U C A S, s'est comporté envers nous & l'Empire par diverses fois d'une maniere criminelle, & qu'au mépris de la crainte de Dieu & de son terrible jugement, & contre le devoir d'un sujet humble & fidèle, il nous a donné divers avis faux & inventés par lui seul, afin de nous rendre suspects plusieurs de nos fideles sujets, ainsi que lui-même l'a avoué; quoique ces crimes méritassent un severe châtimement, nous avons bien voulu user de clémence à son égard, en nous contentant de le priver de toutes ses charges & de son Ordre, & de le releguer sur une de ses terres éloignées, pour y rester
sous

JUST. N. XLI. XLII. XLIII, & XLIV. CXXXVII

sous une forte garde, sans qu'il lui soit permis d'en sortir. Fait à *Moscou* au Sénat, le 25. *Avril* 1730.

Signé A N N E.

N°. XLI. XLII. XLIII. & XLIV.

I. PLEINS-POUVOIRS pour la prise de possession de la *Toscane*, donnés à *Vienne* le 13. *Avril* 1728.

II. MANDEMENT de l'Empereur aux sujets vassaux de la *Toscane*, pour reconnoître *Dom CARLOS* pour leur Souverain, donné à *Vienne* le 13. *Avril* 1728.

III. DECRET de l'Empereur au Sénat de *Florence*, pour mettre *Dom CARLOS* en possession de la *Toscane*, du 13. *Avril* 1728.

IV. ORDRES du Conseil Aulique de guerre au Comte *BOROMEIO* & au Comte *DHAUN* Gouverneur du *Milanois*, pour prêter main-forte à *Dom CARLOS*, du 5. *May* 1728. traduits de l'Allemand.

NB. Ces quatre pieces ayant déjà été inferées parmi celles du Tome VI. sub No. XLII. à XLVI. Nous nous contentons d'y renvoyer le Lecteur.

N°. XLV.

N°. XLV.

D E C R E T de Commission Impériale au
sujet du Traité de Seville.

FROBEN FERDINAND, Prince de *Furstenberg*, Premier Commissaire de l'Empereur, a ordre de représenter de la part de S. M. Imp. aux Electeurs Princes & Etats de l'Empire, qu'après tous les soins que S. Maj. Imp. s'étoit donnez, immédiatement après la Faix conclue à *Bade* avec la Couronne de *France*, pour tacher de terminer à l'amiable les troubles qui subsistoient encore avec l'*Espagne*. Elle avoit enfin, dans la vue de procurer la tranquillité générale, & même au préjudice des Droits de sa Maison Archiducal, accédé à l'Alliance de *Londres*, projetée en 1718. par la *Grande-Bretagne*, & acceptée ensuite par la *France* & l'*Espagne*. L'Empereur en donna part à la Diète par son Décret du 28. Août 1720., afin qu'elle délibérât sur ce Traité, & particulièrement sur l'Article V., contenant ce qui avoit été réglé par rapport aux Duchés de *Toscane* & de *Parme* : Et les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, doivent se ressouvenir de la résolution unanime prise à cet égard par l'Assemblée générale le 9. Novembre 1722., & approuvée par l'Empereur. Tout l'Empire, & même tout le Monde fait que S. M. Imp. n'a rien négligé pour contribuer

JUSTIFICATIVES. N°. XLV. CXXXIX

tribuer de sa part au but salutaire qu'on s'étoit proposé d'affermir la Tranquillité générale de l'*Europe*, puisque non seulement Elle a consenti au Congrès de *Cambray* proposé par les Puissances Alliées, en y envoyant les Plénipotentiaires, mais qu'Elle a aussi été la première qui en ait fait l'ouverture, en délivrant, en conséquence de ce qui avoit été stipulé par l'Article V. de l'Alliance de *Londres*, par rapport à la Succession de *Toscane* & de *Parme*, les Lettres expectatives contenant l'Investiture éventuelle en faveur de l'Infant Dom *Carlos*, lesquelles furent échangées contre des Actes ci joints de la plus forte Garantie de la part des Couronnes d'*Espagne*, de *France* & de la *Grande-Bretagne* : Par où Sa M. Imp. a fait voir évidemment à tout le monde, que comme Elle a été la plus prête à remplir ses Engagemens, son intention a toujours été & est encore la plus sincère, pour contribuer de sa part, & au nom de l'*Empire*, à tout ce qui pourroit affermir la Paix & la Tranquillité publique. Cependant, on n'a rien pu conclure à cet égard à *Cambray*, jusqu'à ce que l'*Espagne* y ayant donné lieu en 1725., Sa Maj. Imp. conclut la même année, conformément à la Résolution de l'*Empire*, & suivant les Pleins-Pouvoirs y contenus, une Paix, fondée uniquement sur le V. Article de la *Quadruple-Alliance*, entre Sa Maj. Imp., comme Empereur, & le *St Empire* d'une part, & la Couronne d'*Espagne* de l'autre; & expédia immédiatement après à son Plénipotentiaire en *Italie* les ordres nécessaires pour la sureté

té de l'Infant Dom *Carlos*, en cas de mort du Duc de *Toscane* ou du Duc de *Parmie*.

S. M. Imp. ayant ainsi rempli ses Engagemens avec toute la sincérité requise & de la maniere la plus authentique, Elle ne devoit s'attendre à aucune nouveauté qui y fut contraire: Cependant, on a conclu, contre toute attente, un Traité particulier à *Seville*, entre les Couronnes d'*Espagne*, de *France*, & de la *Grande-Bretagne*, dont le 9. Article & les suivans, que l'on joint ici, ne peuvent qu'exciter la plus haute indignation, puisqu'on y rompt les Liens les plus essentiels de la Société Humaine, & que si des Puissances Chrétiennes prétendent disposer ainsi des biens des Personnes tierces, toute confiance & bonne foi doit être bannie du Monde. On n'a de l'autre part aucun égard aux Traités précédens, ni aux derniers Articles Préliminaires, qui ont été reconnus de part & d'autre comme le fondement des Négociations pour la Paix générale, & comme l'unique contrepoids d'une Puissance supérieure qu'on voudroit ériger en *Europe*: On ne fait aucune attention aux Actes de Garantie qui ont été délivrez: On dispose, selon le bon plaisir, des Droits & Terres de l'*Empire*, du vivant même des légitimes Possesseurs: On estime si peu l'Empereur & l'*Empire*, qu'on n'en a pas voulu demander le consentement, quoiqu'il fut question de leur propre Cause, & que ce Consentement fut nécessaire, conformément à l'Alliance de *Londres*: On s'ingere outre cela dans d'autres affaires Domestiques de l'*Empire*, & l'on veut à cet égard introduire des nouveautés: Enfin

sans

sans avoir allegué aucune raison de cette nouvelle Alliance, comme il se pratique entre les Têtes Couronnées, ni sans avoir demandé le consentement ou du moins la concurrence de l'Empereur & de l'*Empire*, on s'est contenté d'annoncer aux Ministres de S. M. Imp., tant ici qu'à *Paris*, le Traité de *Seville*, & d'en donner simplement une Copie, quoique S. M. Imp. eut toujours offert de donner les mains à tous les expédiens qui ne seroient point contraires aux Droits d'un tiers, à ceux de l'*Empire* & aux Traités précédens. Si donc une pareille conduite a lieu, & que les nouveaux Alliez y persistent, on verra à l'avenir la Force prévaloir sur le Droit, la Volonté sur les Engagemens, & ce que les nouveaux Alliez jugeront le plus convenable sera toujours le plus juste, sans égard aux choses ni aux Personnes : Pour plus grand éclaircissement on n'a qu'à confronter l'Article V. de la *Quadruple-Alliance* & l'Article IX. du Traité de *Seville*,

Comme S. M. Imp. ne sauroit s'imaginer que l'*Empire* fut réduit à cette extrémité, qu'il voulut permettre qu'on violât si manifestement ses Droits les plus incontestables, reconnus même par les Puissances Etrangères, qu'on y fit des changemens sans sa connoissance & participation, qu'on eut si peu d'égard pour S. M. Imp. & pour l'*Empire*, dans une affaire qui les regarde si directement, & qu'un nouveau Vassal s'installât, nonobstant les Accords, les Ordonnances & les Loix qui y sont contraires, Sa Maj. Imp. a cru qu'il étoit nécessaire de représenter aux Electeurs, Princes & Etats, l'état
de

de cette affaire & les suites fâcheuses qui en pourroient resulter, afin qu'ils délibérassent mûrement sur ce qu'il y auroit à faire dans ces Circonstances, pour maintenir l'Honneur & les Droits incontestables de S. Maj. Imp. & de l'*Empire*, protéger les Possesseurs légitimes des Fiefs de l'*Empire* en *Italie*, qui sont encore en vie, & prévenir les dangers qui menacent les dits Fiefs, & particulièrement ceux de *Toscane* & de *Parme*: S. Maj. Imp. se flatte que les Electeurs, Princes & Etats de l'*Empire*, & en leur nom leurs Ministres à la Diète, prendront là-dessus les mesures convenables au Bien, à la Tranquillité & à la sûreté de l'*Empire*, d'autant plus qu'il paroît évidemment, que Sa Maj. Impériale n'a jamais épargné ses soins, pour maintenir les Droits de l'*Empire*, que la crainte d'être abandonnée par son Allié le Roi d'*Espagne*, n'a point été capable de lui faire faire la moindre démarche qui pût préjudicier à sa Dignité & à celle de l'*Empire*, & que même Elle a en quelque maniere négligé les Droits de sa Maison Archiducale, pour n'avoir en vue que ceux de l'*Empire*. Sa M. Imp., en considération des préparatifs de Guerre qui se font ailleurs pour agir par la force en *Italie*, a jugé à propos d'y envoyer quelques Troupes, qu'elle renforcera par d'autres Troupes, selon l'exigence des affaires, afin d'y protéger & maintenir l'Honneur, les Prérogatives & les Droits de Sa Maj. Imp. & de l'*Empire*, non dans la vue d'employer la force contre qui que ce soit, mais uniquement pour faire valoir les Alliances

JUSTIFICATIVES. N°. XLV. CXLIII

ces les plus solennelles & les Engagemens les plus sacrez, pour empêcher qu'on n'entreprenne aucune violence contre les Terres & Fiefs du *St. Empire Romain*, & pour en protéger les innocens Possesseurs. Sa Majesté Imp. se flatte, qu'au cas que, contre toute attente, la Tranquillité en *Italie* vint à être troublée, ou qu'à cause des soins que Sa Majesté Impériale prend de protéger l'*Empire* & ses Droits, ses Royaumes & Etats Héréditaires fussent attaquez, Elle sera soutenue, dans une si juste Cause, par tout l'*Empire* de la maniere la plus efficace: Une Résolution unanime & vigoureuse est le plus sûr, pour ne pas dire l'unique moyen, pour ôter aux Etrangers l'envie d'attaquer les Droits & la Dignité de l'*Empire*, & pour prévenir les suites facheuses qu'il est facile de prévoir. Fait à *Vienne* le 22. *Mars* 1730.

Signé FROBEN FERDINAND
Prince de FÜRSTENBERG.

N°. XLVI, & XLVII.

CONSIDERATIONS sur le Décret de l'Empereur, que le Ministre de France a communiquées aux Ministres des Princes de l'Empire.

O N a sans doute surpris la Religion de l'Empereur dans les moyens qui font la base

Base & le Fondement du dernier Décret de Commission publié à *Ratisbonne*.

1. Comment peut-on considérer le reproche fait aux Alliez de *Seville* de disposer des Biens & de la Personne d'un Tiers, lorsque bien loin de détruire en rien, ils assurent d'avantage ce qui a été statué par le Traité de Londres; c'est un Ouvrage commun : L'Empereur, à la vérité, ne s'est pas empressé de l'exécuter, en ce qui regarde la sûreté de l'Etablissement provisionnel de l'Infant Dom Carlos, quoique ce ne fût qu'à ce prix qu'on consentit à procurer à la Maison d'Autriche un aussi grand accroissement de Puissance que celui qu'elle a acquis par la Sicile. On fait avec quelle peine on obtint les Actes de l'expédition des Investitures eventuelles : pour tout dire en peu de mots, il fallut quasi les arracher, parce que l'on ne pût les obtenir.

2. L'on fait une fausse application de ce qui a été stipulé par l'Article V. du Traité de Londres, par rapport au consentement de l'Empire : Cet Article portoit, que l'on demanderoit le consentement de l'Empire pour l'expédition des Actes d'Investiture : L'Empereur se chargea lui-même de ce soin, qu'il croyoit pour lors lui appartenir de toute préférence : L'Empire a donné son consentement : Mais il n'a point été question, ni dans le Décret adressé pour lors à l'Empire; ni dans le résultat qui s'ensuivit, des mesures prises, ou que l'on pourroit encore prendre, pour assurer & pour effectuer l'Introduction de l'Infant Dom Carlos dans les Pays qui lui sont réservés. L'Empire

à

JUSTIFICAT. N^o. XLVI. & XLVII. OXLY.

a considéré le point des Garnisons comme absolument indifférent pour lui : On voit une suite invariable du même esprit dans ce qui s'est passé en 1725. à la Diète. L'Empereur n'a pas suivi l'Art. V. de la Quadruple Alliance dans l'Article IV. du Traité de Vienne : Nonobstant ce changement important, l'Empire a reconnu ce dernier Traité exactement conforme au sens du résultat de l'An 1722. Les Ministres qui forment cette Assemblée retrouveront sans doute les vestiges de ces vérités dans leurs Actes & dans leurs Protocoles. Les Alliés de Seville n'ont donc pas pu s'imaginer, qu'il fut besoin d'un nouveau consentement de l'Empire, lorsque l'on n'altère en rien l'essence de ce qui a été statué par le Traité de Londres. Les Articles X. & XII. du Traité de Seville ne laissent aucun doute sur l'intention des Parties Contractantes, puisqu'elles s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulés, & de maintenir le Sérénissime Infant Dom *Carlos* dans la possession & jouissance des Etats de Toscane & de Parme.

3. On ne conçoit pas comment on a pu avancer dans le Decret de Commission, que l'on n'a point recherché l'Empereur de vouloir bien accéder au nouveau Traité : La chose est assez authentique, après les Réponses que ce Prince lui-même a faites aux Ministres des Alliés de Seville qui sont près de lui. Comment hazarder un fait dont la preuve est entre les mains de toute l'Europe, que les Ministres des Alliés de Seville n'ont cessé, en conséquence de leurs ordres, de

Tome VII.

+++++

con-

convier l'Empereur de vouloir bien , par une juste & prompte condescendance , mettre la dernière main à un Ouvrage aussi salutaire que celui de la Paix. On a suivi pour l'exécution du Traité de Seville le chemin frayé pour l'exécution du Traité de Londres : On s'est adressé pour l'un comme pour l'autre à l'Empereur : Cette route n'a pas déplu à ses Ministres , quand elle a pu servir à leurs fins particulières ; mais aussi-tôt qu'ils ne rencontrent plus toute la complaisance qu'ils voudroient , pour les Intérêts Domestiques de la Maison d'Autriche , on fait un Crime aux Alliés de Seville de la confiance où ils devoient être , que l'Empereur voudroit bien donner part à l'Empire des mesures nouvellement prises : Elles ne paroistroient pas si étranges à la Cour de Vienne , si elle vouloit bien se ressouvenir , qu'elle a mis en quelque manière les Alliés de Hanovre dans le chemin de la Négociation qui excite aujourd'hui son chagrin & son ressentiment ; & que l'on n'a rien fait que l'Empereur ne fut tout prêt à faire lui-même , si l'on eut donné les mains à certaines Conditions essentielles pour les intérêts de sa Maison.

4. Ce ne peut pas être pour la défense des présens Possesseurs & des Droits de l'Empire , que l'Empereur fait défilér des Troupes en Italie , puisque d'un côté le Traité de Londres , fait sur les instances mêmes de l'Empereur , soumet les présens Possesseurs à l'obligation de recevoir des Garnisons , & que de l'autre on n'a point attaqué ce qui peut intéresser l'Empire. Il faut distinguer des Préentions & des Droits établis éventuellement &

& conditionnellement, & une possession actuelle. Les Etats dont il s'agit aujourd'hui ne relevent point actuellement de l'Empire : La Feodalité de ces mêmes Etats n'est établie qu'éventuellement ; Sur ce Principe, les Droits supremes de l'Empire ne sont qu'éventuels : Les Etats peuvent-ils se plaindre que l'on ait excédé par le Traité de Seville les précautions prises par la Quadruple-Alliance, lorsque celles que l'Empereur reproche aux Alliés de Seville ne tendent qu'à en assurer l'exacte & fidele observation. Sera-ce par l'entrée des Troupes Impériales qui doit précéder l'Introduction de l'Infant Dom Carlos, selon le Mandement joint N^o. 4. au Décret de Commission ? L'esprit & les termes de ce même Mandement découvrent toute la lezion faite à l'Espagne dans le Traité de Vienne. Etoit-il de la prévoyance, qui a réuni tant de Puissances par le Traité de Seville, de négliger entr'elles de justes & solides mesures pour l'exécution de l'Article V. du Traité de Londres, lorsque l'on a fait une si triste expérience de l'inexécution du Traité de Bade, comme de l'inutilité des remontrances & des avis du College Electoral par rapport à l'Etat de Mantoue, & tant d'autres Fiefs qui relevent de l'Empire en Italie.

5. L'Empereur ne peut reprocher à la France ses soins invariables pour le maintien du repos & du bon ordre dans l'Empire, sans les reconnoître lui-même ; mais peut-il s'en plaindre sans ofenser l'honneur des Garanties de la Paix de *Westphalie* si précieuses à tout le Corps Germanique : que desiré la

France dans l’Affaire de Mecklenbourg , ou dans celle d’Oost-Frise , que chaque Etat en particulier , & l’Empereur lui-même ne doive désirer plus qu’elle ? On voudroit pour éblouir plus facilement les Esprits s’attacher principalement aux démêlez d’Oost - Frise : L’Empereur , sur les instances du Roi , a pris plusieurs Engagemens particuliers sur la conduite de l’Affaire d’Oost-Frise , au moyen de quoi les Etats-Généraux ont porté les Embdenois à la soumission : L. H. P. ont agi pour cet effet de concert avec le Ministre de l’Empereur en *Hollande* , & lui avec Elles. En sorte que le Ministre Impérial ayant à cet égard les mains liées , tout ce qu’il feroit ou proposeroit , ne pourroit que le contredire , & le démentir dans son propre fait. Si les Alliés de Seville ont garanti aux *Provinces-Unies* les Droits qui leur sont acquis , & dont ils jouissent depuis plus d’un Siecle , quoi de plus juste & qui soit plus conforme aux vues qui les ont si heureusement réunis , que de prévenir les voyes de fait , sans empêcher les Parties de recourir aux moyens légitimes , bien loin d’entreprendre sur la Jurisdiction de l’Empereur & de l’Empire ; ils ne souhaitent rien tant qu’elle soit rétablie . & qu’elle soit exercée selon les Loix & selon les Constitutions .

Ces Considérations suffisent à la sagesse & aux lumieres des Membres de la Diete. C’est à leurs Maitres à délibérer présentement , si par une injuste méfiance pour les Alliés de Seville , ou par une complaisance aveugle pour quelques Conseils qui prévalent à la Cour de Vienne , il est de leur intérêt de se mettre en danger de perdre gratuitement , avec leur re-

pos

JUSTIFICAT. N^o. LXVI, & XLVII. CXLIX

pos, toute l'assistance qu'ils peuvent légitimement se promettre pour le maintien de leurs Droits, de leurs Prerogatives & de leurs Libertés; sur tout quand le Ministre de France ne cesse de les assurer en général & en particulier, que le Roi est bien éloigné de vouloir causer la moindre inquiétude aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, que S. M. ne desire au contraire rien tant que de pouvoir entretenir avec eux une parfaite Correspondance dans une Circonstance où les Intérêts reciproques ne sont nullement opposés, & laissent au Roi le moyen, de même que le desir, de leur donner des marques réelles de son amour pour la paix.

REPONSE à l'Ecrit précédent.

ON a sans doute surpris la Religion de l'Empereur dans les moyens, qui sont la base & le fondement du dernier Décret de Commission publié à Ratisbonne.

Les raisons & causes qui sont la base & le fondement du Décret de Commission publié à Ratisbonne au sujet du Traité de Seville, sont tous tirés des Actes authentiques, à savoir des Traités solennels conclus entre les Principales Puissances de l'Europe, renouvellez souvent, & confirmez depuis peu, des Décrets adressez ci devant à l'Empire, des Resultats pris ensuite, des Lettres d'Investiture éventuelle, & d'autres Pieces sollicitées de l'Espagne, & qui par conséquent ne sauroient en être défavouées. La Quadruple-Alliance, le Resultat de la Diete de l'An.

1722. agréé & ratifié de S. M. I., le Traité de Paix conclu en son nom, & en celui de l'Empire avec S. M. C. en conformité du dit Resultat, & les Articles Préliminaires, qui devoient servir de base à tout ce qui se traiteroit pour une Pacification générale, peuvent-ils passer pour des moyens propres à surprendre la Religion d'un Prince, qui y a par toutes sortes de raisons tant de part, & qui a concouru si généreusement & si nécessairement à les contracter; cependant c'est surquoi se fonde le Décret de Commission en question, & on n'a qu'à combiner les Traités, qu'on vient de nommer, avec celui de Seville, pour être convaincu, qu'il résulte de ce dernier une Infraction manifeste de ceux qui le précédoient. D'ailleurs l'Empereur est un Prince trop éclairé & trop instruit des affaires qui se traitent, pour que Sa Religion ait pu être surprise dans la manière dont il s'agit. Et que peut, ou doit-on penser d'un Ecrit, ou de celui qui en est l'Auteur, lorsque pour appuyer ce qu'il va dire, il établit d'abord pour principe, que des titres aussi respectables, que les Traités solennels ont jusqu'ici paru l'être, bien loin d'être des moyens propres à éclaircir la vérité, ne servent qu'à séduire.

Comment peut-on considérer le reproche fait aux Alliés de Seville, de disposer des biens &c. de la personne d'un tiers, lorsque bien loin de détruire rien, ils assurent d'avantage ce qui a été statué par le Traité de Londres, c'est un ouvrage commun.

Le Traité de Londres est sans doute un ouvrage commun. Mais de-là il s'ensuit, que l'une des Parties contractantes ne peut

pas s'en éloigner sans le consentement de l'autre. Et vouloir forcer l'Empereur de se désister d'une promesse, qui lui a été faite si solennellement, vouloir se passer de l'Empire dans une affaire, où sa concurrence a été jugée nécessaire par ce même Traité, & vouloir enfin disposer des Terres, qui depuis tant de Siècles y ont été liées, & qui en relient, ou en dépendent actuellement, sans se mettre en peine de ce que l'Empereur, l'Empire & les présens Possesseurs sont en droit d'y redire; cela s'appelle à juste titre vouloir disposer des biens & de la Personne d'un tiers. Le Traité de Londres n'a pas seulement pour but, d'assurer les avantages, qui y ont été destinez à l'Infant Dom Carlos. Son principal objet a été de fixer l'équilibre en Europe: La France & l'Angleterre en ont dressé le premier plan, par leur Canal il a été communiqué à la Cour de Vienne, & ce plan avoit pour base & fondement, que l'Espagne pourroit aussi peu mettre un pied en Italie, que l'Empereur en pourra mettre un en Espagne. C'est donc détruire ce qui a été statué par le Traité de Londres, que de prétendre assurer les avantages destinez à l'Infant Dom Carlos d'une manière qui soit contraire au principe qu'on vient de dire, & à la disposition claire & expresse, jointe dans le Traité même à ce qui y a été établi en faveur du dit Infant. S'il falloit venir un jour à la nécessité de publier tout ce qui s'est passé lorsque la Quadruple-Alliance, & puis après les Articles préliminaires ont été négociés, le monde sera sans doute étonné de voir,

comment on a abusé de la bonne foi, avec laquelle S. M. I. a procédé dans toutes les occurrences qui se sont présentées.

L'Empereur à la vérité, ne s'est pas empressé de l'exécuter en ce qui regarde la Sureté de l'Etablissement provisionnel de l'Infant Don Carlos, quoique ce ne fut qu'à ce prix, qu'on consentit à procurer à la Maison d'Autriche un aussi grand accroissement de Puissance, que celui qu'Elle a acquis par la Sicile, on sait avec quelle peine on obtint les Actes de l'Expédition des Investitures eventuelles, pour tout dire en peu de mots, il fallut quasi les arracher parce que l'on ne put les obtenir.

Si l'Auteur de cet Ecrit avoit réfléchi à ce qui s'est passé avant, & après la Conclusion du Traité de la Quadruple Alliance, il se feroit expliqué d'une manière plus conforme à la vérité, & au langage que la Cour de France, & celle de la Grande-Bretagne ont tenu alors. Tout le Monde fait, à quel prix pour la Maison d'Autriche le dit Traité a été conclu; l'Empereur a sacrifié au desir du repos & de la Paix ses justes Droits sur des Royaumes aussi vastes, que sont ceux que le Roi Catholique possède aujourd'hui, quelle comparaison y-a-t-il entre un tel sacrifice, & le prétendu accroissement de Puissance, qu'il a acquis par la Sicile, & qu'il a acheté par la Cession d'un autre Royaume, lequel ci-devant faisoit partie de la Monarchie d'Espagne. D'ailleurs l'offre de la Sicile a été fait à l'Empereur de la part de la France & de l'Angleterre, avant qu'il fut question des successions de Tosca.

JUSTIFICAT. N^o. XLVI & XLVII. CLIII

Toscane & de Parme , & il est notoire , combien ces deux Puissances ont blâmé l'entreprise , que , contre la foi des Traités , l'Espagne avoit formée sur ce Royaume , dans le tems , que l'Empereur étoit engagé dans une Guerre contre les infidèles. Ce ne fut qu'avec peine , que la Cour de Madrid a été portée à avoir des sentimens plus pacifiques , & il a fallu y employer une négociation de quelques années. Enfin on a trouvé le moyen de lui arracher le consentement à ce qui a été stipulé par le Traité de Londres , & l'Empereur accoutumé à exécuter religieusement ses promesses , a non seulement porté l'affaire de la Succession de Toscane & de Parme à la Diète , mais il y a encore employé si efficacement ses bons offices , que le consentement des Etats de l'Empire a été obtenu en faveur de l'Infant Dom Carlos , sous condition néanmoins , qu'on n'altérerait en rien la disposition de l'Article V. du Traité souvent mentionné ; Suivant ce Résultat de la Diète ratifié de S. M. Imp. les lettres d'Investiture éventuelle furent expédiées & remises aux Plénipotentiaires Espagnols , qui se trouvoient à Cambray. Et voici le titre , sur lequel se fonde le Droit de la descendance mâle de la Reine d'Espagne ; titre reconnu de toutes les Puissances qui ont part à la Quadruple - Alliance , & auquel la Cour de Madrid ne sauroit contrevenir sans donner atteinte au Droit même qui en résulte. L'Empereur a donc satisfait à ses engagemens , dès que les choses furent préparées , comme en conformité du Traité de Londres elles devoient l'être ; & dès que

ttt tttt s la

la repugnance de l'Espagne à s'y aocommoder, l'a pû permettre. Mais l'événement n'a fait que trop voir, que ce Prince par la juste défiance qu'il devoit avoir de la sincérité de la Conduite de la Cour de Madrid, n'auroit pas pû être blâmé, s'il s'étoit moins empressé: Car à peine le Roi Catholique avoit accédé au dit Traité de Londres, que l'année d'après il s'efforça à porter la France & l'Angleterre à s'en éloigner. L'Article secret, dont en 1721., ces trois Puissances sont convenues entr'Elles au sujet des Garnisons Espagnoles, en est une preuve sans réplique. On l'a caché long-tems à l'Empereur, & même toute la confiance, qui paroissoit établie entre les deux Cours par le Traité de Vienne, n'a pû arracher ce secret à celle d'Espagne. Ce ne fut qu'en 1728., qu'on en fit part à ce Prince, & nonobstant toute l'affection, que les Alliés de Seville se vantent de porter au Corps Germanique, & à ses Droits & Libertés, il n'a pas tenu à eux, que l'Empereur, son Chef, ne soit contrevenu à un Resultat de la Diète, qui par sa ratification étoit devenu une Loi pragmatique de l'Empire, & à laquelle par conséquent ni lui sans les Etats, ni les Etats sans lui, ne sauroient donner atteinte. Il est vrai, que dès le commencement la France & l'Angleterre n'ont pas cru pouvoir se prêter aux Garnisons Espagnoles, à moins que S. Maj. Imp. n'y consentit, & le soin qu'on a eu de stipuler dans l'Article susdit, que ce changement ne se pouvoit faire, que du gré de l'Empereur, marque assez ce qu'on doit ju-
ger

ger de ce qui est arrivé à Seville à l'insçu & à l'exclusion de ce Prince. Mais c'est que quand une fois on a passé les bornes que les Traités prescrivent, on commence à être peu à peu moins retenu, & enfin les choses ont été poussées si loin, que les vues de la Cour de Madrid se découvrent tous les jours de plus en plus.

L'on fait une fausse application de ce qui a été stipulé par l'Article V. du Traité de Londres par rapport au consentement de l'Empire pour l'Expédition des Actes d'Investiture ; l'Empereur se chargea lui-même de ce soin, qu'il croyoit pour lors lui appartenir de toute préférence ; l'Empire a donné son consentement, mais il n'a point été question, ni dans le Décret adressé pour lors à l'Empire, ni dans le résultat, qui s'ensuivit, des mesures prises, ou que l'on pouvoit encore prendre pour assurer & pour effectuer l'introduction de l'Infant Don Carlos dans les Pays, qui lui sont réservés.

On n'a qu'à lire l'Article V. du Traité de Londres, & le Résultat de la Diète de Pan 1722. pour savoir de quel côté on en fait une bonne ou mauvaise application. Il est vrai que l'Empereur, comme Chef de l'Empire, & en tant que cela le touchoit, a consenti à ce qui a été stipulé en faveur de l'Infant Don Carlos, avant que les États assemblés en Diète aient expliqué là-dessus leurs sentimens ; mais il ne l'a fait, que sous Condition, que dans la suite le Consentement de l'Empire y accéderoit, & que rien ne seroit altéré dans les autres Clauses de l'Article dont il s'agit, or comme par-

mi ces clauses il y en a une, qui porte en termes exprès, qu'on ne sauroit introduire des Garnisons Espagnoles dans les Places fortes de Toscane & de Parme, & que selon le Resultat de la Diete de l'an 1722. l'Empereur n'est autorisé à conclurre au nom de l'Empire la Paix avec l'Espagne, que sur le pied dont on étoit convenu par l'Article où la dite clause est inserée, il est évident, que c'est contrevenir, tant à l'un qu'à l'autre, dès que, sans le gré de l'Empereur & de l'Empire, on voudroit insister sur l'introduction de ces Garnisons. Si donc par les mesures prises, ou à prendre, pour assurer la succession éventuelle de l'Infant Don Carlos, on entend ces mêmes Garnisons, avec quel front peut-on avancer comme on le fait, que dans le Resultat de l'an 1722. il n'en a pas été question? sur-tout, puisqu'il ne s'agit pas en ceci de la forme, ou d'un simple changement de nom, comme les Alliés de Seville ont coutume de s'expliquer, mais bien du fond de la chose, & de l'infraction de l'un des plus importants points, établi par un consentement unanime des principales Puissances de l'Europe pour en fixer l'équilibre; & il faudroit absolument ignorer ce qui a été traité du tems de la conclusion de la Quadruple-Alliance, en cas qu'on voulut revoquer cette vérité en doute. Si l'Article des Garnisons Espagnoles, comme l'Auteur l'insinue dans la suite, avoit paru indifférent aux Puissances, qui l'ont contracté, & à ceux dont le consentement a été jugé nécessaire, pourquoi auroit-on eu tant de soin à pourvoir, que sous aucun prétexte

JUSTIFICAT. N^o. XLVI, & XLVII. CLVII

te elles ne pourroient y être introduites ? A quelle fin la Tutéle des Infans , Possesseurs de Toscane & de Parme , seroit-elle otée aux Rois d'Espagne , & ceux-ci obligés à leur remettre , dès que le cas de l'échéance de Toscane arriveroit , la Place de Porto Longone avec l'Isle d'Elvas , à moins que cela ne fût stipulé dans la vue d'empêcher , que la Couronne d'Espagne ne puisse avoir la moindre liaison avec les Etats susdits ? & si les desseins de la Cour de Madrid n'alloient pas plus loin que d'assurer aux Descendans mâles de la Reine , une Succession qui leur avoit été destinée par les Traités antérieurs , pourquoi refuseroit-elle de se tenir aux moyens licites , & plus que suffisans , qui pour cet effet avoient été prescrits , & dont elle même étoit tombée d'accord du tems de leur conclusion ? Par tout ce qu'on vient de dire , il est clair que l'Empereur se trouve à présent dans un cas bien différent de celui où il étoit du tems de la conclusion du Traité de Londres. Il n'y avoit alors aucune convention , faite sur les Successions de Toscane & de Parme , ni aucune loi de l'Empire , qui fit défense d'y introduire des Troupes Espagnoles. L'Empereur pouvoit donc , comme Chef de l'Empire , consentir à ce qui a été stipulé d'un accord commun en faveur de l'Infant Don Carlos , avec la précaution qu'il a eue d'y faire ajouter en termes très-exprès , qu'il seroit nécessaire d'obtenir encore le consentement de ses membres , c'est-à-dire des Etats assemblés en Diète : au lieu qu'il y a à présent une Loi pragmatique , qui lui lie les

les mains, puisque pour contenter les Alliés de Seville, il faudroit contrevenir au Resultat de la Diete de l'an 1722. ratifié de S. M. I.

De plus la France & l'Angleterre, bien loin d'avoir voulu rien statuer sur des fiefs de l'Empire, ou sur des Etats qui en relevent autrement, lorsqu'il il s'agissoit de conclure la Quadruple-Alliance, ont reconnu très positivement, que pour en convenir, il falloit de toute préférence s'assurer de la volonté de l'Empereur & de celle de l'Empire; il n'y avoit donc rien en ce procédé, par où les Droits ou la dignité de l'un ou de l'autre fut blessée; Mais bien loin de suivre cette méthode en ce qui s'est passé à Seville, on eut soin de cacher à l'Empereur ce qui s'y traitoit, on ne lui en fit part qu'après coup, & Dieu sait comment, les Articles secrets n'ayant paru jusqu'ici; & on y disposa des terres & des fiefs de l'Empire d'une toute autre façon, & même d'une façon opposée à ce dont on étoit ci-devant tombé d'accord d'un aveu commun. Après de semblables démarches, inviter l'Empereur à accéder à un ouvrage déjà fait, & déclarer en même tems, qu'on ne sauroit en démorde quelque contrariété, qu'il y eût entre les Traités antérieurs, & celui qu'on venoit de conclurre; c'est rompre les nœuds les plus sacrés de la société humaine, c'est vouloir dicter la loi, & soutenir par la force l'injustice du monde la plus criante.

L'Empire a considéré le point des Garnisons comme absolument indifférent pour lui, on voit

JUSTIFICAT. N^o. XLVI, & XLVII. CLIX

une suite invariable du même esprit dans ce qui s'est passé en 1725. à la Diète, l'Empereur n'a point suivi l'Article V. de la Quadruple Alliance dans l'Article IV. du Traité de Vienne, nonobstant ce changement important l'Empire a reconnu ce dernier Traité exactement conforme au sens du resultat de l'an 1722. Les Ministres qui forment cette assemblée, retrouveront sans doute les vestiges de ces vérités dans leurs Actes, & dans leurs Protocols.

Il est étrange, que l'Auteur de l'Ecrit s'érige en juge, de ce qui peut intéresser, ou non, l'Empire. Les Etats qui le composent, n'ont pas sans doute besoin d'un tel Conseiller; Mais c'est le langage ordinaire, que tiennent les Apologistes du Traité de Seville, pour le colorer. C'est un mal fait, disent-ils, il n'y a plus de remède: on ne sauroit revenir si-tôt d'un engagement, qu'on ne fait que prendre, & d'ailleurs le point des Garnisons Espagnoles ne sauroit être pour l'Empereur d'aucune importance, ni de préjudice; où en seroit-on dans la société humaine, si de semblables raisonnemens avoient lieu? Suffit-il de dire, que le mal est fait pour le justifier, & même pour pouvoir employer la force contre celui qui est en droit de s'y opposer? est-ce la plus fraîche date, qui fait subsister les Traités & annuler ceux qui avoient été conclus ci-devant contre le gré des Puissances qui y ont part! & qu'elle sûreté pourroit-on trouver à l'avenir, si, sous prétexte qu'une promesse sembloit être de peu d'importance, on pouvoit y manquer à celui à qui elle a été fai-

te ? Et ce qu'il y a de plus extraordinaire dans le raisonnement de notre Auteur, c'est que, pour prouver la prétendue indifférence des Garnisons Espagnoles, il en appelle à l'Article IV. du Traité de Vienne, & à ce qui s'est passé alors à la Diète, quoique les Garnisons Espagnoles y fussent aussi clairement & aussi expressément défendues, qu'elles l'ont été par l'Article V. de la Quadruple Alliance. On ne fait donc, en quoi consiste ce changement important, qu'il suppose entre l'un & l'autre Article : L'Auteur n'a pas trouvé à propos d'éclaircir sa pensée, de peur d'en découvrir trop le néant. Peut-être s'est-il flatté, que l'obscurité, qu'il affecte, pourra éblouir les moins clair-voyans, du moins il a bien fait de se cacher lui-même, puisque les sophismes, impertinences, & faussetez, qu'il emploie pour soutenir une mauvaise cause, ne lui feroient pas honneur en se manifestant.

Les Alliez de Seville n'ont donc pas pu s'imaginer, qu'il fut besoin d'un nouveau consentement de l'Empire, lorsque l'on n'altère rien l'Essence de ce qui a été statué par le Traité de Londres. Les Articles X. & XII. du Traité de Seville ne laissent aucun doute sur l'intention des Parties contractantes, puisqu'elles s'engagent d'établir, selon les Droits de Succession qui ont été stipulés, & de maintenir le Serenissime Infant Don Carlos dans la possession, & jouissance des Etats de Toscane & de Parme.

A lire ce passage on croiroit, que de bonne foi les Alliez de Seville n'ont pas songé à obtenir un nouveau consentement de l'Empire.

pire ; Mais pour peu qu'on sache ce qui s'est passé au sujet des Garnisons Espagnoles , on ne sera pas assez credule pour se le persuader. Ce fut au mois d'Août de l'an 1728 que l'Article Secret de l'an 1721. a paru pour la premiere fois , & ce fût alors que les premieres instances pour les Garnisons Espagnoles furent faites aux Ministres de S. M. I. qui se trouvoient en France. L'Empereur étoit en ce tems étroitement lié avec l'Espagne , accoutumé à avoir pour ses Alliez toutes les complaisances faisables , il auroit souhaité de pouvoir deferer en ceci aux desirs de la Reine , & il n'eût pas de la peine à prévoir l'usage que les Puissances du parti opposé pourroient s'aviser de faire de son attachement fidele aux Traitez. En effet on s'apperçut bien-tôt du piège qui étoit caché sous cette proposition. Si l'Empereur s'y prêtoit , quel prétexte plausible cela n'auroit-il pas fourni aux Alliez d'Hanover , de faire valoir les ombrages , qu'ils feignoient d'avoir conçus du Traité de Vienne , & qu'ils s'empressoient tant d'insinuer aux autres. Tout conforme que ce Traité étoit à celui de la Quadruple Alliance , on fait quelles illations en furent tirées , pour imputer à la Cour Imperiale des vûes sans bornes , & des desseins préjudiciables au système , dont on étoit convenu ci-devant pour fixer l'Equilibre en Europe ; & quoique l'événement ne l'ait que trop justifié là-dessus , l'Auteur de l'Ecrit repandu à Ratisbonne , a la malice , ou plutôt l'imprudence , d'en parler encore à peu près dans le même sens. Si donc une démarche aussi innocente

que

que celle de conclurre la Paix avec l'Espagne sur le pied du Traité de la Quadruple-Alliance, a servi de faux prétexte aux Alliés d'Hannovre d'allarmer quasi toute l'Europe, que n'auroient-ils pû dire, si l'Empereur de son Chef, contre une Loi pragmatique de l'Empire, & sans le consulter, s'en étoit éloigné dans un des principaux points ? Ils n'ignorent pas sans doute, pour quelle raison il fut stipulé par le Traité de Londres, que l'Espagne ne pourroit pas garder un pié en Italie. Ils savent bien, qu'il ne s'agit, pas en ceci d'un nombre plus grand, ou plus petit de Troupes de cette Couronne, qu'on voudroit y introduire, puisque ce nombre ne peut pas se compter, & qu'on auroit de la peine à trouver quelque moyen, pour s'assurer qu'il ne fut jamais excédé. Et Enfin ils ne comprennent que trop bien, que si toutes les précautions qu'on a prises, pour empêcher que les Espagnols n'y entrent, devoient être inutiles, l'Empereur ne sauroit trouver de la sûreté 'en celles qu'on pourroit vouloir prendre, pour les en faire sortir. Si donc après toutes ces reflexions si naturelles, & qui se présentent d'abord à l'esprit, l'Empereur s'étoit désisté de ce qui à cet égard avoit été stipulé en sa faveur par les Conventions précédentes, ils auroient eû un juste sujet de soupçonner, qu'il y avoit entre les deux Cours une Liaison plus étroite, qu'il n'y en avoit en effet. Voici ce qu'il y avoit à craindre en se prêtant aux instances de la Cour de Madrid, & en les refusant, l'Empereur risquoit de faire beau jeu à ceux qui sans être retenus par la foi des

JUSTIFICAT. N^o. XLVI, & XLVII. CLXIII

des Traités, voudroient s'efforcer à lui faire perdre un aussi puissant Allié, que l'Espagne. Par sa grandeur d'ame il aima mieux s'exposer à ce dernier événement, que de manquer en rien à ce qu'il se devoit, à ce qu'il doit à l'Empire, & à la fidélité, qu'il a constamment témoignée dans l'Exécution des Traités, qu'il avoit une fois contractés. D'ailleurs il se flattoit, comme il s'en flatte encore, que les Alliez d'Hannovre convaincus de la droiture de ses intentions, ne voudroient pas pousser les choses jusqu'à tenter de mettre en exécution ce qu'ils sont eux-mêmes obligés d'avouer être contraire aux engagements précédens. Il savoit, que le Ministère de France s'étoit d'abord recrié contre l'iniquité de la demande de la Reine d'Espagne, & la bonne foi, que Monsieur le Cardinal de Fleury faisoit paroître, jointe aux assurances qu'il en avoit tant de fois renouvelées, le tranquilloient entièrement sur l'infraction des Traités, dont on le menaçoit. Telles ont été les considérations, que l'Empereur a eues sur cette importante affaire. Pour ne s'en écarter en rien il a ordonné à ses Ministres de déclarer tant en France qu'en Espagne, qu'il croyoit avoir fait en faveur de l'Infant Don Carlos, plus que l'on n'auroit pu en exiger, qu'il étoit tout prêt à lui assurer encore d'avantage la succession éventuelle qui lui étoit destinée, pourvu qu'on voulu se contenter des moyens qu'il étoit autorisé d'y employer, c'est-à-dire, qui seroient combinables avec les Traités, & avec les droits d'autrui; qu'il n'é-

toit

toit ni de l'intérêt du dit Infant, d'aspirer à cette succession par des voyes illicites & contraires aux titres sur lesquels se fondeoit tout le droit, qu'il pouvoit y avoir, ni dans le pouvoir de S. M. I. d'y donner les mains, ou de s'éloigner en rien de l'Article V. de la Quadruple - Alliance, puisque cet Article par le Resultat de la Diete agréé par la Ratification Impériale, en étoit devenu une loi pragmatique, que toutes les Puissances qui avoient part à la Quadruple Alliance, avoient reconnu en termes exprès, que le consentement de l'Empire étoit nécessaire, en ce qui regardoit les successions de Toscane & de Parme, que les Droits y étant notablement intéressés, on ne sauroit se passer de le consulter préalablement, dès qu'on voudroit faire changement à ce qui avoit été déterminé d'un commun accord. Enfin que vouloir l'en exclure, seroit une injustice manifeste, & feroit un tort infini aux intérêts même de l'Infant Dom Carlos. C'est ainsi que les Ministres Impériaux ont eu ordre de s'expliquer, dès que cette matiere a été mise sur le tapis, & on n'a jamais varié dans les ordres qui leur ont été envoyez par après. Les déclarations, qu'ils en ont données tant de bouche que par écrit, en font foi, & les réponses que le Comte de Königsegg a reçues du Marquis de la Paz, ne donnent que trop à connoître le risque, où seroient exposez les Droits de l'Empire, si l'Empereur ne s'empressoit à les soutenir de toutes ses forces contre les injustes entreprises que la Cour d'Espagne paroît vouloir tenter. Au reste après
tout

JUSTIFICAT. N°. XLVI, & XLVII. CLXV

tout ce que les Ministres Impériaux, depuis le tems que l'Article des Garnisons Espagnoles a commencé à être débattu, jusqu'à l'heure qu'il est, n'ont cessé de représenter en différente rencontres, & avec une suite invariable du même esprit de la nécessité indispensable, qu'il y avoit de consulter là-dessus l'Empire, a-t-on bonne grace d'avancer, comme le fait l'Auteur de l'écrit répandu à Ratisbonne; que les Alliés de Seville n'avoient pas pû s'imaginer, qu'il fut besoin d'un nouveau consentement de l'Empire. Le Ministre en France en pensoit tout autrement, il n'y a pas encore deux ans, & on ne prétend pas examiner à présent ce qui pourroit lui avoir fait changer de sentimens.

On ne conçoit pas, comment on a pû avancer dans le Décret de Commission, que l'on n'a point recherché l'Empereur de vouloir bien accéder au nouveau Traité, la chose est assez authentique après les reponses que ce Prince a faites lui même aux Ministres des Alliés de Seville, qui sont près de lui. Comment bazararder un fait, dont la preuve est entre les mains de toute l'Europe, que les Ministres des Allies de Seville n'ont cessé, en conséquence de leurs ordres, de convier l'Empereur de vouloir bien, par une juste & prompte condescendance, donner la dernière main à un ouvrage aussi salutaire, que celui de la Paix, on a suivi pour l'exécution du Traité de Seville le chemin frayé pour l'exécution du Traité de Londres, on s'est adressé pour l'une comme pour l'autre à l'Empereur, cette route n'a pas déplû à ses Ministres, quand elle a pû servir à

à leurs fins particulieres ; mais aussi tôt qu'ils ne rencontrent plus toute la complaisance qu'ils voudroient pour les intérêts Domestiques de la Maison d'Autriche, on fait un crime aux Alliez de Seville de la confiance, ou ils devoient être, que l'Empereur voudroit bien donner part à l'Empire des mesures nouvellement prises.

Pour faire mieux concevoir à l'Auteur du présent écrit le vrai sens de ce qu'on a avancé dans le Décret de Commission, qu'il pourroit n'avoir pas bien compris, faute d'entendre la langue Allemande, voici le fait dans toutes ses circonstances : Depuis que le Duc de Bournonville a produit l'Article Secret, dont il a été parlé ci-dessus, l'Espagne a fait bien des instances à la Cour Impériale pour obtenir son consentement aux Garnisons Espagnoles. Mais comme l'Empereur s'en est toujours expliqué de la maniere qu'on vient de dire, on a commencé en France à ne plus se roidir tant contre l'iniquité, que d'abord on avoit trouvé dans la demande de la Reine, sur l'esperance qu'on en conçut en Espagne, le Marquis de la Paz s'adressa aux Alliés d'Hannovre, & les Négociations clandestines entre ceux-ci, & Sa Majesté Catholique furent continuées pendant le Cours de plusieurs mois, à l'exclusion de l'Empereur & de l'Empire, auquel on eut grand soin de tout cacher. Il n'a pas pourtant été possible de traiter cette affaire aussi secrettement que la Cour Impériale ne la pénétrat. Sur les représentations qu'elle fit faire par ses Ministres en France, contre l'irrégularité d'un
sembla-

JUSTIFICAT. N°. XLVI, & XLVII. CLXVII

semblable procédé, on ne désavoua pas, qu'il s'agissoit d'un Traité particulier avec l'Espagne ; mais on y ajouta les assurances les plus fortes, qu'on ne donneroit les mains à rien, qui fut contraire aux Conventions antérieures, & sur-tout à la Quadruple-Alliance. Cependant les Négociations clandestines alloient toujours leur train ; le Comte de Königsegg ne cessa de représenter à Leurs Majestés Catholiques les importantes raisons, qui retenoient l'Empereur, de consentir aux Garnisons Espagnoles, avec offre de se prêter à tout autre moyen d'assurer la succession destinée à l'Infant Dom Carlos, pourvu qu'il fut combinable avec les Traités, & avec les Droits & la Dignité de l'Empire. Les Ministres de l'Empereur en France & en Hollande en parloient sur le même ton ; On répondit au premier avec bien de la hauteur & du mépris pour le Saint Empire, ne donnant que trop à connoître, qu'on n'en reconnoissoit pas les droits, & les derniers furent payés de bonnes paroles, & de nouvelles assurances de ne vouloir donner aucune atteinte aux Intérêts de Sa Maj. Imp. ni aux Traités déjà conclus. Ce manège fut continué jusqu'à ce que le fameux Traité de Seville vint à éclorre au Mois de Novembre de l'année passée. Un semblable procédé parut à juste titre étrange à la Cour Impériale, & elle ne sut pas le combiner avec le désir, qu'on avoit témoigné auparavant en France, de vouloir conduire les choses à une pacification générale. Il est bien vrai, que les Ministres des nouveaux Alliés de Seville, qui étoient

étoient à Paris, se sont rendus, le coup fait, chez le Baron de Fonséca, qui gardoit alors la Chambre, & où le Comte de Kinsky se trouvoit & qu'ils ont communiqué à l'un & à l'autre cette partie du Traité, qu'ils avoient jugé à propos de ne pas cacher au public; Mais cela se fit d'une maniere si peu décente & si seche, sans aucun préambule, ou invitation pour S. M. I. d'y entrer, que l'irrégularité de la communication ne répondit pas mal à l'Esprit, qu'on avoit suivi dans la conclusion même du Traité. Car on se contenta d'en remettre une Copie au Comte de Kinsky, & au Baron de Fonséca, sans y rien ajouter davantage. Et la même méthode fut religieusement observée des Ministres des Alliés de Seville, qui se trouvoient à Vienne, dont un chacun a eu soin de remettre à chaque Ministre de la Conference de S. M. I. une copie toute conforme à celle que Monsieur le Garde des sceaux avoit consigné aux Plénipotentiaires Impériaux en France. Voici la maniere, de laquelle on a recherché l'Empereur de vouloir bien accéder au nouveau Traité, & voici comment on l'a convié à donner la dernière main à un ouvrage aussi salutaire que celui de la Paix. Les réponses de ce Prince, que l'Auteur cite comme des preuves de ce qu'il avance, en sont foi, & le Ministère de France ne peut pas ignorer, que les Plénipotentiaires de S. M. ont d'abord reçu ordre, de ne se plaindre pas moins de l'injustice du Traité même, que de la maniere irreguliere, dont on a usé pour le communiquer.

Quel parallele y peut-il donc avoir entre

tre ce qui s'est passé du tems du Traité de Londres, & ce qui s'est fait à la conclusion de celui de Seville, avec quel front peut-on s'émanciper de dire, que cette route n'avoit pas déplu aux Ministres de l'Empereur, quand elle a pu servir à leurs fins particulieres. Et après tout ce que, de la part de l'Empereur on n'a cessé de représenter en France, en Espagne & en Hollande contre l'infraction de la Quadruple-Alliance, qu'on méditoit, c'est-à-dire, contre les Garnisons Espagnoles stipulées ensuite par le Traité, qu'on négocioit dès-lors, a-t-on bonne grace de provoquer à la confiance, où les nouveaux Alliés de Seville devoient être, que l'Empereur pourroit ou voudroit s'y prêter. On n'a donc hasardé aucun fait dans le Décret de Commission, qui ne fut exactement conforme à la vérité, & l'on ne peut s'imaginer, que l'Auteur de l'Ecrit répandu à Ratisbonne voudroit revoker en doute les circonstances, qui ont été rapportées ci-dessus, puisque si contre toute attente il s'avisait de le faire, ou pourroit, pour rendre la chose autentique, lui citer telles preuves, & tels témoins, qu'il ne faudroit oser rejettér.

Elles ne paroistroient pas si étranges à la Cour de Vienne si elle vouloit bien se ressouvenir qu'elle a mis en quelque maniere les Alliés d'Hanovre dans le chemin de la Négociation, qui excite aujourd'hui son chagrin, & son ressentiment, que l'on n'a rien fait, que l'Empereur ne fut tout prêt à faire lui-même, si l'on eut donné les mains à certaines Conditions essentielles pour les intérêts de sa Maison.

Il n'est pas trop aisé à deviner ce que l'Auteur veut dire en insinuant, que la Cour de Vienne a mis en quelque manière les Alliés d'Hannovre dans le chemin de la Négociation, & que ceux-ci n'avoient rien fait, que l'Empereur ne fut tout prêt à faire lui-même, s'ils avoient donné les mains à certaines conditions essentielles pour les intérêts de sa maison, il ne tenoit qu'à l'Empereur de rompre toutes les mesures, que les Alliés d'Hannovre avoient prises pour détacher de lui l'Espagne, s'il avoit été capable de fouler aux pieds les Droits de l'Empire, & d'enfreindre les Conventions solennelles, qui subsistoient encore. Car ce ne fut, qu'au mois de May de l'année passée que l'Espagne s'adressa à Monsieur le Cardinal de Fleury, après toutes les tentatives inutiles, qu'elle avoit faite à la Cour de Vienne, & il est absolument faux, que l'Empereur ait jamais voulu consentir aux Garnisons Espagnoles pour aucun avantage, qu'on lui auroit offert, ou qu'il auroit exigé pour les intérêts de sa maison. Jamais il n'en a été question à ce sujet, & on ne sauroit pousser l'effronterie, & l'impudence plus loin, que de mettre en avant avec tant de hardiesse des faits entièrement faux & controuvez.

Ce ne peut pas être pour la défense des présents Possesseurs & des droits de l'Empire, que l'Empereur fait défiler des Troupes en Italie, puisque d'un côté le Traité de Londres fait sur les instances même de l'Empereur soumet les présents possesseurs à l'obligation de recevoir des Garnisons.

Lc

Le Traité de Londres ne fut pas fait sur les instances de l'Empereur, il est notoire, qu'il ne s'y est prêté, que dans la seule vue d'empêcher une guerre universelle en Europe. & que la France & l'Angleterre lui ont fait bien des instances, pour l'y engager, quoique ces deux Puissances, ne l'aient pas conclu sans sa participation, comme il est arrivé en dernier lieu. Mais supposé, que ce fut l'Empereur, sur les instances duquel fut fait le Traité de Londres, comment pouvoit-on dire peu auparavant, que les nouveaux Alliés de Seville, en signant le Traité de ce nom, n'avoient fait que suivre la route, qu'on avoit tenu du tems de la conclusion de la Quadruple-Alliance? Est-ce donc sur les instances de l'Empereur que le Traité de Seville fut conclu? la contradiction est palpable, mais c'est, qu'il est difficile de l'éviter, dès qu'on s'égare une fois du chemin de la vérité. Au reste, il y a plusieurs motifs, qui ont porté l'Empereur à faire défilér ses Troupes en Italie, la défense des présens Possesseurs, celle des Droits de l'Empire, & le maintien de ceux qui lui appartiennent, soit en qualité de chef de cet Auguste Corps, soit en qualité de Souverain de Royaumes & Provinces Héréditaires: Car & les uns & les autres ont été également blessés par les conditions dont on est tombé d'accord à Seville. On n'a qu'à lire l'Article V. du Traité de Londres pour être convaincu, que ni avant, ni après le cas de la dévolution de la Succession, qui a été destinée à l'Infant Dom Carlos, des Troupes Espagnoles, ou à la Solde de

l'Espagne, ne sauroient entrer dans les places fortes, qui en dépendent. Et c'est précisément du tems que la succession ne seroit pas encore dévolue, que le paragraphe de l'Article V. qui commence : *Denique conventum est, & in id omnes singulaque partes contrabentes pariter sese obligarunt* &c. parle en des termes si clairs, & si expressifs, que si l'une des Puissances contractantes sans le sçû & consentement de l'autre pouvoit s'éloigner de la disposition, que ce paragraphe renferme, il n'y auroit plus de sûreté à trouver dans aucune convention, quelque forte & énergique qu'elle fut. Si les Alliés de Seville n'avoient pas reconnu eux-mêmes le préjudice, que les Garnisons Espagnoles porteroient aux intérêts de l'Empereur & de l'Empire, pourquoi auroient-ils parlé de leur sortie? quoiqu'ils ne l'aient fait, que d'une manière si foible & si ambigüe, qu'il leur sera beaucoup plus aisé, d'éluder l'Article XI. du Traité de Seville, que la disposition claire & positive de l'Article V. de celui de Londres. Or, dès qu'il y a des inconvéniens à craindre pour Sa Maj. Imp. si les Troupes Espagnoles avoient à rester dans les places fortes de Toscane & de Parme, qui pourra garantir ce Prince, que ces inconvéniens sont moins à craindre à présent, qu'ils ne le seroient à l'avenir? Et il y a même des raisons, pour lesquelles, selon l'équité & la Justice, les Garnisons, dont il s'agit peuvent encore moins avoir lieu avant, qu'après le cas de la dévotion arrivée; puisqu'outre le tort, qui en reviendrait en tout tems aux intérêts de l'Empereur & de l'Em-

l'Empire, il en résulteroit un autre par rapport aux Princes légitimes Possesseurs des Etats en question, Princes innocens ! & à qui rien n'attire la présente disgrâce, que le sort, qu'ils ont de se voir destiné un Successeur trop empressé à faire valoir ses espérances. L'Auteur du mémoire répandu à Ratisbonne tache d'éluder la force de ce raisonnement en disant, que même le Traité de Londres soumettoit les présens Possesseurs à l'obligation de recevoir des Garnisons ; il est vrai que ce Traité en fait mention, mais il ne parle que des Garnisons neutres, & il n'y est dit nulle part, que les Puissances contractantes s'obligeoient réciproquement de forcer en cas de refus les présens Possesseurs à les recevoir. Au contraire lorsqu'au Congrès de Cambray & par après on a réfléchi sur les inconveniens qui accompagneroient même ces Garnisons neutres, on est tombé d'accord des moyens plus doux pour assurer la Succession destinée par le dit Traité à l'Infant Dom Carlos. Le consentement de l'Empire, qui du tems de la conclusion de la Quadruple - Alliance a paru absolument nécessaire, quoiqu'à présent on ne s'en embarrasse gueres, a été obtenu. Les Lettres d'Investiture éventuelle ont été délivrées aux Plénipotentiaires Espagnols, & en ont été acceptées. On a expédié d'avance le *Mandatum ad subditos* pour mettre l'Infant Dom Carlos en état de s'en prévaloir, dès que le cas seroit échû. Et pour faire voir la bonne foi avec laquelle Sa Maj. Imp. vouloit accomplir ce

++++ + + + + 3

qui

qui a été stipulé en faveur du dit Infant , les ordres ont été donnez tant au Commissaire Imp. en Italie, qu'au Gouverneur de Milan, de mettre en exécution l'Article V. de la Quadruple - Alliance aussi-tôt que le cas y exprimé arriveroit. Que pouvoit-on désirer davantage à la Cour d'Espagne, si les vues se bornoient à ce que les Traités accordent aux Descendans mâles de la Reine ? Et s'il y avoit quelque chose de plus à souhaiter, ne devoit-il pas lui suffire que depuis plus d'un an l'Empereur s'offroit à tous les moyens d'assurance ultérieure, qui seroient combinables avec les Traités & les Droits d'autrui ? Et rejeter une telle offre, marque assez de quel côté est la Justice ou le tort ; d'ailleurs en ne considérant même, que les intérêts des Princes légitimes Possesseurs des Etats de Toscane & de Parme, les Garnisons mentionnées dans le Traité de Londres sont à plusieurs égards préférables à celles dont on est convenu entre les nouveaux Alliés de Seville. Celles-là devoient être levées parmi une Nation, qui leur étoit aussi peu suspecte, qu'à aucune des Puissances contractantes, & outre les précautions qu'on a prises pour quelles ne fussent aucunement à charge ni au Pays, ni à ceux qui le gouvernoient ; il fut encore stipulé, qu'elles prêteroiient le serment de fidélité aux Princes Possesseurs d'à présent : de sorte , que les Garnisons, dont il est parlé dans la Quadruple - Alliance en tout ce qui ne regardoit pas la succession destinée à l'Infant Don Carlos, étoient du vivant de ces Princes à
con-

considerer plutôt comme leurs propres Troupes que comme des Troupes étrangères , au lieu qu'on n'a pas eu le même soin de ménager les présens Possesseurs dans les Garnisons accordées aux desirs de la Reine d'Espagne par le Traité de Seville.

Et que de l'autre on n'a point attaqué ce qui peut intéresser l'Empereur.

Pour savoir l'empressement que l'Espagne a , de reconnoître les Droits de l'Empire , on n'a qu'à combiner le mémoire présenté à Leurs Majestés Catholiques par le Comte de Königsegg peu avant la conclusion du Traité de Seville , avec la réponse que le Marquis de la Paz y fit le 4. du Mois de Novembre de l'année passée , l'une & l'autre pieces se trouvent jointes aux présentes remarques sub Num. rmo. & zdo. on y verra quel cas on fait en Espagne de ces Droits , que c'est à tout autre titre qu'on y prétend faire succéder l'Infant Dom Carlos dans les Etats de Toscane & de Parme , & qu'après qu'on avoit suspendu la Conclusion du Traité de Seville jusqu'au retour du dernier Courier qui avoit été dépêché à Vienne au sujet des Garnisons Espagnoles , une Déclaration aussi équitable que celle qui fut faite par le Comte de Königsegg , a déterminé la Cour d'Espagne à signer peu de jours après le Traité de Seville. Après des pieces si authentiques ne pourra-t-on plus revoquer en doute , que ce fut pour la défense des droits de l'Empire , que l'Empereur a risqué de perdre un de ses plus puissants Alliés , comme il l'a perdu en effet ; & une semblable démarche ne doit-elle pas porter tous les bons

patriotes, à se lier étroitement avec leur chef dans une cause aussi évidemment juste, & où la dignité de l'Empire est si notablement intéressée.

Il faut distinguer des prétentions, & des droits établis éventuellement & conditionnellement, & une possession actuelle.

*Les Etats, dont il s'agit aujourd'hui, ne re-
levont point actuellement de l'Empire, la féo-
dalité de ces mêmes Etats n'est établie qu'éven-
tuellement; sur ce principe les droits supérieurs
de l'Empire ne sont qu'éventuels, les Etats
peuvent-ils se plaindre, que l'on ait excédé par
le Traité de Seville les précautions prises par la
Quadruple - Alliance? lorsque celles que l'Em-
pereur reproche aux Alliés de Seville ne ten-
dent qu'à en assurer l'exacte & fidele observa-
tion.*

Pour s'ériger en Docteur sur ce qui re-
garde les Droits de l'Empire, il faudroit en
avoir un peu plus de connoissance, que
l'Auteur du présent Ecrit ne paroît en avoir.
Si les Etats, dont il s'agit aujourd'hui, ne
sont pas en leur entier des fiefs actuels de
l'Empire, s'enfuit-il delà que ses Droits su-
périeurs ne sont qu'éventuels? Selon un tel
raisonnement tout ce qui dans l'Empire ne
feroit pas fiefs, ne pourroit donc pas en dé-
pendre. Or pour peu qu'on soit versé en
ce qui s'appelle le Droit public on ne peut
pas ignorer, qu'outre la féodalité il y a en-
core d'autres nœuds par lesquels des Etats y
peuvent être liés. La France & l'Angleterre
l'ont ci-devant très bien compris, puisque
dans l'Art. V. de la Quadruple - Alliance il
est fait mention des Droits que l'Empereur
&

JUSTIFICAT. N^o. XLVI, & XLVII. CLXXVII

& l'Empire prétendent sur la Toscane & les Duchez de Parme & de Plaisance avant qu'on y établit la féodalité éventuelle, dont il n'est parlé, que par après. En effet qui ignore, que ce fut Charles-Quint, qui après avoir rangé ceux de Florence à leur devoir, régla la République, & en fit Chef Alexandre de Medicis, qui ignore qu'après la mort de celui-ci, ce même Empereur conféra le Duché de Florence à Cosme de Medicis, & à ses héritiers mâles, qui ne fait que la Ville de Sienne est un arriere fief de l'Empire, dont Charles-Quint avoit constitué son Fils Philippe Vicaire Général, & dont celui-ci avoit investi quelques années après le même Cosme, qui ne fait la contradiction que Maximilien second a faite au titre de Grand-Duc, tant qu'on s'étoit avisé de le prendre sans le tenir de lui?

Enfin l'avis du College Electoral, par lequel il exhorta ce Prince à soutenir les Droits de l'Empire, & le remerciement qu'il lui fit de les avoir soutenus, se trouve encore parmi les Actes de l'Empire, & l'on ne sauroit revoquer en doute que Parme & Plaisance faisoient autrefois partie du Duché de Milan, que tout le Monde reconnoit dépendant de l'Empire. Est-ce donc à l'Auteur de l'Ecrit répandu à Ratisbonne de décider contre des Droits supremes, que de tout tems l'Empereur & l'Empire se sont vendiqués sur les Etats en question? on ne veut pas croire que la H. autorise une décision si précipitée, & si mal-séante. Mais si contre toute attente Elle vouloit le faire, le Corps Germanique à qui on dit que ses

+++++

ga-

garanties doivent être si précieuses, pourroit reconnoître par cet échantillon, combien ses intérêts lui tiennent à Cœur.

D'ailleurs si les Etats, dont il s'agit, ne sont pas en leur entier des Fiefs actuels, peut-on revoquer en doute qu'il n'y en ait, qui y soient compris. Et Porto Ferrajo, où l'on prétend introduire une Garnison Espagnole n'est-il pas du nombre de ceux où l'Empereur & l'Empire est dans une possession actuelle? Tout ceci est sans réplique. Mais supposé pour quelque tems que les Droits suprêmes dont il s'agit, ne fussent qu'éventuels, le Droit de Succession de l'Infant Dom Carlos l'est-il moins, & de même que du tems de la Quadruple Alliance il a paru nécessaire à tous les Contractans de s'assurer du consentement de l'Empire pour la validité de la convention éventuelle qu'ils firent alors, de même est-il indispensable de le faire encore aujourd'hui, dès qu'il est question de s'éloigner d'un point qui a été agréé ci-devant de tous ceux qui y ont concouru.

Il ne s'agit donc pas dans la présente discussion des précautions à prendre pour assurer l'exacte & fidele observation du Traité de Londres, ni des justes & solides mesures pour l'exécution de son cinquieme Article, l'Empereur s'est toujours offert à toutes les précautions & mesures qui seroient combinables avec l'esprit & à la Lettre du dit Traité, mais il ne peut pas se persuader que celles qui y sont contraires soient passer pour justes & solides.

*Sera-ce par l'entrée des Troupes Impériales
qui*

JUSTIFICAT. N^o XLVI, & XLVII. CLXXXIX

qui doit preceder l'introduction de l'Infant Dom Carlos selon le mandement joint Num. 4to. au Décret de Commission. L'Esprit & les termes de ce même mandement découvrent toute la lésion faite à l'Espagne dans le Traité de Vienne.

Il est étrange qu'après avoir reproché à l'Empereur de ne s'être pas trop empressé à exécuter la Quadruple Alliance, en ce qui regarde la sûreté de l'établissement provisionel de l'Infant Dom Carlos, on trouve à présent à redire, qu'il y ait employé des moyens, auxquels il n'étoit pas tenu, quoiqu'ils ne soient pas contraires à la disposition de la même Alliance. Il n'est pas moins étrange, qu'on suppose une lésion faite à l'Espagne dans un ordre, que l'Ambassadeur de cette Couronne le Duc de Bournonville a instamment sollicité à Vienne, & pour lequel Leurs Majestés Catholiques ont témoigné leur satisfaction au Comte de Königsegg. Et enfin il est surprenant qu'on trouve du préjudice dans le Traité de Vienne, quoiqu'il se fonde, & qu'il soit entièrement conforme à celui de Londres, où l'on n'en trouve pas. Sont-ce de semblables considérations qui doivent suffire, comme l'Auteur s'explique dans la suite, aux lumières, & à la sagesse des membres de la Diète pour les prévenir en faveur des Alliez de Seville. Mais quand on a à justifier un Traité tel que celui qui porte ce nom, on a de la peine à en trouver d'autres.

Etoit-il de la prévoyance, qui a réuni tant de Puissances par le Traité de Seville, de négliger entre elles de justes & solides mesures pour l'exécution

cution de l'Art. V. du Traité de Londres, lorsque l'on a fait une si triste experience de l'inexécution du Traité de Bade.

Ce reproche est assez singulier, & il faut avouër, qu'après tous les griefs, que la Cour Imperiale a fait inutilement exposer quinze années de suite à celle de la France sur l'inexécution du Traité de Bade, elle n'avoit pas lieu de s'y attendre. L'Electeur Palatin, l'Evêque de Spire, le Duc de Wurtemberg, & tant d'autres Etats de l'Empire savent ce qui en est, sans parler des plaintes, qu'on est en droit de former de la part des Pais-Bas Autrichiens. Et Monsieur le Cardinal de Fleury ne disconvient pas sans doute, que ce fut l'Empereur qui a fait faire les plus vives instances au Congrès de Soissons pour que ces griefs fussent redressez au plutôt.

Comme de l'inutilité des remontrances, & des avis, du college Electoral par rapport à l'Etat de Mantoue & tant d'autres Fiefs, qui relevent de l'Empire en Italie.

Que l'Apologiste du Traité de Seville se mettroit tant en peine des fiefs, qui relèvent de l'Empire en Italie, c'est à quoi la Cour Imperiale s'attendoit aussi peu, qu'au reproche, qu'il lui fait sur l'inexécution de celui de Bade. Car après tout, ce soin n'a guères touché les Puissances, qui ont part au Traité, qu'il s'efforce de justifier. Il est vrai, que l'Empereur s'est engagé par l'Art. X. de sa Capitulation : de veiller d'une manière toute particuliere à la conservation des Droits & Fiefs de l'Empire en Italie, de les défendre contre toute violence & usurpation

tion étrangere, & de prendre l'Investiture de ceux, qu'il possède lui-même, ou bien d'en reconnoître la féodalité par des Reverfales qu'il donneroit. Mais en quoi a-t'il contrevenu à tout ceci ? a-t'il jamais prétendu revoker en doute la qualité des Fiefs qu'il possède ? n'en a-t'il pas pris l'Investiture ? que manque-t'il à la sûreté, qu'il a promise de donner à l'Empire à cet égard ? ne possède-t'il pas le Duché de Mantouë du consentement unanime du College Eleétoral * auquel on paroît vouloir provoquer pour infirmer le contraire ? Enfin les Alliés de Seville ont ils lieu de se plaindre, qu'il néglige ces Fiefs & ces Droits, ou qu'il abandonne les Vassaux de l'Empire à des violences étrangères, tandis qu'il fait défilier ses Trompes pour la défense des uns & des autres, & qu'ils lui ont tant de fois reproché quoiqu'à tort, de faire trop valoir l'autorité Impériale en ce Pays-là.

L'Empereur ne peut reprocher à la France ses soins invariables pour le maintien du repos & du bon ordre dans l'Empire sans les reconnoître lui-même ; mais peut-il s'en plaindre sans offenser l'honneur des Garanties de la Paix de Westphalie, si précieuses à tout le Corps Germanique.

Il y auroit bien des choses à dire sur ces soins invariables de la France pour le maintien du repos, & du bon ordre dans l'Empire, si l'on ne craignoit d'aigrir les choses, en renouvelant le souvenir des tems passés, qui d'ailleurs est trop récent, pour que tant d'Etats de l'Empire, qui en ont senti les tristes effets, l'aient déjà oublié. La

Garantie de la Paix de Westphalie est sans doute précieuse à tout le Corps Germanique : mais pour qu'elle ait lieu, la requisi-
tion énoncée dans ce Traité même doit précéder ; & s'ensuit-il de-là, que sous un tel prétexte la France puisse s'ingérer dans toutes les affaires domestiques de l'Empire, que sous couleur, de vouloir y maintenir le repos & le bon ordre, elle soit autorisée à le troubler, c'est-à-dire, à semer la discorde en dedans, & à l'attaquer au dehors ? Car voici à quoi ces soins invariables ont presque toujours abouti. Pour maintenir le repos & le bon ordre dans l'Empire, l'Empereur & les Etats qui le composent, n'ont pas besoin de l'entremise d'une Puissance étrangère : Et de même qu'on ne prétend pas donner atteinte à ce qui a été stipulé par la Paix de Westphalie, de même n'est-on pas d'humeur de souffrir, que dans des affaires purement judiciaires, & du ressort des suprémes Tribunaux en Allemagne, la France s'arroge le pouvoir de concourir dans la judicature que l'Empereur seul est en droit de s'attribuer.

Que desiré la France dans l'affaire de Mecklembourg, ou dans celle d'Oostfrise, que chaque Etat en particulier, & l'Empereur lui-même ne doive desirer plus qu'elle.

L'Empereur ne prétend rien gagner dans l'affaire de Mecklembourg, il souhaite de bon cœur, que le Duc Charles Leopold veuille se ranger à son devoir, & ç'a toujours été en cette vue, qu'on a procédé contre lui avec tant de douceur, jusqu'au point que la Commission qui avoit été établie

JUSTIFICAT. N^o. XLVI. & XLVII. CLXXXIII

blie ci-devant dans le Pays, s'en est plainte plus d'une fois. L'Empereur ne cherche que la conservation en son entier d'un Duché aussi considérable que celui de Mecklenbourg, & il ne peut pas être soupçonné de vouloir s'en attribuer un pouce de terre. Si tout le monde désiroit la même chose on y verroit bien-tôt le bon ordre rétabli, & la crainte d'en voir détaché une partie, passée.

Qu'à fait l'Empereur dans l'affaire de Mecklenbourg, qu'il n'ait été sollicité de la Commission même de le faire en sa faveur. Car ce ne sera pas apparemment le mot d'Administration ou de Commission, qui décidera du fond de l'affaire. Mettre ordre que le Duc Charles Leopold ne puisse tyranniser ses Sujets, & avoir soin que les Dettes contractées soyent payées sans qu'il en coute une partie du Duché, voici à quoi aboutissent les soins de S. M. I. Il est vrai que ceux à qui ces soins ne conviennent pas, cherchent un autre prétexte pour y trouver à redire. Mais par les déclarations que l'Empereur a si souvent fait faire, qu'il ne prétendoit déroger en rien aux Droits, Prérogatives, & Libertés des Etats de l'Empire ni contrevenir en quoi que ce fut à l'Art. XX. de la Capitulation, & par le soin qu'il a eu de porter en son tems à la Diete ce qu'il y a ultérieurement à faire à l'égard du Duc de Mecklenbourg, on peut convaincre les moins clairvoyans, qu'en tout ce qui s'est fait à cet égard les Droits, Prérogatives & Libertés susdites ne courent aucun risque.

On voudroit pour éblouir plus facilement les esprits, s'attacher principalement aux démêlés d'Ost-

d'Ooft-Frise. L'Empereur sur les instances du Roi, a pris plusieurs engagements particuliers sur la conduite de l'affaire d'Ooft-Frise, au moyen de quoi les Etats Généraux ont porté les Embdenois à la soumission, L. H. P. ont agi pour cet effet de concert avec le Ministre de l'Empereur en Hollande, & lui avec elle.

Il est faux, que l'Empereur sur les instances du Roi T. C. ait pris plusieurs engagements particuliers sur la conduite de l'affaire d'Ooft-Frise. Dans les résolutions, qu'il a prises, il n'a eu égard qu'à ce que sa Clémence, sans déroger à la justice pouvoit lui permettre; Et ses Ministres au Congrès de Soissons ont toujours eu ordre de déclarer, que comme cette affaire étoit domestique de l'Empire, il ne permettroit jamais qu'il y en fut traité. Monsieur le Cardinal de Fleury a paru reconnoître l'équité de ce Principe, & en protestant de ne vouloir pas y déroger, il a souhaité de savoir un peu plus au juste de quoi il s'agissoit pour être mieux en état, comme il disoit, de pouvoir concilier toutes choses. C'est ainsi qu'on s'est expliqué alors, & on en a des preuves entre les mains auxquelles l'Auteur du présent Ecrit n'oseroit certainement pas donner un démenti. Or comme le procédé de S. M. I. est toujours tel, qu'il ne peut que lui être glorieux de l'exposer aux yeux de tout le monde, on n'a pas fait difficulté de communiquer au dit Cardinal le Mémoire ci-joint sub Num. 3. & voici à quoi se réduisent les engagements au moyen desquels les Etats ^{Elec.} Généraux doivent avoir porté les Embdenois à la soumission; si cette soumis-

soumission est sincere, c'est-à-dire, si la conduite des Embdenois y est conforme, & est de bonne foi, & si les États Généraux ne cherchent à rien entreprendre sur la juridiction de l'Empereur & de l'Empire, on verra bientôt le calme rétabli dans le Pays, au lieu, que s'ils manquent, l'Empereur ne pourra pas se dispenser de suivre la même route que ses augustes Prédécesseurs dans l'Empire ont toujours suivie, même en des tems où ils étoient très-étroitement liez avec L. H. P. contre la France.

Ensorte que le Ministère Impérial ayant à cet égard les mains liées tout ce qu'il seroit ou proposeroit ne pourroit que le contredire & le démentir dans son propre fait. Si les Alliés de Seville ont garanti aux Provinces-Unies les droits qui leur sont acquis, & dont ils jouissent depuis plus d'un siècle, quoi de plus juste, & qui soit plus conforme aux vues qui les ont si heureusement réunis, que de prévenir les voyes de fait sans empêcher les parties de recourir aux moyens légitimes; bien loin d'entreprendre sur la juridiction de l'Empereur & de l'Empire, ils ne souhaitent rien tant qu'elle soit rétablie, & qu'elle soit exercée selon les loix, & selon les constitutions.

La simple Lecture du Mémoire qu'on vient d'alleguer, suffit pour donner à connoître, à le Ministère Impérial a les mains liées à cet égard ou non? car après tout, ce n'est pas se lier les mains, quand on déclare ce qu'on a toujours pensé. On n'en veut ni aux Constitutions du Pays, ni aux Créances des Provinces-Unies. Et pour ce qui regarde les autres prétendus Droits que l'Auteur paroît

paroit vouloir insinuer, on s'est si naïvement expliqué là-dessus dans le Mémoire susdit, que le Ministère Impérial n'a pas à craindre l'insolente menace que cet homme a la hardiesse de lui faire, entraîné apparemment par une mauvaise habitude à se servir de termes si indignes, à cause qu'ils répondent & à sa naissance & à son génie. Qu'il se donne la peine de lire le Recès de l'Empire de l'an 1603. pour savoir de quelle manière les mains sont liées dans cette affaire à S. M. I. par une Sanction Pragmatique de l'Empire, & de ce qui s'est fait alors d'un consentement unanime de son Chef & de ses Membres, il n'aura pas de peine à conclurre ce que les Etats qui le composent, peuvent penser aujourd'hui de la Garantie stipulée à ce sujet dans le Traité de Seville.

Des considérations suffisent à la sagesse & aux lumières des Membres de la Diète, c'est à leurs Maîtres à délibérer présentement, si par une injuste méfiance pour ces Alliés de Seville ou par une complaisance aveugle pour quelques Conseils qui prévalent à la Cour de Vienne, il est de leurs intérêts de se mettre en danger de perdre gratuitement avec leur repos toute l'assistance qu'ils peuvent légitimement se promettre pour le maintien de leurs droits, de leurs prérogatives & de leurs libertés, sur tout ; quand le Ministre de France ne cesse de les assurer en général & en particulier, que le Roi est bien éloigné de causer la moindre inquiétude aux Princes & Etats de l'Empire, que Sa Majesté ne désire au contraire rien tant que de pouvoir entretenir avec eux une parfaite correspondance dans une circonstance

ce

ce ou les intérêts reciproques ne sont nullement opposés, & laissent au Roi les moyens de même que le desir de leur donner des marques réelles de son amour pour la Paix.

Les remarques qui ont été faites jusqu'ici, fussent sans doute pour convaincre les Membres de la Diète, que dans les considérations que l'Auteur du Mémoire qui y a été distribué, a le front d'avancer, la vérité est aussi peu ménagée, que le respect qui est dû à S. M. I. & C. A l'entendre parler, ne diroit-on pas qu'il est appelé aux délibérations qui se font à la Cour de Vienne, puisqu'il prétend de savoir jusqu'aux avis qui s'y donnent. Et après le soin qu'on a eu dans le Traité de Seville des droits prérogatives, & dignité, de l'Empire, n'a-t-il pas bonne grace d'exhorter les Membres à en confier le maintien aux Puissances qui l'ont contracté sous un Empereur si juste, que celui d'à-présent; les Etats de l'Empire n'ont rien à craindre pour leurs libertés, car comme il est lui-même de leur nombre, des libertés certainement ne feroient lui être moins précieuses, que les droits attachés à sa dignité Impériale & ce ne sera pas la faute de ce Prince, si le repos dont ils jouissent est troublé. Pouvoit-il donner des marques plus réelles de son amour pour la Paix, que de déclarer comme il a fait, que malgré l'irregularité de la conduite qu'on a tenue en égard, & à celui de l'Empire, il étoit se tenir fidèlement attaché aux ^{lois} que peut-on désirer de plus, à moins qu'on ne veuille soutenir par la force la justice du Monde la plus évidente, qui pourra douter que l'Empereur

ne

ne soit en droit, & même obligé à s'opposer à l'infraction de la Quadruple-Alliance, que de l'autre côté on pourroit vouloir tenter, & ceux qui s'en rendroient coupables, pourroient-ils jouir des avantages qui leur y ont été destinez, il ne tient donc qu'aux Alliés de Seville que le repos dont jouit l'Europe, ne soit pas altéré, & il ne peut y avoir un moyen plus propre pour parvenir à un but si salutaire, que d'être fidele dans les engagements qu'on a contracté.

Enfin ce seroit sans contredit un cas inouï jusqu'à présent parmi des Puissances Chrétiennes, si la fermeté de l'Empereur, à ne pas se départir des Traités, devoit servir de prétexte aux Alliés de Seville de lui faire la Guerre. Un tel événement ne pourroit pas être compté parmi les marques réelles d'un amour sincère pour la Paix; Et si contre toute attente & contre les vœux de l'Empereur les choses étoient jamais poussées à cette extrémité, il n'est pas à douter, que dans une si juste & si glorieuse cause les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ne s'empressent l'un à l'envi de l'autre, de se joindre à leur chef pour soutenir les Droits, l'honneur & la sûreté de leur Patrie.

Fin du Tome VII.









